



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

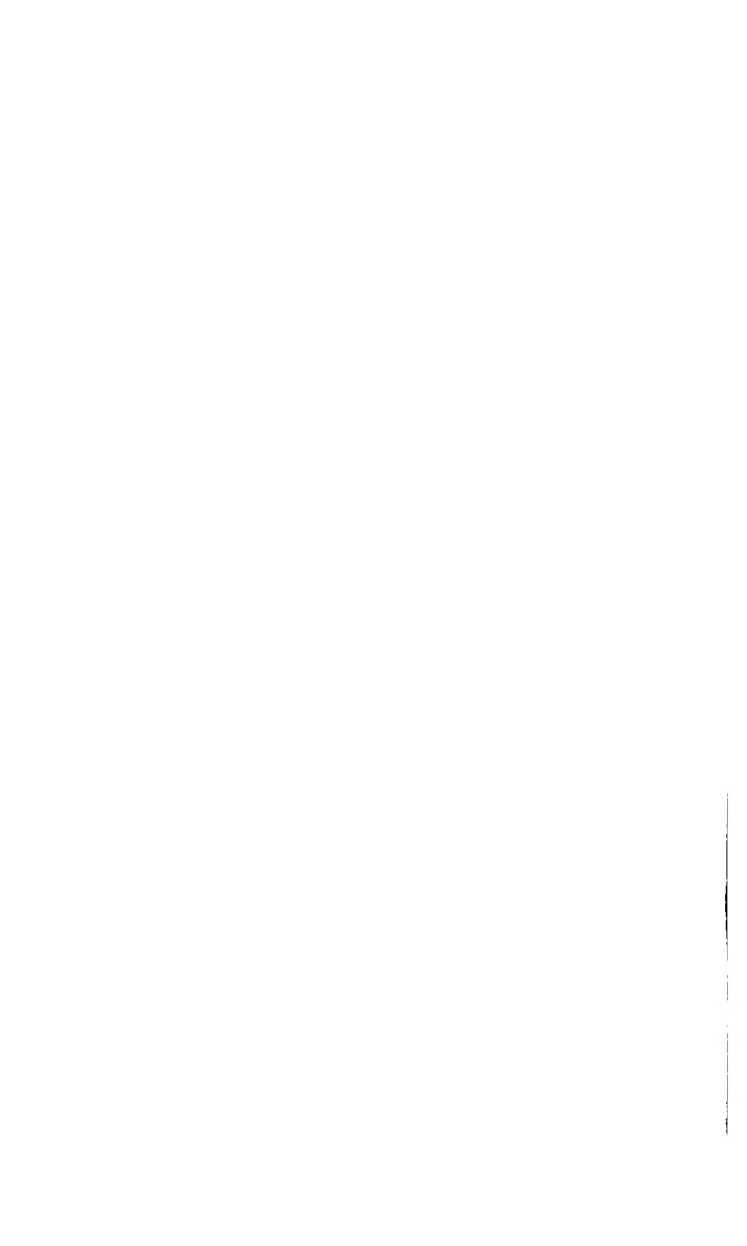
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

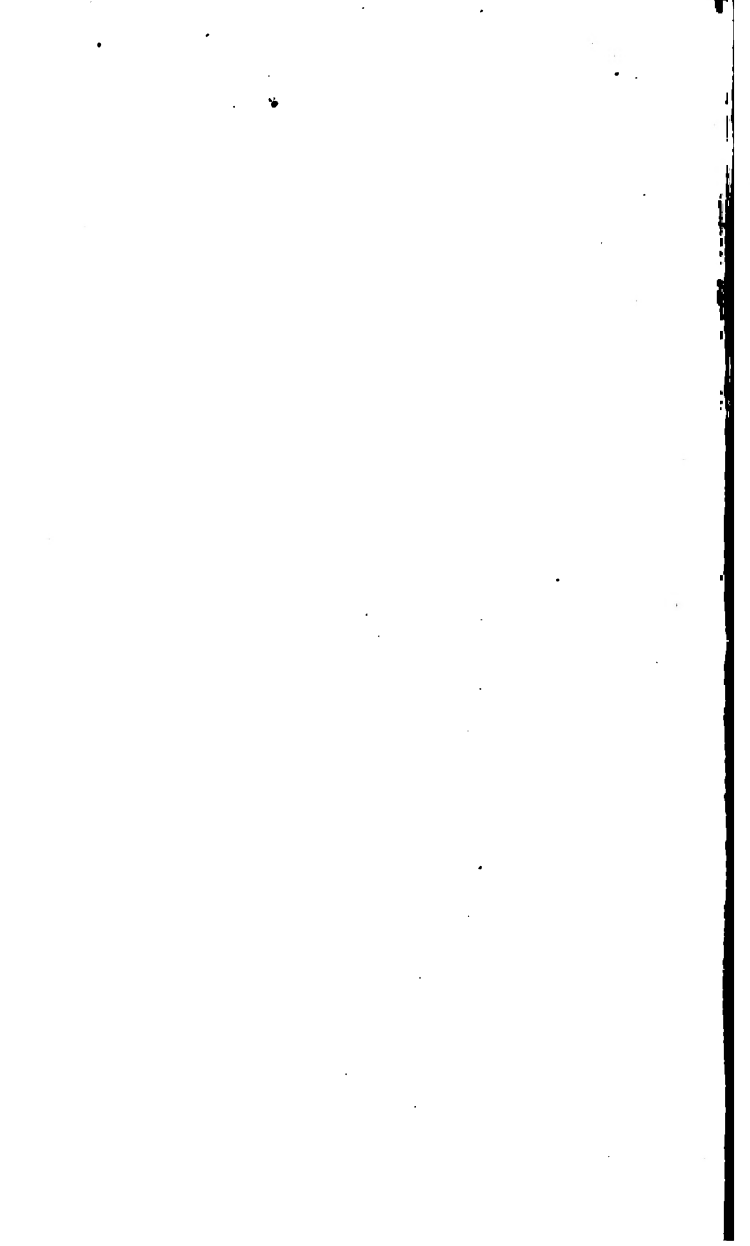
4832

Ex bibliothecâ
Magistri F. BUYDENS
Canonici-Archipresbyteri
Eccl. Cath. Namurc.





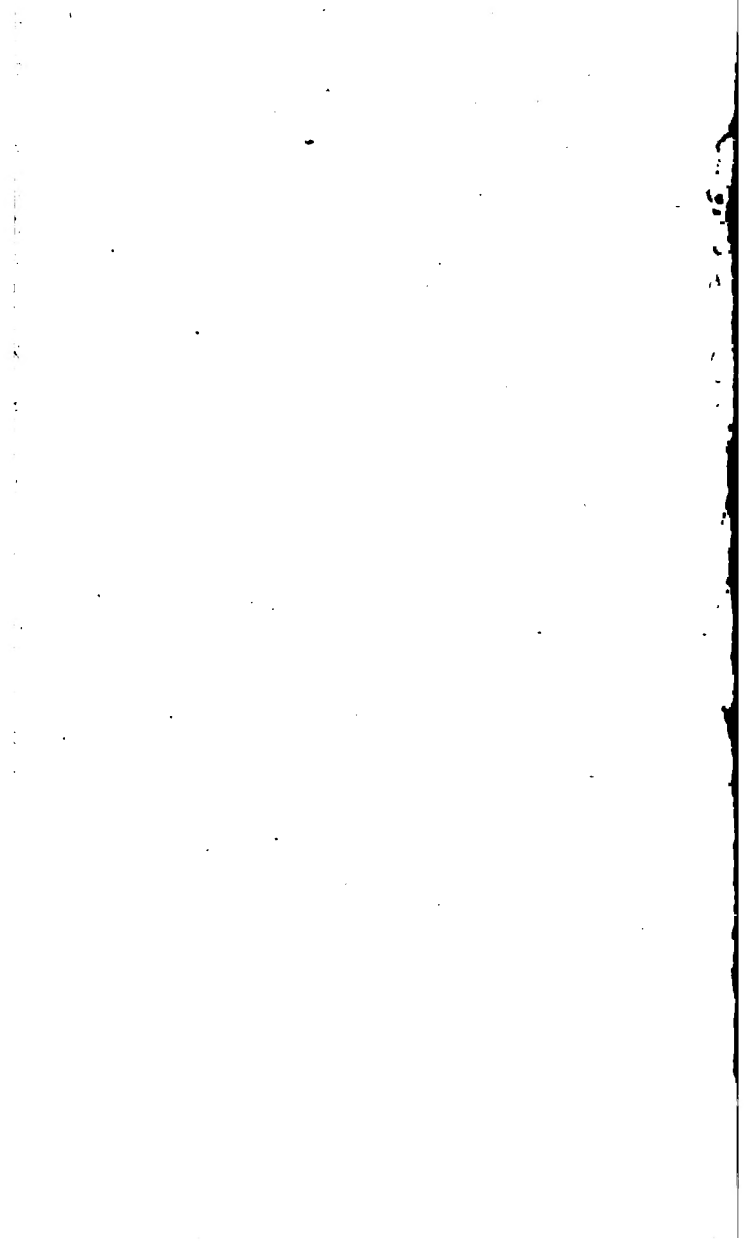




v. 6 -

GBYS

6, 21, 10 1



HISTOIRE
GÉNÉRALE,
ECCLÉSIASTIQUE ET CIVILE
DE LA VILLE ET PROVINCE
DE NAMUR.

H I C I H

SCIENTIFIC

IN THE FIELD OF SCIENCE

DE L'ART

HISTOIRE
483² **GÉNÉRALE,**
ECCLÉSIASTIQUE ET CIVILE
DE LA VILLE ET PROVINCE
DE NAMUR.

*Par feu M. GALLIOT, Avocat au
Conseil Provincial de Namur.*

TOME SIXIÈME.

*Contenant un Recueil des Chartres des Souverains,
servant à vérifier l'Histoire Ecclésiastique & Civile
de la ville & province de Namur, & une
Collection des Chartres des différents Corps des
Métiers de la ville de Namur, & autres parties
intéressantes.*



A LIÈGE,

Et se vend à BRUXELLES,

**Chez LEMAIRE, Imprimeur-Libraire, rue
de l'Impératrice.**



M. DCC. XCI.

AV

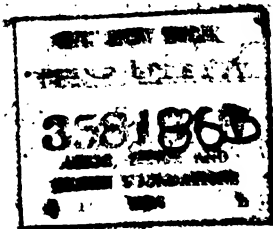
00

NOTES

RECEIVED

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF THE TREASURY

WASHINGTON, D. C.



NOV 1913

NOV 1913

RECEIVED
THE UNITED STATES DEPARTMENT OF THE TREASURY
WASHINGTON, D. C.
NOV 1913

RECEIVED

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF THE TREASURY

WASHINGTON, D. C.

NOV 1913

RECEIVED

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF THE TREASURY



RECUEIL DES CHARTRES.

Bauduin de Courtenay, Empereur de Constantinople & comte de Namur, donne à Thiery Defossés une place de portier du Chateau de Namur avec tous les émolumens y attachés.

1246.

B *Auduin par la grace de Dieu, Empereur de Constantinople &c. toujours accroissant, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou oiront salut & connoissance de verité.*

Nous faisons savoir à tous que nous avons donné à Thiery Defossés & à ses hoirs heritablement, & avec ce toutes entierement les vies Wages de notre chastel de Namur, la moitié de la moisson que l'on prend d'an en an en Aoust encontre le portier de notre haute chatel, quiconque en soit portier.

Et donnons encore audit Thiery à ses
Tome VI.

A

Librairie Encyclopédique - Aubry P. 104 - 6 - 104

hoirs heritablement pour les bons & leaux services qu'il nous a fait & les prieres des bonnes gens, que quand nous serons à Namur en notre chatel, nous nos hoirs & aultres de par nous, — que nous voulions & laons qu'il ait a chacun mangier un post de vin suffisant, & de viande de chacun met que l'on servira en notre hotel nuit & matinée;

Et voulons qu'il ait & ses hoirs heritablement chandelles pour se manger & pour lumiere à la porte par dedans chaculne nuit, tant que nous & nos hoirs ou aultres de par nous y sera.

Et pourque ce soit ferme chose & stable nous avons donnez au devant dit *Thiery* notre Lettre saielée de notre propre saiel, laquelle fut faite & donnée audit Namur le Vendredi après la fête de saint Remy au mois d'octobre en l'an de l'incarnation de notre Seigneur *Jesus-Christ* 1246.

Tiré des Archives reposant au Bureau de la recette générale à Namur.

Bauduin de Courtenay comte de Namur & Empereur de Constantinople donne une quantité de precieuses reliques à Saint Louis Roi de France.

1247.

Bauduin par la grace de Dieu, très fidele en *Jesus-Christ*, Empereur Couronné de Dieu, med'ateur du pais de Romanie &

toujours Auguste , à tous les fidels chrétiens tant présens qu'avenir auxquels présentes Lettres viendront salut en notre Seigneur.

Nous voulons qu'il soit notoir à tous que de notre bon vouloir & don gratuit avons pleinement donné & absolument baillé & en tout avons quitté & quittons à notre très Cher Ami & parent *Louis* Roi de France, très illustre , la sainte Couronne d'épines de notre Seigneur , & une grande portion de la très sacrée Croix de *Jesus-Christ* , avec autres precieuses & sacrées reliques declarées par leurs propres noms ci après, lesquelles jadis étoient vénérablement collapsées en la ville de Constantinople , & enfin ont été engagées à divers creanciers & en divers tems pour la grande nécessité de l'Empire de Constantinople. Icelui Roi de notre volonté & consentement les a rachetées, & selon notre bon plaisir les a fait transporter à Paris Lesquelles tant vénérables reliques sont ci après exprimées par leurs propres noms.

A sçavoir la susdite sacrée & sainte Couronne de notre Seigneur, de la vraie Croix , & du sang de notre Seigneur *Jesus-Christ* , les drapeaux dont notre Seigneur fut enveloppé en son enfance , une autre grande partie du bois de la sainte Croix , du sang qui miraculeusement a distillé d'une image de notre Seigneur ayant été frappée d'un infidele , la chaîne & le lien de fer en maniere d'un anneau dont notre Seigneur fut lié , la Sainte touaille ou nappe en un tableau , une grande partie du sepulchre de notre Seigneur , du Lait de la Vierge Marie , le fer de la lance duquel fut percé

le côté de *Jesus-Christ*, une autre moyenne Croix que les anciens appellent la Croix du Triomphe par ce que les Empereurs avoient accoutumés à la porter en leurs Batailles en esperance de victoire, la robe de pourpre dont les soldats de pilate revetirent *Jesus-Christ* en dirision, le rozeau qu'ils lui mirent en la main pour sceptre, l'éponge qu'ils lui baillerent pour boire le vinaigre, une partie du suaire dont il fut enseveli au sepulchre, le linge dont il se ceignit quand il lava & essuia les pieds à ses Apotres, la Verge de Moÿse, la haute partie du chef de saint Jean Baptiste, les chefs des saints Blaise, Clement & Simon. En témoignage de quoi, & perpetuelle fermeté, nous avons signé ces présentes de notre seing Imperial & l'avons scellé de notre scel d'or.

Fait à saint Germain en Laye l'an de notre Seigneur 1247.

Tiré de l'Histoire des antiquités de Paris.

Guilleaume Roi des Romains adjuge le comté de Namur à Jean Davesne comte de Hainaut.

1252.

Guillelmus Dei gratia rex Romanorum &c. universis presentes litteras inspecturis notum facimus quod nos terram de Namuco cum suis appenditiis, terram juxta scaldim, terram Aloftensem, terram de Wasia, terram quatuor officiorum cum omnibus appenditiis sororis nostro nobili viro Joanni Avenio concessimus à nobis & Imperio, perpe-

tuo possidendas, quarum terrarum homines & habitatores eidem Joanni obedire volumus & præcipimus.

Datum quinto idus Julii 1252 regni nostri anno quarto ad hæc agenda fuerunt præsentibus *Conon* Archiepiscopus Aggrippinensis, *Hugo* spirans concellarius Imperii, *Henricus* Episcopus Leodiensis, *Adam* Brunswicensis, *Henricus* Dux Brabantie.

Tiré de Meier Annal. Flandr.

Echange faite entre l'Imperatrice Marie, & Foukes, châtelain de Samson.

1253.

Nous Marie par la grace de Dieu Emperis de Romanie, faisons savoir à tous chians ki ces Lettres verront & oront ke nos à nostre chier fiable Monseigneur Foukes Castelain y retable de Samson & à ses hoires perpetuellement avons donnee & assenete en escanges pour se Molin de *Vaux* de sous Samson ki tient à la tour *la Pidon*, sept Livres de Louvignis à la taille d'Outremeuse & ache à paier à la St. Remi chacun an & trente muis d'avoinnie à la terre devant nomée à la mesure de Namur & à livrer à Samson, à paier à la St. Andrin des rentes dou lieu. Sans mon ke Foukes devant nomeis retint pour lui & pour ses hoirs à venir le pain de son ostel sans moture à toujours au devandit Molin & nos Marie devant nomée Emperis de vous faire livrer la rente à

l'Eglise de Selain telle come li Molin lor doit & doit li devant Foukes livrer aimes à Samson par après bresée ou rastiel de bos la ou la prit anchienement en Hôtel point ke il estoient établit depuis Monseigneur l'Empereur & ses devantrains. Et doit encore li devant de Foukes & si hoirs pour li & por ses fiens ki sont de son fief ou castiel Monseigneur l'Empereur, avoir la pascuaige, le feu & les hourdemens en bos ki sunt descendant dende en outeil point come il la eut & mainrènut de chi achiet; & s'il ovenoit, ke li devant dit Foukes, ou si hoir eussent nul defaute en ches choses deseur nomées, li devant dit Foukes & si hoir doivent la defaute tête come il li avoient reprehendre à la rechoite de *Vaux* de sos Samson. Et pour chou ke che soit ferme chose & estante, nous Marie Emperise deseur nomée, eu avons ces Lettres faielées de notre propre faiel ki furent données à Vieville, l'an del Incarnation nostre Seigneur mil deux cent cinquante trois le jour Saint Johan Baptiste.

Lettres touchant la vente du Comté de Namur, faite au nom de Bauduin, Empereur de Constantinople par son fils Philippe à Gui, fils de Marguerite Comtesse de Flandre, pour la somme de vingt-mille Livres Paris.

1262.

PHILIPPUS, filius Balduini, Dei gratia Imperatoris Constantinopolitani universis praesentes litteras inspecturis salutem.

Novemint universi præteriti, præsentēs & futuri, quod cum excellentissimus & carissimus genitor noster Imperator prædictus, nobis concessisset potestatem per patentes ipsius litteras, vendendi villam & castrum de Namuco, castrum de *Bouvignies*, de *Goulesinies*, de *veteri Villa*, totum comitatum Namucensem, ac etiam castrum de *Samfone* cum omnibus pertinentiis omnium prædictorum domaniis, feodis, retrofeodis, redditibus, justiciis, villis, castris, fidelitatibus, hominibus, homagiis, nemoribus, aquis, pascuis, terris cultis & non cultis, pratis, domibus, juribus, honoribus & aliis quibuscunque, nos pensata diligenter genitoris nostri utilitate, de consilio excellentissimi domini nostri Dei gratiâ regis Francorum illustrissimi & aliorum amicorum judiciorum, dictam villam & castra prædicta cum toto comitatu Namucensi, castrum etiam de *Samfone* cum pertinentiis supradictorum, pro genitore nostro & nomine ipsius vendidimus in perpetuum carissimo consanguineo nostro Guydoni comiti Flandriæ & ejus hæredibus pro viginti millibus libris Parisiis.

Cedens eidem comiti omne jus quod genitor noster habebat ut habere poterat vel habebamus seu habere poteramus quocumque modo in præmissis, sanè ut ista venditio robur obtineat firmitatis, promissimus adhuc genitorem nostrum specialiter obligantes, quod ipse dominus & genitor noster accedet ad dominam & consanguineam nostram carissimam comitissam Flandriæ & Hannoniæ, & coram ea vel coram iis specialiter possint loco sui venditionem ratificabit expressè prædictam, & verpicionem legitimam faciet donec comitem Flandriæ

in curiæ dominæ & carissimæ consanguineæ nostræ comitissæ Flandriæ & Hannoniæ prædictæ de iis, quæ ab ipsa tenentur, sive quod lex consuetudinaria requirit, quantum in se est faciet investiri. Et si forte excellentissimus dominus ac genitor noster viam ingrédietur carnis, universa impleffet, quæ superius sunt expressa promissimus & ad hoc nos obligamus, quod faciemus in curia dominæ & carissimæ consanguineæ nostræ comitissæ Flandriæ & Hannoniæ, omnia prædicta quantum in nobis erit, prout sunt narrata.

Confitemur etiam nos nomine Domini genitoris nostri & pro ipso jam tradidisse eidem comiti Flandriæ quidquid de prædictis dominus & genitor noster aut nos possidebamus.

Et est sciendum, quod si quis eidem comiti violentiam faciet aut etiam aliquid in præsentem, teneat de prædictis, idem comes propriis sumptibus tenetur prædicta defendere, recuperare etiam sine auxilio aut guarandia, quæ dominus genitor noster, aut nos, sibi in hoc casu ut alio facere teneamur.

Et si dominus & genitor noster castrum de Samsone cum pertinenciis ejusdem non werpiet, aut Episcopo Leodiensi à quo tenetur dictum castrum, hoc non impedit solutionem viginti millium librarum Parisiis, quæ intelligatur sine aliqua diminutione domino genitori nostro aut nobis solventur.

Tenetur etiam prædictus Episcopus bonâ fide requirere & se ut per alium werpire, recipiat & comitem Flandriæ investiat de castro prædicto cum pertinenciis ejusdem. Renunciantes pro dicto domino patre nostro etiam & pro nobis specialiter & expresse ex

ceptioni doli mali, metus sine causa, & ex injusta causa, & præcipue exceptioni, pro qua dicta possemus nos ac dominum genitorem nostrum lesos esse vel fuisse in dicta venditione ultra dimidiam nostri pretii seu deceptos, nec non omni solliciti supplicationi, defensioni, exceptioni & specialiter beneficio restitutionis in integrum, ac omni juris auxilio tam canonici quam civilis seu consuetudinarii, ipsi genitori nostro ut nobis competentibus, seu etiam specialitatis & omnibus privilegiis & litteris & rescriptis jus seu gratiam continentibus, impetratis & impetrandis à quocumque vel à quibuscumque quæ in hoc facto nobis prodesse possent & obesse in parte ut in toto, comiti memorato.

Et juravimus totis sacro sanctis Evangeliiis omnino supra dictam fidelitatem adimplere secundum quod divisum est superius, & quod curabimus ea legaliter adimplere. obligantes nos ad omnia & singula facienda, prout superius est expressum, & quod per nos vel alium seu alios non quæremus occasionem, causam, vel materiam; quibus mediantribus dicta werpitio, venditio, ac easdem contingentia, rescindi, turbari & impediri valeant, vel differri, sed ea fideliter observabimus, nec contra ea in parte ut in toto in posterum veniemus.

In cujus rei testimonium præsentem cartam domino comiti Flandriæ tradidimus sigilli nostri appensione munitam. Datum anno Domini 1262 die Lunæ ante Ramos palmarum.

Autre lettre sur le même sujet.

1262.

PHILIPPUS filius Balduini, Dei gratiâ imperatoris Constantinopolitani illustrissimi, omnibus præsentis litteras inspecturis salutem. Noveritis quod cum nos de speciali mandato Domini Genitoris nostri vendidissimus de consilio excellentissimi domini nostri Ludovici, Dei gratiâ regis Francorum, illustrissimo carissimo consanguineo nostro Guidoni comiti Flandriæ, villam & castrum de Namuco, castra de Bouvignies, Goulèsines, de Veterivilla, castrum de Samfone cum omnibus pertinentiis omnium prædictorum & etiam totum comitatum Namucensem pro viginti millibus librarum Parisiis pro ut in litteris nostris supra factis plenius continetur, domina & consanguinea nostra carissima comitissa Flandriæ & Hannoniæ, ac etiam idem Guido comes Flandriæ dictam pecuniam promiserunt se solutos de mandato nostro & voluntate nostra, excellentissimo domino nostro Ludovico Dei gratiâ regi Francorum illustrissimo, ad quatuor annos videlicet quolibet anno quinque millia librarum; debet autem si prima solutio in fine anni qui incipit à die qua idem dominus noster genitor carissimus verpivit ea de præmissis quæ tenet de domina comitissa prædicta & postquam dominus comes Flandriæ prædictus de eis fuerit investitus, & si forte aliquando contingente impedimento non idem genitor noster ut nos

eorum dicta domina comitissa vel hæredibus suis
werpiremus prædicta, pro ut dictum est. Dicitur
Dominus Genitor noster vel nos super hoc non
essemus in defectu, solutio dictæ pecuniæ à die
qua Dominus Genitor noster vel nos hoc offere-
mus. Et est sciendum quod Dominus Geni-
tor noster prædictus vel nos propter hoc
non essemus liberati à dicto, werpire seu
alias werpiremus cum a dicto comite Con-
sanguineo nostro vel ejus hæredibus esse-
mus requisiti. Confitemur etiam dictos ter-
minos solutionis faciendæ dicto comiti conven-
tionis inter nos. Tam pro dicto Domino Ge-
nitore nostro quam pro nobis concessisse. So-
lutis autem Domino regi viginti millibus li-
brarum prædictis volumus & concedimus
quod litteræ à dicto debito eidem regi sol-
vendo vel aliis quæcumque de dicto debito
mentionem facientes quantum ad illud de-
bitum nullius sint valoris & quod litteræ dic-
tæ comitissæ & comitis ejus hæredibus red-
dantur. Ita quod tam comitissa quam comes
penitus sint erga Genitorem nostrum & nos
ac hæredes nostros de dicto debito in om-
nibus & per omnia liberati. In ejus rei
testimonium præsentis litteras tradidimus
prædicto comiti consanguineo prædicto sigili
nostri munimine, roboratas, datum anno Do-
mini 1262 die lunæ ante ramos palmarum.



Autre sur le même sujet.

1262.

PHILIPPUS filius Balduini, Dei gratiâ imperatoris Constantinopolitani illustrissimi, omnibus baillivis, castellis, militibus, feodotariis, majoribus, scabinis, comitatibus & aliis quibuscumque totius terræ & comitatus Namucensis & de Samfone ac etiam de pertinenciis omnium prædictorum salutem & sanæ dilectionis affectum. Scire vos volumus universos nos a Domino Genitore nostro imperatore prædicto, speciale recepisse mandatum ac etiam liberam & plenam potestatem vendendi quibuscumque personis, villam & castrum de Namuco castra de *Bouvignies*, de *Goulesinies* & de *Veteri-Villa*, totum etiam comitatum Namucensem & castrum de *Samfone* cum omnibus pertinentiis eorundem propter quod pensata deligenter utilitate Domini Genitoris nostri prædicti, de consilio excellentissimi domini nostri Ludovici Dei gratiâ regis Francorum illustrissimi & aliorum amicorum nostrorum omnia prædicta vendidimus dilecto consanguineo nostro Guydoni comiti Flandriæ & hæredibus suis nomine Domini Genitoris nostri & pro ipso cessimus quoque dicto comiti & hæredibus ejus in perpetuum, omne jus, quod Dominus Genitor noster vel nos habebamus, vel habere poteramus, in omnibus præmissis & singulis præmissorum, &

pertinentibus ad præmissa. Unde mandamus vobis & præcipimus quatenus eidem comiti omnia prædicta & singula sine difficultate qualibet delivretis, tradatis, & ipsi de cætero tamquam vero Domino vestro homagia, fidelitates, & omnia & singula quæ Domino Genitori : nostro & nobis competeabant aut competere poterant, faciat & obediatis eidem comiti & ejus hæredibus in omnibus & per omnia sicut fideles subditi vero domino suo obedire tenentur; vos universos & verum singulos affectum possumus deprecantes; ut dictum comitem consanguineum nostrum tamquam dominum vestrum honoretis & suis necessariis juvetis fideliter & ferventer, datum anno Domini 1262, die Martis ante ramos palmarum.

Lettres de Bauduin de Courtenay, empereur de Constantinople, par lesquelles il donne plein pouvoir à Philippe son fils, de vendre le comté de Namur.

1262.

BALDUINUS, Dei gratiâ fidelissimus imperator Constantinopolitanus coronatus à Deo; Romanie moderator, semper augustus. Noverint universi quod nos consideratâ perpentiùs carissimi filii nostri Philippi industria, de ipsius fidelitate confidentes, eidem tradidimus villam, castrum de Namuco, castrum de Bovignies, castrum de Coulesnies, castrum Veteris Ville, totum comitatum Namucensem

& castrum de *Samsone* cum omnibus pertinentiis eorundem domaniis scilicet feodis, retro feodis, homagiis, fidelitatibus, iusticiis, retribus, villis, hominibus, nemoribus, agris, pascuis, terris, aquis, cultis & non cultis, pratis, castris, domibus, juribus, honoribus & aliis quibuscumque appentitiis, quem Philippum filium nostrum loco nostri proposuimus super premissi generalem & liberam administrationem in omnibus & per omnia super iis, committebant eadem.

Sane quia idem carissimus filius noster nobis semper obedivit tamquam patri, propter quod certissimus fidelitatem procurare eundem quæ nostrum respiciunt commodum & honorem, nos eidem carissimo filio nostro volentes largiorem tribuere potestatem, sibi concedimus, concessimus, hac etiam presenti carta confirmantes ut dictam villam & castrum de Namuco, de Bouvignies, castrum de Goulesmes, castrum Veteris Villæ, totum comitatum Namucensem ac etiam castrum de Samsone cum dictis pertinentiis vendere valeat, pretium recipere, aut alio modo alienare, impignorare, defendere... pro defensionibus prædictorum contrahere & nos ad illud obligare, conventiones etiam facere, quascumque & cum quibuscumque personis de defendendo villam Namuci, castra prædicta & totum comitatum Namucensem & castrum de Samsone cum pertinentiis eorundem, dedimus etiam eidem potestatem obligandi villam, castrum de Namuco, & alia castra prædicta, totum comitatum Namucensem, castrum de Samsone cum perti-

sentis eorumdem, & faciendi quæque prædictorum & nos facturi essemus vel facere possemus super præmissa, si præsentem essemus. Tribuimus etiam potestatem & speciale mandatum verpiendi prædicta coram iustitia à quâ prædicta tenemus, & faciendi alium investiri de prædictis permittentes quod conventiones quascumque præmisimus cum quibuscumque dictus filius meus fecit, observabimus & in omnibus adimplebimus, & quod factum ejusdem filii nostri super omnibus & singulis præmissis non revocabimus in futurum, nec contraveniemus in toto vel in parte, & per litteras nostras patentes illi eum dictus filius noster prædicta vendiderit, dabimus sine difficultate qualibet certam formam litterarum Philippi filii nostri si quas tradidit de venditione supra dictâ. Renunciantes penitus & expressè omni juramenti auxilio tam canonici quam civili seu consuetudinarii quod in facto nobis prodesse posset alii aut obesse. In cujus rei testimonium præsentem litteras tradidimus dicto Philippo filio nostro sigilli nostri munivimus roboratas. Datum Parisius, anno Domini M. CC. LXII. In octava sancti Dionisii. Imperii nostri anno vigesimo tertio.

(Extrait de certain registre écrit sur parchemin reposant ès archives de la collegiale Notre Dame à Namur).



*Lettres de l'empereur Bauduin , aux officiers
du comté de Namur , sur le même sujet.*

1263.

BALDUINUS, Dei Gratiâ Romanorum
imperator, semper augustus, omnibus bail-
livis, castellanis, militibus, feodotariis, ma-
joribus, scabinis, communitatibus & aliis
quibuscumque totius terræ & comitatûs Na-
mucensis & de Samson ac etiam de perti-
nentiis omnium prædictorum salutem & omne
bonum. Scire vos volumus universos, quod
nos pensata utilitate nostra de consilio ex-
cellentissimi domini Ludovici Dei gratiâ
regis Francorum illustrissimi consanguinei
nostri, & amicorum nostrorum vendidimus
dilecto consanguineo nostro Guidoni, co-
miti Flandriæ, & hæredibus suis villam &
castrum de Namuco, castra de *Bouvignies*
Goulesinies, de *Veteri-Villa*, totum etiam
comitatum Namucensem, castrum de *Samp-
son* cum omnibus pertinentiis eorundem.
Cessimusque dicto comiti & ejus hæredibus
in perpetuum, pro nobis & successoribus nos-
tris, omne jus, quod habebamus vel habere
poteramus in omnibus præmissis & singulis præ-
missorum & pertinentibus ad præmissa. Unde
mandamus vobis & præcipimus, quateus eidem
comiti omnia prædicta & singula sine difficultate
qualibet delivretis & traditis, & ipsi de
cætero tamquam verò domino vestro homa-
gia, fidelitates & omnia alia, quæ nobis com-
petebant aut competere poterant, faciatis

& obediatis eidem comiti & ejus hæredibus in omnibus & per omnia, sicut fideles subditi vero domino suo obedire tenentur. Vos universos & verum singulos affectumque possumus deprecantes, ut dictum comitem consanguineum nostrum tamquam dominum verum honoretis, & in suis necessariis juveris eadem fideliter & ferventer, datum Parisiis anno Domini 1263, die Veneris ante festum beati Barnabæ apostoli imperii nostri anno vicefimo quarto.

Autre lettre sur le même sujet.

1263.

BALDUINUS, Dei gratiâ fidelissimus in Christo, imperator Romanæ semper augustus. Universis præsentis litteras inspecturis tam futuris quam præsentibus salutem & omne bonum. Noverint universi, quod nos pensata utilitate nostra de consilio excellentissimi domini Ludovici, Dei gratiâ Francorum regis illustrissimi consanguinei nostri, & aliorum amicorum nostrorum, vendidimus dilecto consanguineo nobili viro Guidoni comiti Flandriæ, hæredibus ejus in perpetuum, intervenient ad hoc consensu & voluntate carissimi filii nostri Philippi, villam & castrum de Namurco, castra de *Bouvignies*, & *Goulesinies*, de *Veteri-Villa* totum etiam comitatum *Namucensem* & castrum de *Samfone* cum omnibus pertinentiis

omnium prædictorum domaniis, feodis, retrofeodis, alodiis, redditibus, justiciis, villis, castris, fidelitatibus, hominibus, homagiis, nemoribus, aquis, pascuis, terris cultis & non cultis, pratis, domibus, juri- bus, honoribus & aliis quibuscumque pro viginti millibus libris Parisiis, de quibus nobis recognovimus esse plenarie satis factum & nos inde propayatis tenemus. Cedentes eidem comiti & hæredibus suis in perpetuum, pro nobis & nostris hæredibus, omne jus, quod habebamus seu habere poteramus, vel quod nobis competebat seu competere poterat, quibuscumque in omnibus præmissis de singulis præmissoriis, & hæc omnia ad opus dicti comitis & hæredum ipsius benè & legitime & solemniter verpivimus & festuavimus nihilum in eisdem nobis aut nostris successoribus retinentes, & præ nobis & nostris successoribus omne jus domanium prædictorum transplimus in comitem memoratum & suos imperpetuum successores. Promittentes fide litterarum, quod nos contra præmissa, vel aliquid præmissorum, vel in toto, vel in parte per nos vel per alium ullo tempore veniemus aut quæremus causam, occasionem, vel materiam, artem vel ingenium. Quibus mediantibus venditio & verpitiio prædicta ac ejusdem continentia rescindi vel impediri valeant aut turbari & renunciamus pro nobis & filio nostro prædicto & omnibus successoribus nostris specialiter expressè, exceptioni doli metus, seu causa, & injusta causa non numeratæ pecuniæ, non traditæ, non solutæ & præcipui exceptioni, per quam

dicere possemus nos lesos esse vel fuisse in dictâ venditione ultra dimidium iusti præ-
tj seu deceptos. Nec non omni actioni,
supplicationi, defensionì, exceptioni, &
specialiter beneficio restitutionis in integrum
ac tam omnè juris auxilio canonici, quàm
civilis seu consuetudinarii nobis vel nostris
successoribus competentibus seu etiam com-
petitis vel impetrandis à quocumque vel à
quibuscumque & omnibus aliis & singulis,
quæ in hoc facto nobis & successoribus nos-
tris prodesse possent, in parte vel in toto
& obesse dicto comiti aut hæredibus suis. In
cujus rei testimonium & robur perpetuum,
præsentes litteras tradimus memorato comiti
sigilli nostri appensione munitas. Datum Pa-
risiis anno Domini 1263, die Veneris ante
festum beati Barnabæ apostoli, imp erii nostr-
anno vigesimo quarto.

Post nos Philippus, domini supra dicti
imperatoris filius, prædicta omnia & singula
pro ut superius sunt expressa, laudamus,
volumus, comedimus & approbamus, &
in eis consentimus expressè & de consensu
nostro & voluntate facta fuisse.



Lettres de l'Empereur Bauduin, aux chapitres de saint Pierre & de saint Aubain & à tous le clergé du comté de Namur, pour le même sujet.

1263.

BAlduinus, Dei gratiâ fidelissimus in Christo Imperator Romanie semper augustus, dilectis suis præpositis, decanis & capitulis St. Petri & Albani Namurcensibus, præposito, decano & capitulo ecclesie Andenandensis cæterisque prælatis, & personis ecclesiasticis ac capitulis omnibus per comitatum Namucensem constitutis salutem & omne bonum. Cum nos pensata diligenter utilitate nostrâ de consilio excellentissimi Domini Ludovici, Dei gratiâ regis Francorum illustrissimi consanguinei nostri & aliorum amicorum meorum vendidimus, nobili viro dilecto consanguineo nostro Guydoni, comiti Flandriæ, & hæredibus ejus in perpetuum villam & castrum de Namurco, castros de *Bouvignies* & de *Goulisfneis* & de *Veteri Villas* totum etiam comitatum Namucensem & castrum de *Samsoni* cum omnibus pertinenciis eorundem cesserimusque dicto comiti & ejus hæredibus in perpetuum pro nobis & successoribus nostris omne jus, quod habebamus vel habere poteramus in omnibus præmissis, & singulis præmissorum & pertinentibus ad præmissa, vobis mandamus & præcipimus, quatenus eidem comiti omnia prædicta singula sine difficultate quâlibet redditis & tradatis & ipsi de cæteris tamquam

viro Domino vestro homagia, fidelitates, & omnia alia, quæ nobis competeabant aut competere poterant, faciatis, & obediat is eidem comiti & ejus hæredibus in omnibus & per omnia, sicut fideles subditi vero domino suo obedire tenentur vos universos & verum singulos affectum, quo possumus deprecantes, ut dictum comitem consanguineum nostrum tamquam dominum verum honoretis & in suis necessariis juveris eundem fideliter & ferventer. Datum Duaci anno Domini 1263, die Martis ante Nativitatem St. Joannis Baptistæ, Imperii nostri anno vigesimo quarto.

*Lettres du même Empereur sur la remise de
sous les papiers, concernant le Comté de
Namur.*

1263.

EXcellentissimo Domino suo Ludovico, Dei gratiâ regi Francorum illustrissimo. Balduinis, eâdem gratiâ Imperator Romanæ semper augustus, salutem & jucundæ felicitatis perpetuum incrementum. Cùm nos, sicut vestræ magnificentiæ plenè constar, dilecto consanguineo nostro nobili viro Guydoni comiti Flandriæ, cui totum comitatum Namuscensem, castrum eidem de Samsons cum omnibus pertinentiis & juribus eorundem vendidimus in perpetuum apud Parisiis, in ultimo parlamento promissimus nos reddituros cartas, litteras, privilegia & instrumenta omnia, quæ habebamus vel quæ habere poteramus penes nos vel indepositæ penes

alios quoscumque, quæ bonâ fide reperire possemus, quæ quidem dicto comiti vel ejus successoribus, quantum ad prædicta valere possent quocumque modo, serenitatem vestram requirimus & rogamus, quatenus cartas, litteras & privilegia vel instrumenta, quæcumque apud excellentiam vestram per nos vel de mandato nostro deposita, dicto comiti vel ejus certo mandato præsentis litteras afferenti tradi & deliberari faciatis sine difficultate quacumque, quantum ad prædicta valere possunt aut poterunt, comiti memorato, cum ab ipso, ut ex parte ipsius fueritis, super hoc requisiti & ea poterint invenire: nos enim istud volumus, & in hoc consentimus expressè testimonio litterarum. Datum Duaci anno Domini 1263, die Martis ante Nativitatem St. Joannis Baptistæ, imperii nostri anno vicesimo quarto,

Guy, conte de Namur, confirme l'échange des biens de Troncourt, Burgis & Grandpré, que ceux de Villers avoient cédés au Monastère de Grandpré avec 400 bonniers de bois.

1264.

Guido comes &c. &c. Nos igitur factum dicti Imperatoris Balduini, prout est superius expressum, approbantes & ratum habentes, ac ipsum innovantes, concedimus dictis Villariensibus dictam sylvam, sicut est mensurata & limitata, in liberum arbitrium jure perpetuo possidendam ad omnes & singulos condi-

tionem, in littera dicti Imperatoris supra scripta expressas & contentas.

Nos voluntariè ergo ipsos Villarienses obligantes, & hæc universitati vestræ subsignificantes. Datum in die Conversionis sancti Pauli, anno ab Incarnatione Domini 1264.

Tiré des Archives de l'Abbaye de Villers.

*Quittance de mil livres Parisijs, donnée par
Bauduin de Courtenay Empereur de Constantinople au sujet de la vente du Comté de
Namur.*

1266.

NOUS Bauduin, par la grace de Dieu Empereur de Romanie, faisons savoir à tous cheaux qui ses presentes lettres verront & orront ke comme il soit chose ke ma chere cousine Marguerite, Comtesse de Flandre & de Hainaut fuit tenuë à nous en vint mil livres Parisijs pour la vente de la terre de Namur à paier à quatre termes. C'est à savoir à chacune termine chunc mil livres, & nous pour les deux premiers païemens avons rechut de luy pour plusieurs parties dis mille livres Parisijs si comme il est contenu ans nos lettres ke elle en a eu pour chacune recette, & desquels Nous nous tenons appayé & elle encore en tout cette prochaine Nativité saint Jehan Baptiste nous doit faire la terre, c'est à savoir de chunc mil livres Parisijs, nous volons & octroions ke notre chere cousine la devant dite Comtesse de ses chunc mil

livres devant dit païet & baillié pour nous & en notre nom à Campagne Franchia & Thomas Spylate cytoïens & marchands de Florence, ou à celui qui porteroit ces présentes lettres mil lib. Tournois, & nous de ces mil lib. nos tenons appayés, en clamons quitte laditte comtesse & ses hoirs pour nous & pour nos hoirs. En temoignage de laquelle chose nous avons donné à la devant dite comtesse ces présentes lettres siellées de notre siet, qui furent données à Paris en l'an de l'Incarnation de notre Seigneur Jesus-Christ 1266, au mois de Juing en xxivme an de notre Empire.

Arrangement entre l'Abbé & monastère de saint Gérard à Brogne, & Guy, Comte de Namur, au sujet du bois de Bier.

1266.

UNIVERSIS Christi fidelibus tam præsenti-
bus quam futuris. Thomas, Dei gratiâ Brog-
nienſis abbas, totiusque ejusdem loci conven-
tus æternam in Domino salutem cum agni-
tione voluntatis. Cùm servi varietati tem-
poris hominumque memoria varieretur, ne-
ceſſe eſt, ut ea, quæ perpetuâ conſtantiâ
valita ſint, ad æternam memoriam ſempiternè
commendentur. Hinc eſt, quod ſuper ne-
more de Bier, quod nos habemus & hæte-
nus habuimus tamquam proprium allodium
noſtrum, inter nos ex una parte, & virum
illuſtrem Guydonem comitem Flandriæ &
marchionem Namucenſem & ejus anteceſ-
ſores

fores ex alterâ , contentionis materia dudum facta fuisset , ipso comite & antecessoribus suis custodiam seu gardiam dicti nemoris vendicantibus & eam à retroactis temporibus manu tenuisse unos cum amendis exinde provenientes assentibusque , nobis verò è contrario dicentibus dictum nemus ad ecclesiam nostram liberum ab omni gardia tam sua quàm aliena ac amendarum exactione aliena pleno jure dominum plèine tandem nos , ut omnis contentionis materia , quam communitas scilicet suscitare inter nos & ipsum comitem & ejus successores inposterum super premissis penitus amputentur : talis inter nos & dictum comitem transactio , conventio seu ordinatio pacis intercessit. Videlicet quod nos nemoris supradicti partem retinebimus & habebimus inposterum inconcussiter liberam ab omni gardia tam dicti comitis quàm alia. Pars autem ejusdem nemoris , quod penes nos , sicut superius dictum est , remanebit , ut talis est , videlicet quod nos nemus , quod nominatur *de Serizemont* , curtis nostræ de *Bohaur-dio* vicinum ; item nemus de *Bosseris* , quod dicti comitis esse dignoscitur , tamquam à antecessoribus suis legitime acquisitum , situm contigue inter nemus de *Serizemont* prædictum , & quoddam aliud nemus dictum de *Thieber-fait* , quod nobis dominus comes Warandare tenetur , si super eodem aliquam calumniam pateremur ; item nemus ipsum de *Thieber-fait* prædictis contiguum ; item nemus proximum curti nostræ de *Marandirckh* ac contiguum culturæ de *Biers* ad ecclesiam nostram spectantem , prout dicta nemora suis terminis , metis seu limitibus ab aliis nemoribus concorditer inter

nos & dictum comitem limitata sunt, pleno jure domini libera ab omni gardia tam dicti comitis quam aliena, tamquam allodium nostrum proprium habebimus, retinebimus, ac in perpetuum possidebimus inconvulse. In compensationem autem gardiæ prædictæ quam in dicto nemore dictus comes & antecessores sui manu tenuerunt ac eundem ex inde pervenientium exactionis seu perceptionis nec non & nemoribus suis supradictum quod appellatum est *de Bofferis* quæ omnia nobis & ecclesiæ nostræ mediante transactione, conventionem seu ordinationem pacis prædictis, dictus comes concedit & concessit & reliquit perpetuo tenenda ac habenda ac etiam manutenenda nos abbas & conventus prædicti residuum partem dicti nemoris *de Biers* quam hactenus habebamus & tenebamus, eidem comiti & posteris suis concedimus perpetuo tenendam & habendam pro ut ad ecclesiam nostram tamquam proprium allodium spectabat. Patimus etiam nos abbas & conventus prædicti in parte seu partibus dicti nemoris *de Biers* nobis remanentibus custodes seu gardas deputare pro nostrâ libitâ voluntate & amendas seu pignora pro amendis levare, capere, exigere a quibuscumque transgressoribus, videlicet xxx solidos pro vivo nemore & pro mortuo nemore vij solidos. Dictum comitem vel posteritatem suam propter hoc nullitate offensuri & generaliter nos abbas & conventus prædicti & ecclesia nostra seu partes nemoris prædictas quæ penes nos remansuræ sunt pro ut supra scriptum est, in omni libertate seu franchisia commoditate seu emolumento Dno. justitia ac judicaria potestate tam-

quam nostrum proprium allodium habebimus, tenebimus ac etiam in perpetuum possidebimus. Ad observationem autem omnium præmissorum & singulorum, nos & ecclesiam nostram præsepti carta testimonio ex nunc in perpetuum obligamus, renunciantes omni actioni, petitioni, prosecutioni & exceptionibus doli mali, pacti conventi restitutionis in integrum, jure communi vel speciali, ac etiam omni alteri defensionis seu juris auxilio tam canonici quam civilis nobis supra præmissis vel ecclesiæ nostræ spectantibus seu competitis in futurum. Ad cujus rei memoriam perpetuum præsentis cartas sigillorum nostrorum patrocinio fecimus communiri. Datum anno Domini mil. cc. sexagesimo sexto mense Septembri.

Guy, comte de Flandre & marquis de Namur, prend le monastère de Bonneffe sous sa protection.

1267,

Nous Guy, comte de Flandre & marquis de Namur, faisons savoir & connoître à tous ceux qui ces lettres verront & oiront, que nous avons pris la povre maison de Bonneffe de l'ordre de Citeaux, biens & personnes en notre warde spirituelle & especiale, & en notre protection, nous & nos hoirs à toujours, sans fin & à bon droit, car nous avons jetté la premiere pierre de monastère, pour chu nous prions & commandons à nos Baillis, à nos Mayeurs & à tous les autres, qui sont par nous & à tous ceux de la terre

qui les depor cen & avant en de leur besoigne en tous leurs pour l'amour de Dieu & de nous , & tant en façon que nous leur en facions gré.

Ce fut donné l'an de notre Seigneur Jesus-Christ 1267 , le jour saint Simon & saint Jude

Tiré de l'inventaire des Chartres.

Autre quittance de 350 livres Tournois donnée par le même Prince , au même sujet.

1268.

Nous Bauduin, par la grace de Dieu empereur de Romanie, faisons savoir à tous cheaux qui ces présentes lettres verront & oiront ke nous nos tenons appaïet de trois cent & cinquante lib. Tournois ke ma chiere cousine Marguerite , comtesse de Flandre & de Hainaut à pait. Ou fait paier à Emile de Galart notre chevalier, ou à son commandement , porteur de ces présentes lettres pour nous & en notre nom , sur le tierche payement de la vente de Namur , & pour che ke laditte comtesse soit quite & delivrée vers nous & vers les nostres de laditte somme d'argent, nous luy avons données ces présentes lettres en rémoignage de quittance, siellées de notre siel , qui furent faites & données en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur 1268. el xxixme an de notre Empire.

*Autre quittance du susdit empereur Bauduin ,
portant une somme de 2000 livres Paris ,
au sujet de la predite vente.*

1268.

Nous Bauduin , par la grace de Dieu
empereur de Romane , faisons savoir à tous
ceux qui ces presentes lettres verront &
oiront , ke nous des deuers d'ou tierche
payement de la vente de Namur esquelles
nostre chiere cousine Marguerite comtesse
de Flandre & de Haynaut est tenuë à nous,
nous tenons a payés de deux mil lib. Pa-
risis lesquelles ladite comtesse à pour nous
& pour nostre volonte finer & donneit au
roi de Franche , desquelles devant dites
deux mil lib. nous l'en clamons quite & de-
livré. En témoignage de laquelle chose nous
avech les lettres de nostre chier fils Phi-
lippe , lui avons données ces presentes
lettres scellés de nostre sie. Et fust en nos-
tre terre de Courtenay en l'an del Incar-
nation nostre Seigneur Jesus Christ , mil
cc. LXVIII , au mois de Jugnet en XXIX an
de nostre empire.



*Autre quittance de 2000 livres Parisis, donnée par Philippe, fils de l'empereur Bau-
duin, au sujet de la même vente.*

1268.

Jou Philippe, fils de l'empereur de Constantinople & hoir de cet empire, faiet à savoir à tous cheaux qui ces presentes lettres verront & oiront que jou des deniers d'ou tierche payement de la vente de Namur es- quels ma chiere cousine noble dame Margueritte comtesse de Flandre & de Haynaut est tenue à monseigneur mon pere & à moy. Il est je nous tenons apaiés de deux mil livres Parisis, lesquelles la devant dite comtesse à pour nous & de par nostre volonreit fineit & delivreit à monsieur le roi de Franche, desquelles devant dites deux mil lib. Parisis, je clame quitte & delivré. En témoignage de laquelle chose je avech les lettres de monseigneur mon pere, lui ai donneit ces presentes lettres sellées de mon siel. Ce fust fait en l'an del Incarnation nostre Seigneur Jesus Christ mil CC LXVIII Au mois de Jugnet.



Autre quittance de 1000 livres Paris à la même fin.

1268.

Nous Bauduin, par la grace de Dieu, empereur de Romanie, faisons savoir à tous chéaux qui ces presentes lettres verront & orront ke des deniers que nostre chiere cousine noble dame Marguerite comtesse de Flandre & de Hainaut nous devoit de la vente de Namur, nous nos tenons appayé de mil. lib. Paris, pour lesquels mil lib. elle à païé ou fait paier pour nous à Pierre Marcel bourgeois de Paris & pour che kelle soit quitte delivrée de ces devant dites mil. lib. & ke nous ne nos autres de par nous ne lui pussions rien demander de ché en avant ne à ses hoirs, nous lui avons donneit ces presentes lettres de quittance siellées de notre siel, & furent faites à Paris en l'an del Incarnation de nostre Seigneur 1268 el mois d'Aoust el xxixme. an de notre Empire.

Quittance générale donnée par le même Empereur Bauduin, au même sujet.

1268.

Nous Bauduin, par la grace de Dieu empereur de Romanie, faisons savoir a tous ke comme Noble Dame notre chiere cousine Marguerite, comtesse de Flandre & de Haynaut, nous devist vint mil lib. Paris

pour la vente de la conteit de Namur, nous
cognoissons ke par bon compte & loyal,
kelle & ses conseils en à fait pardevant nous
& pardevant notre conseil, elle nous a payet
& fait payer de la devant dite somme par
plusieurs pièces seize mil & deux cent lib.
Parisis au jour de la datte de ces lettres, &
à celuy jour par même compte elle nous de-
moure devant de la vente devant dite trois
mil quatre cent lib. Parisis sans plus & partant
nous quitons pour nous & pour nos hoirs
la devant dite comtesse & ses hoirs de quant
ke nous ne notre hoir pourrions demander
à lui ni à ses hoirs pour l'ocquasion de la
vente de la conteit de Namur devandite; &
volons & octroyons ces anchiennes lettres sont
données derrier pour l'ocquasion de la vente
de la conteit de Namur devant dite ke puis la
datte de ces lettres elles ne soient pour nous
de nule forche ne de nule valeur.

En temoignage & en securité de laquelle
chose nous avons donné ces présentes lettres
alle comtesse devant dite siellées de notre siel,
qui furent données en l'an del Incarnation
de notre Seigneur Jesus-Christ mil octz-
viii. le xxixme. an. de notre Empire.



Lettres de Guy, comte de Flandre & de Namur, par lesquelles ce prince statue que les sentences rendues par les mayeur & échevins de la cour de Saint Aubin n'iront pas en appel pardevant les mayeurs & échevins de Namur, mais bien pardevant lui, & en son absence pardevant son bailli.

1270.

Nos Guido, comes Flandriæ & marchio Namucensis notum facimus universis quod cum discordia verteretur inter dilectos nostros præpositum, decanum & capitulum ecclesiæ beati Albani Namucensis, ipsius ecclesiæ villicum, scabinos seu judicatores ex una parte, ac majorem villicum, scabinos villæ Namucensis ex alterâ, super eo quod dicti major villicus & scabini Namucenses dicebant ad ipsos debere accedere scabinos seu judicatores ecclesiæ prædictæ pro concilio habendo super suis sententiis proferendis.

Et quia ipse major & scabini Namucenses prædicti de sententiis à prædictis scabinis seu judicatoribus ecclesiæ Sancti Albani prædicti prolatis, possent cognoscere & easdem sententias confirmare vel infirmare, si ad eos super his fuerit appellatum, prædictis præposito decano & capitulo villico & scabinis seu judicatoribus præmissa negantibus & contrarium affirmantibus.

Nos auditis rationibus utriusque partis & inspectis privilegiis dictæ ecclesiæ, habito pru-

B j

dentum consilio, de communi consensu dictarum partium super præmissis definiendo pronuntiavimus in hunc modum.

Quod prædicti scabini seu judicadores ecclesiæ prædictæ beati Albani, si concilio indigeant super suis sententiis proferendis non ad dictos majorem & scabinos, sed ad nos tamquam ad superiorem dominum suum sæcularem, vel ballivum nostrum Namucensem, si præsentem non fuerimus, venire debent pro consilio obtinendo, & si ad sententias ipsorum scabinorum seu judicatorum ecclesiæ beati Albani appellandum fuerit, ad nos vel ad ballivum nostrum prædictum, si præsentem non fuerimus, immediate debeat appellari, ut sententia à quibus appellatum fuerit per nos vel baillivum nostrum habentem à nobis speciale mandatum, confirmetur aut infirmentur prout de jure fuerit faciendum.

Datum in castro Namucensi anno Domini 1270 secundâ feriâ post cineres.

Tiré des archives de la cathédrale de Saint Aubain à Namur.



Lettres concernant la dédicace de l'église de Bonneffe & la bénédiction du cimetiere de ce monastere.

1276.

EDOART, par la grace de Dieu, évêque de Caromón, lieutenant & suffragant en pontificales de Jean évêque de Liege, à tous que ces presentes lettres verront, désirons être notoir que nous en l'an 1276 le Vendredi devant les Paques des Rameaux avons consacré trois autels, dédié l'église & béni le cimetiere de Bonneffe de l'ordre de Cîteau, la grace de Dieu en ce nous ayant. Pour ce désirant par don spirituel pourvoir laditte église, relaxant pieusement par l'autorité que nous exerçons en nous confiant en la misericorde de Dieu tout puissant, à tous Chrétiens fidels qui de leurs pechés contrits & confessés viendront par devotion aux anniversaires de la même dedication, cent jours d'indulgence; d'avantage es faites de saint Jean Baptiste, saint Gilles & saint Edmon confesseurs, concedons tous les ans quarante jours d'indulgence. Puis avons ordonné le jour de la dedicace à celebrer le premier dimanche après Quasimodo, &c.

Tiré d'un ancien mémoire M. II.

*Accord entre Guy de Flandre , comte de Namur
& l'abbé & religieux du monastère de Lobbes
au sujet de l'église de Biesmerée.*

1277.

Nous Margueritte , comtesse de Flandre & de Haynaut, faisons savoir a tous ke comme de bast fuist entre notre très chiers fils , Guy comte de Flandre & marchis de Namur d'une parte , & les religieux , hommes, l'abbait, & le covent del église saint Pierre de Lobbes d'autre part , d'entrée les justices de *Biesmerée* & des appendances ; nous pour bien de paix , & ces débats osteir , ouie diligemment & entendue l'enquette qui souché fut faite par les assens & accord des parties devant dites , en usant don conseil de bonnes gens, disimes ke desorenavant notre très chier fils devant dit, & ses hoirs seigneurs de la terre de Namus doivent avoir en la ville de *Biesmerée* & es appartenances, les amandes de *Baré de Burme*, de *Meilleis* comment kelles aviennent le justice de *Baré*, de *Burdre Larciens*, de *Lairons* de a bapriere levées, des ost & de chevanchie & les amendes qui en iusteroient & toutes autres hautes justices ; outre disimes. Nous pour les assents & accord desdits parties ke li abbés & li covent devant dit doivent paisiblement jouir , a tous jours & perpetuellement don très fons ke liditte eglise a à *Biesmerée* & es appendances des entrées & des esues des terres, des plais, de meules & de chateus & des loys qui en issent , des enfans mettez hors de maubour-

nie, de tous les pourfis des minieres qui sunt en très fons qui jucēt del dite église hors chemins & de Wareseais, des fourages des chemins & des Wareseais des fourages des tonns des bonnes à scavoir sous ledit très fons de leaiwe & don moulin de *Biesmerée*, de prendre les amendes de pain & de toutes autres denrées qui ne seroient mie loyaus jusque a l'ensengement des eske-vins de *Biesmerée*.

Et est a savor ke a me très chier fils devant nomeit & a ses hoirs seigneurs de la terre de Namur, doivent être donnés telles droitures comme il a useit paisiblement devant notre présent dit, autres que telles qui chi de seur sunt esclairies & à la devant dite église aussi doivent être sauf ses dismes, ses rentes & toutes ses droitures dont elle a useit pleinement jusqu'à notre présent dit, autres ke celles qui chi de seur sont esclaries.

Et pour chou ke ces choses soient fidelement tenues & estantement gardées, nous a la requelle des devant dites parties, avons a ces présentes lettres fait mettre notre saiel, & doivent aussi les devant dites parties lor saiel mettre avec le notre a ces présentes lettres, en temoignage de leur accord & de lor assens qu'il ont mis a ces choles devant dites.

Et jou Guys fils a le noble contesse devant dite cuens & marchis devant nomeis me sui assentis & accordeis a ces choses toute ensi comme elles sunt chi de seur esclaires & contenues, & ai en temoignage de ce fait fait mettre mon saiel a ces présentes lettres avec le saiel ma très chiere Dame Margue-

rite contesse devant nommée & nous li abbé & li couvent del église de saint Pierre devant nomeis, nos sommes assentis & accordés a ces choses chi de seur contenues & ecrites, & en temoignage de ce nous avons fait mettre nos saiels a ces présentes lettres avec le saiel nostre très chiere Dame Marguerite contesse devant nomeis, & mon très chier seigneur Guy conte de Flandre & marchis de Namur devant dit. Ce furent donneis el an del Incarnation nostre Seigneur Jesus-Christ, mil. C. C. fissant & dis sept ab moys de Maie.

Lettres de vente de la moitié du moulin de Bouvigne par Otes de Walheing chevalier, au profit du comte Guy.

1280.

A Tous cheans qui ces lettres verront & orront. Jons Otes de Walhaing chevalier, salut & cognissance de veriteit.

Sachent tous ke j'ai vendut à Jakemon branche receveur de la terre de Namur la mienne parte que je tenoie au moulin de *Bovignes*, a savoir la moitié de tout le moling parmi LXV lib. Louvigni, lesquels deniers je ay bien rechu en deniers secs & bien conteis & en doit led. Jakemon faire vestir bien & a loy ense le court dont li moulin muet & descent à ces nostre tres chier & noble seigneur monsieur le comte Flandre & marchis de Namur & à son hoir

conte de Namur & en temoignage de ces choses j'ai données audit Jakemon ces lettres faielées de mon propre faiel qui furent faites & données l'an de grace mil CC.LXXX. le jour de l'Ephiphanie.

Lettres de vente de 20 bonniers de bois , faite par Othon de Walhaing , chevalier , au profit du comte Guy.

1281.

N O U S Oſtes de Walhaing chevalier, font ſavoir à tous ke nous avons vendu en hyretage à Jakemon branche receveur de la terre de Namur à ces monchier & noble ſeigneur Guyon, conte de Flandre & marchis de Namur, & à ſes hoirs ſeigneur de Namur vingt bonniers de bos du bos de *Granschie*, chacun bonnier pour un chincquante ſol Louvini, leſquels vingt bonniers nous teniens en fief de notre chier ſeigneur & frere Arnould ſeigneur de Walhaing chevalier; & les avons apportées ſus en ſe mains a ces notre chier & noble ſeigneur devandit & les avons werpi & l'en avons bien & aloy ayriteit & fait ce ke a nous en appartient & nous oblignons del faire ſi rien y faloit pardevant notre chier ſeigneur & frere Arnoul ſeigneur de fief devandit, & ſes hommes & par ſon greit & par ſon oſtroy & en a rechut a homme d'oudit fief en lieu de notre noble & chier ſeigneur deſur nomeit, Jakemon branche deſeur dit a nos requets & apres

nous werpi par lensengement des hommes qui presteit lui furent par le bailli de Namur a sa priere, a savoir est monseigneur Gerard de Tarsines seigneur Longheville, monseigneur Warnier de Doulnes chevalier, Wautier de Loiers, Renier de Flun, Jackmin Defekeuve, Bastien & Jehan Laurent, eskevin de Namur, Cesar Bonimes & Guyot. Mis en warde ces causes & ces couvent furent mis. Et pour ce ke ce soit ferme chose & estaule, nous avons pendut notre sayel a ces presentes lettres & avons prié a notre seigneur & frere devandit kil y pende le sien.

Et nous Arnoul, sire de Walhaing, de seurdit greons, loons, approuvons si comme sire dou fief deseurdit cet vandage & escrit. Convenu ke Otes nos chiers freres a faits & qui chideseur sont escrit & javons pendut nostre sayel a sa requeste & en témoignage de verité & avec le sien. Ce fu fait & donné l'an de l'Incarnation nostre Seigneur, mil CC. LXXXI, le Lundy après la St. Bartholomé l'apostole.

Echange de quelques biens à Biesme la Colonoise, faite entre Guy de Flandre, comte de Namur, & Arnoul de Thuin.

1285.

Nous Guys, cuens de Flandre & marchis de Namur & nos Ysabiane contesse de ches meismes lieux faisons a savoir a tous

ke nous avons donnet en descange biretalement à Ernout de Thuin escuier, a tenir en fief de nous & de nous hoirs seigneurs de Namur quatre vint & cinq bonniers de terre heritaule de nous comtes, gizans a Biesme & au territoire, mesurées & a lui livrés hoirs un bonnier de terre four lequel nos forches de Biesme sunt mises. Encore li avons nos donneit endescange yretalement à tenir en fief de nos & de nos hoirs seigneurs de Namur avons le terre deseurdite, nos preis gissans entre Biesme & Guignées, nostre maison de Biesme le *vies tours* & les appendances tout entierement ensi ke nous les tenions. Et en est li dis Ernous devenu nous homme & à nos fait homaige. San chou ke li devantdis Ernous ne si hoir ne seront mie tenuit de payer une vohe ke nous deviens chacun an les deniers compris au fauchetir le perfoin don maieur & des eskevins & don commandeur le jour qu'on fachoit les preis deseurdits, ains les feront fachier à se cost quand lui plaira franchement sans nul service & les porat faire aiwer ille & ses hoirs de la riviere de Biesme en Anceilli maniere comme nos faisiens quand rems en estoit, sens nul contredit de nos & de nos hoirs. Et parmi le bien deseur nomeit, li devans dit Ernous nos ast rendus en descange, le biens qu'il tenoit de nous à molins deleis Aubée, a savoir est le manoir de molins, les prés, les terres, les bos, le molin, les homaiges & entierement tout chu ki appartanoit à che bien de molins.

A toutes ces choses deseurdites furent presents comme home nostre de fiefs, Jakemes

de Seilles chevalier, Henri Despontin nos bailluis, Jakemes Branche nostre recheveur de nostre terre de Namur, Watiers de Loiers, Robiers Bonneviées, Jekemes Demines & plusieurs autres, & pour chu que ce soit ferme choze & estable, nous avons pendus nos saieles à ces presentes lettres en temoignage de veriteit, & nous Ernoul de Thuin deseurdit & damoiselle Marie de Biesme nostre femme reconnoissons, loops, greons, & approuvons expressement le deskange, le hommaige & les choses deseur contenues & je damoiselle Maroie devant nommée ait jureit ke je ne verai contre la dite deskange par mi ni par autrui. Et pour chu ke nous Ernous & damoiselle Maroie deseurdis n'avons mies de saiel, nous prions à noble homme monseigneur Nicholon de Condei seigneur de Morialmeis kil pendet son saiel à ces presentes lettres, & nous Nicholon sire de Morialmeis alle priere & al requeste des devantdit Ernous & damoiselle Maroie sa femme, avons pendu nostre saiel à ces presentes lettres en temoignage de veriteit, ché fust fait l'an de grace mil deus cens quatre vint & cinq, à la feste madame Magdelene.



*Lettres au sujet de quatre messes fondées dans
la chapelle que le monastère de Floresse avoit
en Marlagne.*

1287.

NOUS Wotieres par le souffranche de Dieu ,
abbé del église de Floresse de lordene de Pre-
monstreit , & tous li covens de ce même
lieu , faisons savoir a tous ke nous nos som-
mes obligiet & avons obligiet notre église
a haut prince & noble notre chier seigneur
Guyon conte de Flandre & marchis de Namur
& a noble Dame sa chiere compagne Ysabel
contesse de Flandre & de Namur & a leurs
hoirs présens & avenir seigneurs , de Namur ,
a ce ke nos devons en la capelle assise en leur
manoir ki est *en Marlagne* faire servir perpe-
tuellement par souffilante personne de notre
église & de servir une capellerie en tel
maniere ke li Capelains qui la servira , de
ce jour en avant, dira en lade. capiele cha-
cune semaisne quatre messes ou plus pour
nos chiers seigneurs le conte devant dit & sa
chiere compagne , & leur ancisseurs & succes-
seurs seigneurs de Namur , & feront dire ces
quatre messes en tel maniere ke li une sera
don Saint Esprit , & li autre de Notre-Dame ,
les deux autres de requiem pour toutes ames
dont on doit Dieu prier & desorendroit ferons
nos ces quatre messes commenchier & dire ensi
ke deviseit est , chacune semaine perpetuelle-
ment & le grandmiche de cheste capelerie
en toutes choses ferons nous aseront , ferons
faire a no coust & a nos fraix , de tout sens

rien demander au seigneur don lieu & s'il avoient en aucun tems ke li manoir & li capelle devant dit fuissent desert ou destruit par aucun cas ki y advienne, nous li abbé & li covens devant dit sommes tenus de faire deservir cette capellerie selon la forme ki deviseit est, en notre église de Floresse jusqu'à tants ke li lieu seroit restaureit & après ce autas repaires & la faire dire ces quatre messes ensi comme deviseit est.

Et est à savoir ke un patronage de ceste capellerie, nous chieres sires li Cuens devant dit ou si successeur Seigneur de Namur, ne poront ne devront aucunes droitures demander fois tant ke quand il ou li Seigneur de Namur ki sera pour le tems, sera present au devant dit Manois, nous volons & bien nous plait ke leur Capelains aient tel droit de costumes ens oblations de laditte capelle ke ils ont pour les autres capelles des castiaux de la terre de Namur quand li Cuens est present. Et à toutes ces choses devant dites fermement tenir & entierement sans jamais aller en contre ne par nous ne par autrui, obligons nous & nos biens ou kil soient, si avant ke obliger le pöons, en tesmoigne de lequel choze, nous avons ces presentes lettres données faielées de nos Saiaus, qui furent données l'an de l'incarnation Nostre Seigneur Jesus-Christ mil deux cens quatre-vint & sept au mois de Fevrier.



Lettre du débat entre le Comte de Flandre & l'Evêque de Liège au sujet du Bois appelé Calanges.

1290.

Nous Willaume de Mortaingne chevalier sire de Rumeis & Pieres Provoe del eglise de Bethune, faisons savoir a tous kome debat fiest contre nous chiers Sengneurs reverend pere Johan par la grace de Dieu Eveske de Liege d'une part, & noble homme & puissant Guion conte de Flandres & marchis de Namur d'autre part, dun droit de bos *Des-calenges* douquel debat li Eveskes & li cuens devant dit sestonintent mi jour quatre preudommes dont li doit estoient pris de par leveske & li autre doit de part conte li quel quatre devorent ledit desbat accorder li avan kil porroient, & se ledit quatre nel estoient est accord, nous doit le poimes terminer & accorder de haut & de bas ensi ke boin nous sanseroit, & prononchier & ordener par le poeir ki sous ce nous & donner, del eveske & dou conte devant nommeis, si com il apert par la forme dou compromis & kil & conteng en leur lettres pendans sous ces faites saicler de leur saiaux & comme li quatre devant dit ne soient mie accorder sous les choses devant dites, en chois en sont venu a nous deux & nous montré le descort ki sous ce estoient entre eux quatre, nous oies & entendus leurs causes & les raisons de leur descort, & les dispositions des temoignages ki furent o es deans diligament rivardées pour bien di pays & de concorde entre lesdites parties &

pour le mieus ke nous scavons en bonne foy
difons & prononchons sous le debat & les
chozes devant dites, notre dit & notre ordon-
nance en la fourme & en la maniere ki ci
après sensuit, c'est a scavoir ke li devant des
bos de *Calenges*, dont li debat estoit si avant
con il sensirent soit mesmeis bien & loiale-
ment par deux prouhommes mesureurs, des
qun cascunes des parties mettra le sien mesu-
reur, & quant li bos bien mesurers, nous difons
& prononchons ke li eveskes devant dit, pour
lui & pour ses successeurs eveskes de Liege
ait en avant part dore en avant a tous jours
y retaulement vint boniers de bos devant dit,
ni dou pieur ne dou mellieur & de tout le
remenant doudit bos li dis evesques ait aussi
lune moiet y retaulement, & li dis cuens ait
l'autre moiet a tous jours perduralement &
y retaulement pour lui & pour ses hoirs contes
de Namur & ke lesdites parchons doudit bons
soient faite & délivrée a cascune des parties
par preudommes pris a ce faire d'une part &
d'autre & loialement a droite value & bone
foit, & a aise de cascune des parties au mins
con le pora faire sens barat & sens fraude,
& difons ke s'il avoit ou four fist en c'est
notre dit aucun debat aucunes obscurteit ou
doutanche dont contens debat ou plainte me-
wist comment ke ce fust ne par quel raison
ke ce fust nos retenons notre pooir de cor-
riger & desclaircir les dis debas ces obscu-
riteit & doutances de notre dit, dusques à la
Nativiteit saint Johan-Baptiste prochanment
a venir en tesmoignage de toutes les chozes
nous avons peudus nos saiaux a ces presentes
lettres ki furent faites & données a Namur

en l'an de Grace mil deux cent quatre-vins & diis, le samedi après le jour saint Betreimé l'apostele.

Statuts des Monnoyeurs de Namur.

1291.

Au nom don Pere, & don Fils, & don St. Esprit, Amen.

Ché sunt li status des ouvriers & monoiers de le monnaie de Namur. Premièrement ils doivent ouvrer & monoyer bien & loialement ensi qu'il est ordonnoit & contenu en sa chastre sous ce fait & sailée de leur franchise pour celui salair douvraige & monnaiege ke on donna autre monnoies. (Et si aucundes compagnons cet trouvent en faussetés usans de la monnaie qui autre ki le feront le doivent denonchier au prévot & a compagnon delle monnaie sous leur serment en quelconque lieu quil seront monoié) & si y at nul ki soit prouvé de vilain larchin ou qui tuera son compagnon, il est fors del monnaie a toujours & ces proïmes peut revinir en lieu de lui ainsi ke als fut morts ki siéroit fort dele monnaie. Et ki fiert son compagnon d'arme ormolue il doit cesser d'ouvrer tant en toute monnaie un an & un jour & paier vint sol de tournois.

Et ki se bat sans arme ormolue & lui fais plaie ouverte, il doit cesser deux mois, & doit paier dix soulds.

El ki se bat sans faire plaie ouverte, il doit cesser wit jours; ke si compagnon oneront & paier dix soulds, & doit être bonne paie &

amende faite a cieux qui seront battu ou navrez au dire de prevost & de deux des compagnons del monois pris & li uns par celui ki grevez sera & li autre par celui ki grief fera.

Et ki se dit & celle paix ne tenra ille doit cesser d'ouvrer en toute monoie un an & un jour & paier vint sols.

Et ki abbat l'ouvrage ou qui blame & difame li monoie, il doit cesser un an & un jour & paier vint sols.

Et ki clame son compaignon laron par felonie, ou ki repent d'aucune villain cas, il doit cinq sol si cuis s'en plaint, on l'aura dit.

Et ki dementira ses compaignons par outrage, il doit douze deniers.

Et ki dement li prevot, ou ki fait grief ou dist autre vilainie, il doit de ce double amende.

Et ki si plains dou prevot a tort il doit deux sols.

Et ki se lieve de si siege en la monoie pour faire un distourbier ni noire, senscongiet du prevot, il doit deux soulds.

Et ki prendra osselles ou autre chozes ou cangeras, ou ki osteras le piale ou prendra autre argent sens le seûs des compaignons de ce fournaise il doit dis soulds, (& ne doit estre reclus en le monoie une bastars ne foringiers, ne fiers & ne doit nul entrer elle monoie pour ouvrer s'il na vetement ki vaille plus de chincq sols.

Et si aucuns des compaignons est malade, tou li autre doivent acollir tant qu'il ouvreront, de deux sols chacun jour, jusques à donc qu'il sera guerrie qu'il se porra aidier, &

& doit ces malades estre accoillies par les mains de prevoist & d'un des compagnons, & si le desacoillira il doit vint sols celi prevoist le peut monstrier par deux compagnons & s'il ten plaint il doit avoir le serment de lui s'il est malade ou non.

Et si un se plaint a prevoist d'aucun des compagnons pour dettes ou pour dommaiges qu'il aient fait & il soit suffisamment prouvet, le prevoist doit prendre a celui ki doit li dette le moiet de son ouvraige pour paier ses dettes ou rendre le domaige jusqu'a tant que ke raison sera faite a celui ki demandera & ki sera contre ces rebelles, il ne porra ouvrer en nulle monoie jusques a donc qu'il aura fait raison la valeur de deniers & dois cuincq sous d'amende.

Et si un des compagnons se plaint de l'autre au contraire, il doit douze deniers.

Et doivent li ouvrier avoir a leurs fornaises pour tailler, leurs femmes, leurs enfans leurs sœurs ou leur prochains parens ou parentes ou autres selon ce kil leur besoignera, & il se porront accorder li quel doivent estre de bone fame & de bonne renommée & nullement autres.

Et se doivent maintenir paisiblement & cortoisement.

Et doit li hoirs des ouvriers & des monoiers paier quarante sols d'entrée.

Et si un des compagnons joue aux des four ses waiges, & on le puet savoir, il doit paier chascun waige douze deniers.

Et qui jure vilain fairement de le mere Dieu, il doit chascun fois douze deniers.

Et ki de famme on amet aucun del com-

pagnie de larrechin ou de fausteit, se il ne le puet proveire, il doit cesser un mois en toutes monnoies & paier vint soulds.

Et ki se marie il doit doner a le compaignie en cortesie vint soulds, & tout li compaignons qui seront en le ville doivent estre le jour des noches amostres & offrir al le messe sous l'amende de douze deniers, si ne sont loialement excuseit.

Et quand un des compaignons trepasse de ce siecle, ou sa femme ou ses hoirs tout li autre compaignon doivent estre amostrer avec le cors & offrir al messe, & ki ni feras, il doit xij deniers s'il n'est excuseit par loial ensoin, & si il ia nul si povre, ke on ne sache prendre dou sien pour lui ensevelir, li compaignon le doivent faire des communs deniers de leur boiste qu'il doivent avoir pour mettre toutes leurs amendes fors celles de xij deniers, ki sont aux prevost, & qui eskut ou defend a prendre amende pour quelconques choses ce soit, il est a dix soulds. Ce ke si il semble celui ki paneis qu'il soit, paneis a tous li prevost li doit assiner journées a premier jour que li compaignon aront parlement ensemble pour remettre arriere l'amende si il la prise a tort.

Et doivent chascun des compaignons chascune semaine qu'il ouvreront mettre un deniers en le boiste pour faire leur besognes, & ce que boin leur est & leur semblera.

Et ne puet nul raillerelle ferir de martiel ne rechakier argent on monnoie.

Et chascun des cent ouvriers & monnoiers par la volonteit de nostre seigneur, devoient Mooias. Il doit avoir avec ki veneroit en le

monnaie en lieu de lui, xij deniers tous les jours kil ouvrera.

Et si aucuns des cent ouvriers & monnoiers defeur dit moroit sans hoirs maule & il eust filie loiane de son corps propre, celle filie doit avoir le priemeteit de son pere en le monnaie sauf ce kille ne porat ouvrer ne monnoies de se main, mais s'elle se voit marier a tel persone ki doive suffire pour estre en le monnaie, son maris doit estre en le monnaie si ke mambours tout come elle y viverat, & après son decés s'il a hoir de se femme l'iretage de le monnaie doit estre & revenir al hoir, faut ce ke li pere del hoir ademorant en vie après le decés de se femme, doit maintenir le monoye de si a tant ke li hoir iert suffisant pour tout faire ki appartient a monnoier.

Et se li prevost le voit aucune amende a tord & chez soit monstreit, il doit cinq sols d'amende.

Et doivent estre tenu tous aux commandement ke li prevost ferat a ses compagnons pour le profit & honneur de ses compagnons sur paine de doze deniers.

Et s'il avoit aucun debat ou obscuriteit en aucun des poins de ces statuts, il doit estre declareit par le prevost & par quatre de plus suffisans compagnons sermenteis & elleus de par tous les autres; & doit estre tenu fermement tout chou qu'il en diront & ordonneront sous teile paine ke pour celi amende est devisé ou est escript.

Et ne tiennent li cent ouvrier & monnoier devant dir leur plain pooir d'amendes d'ajuster & d'amoindir ces présents statuts par leur commun conseil & volonteit, toutes

A cestui article, difons nous ke nous en sommes des coupables & en sommes mis en loyale enqueste. Laquelle enqueste doit estre faite & enquize par bonnes gens sens suspicion, & si aucun en estoit trouveit coupable, punir le paroit messire à sa volonteit. Encore fus messire commis contre nous par aucunes laides paroles qui montent à crime, si comme de trahison ke auckun de nos gens de Namur devoient avoir dites as escheviens & sergans monsigneur, & à le occasion de son office, & encore ke aucum de nous devissent avoir dites laides paroles vilaines & outragantes à plusieurs des sergans qui estoient & sunt au serviche monseigneur.

A ces articles difons nous aussi ke si aucunes paroles ont été dites par aucun de nous, soit à eskeviens ou à sergans monsigneur, ke elles ne furent mie dites à l'occasion dou serviche monsigneur, & de ces choses sommes nous mis en loyal enqueste monseigneur & sommes obligiet à ce si aucuns en estoit trouvais coupables, il doit venir dedens trois jours après che quil seroit semoncé de par monsigneur à sa volonteit, & s'il ni venoit les trois jours passeis, nous ne poons ne devons meler de lui ne don sien, soit dedans le frankise ou dehors. Et parmi ce la ville doit estre delivré de ces articles & est à savoir ke messire ou autres de par luy doit ce luy ou ceux semonces à leur maison ou a leur proche.

Outre fu messire commis jour nous de ke nous diliemes que de tous cas qui etcheoient

en la ville de Namur quel qu'il fussent & encontre qui que ce fust. sans nuluy mettre hors, ke messire ne doit ne peut corriger autre chose que le ville donne & li enseignemens des eskeviens.

A ce disons nous que quand messire vint premierement a terre, il jura à warder le franchise & le loi de le ville de Namur, & en mist ses mains sur le sang notre Seigneur à saint Aubin, & par ce ke nous avons grande fianche en le loyauté de lui, & qu'il servira son serment si nous sommes obligiés à ce ke messire enquier & de le loy & de le franchise de le ville, s'il n'en est sages, & ce qu'il en declarera, nous le devons tenir & tiendrons bonnement & ne peut être déclaré par autrui soit par le bouche monsigneur.

Outre fu messire commis jour nous de ce ke nous disîmes ke si nous aliemes en lost, monsigneur nous deviemes avoir nos depens, & si nous nes aviemes, nous deviemes plus avant aller en lost, fors tant ke nous puissiemes de jour revenir à nos maisons à Namur. A ce nous oblignons nous voulons ke messire enquier & sache en quel maniere nous servîmes les devant trains & luy mismes parmi qu'il vint à terre, & en quel maniere nous avons useit de ravoïr nos wages, & quand messire lara enquis, nous le mettons sur le digne foy le sienne & les siennes qui nous y sauve nos raisons, & nous en tireront ce qu'il en ordonnera. Et est a savoir ke toutes ces choses devandites doivent être déclarées & terminées par la bouche monsigneur ou

par celui que messire y mettra en sa presence, & sensî avenoit ke je naviengne ke ces choses deseurdites route ou en partie ne fussent declarées & terminées au tems, monsigneur ce qui demouroit à declarer ou a déterminer, seroit en auteil point ke nous estiemes au jor que nous nos mismes en le volonteit monsigneur & pour plus grande sureté de toutes ces chozes deseurdites a tenir fermes & estables, avons nous obligé nos & le nostre de tenir ledit & l'ordonnance que nos chiers seigneurs d'avandit dira & ordonnera en le fourme & en la maniere deseurdites. En temoignage desquelles choses nous limaires, li eskeviens, li jureit & tous li communs de la ville de Namur avons à ces presentes lettres mis nostre saiël de la ville de Namur & prions & requérons à nobles hommes nos bons amis monsieur Henri de Sertrud, monsieur Jehan de Ham & monsieur Clarenbant Danterive chevaliers pairs du chastiel de Namur qui furent presens à ces ordinances deseurdites, qu'il mettent leur saiël à ces presentes lettres avec le nostre saiël de la ville de Namur deseurdit. Et nous Henri sire de Sertrud, Jehans sire de Ham & Clarenbant sire Danterive chevalier peier don chastiel de Namur, à la priere & à la requete don mayeur des eskeviens, des jureis & de tout le commun de le ville de Namur deseurdit avons mis nos saiëls à ces presentes lettres avec le saiël de ladite ville de Namur. En temoignage de veriteit. Che fu fait & donneit l'an del Incarnation Jesus Christ mil cc. nonante trois, le Diman-

che après les octaves saint Pierre & saint Pol, apotres.

Lettres du conte Guy, au sujet de quelques droits que les bourgeois de Namur reclamoient dans le bois de Marlagne.

1293.

NOUS Guys, cuens de Flandre & marchis de Namur, faisons savoir à tous ke entre nous d'une part, & les mayeur, eskeviens, les jureits & le communautéz de no ville de Namur d'autre part, debat eut esté del usage de droit & de le maniere del usage qu'il disoient ke a eaus & à cheaus de ladite ville de Namur apartenoit en no bos & en no forest de *Marlagne*, & de ces débats & de ces coses tout entiere-ment li maires, li eskevins, li jureis & tout li communs de ledit ville de Namur pour eaus & pour chascun de ledite ville de Namur & pour leurs hoirs & pour leur successeurs se sunt mis & se misent en nous. Lequel mise à leur priere & à leur requeste nous avons enprise & emprismes en nous a ordiner, entendre & a dire comme bon sire, & a revarder four che, à raison & a droit de nous & droiture selon che ke nous nos en pourions enformer & nous pour enquerir, oir, & savoir de ces chozes & à leur requeste avons mis journeis plusieurs à Namur & diligement avons ven & entendu chez quil ont volut dire & monstres par eaus & par chascun d'eus & pour ledite

C. J.

ville de Namur & les remoins & les par-
tenes qu'ils ont ammeneis & avons rewar-
dés es raisons & endroit de nous & deans,
& nous sommes informés es eskevins mesmes
au maieur & as anchiens de ledite ville de
Namur, & à cheans qui hors de le ville
ammèneront & valaient ammener de par
eans & autre bonne gent qui de ces chozes
devoient ou pooient savoir par raison. Et
à li chose esté demeurée ensi come à raison
apartient par grand conseil de bonne gens.

Nous qui le besoigne volons declarer &
mettre à raison comme sir, & le maire,
les eskevins, les jureits & les communs de
leditte ville de Namur appelleés & presens
pour ce pardevant nous, nous a permenante
memoire ordinons & disons & pour mettre
fin certaine as debas devandis, pronunchons
en la fourme qui ci après est ecrite.

C'est à savoir ke dore en avant no bour-
geois de ledite ville de Namur manant de-
dant les paroches delleditte ville de Namur
qui y viennent mort & vif & qui dedans
l'année n'arront esté defaillans de paier leur
bourgeoisie, arront, & nuls autre, en nos
bos & en nos forest de *Marlagne* leur usage
en mort bos pour lor feu, lor mailonnage,
lor closure des charchon de lor vignes, & pau
& verges & loiens, & de cest usage useront-
il en le maniere qui ci apres est escrite & nien
autrement.

C'est a savoir que de ce ke tailliet sera,
nul n'en pouras rien vendre a nuluy & si
aucuns fuist de ce raporteis par aucuns
bourgeois de Namur, ou par aucuns des
segans du bos, il seront en amende envers

nous & envers nos hoirs & nos successeurs contes ou marchis de Namur, & le bos ausen. a prendre de mort bos, c'est adire vij fol de le monoie de Namur, & teil qui che rapporteris fust bourgeois, fust sergans en seroit tous feus errens de son serment.

Derechief ils doivent tailler leur mort bos as us & as costumes que li marchant taillent leur bos, & doivent finir le somier si avant come ledit marchant le sievent, pour mettre en fesseons, & s'il ne le faisoient ensi, cel qui raporteis, en seroient, par le serment dou sergans, seroient en tel amende come de mort bos.

Derechief quelle qu'il y prennent soit de cocharchon de vigne soit de pau ou de verge, ou closure, ou de maisonnage il le doivent retourner en lor feu quand il ara fait son usage a que il aura esté mis, & ne le poroit vendre ni escanger a autres choses, ne donner, & si auchuns fust raporteis par un bourgeois ou par un sergans, qu'ils eust de chou autres choses ou autrement fait, il seroit en tel amende come de mort bois.

Derechief li bourgeois de Namur qui a feu usage de mort bos, il le doit mismes tailler ou a son cos par l'ouvrier donnant faire tailler par ceans qui ont droits de mort bois en la foret ou par leur siens mannans avec eans & leur pain mangiant, sans malengien; ne user ne peut nuls de mort bos, ne menner ne porter hors des paroches delle dite ville de Namur, & si aucun faisoit autre chose ou autrement de ces choses dessus dites il seroit en teil amend come de mort bos, & seroit li bois qui tailliet seroit, four

faite au seigneur & un bourgeois ou un fergans qui de auckune de ces choses seroit raport en seroit crus tous seuls par sen serment.

Derechief si aucun est trouueis taillans en bos ou en foreist, est dit ke pour aucun bourgeois il le taille, nomer le doit, & si chis qui nomme est l'enfant de Warant de ce qu'il en aura tailliet, ces qui ensi sera trouueit taillans demorra al volunteit del Seigneur, & li bois tailliés sera four fais au seigneur & de che doit estre crus li fergans un par son serment ou plusieurs.

Derechief li boulengier, li brasqueur & li teinturir ne porront riens auoir de mort bos de *Marlagne*, pour cuire, ne pour brasquer, ne pour teindre, ne nul bourgeois n'en porra riens auoir s'en est pour le propre feu de sen osteil la on il maint. En outre disons nous ke nul de Namur ne doit auoir usage en bos de *profunde ville* tout de estendit-il dedans le *Marlaigne*.

C'est dit avons nous dit & disons ke ensi. Soit-il Wardés & maintienne a tous jours sans fraude & sans malengien pour les seigneurs contes on marchis de Namur, pour les bourgeois de le ditte ville de Namur qui sunt & seront en après. Et pour oster toute occasion de descort pour le tems qui a estei & pour le tems qui est avenir, & en feuereté & en temoignage de ces choses, nous avons mis nos saiel a ces présentes lettres; & li maire, li eskeviens, li jureits, & li commons dele ditte ville de Namur reconnoissant & greant les choses dessus dites, & en ce consentant expressement, y ont ausi mis le saiel delle.

dite ville de Namur dont il usent. Et nous maire, eskevins, jureist & li communeauté delle ville de Namur, faisons savoir a tous ke nous, pour nous & pour chascun de nous, pour nos hoirs & nos successeurs & en nom delle dite ville de Namur toutes les choses dessus dites, reconnissons kelles sunt ensi en veriteit & les greons & promettons loyalement a warder & a tenir a tous jours, & y mettons nos consent & no octroy expressement, & tout ensi come il est contenu en ce présentes lettrès en remoinage de ces choses le scel de le dite ville de Namur dont nous usons nous lavons mis a ces lettres avecq le saiel notre chier seigneur Guyon conte de Flandre & marchis de Namur devant dit. Ces lettres furent données a Namur on l'an de grace mil. CC. L. xxxiii. Le mirgredi après le jour saint Nicholas.

Autres Lettres sur le même sujet, contenant la punition des plus coupables.

1293.

Nous guys cuens de Flandre & markis de Namur, faisons savoir a tous ke comme par nouvelles fust venit & raportez a nous ke li commons ou aucune gent dou commun & de nostre ville de Namur eussent fait conspiration & pris conseil, par assemblée, & en appert & committement & fait alliance & convenance & foys données & serments faits entre ceus de reveler & d'estre contre nous & de guerres auts seigneur ke nous, & par

cette occasion mauvaises paroles & mauvais
semblant & crimes & felonies plusieurs fuif-
sent ment en laditte ville & au commun &
entre aucunes singulieres personnes de le dite
ville & male paix, de quoi li choze estoit
a portée decheoir en peril & en griefreit très
grand; de le ville & de cheans de le ditte
ville, nous qui volons & tenut sommes déans
warder & gouverner come sire, envoyames
au lieu, nostre chier fils Jehan de Namur,
nostre hoir de le terre de Namur & grand
gent de nostre conseil avec lui pour veoir ke
sestoit & pour mettre en tel conseil ki y
afferust & tant fu la choze demandeier ke
li maire, li eskeviens, li jureis & li com-
muns pour eans tous & pour les singulieres
personnes de le ditte ville se misent en nous
des besoignes devandites & des choses a elles
appartenans, & promissent a tenir ce ke nous
en ordonjriens & diriens par nous meismes;
& nous a la requeste dou maiEUR, des eske-
vins, des jureis & des communs devandis
prisimes ceste mise en nous & sommes venus
pour ce a Namur & avons fait diligeanment
enqueste de ces chozes & assennir & metté
certaines journées a ce souffisanment & lieu
certain ke chascun y venist ki cuidas ke a
lui appartenist & la venir vofiste, pour mon-
strer, dire & mettre avant ce ke bon li sem-
bleroit & pour veoir & oir che ke bon fe-
roit au demainement & termineinent de
ces chozes, & en le fin toutes les besoignes
par nous & par nostre Conseil ouies & deme-
nées ensi ke a raison apartient; & appellés
& presens pour ce pardevant nous, li maiEUR,
li eskevins, li jureis & li commun devandis

& par conseil des bonnes gens disons , ordonnons & pronunchons nostre dit & nostre ordinance en mettant fin as choses devandites en le forme qui ci apres est escrete , & sous telle pinc laquelle nous y avons establie. Ke s'il étoit nul qui en a aucune chose , fuist defaillans de tenir nostre dit , il seroit enchus envers nous & envers nos hoirs & envers nos successeurs contes ou markis de Namur dou cors , de l'honneur & d'avoir & ce retenons , nous a loyal enqueste de nous & de nos hoirs & successeurs contes ou markis de Namur a punir & a justicier & a drechier hors loy par nostre Seigneurie.

Et tout au commencement nous comendons , disons & ordonnons Ke bonne paix soit dorenavant & Ke chascun le tiengre fermement & loyalement de tous les descors & de toutes les esmeutes ki ont eisteit jusqu'au jourduwi de qui Ke ce soit en nostre ville de Namur , & nommement de nostre mayeur , de nos eskeviens , de nos jureis , *de Jehan Honoreit , de Henri fils Branche , de Henri de Rivin , de Jehan de Bruges , de Pierre Bilon ,* & de toutes autres dou commun & de nostre ville de Namur. comment Ke descort ou esmeutement seroit avenu , soit par paroles soit pour fait soit pour chose appartenant a chose , dont on s'est si comme deleur est dit , mis sour nous.

Derechief que toutes alliances si aucunes en y a , toutes convenances , toutes . foys & tout serment fait jusque a ore pour occasion des choses dessus dites , soient quites & avient & Ke nul n'en puist riens demander a l'autre , & ke nul ne les renouviele ne ne maintiegne dore en avant.

neur mil deux cens quatre-vint-treize le
megcredi apres le saint Nicolas.

*Lettre du comte Guy de Flandre, relative
au même sujet.*

1293.

Nous Guis, cuens de Flandre & marchis de Namur, faisons savoir à tous, ke come debast fust entre nous d'une parte, & le maieur, les jureits & le commun de no ville de Namur d'autre part, de ce qu'il disoient ke de tous cas qui escheoient en ledite ville de Namur queil kil fuissent & encontre qui que ce fust sans nulluy mettre hors, nous ne deviens ne ne poriens corriger ne justiciers outre ce ke li loys delle ville donoit & li ensengemens des eskiviens de Namur, & de ce aussi ke aucune greit de ledite ville si come on disoit sestoient esmeur pour allouer, reveiller encontre nous & mes gens de ce ke li mair, li eskvieens, li jureis & li communs de leditte ville disoient, ke s'il aloient en nostre ost, il devoient avoir leur depens, & s'il ne l'avoient, il ne devoient plus avant aller enlost fors tant qu'ils puissent de jour revenir à leur maison à Namur. Li devantdit mair, eskeviens, jureits, & communs de leur bonne volonteit des chozes devant dites & des choses à ce appartenantes, se misent en nous & promissent à nous pour nous & pour nos hoirs & nos succeurs contes ou marchis

de Namur, à tenir tout ce ke nous en ordonnerions & diriens, & nous a leur requeste avons rechuz ceste mise à nous, & sous les choses defeurdites avons oyt tout chés kil ont volu dire & proposer pardevant nous & pardevant nostre conseil & les temoins & les preuves qu'il ont emmenés pour eans, & ché kon a dit & oy pour nous & pour eans & toutes les raisons pour nous & pour eans examinées & entendues diligemment, & eut sour ce grande deliberation & bon conseil & le mayeur & les eskeviens, les jurois & les communs devantdits a ce & pour ce souffisamment appelleis & presens pardevant nous. Et tout le parties de me-neis ainsi comme à droit & à raison. appartient.

Et nous sour les choses devantdites ordonons & disons & par sentenche prononchons en le forme qui chi après est escrie. C'est a savoir ke s'il avenoit ke, ja n'avienne ki en auckun tems ou mesist main, on desist ou fesist laidur a conte ou a marchis de Namur, fust a nous ou a aucun de nos hoirs ou de nos successeurs contes ou marchis de Namur, ou a sa feme ou a aucun de ses enfans, ou a homme de son conseil, a son bailliu, a son mayeur & sergens fermentés, a eskevin tant ki eskevin feroit en son office deskivinages, ou pour l'occasion del office deskivinage, ou a sainte Eglise qui en no warde fust, ou en le warde de no hoirs ou de nos successeurs contes ou marckis de Namur, ou fesist cas semblant doucun de ces dequoi eskevins non useit de faire loy jusques a ors li eskevin de Namur

ne li loys de le ville ne s'en doivent ne ne peuvent meller ne connoitre ne jugier de cest jour en avant. Ains sera telle choze demeneie & justiciée hors de loy par le seigneurie du seigneur de le terre markis ou comte de Namur, ou de celi qu'il mettera quant a ché en ché lieu.

Derechief pour che ke nous avons trouveit en nostre enqueste ke en leditte ville ont esté assemblées faites & esmentées a le male paix de ledite ville, di quoi li choze puist avoir tourneit a peril & a griefreit très-grand de leditte ville, nous disons ke deronenavant nulle assemblée ni soit faite dou commune de leditte ville, si ce n'est par la volonteit & le congeit dou seigneur ou dou maieur & des eskevins de leditte ville, & ce defendons nous sous peine d'avoir envers nous, nos hoirs & nos succeffeurs contes & markis de Namur, four fait le cors & l'avoir de celui qui par no loyal enqueste seroit trouveit coupable. Et ce ces retenons nous a justicier hors loy par le Seigneurie de nous & de nos hoirs & de nos succeffeurs contes ou markis de Namur.

Outre disons nous ke si il avient ke nous ou nos hoir conte ou markis de Namur, semoncons ou faisons semoncer le communes de no ville de namur pour défendre no terre, ou pour adrechier ou vengier le meffait ki fait seroit à nous ou a nostre terre, lidite comugne doit souffisamment venir & demorer en notre terre & dehors avec nous ou avec nos bailliu, ou avec celui qui en no lieu sera, tant & si longuement come il

fera mestier a nous, à no bailliu ou a cell qui seroit en no lieu, sans fraude & sans malangien. Et en c'est cas ne devons nous ne no gens donner ne rendre wages ne depens, ne a cheans a cheval ne a cheans a piet de nostreditte ville de namur. Mais s'il avenoit ke nous ou nos balliu ou nos gens requisissent les chevaucheurs de nostre-ditte ville de Namur semoncer le communiré de le ville, en cest cas leur somes tenus de rendre leur wages.

Ainsi ordonnons nous disons & prononchons ke ces choses soient wardées, faites & tenables des or en avant a tous jours pour nous, pour nos hoirs & nos successeurs, contes ou markis de Namur. Et c'est nostre dit en tout point ont grée & promis a tenir expressement li maire, li eskeviens, li jureits & li communes delleditte ville de Namur, & en permanante memoire & tesmoignage de ces choses, il on par commun assent le sail de ledite ville de Namur dont ils usent, mis a ces presentes lettres faillées aussi de nostre sail & les ont lessiées a nous, pour nous & pour nos hoirs & nos successeurs contes ou markis de Namur, & au telles lettres ont il pendéz & eans icelles faillées de nostre sail & dou sail de ledite ville de Namur, li maire, li eskeviens, li jureits & li communautait de nostreditte ville pour eans pour leur hoir & pour leur successeurs.

Et nous devantdit maire, eskeviens, jureits & toute li communautait del ville de Namur reconnoissons & volons ke tot sachent & ke sen soit permanablement a toujours

ke tout les chozes deſeur eſcrites, ſunt en verité de tout enſi comme il eſt en ces lettres contenus, & ainſi les greons nous & promettons a no chier ſeigneur devant nommeis pour lui & pour ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs contes & markis de Namur a tenir & a warder a tout point & a tousjours, & a ce nous obligons nous pour nous & pour nos hoirs & pour nos ſucceſſeurs, a luy pour luy & pour ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs contes ou markis de Namur; & en perpetuelle memoire & teſmoignage nous avons avec le ſail noſtre chier ſeigneur devandit par commun aſſent, a ces preſentes lettres le ſail de noſtre dite ville de Namur de quoy nous uſons, mit & leiſſeit ces preſentes lettres a noſtre chier ſeigneur devandit pour luy & pour ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs contes ou markis de Namur. Ces lettres furent faites a Namur, lan del Incarnation noſtre Seigneur, mil CC quatrevint & treze. Le Mercredy après le jour ſaint Nicholas.

*Tiré d'un ancien mémoire M. ff. reposant
ci - devant ès archives des Croisiers à Na-
mur.*



*Guy comte de Flandre & marquis de Namur
confirme l'échange fait à ceux de l'abbaye
de Villers au sujet de la fondation de l'ab-
baye de Grandpré.*

1294.

UNIVERSIS præsentis litteras inspecturis
salutem. &c. &c. Guido, comes Flandriæ &
marchio Namucensis &c. &c.

Nos igitur factum dicti imperatoris, prout
est superius expressum, approbantes & ratum
habentes, ac ipsam innovantes, concedimus
dictis Villariensibus, dictam sylvam, sicut est
mensurata & limitata, in liberum arbitrium
jure perpetuo possidendam, ad omnes & sin-
gulas condiciones, in litterâ dicti imperato-
ris supra scriptâ expressas & contentas: nos vo-
luntariè ergo ipsos Villarienses obligantes &
hæc universitati vestræ significantes.

Datum in die Conversionis sancti Pauli,
anno Domini 1294.

*Lettres de donation de douze muids de mou-
ture à la chapelle des Brasseurs.*

1296.

Nous Guis, cuens de Flandre & marchis
de Namur, & Ysabiane sa chiere compagne
contesse de Namur, faisons savoir à tous ke
come il soit ens ke nous feables sergans jadis
Jakemet Branche receveur de le conteit de
Namur nous avet donnée une lienne maison

ki fu jadis Henris Doutremuese liquelle fiet
sour le rivièr de Sambre en une rue condist
en Vif rote en entierement ensi com ille ly
maintenoit & en cele maison, li recheveur
devant dite ait fondée une capiale pour Dieu
servir perpétuellement. Nous en avancement
de la capellerie devant dite, donnons yretau-
lement chacun an douze muids, de mouture
alle mesure de Namur, a prendre & a re-
chivoir a Namur a no molin sour Sambre a
chacun mois un muid tant come ly douze
muis seront pleinement païet a capellain ki
le deservera, & est a savoir ke ledit muid del
moullure deseur dit, doivent tourner en lusaige
del capellain ki deservira la de. capellerie
& des autres deux muis de mouture li capel-
lains devera detenir les ornemens & faire
le luminaire sauf chu fille creest des dittes
douze muys mouture detenus les ornemens
& fait le luminaire qui remanas doit tourner
en lusaige d'un capellain. Lequel capellerie
ledit richeveur donna a Johan dit de Waris-
quel son clerq & le presenta a capitule de
nostre Dame de Namur en cui termine & en
cui paroche la de. capellerie sient par telles
devises & telles conditions ke ledit Johans &
si successeur doivent dire Messe, chacun
jour a le dite capelle sil en sunt assiet, &
doient avoir les offrandes ki alle dite capel-
lerie venront toutes les fois come ne doit
offrandes paier a le dite église nostre Dame
de Namur de droit ou d'usage & celles qui
venront les jour come les doit paier ils les
devront rendre a leglise nostre Dame devan-
dite & devront les capellain frequenter le
cuer delle église nostre Dame, devront dire
toutes

toutes les hores ainsi come autre chapellain de la dite église a leur avoir & doivent être de la jurediction & de la corection delle capitulle delle église nostre Dame devant dite & devons donner la dite capellerie nos & nostre hoirs conte de Namur, la premiere fois après la collation ke no dis rechiveurs en fist & présenter audit capitule, & l'autre fois après nous, lirdi capitule le doit donner & enfi ira la collation de laditte capellerie de nous & de nous hoirs contes de Namur a eans & deans a nous a tos jours. Si mandons & comandons a nos rechiveur de Namur kiconques le sera, qu'il delivre au capellain devandit kiconque le sera les douze muis de moullure devandit aux termes devant només, sans attendre autre comandement de nous. Et pour faire & accomplir ces chozes deffeur dites, obligions nous & nos hoirs contes de Namur & pour chou ke ces chozes deffeur dittes soient formes & stables, nous avons ces présentes lettres faillées de nos saiaux & nous aussi li prevos, li doïens & li capitule del église nostre Dame devant dite, greons & consentons ces chozes deffeur dite & avons aussi pendu a ces présentes lettres le saiel de nostre église devant dite en signe & en temoignage de vérité avec les seaux de chier & très hault seigneur & de nostre très chier & très haulte dame, monseigneur & madame deffeur dit ki furent faites & données en l'an de Grace mil deux cens quatre - vint & seze, al mois de March.

Echange faite entre Jean comte de Namur & les religieux de Floreffe de trois pièces de forêts contre certains biens & droits gissans à Marche sur Meuse.

1302.

Nous Jehan fils au comte de Flandre, cuens de Namur, à tous ceux qui ces présentes lettres veront, salut & connoissance de veriteit.

Com ensy faist que nous ewsiens de notre propre gietage de ce conteit de Namur, bois kon dist *la Forest*, gitant entre Floreffe le bois, & le bois de l'église de Floreffe kon dist *le Forestalle* & ewsiens encore bois de *Tey* *Wanbestak* kon appelle *Oigimont*; ens esquels bois, li borgeois de Floreffe ont le mort bois, nous voulons que tout saient que nous les trois pieches de bois devant nommées tout ensi come ledit bois s'estendent en lonc & en large, & tout ensi come nous les teniens & aviens tenus, & nostre anticefseur predist, nous & tout chou sy y partenoit, ou partenis devoit par droit a nous & a nos succeffeurs après nous par le raison de tenures desdits bois, sen riens a retenir en souls ne en compte, fors nostre haulte justice, avons donneit & donons gietablement par loyal descange et par droits permutation as honorables religieux nos bons amis en Dieu, l'abbait le covens de l'église de Floreffe, a tenir, a aseir, à faire lor volonteit et lor profit à toujours son nul rapeil de fait ne de droit après.

Et savoir est, ke pour les trois pieches de bois devant dites, li abbeit & li covent de Floresse devant dit nous ont rendu & donneit par loyal descange & pour le prouffit de lor église & de nous, tout chou kils avoient en le ville de *Marche sur Moese*, en moulins, en saymes, en ewes, en aveinne, en feun, en deniers & rentes, en bois, auquel bois li mesurer de l'église de Floresse demorant a Marche, ont le mort bois, & en tout autres choses; foismis le hostellerie de Marche & tous les biens appartenans a laditte hostellerie, & foismis quatre muys de moulure de li moulins, ke jadis fut l'église de Floresse doit perpetuellement, a savoir chacun un an a l'hostellerie de Marche pour les pauvres, & deux muys chacun an a la tierce de *Bormines* pour visiter les malades, & pour dire aucune fois la messe audit lieu.

Lequel hostellerie & tous les biens a ly appartenans, li abbé & li covent devandit ont retenus entierement a Mambournie, & a tenir ainsi come ils ont fait & si long-tems come on seit parler.

Encore li abbé & li covent devant dit nous ont donneit en laditte descange dys muys de spiate yretable ke *Frankin Gielemont*, fils jadis a monseignr. *Wautier de Gielemont* les devoit chascun an perpetuellement sus cincq bonniers d'alnes gifans entre *spices & Gielemont*; si come il les apert par lettres dechou faites, lesquelles ils nous ont bien delivrées.

Et encore pour ledit descange a parfaire nous donneis li Abbeit & li covens devant dit une pieche de bois tenant cincq bonniers quatre vint verges, joindant a nostre bois de *temples*

kon dist le fays et vata..... eschans de jodion
&c. &c.

Faites l'an de grace M. C. C. C. II. le jor
de saint Nicolas au mois de Decembre..

*Tiré d'un ancien cartulaire de l'abbaye de
Floreffe,*

*Jean de Flandre, comte de Namur, donne
en fief à Jean de Dolendorp, chevalier,
trente livres de rente affectée sur les revenus
du comté de Namur.*

1303.

NOUS Jehans de Flandre, cuens de
Namur, faisons savoir a tous que nous avons
donneit & donnons a no chier & loyale
monsr Jehan de Dolendorp, chevalier, tant
come il viveras, trente livres par an en
monioie qui coursaule sera en notre ville
de Namur, a prendre & a lever chacun
an au jour du Noel sur nos rentes & reve-
nus de nostre conteit de Namur, lesquels xxx
lib. par an devandites, il doit tenir de nous
en fief & en est devenu nos homes & nous
doit servir come a son seigneur; & est a
scavoir que nous les devandites xxx lib.
par an, poons racacer toutes les fois quil
nous plaira parmi CCC. lib de laditte mo-
noie. Si mandons a no receveur de notre
comté de Namur qui ors est, ou qui pour
le tems le sera, que il audit Monsr Jehan
ou a son certain mesager monstreur de ces

lettres il paiche & delivreche les devant-dites xxx lib. un jour devant nommeit.

Pour le temoignage de ces presentes lettres, les avons faillées de nos fails, fait et données en l'an de grace mil CCC. trois.

*Jean de Flandre, comte de Namur, établit
Thibaut de Willourin, chevalier, pour
chatelain de Golzinne au gage de cinquante
livres tournois par an.*

1310.

Nous Jehans de Flandre cuens de Namur; faisons savoir a tous que nous avons mis & établi, mettons etablissons no chier & loyal chevalier monseigneur Thiebault de Willorin chastelain de nostre chastiel de Goulzines tant et si longuement comme il vivra. Sauf que routes les fois que nous vorrons, nous le poons et poiront ostere de Goulzines et mettre castelain d'un de nos castiau lequel que nous vorront par le conseil de Namur. Et doit avoir et aura ledit mesire Thiebault chacun an pour ses wages en quelconques castiel ke nous le mettons, cinquante lib. de Tournois a conter le vies gros Tournois le roy pour quinze couronnes a paier la moitier au Noel et l'autre moitier au jour St. Jehan Baptiste. Si mandons et commandons a nos recheveurs de Namur ki ores l'eif ou ki le fera par le tems a venir qu'il a monsieur Thibault pairé et delivrères chascun an es termes devant nommeis, les-

D 3

ditres cinquante liv. pour ses gages. Si pora avoir ledit messire Thibault avec lui deux hommes souffisans a tel wage comme si autre seroit ki seront a Goulezinnes les aront.

Si mandons & commandons a tous les sergens de nodit castial de Goulezimes que il audit monsr Thibault obeissent comme a leur castelain par le temoignage de ses presentes lettres scelées de no scel faites & données en l'an de grace mil CCC. dise. Le Mardi nuit de Kareme.

Lettres de fondation d'une chapelle erigée par Jean de Flandre comte de Namur dans le chateau de Montaigle.

1315.

Nos Johannes de Flandria comes Namu-
censis, notum facimus univērsis tam præsenti-
bus quā futuris, quod cum claræ memoriæ,
Guydo de Flandria natus, quondam magnifici
principis Guydonis quondam Flandriæ comitis
frater, quondam noster carissimus, affectâset
affectuosè ob remedium animæ suæ & ut am-
plioribus meritis proficiet apud Deum, capel-
laniam unam in castro suo de *Montaigle* Leo-
diensis diœcesis ad laudem et gloriā Jesus-
Christi, suæque sanctæ Genitricis perpetuò
deserviendam sub annuo valore viginti quin-
que librarum Parisiensium fortis et antiquæ
monetæ, de bonis ad dictum castrum perti-
nentibus fundavi, et etiam fundâset eandem
et super hoc à sanctissimo patre domino domino
Clemente divinæ providentiæ quod sanctæ
Romanæ, universalis ecclesiæ summo ponti-

ſce, licentiam obrinuiſſet et poteſtatem. Ita etiam quod dictus quondam frater noſter ſuique poſt eum hæredes et ſucceſſores perpetuò jus patronatus habebant, ſalvo in omnibus jure parochiarum Eccleſiarum. Hoc actio et ordinato à fundatore prædictoatre noſtro, quod de cætero quilibet inſtituendus ad prædictam capellaniam capellanus ſtatim eum ab ipſo vel ſuis heredibus collationem dictæ capellaniæ recepit, de continuo et aſſiduo apud caſtrum ſtatu & manuſu juramentum præſtabit, caſtro et domino hereditario caſtri fidelitatem faciet, et ſi ab aſſiduo ſtatu et manuſu caſtri ſe ſubtraxit, capellaniæ beneficio privandus eſt, et alius per dominum hæreditarium caſtri præſentandus.

Tenebiturque capellanus capellaniæ dicti caſtri ad honorem Deiſuæque ſanctæ genitricis quaqua die in propriâ perſona in præcipuo altari capellaniæ divina celebrare.

Et idem quondam Guydo frater noſter poſt hoc promiſſa debita carnis proſolvifſet, cū ſucceſſimus in bonis ut hæres ejusdem, nos tam pium dicti quondam fratris noſtri propoſiti cæliter inſpiratum non impedire ſed potius benigno favore volentes expedire, et ab eodem quondam fratre noſtro deſideratum effectum producere cum effectū, viginti et unum bonaria cum octoginta vergis terræ arabilibus quæ habuimus et jacent verſus *Anhée* et ſunt *Arnuldi de Thuin & Ægidii del Billard*, valoris ſingulis annis ſecundum æſtimationem communem et appreciationem bonorum virorum decem et ſeptem libras, undecim ſolidos & quinque denarios Pariſis, fortis et antiquæ monetæ, et undecim bonaria terræ arrabilis

jacentia versus *hornem* quæ etiam sunt dicti Arnuldi de *Thuin*, valoris seu librarum octo solidos et novem denarios dictæ monetæ, et viginti quinque solidos Parisienses supra terras quæ jacent apud *Maharines*, & sunt cujusdam vulgariter nuncupati *le caneur de Maharines* secundum estimationem et appreciationem, prædictas supra iis benè et legitime secundum usum et consuetudinem pace factas quæ viginti et unum bonaria et octoginta virgæ, cum undecim bonariis, et cum viginti quinque solidis prædictis erant de nobis nostris feodalibus, donavimus donatione inter vivos nomine et ad opus capellaniæ prædictæ ipsam capellaniam dictis viginti et uno bonariis et octoginta virgis, et undecim bonariis, nec non viginti quinque solidis prædictis dotantes et dotatam esse sic perpetuo volentes et ne dicta capellania forsitan in posterum ab aliquo valeat defraudari, vel calumniosa questio dictæ donationi opponi, nos de dictis viginti et uno bonariis et octoginta virgis, et undecim bonariis et viginti quinque solidis prædictis, benè et legitime secundum usum et consuetudinem patriæ, per decretum hominum nostrorum feodaliū cum debitis solemnitatibus devistimus & nos exheredavimus competentione & apud capellaniæ prædictæ, quibus sic actis, nos tam dicta viginti & unum bonaria cum octoginta virgis, qui undecim bonaria & qui etiam viginti quinque solidos, tamquam dominus cui de jure liquide affranguimus bene & legitime secundum usum & consuetudinem patriæ ab omni homagio feodali.

Et ut majori libertate fulceretur tam viginti & unum bonaria & octoginta virgas, quam

undecim bonaria & viginti quinque solidos prædictos amovimus bene & legitime secundum usum & consuetudinem prædictam nomine & ad opus capellanæ prædictæ & dominum Arnuldu[m] *de Warisoul* presbiterum qui dedicta capellia, in quantum in nobis est, graciosè providimus in dictis quoque viginti & uno bonariis cum octoginta virgis, & undecim bonariis & viginti quinque solidis nomine & ad opus capellanæ prædictæ bene & legitime secundum usum & consuetudinem patriæ per decretum hominum investivimus & adheravimus competenter adhibitis in omnibus & singulis subscriptionibus omnibus solemnitatibus quæ solent in talibus adhiberi jure patronatus nobis hæredibus & successoribus nostris semper & firmiter reservato.

In quorum præmissorum omnium & singulorum testimonium præsentēs litteras contulimus dicto Arnuldo *de Warisoul* ad opus sæpe dictæ capellanæ, sigilli nostri, munimine roboratas, & ad perpetuam rei memoriam eas de verbo ad verbum in nostro papiro fecimus registrari & cum hoc similes litteras nostro sigillo segillatas penes decanum & capitulum Ecclesiæ nostræ sancti Petri castri Namurcensis deposuimus ad opus nostrorum hæredum quoque nostrorum, perpetuo fideliter conservandas. Datum anno domini millesimo trecentesimo quinto decimo vigesima die mensis Martii,

Accord entre Jean de Flandre, & les tanneurs de Namur au sujet du moulage des écorces.

1323.

A Tous ceux qui ses présentes lettres vieront et oront. Jehan de Flandres cuens Namur, et tout li tanneur de cuir demeurant dedant le franchise de Namur et delle neuville salut a notre Seigneur et connoissance de veriteit. Connute chose soit à un chascun et à tout que nous Jehan cuens dessusdit pour nous pour nos hoirs et successeurs d'une part, et nous les tanneurs deseur dits pour nous et pour tous les tanneurs qui sont et seront demeurant ens es franchises deseurdittes, sommes accordés ensemble en telle maniere ci apres s'ensieult, *assavoir est que nous les tanneurs dessus nommez pour nous & pour tout autres tanneurs de cuir ainsi comme dit est, demeurant esdittes franchises, avons marchandé à notre tres chier & aymez seigneur devantsdit de moutre a toujours héritablement toute l'escorche dont nous tannerons, à son moelin qui siet sur Hoyoulx devant les freres mineurs de Namur lequel fut jadis Wairon le Veneur et pour les molaiges de chacune terelle d'escorches tenant quatorze muids à telle mesure qu'on mesure escorche et que on a fait du temps passé que nous et cil que après nous seront moulrons audir moelin ainsi que dit est, nous et*

li autres tanneurs devantdit paieront à notredit tres chier et amez seigneur les hoirs et successeurs ou leurs receveurs ou a celui quide par yeulx tenerat ledit moelin au jour que l'escorche serat relivrée au planchier don tannenn qui elle serat, vingt et un sol de telle monoie que communement courrat en ladicte ville de Namur à pavi à char et à vin au jour des payemens, et ad ce sommes mie obligiet et obligeons par ces presentes lettres nous et tous ceux qui seront apres nous tannneur deseurdiz envers notre tres chier et aymé seigneur dessus nommez, les hoirs et successeurs sans venir encontre en maniere nulle, et parmi ce nous Jehan cuens dessusdit, pour nous, nos hoirs et nos successeurs promettons et avons en convent ausdit tanneurs que nous et nos hoirs leurs livrerons et feront livrer chars et chevaux, sacs, et varlets suffisant pour leurdites escorches mener audit moelin et le deveront prendre les varlets dedens les quatres quil soufmet et sçavoir sont à saint Martin, en Beuley, à Saveules, et Heuwis & aux moustiers en herbattes & en tous autres lieulx la ils l'aront dedans les quatres termes dessusdit & en la ville de Namur & ledit escorche mener aux dessusdits molins & relivrer quant molue serat en l'hotel de celui cuy ledit escorches sera, à nous coustes & fraix, & est à sçavoir que si molnier que de par nous, nos hoirs, nos successeurs, ou de par notre receveur qui quelconques le serat pour le temps, sera mit audit moelin, devrat louer ses varlets pour le conseil de notredit receveur, & si deffaute étoit ausdits varlets, monstrier le devront le

devantdit tanneur aux receveur & le receveur les en doit adreschier & ne polrat ledit meulnier moutre en notredit moelin autres ecorches que dessusdits tanneurs tant comme ils y volront moutre & aussi ne polront les susdits tanneurs moutre ailleurs qu'à nosdits moelins at si ly escorches dessusdits tanneurs ardisse ou perilisse par les coupes de notre molnier ou de ses varlets, rendre les deveront aux dessusdits tanneur & ce se étoit par messeances ledits escorches seroit sur le domaiges des tanneurs devandis. Encore s'il advenoit que sa n'adviegne que nosdits moelins ardisse ou perglisse par quoy il ne puist faire ledit molaige de tanneurs livrer leur devons ung de nos autres moelins à Namur à tournans & à nos coustz, pour faire leur molaiges, & ils devront payer le molaige à moy comme dessus est dit & devons avoir refays notredit molin devant les freres mineurs dedans le terme de deux mois, & s'ils ne l'étoit dedans les deux mois de susdit, par quoi il ne peut moutre ledites escorches des tanneurs, ils demouront à l'autre moelin que nous leurs ariemes levreit parmi seize sols de chacun tereille jusqu'à temps que nosdits moleins devant les freres mineurs seroit refaits, et citot que refays sera, nous leurs devons livrer ledit moelin et ils doivent payer les vingt et ung solz dessusdit pour chacune tereillie, et puelent et poront les dessusdit taneurs elire par les conseil de notre receveur chacnn an, deux accourneurs qui yront aux fosses desdits tanneurs pour rewarder le plus besoigneux et ceux que plus grand metier auront de moutre, et les de-

veront faire moutre l'un apres l'autre ainsi que besoing serat; et quand nosdits moelin narrat que moutre, le molnir le doit faire scavoir aux ourneurs et ledit ourneur doivent aller à celui qu'ils scauront que plus grand metier aurat de moutre ainsi que dit est, et luy commander qu'il meule et ainsi de l'un à l'autre, et a lui commandez c'e-roit de moutre par lesdits ourneurs ne mou-lur apres ce que ledits ourneurs lauroient dit aux molnir ou à lun de ses varlers et le cheval et hernal dusdit moelin ailliaffe à son hotel, ils seroyent à cinq sols d'amende envers nous de telle monoie que on paye le moultage pour chacune fois qu'il en defauldrait, sauf ce que nous avons relevé auxdits tanneurs deldite amende dont deniers et de celle amende pourat et devrat payer le sergent de notre receveur : encore est à scavoir que quand li aourneur auront estez par tout les ostels des tanneurs et ledit tanneurs auront renonchiet que ils ne veulent plus moutre ledit aourneur le doit faire scavoir à celui qui par nous serat audit molin et de dorenavent ledit molnir peut et pourra faire nostre proufit dudit moulin jusqu'au jour de Mai & aussi d'an en an à toujours & ces convent dessus escrits nous par nous, nos hoirs & successeurs permettons & avons en convent ausdits tanneurs de tenir & de war-der en bonnè foi & sans malenghien & en tesmoignaige de choses desusdittes, nous avons pendu à ses presentes notre seal & nous les tanneursdesusdits pour nous & pour nous tous autres tanneurs advenir ainsi que dit est, recog-noissans tous les couyens & choses dessus es

escrites estre vrayes, pour tant que nous n'avons point de seel, prions & requerons à saiges hommes les maieur & echevins de Namur que ils pour nous & pour tous autres tanneurs ainsi que dessus est contenu veuillent pendre à ces presentes lettres le seel de la ville de Namur duquel nous voulons user en ce cas en temoignage des choses dessus escriptes avecq le seel de notre tres chier & amez Seigneur devantdit. Et nous ly maire & chevins dessusdit à la requeste & prieres desdits tanneurs & par la volonté de notre tres chier amez seigneur dessusdit avons appendu à ces presentes lettres avecucq le seel notredit tres-chier & amez seigneur, le seel dele ville de Namur: ce fut fait & ordonné en l'an de l'incarnation Notre Seigneur Jesus-Christ mil trois cent & vingt-trois le mardy tierce jour du mois de May.

Philippe III comte de Namur fait ériger un autel dans l'Eglise de saint Aubain, conformément aux volontés dernières du comte Guy II son frere.

1336.

PHILIPPUS comes Namucensis dilectis & fidelibus nostris, dilecto decano totique capitulo ecclesiæ nostræ Beati Albani Namucensis, ac aliis præsentibus visuris in Domino salutem.

Cum dilectissimus frater noster Guido, quondam comes Namucensis bonæ memoriæ, in suo testamento & ultimâ voluntate, in quâ

decessit, legaverit unum altare fundandum in nostrâ ecclesiâ dictâ, & dotandum certis redditibus vij de viginti quinque libris grosso veteri pro 12 denariis computato. Nos verò ultimæ voluntati dicti nostri quondam fratris carissimi satisfacere cupientes, ipsum altare jam per nos in dictâ nostra ecclesia fundamus in honorem Beatæ Mariæ Virginis gloriosæ.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum.

Datum anno domini 1336 in vigilia Beati Joannis Baptistæ.

Tisé de Miræus tom. 1. pag. 322.

Privileges des Forgerons.

1345.

A Tous qui ces présentes lettres verront & orront, Guillaume comte de Namur salut & cognoissance de verité, cognute chose soit a tous & a chacun par luy que pour le proufiet & evidante utilité de nous, nos hoirs, & successeurs comte de Namur, nous avons donné & octroyé, donnons & octroyons, a tous les fers qui tiennent nos forces a canes a Marché sur Meuse, & qui les tenrons, eux leurs hoirs, ou leurs remanons a toujours, mais heritablement telles franchises, droictures & libertés comme cy après sensuit, assavoir premier nous voulons & a ce de bonne volonté nous contentons qu'ils soyent quiets de tailles, de creuée, de tournier, de coustume & de tous autres services indeuz, & aussi d'ost et de chevauchie, sy ce n'est

pour nos pays a defendre & les prendrons en nostre sauvegarde & protection & tous les ouvriers & mineurs quy a dictes forges appartiennent se apparteront, & ne doient ne ne debverons lesdits ferons leurs hoirs ou remanant les ouvriers ou mineurs quy adites forges appartiennent & apparteront y etre traits en cause en quelconcqs maniere que ce soit pour nuls cas pardevant nuls, de nos justices dedans notre ville de Namur, ou de notre dict comté, si ce n'est pour vilain cas, assavoir, sont mort d'hommes, trieubles, brisier Rayt de fames, arsin de maison, larcin, coup de coutial & membre tollir, ou affolure & de tous autres meffaiets ainsy que ci dessus est deuisé, nous voulons & octroyons & a ce nous consentons, que entant que en nous est nos hoirs & succeffeurs comtes de Namur appartient ou appartiendra, qui en foyeut corrigez par le mayeur & les jurez, & leur mestier de forges dignes de fois sans suspection, que lesdis ferons estiront d'an en an en leur mestier de forges par notre conseil ou de notre recepveur quy ors est ou quy adoucez le seroit pour le tamps, dont l'amende four faiete & jugé sera la moitié par nous, nos hoirs & succeffeurs comtes de Namur, l'y autre moitié de la ditte amende sera audit mayeur & aux jurez esleuz, qui les malfaieteurs corrigeront, lesquels ferons desdites forges nous avons quieté le poix, quietons & absolvons a toujours, mais heritablement, & ne payeront de leur fier point de poix par toute nostre comté de Namur, soit dedans franchises ou de fours, encore voulons & octroyons que leurs hoirs & leurs remanans puissent ouvrer ou faire

faire ouvrer tous tels ouvrages de fier sans faire achier que ou faiet & fera aux autres forges qui sont a point & aux Weitz sur la riviere de Hoyoul en notre comté de Namur, encore voulons nous & oſtroyons que nuls marchans quels qu'ils soyent qui esdits ferons marchandera & achaptera denrées de leurs mestier desdites forges qui soit ou soyent quietes de tounier & de ferté sans rien payer a nous ne à autrui de par nous, encore est assavoir que ce qu'on delvra & dis ferons leurs hoirs, leurs remanant & leurs ouvriers que il auront creuz dedans notre dite comté de Namur a l'occasion du fier de leurs dites forges & des marchandises a leurs forges sy avant que le pourront bien montrer ou que ou leur doit ou delvra, nous leur donnons sans plainte & sans amende faire payer sy les debiteurs ont tant vaillant, & si il étoit ainsy que lesdits ferons, leurs hoirs, leur remanans, ou leurs ouvriers & mineurs qui les serviront, trouvaient autres mieus que de fier ou d'achier en quelconqs lieu & en quelconqs maniere que ce fust dedans notre dite comté il le doivent par leur serment & sur tele peine qu'il y offiert, faire sçavoir a nous ou a notre recepveur de notre dite comté sans delay; encore est assavoir que tous lesdits ferons & mineurs de leur mestier doivent avoir en nos bois, estaches de bois pour leurs fosses de mieus & tout ce qu'il leur faudra de bois pour leurs dites fosses a determiner, & s'ils lesdits ferons ou mineurs, lesquels d'eulx que ce fust ou fussent, fust par eux ou leurs ouvriers trouva, ou trouvaient mynes en quel lieu que ce fust dedans notre dite

comté que on dit que ce soit assain, si qui les trouveroit ou trouveroient, fut par luy ou par leurs ouvriers, doit avoir quatre toises enthour luy, & de plus pres ne le peut un autre ouvrier approcher ou ouvrir dedans ses quatre toises, & aussi tous lesdits ferons pretent & advenir doivent avoir du bois en nos bois des hoirs pour lier leur fer, bois pour ramons, pour souveletes, pour mancher de cuigniées & de marteaux, encoire devons nous livrer esdis ferons & mineurs & a leurs cherons qui les chariront mines de charbons a leurs dites fosses teroit pasuite pour prendre mines, ou miner mines, charbon & arille & forges desusdites & aussi leur devons nous livrer voye pasuite desoubs nous pour allez charoyer & mener ce que besoins leur sera pour leurs dite forges, & s'ils y alloient charoyent & menoient ce que besoins leur sera sur l'heritage d'autrui, rendre & restaurer en devroient le dommage convenablement au dict & ordonnance de notre dit recepveur, encore devons nous livrer ausdits ferons leurs hoirs ou remanans au rivaige de Meuse a Marche, arbres pour faire tourner les reuves de leurs dites forges toutes les fois que besoins en auront sans malengin, & pour toute les choses, raisons dessusdites lesdis ferons, leurs hoirs & remanans doient rendre a nos hoirs & successeurs comtes de Namur a toujours heritablement & bien payer chacun an ou a notre recepveur de notre dite comté tels sommes d'argent dont ils sont tenus de payer & contre payer chacun par luy sy avant qui se contient en nos papiers de nos rentes & escrits de notre recepveur

qui encore est recepveur pour le temps desquelles forges & accenses dessusdites se il est ainsy en nul temps advenir que l'un desdis ferons ou l'y plusieurs se vouleut ou volissent partir desdites forges, faire le pourroit ou pourront parmy le contrepan qu'il en auront ou auroient donné & ne les pourroit ou ne les deveroit ou plus avant demander ne de rien presser, eulx ne leurs hoirs & remanans en nul temps advenir, & pour ce que toutes les choses dessusdites soient fermes & stables & mieux tenues en memoire nous Guillaume cuens dessusdit avons fait mettre notre propre scel en signe & en temoignage de verité a ces presentes lettres, qui furent faictes & données l'an de la nativité nostre Seigneur 1345 le Jedy nuict de St. Simon & St. Jude Apostres.

Guillaume I. comte de Namur fonde une chapelle dans l'Eglise de saint Pierre au chateau de Namur.

1347.

Guillelmus comes Namucensis dilectis & fidelibus meis præposito, decano torique capitulo St. Petri castri mei Namucensis, ac omnibus aliis Christi fidelibus præsentibus cernentibus & visuris æternam in Christo salutem.

Noverit universitatis vestræ discretio quod pia devotione, sanaque consideratione ad honorem omnipotentis Dei, & venerationem specialiter gloriosæ Virginis Mariæ ejus carissimæ genitricis unam capellam sive unum altare in dictâ ecclesiâ me fundaturum &

ædificaturum polliceor & spondeo , & ad hoc mea bona successoresque meos , ac eorum bona specialiter obligo , præcipuè pro salute parentum , fratrum , sororum meorum atque meâ.

Pro cujus capellæ seu altaris dote & ad opus capellani ibidem instituendi , de bonis meis propriis ex nunc dono & assigno septem modios cum dimidio annui & perpetui redditus nudi grani vulgariter dicti *moulture* , singulis annis habendos & capiendos ad & super molendinum meum magnum Sambriæ sub dicto meo castro situatum.

Item quindecim modios annui & perpetui redditus speltæ bonæ & solubilis ut de loci territorio mensuræ Namurcensis & in Namurco quolibet anno in festo B. Andreæ Apostoli persolvendos , illosque perpetuo ad & super culturas meas de *vendraco* recipiendos , prædictum molendinum & culturas propter hoc specialiter obligans & hypothecans me ac meos universales & speciales in dictis molendino & culturis successores ad hoc in perpetuum efficaciter obligando.

Mandans & præcapiens , pro me & dictis successoribus meis , singulis censitoribus seu cultoribus dictorum molendini , & culturarum ac quibuscumque receptoribus , seu de aliis fructibus seu proventibus ipsorum molendini & culturarum , meo nomine aut successorum meorum si intromittentibus quicumque fuerint pro tempore , quatenus dicto termino , rectori prænominati altaris de prædictis culturæ & speltæ summis ad plenum satisfaciant sine alterius expectatione mandati , litteras quitationis à dicto rectore singulis annis

recipientes, quibus mediantibus, in computationibus mihi & meis successoribus faciendis, prædicti quorum intererit, de dictis multuræ & speltæ summis, omni contradictione postpositâ, liberabuntur.

Quem quidem rectorem altaris præfati, ad lumen dicti altaris, me autem & successores meos prædictos ad ornamenta altaris & cætera alia, præter hostias & vinum celebrationi divinorum necessaria, teneri volo.

Retineoque mihi & meis successoribus comitibus Namurcensibus in dicto altari perpetualiter plenum jus patronatus & collationem ejusdem pleno & eodem jure quo confero dictæ ecclesiæ sancti Petri canonicatus & præbendas cum vacant.

Volo tamen quod dicti altaris collatio facta personæ, ratione ætatis vel alias inhabili ad sacerdotium promoveri infra annum non valeat ipso jure, nec aliquod jus talis collatio tribuat accipienti; & si conferatur non sacerdoti, habili tamen, ut dictum est, & talis infra annum à tempore collationis sibi factæ, non fuerit) justo impedimento cessante) ad sacerdotium promotus, solo lapsu anni, sine alia monitione sit ipso jure, absque alicujus sententiæ prolatione, dicto altari privatus, adeo quod non possit ei iterato conferri, nec ei contra hæc prodesse poterit nec debebit, episcopi, patroni) scilicet mei & successorum meorum) decani & capituli prædictorum, seu cujuscumque alterius dispensatio aut consensu.

Volo insuper & ordino quod postquam primus capellanus ibidem fuerit institutus, & per mortem vel aliter prædictum altare

seu capellaniam vacare contigerit, quod ego & successores mei prædicti infra XL. dies à tempore vacationis illud altare seu capellaniam teneamur conferre quod si non fecerimus, ad decanum & capitulum antedictos potestas conferendi devolvatur illa vice, non obstante quocumque impedimento juris vel facti, etiam ignorantiae vel quovis alio in meâ vel successorum meorum personâ contingente.

Volo etiam & ordino quod capellanus sive rector dicti altaris in propria persona hujusmodi altari suo deserviat, & saltem in eo quatuor missas celebret qualibet septimana quod si non fecerit, nisi infirmitas aut alia iusta & rationabilis corporalis necessitas eum excusaverit cujus executionis cognitio ad sæpe dictos decanum & capitulum pertinebit, pro qualibet missa in quâ defecerit unum sextarium speltæ de fructibus sui altaris refundere debeat, qui fructus talis absentiae & defectus, per dictos decanum & capitulum alteri sacerdoti dabuntur qui septimanâ sequenti defectus prioris septimanæ supplebit.

Tenebiturque capellanus prædicti altaris ad residentiam in ecclesiâ sancti Petri prædictâ & chorum ipsius ecclesiæ personaliter frequentare, sicut & alii capellani ecclesiæ memoratæ.

Nec etiam de licentiâ meâ aut successorum meorum dictus rector seu capellanus à servitio sui altaris aliquo modo poterit se absentare, poterit tamen ex evidenti causa rationabili, de licentiâ dictorum decani & capituli aliquo modo fore absens, super quâ licentiâ conferendâ ipsis decano & capitulo concedo facultatem.

Et si minus quindecim diebus dictus capellanus se absentaverit, interim de fructibus altaris, arbitrio capituli dicto altari deserviat, si verò ultra quindecim dies absentia dicti capellani se protraherit, volo quod rata omnium fructuum prædicti altaris pro toto tempore absentie ipsius capellani, detur sacerdoti qui deservierit beneficio supra dicto, tempore absentie rectoris altaris ante dicti.

Qui rector si sine licentia dictorum decani & capituli à servitio hujusmodi altaris se absentaverit, à tempore absentie usque ad immediati sequens festum B. Joannis Baptistæ, quolibet anno quo sic acciderit, foraneus reputetur, & fructus deservienti beneficio, & non alteri pro rata temporis semper cedant.

Præterea volo (si dictum altare contingat non sacerdoti conferri) quod talis nihil inde recipiat, donec ad sacerdotium, sit promotus, & quod deserviens altari, fructus inde pro rata percipiat.

Quocumque autem tempore rector altaris sacerdos effectus (infra annum tamen ut dictum est) suo beneficio cœperit deservire, ex tunc fructus pro rata suscipiat pro tempore futuro; annum à dicto festo B. Johannis Baptistæ semper incipiendo.

In quorum omnium testimonium robur & munimen, meum sigillum litteris præsentibus est appensum.

Et nos præpositus & decanus & capitulum ante dictum, in lignum consensus & approbationis omnium præmissorum devoto & laudabiliter ordinatorum, etiam sigillum ecclesiæ nostræ præsentibus litteris duximus apponendum.

Datum anno a nativitate domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo. Dominica in passione Domini mensis Martii die vicesimâ.

Tiré des archives du château de Namur.

Charles IV. Empereur des Romains reçoit Guillaume I. Comte de Namur en foi & hommage & lui accorde plusieurs beaux privileges.

1362.

CHARLES le quatrieme par la faveur de la divine Providence Empereur des Romains, toujours auguste & Roi de Boheme, savoir faisons par la teneur de cette a tous que ja soiche que la hauteſſe en lignée de la magnificence imperiale a accourumé de le conceder, benigne consent au vœux & desir d'un chalcun chrestien, & plus gracieusement reçoit les justes vœux de ceulx desquels foy & pure dévotion chu singulierement deservent par leurs amples merites de facultez & fermetez.

S'est-il que la petition donnée de *Guilliaume* comte de Namur nostre nepveu & seul feal de nostre empire, contenoit comme lui & ses devantrains comtes & marchis de Namur aient & tiennent doivent avoir tenir en noble fief de nous & de nos predecesseurs Empereurs & Rois des Romains & de nostre saint empire, toutes loix, droits & constitutions & louables coustumes ci devant observées par ses juges, escheviens, de tous gentils-hommes

hommes de fief & allouables d'anciennetés a ladite comté de Namur raisonnablement ulées, jugées & obtenues, descendant nuëment & absolument de l'Empire & ses appartenances, & oultre la seigneurie & conduite des publiques voyes & royaux chemins & piefcentes de sa contrée, en avant de forger monnoie louable & allouable en chateaux, villes & autres lieux au chateau de Namur, & que deigniffimes conceder en noble fief toutes icelles choses a lui & a ses hoirs, & de celui avertir, nous prétendans gracieusement la fermeté de la foi & credulité dudit comte de Namur & plusieurs manieres d'agreables & profitables qu'il doit & pourra profitablement accomplir pour nous à l'avancement de nostre saint-empire, & par les justes & raisonnables vœux & desirs d'icelui favorablement inclinés, nous concedons a tenir en noble fief a lui & a ses hoirs comtes & marquis de Namur, par certaine science & sur le conseil des princes, des nobles & barons, & avons promis tout ce & singulierement que dit est en toute maniere, forme & condition que lui & ses devantrains ont usez & exercés, & de cestui chose par cestui present escrit murement aveftons & les confirmons de la dignité, de la puissance impériale, sauf nos droits toujours & de nostre saint empire & de tous autres, remeing ces presentes lettres deffoub le seau de nostre Majesté.

Donné à Aix l'an de grace 1362, indiction xv, xve kalend. de Fevrier, xvii année de nostre regne & le viije de nostre empire.

Sentence du comte Jean sur debat entre le comte Guillaume son frere, & le chapitre d'Andenne au sujet de Haillot & du Monchiaux.

1399.

A tous ceux qui ces presentes lettres veront & orront, Jehan de Namur Seigneur de Winendale & de Renai en Flandre, salut & dilection. Comme discort & diffencion ait esté en tems passé entre notre très-chier & très-haut seigneur & frere le conte de Namur seigneur de Bethune d'une part, & nos bien-amées en Dieu les prevotte, doyenne & demoiselles & tout le chapitre de l'église d'Andenne, pour eulx & cette église d'autre part, sur ce que nostre tres chier seigneur & frere disoit & maintenoit que toute hauteur, chemins & Werisaulx *de la ville de Haillot & de Monciaulx*, en allant jusques aux huyes que on dit au moncial ont esté sont doivent estre & appartenir plainement a li, a cause de sa terre & seigneurie de Poilvache & lesdites dames, demoiselles & chapitre disant & maintenant toute signorie appartenir au chapitre & a laditte eglise, esdites villes de *Haillot & de Monciaulx* de tous cas de hauteur excepté & horsmis les cas chi après escripts a savoir es tours burnies, feus, caché, oft, & chevauchies, sur lesquels debas & dehors lesdites parties est a savoir notre très-chier seigneur & frere pour li, & les dites Dames, Demoiselles, & chapitre pour elles & leur eglise, se seroient compromis en nous comme arbitre arbitrateur & amia-

ble compositeur de hault & debat, pour les debat & discor dessusdit de terminer & aient promis en bonne foi icelles parties de entretenir nostre dit & sentence sans aller allencontre en tout ou en partie, faisons savoir a tous que par bonne & diligente information & enqueste qui en a esté faire & rechute tant des cours & juges comme par tesmoins singuliers, & icelles information & enqueste a nous rapportée, bien & deulement par nous considérée & concurée par bon meur, conseil & deliberation & considéré tout ce qui a ce cas fait a considerer, le nom de nostre seigneur premierement appelé, disons, sentenchions, & pronunchons que toute hauteur, chemins & Werisaulx esdittes villes de *Haillos & de Monciaulx* commenchant a icelle ville de *Haillos* allant jusques aux hayes de *Monciaulx* ont esté appartenus, sont & appartiennent plainement a nostre très chier seigneur & frere, a cause de sa terre & seigneurie de Poilvache, salvet & reservé audit chapitre & eglise, la court treffonciere, maire, eschevins & sergens qu'ils ont eu en tems passé & ont esdittes villes de *Haillos & de Monciaulx* pour jugier salver & warder audit chapitre ses cens, rentes & droitures, & aussi les heritages, droitures & aïsemens de leurs masuyers & habitans desdittes villes & aussi qu'ils puissent prendre tous malfaiteurs sur leurs masures, & faire jugier si le cas est criminaule & nien autrement selon le fait, mais notre intencion est que ils relivrent les malfaiteurs quant jugiez seront aux justices de notre très chier seigneur & frere pour justicier ou faire sa plainte & lige volonté

E 2

& ont aussi iceux maieur & eschevins puissance de recevoir entrée & issues de saïsinnes & resaisines d'heritages de masures par deffault de payement de cens ou de rentes & des amendes a ce appartenantes & aussi de tenir trois plaids generaux l'an & de faire cercle , menage , plantes , termes & bornes si avant que leur masures s'estendent. Mais si cercle manage se fait & a avenant jusques as chemins & variffaulx, lestdits maieurs & eschevins ne puellent ne doivent cerclemanter plus avant & adont les officiers du chastel de Poillevache doivent semoure le cerclemanans pour departir les chemins, voies & Wariffaulx contre les masures & quant est des amendes & choses touchant au bos, qu'il en soit fait & ordonné en fourme & maniere qui fait uset en a esté du tems passet. Ceste presente sentence & ordonnance fut renduë par nous Jehan de Namur present le dessus nommé notre très chier seigneur & frere le conte , presentes aussi honnetes Demoiselle de laditte église d'Andenne Jehanne de Wangny , Marie de Ville , & Marie de Senfelles l'an de notre seigneur , mil trois cent quatre-vint & dis-noef a l'usage de Liege le XXIIe jour de Janvier & partant que ce soit ferme chose & estable & mieulx tenue en memoire , nous Jehan de Namur dessusdit avons a ces presentes lettres fait appendre notre propre saiel , & nous Guillaume de Flandre conte de Namur & seigneur de Bethune dont es presentes lettres est faite mencion, lestdites pronunciations , sentence & ordonnances pardessus escriptes en la forme & maniere que notre très chier & très amé

frere l'a fait & pronunchiet, en tant que a nous touche pour nous & nos hoirs contes de Namur, loons, greons, confirmons & approuvons par le temoing de notre saiel que nous avons fait mettre a ces presentes avec le saiel de notre très chier & très amé frere, & le saiel dudit chapitre d'Andenne l'an & le jour dessus escripts & nous la prevoste, doyenne & Damoiselles & tout le chapitre de ladite église d'Andenne, lesdites sentences, prononciacion & urdonnance, en tant que a nous est, pour nous & nos successeurs, loons & greons, confirmons & approuvons en tesmoing de ce nous avons fait mettre le saiel de notre dit chapitre a ces presentes, l'an le jour dessus escripts.

Guillaume II comte de Namur fonde une chapelle dans le chateau de Golsine.

1400.

Nos *Guillelmus* comes *Namurcensis* considerantes & in mentis nostræ acie piè revolventes quod in districti examine judicii quidquid quisque in hac lacrymarum valle gesserit sive bonum pro præmio & coronâ, sive malum pro supplicio & pœnâ à justo iudice apud quem non est acceptio personarum recepturus est, pro salute animæ propriæ & animarum parentum & prædecessorum & præcipuè patris & matris meorum, in honore dei ejusque genitricis gloriosæ & beatorum *Mauritii* & sociorum, capellania in castello

nostro de Golsinne erigi volumus perpetuo ibidem deserviendam, assignantes quinquaginta modios speltæ, mensuræ Namurcensis quoquo anno præstandos sacerdoti, qui eandem capellaniam deserviet à receptore nostro terræ de Golsinne &c. &c.

Datum in castro de Golsinne tertiâ Januarii anno Domini 1400.

Acte du chapitre général de l'ordre de Cîteaux de l'an 1413, concernant la substitution des religieux, aux religieuses du même ordre, des abbayes de Moulin, Jardinets, Boneffia &c. dans la comté de Namur.

1413

ILLUSTRIS princeps dominus Namurcensis comes desolationi condolens monasteriorum monialium ordinis nostri in ejus Namurcensi comitatu atque confiniis situatorum, videlicet de Moulin, de Argenton, de Vallencuriâ, de Boneffia, de Solis-Monte, qui spirituales pariter & temporales aut jam subiere, aut de propinquo ruinam minantur omnimodam, altissimo consilio fretus, ipse dominus comes eadem monasteria in unum redigi facere monasterium, quod viris utique religiosi de ordine nostro Cisterciensi perpetim adscribatur & donetur, proposuit & decrevit: generale presens capitulum cum præcibus benignissimis exhortans & requirens, ut ad tantæ pietatis atque devotionis opus eidem domino comiti cooperari studeat toto posse. Hinc itaque sanctissimo ejusdem domini

comitis cum gratiarum actionibus humillimis
 applaudens proposito, capitulum generale
 districtius injungit domino Claræ-Vallis,
 nec non de Caroli-Locho, de Villaribus,
 & de Alna monasteriorum abbatibus, & eo-
 rum singulis, cum potestate subdelegandi
 committat, quatenus zelo religionis accensi,
 quàm citius poterunt, secundum consilium,
 directionem & protectionem prædicti domi-
 ni comitis ad executionem præmissorum ef-
 ficacem & solertem, autoritate dicti ca-
 pituli totis viribus elaborent, moniales
 dictorum monasteriorum ad alia ordinis
 monasteria destinantes, vel aliàs earum vic-
 tui, pro ut congruentius videbitur, provi-
 dentes personas per censuram ordinis & in
 carcevationem, si opus fuerit, coerceant &
 compescant.

Extractum ex statutis, miræus tom. 3 pag. 174.

*Lettre du comte de Namur de la vendition par
 lui faite à M. le Duc, de la comté de Namur
 & des terres & seigneuries qu'il avoit en Flan-
 dre & en Artois &c. du 27 Mars 1421.*

1421.

JEHAN de Flandres, comte de Namur &
 seigneur de Bethune, scavoir faisons à tous
 présens & advenir que pour ceque nous qui
 déjà sommes fort declinés à nos anciens jours
 n'avons aucune generation legitime procréée
 ou descendue de notre propre corps, desirant

par ce & l'amour singuliere que avons naturellement à notre Pais de Namur & à nos sujets & bonnes gens d'icelui, pourvoir en notre vivant de tout notre pouvoir à ce que ou tems advenir nous trepassiez de ce siecle, nosdits Pais de Namur marchissant & confrontoiant à plusieurs autres Pays & seigneuries de grande puissance puist demourer & nosdits sujets vivre en paix & tranquillité sans être travaillez ne opprimez par force ou violence de leurs voisins, ne autres que de les grever ou adommaigier se vouloient efforcer contre raisons, avons été meus & deliberé de mettre & transporter heritablement par vendition ledit Pays de Namur & ses appartenances, ensemble nos chatels, prevoté & terre de Poilvache après notre decès en la main de très-haut & très puissant prince mon redoubté Seigneur Monsieur Philippe duc de Bourgogne comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, ensemble les villes, chateaux & chatellenies, terres & seigneuries de Bethune, de Bailleul, de Poteghem des quatre metiers & autres quelconques avec toutes leurs appartenances & appendances situées ou assises au pays de Flandre & d'Artois, eû regard à la très grande & parfaite confidence que avons audit Monsieur de Bourgogne plus qu'en nul autre seigneur & prince du monde que sommes issu de la maison de Flandres dont nous portons le nom & les armes, l'affection aussi que avons à icelui M. le duc & fondit pays de Flandres & qu'étant ledit pays de Namur comme lesdites terres que avons en Flandres & en Artois sont venues & succedées à nous & nos predecesseurs de messire jadis comte

de Flandres & par ce & pour autres considerations à ce nous mouvans aucuns de nos gens & serviteurs ont par vertu de nos lettres de pouvoir & procuration suffisante à eux sur ce donné de par nous traité, accordé & conclud avec les gens & commis de mondiceur de Bourgogne fondé aussi de pouvoir & procuration suffisante de par lui desquelles procurations les tenures sont inscrites en la fin de ces présentes & sur laditte alienation & vendition de nos comté de Namur & des terres & seigneuries dessusdittes en & selon la forme contenue en certaine cedula sur ce faite par lesdittes gens & commis d'un côté & d'autre, de laquelle cedula, la teneur s'ensuit. Comme après ce que noble & puissant prince Monsieur Jean de Flandres comte de Namur & seigneur de Bethune veant qu'il fort decliné en ses anciens jours n'a aucune generation legitime procréée ou descendue de son propre corps & desirant pour ce & l'amour si singuliere qu'il a naturellement à son pays de Namur & à ses sujets & bonnes gens d'icelui, pourvoir à ce de tout son pouvoir en son vivant que ou tems avenir lui trepassé sondit pays de Namur marchissant & confrontoiant à plusieurs autres pays & seigneuries de grande puissance, puissent demeurer & sesdits sujets vivre en paix & tranquillité sans être violenter, travaillés ne opprimer par force ou violence de leurs voisins ne autres, que de grever ou adomaigier, se voudroient efforcer contre raison à esté mû & delibéré de mettre & de transporter heritablement par vendition ledit pays de Namur & ses appartenances après son decès

en la main d'aucun grand seigneur puissant de garder & defendre icelui à la tuition de sesdits sujets & mesmement à très-haut & très-puissant prince mon très redoubté Seigneur Monsieur le duc de Bourgogne comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne ensemble toutes les terres & seigneuries que ledit monsieur de Namur a situées & assises & pays de Flandres & d'Artois leurs appartenances & appendances quelconques eü regard à la très-grande & parfaite confidence qu'il a audit monsieur de Bourgogne plus qu'en nul autre seigneur ou prince du monde qu'il est issu de la maison de Flandres dont il porte le nom & les armes, l'affection aussi qu'il a à icelui monsieur le duc & son dit pays de Flandres & que tant ledit pays de Namur comme lesdits terres que mondit sieur de Namur a en Flandres & en Artois sont venues & succedées à lui & à ses predecesseurs de messire jadis comte de Flandres, il ait plüt audit monsieur le duc de Bourgogne par ses lettres patentes scellées de son scel, donné pouvoir à messire Jacques de Futueldes, Chevalier sieur de Coolscamps, maitre Henry Coedfals doien de Liege, maitre Jean de Kehthulle & Jean Camphin bailli de Gand ses conseillers & les commettre & constituer ses procureurs ou les trois ou deux d'iceux pour entendre de par lui au traité de ladite besoigne avec les gens dudit monsieur de Namur fondé aussi de pouvoir de par lui lequel a commis à ce Mr. Jehan Dufard, prevot de l'église de saint Albin de Namur & maitre Philippe fils naturel du devantdit monsieur de Namur, ses conseillers & après

aucunes journées tenues sur ce par & entre
lesdit commis finalement, ils ont été & sont
d'accord & par vertu de leursdit pouvoirs,
ostentions faites d'iceux d'un costel & d'au-
tre ils ont conclu en la maniere qui s'ensuit
de point en point. Premier que audit Monfr.
de Namur demoura ladite comté de Namur
avec le titre & le nom & toutes hauteurs,
seigneuries patronages, cens, rentes, reve-
nus, proufits & emolumens quelconques qui
y appartiennent comment qu'on les puisse
ou doie appeller pour en joir entièrement
sa vie durant sans y rien excepter & cepen-
dant ne se devra ledit Monfr. de Bourgogne
nommer ou estre comte de Namur ne seigneur
d'aucunes desdites terres, situées en Flandres
& en Artois. Item ledit Pays de Namur &
les chatels, prevoté & terres de Poilvache
& toute le seigneurie avec toutes leurs appa-
tenances quelconques & le droit que mondit
sieur de Namur a ou peut avoir es xvij villes
dont question ou debat a aucune fois été
entre ceux du Pays de Liège & les comtes
de Namur sera & appartiendra heritablement
à mondit sieur de Bourgogne & à ses hoirs
qui seront contes ou comtesses de Flandres
& non à autre sans jamais être séparé de
ladite comté de Flandres & ne pourront celui
Monfr. le Duc ne ses hoirs contes ou com-
tesses de Flandres mettre ou instituer audit
Pays de Namur aucuns officiers notables
comme Gouverneurs, Capitaines, châtellains
Baillis, receveurs, ou mayeur, s'ils ne sont
Namurois ou Flamans natifs dudit Pays de
Namur ou de Flandres & que de ce ledit
Monfr. de Bourgogne baillera ses lettres

patentes scellées de son scel en cas de soie & cire verte à chacun desdits Pays de Namur & de Flandre. Item fera & sera tenu de faire ledit Monfr. de Namur en sa ville de Namur le adheritement de la comté de Namur & desdits châtels, prevoté & terre de Poillevache, aud. Monfr. de Bourgogne ou à ses procureurs ou commis, à ce appelés & présents, les Prelats, nobles, Baillis, prevots, châtellains, hommes feodaux, mayeurs & tous autres officiers les Députés des bonnes villes & generalement tous les sujets dud. pais de Namur pour faire serment à mondit sieur le Duc, comme seigneur héritier dudit Pais & audit Monsieur de Namur comme à seigr. viaigier & usufructuaire & s'il étoit besoin que ledit adheritement fut fait par autre maniere, icelui Monfr. de Namur en fera ades tout ce qu'il sera trouvé que faire en devra de tout ou en partie. Item & tantot que ledit serment aura ainsi été fait audit Monfr. le Duc les forteresses & châteaux de Poillevache, de Sanfon & de Bouvignes seront mises & bailler en sa main pour y mettre & instituer tels Capitaines ou châtelains que mieulx lui plaira natif des Pais dessusdits ou de l'un d'iceux Province que mondit sieur de Namur fera tenu de paier auxdits châtelains & aux gaites & le regantes & autres tels & en tel nombre qu'il est accoutumé les gaiges en la maniere accoutumée & non plus avant ; mais tous cens, rentes, proufits & emolumens hauteurs & seigneuries appartenantes auxdites forteresses & châtellesies seront & demeureront audit Monfr. de Namur fide. vic. rurante. Item que lesdites forteresses & châ-

reaux & toutes autres forteresses de ladite comté de Namur & de Poilvache seront & devront être ouvertes audit Monsieur de Namur pour lui en son état comme & peut y avoir entrée, aller & venir toutes & quantes fois qu'il lui plaira à ses fraix & depens sans y mener toutes voies, ne mettre ou laisser dedans aucunes garnisons de gens d'armes s'ils n'en avoient congé nouvel dudit Monsieur de Bourgogne. Item que toutes maniere d'Artillerie, Canon, poudre, arbalèstres, traits & autres choses, appartenantes à defense de forteresse étant esdits châteaux & forteresses seront incontinent après ledit adheritement fait, mis par inventaire & demouront en icelles forteresses sans les aliener & ont promis de bonne foi au nom de monditeur de Namur, sesdits Commis que rien n'en sera ôté sadite vie durante, aussi seront inventeriez a dont ou toutes les fois qu'il plaira audit Monsieur de Bourgogne toutes les chartres, privileges & autres lettres quelconques touchant lesdits Pays de Namur & terres de Flandres & d'Artois qui sont en la tresorerie de Monsr. de Namur ou ailleurs sous lui & en sa puissance. Item que toutes les forteresses, maisons, moulins & usines de ladite comté de Namur & terre de Poilvache seront visitées de par monditeur le Duc & sera tenu dès lors en avant ledit Monsr. de Namur de les retenir bien & convenablement comme à viager appartient sans y faire nouveaux ouvrages, s'il ne lui plait & se aucune faute y avoit monditeur de Namur les devra faire mettre à ses depens en état raisonnable. Item retient à lui Monsr. de

Namur sa maison à Gand & sa maison assise derriere l'Eglise de St. Albin à Namur pour en faire ses volontés & bons plaisirs, pareillement le ftoire ou adjet de mer es quatre mestiers que tient à présent Messire Philippe de Bourfelle dont icelui Monsieur de Namur à intention de mouvoir question & pour sievir son droit. Item & s'il advenoît que Madame la comtesse de Namur sa belle sœur Veuve de feu Mr. de Namur darain trepassé laquelle tient tant en Douaire comme autrement, par accord fait entre eux, toutes lesdites terres assises en Flandres & en Artois & semblablement les châteaux & châtelanies de Vieuville & de Montaigle avec le winage de Hastiers allast de vie à trepas, avant mon dit seigneur de Namur toutes icelles terres, châteaux châtelanies & winaiges revenoient es mains du devandit Mr. de Namur, pour les tenir & en jouir pleinement saditte vie durante, toutes voies mondit sieur de Bourgogne porroit lors mettre audittes châtels de Montaigle Capitaine ou châtelain & autres officiers par la maniere que à Poilvache & es autres deux forteresses dessus nommées. Item fera diligence ledit Mr. le duc de racheter à Madame de Namur son viaige tant desdites terres de Viesville & de Montaigle comme dudit winage de Hastiere au meilleure marché qu'il pourra le denier pour viij. & au dessoubs & l'argent à quoi ledites achat pourra monter sera prins ou rabattu du darain paiement que devra avoir ledit Monsieur de Namur de la vendition de ses contrées & autres terres dessusdites; mais en jouiroit & levroit tous les profits

comme elle fait à présent jusqu'à ce qu'elle sera payée & contentée de fond argent & ledit châtel de montaigle venu ainsi es mains dudit Mr. de Namur, il en sera fait aussi comme dessus. Item & pour ce que en certain traité accordé entre lui & madite Dame de Namur est faite mention expresse que s'elle se remariroit, elle devroit inconrinent estre privée d'aucunes terres qu'elle tient à présent, l'intension de mondit sieur de Namur si est que en ce cas s'il advenoit lesdites terres revenroient à lui & en fa main pour en jouir sadite vie durante à lui trepassé seroient audit Mr. le duc & non plustôt, mais s'elle se marioit après la mort d'icelui Mr. de Namur les devandites terres revenroient lors audit Mr. de Bourgogne. Item sera tenu ledit Mr. de Namur de decharger & acquitter ladite comté de Namur et les châtel prevoté et terre de Poillevache de toutes charges par lui faites en son tems et racheter la forteresse et terre de Beaufort et certaines afforages, winages, scladages, poix & ronlieux avec certaines pensions qu'il a donné montans lesdites pensions comme il est avis auxdits commis de Mr. de Namur si qu'ils disent à la somme de viijj c. fls. de rin par an à tout le plus et si plus en y avoit plus en acquitteroit sans y pouvoir dorenavant plus faire aucunes charges nouvelles si non sur son dit viaige aussi ne porrat-il desormais donner ne faire ou laisser abbattre ne copper aucuns bois ne gros chênes se ce n'éroit pour refection et retenure de forteresses et d'autres édifices et en droite taille. Item doit ledit Mr. de Namur decharger à ses depens la

terre de Walcourt et en joir sa vie durant.
Item au regard des charges faites & pensions
données par feu Mr. son pere et ledit Mr.
son pere et Mr. son frere dont d'iceux ait
les armes feldites commis tiennent qu'elles
n'excedent point la somme de mille fls. par
an et vû qu'elles fauldront à la mort des
Pensionnaires l'intention dudit Mr. de Namur
n'est une qu'il sera tenu de les racheter s'il
ne lui plait; mais s'il y avoit aucune à héri-
tage qui soient à rachat, il les rachetiera
et acquittera et se on ne les peut racheter,
ledit Mr. de Namur sera tenu d'assigner
d'autant d'autres rentes ailleurs et aussi bien
assises, avec ce sera tenu de decharger et
acquitter tous offices. Item est accordé que
ledit Mr. de Namur à greigneur semte
pour lesdites charges par lui faites être mieux
acquittées que la somme du darain paiement
demeure es main de ceux qui paier le devront
pour et au nom dudit Mr de Bourgogne
jusqu'à ce qu'il ou ses commis auront clere
et pleine connoissance que lesdites decharges
et acquis auront été et sont faits mesmement
que lesdits gens de Mr. de Namur tiennent
que ledit darain paiement montant beaucoup
plus que les charges dessus dites neanmoins
s'il étoit scû ou trouvé qu'elles fussent plus
grandes, l'on achoppoit et retenoit autre le
dit darain paiement, autant d'argent de deux
autres paiemens précédens qu'il devoit souffrir
pour l'acquit d'icelle charge, posé que ledit Mr.
de Namur vive encore ou soit trepassé, des-
quelles charges sera faite déclaration par écrit
audit Mr. de Bourgogne le plus brieif que faire
se pourra. Item s'aucuns pour chose touchant

l'héritage dudit Pays de Namur voullissent faire ou porter greve ou dommaige audit Mr. de Namur, mondit sieur de Bourgogne sera tenu de lui aider et faire assistance en ce cas ; mais il ne pourra entreprendre ne mouvoir quelque guerre se ce n'est du sceu et par le gré de mondit sieur de Bourgogne si non pour resister aux entreprises d'iceux s'aucuns avoir qu'ils voullissent grever et adommaigier ledit Pais de Namur pour la cause dessusdite. Item et pour l'achat de l'héritage desdits comté de Namur, chatel, prevoté et terre de Poillevache et terres situées en Flandre et en Artois par la maniere dessusdite devisée, ledit Mr. de Namur aura la somme de cent et trente deux mille courronnes d'or que lui en devra faire paier mondit sieur de Bourgogne en courronnet ou en autre or au pris de quarante deux gros monnoie de Flandres, chacune couronne et en journée prise et accordée par lesdits commis d'un côté et d'autre servant à la mi quaresme prochain venant, c'est à sçavoir le dimanche que l'on chante en Ste. Eglise *Latare Jerusalem*, tout ledit jour ou le lundi ou mardi ensuivant, ledit Mr. de Namur se deshérite en sadite ville de Namur de ladite comté de Namur et des chatel, prevoté et terre de Poillevache dessusdit et y être adherité mondit sieur de Bourgogne es personnes de ses procureurs ou commis à ce et pour lors aussi être païé et delivré illecq au devandit Monsieur de Namur pour le premir paiement jusques la somme de XXVII couronnes aussi et au prix que dessus. Item est accordé que le reste ou demourant de ladite somme principale sera

païée à trois autres paiemens à chacun xxxv couronnes , dont l'un fera à Noël prochain venant l'an mille quatre cent vingt un , selon l'usage de l'Eglise de France , l'autre à Noël après ensuivant quatre cent vingt deux et le tiers et darain à Noël mille quatre cent vingt trois et pour lesdites paiemens lui être tenus et son dit argent païé à iceulx sans aucun défaut mondit Seigneur de Bourgogne avant que ledit adheritement de Namur se fasse à ses dits procureurs on commis baillera bonne sûreté audit Mr. de Namur des quatre membres dudit pais de Flandres ou d'aucuns d'iceulx et qu'ils en soient pleiges et respondans ou autres dont icelui Monsieur de Namur sera content ou dont eux deux les seigneurs seront d'accord. Item lesdits trois paiemens et chacun d'eux devront être paiez et delivrez en quelque ville que voudre mondit sieur de Namur dedans ledit pais de Flandres ou en la ville de Malines aux fraix et perils de mondit sieur de Bourgogne. Item aura icelui Mr. de Namur quittement et ligement toute ladite somme de l'achat sans de rien être diminuée ou amannie pour cause des droits seigneuriaux tant de ce présent transport et vendage des dites terres situées en Flandres et en Artois , desquels mondit sieur de Namur sera tenu de se desheriter pour ledit Mr. Ducq y être adherité le plutot que faire se pourra selon les coutumes des lieux et le contenu dudit traité. Ledit premier paiement de xxvii couronnes païé comme de la saisinne faite d'icelles terres à ma dite dame de Namur à cause de son dit douaire ou autrement , et pour les droits aussi des bailles et hommes , et est à entendre

que en ce présent traité ne sont, ne doivent point être comprises certaines maisons et terres ci-après déclarées; qui ne sont pas ne oncques furent de l'essence dudit pays de Namur ains les en a exceptées et excepté ledit monsieur de Namur assavoir les terres Dardane, Mirewart, Longprez, Villanche et le Ban de Feuilly, les terres de Haynaut, Treves, Riant, Wey, Tongre, St. Martin, le Puvinage et une autre villette seant delez le Quesnoy, le winage d'Auberme, quel'on dit de Thuing la terre de Duys et de Bayart que mondit sieur de Namur acquit avant qu'il fut conte de Namur, les maisons et chernages de Lierneu assenné à Robert le Batard, les maisons et chernage de neuves, les maisons et cheruages de Mailhen, les maisons, chernages et appartenances de Mehaille, la terre de Chevetoigne acquise d'un chanoine de St. Lambert de Liege nommé jadis Rigaux de Pheix et les maisons et cheruage de Sabinnart, ce fut fait en la ville de Gand le xvi jour de Janvier l'an mil quatre cent vint, selon ledit usage de l'église de France et sont dudit traité présent, faites deux lettres par maniere de cedula toutes pareilles de mot à mot l'une pour mondit Sr. de Bourgogne et l'autre pour ledit monsieur de Namur à chacune desquelles en remeing de ce chacun des commis dessus nommé d'un côté et d'autre a mis son seing manuel de sa propre main nous en ensuivant ledit traité et accord que avons agreable et le louons, ratifions et approuvons, avons pour grant et meure deliberation de conseil sur ce eü et de notre certaine science, pure et liberale

volonté et sans contrainte ou induction d'aucun baillé, cédé et transporté et delaisié, baillons, cedons, transportons, et delaissons par ces présentes à titre de vendition bonne et loyale perpetuellement et a toujours pour nous, nos hoirs et successeurs, ladite comté de Namur, et les chateaux, terre, prevoté et seigneuries dessusdites à mondit Sr. de Bourgogne ensemble toutes les appartenances et appendances quelconques pour icelui monsieur de Bourgogne et ses hoirs et successeurs les avoir, tenir et posséder et en jouir par la maniere dessus déclarée moien-
nant et parmi la somme de CXXXII écus d'or à la couronne de France et supposé que plus vaulsissant et fut ores outre la moitié si les lui donons et transportons nous pour les causes, et consideration dessusdites de laquelle somme mondit sieur nous a fait bail-
ler et delivrer realement et de fait et en deniers comprans pour le premier paiement la somme de XXVII ecus d'or dont nous nous tenons pour bien païé et contenté et du surplus montant à CV ecus d'or mondit Sr. nous a permis par ses lettres d'obligation de paier aux termes sur ce ordonnés promettant par ces presentes par la foi et loiauté de notre corps et sur notre honneur de nous desheriter de notredit comté et de nos chatel, prevoté et seigneurie de Poillevache pardevant les trois etats d'icelui pais et autrement comme il appartient et sera nécessaire et aussi de nosdites autres terres et seigneuries pardevant les baillis et hommes de fief des lieux dont elles sont tenues et mouvantes, pour d'icelui comté et terre adheriter et met-

tre en propriété mondit sieur de Bourgogne ou ses procureurs le plutôt que faire se pourra et a tenir et faire tenir notre présente vendition, bail, cession et transport, avec tous les points et articles contenus en ladite cedula ci-dessus transcritte et iceux garantir et défendre envers et contre tous et non jamais faire ou aller faiblement ou en appert alencontre en quelque manière ne par quelconque voie que ce soit, avons obligé et obligeons nous nos heirs et successeurs et nos biens et les leurs meubles et immeubles quelconques et mesmement nos pais de Namur et autres terres et seigneuries dessusdit en soumettant nous, iceux nos heirs et successeurs et aussi nosdits pais, terres et seigneuries à toutes juridictions, cohercions et contraintes ecclesiastiques et seculiers, et renonçant à toutes exceptions, deceptions, fraudes, cauteles, malier, dol, malengien, allegations, raisons, droits, usages, coutumes, privileges, graces, repits, absolutions, dispensation et autres choses quelconques par lesquelles l'on povait ores ou pour le tems à venir impugner ce présent transport et vendition et icelli dire non valable mesmement à la deception de la moitié du juste prix et aussi au droit disant generale renonciation non valoir, si donnons en mondement à tous nos vassaux, hommes feaulx, justiciers, officiers, & subjets quelconques de notre comté de Namur et des autres terres et seigneuries dessusdites que lesdits appointemens traité et accord ils entretingnent et gardent et fassent entretenir et garder selon leur forme et teneur, en recevant après notre trespas ledit

monſieur le duc en leur ſeigneur propriétaire et de maniere lui facent ceulx qu'il appartient foi et hommage, ſerment et autres devoirs qu'il appartient et à lui ſes gens commis et officiers obeiffans ſans difficulté aucune, ne faire ou aller, ne ſouffrir estre fait ou allé alencontre, en aucune maniere, car ainſi nous plait-il être fait et afin que ce ſoit choſe ferme et ſtable à toujours, mais nous avons fait mettre noſtre ſcel à ces preſentes qui furent faites et données en la ville de Gand le XXVII jour du mois de Mars l'an de grace mil quatre cents vint un après Paſques ſelon l'uſage de l'eglise de France.

Philippe duc de Bourgogne s'oblige de maintenir les privilèges, franchises &c. de la ville & province de Namur.

1421.

PHILLIPPE duc de Bourgoigne, comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, Palatin, ſeigr. de Salins & de Malines, à tous ceux qui ces préſentes lettres verront ſalut. Comme pour enterriner & accomplir le traité du transport & vendition que noſtre cher & très aimé couſin meſſire Jehan de Flandre comte de Namur & fr. de Bethune nous a fait de ſa comté de Namur & de ſes terres & ſeigneuries qu'il tient en notre pays de Flandres pour y jouir par nous nos hoirs & ſucceſſeurs comtes & comteſſes de Flandres notredit couſin ſe ſoit deſherité par loy, tant pardevant le grand Bailly & les hommes de fiefs des lieux & places dont leſdites terres & ſeigneuries meuvent & ſont tenues, ſçavoir faiſons,

que nous qui voulons & desirons led. Pays de Namur entretenir en les usages, libertés & franchises avons promis & convenancé & par ces présentes promettons & convenançons par la foy & loyauté de notre corps à nos très chers & bien amés les gens d'Eglise, nobles, Bourgeois & habitans d'iceluy pays de Namur & de ses appartenances & appendances que après le decés de notre dit cousin de Namur, nous, nos hoirs & successeurs, comtes & comtesses de Flandres les garderons & entretenrons en leurs privileges, franchises, libertés, coustumes & usages & d'iceux les laisserons & souffrerons pleinement jouir & user ainsi qu'ils ont fait & font encore à présent sans les y aucunement molester ne faire aucun des tourbs ou empeschement en quelque maniere que se soit, & avec ce leurs promettons de faire après led. trèspas les sermens tels en tos les lieux que les comtes de Namur ont anciennement accoustumé ce fait & en oultre que nous dès maintenant feront assistance confort & aide audt. Pays de Namur & aux soubjets d'iceluy, si aucuns de volonté & contre raison les vouloient opprimer, ne faire aucune violence, en tesmoing de ce nous avons fait mettre notre scel à ces présentes, donné à Valenciennes le xxiiije. jour d'Avril l'an de grace mil iiij C. vingt & un après Pasques; sur le replis étoit écrit par Monfr. le Duc, le Sr. Robais & le Doyen de Liège présents, & signé Menart, embas pendoit un grand scel en cire rouge & sur le dos lettres par lesquelles Monfr. promet à ceux du Pays Namur de les maintenir en leurs privilèges.

Lettres du 8 Juin 1421, par lesquelles ceux des trois états de la comté de Namur cognoissent monseigneur le duc de Bourgogne & ses hoirs & successeurs contes & contesses de Flandres estant seigneurs heritiers & propriétaires de la comté de Namur, promettant de le recevoir en seigneur après le trépas du comte de Namur.

1421.

A tous ceux qui ces présentes lettres verroient ou orront : Damp Watier de Fallizez abbé de l'église & monastere de Brougne, frere Nicolas de Blehen abbé de l'église & monastere de Floresse, les prevots, doyens & chapitres des églises de St. Aubain de Namur, de St. Pierre du chastel de Namur & Notre-Dame de Walcourt, pour & au nom de nous & des autres gens d'église; Willame Proost Sr. de Thuiez de Faulx & de l'Eschielle, Jean de Donglebiert Sr. de Longchamps, Guillaume de Schendermalle Sr. de Meillemont & chastelenie de Montegnny, Daniel de Gosnez Sr. de Gosnes chevalier, Jean Sr. de Marbais, Renaut de Mommalle Sr. de Bregniley, Henry de Longchamps souverain bailly de la comté de Namur, Guille de Jupplen, Robert fils naturel de feu Mgr. Robert de Namur, & Warnier de Daulez escuyer pour & au nom de nous & des gentilshommes; les mayeurs, eschevins, jurés & conseil des bonnes villes de
Namur,

Namur, Bouvignes & Walcourt pour & au nom desdites villes, des manans & habitans d'icelles & des autres villes de la comté de Namur, salut & cognoissance de verité; comme haut & puissant prince notre très-redoubté seigneur monseigneur Jehan de Flandre comte de Namur seigneur de Bethune, considérant qu'il est fort décliné à ses anciens jours, n'a aucune generation legitime descendue de son propre corps, desirant par ce & l'amour singulier qu'il a audit pays de Namur & aux sujets & bonnes gens d'iceluy, pourvoir en son vivant, que en tems à venir après son trespas ledit pays marchissant & confrontoiant à plusieurs autres pays & seigneuries de grande puissance, püst demeurer & lesdits sujets vivre en paix & tranquillité sans y estre travaillez ne opprimez par force, ou violence de leurs voisins ou autres que de les grever ou adomaigier, se voldroient contre raison efforcer & pour autres causes & consideration concernant le bien, utilité et profit de lui & de sesdits pays et subjeis de Namur, dont nous sommes pleinement informés, ai cédé, delaissé et transporté à titre de vendition bonne et loiale à très-haut et puissant prince nostre très-rédoubté seigneur monseigneur Philippe duc de Bourgogne, comte de Flandre, d'Artois et de Bourgogne, ledit pays de Namur, ses appartenances et appendances quelconques et d'icelle, s'est aujourd'hui, nous présens et par son command pour ce evoqué et assemblé en cette ville de Namur, desherité et devestit pardevant ses bailli et hommes du chastel de Namur, en oultre et

pardeffus les parties de ladite comté, qui sont tenus de Hainaut, dont pareillement il s'est desherité pardevant les bailly & hommes de la cour d'illecq pour & au profit de mondit seigneur le duc pour par lui & ses hoirs & successeurs contes & contesses de Flandre en jouir perpetuellement & à toujours après le trespas dudit monseigneur le comte de Namur, qui selon les conventions du marché fait de & sur ladite vendition & transport doit jouir des profits, rentes, revenus, hauteurs, seigneuries & emolumens quelconques de ladite comté & des appartenances sa vie durant, si comme par le traité & lettres sur ce faites peut apparoir plus à plein, sçavoir faisons, que moiennant & par vertu dudit transport & desheritement, nous pour & au nom de nous & generalement de tous les manans & habitants de ladite comté cognoissons, confessons & tenons dès maintenant ledit Monseigneur le duc de Bourgogne & ses hoirs & successeurs contes & contesses de Flandre estre seigneurs, heritiers & proprietaires de ladite comté de Namur, ensemble de ses appartenances & appendances quelconques & avons promis & promettons loyalement & en bonne foi par la teneur de ces présentes, que après le trespas de notredit très-redoubté seigneur monseigneur le comte de Namur, sitot que notredit très-redoubté seigneur Mgr. le duc de Bourgogne ou ses hoirs, successeurs contes ou contesses de Flandre aura fait serment & tels autres devoirs, que les contes & contesses de Namur sont accoustumés & tenus de faire à leur premiere

entrée & reception comme seigneur & dame d'icelle comté de Namur, nous recevions icelui Mr. le duc de Bourgogne feldits hoirs contes & contesses de Flandres & nul autre en seigneur dudit pays de Namur, ensemble de ses appartenances & dependances quelconques sans delai ni contredit aucun & lui ferons les sermens & aultres debvoirs & service que comme bons & loiaux sujets sommes tenus de faire à nostre droit & naturel seigneur le conte de Namur; & ou cas que mondit seigneur le duc de Bourgogne ou feldits hoirs & successeurs contes ou contesses de Flandre, obstant les empeschemens legitimes, c'est à scavoir de maladie, de prison, d'estre assiégé ou de tenir siege en aucun lieu en sa personne ne pourroit incontinent après le trespas dudit monseigneur le comte de Namur, quand il plaira à Notre Seigneur qu'il trepassa de ce siecle, venir prendre & recevoir la possession de ladite comté, pourtant ne demeurera nue qu'il n'ait levé & parchoivé à son singulier profit les rentes, revenus & emolumens quelconques d'icelles & de feldites appartenances & appendances quelconques qui escherront & verront ens pendant le tems de sa demeure; mais les pourra faire recevoir, cueiller, & lever pour lui & en son nom & en jouir paisiblement sans aucun empeschement par nous y estre mit tout ainsi qu'il fera & devra après ladite reception les deniers desquelles rentes, revenus & profit seront mis en dépôt en la main des mayeur, eschevins & ceux de la loy de ladite ville de Namur jusqu'à cè qu'il y sera venu & aura fait les devoirs

susdits, cessant toute fraude & malengien, en temoing de ce, nous Damp Watier de Fallize abbé de Brogne, frere Nicolas de Blehem abbé de Floresse, les prevosts, doiens & chapitres des églises de St. Aubain de Namur, St. Pierre du chastel de Namur, & Notre-Dame de Walcourt pour nous autres gens d'église & à leur requeste, Guillaume Proost, Jean Donglebert, Guillaume de Skendermalle, Daniel de Gesnes chevalier, Jean de Marbais, Renauld de Momale, Henri de Longchamps, Gulle de Jupplen, Robert fils naturel de feu Mr. Robert de Namur, Warnier de Daules escuyer, pour nous & les gentilshommes & à leur requeste, les mayeurs, eschevins, jurés & conseil des bonnes villes de Namur, Bovigne, & Walcourt pour lesdites villes, les manans & habitans d'icelles & les autres villes de la comté de Namur & à leurs requestes avons fait mettre les sceaux desdites églises, de nous & desdites bonnes villes à ces présentes. Données en la ville de Namur le VIIIE. jour de Juin l'an M.CCCC XXI.



*Extrait des archives du Magistrat de Namur.
Philippe le Bon comte de Flandre, &c. con-
stitue l'an 1421 que tous emplois considérables
du Comté de Namur ne doivent être conférés
qu'à de naturels Flamands ou Namurois.*

1421.

PHILIPPE duc de Bourgogne, comte de Flandre, d'Artois & de Bourgogne, Palatin, seigneur de Salins & de malines, savoir faisons a tous présens & à venir, que comme au traité de vendange & transport que notre très-cher & amé cousin, messire Jean de Flandre comte de Namur & seigneur de Bethune nous a fait de la Comté de Namur & de ses autres seigneuries et terres ait esté accordé que ledit pays de Namur, les chatels, prevostez et terre de Poilvache et le droit que notre dit cousin de Namur at ou peut avoir es 17. villes dont question où debat a aucune fois esté entré du pays de Liege et la comté de Namur, seront et appartiendront héritablement à nous et a nos hoirs et successeurs comtes ou comtesses de Flandre et non a d'autres, sans jamais estre séparé de notredit comté de Flandre; et ne pourrons nous ny nos dits hoirs comtes ou comtesses de Flandre mettre ou instituer audit pays de Namur aucuns officiers notables, comme gouverneurs capitaines, chatelaires, baillys, receveur ou mayeurs s'ils ne sont Namurois ou Flamans natifs dudit pays de Namur ou de Flandre, où ayant grandes parties de leurs terres et

héritages. Et que de ce nous baillerons nos lettres patentes scellées de notre seel en lasse de soye & cire verd à chacun desdits pays de Namur & de Flandres pour ce est il que nous desirans accomplir les points dudit traité tenons l'annexion & tout ce qui est contenu en la clause dessus transcribede agréable, & icelle voulons, ordonnons & permettons par ces présentes pour nous nos hoirs & successeurs comtes & comtesses de Flandre perpétuellement garder, observer & entretenir, sans jamais faire ou aller en aucune manière au contraire et afin que ce soit ferme chose et stable a toujours mais, nous en tesmoins de ce avons fait mettre notre seel à ces présentes, donné en notre ville de Gand au mois d'Avril mille quatre cent vingt et un après Pasques.

Ade du mois d'Avril 1421, par lequel Philippe duc de Bourgogne declare de n'instituer au pays de Namur aucuns officiers notables qu'ils ne soient Namurois ou Flamans.

1421.

Nous les prevost, doien et chapitre de l'église collegiale de St. Aubin de Namur, savoir faisons à tous, que nous avons aujourd'hui reçu une certaine lettre patente saine et entiere en toutes parts scellée du grand scel de très haut et très excellent prince notre très redouté seigneur monseigneur Philippe

duc de Bourgogne, conte de Flandre, d'Artois et de Bourgogne, en cire verte et lasse de soye, octroïé par icelui monseigneur le duc au pays de la comté de Namur et qui pour et au nom d'icelui nous ont esté baillez en garde par les trois estats d'icelui pays, à savoir gens d'église, gentilshommes et bonne ville, pour icelui mettre pour la sûreté d'eux à notre tresorerie à St. Aubain et les montrez toutes fois et quantes lesdits trois estats les deux ou l'un d'enlx nous voudroient requerer de les voir pour toutes fois avoir tant seulement vüe d'icelle ou copie en notre présence, ce dont ou n'estoit que lesdits trois estats le voullissent d'un commun accord et consentement ravoir et reprendre pourveu que s'il avenoit qu'ils les reprindissent et retinssent de nous, ils seroient lors tenus de nous bailler pour nostre decharge, lettres de recepisse suffisamment faellées pour et au nom d'eux : desquelles lettres la tenure suit de mot à mot. Philippe duc de Bourgogne, comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, seigneur de Salins et de Malines, savoir faisons à tous présens et advenir que comme au traité de vendaige et transport, que notre très cher & très amé cousin messire Jehan de Flandres comte de Namur et Sgr. de Bethune nous a fait de sa comté de Namur et de ses autres seigneuries et terres ait esté accordé que ledit pays de Namur, les chastel, prevoité et terres de Poilvache et le droit que notredit cousin de Namur a ou peut avoir ès dix sept villes dont question ou debat a autrefois esté entre ceux du pays de

Liege et le comté de Namur, seront, apparteniront heritablement à nous et à nos hoirs et successeurs comtes ou comtesses de Flandre et non à autres, sans jamais y estre séparés de nostredit comté de Flandre et ne pourra nous ni nosdits hoirs comtes & comtesses de Flandre mettre ou instituer audit pays de Namur aucuns officiers notables, comme gouverneurs, capitaines, chasteilains, baillis, receveurs ou mayeurs qu'ils ne soyent Namurois ou Flamens natifs dudit pays de Namur ou de Flandre, ou aiant grandes parties de leurs terres heritables en aucun d'iceux pays de Namur et de Flandre et que de ce nous baillerons nos lettres patentes scellées en lasse de soie et cire verte à chacun desdits pays de Namur et de Flandre : pour ce est-il, que nous desirons accomplir les points dudit traité, avons l'annexion et tout ce qui est contenu dans la clause dessus transcrite, agreable et icelle voulons, ordonnons et promettons par ces présentes pour nous nos hoirs et successeurs comtes et comtesses de Flandre perpetuellement garder, observer et entretenir, sans jamais faire ou aller en aucune maniere au contraire, et afin que ce fut ferme chose et stable à toujours ; mais nous en tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes sauf en autres choses nostre droict et l'autrui en tout. Donné en notre ville de Gand au mois d'Avril l'an de grace 1421, après Pasques et estoient et sont aussi signées par monseigneur le duc, desquelles lettres à garder selon la forme et maniere dessusdite, nous comme chargez et chargeons par ces

présentes, en temoing de ce nous avons fait mettre à ces lettres le grand scel de ladite église de St. Aubain, estoit signé à l'originelle lettre T. H. Fontaine.

Lettre du souverain bailly & des hommes de fief de la comté de Namur, comment Jehan comte de Namur fut desherité & Philippe duc de Bourgogne comte de Flandra adherité de l'oultre plus de la comté de Namur & des prevosté, terre & seigneurie de Poillevache qui n'est point tenu de la comté de Haynaut.

1421.

Nous Henri de Longchamps ecuyer souverain baillieu de la comté de Namur faisons savoir à tous que pardevant nous et les hommes de fiefs de nostre très redouté seigneur monsieur le comte de Namur ci-dessous nommez et escripts soy comparant personnellement très haut et puissant prince nostredit très redoubté seigneur monsieur Jean de Flandre comte de Namur et seigneur de Bethune accompagné de trois états de sondit pays de Namur et des prevost et hommes de fief de la terre et seigneurie de Poillevache d'une part et nobles, honorez, et sage personnes messire Roland Duntkerke, messire Robert seigneur de Namines, messire Jehan de Stoenevelt chevaliers, Jehan De le Berghé, Jehan Camphin bailliu de Gand consr. et maitre Jehan de Gand secretaire de

très hault et excellent prince notre très grand & très redoubté seigneur monsieur Philippe duc de Bourgogne comte de Flandres, d'Artois et de Bourgogne comme procureurs de mondit seigneur de Bourgogne d'autre part; si comme là endroit nous apparût evidemment par le pover et lettres de procuration qu'il en avoient scellées du grant scel de notredit très redoubté seigneur de Bourgogne, lesquels pover & lettres de procuration furent par eulx exhibés et leuës de mot à mot en la présence de nous, des hommes de fief ci-dessous nommez et des trois estats et autres deffeurdis, et la endroit notredit très redoubté seigneur de Namur nous dist et remonstra que pour certaines causes licites et raisonnables et pour le bien, honneur et prouffit de lui, de son pays, conté de Namur et prevoité de Poillevache, des manans, subjets et habitans d'icelles, il avoit vendu bien et loyaument toute sadite comté et son chastel, prevoité et seigneurie de Poillevache entierement à notredit très hault et excellent prince monseigneur le duc de Bourgogne, et lui avoit transporté en la présence du bailliu et hommes de fief de la comté de Haynaut, tout ce qu'il en tenoit en fief de hault et puissant prince monsieur le duc de Brabant et de Lembourg, comte de Haynaut et de Hollande à cause de sa comté de Haynau, si comme par lettres scellées dudit bailliu et hommes de fief de haynaut sur ce fait puet plus à plain apparoir, et que pour accomplir entierement le traité d'entre notredit très haut et excellent prince monsieur le duc de Bourgogne et notredit très

redoubté seigneur de Namur de l'oultre plus de sesdits conté et prevoté qui point n'estoient, tenus du comté de Haynaut vouloit adheriter notredit très haut et très excellent prince monsieur le duc de Bourgogne pour lui, ses hoirs et successeurs conte ou contesse de Flandres sans malangien, sauf et réservé en tous les choses dessusdites les humiers et viaige de notredit très redoubté seigneur de Namur, assavoir est haulteur, seigneurie, cens, rentes, revenus, prouffits et emolumens quelconques selon la forme et tenure dudit traité requerant a nous ledit bailliu que comme voulussions aux hommes de fief de ladite cour là présens, ce que à faire en estoit et sur ce à sa requeste trouvâmes tout ce en droit et en jugement sur saige et honnoire ecuyer Henri de Forme baillieu de Waseige homme de fief de ladite court là présent ce que faire en estoit lequel Henry de Forme lui sur ce conseillé aux hommes de fief ci-dessous nommez et escripts dist et rapportat par jugement et pleine fiente d'eulx qu'il ne savoit chose que tout notredit très redoubté seigneur de Namur n'eust bien à rapporter sus en la main de nous ledit bailliu l'oultre plus de sesdits conté et prevostet de Poillevache, quepoint n'estoient tenus de Haynaut.



*Vidimus contenant le serment de fidélité fait
aux états de Namur, par le duc Philippe.*

1421.

A tous qui ces presentes lettres verront ou orront, li maire & les eschevins de la ville de Namur toute reverenche & honneur avccq parfaite dilection, savoir faisons que nous avons aujourd'huy veues certaines lettres patentes, saines & entieres en toutes parts scellées du grand seaul de notre très grand & très excellent seigneur & prinche monseigneur Philippe duc de Bourgoigne conte de Flandre, d'Artois, de Bourgoigne & de Namur, Palatin seigneur de Salins & de Malines, en cire vermeille octroies & donnés par icelli monsieur le duc à pays de la contet de Namur desquelles lettres la teneur s'ensuit de mot à autre. Philippe duc de Bourgoigne conte de Flandre, d'Artois & Bourgoigne, Palatin seigneur de Salins & de Malines à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut: comme pour enteriner & accomplir le traité du transport de vendition que notre très cher & très amé cousin messire Jehan de Flandres conte de Namur & seigneur de Bethune nous a faict de sa conté de Namur, de sa terre & prevoité de Poillevache & de ses aultres terres & seignouries qu'il tient en nous pays de Flandres & d'Artois pour en jouir par nous nos hoirs & successeurs contes ou contesses de Flandre, noredit cousin se soit desherité par

loy tant pardevant le grand bailly & les hommes de fief du pays de Haynault & ceux du chastel de Namur comme pardevant les bailli & hommes de fief des lieux & places dont lesdites terres & seigneuries meuvent & sont tenuës, scavoir faisons que nous qui vollons & desirons lesdits pays de Namur & terre prevoosté & seigneurie de Poilvache entretenir ses usaiges, liberrés & franchises avons promis & convenanchés et par ces presentes promettons et convenançons par la foy et loiauté de notre corps à nous très chers et bien amés les gens d'eglises, nobles, bourgeois et habitans de celuy pays de Namur et de les appartenances et appendances et de la terre et prevoosté dessusdite que après le decès de nostredit cousin de Namur nous nos hoirs et successeurs contes ou contesses de Flandre les gardions et entretenions en leur privileges, franchises, liberrés, coustumes et usaiges et d'iceulx les laisserons et souffrerons plainement jouir et user ainsi qu'ils ont fait et font encore à présent sans y aucunnement molester ni faire aucun destourbier ou empeschement en quelque maniere que ce soit avec che leur promettons de faire après ledit trepas les sermens tels et en tous les lieux que les contes de Namur, ont anciennement accoutumé de faire et en oultre que dès maintenant nous ferons assistance, confort et aides auxdits pays de Namur et terre et prevoosté dessusdite et aux subgets d'iceulx, si aucuns de volonté et contre raison les vouloient opprimer ou faire aucune violence, en temoin de ce nous avons fait mettre notre scel à

ces presentes donné à Monstreul le XXVme. jour de Jung l'an de grace mil quatre cent vingt et un et partant que nous avons veuues, tenues, lutes et fait faire collation deubte de cette présente copie et vidimus ausdits lettres originales et que cette presente copie et vidimus est concordante ausdites originales lettres sans muver ne changier la substance d'icelle avons à ceste présente copie et vidimus fait mettre et appendre notre scel aux causes de laditte ville de Namur en signe de verité, fait et donné l'an de grace mil quatre cent vingt et noef dou mois d'octobre le derrain jour et estoit ladite lettre scellée d'un scel en cire verde y pendant à double queue.

Philippe le Bon duc de Bourgogne corfirme certaine donation faite par Jean III comte de Namur en faveur de Henri de Longchamps.

1421.

PHILIPPE duc de Bourgogne comte de Flandre, d'Artois &c. favoir faisons a tous presens et a venir de la partie de notre très chier et aimé cousin messire Jehan de Flandre conte de Namur et Seigneur de Bethune, nous avoir été exposé disant que pour consideration des bons et agreables services que Henri de Longchamps son conseiller et souverain bailli de la comté de Namur lui a fait en tems passé, et que encore luy fera comme il espere en tems ave-

nir, notredit cousin a naguere donné audit Henry pour lui ses hoirs et successeurs, a tenir en fief de luy sa vie durante toute haulteur, assavoir haute moyenne et basse justice en sa maison a fermement située en laditte conté de Namur et en vingt bonniers a la ronde d'icelle, avec autre chose designée et plus a plain déclaré es lettres de mondit cousin sur ce faites desquelles la teneur sensuit.

1421.

Jehan de Flandre conte de Namur Sr. de Bethune, a tous ceux qui ces presentes lettres verront ou ouiront salut; comme nostre chier et féal conseiller Henri de Longchamps souverain bailly de nostre comté de Namur nous ait fait en tems passé plusieurs bons et agréables services et espérons que encore fera: nous en remuneration de jceulx, lui avons de grace especialle donnés et octroiez, et par ces presentes donnons et octroions pour lui, ses hoirs et successeurs, a tenir en fief de nous, toute haulteur assavoir haulte justice, moienne et basse en sa maison de Fernemont située en nostre conté de Namur et en vingt bonniers a la ronde d'icelle, et afin que nostre presente grace soit evidentement déclarée a tous, nostre intencion sy est, que icelle haulteur commencera au milieu de sadite maison, et s'extendra de toute part ensuitte d'icelle la longueur de vingt bonniers pour partout dedens iceulx faire et exercer tout cé que a haulteur appartient toute fois et quand besoin sera et le cas le requerrera

y lever ou par les officiers sergens ou commis faire lever tout exploit de justice, ou aultre prouffict quelconque touchant a haulteur comme nous et nos predecesseurs comtes de Namur y avons accoutumez de faire, sans ce que nous, ou aultres de par nous puissions a laditte haulteur tant comme nous aurons vie.

Naturelle au corps, rien ni aucune chose demander, en outre lui avons donnéz et octroyiez et par ces mêmes presentes donnons et octroyons en regrandissant sondit fief, et a tenir et posseder a son profit le cours de notre vie seulement, comme dit est, les parties ci apres contenues et declarées, a sçavoir premier le bois de *Harchées*, *Coninbos* et les *Gottes* contenant ensemble environ de soixante et dix bonniers que bois que paturages. Item tierce partie des dimes et vivier de Dompierre avec toutes leurs appartenances et appendances. Item trente quatre muids d'avoine que nous avons de rente a *Noville le Bois* assavoir de *Harchées* neuf muids deux stiers, a *Tilliers* onze muids deux stiers, a l'abbaye de Villers neuf muids et demi, et aux *Comognes* quatre muids. Si donnons en mandement a nostre receveur de nostre comté de Namur, a tous nos baillis prevost, maieurs, eschevins, sergens, officiers et commis quelconques, que de nostre presente grace laissent et souffrent paisiblement jouir et posseder nostredit souverain bailli, seldits hoirs et successeurs notre vie durant tant seulement, sans y mettre ny de par nous y souffrir estre mis aucun empeschement au contraire, car ainsi tant que en nous est, nous

plait-il estre fait, sauf a nous toujours la souveraineté et reffort et a nos hoirs et successeurs comtes de Namur la propriété de notre heritage, par les tesmoins de ces presentes lettres, auxquelles nous avons fait mettre et appendre notre scel donné en nostre chastel de Goullesines le XXVIII jour du mois de Mai l'an mil quatre cent vingt un.

Lesquelles lettres et tout le contenu en icelles avons louez, greez, et confirmez, louons, greons, approuvons, et confirmons par la teneur de ces presentes si mestier est, & en ampliant nostre grace, nous comme comte et seigneur heritier de ladite comté de Namur, avons a la supplication et pour contemplation de notredit cousin a nous faite et par plusieurs fois reiterées et afin que ledit Henri soit contraint de servir nous et nos hoirs et successeurs comtes et comtesses de Namur en le temps avenir, donné et octroïé et de nostre certaine science et grace speciale donnons et octroions par ces memes presentes, pour nous et nosdits hoirs et successeurs comtes et comtesses de Namur perpetuellement a iceluy Henry toute justice haute moienne et basse en sadite maison de *Fernemont*, et en vingt bonniers a la ronde qui commenceront au milieu d'icelle, et s'extendront de toute part autour la longueur de vingt bonniers, lesquels en la présence de nostre aimé et feal le doyen de Liege chief de nostre contet en l'absence du reverend pere en Dieu l'evêque de Tournay nostre aimé et feal chancelier que y avons commis, voulons estre mesurés bien et loyalement et bornes et enseignes y mises, telles qu'on les puisse con-

noître et appercevoir; et avec ce pouvoir et autorité d'exercer, connoître et faire adreshement esdites maisons et vingt bonniers a la ronde bonnes ainsi que dit est de tout cas et delictes qui y pourroient escheoir en temps a venir, et generalement de tout ce que auxdittes justices appartient toutes les fois que besoing sera et le cas le requerrera y lever ou par ses sergeans ou autres officiers qu'il pourra creer toutes les fois que bon lui semblera faire lever tout exploit de justice et autres prouffits quelconques touchant a icelle justice, comme ont fait et sont accoutumé de faire nos predecesseurs comtes de Namur, sans ce que nous ou eux ou autres de par nous en puissions ou puissent jamais aucune chose demander pour ledites haulte moyenne et basse justice tenir par ledit Henri ses hoirs successeurs comtes et comtesses de Namur, a toujours a tels services et droitures que les semblables justiciers de laditte comté sont tenuës. Si donnons en mendment au receveur de laditte comté de Namur et a tous les baillis, prevots, mayeurs, eschevins, sergens et autres justiciers et officiers quelconques d'icelle presens et avenir leurs lieutenant et chacun d'eulx si comme a lui appartiendra que de notre presente grace, don et octroy, laissent, fassent, et souffrent ledit Henry de Longchamps et ses hoirs successeurs et ayans causes paisiblement et plainement jouir et user a perpetuité sans contre la teneur de ces presentes leur faire ou donner ne souffrir estre fait ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, ores ne pour le temps avenir et celui ou ceulx

desdits officiers qu'il pourra toucher, et quand il appartiendra mettre & recevoir, on mettent et recoivent ledit Henry ou ses hoirs audit fief, en lui faisant faire serment de feaulté et autres devoirs a ce appartenans; les solemnités en tel cas accoustumés y gardées: car ainsi nous plait-il estre fait, sauf toute fois a nous et a nosdits hoirs et successeurs comtes & comtesses de Namur la souveraineté et ressort, et la propriété de notre héritage, et en autre chose notre droit et l'autrui et toutes et afin que ce soit chose ferme et stable et a toujours, nous avons fait mettre notre scel a ces presentes. Donné en notre ville de Bruges au mois d'Octobre l'an de grace mil quatre cent vingt un.

Jean de Flandre comte de Namur, confirme tous les privileges, franohises & libertés, accordées par ses prédécesseurs à l'église de saint Aubain, & nommément l'établissement fait par le comte Albert II. d'une haute cour, composée d'un Mayeur, Echevins & jurés.

1423.

JEAN de Flandre comte de Namur & seigneur de Berthune à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, salut en Dieu & connoissance de verité.

Nous considerans que tous vrais Catholiques devant toutes œuvres doit labourer sa vie durante de porter honneur & reverence a nostre Mere la sainte Eglise, en l'honneur de celui qui en fait son épouse; & il soit

ainsi que très-longtems nos predecesseurs seigneurs marquis & comtes de Namur de bonne mémoire, ayant assez regard a che que dit est, ayant fondé en l'église de *saint Aubain* le glorieux martir, située en nostre ville de Namur, & y autmonez & donnez très-grande possession en dixmes grosses & menues en cens rentes & chapons, deniers, & en autres manieres, & icelle donez, anobliez & affranchiez de certaines seigneuries, libertés, usages & franchises, ainsi que par grande quantité & notables chartres en latin, faiel-lées de plusieurs faiels, données par nosdits predecesseurs, appert amplement, etant en la garde de benefices en prebende en icelle église de *saint Aubain*, lesquelles avons vu saine & entiere, confirmées & approuvées par nostre saint pere le Pape, & par reverend pere en Dieu, l'évêque de Liege, entre lesquelles seigneuries privileges, franchises & libertés étoit & est contenu que le comte Albert de Namur de bonne mémoire donna à la ditte église haute cour, mayeur, échevins, jurés, devant lesquelles on doit tenir & tient les plaids & tous les alleus & heritages tenus du chapitre d'icelle nostre église, & en peuvent donner saisinne, sans attendre plus haute cour sans quelle recheveche ou ressortisse a nostre très-haute cour de Namur ne ailleurs; mais tant seulement devant nous en nostre chambre.

Item que par toute nostre ville de Namur ledit chapitre dedans leur paroche, & dehors les mannans sur leurs allost & mazures, ne payent a nous d'un *Deult* appelé *Waytage* que doivent tous autres bourgeois & mannans.

Item si aucuns & les mannans sur les alloste & héritages dudit chapitre estoient defaillans d'eux payer huit jours, le terme escheur, ils ont la hauteur & seigneurie que mayeur de la court au command du prévost, peut panner & prendre par sur ledit heritage, sans nul contredit, & en signe de ce, ont ils un perron dressé en leurs encloistre que y a été de longtems, & y est encore a présent.

Item toutefois qu'ils ont besoing de contraindre & faire payer & corriger leurs confreres, chanoines, chapellains, vicaires ou corals & ils soient rebelles contre leur commandement, ils ont la puissance d'ouvrir & faire ouvrir de fait, portes, huisseries, fenestres, maisons ou chambres contre la volonté du rebellant sans meffaire, & par especial dedans leurs maisons claustrales ou canonicales pour mettre a exécution leur contrainte, exploite ou coercion sans y appeller nous, nos officier ou autres sieurs.

Item que quand le cas eschiet, le chapitre fait vendre le bien de leur église publiquement au baton par leur sergent juré sans en prendre & demander congé à autre sieur ou officier & sans en payer aucun droit.

Item a aussi ledit chapitre plusieurs autres franchises & libertés en noste ville & comté de Namur, comme par icelles leurs chartres appert que trop long seroit ici à reciter, lesquelles pour cause de brieveré, laissent ici à declarer que sont de telle forme & force, comme celle que dessus sont exprimées; de quoi ledit chapitre a usé de tout tems passez, joui & possédez publiquement, sans contredit, empeschement ou resistance quelconque.

Pourquoi nous comte Jean deffurdit regardant, & contemplant la tres-grande devotion & volonté de nos seigneurs predecesseurs de susdites qu'ils ont eut à nostre dite église de *saint Aubain*, & que moins souffrirons à nostre pouvoir qu'elle fust de nostre tems en rien molestée ne amourie, ainsi pour la bonne amour & affection que mesme y avons, en suivant la voie & intention de nosdits predecesseurs à la très supplication de nosdits chiers & amez en Dieu les prevot, doyen & chapitre de notre dite église lesquels avons pris & prenons eulx & leurs biens en nostre sauvegarde & protection, comme ont fait nosdits predecesseurs, loions, prenons, greons, ratifions, approuvons & confirmons les seigneuries, libertés, usages, & franchises donnez comme dit est, à nostre église de *saint Aubain*, tant les susdits expressés, que les autres dont le chapitre auroit usé anciennement, toute chose entendue au meilleur & sans malengien, priant & requerant à nos Srs. amés & bien voulans presens & avenir, mandons & commettons à tous nos officiers & subjets que à nostre église ne soit faite chose contre les susdites libertés, Sgries. usages & franchises; ainsi voire en contemplation de nostre seigneur, soient aidans & favorables du chapitre d'icelle nostre église, en eux prestant conseil, confort & ayde si besoin leur est requise justement, de raison, & de droit, par eux & leurs commis; & pour ce que nous voulons que ce soit chose ferme & stable à toujours, avons en signe de verité fait mettre & appendre nostre propre saiel à ces presentes.

Faites et données en nostre ville de Namur
l'an de grace de Nostre Seigneur Jcsus-Christ
1423, le second jour du mois de Juin.

*Jehan Evêque de Liege confirme l'érection du
béguinage fondé à Namur, par Gêrude
Dupons.*

1427.

JOANNES Dei & apostolicæ sedis gratiâ
episcopus Leodiensis, universis & singulis
præsentes visuris & auditoris salutem.

Notum facimus quod nos testamentariam
dispositionem honeste quondam mulieris do-
micellæ Gertrudis *De Ponte* relicte Colardi
De Ponte oppidani dum vixit oppidi Namucen-
sis, nostræ Leodiensis diœcesis, instrumento
publico per Henricum quondam *De Blamont*
præbiterum, imperiali autoritate notarium,
confecto, ac conscripto & signato, cui præ-
sentes nostræ litteræ sunt infixæ, quo ad lega-
ta per ipsam Gertrudem begginagio seu do-
mum pauperum begginarum in eodem instru-
mento nominate & distinctè facta, & ordina-
tionem institutionem missarum perpetuo ce-
lebrandarum, nec non legata pro missis hujus-
modi celebrandis, per dictam testatricem facta
& in instrumento prædicto descripta, lauda-
mus, approbamus & autoritate nostra or-
dinaria tenore præsentium confirmamus.

Et insuper ut capella per executores tes-
tamenti seu ultimæ voluntatis prædictæ testa-

tricus & ex ejus dispositione in dicto begginagio ædificata, ac altare in eadem capella constructum in honore Dei & gloriosæ Virginis Mariæ, per reverendum patrem dominum Theodoricum episcopum Vossensem, vel alium vicarium nostrum, in pontificalibus consecratur tenore præsentium concedimus & indulgemus.

In quorum omnium testimonium, sigillum nostrum ad causas præsentibus duximus appendendum, sub anno à nativitate Domini 1427 mensis Maii die septima.

L'empereur Maximilien confirme l'érection du conseil provincial à Namur, & statue différens réglemens pour le maintien du bon ordre, & la bonne administration de la justice.

1509.

MAXIMILIANUS, Dei gratiâ, electus imperator semper augustus et nrs Carolus archidux Austriæ omnibus has præsentis litteras visuris salutem.

Ad nostram pervenit notitiam ab omni tempore fuisse in provinciâ & comitatu nostro Namurcense justitiam ritè administratam, etiam tempore defunctorum nobilissimæ memoriæ ducum *Philippi & Caroli*, quorum Deus misereatur aliorumque prædecessorum nostrorum ducum Burgundiæ & comitum Namurci.

Pro sustinenda augendaque eadem justitia, quiete ac tranquillitate prædictæ provinciæ & subditorum ejusdem, dilectus noster & fidelis

lis eques ordinis nostri, consiliarius & castellanus dominus *Joannes de Bergis*, nunc gubernator, baillivus & capitaneus generalis provincie nostrae Namurcensis anno MCCC. XCI, tunc etiam gubernator & locum tenens generalis in dicta provincia ad obviandum inordinationibus quae ibidem supervenerant occasione bellorum ac divisionum quae acciderant mox post obitum praedicti ducis *Caroli* pro nobis ac nomine nostro ad supplicam & instantias plurimorum ecclesiasticorum, nobilium, aliorumque dictae nostrae provinciae Namurcensis, atque ex resolutione ac deliberatione plurimorum notabilium jurisconsultorum, tum prae eos tum consuetudinum peritorum, instituit cameram concilii pro iustitia generali, & gubernatione dictae provinciae constantem esse praeside primario & aliquod consiliariis. Pro cujus camere & consiliariorum ac simul totius provinciae & comitatus ejusdem directione condidit de consilio praedictorum virorum certas bonas leges & laudabiles decreta, quae deinceps observata fuere, & quibus dicti consilarii nostri se confirmaverunt.

Et quamvis hoc modo iustitia fuerit & sit in eadem provincia & comitatu, in tali ordine, cursu de obedientia, ut subditi nostri ibidem inveniantur, quisque quantum ad ipsum attinet, in bono statu, vivantque pacifice ac tranquille, quemadmodum apparet eos esse victuros, quamdiu dictis nostris consiliariis obtemperabitur praedictaque decreta observabuntur. Nihilominus quia tam particulares quidam ex officiariis nostris praedictis quam alii à dicta nostra provincia & comita-

tu, modicè incumbunt dictorum decretorum observationi, uti & assistentiæ, auxilio ac tuitioni dictorum consiliariorum, timendum est ne justitia pervertatur, confundaturque magno cum detrimento ac diminutione nostrorum jurium, auctoritatis, sublimitatis, dominiorum & tribunalium, nec non cum præjudicio damni & interesse, conculcatione & oppressione nostræ dictæ provinciæ ejusque subditorum, nisi desuper de remedio convenienti provideatur.

Hinc nos perpensis antedictis, ex toto corde cupientes, ut in dicta provincia & comitatu Namurcensi justitia legitimum cursum suum habeat, & administrari unicuique indifferenter conspiciatur, absque ullâ in alteram partem propensione, favore aut dissimulatione, ex concilio & deliberatione charissimæ amantissimæque filiæ nostræ imperatoris dominæ & amitæ nostræ, *Caroli* archiducis Austriæ ducissæ & comitissæ Burgundiæ, Sabaudia ducis viduæ rectoris & gubernatricis, nec non eorum qui apud illam privatum nostrum consilium componunt, dictum nostrum Namurcense consilium, ut dictum est, ereximus & institimus, nostrosque presidem, consiliarios aliosque officarios ejusdem continuavimus, & hisce continuamus, volentes & decernentes, ut illius consilii statuta & decreta, omniaque eorum capita & articuli observentur, custodiantur, sustineanturque, & quantum opus est, vel esset, eos acceptavimus & confirmavimus, ratificavimus & approbavimus, acceptamus, confirmamus, ratificamus & approbamus tenore dictarum præsentium, per quas volumus ullo pacto noceri & derogari juri-

bus, privilegiis, dominiis & præminentis nostrorum vasallorum aliorumque nostræ dictæ provinciæ ligalium iudicum : ast volumus ut ipsi & eorum quilibet pro sua parte conserventur sustineanturque in suis juribus, privilegiis, dominiis & jurisdictionibus quemadmodum omni tempore fuerunt, idque quoad rationi consonum fuerit.

Utque in illâ nostrâ provinciâ eo malius exerceri & cursum habere iustitia queat, volumus & decernimus ut quum aliquis nostrorum ex illâ provinciâ subditorum aut aliis in posterum venerit ad quemcumque nostrorum ballivi, prætoris, eorum locum tenentium, satellitum, aliorumvè iudicum & officialium, eosque requisierit ut arrestet vel arrestari jubeat auctoritate nostra, sive ob debita, vel condemnationem coram aliquo è dictis iudicibus aut tribunalibus pronunciatam & decretam sive ob multas rixas aut crimina quæ tam nocte quam die committuntur; ut eo casu dicti nostri officiales ad hoc requisiti, ad eos quos arrestare voluerint, venire possint, eosque virgis suis tangendo dicere ac declarare se ad talium personarum requisitionem illos arrestare ob talia debita, condemnationem aut multas, illis jubendo & ad hoc assignando horam quâ in iudicio compareant, ad audiendam adversarii petitionem, vel mox intrandum in carcerem loci ubi arrestati fuerint sub pœnâ multæ sex librarum artesiarum in casum defectus.

Decernimus insuper ut dum dicti nostri ballivus, prætor, eorum locum tenentes, satellites alique officiales nocte vel die quosdam invenerint facientes rixas aliasve info-

lencias ut illi vel eorum aliquis dicto die aut aliis insequentibus tales rixas & personas sub jurejurando deferre possint vel possit coram consiliariis, hominibus aut scabinis locorum qui in ejusmodi casu aut multis judicare solent, & postea per judiciale decretum eos citare, jubereque ut pro his introductas multas solvant aut carcerem loci subeant, sub pœna sex ejusdem librarum : quarum scilicet multarum medietas nostro cedit emolumento, altera medietas æquis portionibus officario qui eos citavit & arrestavit, ac munitioni dictæ nostræ urbis Namurcensis applicabitur.

Et si qui rebelles sint, aut inobedientes in eo faciendo idque realiter exequi conveniat, ne adeo sint audaces ut se via facti defendant; & nulli etiam satellites nostræ dictæ provincie & comitatus, aut alii sive ipsimet, sive ipsorum propinqui & amici ullâ in re presumant eis succurrere, quem ob causam civilem captivi erunt, nec eis assistentiam præbere sub pœnâ, confiscationis bonorum suorum mobilium, sin causa criminalis fuerit, sub pœnâ laqui.

Si verò dicti officiales munere suo fungentes pressi oppressique fuerint ac dictorum satellitum auxilium postularint, hi sic requisiti, secundum rationem & justitiam eos juvent sub pœnâ arbitrariæ punitionis juxta casus & delicti exigentiam.

Itaque mandamus dilectis nostris & fidelibus præfidi cæterisque magnum nostrum consilium Meclinienne constituentibus, dictis nostris gubernatori, supremo baillivo, & capitaneo, præfidi dicti consilii, aliisque omnibus justitiæ ministris, officiariis & subditis

dictæ nostræ provinciæ & comitatûs Namurcensis ad quos quorumque loca id spectabit, & unicuique eorum in loca suo & quantum ad ipsum pertinebit, ut hanc nostram præsentem acceptationem, confirmationem, ratificationem & approbationem & quicquid in hisce nostris præsentibus continetur juxta & per eum modum qui præscriptus est, custodiant, observent, & exequantur, & custodiri, executioni mandari, observarique jubeant ab iis ad quos spectabit, & a quoquo intra officii sui limites.

Et ut ad conservationem & executionem decretorum prædictorum præfatis hominibus nostri consilii cæterisque omnibus ad quos spectabit, præstent & præstari faciant quodcumque poterunt auxilium & assistentiam, atque pro supra dictorum adimpletione, faciant omne illud quod per dictos nostros consiliarios aliosque nostros officarios sibi injunctum præscriptumque fuerit sine propensione in alteram partem, favore aut dissimulatione quâcumque sub poenâ arbitrarie punitionis uti & quemadmodum casus requirer.

Utque nemo prætexere queat causam ignorantie eorum quæ his nostris præsentibus continentur, volumus & decernimus ut hæc in nostro consilio die forensi & in cunctis civitatibus ac locis nostri dicti comitatûs Namurcensis; ubi opus fuerit, publicentur, nam ita nobis placet fieri in quorum testimonium hisce præsentibus sigillum nostrum apponi jussimus.

Datum in civitate nostra Bruxellensis die xxvi Februarii anno gratiæ M. DIX & regnorum nostrorum, imperatoris nempe Germaniæ xxiv & Hungariæ xx. *Plicæ.* Scriptum

erat jussu imperatoris & domini archiducis in suis consiliis. Signatum *Werdebive*, & sigillatum magno sigillo in cerâ rubra è duplici fasciâ dependente.

In dorso scriptum erat; publicatum Namurci ad clangorem tubarum proclamatio-
nis publicæ xxv. Maii MDX, per me signatum Groul.

Inferius habebatur publicatum in camera consilii die forensi ultima Maii anno ut supra præsentibus compluribus ibi existentibus. Per me signatum Groul.

Le Pape Pie IV. l'an 1560 érige en Cathédrale l'église collégiale de saint Aubain à Namur, en y augmentant le nombre des chanoines par les prébendes du chapitre de saint Pierre au château. Il y institue un nouvel Evêché suffragant de l'archevêché de Cambrai & lui assigne pour dot l'abbaye de Floresse, ordre de rémontré dans la Province de Namur.

1560.

PIUS episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam ex injuncto nobis desuper apostolicæ servitutis officio, ad ea libenter intendimus, per quæ ecclesiarum quarumlibet præsertim cathedralium noviter erectarum, decori et venustati, ac illis præsidentium, et aliarum personarum in eis divinis laudibus insistentium statui et opportune subventioni cum divini cultûs augmento, et

animarum Christi fidelium salute, valeat salubriter provideri.

Volens in partibus illis (*Belgis*) fidei catholicæ succurrere pioquæ desiderio dicti regis (Philippi II.) satisfacere, Cameracensem, Trajectensem, Atrebatensem et Tornacensem ecclesias, civitates et diœceses a Rhemenſi et Colonienſi provinciis, ac Mechlinienſem et Namurcensem ac diverſa alia oppida insignitæ dictæ regionis a ſua quæque diœceſi et provinciâ perpetuò ſegregaverat (Paulus Papa IV) et diviſerat, necnon Mechlinienſe et Namurcenſe, ac reliqua alia oppida prædicta ſic diviſa in civitates.

Cameracensem verò et Trajectensem tunc episcopales ſedes, ac olim collegiatam ſancti Rumoldi Mechlinienſem in metropolitanas, et ſancti Albani Namurcensem certasquæ alias aliorum oppidorum in civitates erectorum prædictorum ecclesias, in cathedrales ecclesias pro totidem archiepiscopis et episcopis, qui ſuæ quique eccleſiæ præſent, necnon Mechlinienſi et Namurcenſi eccleſiis civitatibusquæ prædictis certos tunc expreſſos diſtrictus. . pro ſua cuique diœceſi perpetuo conceſſerat necnon eccleſiæ Cameracenſi prædictæ, eccleſiam, civitatem et diœceſim Namurcensem huiusmodi inter alias pro ſua provincia adjunxerat.

Jus Regiæ nominationis.

Præfato quoquæ philippo regi, ejuſque ſucceſſoribus, qui pro tempore ejuſdem regionis intemporalibus domini eſſent, juſ nominandi Romano Pontifici pro tempore exiſtenti, perſonas idoneas, ac alias certis tunc ex-

pressis modo & formâ qualificatas, ad Namurcensem & alias ecclesias erectas.... in archiepiscopos & episcopos, ad nominationem hujusmodi ordinandos in perpetuum reservaverat (*idem Paulus IV.*)....

..... Episcopo Clusino, apostolicæ Sedis nuntio in partibus illis (*Belgio*) dederat in mandatis (*Paulus IV.*) ut personas idoneas qui dictas provincias vel diœceses distinguerent & limitarent, ac dotem dictarum ecclesiarum à monasteriis & præposituris.... dismembrarent, cum potestate in his necessaria faciendi, vice suâ deputaret.

Animadvertentes quod per dismembrationem bonorum à monasteriis & præposituris præfatis, si fierent, cultus monasticus non mediocriter læderetur, ipsa monasteria mensis præfatis pro dote suarum ecclesiarum, ad hoc ut episcopi etiam illorum curam perinde acque suam propriam perpetuò gererent, potius esse unienda.

.....

Unio abbatiæ Floreffiensis.

Nos qui dudum inter alia voluimus, quod semper in unionibus commissio fieret ad partes, vocatis quorum interesset, quique nuper monasterium Floreffiense præmonstratensis ordinis, olim Leodiensis, nunc verò Namurcensis diœcesis, cum primum illud percessum vel decessum moderni illius abbatis, aut alias quovis modo vacare contigerit, mensæ episcopali Namurcensi ex tunc prout ex eâ die & è contra, perpetuò univimus, anneximus & incorporavimus.....

& quia fructus, proprietates & bona dicti monasterii Floressienfis multum incurfionibus non medioeriter vastata reperiuntur, & convenit ut in eâ parte Namurcensis diœcesis prædictæ, quæ gallicam Brabantiam complectitur, unum episcopale confistorium statuatur, in quo clero & populo Brabantinis, qui extrâ ducatus Brantiæ metas ad iudicium trahi non consueverunt, ius dicatur.

Unio prioratuum de Nameche & Bertrée.

Idcirco de Nameche in ripa Mosæ extrâ Namurcum, cujus trecentorum, & Berterienfi propriè *Hannutum*, olim Leodienfis, nunc verò Namurcensis diœcesis, in quo monasticæ vitæ usus & forma cessant, & ædificia diruta sunt, ac solus religiosus otiosè vivens, eò loci ad recipiendum proventus deputatur; cumque quadringentorum ducatorum auri de camerâ, fructus, redditus & proventus secundum communem æstimationem, valorem annum, ut etiam accepimus, non excedunt, vallis-scholarium & cisterciensium aut aliorum ordinum prioratus forsan conventuales, cum primum illos per cessum, etiam ex causâ permutationis, vel decessum, aut quamvis aliam dimissionem aut amissionem dilectorum filiorum modernorum illorum priorum seu commendatariorum, aut aliis quibuscvis modis vacare contigerit, cum omnibus iuribus, jurisdictionibus, annexis & pertinentiis suis, ex nunc prout ex tunc & e contrâ, prædictæ Mensæ Namurcensi etiam perpetuò pro dotis nomine unimus, annectimus & incorporamus; ita tamen quod

ratione unionis, annexionis & incorporationis prioratus Berteriensis hujusmodi episcopus Namurcensis pro tempore existens, dictum consistorium in ducatu Brabantiae & loco insigni ad hoc ab eo statuendo habere & inibi jurisdictionem exercere, necnon ordines toties ibidem quoties in civitate Namurcensi, facta tempestivâ significatione per diocesim ubinam sit ordines collaturus, conferre debeat.

Unio capituli canonicorum S. Petri in arce Namurcensi.

Ut verò ipse episcopus ecclesiam suam personis eruditis debite instructam jugiterque decoratam habeat, decanatum ac tredecim canonicatus & totidem præbendas ac omnia & singula alia, dignitates & officia ecclesiae, capellæ nuncupatae S. Petri arcis Namurcensis, ad quam canonicis & aliis beneficiariis additus propter strictam ejusdem arcis custodiam admodum difficilis existit, similiter ex nunc prout ex tunc & è contrà, perpetuò supprimimus & extinguimus.

Archidiaconatus.

Ac in eadem ecclesiâ Namurcensi unum archidiaconatum pro uno archidiacono, qui . . . jurisdictionem & administrationem per totam diocesim Namurcensem præfatam habeat.

Archipresbyteratus.

Et unum archipresbyteratum civitatensem pro uno archipresbytero civitatenfi, qui cu-

ram rectorum & sacramentorum, ac verbi dei per civitatem ;

Pœnitentiaria.

Et unam pœnitentiariam diœcesanam, nuncupandas dignitates inibi pro uno pœnitentiaro diœcesano nuncupando, qui similem curam per diœcesim Namurcensem prædictam habeat, perpetuò erigimus ac instituimus.

Præbenda episcopo unita.

Præterea statuimus & ordinamus quod ex omnibus canonicatibus & pœbendis dictæ ecclesiæ Namurcensis, decem quos primo vacare contigerit ita perpetuò affecti maneant, quod episcopus Namurcensis præfatum unum & unam omnium primò vacaturos tamquam mensæ suæ episcopali perpetuò unitos, & quos nos hic ex nunc prout ex tunc, & è contra ipsi mensæ perpetuò unimus, annectimus & incorporamus, obtinere, illorumque ratione persona capitularis esse, vocemquè & auctoritatem, etiam in capitulo super decanum & canonicos habere,

Præbenda 1x graduatorum.

Reliqui verò novem canonicatus & præbendæ prædicti, tribus magistris aut licentiatis in theologiâ, & tribus doctoribus decretorum seu in eis licentiatis, ac tribus alijs nobilibus ejusdem diœcesis etiam in jure vel theologiâ saltem gradu licentiatæ, in fa-

mosa quadam universitate studii generalis.... in perpetuum concedi & assignari debeant.

Quodquæ ad sex priores tam nobiles quam alii non nobiles, ut præfertur, tamen qualificati, ad reliquos verò tres canonicatus & tres præbendas ex reliquis novem canonicatibus & præbendis hujusmodi, nulli nisi nobiles & graduati, ut præfertur, assumi possint.

Ac omnes & singuli ratione suarum hujusmodi præbendarum consilium & operam in negotiis ecclesiæ & religionis cæterisque difficultatibus.... quoties ab episcopo prædicto requisiti fuerint, tam conjunctim quam divisim præstare teneantur.

Ac unus archidiaconus ad archidiaconatum, & alius archipresbyter ad archipresbyteratum, nec non reliquus ex dictis graduatis penitentiarius ad penitentiariam hujusmodi, ad nominationem dicti episcopi assumi, & omnium primi post episcopum vacaturos canonicatus & præbendas prædictos simili ordine consequi debeant.

Graduati primâ vice per episcopum, dein per electionem assumendi.

Ut autem de viris spectatæ doctrinæ & probitatis ad ædificationem ecclesiæ..... prospiciatur, quod ipsi novem canonicatus & præbendæ, hac primâ vice per episcopum duntaxat, & deinde quoties illi futuri temporibus vacaverint, ut præfertur, ad electionem episcopi & aliorum graduatorum prædictorum superstitum, per eos conferantur, & in ejusmodi electione suffragium episcopi, non plus

juris sive momenti, quam cujusvis graduatorum habeat, nisi vocum paritate occurrente, tumque iteratum ad hoc episcopi suffragium, paritatem vocum hujusmodi dirimat.

Præbende graduatorum nec resignari nec permutari possunt.

Quodque post hac ipsi novem canonici & novem præbendæ sub nullis specialibus vel generalibus, etiam mentalibus reservationibus, affectionibus, etiam in corpore juris clausis... etiam consideratione intuitu, contemplatione vel ad instantiam imperatoris, regum aut aliorum principum..... comprehendantur,..... sed forma electionis præmissa omni tempore servari, nullaque causâ infringi debeat.

Visitatores & examinatores.

Quodque unus ex novem canonicis magister seu licentiatum in theologiâ & alter decretorum doctor seu etiam licentiatum seniores, ratione suarum præbendarum facultatem habeant visitandi per universam diocesim Namurcensem prædictam, quoties ab episcopo Namuscensi, ceteri vero canonici graduati prædicti, quandoeumque requisiti fuerint, illis assistere teneantur; ac ex reliquis senioribus canonicis prædictis duo in theologiâ & unus in jure canonico graduati, ut præfertur, unâ cum archidiacono curam habeant examinandi promovendos ad sacros ordines & admittendos ad curas animarum, quâcumque auctoritate illi provisi fuerint; neminem nisi

idoneum, quiquè se personalem residentiam facturum, medio juramento promittet, admittendo.

Absentia graduatorum pro bimestri tantum.

Et quoniam impia hæreticorum studia viros doctos ab ecclesiis suis diutius abesse non patiuntur, quod si canonici graduati prædicti ab ecclesiâ suâ, nisi ab episcopo vel capitulo missi, per duos menses abfuerint, integros suæ præbendæ fructus illius anni amittant, & capitulo cedant.

Distributiones.

Ac omnes proventus singularum præbendarum dictæ ecclesiæ Namurcensis in duas partes æquales dividantur, quarum altera pro quotidianis distributionibus, his solis qui divinis officiis in choro deservierint, & inibi a principio usquè ad finem, necessitatis causâ exceptâ permanerint; ministrari debent, nec quispiam ullâ dispensatione vel alio privilegio apostolico sese a residentiâ hujusmodi eximere possit.

Cæteræ ecclesiæ civitatis sub curâ dicti archipresbyteri civitatenfis, extra verò eam & in diœcesi Namurcensi existentes, vel sub suis decanatibus aut aliis jurisdictionibus prout hætenus, remaneant, vel alio meliori modo arbitrio episcopi distribui, ipsorumque decanatum decani (salvâ tamen dicti episcopi moderatione) emolumenta hætenus percipi solita percipere possint.

*Tres præbendæ capituli S. Petri in arce ,
Unitæ episcopo.*

Cum autem mensæ Namurcensis etiam unâ cum præmissis & adjectis necnon novem canonicatum & præbendarum prædictorum fructus, redditus & proventus tenuiores sint quam conveniat pro commodâ sustentatione unius episcopi & virorum doctorum atque gravium, qui munera prædicta obire commodè possint, idcirco prædictæ mensæ Namurcensi trium (quorum insimul fructus redditus & proventus ducentorum & quinquaginta ducatorum similium secundum eandem æstimationem, valorem annum non excedunt) quos primò vacare contigerit, ut præfertur.

Novem pro graduatis.

Novem verò pro canonicatibus & novem præbendis pro graduatis affectis reliquorum decem canonicatum & præbendarum suppressorum, simul per singulos novem canonicos graduatos prædictos æquis portionibus percipienda;

Decanatus.

Et insuper decanatu dictæ ecclesiæ Namurcensi suppressi decanatus, necnon archidiaconatu sic erecto prædictis, aliorum officiorum etiam suppressorum prædictorum bona, res, proprietates, decimas, census, jurisdictiones & jura, cujuscumque qualitatis & quantitatis existentia, similiter ex tunc prout ex

nunc & è contra, perpetuo applicamus & appropriamus.

Le Pape Pie V. en 1566 , décharge l'Abbaye de Floresse, ordre de Prémontré, de l'union qu'en avoit faite Pie IV. à la mense épiscopale de l'évêque de Namur , & lui substitue l'Abbaye de S. Gerard ou de Brogne ordre de S. Benoît.

PIUS episcopus servus servorum ac Dei perpetuam rei memoriam æquum reputamus, . . . ut ea quæ de romani pontificis gratiâ processerunt, licet ejus superveniente obitu litteræ apostolicæ desuper confectæ non fuerint suum sortiantur effectum.

Dudum si quidem felicitis recordationis Pius Papa IV. prædecessor noster provisiones ecclesiarum & monasteriorum . . . ordinationi & dispositioni suæ reservavit; decernens ex tunc irritum & inane, si secus super his per quoscunque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attentari.

Cumque postmodum monasterium *S. Gerardi in Brogues* ordinis *S. Benedicti* Namurcensis diocesis . . . per obitum Abbatis . . . vacavisset & vacaret tunc, nullusquæ de illius provisione partes eundem prædecessorem et vice se inromittere potuisset sive possiet, reservatione & decreto obfistentibus supra dictis.

Cumque. . . Paulus papa IV. ecclesiam *S. Albani* in tunc oppido Namurcensi . . . in cathedralem cum sede episcopali & capitulo,

ac episcopali & capitulari mensis. . . . apostolica auctoritate erexerat & instituerat; ac illi dictum oppidum pro civitate & quamplura circumvicina loca. . . . pro sua diocesi assignaverat, ac dictæ mensæ episcopali pro ejusdote unum trium millium ducatorum auri de Camerâ, ex certis decimis &c. specificandis & repartendis, ex tunc prout ex ea die, & è contra, postquam specificatio & repartitio hujusmodi factæ forent perpetuè; ac interim, donec illæ fierent suumque sortirentur effectum, & non ultra, alium mille & quingentorum ducatorum similium, redditus annuus per charissimum in Christo Filium. . . . Philippum Hispaniarum regem Catholicum, qui etiam Namurci comes &c. Dominus in temporalibus existerat applicaverat.

Volens pium & laudabile Pauli prædecessoris institutum hujusmodi prosequi, dictæque mensæ episcopali de congruâ dote providere, ac considerare quod per dismembrationem bonorum a monasteriis hujusmodi, cultus monasticus læderetur, per unionem; verò alicujus monasterii eidem mensæ locorum dictarum dismembrationum, episcopus monasterii sic uniti curam accuratius gereret, continuis etiam ipsius Philippi regis precibus inductus, monasterium Florentinense præmonstratensis ordinis. cujus redditus & proventus ad quadringentos florenos auri in libris cameræ apostolicæ taxati reperiebantur ex tunc, prout cum primum illud per cessum vel decessum illius tunc abbatis. . . . vacare contingeret, . . . nomine, titulo abbatis & dignitate abbatiali penitus ibi suppressis, eidem mensæ

episcopali perpetuò univisset, annexisset & incorporavisset.

Et sicut ipse Philippus rex eidem Pio prædecessori exponi fecerat, postmodum compertum esset, plurima alia tam virorum quam mulierum monasteria dicti præmonstratensis ordinis extrà dictam Namurcensem diæcesim tam in Brabantiâ, Cleviâ & Gueldriâ, quam Franciâ aliisque locis consistentia visitationi & correctioni abbatis pro tempore existentis dicti monasterii Floreffiensis subjacere, visitationemque hujusmodi juxtà regularia instituta dicti præmonstratensis ordinis per abbatem ordinem ipsum expressè professum, annis singulis fieri debere.

Quam visitationem si dictus episcopus annuatim facere cogeretur, magna pars temporis in eâ peregrinatione sibi in gregis sui periculum, terenda esset, nec parva difficultas ergà eum, dictum ordinem non professum, religiosos visitandi & corrigendi maneret;

Et si, ut eadem expositio subjungebat, unio, annexio, & incorporatio monasterii Floreffiensis hujusmodi, quæ nondum effectum sortitæ erant, revocarentur, & ipsius monasterii Floreffiensis loco dictum monasterium S. Gerardi, quod ordinario loci subesse dignoscebatur, dictæ mensæ episcopali similiter uniretur, annexeretur & incorporaretur.

Ac quoniam Floreffiensis quam S. Gerardi monasteriorum eorundem fructus, redditus & proventus uberiores existebant, eidem mensæ pensio annua & perpetua mille florenorum viginti stufferis monetæ illarum parti-

um pro singulo florenocomputatis, valorem quingentorum ducatorum auri de camerâ non excedentium, super fructibus, redditibus & proventibus monasterii Floreffiensis hujusmodi reservaretur, constitueretur & assignaretur.

Ex hoc profecto difficultatibus & incommodis præfatis obviaretur, ac necessariæ episcopi Namurcensis pro tempore existentis subventioni comode consuleretur.

Cum dictus Philippus rex afferens ipsius monasterii S. Gerardi fructus, redditus & proventus sexaginta ducatorum similia secundum communem æstimationem valorem annum non excedere, & dein Pio prædecessori humiliter supplicari fecisset quatenus priores unionem, annexionem & incorporationem hujusmodi revocare, cassare & annullare, ac nomen, titulum & dignitatem abbatialem in eodem monasterio S. Gerardi suppressere ipsumque monasterium mensæ episcopali prædictæ perpetuò unire, annexere & incorporare; necnon fructus, redditus & proventus monasterii S. Gerardi ac pensionem mille florenorum mensæ episcopali pro dote hujusmodi reservare, constituere & assignare, ac alias in præmissis opportunè providere de benignitate apostolicâ dignaretur,

Præfatus Pius hujusmodi supplicationibus inclinatus, sub datâ verò quinto-decimo calendas Decembris, pontificatus sui anno quinto, unionem, annexionem & incorporationem de dicto monasterio Floreffiensi mensæ episcopali, sicut premititur, factas revocavit, cassavit, annullavit & irritavit, ac pro nullis, irritis & infectis haberi, neque monasterium Flo-

ressiense ejusque abbatem, conventum, personas & bona illis deinceps obnoxia fore: sed ab eis omnino libera, immunia & expedita in omnibus & per omnia, ac si numquam emanassent, remanere decrevit, necnon in dicto monasterio S. Gerardi nomen & titulum abbatis ac dignitatem abbatialem eadem autoritate penitus suppressit;

Ac illud cum annexis ac omnibus juribus, jurisdictionibus & pertinentiis suis mensæ episcopali præfatæ, ita quod deinceps dilecti filii conventus dicti monasterii S. Gerardi & singulares illius personæ episcopo Namurcensi pro tempore esistenti, sicut abbati suo in omnibus & per omnia subessent, eique parerent & præstarent obedientiam & reverentiam prout olim abbatibus ejusdem monasterii S. Gerardi qui pro tempore fuerant, præstare tenebantur.

Liceretque eidem episcopo per se vel alium seu alios corporalem possessionem seu quasi regiminis & administrationis ac bonorum monasterii S. Gerardi hujusmodi propriâ auctoritate liberè apprehendere & perpetuò retinere, illiusque fructus redditus & proventus in suos dictæque mensæ usus & utilitatem convertere, ac omnia & singula, prioratus, præposituras, dignitates administrationes, officia & beneficia ecclesiastica, cum curâ & sine curâ, sæcularia & regularia, ad collationem, provisionem, præsentationem, electionem institutionem, confirmationem & aliam quamvis dispositionem pro tempore existentis abbatis dicti monasterii S. Gerardi, communiter vel divisim personis idoneis

conferre & de illis etiam providere, ac his quæ ad honestum vitæ usum & consuetas ejusdem monasterii S. Gerardi eleemosinas, ac divini cultûs in eo, & dictorum ejusdem conventûs conservationem & sustentationem solitas, consuetas atque debitas pertinebant, prospicere, cujusvis licentiâ desupèr minimè requisitâ, eâdem auctoritate apostolicâ, etiam perpetuò univit, annexuit & incorporavit.

Curam monasterii S. Gerardi ac regimen & administrationem hujusmodi eidem episcopo in spiritualibus & temporalibus plenariè committendo, bonaquè necnon fructus & monasterii S. Gerardi hujusmodi dictæ mensæ episcopali, pro illius dote constituendo & assignando, eisdem conventui & quibuscvis aliis in virtute sanctæ obedientiæ & sub excommunicationis majoris latæ sententiæ &c. pænis districtiùs inhibens ne ipsum episcopum in præmissis, seu eorum aliquo impedire quocumodo præsumerent.

Et insuper ipsi mensæ episcopali dictam pensionem annuam & perpetuam mille florenorum super omnibus & singulis ejusdem monasterii Floressiensis fructibus, redditibus & proventibus eisdem mensæ episcopali, seu pro tempore existenti episcopo Namurcensi vel ejus procuratori . . . per pro tempore existentem abbatem vel commendatarium dicti monasterii Floressiensis annis singulis, pro unâ verò in Domini nostri Jesu Christi proximè futurâ, & pro alterâ medietatibus ejusdem pensionis in B. Joannis Baptistæ nativitatibus, in civitate Namurcensi integrè persolvendam.

Necnon pensionem præfatam nullatenus revocari, retractari, cassari, aut ad minorem summam reduci posse, aut pro tempore existentem abbatem seu commendatarium monasterii Floreffiensis hujusmodi ad integram solutionem ipsius pensionis efficaciter & perpetuò obligatum fore :

Ac volens & eâdem autoritate statuens quòd si abbas seu commendatarius monasterii Floreffiensis hujusmodi, in dictis festivitatibus, vel saltem intra triginta dies illarum singulas immediate sequentes, pensionem præfatam per eum tunc debitam non persolveret cum effectu, lapsis diebus eisdem sententiam excommunicationis incurreret, à quâ, donec episcopo Namurcensi vel procuratori præfato de pensione ejusmodi tunc debitâ integrè satisfactum aut concordatum foret, præterquam in mortis articulo constitutus absolutionis beneficium nequiret obtinere.

Si verò per sex menses dictos triginta dies immediate sequentes sententiam hujusmodi animo sustinent obdurato, ex tunc effluxis mensibus ipsis, regimine & administratione monasterii Floreffiensis hujusmodi perpetuò privatus existeret, ipsumque monasterium censeretur vacare eo ipso :

Proviso quòd propter posteriores unionem, annexionem & incorporationem hujusmodi in dicto monasterio S. Gerardi, divinus cultus ac solitus monachorum & ministrorum numerus nullatenus minueretur: sed illius & ejus conventûs prædictorum congruè supportarentur onera consuetâ.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ voluntatis, decreti & mandati infringere, vel ei ausu téméraire contraire. Si quis autem &c.

Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicæ 1566 sexto-decimo calendras Februarii, pontificatûs nostri anno primo,

Subsignatum : Cæs. glor.

Bulle du Pape Pie IV. par laquelle il assigne à Antoine Havét évêque de Namûr, une pension de quinze cents ducats, à lever sur l'évêché de Jaën en Espagne.

1566.

Pius episcopus servus servorum Dei.
ad perpetuam rei memoriam.

DE romani pontificis providentiâ circumspectâ provenire dignum est, ut ecclesiarum quarumlibet, præsertim cathedralium insignium prælatis in oneribus sibi commissis facilius supportandis, debitæ subventionis auxilia præstentur.

Hinc est, quod nos cui dudum inter aliâ volumus & ordinavimus, quod literæ reservationis vel assignationis etiam motu proprio cujusvis pensionis annuæ super alicujus beneficii fructibus expediri non possunt, nisi de consensu illius qui pensionem prædictam persolvere tunc haberet; ut post modum pensionem annuam mille & quingentarum au

largorum valoris & quantitatis pro ut in regnis Hispaniarum pro tempore cursum haberent, super mensâ episcopalis ecclesiæ Giennensis, quæ de jure patronatus carissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum regis catholici &c. &c. &c. quique hodie postquam felicitis recordationis Paulus P. P. IV. prædecessor noster ex certis tunc expressis causis ecclesiam Namurcensem, Leodiensis diocesis, in cathedralem ecclesiam cum mensâ episcopali, & aliis cathedralis ecclesiæ insigniis, ex fratribus suis, de quorum numero tunc etiam consilio, per suas litteras perpetuò erexerat & instituerat & ad illam etiam eâ vice & quotiescumque eam vacare contingeret jus nominandi romano pontifici pro tempore existenti personam idoneam certo tunc expressis modo qualificatam, ipsi Philippo regi, cui ea pars inferioris Germaniæ, in qua ipsa ecclesia Namurcensis consistit, etiam tunc hæreditario jure subjecta erat, suisque successoribus ejusdem partis in temporalibus dominis reservaverat, & diocesi mensæ pro ejus dote unum trium millium ducatorum auri de camera, ex certis decimis & bonis, ac fructibus redditibus & proventibus ecclesiasticis per nuncium suum postmodum ab eo illuc mittendum, specificandis & repartendis, ex tunc pro ut ex ea die & contra, postquam specificati & repartiti etiam perpetuo, ac interim donec specificatio & repartitio hujusmodi factæ & effectum sortitæ forent, & non ultra, alios annuos redditus mille & quingentorum ducatorum auri de camera similium per dictum Philippum regem ex redditibus & proventibus, quos ex hujusmodi regione percipiebat

percipiebat episcopo Namurcensi pro tempore
existenti annis singulis quousque specificatio
& repartitio, ac pro ea tantum parte, quæ
plenarios, suum effectum minus sortita foret
& non ultra, ad integrè & proportionaliter
persolvendum applicaverat & appropinquave-
rat eidem mensæ monasterium Florentense
præmonstratenfis ordinis olim Leodiensis nunc
verò Namurcensis diocesis, cum primum illud
percessum vel decessum dilecti filii moderni
illius abbatis, etiam apud sedem apostolicam
aut alio quovis modo & cujuscumque personæ
vacare contingeret per quasdam etiam litte-
ras perpetuo muniverunt, anneximus & incor-
poravimus &c. &c.

Cumque accepimus, quod regis ipsa ob
recentes illius clades adeo exhausta reperitur
ut ex dicta illius proventibus dictus Philippus
rex annum redditum mille quingentorum du-
catorum commode persolvere non potest, ne
ipse Antonius (Havet) electus & protempore
existens episcopus Namurcensis, donec unio &
incorporatio prædictæ plenarios sortita fuit
effectum, debitâ subventionem destituatur; sed
ut statum suum juxta pontificalis dignitatis
exigentiam decentius tenere valeat, de oppor-
tunæ subventionis auxilio providere volentes
præfato Antonio electo, eidem Philippo, ut
etiam accepimus grato & pro tempore exis-
tenti episcopo Namurcensi pensionem annuam
mille quingentorum ducatorum auri largorum
similium super mensæ episcopalis Giennensis
fructibus redditibus & proventibus hujusmodi,
etiam si super illis aliæ pensiones annuæ aliis
assignatæ existant dummodo omnes insimul eo-
rumdem medietatem non excedant &c. &c.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam &c. Datum Romæ apud sanctum petrum, anno incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo, sexto idus Martii, pontificatus nostri anno secundo.

Miræus tom 4. pag. 470.

Extrait du Régistre aux Placcarts du conseil provincial à Namur.

1666.

A Son Excellence.

REMONSTRENT en due reverence les Prelats, nobles & tiers membre représentant les Etats de la province de Namur que feuz de glorieuse mémoire les comtes & comtesses de Namur leurs auroient accordé plusieurs privileges & franchises, desquels est faite mention par deux titres de feu Philippe ducq de Bourgoigne, comte de Flandre &c. le pr. du 23 d'Avril 1421 & le deuxieme de la même année après les Pasques, lesdits privileges confirmez par la Duchesse Marie par lettres patentes du mois de May de l'an 1477 cy jointes, les remontrants viennent très-humblement supplier votre Excellence estre servie d'ordonner aux gouverneurs, president & gens du conseil provincial dudit Namur & tous autres à qui il appartiendra de les observer & faire observer ponctuellement, sans y contrevenir en aucune maniere & ferez &c.

Apposille.

Son excellence aiant eu rapport du contenu en cette requeste a ordonné & ordonne aux gouverneur, president & gens du Conseil provincial de Namur & à tous autres qu'il appartiendra, d'observer & faire observer les privileges & franchises que les contes & con-
 tesses de Namur ont accordé à laditte province icy annexez sans y contrevenir en aucune maniere, pour être telle la volonté de Sa Majesté & la nostre, en son royal nom. Fait à Tervuren le 18 d'Avril 1667, signé le marquis de Castel Rodrigo & plus bas par ordonnance Verreyken.

Rapport du Conseil de Namur.

Rapport fait à cour, icelle ordonne que ceste requeste soit avec l'ordonnance de son Excellence du xviii de ce mois, & les privileges & franchises y mentionnez en date du mois d'Avril 1421, & du mois de May 1477 respectivement registrée às registres aux plac-carts de Sa Majesté en ce conseil afin de les observer & faire observer conformément à laditte ordonnance de son Excellence, ordonnant au procureur general de ce dit conseil & a son substitut de faire le devoir de leur office, à la charge de tous ceux qu'il appartiendra en cas de contravention. Fait au Conseil à Namur le 26 Avril 1667, signé G. A. Lamblert.

A messeigneurs les Gouverneurs , President & gens du Conseil à Namur.

Remonstre humblement le procureur general dudit conseil , que sur requeste presentée à son Excellence par les prelates , nobles & riers-membres du pays & comté de Namur , concernant le renouvellement des privileges accordés aux Namurois repris & titres mentionnés en laditte requeste dont l'un est du premier d'Avril 1421 , le second de la même année après les Pasques , le troisieme du mois de May 1477 , ladite Excellence a ordonné par apostille du XVIIIe. Avril 1667 , à vos seigneuries & à tous autres qu'il appartiendra d'observer & faire observer les privileges & franchises que les comtes & comtesses de Namur ont accordé à laditte province par lesdits titres ; mais comme le remontrant a remarqué que lesdits privileges tirent leur origine des conditions sous lesquelles Jean de Flandre conte de Namur at vendu le comté dudit Namur à Philippe duc de Bourgoigne , qui at promis de les observer & effectuer par le contract d'achapt dudit conté du 27e Mars 1421 , qui sont entr'autre que ledit conté appartiendra audit duc de Bourgoigne & à ses hoirs qui seront contes ou comtesses de Flandre & non à autres , sans pouvoir estre separé du conté de Flandres , & aussi que ledit duc ne ses hoirs contes ou comtesses de Flandre ne pourront mettre ou instituer officiers au pays de Namur , s'ils ne sont Namurois ou Flamans , natif dudit pays de Namur ou de Flandre , ledit général trouvant que ladite condition est obligatoire , & qu'elle fait gran-

dement pour fortifier l'intention desdits Prelats, Nobles & tiers Membre, a jugé à propos afin qu'au futur y soit pris égard de supplier quel soit ordonné que ledit contract de vendition soit enregistré à la suite des titres cy-dessus mentionnés. Quoy faisant &c. signé S. Lemedé.

Appostille.

Rapport fait à cour, icelle ordonne que le contract de vente faite de ce comté de Namur par Jean de Flandre à Phippe de Bourgogne le 27 Mars 1421 &c. soit enregistré es registres de ce conseil à la suite des titres cy mentionnez. Fait au conseil à Namur le 20 Octobre 1667.

Du registre de Chartres commenceant 1417, tenu & reposant en la chambre des comtes du roi à Lille a esté extrait fol. C. XLVIII. & ensuivans ce que s'en suit.

Lettre du comte de Namur de la vendition par luy faite à monseigneur le duc de la comté de Namur & des terres & seigneuries qu'il avoit en Flandre & en Artois &c.

Du 27 Mars 1421.

Pierre Vandenpere, évêque de Namur, réduit les chanoines de la collégiale de Notre Dame à Namur, au nombre de douze.

1686.

PETRUS Vandenperre Dei & apostolicæ Sedis gratiâ, episcopus Namurcensis, universis & singulis has præsentis litteras inspecturis, visuris & lecturis tam præsentibus quam futuris salutem in Domino.

Æquum, rationabile ac justum reputamus, ut quæ tempore alicujus ex reverendissimis D. D. prædecessoribus nostris episcopis inchoata, & alias ob certas intervenientes causas imperfecta & infecta reperimus, ad debitum effectum, finem & exitum secundum rationem & justitiam perducamus & terminemus. Dudum siquidem videlicet ab anno 1675 ad supplicam D. D. præpositi, decani & capituli ecclesiæ collegiatæ B. Mariæ Virginis hujus civitatis postulantium & petentium ex causis & juxta concilium tridentinum sess. 24. cap. 15 de reformatione, ac alias canonicas sanctiones unionem sex præbendarum, seu potius suppressionem illarum, & reductionem octodecim præbendarum in dicta eorum ecclesiâ existentium, ad numerum duodecimum, formalitates juris in similibus requisitæ ac necessariæ coram domino officiali curiæ nostræ spiritualis tunc temporis existente, specialiter ad id & expressæ commissio factæ sunt; & eo usque productæ, ut in judicio contradictorio vocatis & citatis sæpius omnibus &

singulis sese opponere volentibus, ac subinde promotore ejusdem curiæ se opponente, auditis hinc inde partibus, omnibus in actis & acritatis in lite productis & allegatis rite attentis & maturè examinatis, sententia lata sit, per quam declaratur & decernitur locum esse dictæ suppressioni seu reductioni petite.

Quoniam vero in cursu causæ vertentia negotium ad suam regiam majestatem per dominum procuratorem generalem consilii hujus provinciæ, ne quid in præjudicium ejusdem jurium fieret, prætendentem delatum fuit; dicta sua majestas plene informari debuit, prout informata fuit de meritis ac justitia tum petitionis supplicantium, tum tenoris totius processus completi, idque in eum finem ut regium suum assensum & consensum favorabiliter impertire dignaretur.

Qui quidem consensus & assensus non tam facile nec tam compendiosè obtineri potuit, ex eo præsertim, quod officia ad id necessaria pluribus ex causis interrupta & omissa fuerint, donec dicti supplicantes vires & animum resumentes novam supplicam ab aliquod mensibus præsentaverunt.

Ea porro supplicâ ad nos remissâ, vestigiis reverendissimi domini prædecessoris nostri episcopi inhærentes, ad illam sic rescripsimus, ut ad acta processus sententiamque desuper emanatam nos omnimodo referre, suumque ut plenum sortiretur effectum æquum justum ac rationi consonum fore & esse, nihilque aliud ad istam rem perficiendam desiderari, quam ut sua regia majestas postulationi ipsorum annueret, declararem.

Cum igitur sæpe dicta regia sua mageſtas, per litteras patentes de datâ vigesimæ secundæ mensis Januarii novissimè elapsi nobis exhibitas, dictis suppressioni & reductioni clarissimis atque expressissimis terminis (prout ex tenoris illarum inspectione evidenter patet) omnino pro parte sua & quantum in ipsa est, annuerit assenserit & consenserit, ut suos plenos ac integros forriantur effectus. Hinc est quod nos ad expeditionem litterarum suppressionis & reductionis sæpe dictarum procedentes, sex ex dictis octodecim præbendis primo loco per decessum, vel aliter, quam per permutationem aut resignationem canonicam, vacantes extinguimus, supprimimus, & reducimus, illarumque fructus redditus & proventus reliquarum duodecim præbendarum distributionibus quotidianis applicamus, tam auctoritate sacri concilii tridentini, quam nostra ordinaria & quacumque aliâ hac in parte nobis competente, omnibus melioribus modo, via & formâ quibus de jure possumus; declarantes hujusmodi extinctionem, suppressionem & reductionem, sic ut præfertur, permutationis aut resignationis canonicæ provisionibus aut quibusvis aliis derogationibus vel suspensionibus tolli seu impediri non posse.

Quia vero sumptus & expensæ in procuranda & terminanda præſenti suppressione & reductione factæ ad summam quadringentorum & amplius florenorum ascendunt, æquitas vero & justitiæ ratio non pariantur, ut qui non sentit commodum, sentiat incommodum, volumus & ordinamus, ut dicta summa quadringentorum florenorum ex fructibus præbendæ suppressæ & reductæ primo vacantis

desumatnr, quæ in utilitatem capituli persolutionem aliquorum ex illa debitorum, sive æris alieni, quo gravatum est vel erit, convertatur, vel ad minus ad usus fabricæ impendatur ex toto vel ex parte prout casus debitorum feret & exiget.

In quorum omnium fidem has nostras litteras manu propriâ subscripsimus, sigilloque nostro ac secretarii nostri signatura muniri jussimus & fecimus, Namurci in palatio nostro episcopali, mensis Februarii die quartâ anno millesimo sexcentesimo octogesimo sexto. Signatum Petrus episcopus Namurcensis.



COLLECTION

D E S

CHARTRES

DES DIFFERENTS

CORPS DES METIERS

DE LA VILLE DE

N A M U R,

Et autres parties intéressantes



C O L L E C T I O N

*Des CHARTRES des différents corps des
Métiers de la ville de NAMUR, &
autres parties intéressantes.*

*Chartres des Batteurs de cuivre & Poësis & aussi
pour les Calmines.*

1589.

PHILIPPE par la grace de Dieu roi de Castille, de Leon, d'Arragon, &c. comme nos amez & feaux chefs trésorier general & commis de nos domaines & finances, ayant depuis le trépas de feu Servais Jacob dernier fermier de nos Calmines en notre pays & duché de Limbourg, fait divers essais pour maintenir en valeur raisonnable lesdits calmines qui se trouvent en très grande quantité sur la montaigne, à quoi les batteurs d'aix ne s'autoient voulu conformer, pretendans de lever icelles calmines à beaucoup moindre prix qu'elles ne valent, & avec petite quantité pour les meler avec autres calmines qui ne sont à beaucoup près de telle bonté, & il soit que ceux du metier de la batterie de Namur, desirant retablir ledit metier en la ville, à la ressource, biens & commodité des manans & habitans d'icelle,

nous ayant supplié qu'à cet effet leurs fussent delivrées lesdites calmines à quelque raisonnable prix, & outre ce leur accorder certaines conditions qu'ils ont avisé être nécessaires pour le redret d'iceluy metier, favoir faisons qu'ayant eu rapport de ce qui en ont proposé en cette endroit, a été de notre part traite avec eux, desirant en ce avancer notre profit à la ressource & melioration de notre dite ville de Namur, & sur ce eu l'avis desdits de nos finances, nous pour ces causes & avec nous mouvans avons par la delibération de notre très cher bon neveu le duc de Parme & de Plaisance, chevalier de notre ordre, lieutenant gouverneur & capitaine general de nos pays de par de ça consentis & accordez, consentons & accordons de grace speciale par ces présentes auxdits du metier de la batterie à Namur, prendroit & recipieroit de notre bien amé Arnout Schint receveur dudit Limbourg, la quantité de cent milliers de calmines à favoir, promptement un tiers, & le reste de quatre mois, en quatre mois ensuivant, & ce au prix de quarante sols, de deux gros notre monnoye de Flandre le sol, le cent à le livrer sur la montagne & non plus avant, dont le payement se fera endeans quatre mois après la délivrance ou bien devant si plustot ils ont affaire, du surplus d'icelle quantité, si qu'ils payeront toujours les vieilles avant que lever les nouvelles pour assurance desquels payemens ils obligeront tous les biens dudit metier generalement & de chacun en particulier en bonne & valable forme, lesquelles calmines les marchands

qui les auront acheté: seront tenus mettre en œuvre en icelle ville sans le pouvoir revendre ny distribuer hors du metier de laditte ville.

Item après que laditte quantité de cent-milliers sera par lesdits du metier consommé l'on leur délivrera d'autre à tel prix raisonnable que sera trouvé convenir, & moyennant ce a été accordé & consenti audit metier, que l'on ne pourra vendre ny distraire par tous nos pays de par deça, aucune marchandise ou ouvrage de batterie, sinon celle qui sera faite ou se fera avec lesdittes calmines selon le contenu de notre placart na gueres sur ce publié & sous les peines y contenues.

Item nous ferons rappeler par placarts tous maitres & compaignons dudit metier de Namur qui sont allez resider ailleurs depuis 25 ans en ça à ce qu'ils aient à se retourner en laditte ville endears un an apres la publication, a peine de perdre la franchise dudit metier.

Item chacun maitre sera tenu marquer son ouvrage d'une sienne marque ordinaire, connoissable dont il mettra la semblable es mains de notre receveur general de Namur laquelle ne pourra changer, & outre ce la faire marquer de notre marque qui a ce sera ordonné pour par ce moien assurer les marchands acheteurs de la bonté de l'ouvrage, & qu'il est fait selon les ordonnances dudit metier desdits calmines de Limbourg & non d'autres en payant un pattar du cent pour laditte marque.

Item combien que par le privilege de ceux

dudit metier & soit interdit de point besoigner a plus que d'un troncq & un fourneau servant a fondre cuivre, ce neanmoins nous permettons à ceux dudit metier de pouvoir user de deux ou trois troncqs & autant de fourneaux, ou plus si ceux dudit metier expedient ou necessaire, pour par ce moyen donner occasion aux marchands de s'exercer au fait de laditte batterie, y employer œuvre & faire plus de besoigne que du passé, mais si après fut reconnu quelque interet pour le bien general dudit metier nous serons en notre entier d'en ordonner selon que sera trouvé appartenir; deffendant & interdisant que personne pourrat fabriquer ou faire chaudrons ou poelles a mollin soit à eau ou autres, ainsi se devra exercer ledit metier à force de bras à peine de confiscation des ouvrages que autrement seroit fait, & moyennant ce que dessus accordons aux batteries tant & si longuement qu'ils continueront l'usage desdittes calmines sans pouvoir besoigner d'autres calmines pour un tems & terme de vingt ans, affranchissement de tous droits de gabelles, mallotes, tonlieux & impositions à nous appartenans qui se pourroient recevoir de nos pays de par de ça tant sur les calmines que sur les ouvrage en faits, fabriquer & marquer comme dit est.

Et finalement que les batteurs & ouvrier-maitres besoignans actuellement au fait de laditte batterie avec lesdittes calmines, comme aussi les marchands qui continuellement employeront & entretiendront œuvres pour faire chaudrons ou autres ouvrages de cuivre audit Namur avec lesdittes calmines, seront

exempts de guets & grand logement des foldats, contributions & autres droits d'assises & impôts qui se levent ou pourront lever ci-apres en notre ditte ville de Namur & ce pour le meme terme de vingt ans, pourveu que lesdits du metier de la batterie supplians seront tenus faire presenter ces memes originelles tant au conseil de nosdittes finances, qu'en notre chambre de comptes, pour illecq être respectivement enregistrées verifiées & interinees à la conservation de nos droits & autorité, la & ainsi qu'il appartiendra, en donnant jointement par lesdits supplians en notre ditte chambre des comptes renversable en bonne & ample forme à notre sureté & à l'observation des conditions susdittes, si donnons en mandement à nos amez & feaulx & chefs president & gens de nos privé & grand Consaulx, gouverneur president & gens de notre conseil audit Namur, auxdits de nos finances, president & gens de notre compte à Lille, & à tous autres nos justiciers, officiers & sujets qui ce regarderat de cette notre presente grace, consentement & accord pour le tems, aux charges & conditions selon & en la forme & maniere que dit est, ils fassent, souffrent & laissent lesdits du métier de la batterie en notredite ville de Namur suppliant pleinement & paisiblement jouir & user sans leur faire mettre ou donner ny souffrir estre fait mis ou donné aucun trouble detourbier ou empechement au contraire, car ainsi nous plait-il, & en remoin de ce nous avons fait mettre notre seel a ces presentes, donné a Sts, le 29 de Juillet, l'an de grace 1589 de nos regnes, &c.

Autre Chartre dudit métier.

1608.

ALBERT & JSABELLE &c. à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut : scavoir faisons, nous avons reçu l'humble supplication & requette des maitres du bon & ancien metier des chaudronniers de notre ville de Namur vulgairement appelez mignons contenant que ey devant ils auroient obtenus de fen sa majesté de treshaute mémoire l'empereur notre tres honoré seigneur & ayeul plusieurs beaux privileges & ordonnances pour le fait dudit metier, lesquels nous ont etez par les troubles & guerres entreperdus, de sorte que les remontrans ne scachant à quoy avoir recours pour maintenir ledit metier en son entier se trouvent journellement interressez pour avoir jceluy été l'unique fondement de leur honnête vie avec leur famille & pour à jceux remontrans manquer les susdits privileges, plusieurs tant du pays de Liege qu'autres étrangers se transportent non-seulement en laditte ville de Namur mais partoute la comté d'icelle exerceans illecq une infinité d'abus au prejudice tant de nous que desdits remontrans pour iceux Liegeois & autres étrangers apporter au dos & mettre en œuvre & en vente desdits lieux diverses marchandises de cuivre non marquez de la marque sur ce ordonnée & grandement nuisibles auxdits maitres & metier, le tout contrevenant aux placcards publiez tant par seuë saditte majesté que par nous touchant

l'exercice dudit metier en laditte ville de
 Namur donné par copie à nous exhibée, ils
 faisoient apparaitre, & par ce moyen iceux
 étrangers achètent toutes metaillies tant viel-
 les que nouvelles & autres materiaux de
 cuivre & les emportent ou font emporter en
 leurs pays, laissant par ainsi le notre depour-
 veu, & de plus aucuns que cy-devant estoient
 nos sujets & residens en notre ville de Bou-
 vignes sortis d'icelle ville en autres pays
 n'ayant aucun égard & ne voulant prendre
 connoissance desdits placcards par lesquels
 on leurs commandoit de resider ou en Na-
 mur ou en Bouvignes, si quelqu'uns estoient
 sortis qu'ils eussent a retourner endecans l'an-
 née sur peine de ne jouir plus ny eux ny
 leurs descendans desdits privileges, viennent
 ce non-obstant de jour en jour exposer leurs
 dites marchandises en vente à Namur &
 en la comté d'icelle dont aucuns d'iceux
 attrapez ont etez jugez par notredit conseil
 provincial dudit Namur non recevables en
 leurs deffences & leurs marchandises confis-
 quées non-obstant quoy plusieurs ne laissent
 de venir ouvertement & sous pretexte qu'ils
 sont demeurans dans notredite ville de Bou-
 vignes ou ailleurs sous la jurisdiction de nos
 pays y exercer ledit metier encore qu'ils
 n'auroient obtemperés ny obeïs aux susdits
 placcards, chose qui tourne du tout à la ruine
 desdits remontrants, de leurs femmes & en-
 fans, lesquels ayant continuez & iceux de
 continuer toute leurditte vie fidelement à
 notre service, & ayant payé toutes telles
 tailles contributions & autres choses qu'il
 nous avoit plû imposer sur laditte ville de

pour l'erection & redressement de leurs metier comme ils ont fait, lesquels aussi iceux de notre conseil ont fait montrer tant aux procureur general que magistrat & les ont bien entendus pesez & examinés inclinant favorablement à la supplication & requette desdits metiers de chaudronniers de notre ville de Namur suppliant & desirant en toute maniere qu'iceluy doresnavant soit regis, entretenu & conduit avec bon ordre & reglement avons de notre science, autorité & puissance absolue, confirmé & approuvé & autorisé, confirmons, approuvons & autorisons de grace speciale par ces memes presentes, tout tels points & articles que par ceux dudit metier des mignons, à cet effet sont etez concus & présentés à ceux de notre dit conseil de Namur comme dit est, sous la limitation toutes fois & restriction d'aucuns, ainsy que sera dit cy-apres, etans ledits points & articles de la meme tenure que s'en suit.

Premier qu'à la conservation des placcards publiez l'an 1595, nuls étrangers ny autres pourront porter à dos, exposer en vente autres chaudrons que ceux qui seront marquez de la marque ordinaire par feldits placcards à la peine portée par iceux, pour la meilleure direction desquels, & notamment pour empecher l'asport des mitrailles, pottis, métal & bronze hors de cette comté qui se pratique par les mignons étrangers & Liegeois portans de village en village chaudrons melangez de petite Calminne & remportant à double la mitraille & metall qu'ils ont ramassés esdit villages audit pays de Liege,

les princes serenissimes seront servis de dresser en metier le stil desdits mignons de cette ville de Namur à la charge de se regler en conformité desdits placcards auquel effet iceux mignons & iront le jour de St. Barthelemy deux maitres & quatre jurez lesquels etant elûs ne pourront refuser l'etat de maitres & juré a peine de vingt florins d'amende, tiers au profit de leurs altesse serenissime, tiers au profit de la ville & l'autre tiers au profit dudit metier, lesquels maitres & jurez seront tenus de preter le serment le lendemains du jour St. Barthelemy d'etre fidel & legal audit metier y administrant sur tous differens concernans ledit stil; aux supports dudit mestier ce requerant droit & justice à leur loyal pouvoir, & ce es mains de ceux de la loy de cette ville de Namur auxquels dudit metier sera expressement interdit de mettre en œuvre autres chaudrons que ceux marquez. Item que tous étrangers non nationuez de cette comté pourront acquerir leudit metier en faisant chef-d'œuvre à la designation des maitres & en payant quarante florins pour droit d'entrée applicable la moitié au profit de leurs Altesse serenissimes & l'autre au profit desdits metier, & quant aux nationuez n'etant fils de maitre, ne luy pourra acquerir ledit metier en faisant aussi chef-d'œuvre comme dit est, en payant pour droits d'entrée vingt florins une fois à repastir comme dit est, mais quant au fils de maitre, iceluy sera reçu audit stil & metier en payant pour droit de relief trente sols repartissables comme cy dessus & pour autant que les mignons, batteurs de chaudrons, les potiers &

faiseurs des chandelliers ont par ensemble une frairie & sont confreres tous batteurs, portiers nez & nationez en cette ville pourront estre dudit metier en payant seulement trente sols a repartir comme devant.

Item tous ceux dudit metier seront tenus honorer les nôces & enterremens des chiefs de menages de leurs confreres à peine de six sols a encourir par les deffaillans applicables un tiers au prince, le second à la ville & l'autre audit metier : & comme est dit que les maitres & jurez dudit metier connoitront de toutes difficultés qui concerneront leursdit stil, est conditionné que les batteurs ou portiers ayant frairie avec lesdit mignons etant dudit metier comme dit est, pourront estre choisis & elus pour maitres & jurez comme l'election se fera à la pluralité des voix suivant l'ordre accoutumé lesquels lesdits metiers auront un serviteur lequel sera autorisé a faire venir ens les amendes & exécuter les decrets desdits maitres luy etant accordé par chacune execution deux sols a prendre sur les deffaillant & condamné à charge de rapporter icelles amendes es mains desdits maitres lesquels seront tenus huit jours apres le jour St Barthelemy l'an de leur maitrise revolu porter avec la parte du prince du droit des entrans audit metier & celles des amendes es mains du receveur general presentes & futurs de cette comté pour en faire rapport avec les autres deniers de son entremise; etant interdit à tous étrangers non ayant acquis ledit metier de pouvoir besoigner ny porter a vendre à dos ou autrement en cette ville banlieu & comté a

peine de confiscation de la marchandise qui sera prouvée par eux & outre ce d'encourir l'amande de vint flx. delaisant ceux de Bouvignes & Walcourt en leur entier a obtenir par celles chartres pour le stil des mignons qui pourront avoir le même pouvoir que lesdits de Namur d'aller besoigner par toute cette ville & comté & rechercher les contraventeurs de leurs chartres pourra estre que bien feant qui en toute ville les metiers y soient dressez & confirmez pour leurs ditres alteſſes, tous lesquels points & articles ainſi redigez & couchez par escrit par ceux dudit metier des mignons de notre ville de Namur & à nous envoie par ceux de notre conseil provincial illec avons comme dit est cy dessus, aggrée, confirmé & approuvé pour estre doresnavant ponctuellement gardé & entretenu par ceux dudit metier & leurs successeurs, sauf & excepté ceux qui voudront acquerir lesdits metiers étant étrangers ſatisferont en payant vint flx pour les droits d'entrée, & les bourgeois dix, & attendu que pour le présent ny a quasi nuls batteurs en notredite ville de Namur iceux ſeront recus ſans rien payer afin de les attirer & donner courage, ſi donnons en mandement à nos tres chers & feaux les chefs president & gens de nos privez & grand conseil, gouverneur, presidents & gens de notredit conseil à Namur, ceux du magistrat illec & tous autres nos juſticiers, officiers & ſujets, & à chacun d'eux en droit ſoy & comme ſi a luy appartiendra que de cette notre preſente grace, confirmation & approbation, & de tout le contenu en ceſdites

presentes ils fassent , souffrent & laissent lesdites supplications & leurs successeurs pleinement & paisiblement jouir & user sans leur faire , mettre ou donner ny souffrir estre fait mis ou donné ny en tems avenir aucun detourbier ou empeschement au contrair , car ainsi nous plait-il , en temoignage de ce avons fait mettre notre grand scel à cesdites presentes. Donné en notre ville de Bruxelles le 22 d'Avril 1608.

Autre chartre dudit metier.

1632.

PHILIPPE, par la grace de Dieu, &c. à tous ceux qui ces presentes verront salut, comme nonobstant plusieurs privileges accordez par feus nos predecesseurs comtes de Namur au metier des batteurs & fondeurs de cuivre & potis en notre villé de Namur & Bouvignes; l'on s'apperçoit visiblement qu'yceux vont journellement diminuans, & au contrair semblables metiers vont augmentans & fleurissans es pays estrangers au grand prejudice tant de nos calmines de Limbourg & autres droits que desdittes villes de Namur & Bouvignes & que sommes avertis que cela procede en partie de ce que l'on at ci devant laissé sortir des pays de notre obeissance les métaux vieux & rompus que l'on appelle communement potis comme aussi à cause que l'on y a toleré l'entrée recente & distribution des ouvrages en faits esdits pays estrangers, quoique l'un & l'autre fut
droitement

droitement & sous grosses peines deffendu par les placarts du 10 Juillet 1689, 23 Juin 1650 & dernier Octobre 1612, nous desirons pourvoir à notre entiere indemnité & conservation de nos bons sujets avons ordonné & statué, ordonnons & statuons par forme d'ecclaircissement desdits placarts, & pour gratifier les metiers de nosdites villes de Namur & Bouvignes les points & articles suivans.

Primes au lieu que lesdits placarts interdisent à tous d'envoyer ou faire mener hors nosdits pays de pardeça aucuns metaux vieux ou rompus dits poris, nous avons permis & permettons à un chacun par ces presentes de le pouvoir desormais transporter en tout pays que bon leur semblera à condition que pour eviter toute fraude ils ont avant sortir du predict lieu auquel ils les eleveront tenus en denommer la juste portée & quantité à l'officier dudit lieu & prendre d'ycelui billet pertinent contenant ledit poid & jour de leur partement, & ce fait tirer leur chemin directement sans se divertir à droit n'y à gauche sur notredite ville de Namur, & incontinent leur arrivée illecq montrer & delivrer ledit billet aux fermiers & collecteurs qui seront de notre part etablis & outre payer quarante sols de chacun cent par-dessus tous droits que l'on a coutume lever sur autres marchandises traversantes notredit pays.

Et d'autant que notredite ville de Bouvignes est fort voisine à celle de Dinant pays de Liege & qu'aucuns sous pretext d'y conduire lesdits metaux vieux & rompus les

Tom. VI.

pourroient clandestinement & autrement transporter en ladite ville de Dinant, nous déclarons que notre intention est que iceux donnent caution en notreditte ville de Namur à l'appaisement desdits fermiers ou collecteurs pour assurance de faire paroître dans huit jours immédiatement suivant qu'ils auront mené & distribué la quantité de potis par ceux denomés en ladite ville de Houvignes.

Par ce aussi que sous ombre qu'il n'est defendu de faire passer par notre pays de Liege pour aller en ladite ville de Dinant aucuns les font subtilement couler de notre pays de Haynaut, Brabant, Louvain & autres lieux du pays de Liege où ils prennent attestation qu'il en seroit provenant, nous entendons que pour éviter semblables ruses & finesses, tous potis indifféremment seront sujets à avoir un droit de quarante sols sans faire distinction s'il vient dudit pays de Liege ou non.

Semblablement comme par ledit placart de l'an 1529 estoit permis de faire entrer en nosdits pays de pardeça les chandeliers & autres menus ouvrages de potis faits aux pays étrangers en payant à l'entrée vingt sols du cent augmenté par les placarts de l'an 1623 à quarante sols depuis modéré à dix & finalement suspendu & que sous ce prétexte est avancé de faire gliser en nosdits pays toutes sortes de grands ouvrages, si comme cloches, pilliers, balusses & autres semblables sans n'en payer aucune reconnaissance à notre grand interet, nous avons trouvé convenir de permettre comme per-

mettons à un chacun d'a l'avenir y amener & distribuer librement toute sorte de semblables ouvrages, à charge que paravant ce faire ils seront obligé les faire marquer du maitre ouvrier les ayant manufacturé & de celle de la ville aux lieux auxquels ils pourroient avoir été faits, & d'a leurs entrée en faire pareille denonciation que dessus auxdits fermiers ou collecteurs & leurs payer aussi quarante sols de chacun cent.

Et afin de pouvoir plus facilement discerner les ouvrages proveniens de nosdits pays arriere de ceux qui se feront esdits pays estrangers, nous ordonnons qu'ils soient pareillement marquez de deux marques l'une du maitre ouvrier & l'autre du comis à notre marque comme est enseigné par lesdits placcards, le tout à peine s'il est contravenu à aucuns desdits points de confiscation desdits ouvrages & potis, ou de la valeur d'iceux, ensemble des chariots ou charrettes, chevaux & batteaux sur ou par lesquels le transport en sera fait & par dessus ce fourfaire pour la troisieme fois la somme de cent reaux d'or, la seconde le double & la troisieme d'etre & demeurer à jamais bannis de nos pays ensuite de ce qu'a déjà été statué esdits placcards precedens.

Et d'autant que par ce moyen aucuns ouvriers pourroient estre attraits desdits pays estrangers en nosdites villes de Namur & Bouvignes pour y exercer le metier de batterie, fonderie ou potis, nous leur avons comme aussi à ceux etans encore presentement residents audit Namur, octroyé & accordé, octroyons & accordons de grace speciale con-

sinuation des privileges leurs accordez par nos lettres patentes du 20 d'Aout 1611 par l'espace d'entre vingt ans a commencer à l'expiration du terme limité en icelles lettres du 20 d'Aout.

Declarans que tous leurs ouvrages manufacturés en nosdites villes de Namur & Bouvignes, comme aussi lesdits vieux potis & autres materiaux necessaires à la confection d'iceux seront francs de tous droits cy dessus mentionez, ensemble de tous autres en conformité des privileges precedens.

Bien entendu que tous ceux qui voudront entrer audit metier de potis seront obligez de faire chef d'œuvre à l'arbitrage des maîtres dudit metier & se regler au regard des droits d'entrée & tems de l'apprentissage comme est porté par les chartres accordées au metier des mignons dudit Namur le 22 Avril 1608.

De plus pour tant plus repeupler lesdits metiers deffendons que nul maître ne pourra avoir, outre ses enfans s'il en a, plus d'un serviteur travaillant & d'un apprentif.

Et afin d'encourager lesdits fermiers ou collecteurs en la levée & augmentation desdits & metiers, nous leur avons accordez & accordons hors d'iceux droits vingt flx une fois pour chacun maître ouvrier qu'ils attireront des pays estrangers & feront venir resider fixement esdittes villes de Namur & Bouvignes.

Si donnons commandement à nos tres ches & feaux les chefs president & gens de nos conseils privez, gouverneur president & gens de notre conseil à Namur & à tous autres

nos justiciers officiers & sujets qui ce regardent que de cette notre presente grace & eclaircissement auxdites chartres & conditions selon & à la forme & maniere que dit est, ils fassent, & souffrent & laissent lesdits du metier des batteurs & fondeurs de cuivre & potis en nosdites villes de Namur & Bouvignes plainement & paisiblement jouir & user sans leur faire aucun trouble, &c.

Donné en notre ville de Bruxelles le 7 Juin 1632 & de nos regnes le 12e.

Autres chartres desdits batteurs de cuivre & potis.

PHILIPPE, par la grace de Dieu, &c. à tous ceux qui ces presentes lettres d'octroy verront salut. Recu avons l'humble supplication des maitres & generalité du metier des batteurs & fondeurs des potis tant de nos villes de Namur & Bouvignes contenant que nous considerant combien qu'il importe au lustre & bien de nos etats & l'augmentation de nos domaines que les arts, inventions & fabriques utiles y aillent fleurissans par dessus celles des étrangers, & provinces voisines, aurions raché par divers moyens d'y conserver lesdittes batteries & fonderies de potis & ouvrages en dependans tantot par concessions de divers privileges autrefois par comminations des grosses peines & amendes decretées contre ceux qui seduissent hors du pays semblables maitres & ouvriers travaillans esdittes batteries, afin que les uns intimidiez par la calenge, & les autres allechez

du gout desdits privilèges se tiendroient en leur residence, & accroisteroit ainsi le gros desdits metiers cy devant si peuplé qu'on y avoit trouvé des justes comptes plus de cinq cent personnes occupées, mais d'autant que les ouvrages de laditte batterie se fabriquoient à force de bras, & que la dureté du metal le rendoit fort lent, pesant & tardif, l'ingenie & erection de quelques moulins à l'eau survenue en quelques villes etrangeres avoit tellement reculé la vogue & cours que lesdits ouvrages avoient du passé, & fil à fil, & par succession du tems, ils sont entièrement etez ruinez, voir en telle sorte qu'il n'y reste quasi aucuns vestiges non sans grandissime & irreparable interet desdits metiers en general des maitres & ouvriers en particulier, & de la chose & bien publique en tous endroits d'autant que lesdites fabriques & manufactures erant ruinées en nosdites villes de Namur & Bouvignes, elle a prit des degrés si hauts esdites villes etrangeres que le commerce des denrées en provenantes y afflue en prejudice & exclusion de nos provinces de pardeça, trainant quant à soy l'épuisement des meilleures especes de monnoie; l'appauvrissement du peuple qui professoit ladite manufacture, le damage public par la diminution & extinction des grands trafiques de toutes sortes de denrées que les marchands batteurs privilégiés faisant abonder par les échanges des ouvrages & commerce de cuivre contre autres marchandises à prix raisonnable, comme aussi la diminution de nos regaux, pour à quoi obvier les supplians zeleux de notre service & desirans

avancer le bien public nous ont tres volontairement offert de reparer & retablir lesdites fabriques & manufactures en nosdites villes & comté de Namur tres propres à cet effet, à cause de plusieurs ruisseaux & la quantité qu'il y a des charbons de terre, bois, terre grasse communement appellés dorle & autres matieres necessaires, ensemble pour deux puissantes rivières qu'il y a tres duissables à la traite & distribution des ouvrages, & denrées a proceder du retablissement de cette fabrique qui causerat que l'ayant au pays leurs prix en sera moderé par la voie desdittes villes etrangeres, & comme pour ce faire il est besoin d'eriger des moulins à eau, ils nous ont suppliez tres humblement qu'à cet effet leurs voudrions accorder nos lettres patentes d'oütroï & de permission, afin pouvoir eriger lesdits moulins par toute notre ville & comté de Namur pour par ces moyens dresser lesdits ouvrages fil de laiton, platines, taches, & generallyment tous autres fabriques & manufactures de cuivre, le tous parmy continuation de leursdits privileges sçavoir faisons que nous les choses susdites considerées, eu l'avis tant de nos chers & feaux Simon Gosée conseiller & receveur general de Namur que de messeigneurs Charles Houïnes conseiller & maitre ordinaire aux requettes de notre conseil privé, & commis aux causes fiscales d'iceluy & apres de nos tresoriers general & commis de nos domaines & finances, pour ces causes & autres à ce nous mouvans inclinans favorablement à la supplication & requete desdits maitres & generalité du metier des batteurs &

fondeurs des pottis, tant de notreditte ville de Namur que de Bouvignes, & desirant augmenter & étendre le commerce de nos bons sujets & enrichir tant qu'il est possible nos pays de toutes sortes de fabriques & manufactures utiles avons aux supplians par la deliberation de notre tres cher & feal cousin don Francisco de Mello marquis de Tor de Laguna comte d'Assumar, de notre conseil d'etat lieutenant gouverneur & capitaine general de nos Pays-Bas & de Bourgogne &c, octroïé & accordé, octroyons, permettons & accordons de grace speciale par ces presentes qu'ils puissent & pourrons à l'exclusion de tous autres eriger & faire construire à l'effet requis en notre ville de Namur & deux ou trois lieux aux environs six moulins à eau pour battre du cuivre, & ce pour le terme de vint ans prochainement venans à commencer avoir cours dez le jour que les supplians auront commencé à travailler esdittes batteries, & à charge de payer annuellement à notre profit es mains de notre receveur general de Namur present ou autres a venir pour reconnoissance de chacun desdits moulins la somme de quarante livres du prix de quarante gros notre monnoïe de Flandre la livre, & en outre & pour le coup d'eau de chacun desdits moulins encore autres dix livres dudit prix, à condition que les impetrans de ce present octroï seront obligés de prendre les calmines qu'ils auront de besoin pour leurs ouvrages en notre montagne de Limbourg à prix raisonnable lequel ils paieront en trois termes, sur le pied & aux conditions du contract de ceux d'Aix auquel effet lesdits

impétrans auront a s'obliger par ensemble & chacun d'eux *in solidum*, comme aussi pour le paiement desdites calmines au contentement de notre receveur general de Limbourg, à la suite de quoi leurs accordons faculté & privilege de faire battre & fabriquer esdits moulins & batteries generalement toutes sortes d'ouvrages de cuivre, comme filets de laiton, platines, raches &c. sauf & seuls exceptez les chaudrons à bras tels & semblables que ceux de notre ville de Bouvignes, afin d'en ce regard ne leurs apporter aucun prejudice, si seront aussi tenus & obligés lesdits impetrans de metre en execution l'effet de ce présent octroi endens l'an de l'impétration à peine de decheoir de la grace d'iceluy; & afin de faciliter ladicte execution & de beneficier & sublever les impetrans tant que faire se peut, leurs avons accordé & accordons de plus ample grace par cesdites presentes exemption, liberté & franchise de tout droit de tonlieu, passages & licence par toutes les provinces de notre obéissance tant au regard des ouvrages qu'ils feront faire auxdits moulins que le cuivre qu'ils feront venir d'Allemagne audit effet, soit par la voie d'Hollande, soit d'ailleurs & autrement, donnons en outre & accordons auxdits impetrans pour eux, leurs batteries, moulins & ouvriers pendant le terme & temps de ce présent octroi, exemption & franchise de toutes charges, impositions & logemens des soldats selon qu'il est ordonné par leurs precedent octroi, & avant de pouvoir jouir de cette notre presente grace & octroi lesdits impetrans seront tenus de presenter ces

memes lettres patentes de privileges au conseil de nos finances, & de notre chambre des comptes à Lille pour y estre verifiées & interinées à la conservation de nos droits, &c. Donné en la ville de Bruxelles le 25 Janvier 1643.

Vu au conseil provincial du roy notre sire ordonné à Namur le debat retenu en avis de la cour par act du 10 May dernier entre Thiry Boville, Antoine Massoigne, Lambert & Martin ergo depommez des 4^e. Fevrier & 8 Avril precedens impetrans des lettres de commandement en ayant requis le decrettement provisionel debatue par partie d'une part, Nicolas Vernald, Cornelia Baré au nom de Jacques son pere & Henry Dheur denomez es procureurs du 12 dudit mois de Mars & 16 Aout de cette année opposans & reconvenans d'autre, vus aussi les actes depuis temps au solle entre lesdits parties.

Messieurs les gouverneur, president & gens dudit conseil ordonnent auxdits parties d'exhiber chacune une liste spécifique & procure de tous ceux qui travaillent ou font travailler effectivement ou actuellement aux ouvrages & manufactures de cuivre & de potis; soit en cette ville ou celle de Bouvignes ou en quelque autre lieu de cette comté, auxdits impetrans de rapporter l'intendix desdits opposans repondu & en servir de leur côté, & auxdites parties de par instruire la maniere principale, en outre que ledit debat y soit joint pour y estre fait droit conjointement ou divisement comme il sera trouvé convenir, à quele fin lesdits parties produiront par expurgation tous & quelcon-

ques octrois que ceux des metiers des batteurs & fondeurs de cuivre & de potis esdittes villes ont cydevant obtenus de S. M. notamment celui par lequel le rendage des derles & surdieffes dont est question a été rehaussé jusqu'a cent florins seize sols par an, de meme celui de l'an 1632 accusé au 16^e. article dudit intendit, cependant & sans prejudice de ce lesdits opposans exhiberont pardevant le commis a denommer les comptes si aucun en ont concernens les profits percus desdits derles depuis l'an 1660 sinon renseignement lesdits profits, & en donneront escrit pertinent, lesdits opposans ensemble le procureur general de ce conseil sur ce appellé pour en prendre vision & y dire ce que bon leur semblera reservant depens, prononcé en jugement audit conseil le 8 Novembre 1669. Embas estoit escrit par mesdits Srs. les gouverneur president & gens dudit conseil. Signé A. Lamblet.

PHILIPPE par la grace de Dieu roy de Castille, de Leon, d'Arragon, &c. A tous ceux qui ces presentes verront, salut. Receuons l'humble supplication de Jacques Raymond, & de la veuve Michel Raymond en Compagnie, Jean-Baptiste de Bane & Martin de Febure aussi en compagnie, & Jean-François Tresfoigne, tous marchands & maîtres fondeurs & batteurs de cuivre en nôtre ville & province de Namur, contenant, que pour beneficier & augmenter ladite fonderie & batterie, ladite manufacture de cui-

vres & la traicte des calmines en nôtredite province de Namur, il nous pleût leur accorder nouvel octroy pour le terme de vingt-cinq ans, à commencer au premier jour de Fevrier mil-sept-cent un, tant pour eux, que pour leurs heritiers ou ayans cause, sur les clauses & conditions suivantes.

1. Qu'ils s'obligent de prendre pendant ledit terme de vint-cinq ans, à commencer dudit premier jour de Fevrier mil-sept-cent-un, la quantité de dix millions de calmines, à raison de quatre-cent mille livre chaque année, de nôtre montagne de Limbourg, bien brûlées, calcinées & nettoyyées, & ce au prix de quarante-huit sols du cent pesant, sans aucune excreffance, au lieu de trèntefix sols, qu'ils ont payez par nos octroys precedens pour cent & huit livres, laquelle quantité de quatre cent mille livres, reviendront à cent-mille livres par an pour trois fourneaux, & travaillant à quatre, cinq & six fourneaux à deux-cent mille livres, & à sept, huit & neuf fourneaux à trois-cent mille livres, & le nombre des Fourneaux s'augmentant, qu'ils en prendront à proportion aux mesmes prix & conditions que dessus, pourveu qu'il nous pleût de ne laisser ladite calmine aux maistres fondeurs & batteurs de cuivre d'Aix-la-Chapelle, Stalberg, Eysden, & à tous autres Estrangers, qu'à trois florins deux sols les cent livres pesant, sans aucune gratuité.

2. Qu'ils prendront lesdites calmines dans les magasins qui sont sur ladite montagne, & non ailleurs, à moins que lesdits magasins, soit à cause de guerre ou autrement,

soient transportez ailleurs , auquel cas ils y devront prendre lesdites calmines.

3. Qu'ils en feront les payemens dans nos villes d'Anvers ou Bruxelles par esgale portion de quatre en quatre mois , à raison de quatre-cent-mille livres chaque année , soit qu'elle ayent esté livrées ou point , à moins que le défaut du livrement proviendrait de nôtre part , ou de force majeure ; bien entendu que lesdits maistres fondeurs & batteurs de cuivre ne seront pas obligez les uns pour les autres , pour le payement desdites quatre-cent mille livres des calmines , mais chacun seulement pour sa quote-part de celles , qui leur auront esté livrées.

4. Et en cas que les supplians voudroient en avoir plus de quatre cent mille livres par an , qu'ils en auront la preference à tous estrangers parmi l'advertissant un mois auparavant à nôtre conseiller & receveur general de nôtre pays de Limbourg.

5. Que toutes les calmines qu'ils prendront de ladite montagne , leur seront livrées libres de tous droits & impositions , mises & à mettre.

6. Et si pendant le terme de cest octroy , le prince de Liege ou autre puissance estrangere venoit à charger lesdites calmines , traversant leurs estats , d'autres droits , que ceux qui sont presentement establis , ou en deffendre le passage , qu'en ce cas les supplians seront desintereffez de ladite surcharge , ou qu'il leur sera libre de renoncer à cest accord.

7. Que non-obstant le livrement de toutes lesdites calmines , il sera toujours permy auxdits supplians pendant lesdites vint-cinq an-

nées, de faire la recherche & traitte de toutes calmines qui se trouveront dans les terres de nôtre obeissance au comté de Namur, en payant es mains de nôtre conseiller & receveur general audit Namur, chaque année au jour de saint Jean - Baptiste, dix huit sols de chaque cent pesant, avec l'excreffence de huit livres brûlées & calcinées à leurs frais, aux conditions & restrictions portées par les octroys precedens.

8. En cas que pendant ledit terme, nous trouvassions convenir d'accorder d'autres octroys pour la traitte des calmines, fonderies & batteries de cuivre, dans nos provinces, ils n'y seront accordez de plus grands avantages que ceux icy repris au proufit des suppliants.

9. Que les suppliants seront exempts de tous droicts d'entrée, tonlieux & autres mis & à mettre, sur les cuivres rouges, rognures & vieux cuivres, dits, mitrails & autres dont ils auront besoing pour leurs manufacture.

10. Qu'ils seront aussi exempts de tous droits de sortie, tonlieux pont-gelt ou pont pen-nighen qui se payent dans nôtre ville de Gand, & de tous autres droits mis & à mettre sur leurs ouvrages tant fondus que battus manufaturez de nôtre pure calmine, qu'ils feront sortir de ce pays.

11. Que lesdits maistres fondeurs & bat-teurs de nôtre dite ville de Namur jouïront de l'affranchissement de guets & gardes, logemens de soldats, maltottes, contributions, railles & subsides, de leurs maisons & batteries ou moulins, servans à ladite manufac-

sure de cuivre, & de toutes autres charges, dont ceux qui sont ou seront en office de magistrats seront libres & exempts, à la reserve des maîtres fondeurs & batteurs de cuivre, qui ne prendront point chaque année cent mille livres de calmines de nôtre-dite montagne de Limbourg, à moins que la guerre ou autre force majeure les empêcheroit.

12. Et que pour la plus grande assurance desdits privileges, lesdits du magistrats seront obligez à chaque fois qu'ils seront renouvellez, de comprendre parmy le serment qu'ils doivent prester, pour l'observance des points sur lesquels ils doivent jurer, de le maintenir & faire observer, sans y contrevenir, ny souffrir qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement

13. Que tous leurs ouvriers travaillans à la fonderie & batterie de cuivres, jouiront des susdits privileges & prerogatives, en ne faisant aucun commerce, laquelle clause ne doit point operer ny servir pour les maîtres & maîtresses desdites fonderies & batteries, leur estant libre & permis de faire & exercer conjointement tout autre negoce & traficq.

14. Qu'il nous pleût aussi en consideration de l'augmentation du prix des calmines de nôtre-dite montagne de Limbourg, d'un quart sans aucune excreffence, & autres avantages, que nos domaines & finances tirent de ladite manufacture de cuivre, par la grosse consommation de nos bois & forests, & par l'entretien & subsistance de quantité de familles de nos bons & fidels sujets, de

charger l'entrée & transit dans les pays & terres de nôtre obéissance, les chaudrons, bassins, plattes & autres semblables ouvrages battus, venans d'Aix-la-Chapelle, Stalberg; & de tous autres pays estrangers, du moins de trois florins au cent pesant, & le fil de laitton de cinq florins au cent; & que la sortie de tous vieux cuivres, dits, mitrails, tant rouge que jaune, bronze, metal des cloches, potis & tous autres semblables cuivres vieux & rompus demeure deffenduë, ensuite de nôtre ordonnance du onzieme de Mars mil six cent nonante huit, conformément à nos placcards antérieurs en date du quinzieme de Novembre quinze-cent huitante-huict, du dixiesme de Juillet quinze-cent nonente, du vingtquatriesme de Janvier seize cent cinq, & du vintquatriesme d'Avril seize-cent soixante-quatre.

15. Et finalement que lesdits maistres fondeurs & batteurs de cuivre, s'obligent pour empescher les plaintes des marchands de cuivre & chaudronniers de nos villes de Bruxelles, Anvers & autres, de prendre tous leurs vieux cuivres, dits, mitrailles, qu'ils leur presenteront à vendre, à payer un tiers en argent, & les deux autres tiers en eschance, ou faillement contre leurs marchandises de chaudrons, bassins, plattes & semblables autres ouvrages battus & du fil de laitton, à raison de vingt florins le cent pesant, poid de Namur, livré en notre-dite ville de Bruxelles aux frais desdits maistres de Namur, & à prendre aussi en ladite ville à leurs frais & mesme poid, lesdits vieux cuivres, dits mitrails. Nous suppliant de

leur faire despescher nos lettres parentes en tel cas pertinentes. Scavoir faisons que nous les choses susdites considérées , & eu sur icelles les avis de ceux de nos conseils d'estat & de finances , qui ont eu au préalable ceux de nos amez & feaux les président & gens de nos chambres des comptes : inclinans foverablement à la supplication desdits supplians , avons pour le plus grand avantage du commerce , & augmentation de ladite fonderie , batterie & manufacture de cuivre en nôtre-dite province de Namur , à la délibération de nôtre tres-cher & tres amé bon frere , cousin & oncle Maximilien Emanuel par la grace de Dieu , duc de la haute & basse Baviere , & du haut Palatinat , comte Palatin du Rhin , grand eschanfon du S. empire & electeur , landgrave de Liechtenberg , gouverneur de nos Pays-Bas , &c. Permis , octroyé , & consenty , permettons , octroyons & consentons par ces presentes , que les supplians puissent & pourront prendre pendant le terme de vint-cinq ans , à commencer du premier jour de Fevrier de l'an prochain mil sept-cent un , la quantité de dix millions de calmines , à raison de quatre-cent mille livres chaque année , de nôtre montagne de Limbourg , bien brulées , calcinées & netroyées , & ce au prix de quarante-huict sols du cent pesant , sans aucune excreffence , au lieu de trente-six sols qu'ils ont payé par nos octroys precedens pour cent & huit livres , laquelle quantité de quatre-cent mille livres , reviendront à cent mille livres par an pour trois fourneaux , & travaillant à quatre , cinq & six fourneaux , à deux cent

mille livres, & à sept, huit & neuf fourneaux à troiscent mille livres, & le nombre des fourneaux, s'augmentant, qu'ils en prendront à proportion aux mêmes prix & conditions que dessus : pourvu qu'il nous plût de ne laisser ladite calmine aux maîtres fondeurs & batteurs de cuivre d'Aix-la-Chapelle, Stalberg, Eysden & à tous autres estrangers qu'à trois florins deux sols les cent livres pesant, sans aucune gratuité, & aux autres conditions cy-dessus mentionnées, que l'on tient icy pour repetées & insérées de mot à mot. Si accordons de plus ample grace, que nonobstant le livrement de tous lesdites calmines, les suppliants pourront pendant ledit terme de vingt-cinq ans tirer des calmines de nôtre-dit comté de Namur, parmy payant à nôtre profit dix-huit sols du cent pesant desdites calmines calcinées & propres à travailler, avec l'excesse de huit livres sur chaque cent : à condition qu'il nous sera libre, & à notre choix de prendre à nous, toutes & quante fois, que bon nous semblera, la traite & nettoyage desdites calmines : promettant en ce cas, de leur faire livrer durant le terme de trois ans, à commencer doiz le jour, que nous aurons pris à nous ladite traite, trois à quatre cent mille livres par an, selon la proportion de leur ouvrage, à quarante-quatre sols le cent pesant, avec ladite excrescence de huit livres sur chaque cent, & de là en avant à tel prix que sera cy après convenu, le tout au pied & selon les reglemens emanés sur le fait desdites calmines : consentans aussi qu'au cas à l'occasion de ladite recherche & traite, lesdits Jacques Raymond, la veuve de feu Michel Raymond en compagnie,

Jean-Baptiste de Bane, Martin de Febure aussi en compagnie, & Jean François Trefoigne, leurs heritiers ou ayants cause, venoient à découvrir quelques autres mineraux, si comme plomb, &c. il en puissent jouir en payant à nôtre proufict le tiers net & libre sur la balance, parmy les devoirs d'adverence, & conditions portées par nos ostrois & reglemens concernans la traite des mineraux; & pour de tant plus les encourager & animer à augmenter ladite batterie, fonderie & manufacture de cuivres dans nôtre dite province de Namur; nous avons accordé, comme nous accordons de plus ample grace par cette, auxdits Jacques Raymond, à la veuve Michel Raymond, Jean-Baptiste de Bane, Martin de Febure & Jean François Trefoigne, leurs heritiers ou ayans cause, l'affranchissement des guets & gardes, logement de soldats, maltores, contributions, tailles & subsides de leurs maisons & batteries ou moulins servans à ladite manufacture de cuivre, & de tous autres charges, dont ceux qui sont ou seront en office de magistrat seront libres & exemptes, à la reserve des maîtres batteurs & fondeurs de cuivre qui ne prendront point chaque année cent-mille livres de calmines de nôtre dite montagne de Limbourg, à moins que la guerre ou autre force majeure les empêcheroient; pour la plus grande assurance desquels privileges, ledit magistrat sera obligé chaque fois qu'il sera renouvelé, de comprendre parmy le serment qu'ils doivent prêter pour l'observance des points dont ils doivent jurer, de les maintenir et faire observer, sans y

contrevenir ou souffrir qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement. Accordons en outre qu'ils jouïront de l'exemption des droits de sortie, thonlieux, pont-geldt ou pont-penningen. que l'on paye en nôtre ville de Gand, & de toutes autres impositions mises ou à mettre, au regard des ouvrages tant fondus, que battus qu'ils feront sortir de ces pays, & qui seront manufacturez en nôtre-dite ville & comté de Namur, & point d'autres : a condition qu'ils ne pourront meslanger parmy lesdits ouvrages, aucunes calmines estrangeres, à peine de deschoir de la presente grace, & de confiscation de tous leurs ouvrages & materiaux. Si jouïront des susdits privileges & prerogatives tous les ouvriers que les susdits maistres batteurs & fondeurs de cuivre, employeront & feront travailler à leurs fondèries & batteries, pourveu qu'iceux ouvriers ne fassent aucun autre commerce, laquelle clause toute-fois entendons ne devoir operer ny servir au regard des susdits impetrans, leurs hoirs ou ayans cause; ains leurs sera permis & libre de faire & exercer conjointement tout autre negoce & traficq, & qu'avant de pouvoir jouïr de l'effect de ces presentes, lesdits impetrans seront obligez de les presenter à nosdits de finances, & chambres des comptes, pour y estre respectivement verifiées & interinées selon leur forme & teneur, à la conservation de nos droits, hauteur & seigneurie, parmy payant à ceux de nosdits des comptes, l'ancien droit pour ledit interinement. Si donnons en mandement à nos tres chers & feaux les chef presidens & gens de nos privé &

grand conseil , chancelier & gens de nostre conseil de Brabant , gouverneur president & gens de nostre conseil provincial à Namur , & à tous autres nos justiciers , officiers & sujets à qui ce regardera , que de cette nostre presente grace , consentement & octroy , accord & confirmation des privileges , aux charges , conditions & reserve , selon & en la forme & maniere que dit est , ils fassent , souffrent & laissent lescdits impetrans , & leurs ouvriers plainement & paisiblement jouir & user , sans leur faire , mettre ou donner , ny souffrir leur estre fait , mis ou donné par quel que ce soit aucun trouble , destourbier ou empeschement au contraire. Car ainsi nous plaist - il. En tesmoign de ce nous avons fait mettre à cescdites presentes le grand seel , dont feu le Roy don Carlos second nostre tres-honoré seigneur & oncle de glorieuse memoire (que Dieu absolve) a usé par-deçà , & nous userons tant que le nostre soit fait. Donné en nostre ville de Bruxelles le dix-septiesme de Decembre l'an de grace mil-sept-cent , & de nos regnes le premier. *Estoit paraphé Cox. vt. Plus bas estoit escrit , par le roy , le duc de la haute & basse Baviere gouverneur , &c. Le comte de Tirimont tresorier general , Mess.es. Urbain Vander Borcht & François de Camora commis des finances & aultres presens. Signé , en absence de l'audiencier ; J. B. Van Erp. Et scelé du grand seel du feu roi Charles second , en cire vermeille y pendant à double queue de parchement.*

Les tresorier general & commis des domaines & finances du roy consentent & ac-

cordent en tant qu'en eux est que le contenu au blancq de cette soit furny & accomply tout ainsi & en la mesme forme & maniere que sa majesté le veut & mande estre fait par icelui blancq. Fait à Bruxelles au conseil desdites finances, sous les seings manuels desdits tresorier general, & commis, le vingt-quatriesme de Decembre mil-sept-cent

Estoit signé, *le C. de Tirimont ; V. Vander-Borchs, F. de Camora.*

Ces lettres patentes sont interinées selon leur forme & teneur par les president & gens de la chambre des comptes du roy & de leur consentement enrégistrées au registre des chartres y tenu commençant au mois de Juin 1694 folio 194 & en suivant, le dernier de Decembre 1700.

Estoit signé, Nous presens. *Vander Gote, G. Van Velthoven, C. E. Cobris.*

Ce jourd'huy xj de Janvier xvije. & un, ont ces presentes lettres patentes esté veües & lües au bureau de la chambre des comptes du roy en Brabant, & illecq selon leur forme & teneur interinées & enrégistrées au registre des chartres, octroys & aultres affaires dudit Brabant commençant l'an 1678 marqué de la lettre O quotté N^o. xvij. folio CCLvij verso & seqbus. Estoit paraphé, *Villeg. vt.* Signé *L. F. Overdats.*



SON Altesse électorale desirant beneficier , & augmenter la manufacture des cuivres , & la traite des calmines en la ville & province de Namur , comme elle a esté autrefois , à pour & au nom de Sa Majesté , par avis de ceux des Conseils d'estat & finances , déclaré & declare par cette , que seront dorenavant levez & perceuz , à commencer doiz le premier du present mois de Fevrier , sur tous les chaudrons , bassins , plattes & autres semblables ouvrages de cuivre battu , ou fondu , venants d'Aix-la-Chadelle , Staelbergh , & de tous autres pays estrangers . & entrans dans les terres , & pays de l'obeissance de Sa Majesté , sans distinction , trois florins du cent pesant , & sur le fil de laiton cinq florins au cent pesant , pour droits d'entrée , & transit : si declare sadite Altesse électorale , pour tant plus affermir , & rétablir la susdite manufacture , tant de fonderie , que de batterie de cuivres , que la sortie & transport de tous vieux cuivres dits mitrails , tant rouges , jaunes , bronze , métal de cloches , Potis & tous autres semblables cuivres , vieux & rompus , demeurera severement deffendu , ensuite de l'ordre du onzieme de Mars seize cent nonante huit , & conformement aux anciens placards émanez en ce regard , & en especial à ceux du quinzieme de Novembre quinze-cent huitante , du dixieme de Juillet quinze-cent nonante , du vingt-quatrieme de Janvier seize-cent cinq , & du vingt-quatrieme d'Avril seize-cent soixante-quatre ,

lesquels sadite altesse électorale veut estre
tenus pour repetez , & inserez comme de
nouveau en cette , & observez sans aucun
port ou dissimulation ; sous quel prétexte que
ce pourroit estre , à peine que tous les che-
vaux , charettes , chariots & batteaux , par
lesquels on aura transporté & fait sortir les-
dits Mitrails , vieux cuivres , tant rouges ,
jaunes , bronze , metal de cloches , potis &
autres semblables métaux , seront confisquez ,
& outre ce une amende de cent florins , paya-
ble pour chaque cent pesant , par le pro-
priétaire , batelier , ou voiturier , en cas de
contravention , au choix de l'officier , & au
défaut d'une prompte satisfaction de ladite
peine & amende , le voiturier , conducteur
& battelier , sera mis en prison , jusques à
l'entier payement , & luy sera interdit de pou-
voir frequenter la route pendant cinq années :
ordonnant sadite altesse électorale à tous
officiers , commis à la recopie , collecte , con-
trôle , gardes des droitz d'entrée & sortie ,
& à tous autres qu'il appartiendra , d'ainsi
l'observer & exécuter exactement , en con-
formité de l'octroy accordé aux maistres bat-
teurs , & fondeurs de cuivre audit Namur ,
le dix-septième de Decembre de l'an passé
mil-sept cent , à peine d'en répondre en leur
propre & privé nom , & privation de leur
charge , & employ : si enjoint sadite altesse
electorale bien serieusement à tous juges &
conseils desdites terres & provinces de l'o-
beissance de sa majesté , où les impetrans
voudront ou pourront adresser leurs plain-
tes par les verifications des contraventions
effectives , de les seconder , & assister de
leurs

leurs offices, & main forte en cas de besoin, & ce tant & si long-tems, que les susdits maistres batteurs & fondeurs de cuivres jouiront des bénéfices, graces, & prerogatives, portez par leurdit octroy, spécialement repris ez articles, neuf, dix, & quatorze d'icelluy. Fait à Bruxelles le quatrième Février mil sept-cent & un. Estoit paraphé, *Tir. vt. Signé, M. EMANUEL.* Plus bas, *Le comte de Tirimont, V. Vander Bosch, F. De Camora.*

SIRE,

Quoy que les fondeurs et batteurs de cuivre de la ville de Namur, ne dussent que se rapporter aux connoissances et lumieres des conseils et ministres de votre Majesté, par le canal desquels l'Octroy du 17 Decembre dernier, a esté emané, pour toute refutation de l'escrit intitulé *Remarques*, que les fondeurs et batteurs de cuivre d'Aix, de Stalbergh, et d'Eysden, ont bien voulu produire, cependant, de crainte que le silence ne les flatte d'avoir avancé quelque chose de solide, ils ont trouvé bon, de repondre aux trois points, qui en font le sujet, le premier, que cet octroy seroit prejudiciable aux interets propres de votre majesté, le second qu'il seroit aussi dommageable aux sujets de votre Majesté, et le troisieme, qu'il seroit opposé aux concordats y repris.

Quant au premier, l'on ne voit pas, comment ils ont voulu se donner la peine, de

K

relever en boffe, le prejudice & l'interet pretendu de V^{otre} Majesté jusques à le faire monter à la perte de vingt mille écus par an, dans les calmines & dans les droits d'entrée & sortie suivant le comte à leur mode qu'ils en font, car outre que ce pretendu prejudice n'est fondé que sur la condition, ou la menace d'abandonner leur manufacture, consequamment de s'abstenir de prendre des calmines de la montagne de Limbourg, & d'introduire leurs ouvrages au pais de V^{otre} Majesté, dont ils auront soin de se garder pour leurs interets, comme il se verra dans la suite, c'est une vérité constante & sensible, que dans le cas même d'abandonnement, & que V^{otre} Majesté perdit à leur égard, la somme de vingt mille écus par an, laquelle néanmoins ne revient qu'à un tiers; cette perte seroit compensée & surmontée par divers autres avantages, benefices & utilitez, tant à cause que le retablissement de ladicte manufacture au comté de Namur (qui en a esté bannie cy-devant) est d'assez grande consideration, puis qu'elle fait consommer, & valoir les bois, subsister une infinité d'ouvriers, & habitans, employer les chartiers, batteliers, & autres, qui par là, font grande consommation, & sont en état de fournir aux aides & aux charges publiques, qu'à raison, que l'augmentation de trente-six à quarante-huit solz de chaque cent de calmines, que ceux de Namur sont chargez de fournir au royal service, monte à une somme considerable, laquelle grossira toujours, à mesure que leurs fonderies & manufacture seront augmentées, si avant que dez qu'elles pourront être mul-

tripliées jusques à trente, toutes les calmines de Limbourg ne pourront servir & suffir que pour leur usage; tellement que ces profits & avantages, joints à divers autres (qu'il ne convient pas de deduire en publicque) surpassent infiniment, l'interêt ou la perte qui resulteroit de la cessation de la manufacture & de l'entrée des ouvrages de cuivre de ceux d'Aix, dont il se vantent, mais dont ils se garderont d'autant plus facilement, que leurs ouvrages se debitent pareillement, comme ils advoient, en France, ou au pais conquis, quoy qu'ils y soyent chargez de cinq florins par cent livres à l'entrée, au lieu qu'ils ne le soient, que de trois en ce pays par ledit octroy, qui par consequent n'est pas prejudiciable à V. Majesté, ainsi qu'ils ont tâché de figurer par un faux zele, mais au contraire, qu'il n'y a que de l'utilité & de l'avantage à en attendre, tant par rapport aux interêts royaux, que de l'Etat, & par consequence ulterieure, qu'il seroit superflu de refuter le memoire particulier des vingt mille écus ou environ, qu'ils ont osé faire, sans neanmoins avoir osé le mettre en lumiere, sçachant bien, qu'il y a encore moins de verité & de bonne foy en ce regard, que dans leurs remarques, à raison que les douze solz du premier article, montant à quinze cens écus, sont portez dans le cinquième, concernant le prix des calmines, consequamment deux fois, ce qui fait un abus (commis de volonté & pour surprendre) de quinze cens écus dans ce seul article, dont les pareils se montreroient aussi dans les autres articles, aussi-bien qu'au regard des droits

d'entrée & sortie, si l'on ne craignoit d'en-
 nuier, par trop de longueur; cependant ils
 y font voir inconfidérément, d'avoir tou-
 jours circonvenu & intéressé V^{otre} Majesté,
 d'autant qu'ils y avoient d'avoir seulement
 employé à Stalberg, sept-cent-mille livres de
 calmines de Limbourg par an, quoy qu'ils
 travaillent à cent-trente fournaux, dont cha-
 cun fait onze tables par semaine, prise seu-
 lement à cinquante livres chaque table, de
 façon qu'ils ont employé deux millions huit-
 cent septante-cinq mille livres de calmines
 étrangères par an, laquelle quantité excède
 au quadruple celle qu'ils ont tiré des cal-
 mines de V^{otre} Majesté, tandis qu'ils jouis-
 soient de divers benefices en veüe de les de-
 biter; que d'ailleurs ils confessent d'avoir
 envoyé en Brabant, le tiers d'un million
 cinq cent mille livres de chaudrons & d'ou-
 vrages par an, vaillables vingt-cinq écus le
 cent peçant, conséquament quatrevingt-sept-
 mille cinq-cens écus, laquelle somme sorte,
 & se tire tous les ans du pays de V^{re} Ma-
 jesté, dont on peut se passer, comme d'une
 gangraine pernicieuse, de sorte que sans en-
 trer plus avant dans le detail, on peut con-
 clure de plusieurs chefs, tout le contraire
 de ce qu'ils ont voulu établir au premier
 point, sçavoir le prejudice & l'interêt de V^{otre}
 Majesté.

Pour ce qui est de l'interêt du peuple ou
 de ses Sujets; agitè depuis le cinquième ar-
 ticle jusques au 27 de l'écrit des remarques,
 est pareillement imaginaire, car supposé que
 ceux de Namur à cause de l'augmentation
 des calmines de trente-six à quarante-huit

sois le cent pezant , qui fait un quart d'augmentation , conséquament de vingt - cinq pour cent , fussent obligez d'encherir tant soit peu , & à proportion de ladite charge , leurs ouvrages de cuivre , cela ne seroit d'aucune considération , pour en inserer du dommage au peuple , puisque toutes les denrées & marchandises haussent & baissent selon les tems & la valeur des matieres & des impositions , principalement parce , que l'encherissement , par exemple , d'un sol d'avantage que du passé , n'est pas sensible , mais imperceptible sur les marchandises de cuivre , chaudrons & autres , durables trente ans & plus , & absolument différentes de la nature des grains , viandes , sel , draps , habits & semblables , qui toutes-fois sont pareillement chargées (quoique non durables :) ainsi qu'il plait à Votre Majesté , au jugement de laquelle ni de son ministère , il n'a paru non plus , aucun prejudice pour le peuple (comme il n'y a pas en effect :) dans l'échange des mitrails , contre les nouveaux ouvrages parmi un tiers en argent , puisque cet échange , ainsi qu'il est réglé par l'octroy (ce qui neantmoins ne concerne que quelques chaudronniers dont aucuns ont été suscitez par ceux d'Aix avant le calme de la ville de Bruxelles , à se roidir) a esté moulé sur un pied ancien , & si justement balancé par ledit octroy , qu'il n'y a point d'hommes de bien , ni de bon sens , qui puisse raisonnablement l'impugner , beaucoup moins figurer qu'il seroit à craindre que ceux de Namur ne fissent estants seuls , des monopoles deffendus par les Loix , & des ouvrages de moindre bonté que du pas-

sé, car outre que ceux d'Aix supposent à faux, la cessation absolue de leur manufacture, & de l'introduction de leurs ouvrages, à cause de la charge de trois florins sur les leurs, il est sûr, que les princes savent le moyen d'obvier & de pourvoir aux monopoles, & aux excès, aussi bien qu'au debit des mechantes marchandises, dez qu'il paroît de l'un ou de l'autre par plainte justifiée, si bien que laissant à part plusieurs autres observations extravagantes & indignes de reponse, il est aisé à voir que l'intérêt du peuple n'est pas moins visionnaire, que celui de V. Majesté.

Mais pour ce qui touche les concordats avec le Ducq de Juillers, & avec la ville d'Aix, l'on ne seroit pas fâché d'en voir les originaux, au lieu des doubles, qui ne se produisent même point; pour reconnoître si ceux d'Aix & de Stalbergh ne rougiront pas, d'avoir allegué à la face du Prince que ledit octroy y seroit une contravention formelle, car quoy que ces concordats fussent contractuels & renouvellez par tous les Princes du Pays - Bas, que nullement, on leur demanderoit volontiers si l'on peut douter que V^{otre} Majesté ne puisse faire & donner la Loi dans son pais, ni beneficier le negoce interne d'icelui, & de ses sujets, en chargeant une espece de Manufacture étrangere à l'entrée, particulièrement des mineaux reservez aux souverains, bref si eux, ni quelque puissance étrangere peuvent le contester, ou s'y opposer avec justice, ce qui fait encor conclure, combien il est indecent, d'avoir imposé de la contravention, ou de

l'infraction, aux conventions & à la foi publique, aussi-bien que d'avoir osé alleguer, que ledit octroy ayë esté accordé à la legere, ou à l'aveugle, sans prendre garde aux interets royaux, ni au bien des sujets, puis que c'est insulter trop hardiment, les deux premiers conseils de V. Majesté, qui après avoir oui les chambres des comptes. & autres officiers, ont meurement delibéré sur cet ouvrage, dont au contraire les bons effets, l'utilité, paroissent, & paroltront de plus en plus dans la suite, le negoce & la manufacture interne, étant sûrement la grande affaire pour le bien des roiaumes & des peuples, & consequamment des Princes, loin delà, qu'il y eut de la raison d'ébranler cet octroy, ni d'y mordre, ainsi que font les adversaires & leurs fauteurs, qui meritent quelque chose de plus, que d'être deboutez, sous correction très-humble.



*Refutation particuliere du compte, que font les
maîtres fondeurs & batteurs de cuivre de Stal-
bergh, d'Aix & d'Eysden, touchant la perte
pretendue considerable, q u'ils disent resulter
au Roi, de l'octroi accordé aux maîtres fon-
deurs & batteurs de cuivre de la ville & pro-
vince de Namur, & réflexions sur les intérêts
de sa Majesté & le bien publicque.*

C O M P T E

*Des maîtres fondeurs & batteurs de cuivre de
Stalbergh, d'Aix & d'Eysden.*

Stalbergh.

I. Consomme annuellement 700
mille livres de calmines, à 12
solz plus que ceux de Namur,
font en rixdalders ou patta-
cons - - - - -

1750 écus

II. Avec 100 livres de calmines,
40 livres sur une table, l'on
fait 150 livres de chaudrons,
tellement qu'avec 700 mille de
calmines l'on fait 105000 li-
vres de chaudrons achevez
desquels deux troisiemes vont
en France & Brabant, à 6 solz
d'entrée, & 6 solz de sortie,, 1750

III. L'autre troisieme sur Hol-
lande 35000 livres fait 2000
livres par tonneau, à un pat-
tacon par tonneau, comme il se
paye à Ruremonde - - - 175

IV. Item 130 fourneaux ont besoin annuellement 1000 tonnes de cuivre, chaque tonneau un pattacon fait - - - 1000

V. 700 mille de calmine à un pattacon - - - - - 7000

11675 écus

A I X.

I. Consomme annuellement 300 mille de calmines, à 12 sols plus que ceux de Namur - - - 750

II. Avec 100 livres de calmines 40 livres à chaque table se rend de chaudrons achevez 450 mille livres tous pour la France & Brabant, à 12 solz d'entrée & sortie fait - - - - - 1125

III. Seize fourneaux ont besoin tous les ans 128 tonnes de cuivre, à un pattacon par tonneau, de licente - - - - 128

300 mille livres de calmines à un pattacon 3000

11678 écus

Eysden.

I. Consomme annuellement 200 mille de calmines à un pattacon 2000

II. Les douze solz plus haut que ceux de Namur font - - - 500

III. 40 tonnes de cuivre qu'ils doivent avoir par an à un pat-

2500

tacon par tonneau - - -	40
IV. Avec 200 mille de calmines	
l'on fait 300 mille de chaudrons	
à 12 solz entrée & sortie -	750
totale	19968 écus

MESSEIGNEURS,

A PRÈS avoir refuté l'écrit intitulé *Remarques* produit au Ministère par ceux de Stalbergh, d'Aix, & d'Eysden, contre l'Octroi accordé à ceux de Namur, il ne reste plus, que de rencontrer de point en point le Compte qu'ils ont osé mettre en lumière, pour en inferer que Sa Majesté feroit perte, par cet Octroi, de 19 mille 968 écus par an dont l'erreur & la surprise paroîtront également deuz que l'on aura pris la peine de confronter chaque Article dudit Compte avec les Raisons suivantes deduites sur icelui & selon son ordre.

STALBERGH.

1. Le premier Article de 1750 écus, est imaginaire, puis que cette somme est comprise dans celle tirée au 5 Article portant le prix entier de toutes les Calmines, qu'ils supposent tirer de Sa Majesté, & ainsi ledit Article est réduit à un rien. — — — 0 — 0

2. Le second Article de 1750 écus, concernant les Droits d'entrée, & de sortie, de $\frac{2}{3}$ d'un million & 50 mille livres de Chaudrons, qu'ils disent d'envoyer en France & Brabant, est aussi abusif pour la plupart, car les Chaudrons qu'ils envoient en France prennent la

route de Sedan , traversant le Pais de Liege , sur lesquels Sa Majesté ne reçoit par consequent ni Droit d'entrée , ni de sortie , & les Chaudrons qui viennent en Brabant , n'ont payé que six solz d'entrée , & rien de sortie , & supposant qu'il en eut entré un tiers , il n'en eut revenu au Roy que 437 écus & demi , de droit d'entrée , au lieu de 1750 , encore faut-il pour profiter ces 437 écus & demi , des Droits d'entrée , qu'il sorte du Pais en argent , & vieux Cuivre , dit Mitrailles , quatre-vingt-sept mille & cinq-cens écus , qui est la valeur desdites Marchandises , qu'ils disent debiter dans les Provinces de Sa Majesté , scavoir un 3^{me} d'un million & 50 mille livres de Chaudrons , qui font 350 mille livres , vaillables 25 écus le cent pesant , ergo - 437 & un demi écus

3. Cet Article de 175 écus , se peut , s'il est vrai qu'ils envoient en Hollande trois cent & cinquante mille livres de Chaudrons , mais cette Marchandise ne vaut pas moins de 25 écus le cent pesant , qui porte 87500 écus de valeur ; & comme Sa Majesté a été servie (pour Beneficier la Manufacture de Cuivre , établie dans la Ville & Province de Namur & y attirer les étrangers) d'imposer suivant ledit Oâtroi , trois florins au cent pesant , pour Droit d'entrée , & transit sur cette Marchandise étrangere , ce droit rapporteroit aux Domaines & Finances de Sa Majesté , pour lefdits trois-cent & cinquante mille livres de Chaudrons , qu'ils font passer en Hollande , par Ruremonde 4375 écus , au lieu de — — 175 — 0

4. L'on ne sçait ce qui est de la verité de cet Article , mais on sçait bien , que chaque Tonneau vaut 500 écus ou environ , & que si Sa

Majesté impofoit feulement au paffage , ou tranfit de ce cuivre, deux par cent à la valeur , qui eft un Droit Modicque , & affez ordinaire fur le tranfit d'autres Marchandifes , chaque Tonneau payeroit dix écus , fi-bien que les 1000 Tonneaux rendroient aux Domaines & Finances de Sa Majesté dix mille écus, au lieu de mille repris audit Article , ce qui obligeroit Ceux de Stalbergh & Confors à demander bien-tôt , un nouveau Traité pour trois ans , aux Conditions reprises dans l'Oftroi accordé à Ceux de Namur , & à tout autre qui voudra s'y établir , fans que ceux de Stalbergh & Confort puiſſent éviter laditte Route de Ruremonde , ni la meuze , ni de paffer fur les terres du Roi pour leur Cuivre rouge , puis que les fraiz de transport par terre , & des grands detours , qu'ils devroient faire pour s'en excuſer , leur feroient plus à charge que de deux pour cent à imposer à Ruremonde , cependant voici pour les 1000 Tonneaux ci-deſſus — — — 1000 écus

5. Le cinquième & dernière Article , de Ceux de Stalbergh , eft auffi très abusif , leur dernier Contract porte , qu'ils doivent prendre 16 cent mille livres de calmines en trois ans ; qui eft 533 mille 333 & un 3e livres par an , & non 700 mille , comme ils diſent , ce qui n'eſt pas même tout profit pour ſa Majesté , qui doit payer le tirage , nettoyage & autres fraiz deſdites calmines , lesquelles fuivant la declaration de Mr. Klops , & de feu le Sr. Winckel , coûtent à ſa Majesté pour le moins 34 ſolz du cent peſant , de ſorte qu'il ne reſte que 14 ſolz au cent de boni pour le roy , ſi-bien que les 533 mille 333 & un 3e livres à 14 ſolz porteroient 1555 écus & demi , mais dont il faut deduire 8 livres au

cent, à cause qu'ils n'ont payé que 100 livres pour 108 livres, selon leur Accord, qui monte à 42666 livres de Calmines, & deduire encore 15000 livres pour le 3^{me} de 45 mille livres de don gratuit, que le Roy leur avoit accordé au renouvellement de leur traité, lesdites deux parties faisant ensemble 57 mille 666 livres de Calmines, à un écu du cent, font 576 écus & demi, lesquels étant deduits des 1555 écus & demi cy-dessus, ne seroit resté de profit clair, pour Sa Majesté, que 979 écus, au lieu de, 7000 écus, que Ceux de Stalbergh posent; ergo — 979 — 0
Aix.

1 Le Premier Article de Ceux d'Aix portant 750 écus est pareillement une imposture, cette somme étant comprise dans l'Article 4^{ème}. de 3000 écus, qui est le prix entier de toutes les Calmines, qui ont été payées au Roy, ergo rien — — — — 0 — 0

2. Le second Article de 1125 écus, est de mesme controuvé, car ils disent de faire 450 mille livres de Chaudrons, qu'ils envoient en France & Brabant, qu'ils comptent à 12 solz d'entrée & de sortie, cependant de toutes leurs Marchandises qui vont en France, sa Majesté ne profite rien, puisqu'elle ne passe pas sur les terres de son obéissance, mais par Sedan, & supposant que la moitié vinse en Brabant, qui est 225 mille livres à six solz le cent d'entrée, cela ne porteroit que 281 écus & un quart, & non 1125 comme ils donnent à entendre. —
———— — — — 281 & un quart — 0

3. L'on convient du troisième Article, s'il est vrai qu'ils aient besoin de 128 ton-

neaux de Cuivre rouge par an, & qu'ils payent à Ruremonde un écu par tonneau, mais si l'on impoſoit deux par cent à la valeur, qui eſt un droit modique, & qui ne pourroit s'éviter comme on a dit cy-deſſus ſur pareil Article, cela rapporteroit à ſa Majeſté 1280 écus au lieu de — — 128 — 0

4. Le 4^e Article eſt pareillement erroné, car des 300 mille livres de Calmines, qu'ils tirent par an, le Roy ne profite au plus, que 14 ſolz au cent, tous fraiz deduits, comme l'on a touché contre le 5^{eme}. Article de ceux de Stalbergh, ce qui porteroit pour les 300 mille de Calmines 875 écus, dont il faut encore deduire 8 livres au cent, portant 24 mille livres de Calmines, à un écu du cent, ainſi que ſa Majeſté les vend, faiſant 240 écus. leſquels deduits des 875 ci-deſſus, reſteroit netto de profit pour Sa Majeſté, 635 écus, au lieu de 3000 écus. ergo — — — 635 — 0

Eysden,

1. Le premier Article de Ceux d'Eysden porte, qu'ils conſomment 200. mille livres de Calmines par an, ce qui n'eſt pas ſincère, car ſuivant leur dernier accord, ils n'en prennent que 50 mille par an, à 14 ſolz de profit qu'il en revient à Sa Majeſté, comme on a fait voir ci-deſſus, porteroit 145 & cinq ſixième écus, deſquels deduit pour les 8. livres au cent 4000 livres de Calmines, à un écu, ainſi que Sa Majeſté les vend, font 40 écus, reſteroit donc netto de boni pour Sa Majeſté, 105 & cinq ſixieme écus, au lieu de 2000 écus — — — 105 & cinq ſixième — 0

2. Le 2. Article, auquel ils tirent les douze solz payez plus que Ceux de Namur, étant compris dans l'Article precedent, contenant le prix entier de Calmines, se reduit à neant — — — 0 — 0

3. Que s'il est vrai, comme il se dit en cet Article, qu'ils tirent 40 Tonneaux de Cuivre rouge par an, passant par Ruremonde, la somme de 40 écus y est bien tirée, mais si Sa Majesté imposoit le Droit de transit ordinaire sur ce Cuivre, cet Article seroit augmenté jusques à 400 écus, au lieu de 40 écus — — 40 — 0

4. Le 4. Article n'est pas plus sincere que les precedents, puisque Ceux d'Eysden ne prennent que 50 mille livres de Calmines par an, au lieu de 200 mille, avec laquelle quantité ils font, en suite de leur calcul, 75 mille livres de Marchandise, & supposant que la moitié entre en Brabant, cette moitié seroit 37500 livres de Marchandise, à six solz d'entrée, porteroit — 46 & sept huitieme — 0 —

La somme totale de 19968 écus tirée par Ceux d'Aix & Confors se reduit & doit se reduire à moins d'un cinquième sçavoir à celle de — — 3828 écus

=====

Si-bien, que quand on ne deduiroit pas le don gratuit que ceux d'Aix, de Stalbergh, & d'Eysden ont sçu obtenir de Sa Majesté, ils devroient rougir d'avoir osé imposer pour surprendre le Ministère que laditte somme de 19 mille 968 écus, seroit un perte effe-

ctive & veritable pour Sa Majesté, au lieu de la somme de 3828 écus, qui est incomparablement recompensée, non seulement par l'augmentation de 25 par cent, pour les Calmines, que Ceux de Namur payent au Roi suivant leur Octroi, sans les autres avantages & benefices resultans d'une Fabricque necessaire à tout le monde, & très-importante, même l'unique, qu'il y a dans toutes les Provinces de Sa Majesté, mais encore parce, que le seul Droit d'entrée & de transit des Chaudrons, Plattes, & Fil de Letton, comme il est réglé par l'Octroi accordé aux Maîtres Fondeurs & Batteurs de cuivre de Namur, & le transit sur les cuivres rouges passants à Ruremonde, en l'imposant a deux par cent de la valeur, rapporteroit à Sa Majesté une somme excédant de beaucoup toute la portée des Calmines, qu'ils ont tiré & tout ce qu'ils disent être revenu au Roi, si avant que ledit seul transit à deux pour cent de la valeur de leurs Cuivres rouges, monteroit à 11 mille 680 écus, au lieu que Sa Majesté n'a profité que de 2625 écus selon leur propre Compte, dont il n'est rien de plus vicieux.

Et pour convenir, qu'ils en ont toujours mal usé, & que les obligations qu'ils ont Contractées de prendre les Calmines de Limbourg, n'ont esté que des meteores, pour surprendre Sa Majesté, & uniquement pour jouir des grands Benefices qu'ils ont eu, au detrimement du Roy, du publicque, & de la Manufacture de Namur, il faut observer, que Ceux de Stalbergh avoient de travailler à 130 Fourneaux, Ceux d'Aix à 16,

& Ceux d'Eysden à 4 Fourneaux, faisant-ensemble 150 Fourneaux, qui suivant leur dernier Traité fini le premier de Fevrier 1701, ne consomment que 883 mille 333 livres de Calmines par an, de celle de Sa Majesté, cependant chaque Fourneau fait onze Tables par semaine, prennant 50 semaines pour l'année porte 550 Tables, de sorte que les 150 Fourneaux fondent par an 82500 Tables, & pour fondre une Table il faut du moins 50 livres de calmine (quoique Ceux de Namur en prennent 60 livres) ergo pour fondre les 82500 Tables, il faut consommer quatre millions un cent vingt-cinq mille livres de Calmine, tellement que Ceux de Stalbergh, d'Aix, & d'Eysden, ont consommé par an trois millions deux cent quatre-un mille six-cent & soixante-sept livres de Calmines étrangères, ou de leur Pais, qui ne leur reviennent qu'à 15, 18 ou 20 solz le cent tout au plus livrés chez eux, brulées, calcinées, & pressées à travailler; cet avantage seul est capable de détruire la Manufacture de Ceux de Namur, qui sont obligez par serment, & sous obligations & confiscation de tous leurs ouvrages, de n'employer d'autres Calmines que celles de la Montaigne de Limbourg, & celles qu'ils tirent à leurs fraiz dans la Province de Namur, dont ils payent pour reconnaissance à Sa Majesté, dix-huit solz de chaque cent pesant, net & libre, sur la Balance.

De plus considerant que lesdits Estrangers fondent par an, comme il coste 82500 tables, & que chaque table pèse 85 livres, que de

suite les 82500 tables pesent sept millions
 douze mille & cinq cent livres, desquels
 il faut deduire un million cinquante-un mille
 huit cent septante-cinq livres ou environ,
 pour 15 livres au cent, qui tombent en
 rognures & à refondre, il resteroit de mar-
 chandises achevées, netto cinq millions neuf
 cent soixante mille fix cent &| vingt-cinq
 livres, dont il entre dans le Pays de Sa
 Majesté suivant leur propre compte & calcul,
 six cent douze mille cinq cent livres, de
 sorte qu'ils debitent dans les Pais étrangers,
 comme l'Espagne, Portugal, France, An-
 gleterre, Hollande, & dans toute l'Alle-
 magne, cinq millions trois cent quarante-
 huit mille un cent vingt-cinq livres de
 marchandise, ce qui fait conclure combien
 il est important à Sa Majesté d'attirer cette
 importante Manufacture ou de soutenir &
 de faire augmenter celle qui est établie dans
 le Pais de Sa Majesté, puis qu'elle se fait
 avec le crû du Pais, à la reserve du Cuivre
 rouge, sçavoir 35 livres pour une table
 de 85 livres, dans laquelle entre 35 livres
 de vieux Cuivres dit Mitrailles & 60 livres
 de Calmines, principalement veu, que cette
 Manufacture retient l'argent du Roy dans
 son Pais, fait vivre & subsister tant de Fa-
 milles, fait valoir & consommer le Bois &
 Charbons, un seul Fourneau consommant
 en Houille, cent mille livres par an pour
 le moins, des Bois & Charbons de fûde à
 l'advenant, sans d'autres avantages, dont on
 se dispense de faire le détail, pour eviter
 redites redieuses.

Cependant, on ne peut omettre de remar-

quer, que lesdits Etrangers font entrer dans le Royaume de France une grandissime quantité de Chaudrons & d'autres Marchandises de Cuivre, quoi qu'ils y payent sans contredit, cinq livres du cent pesant de droit d'entrée, faisant quatre florins monnoye d'Espagne, & quand ils n'en feroient entrer que seize cent mille livres, elles rapporteroient au Roy Très Chrétien soixante quatre mille florins, dont Sa Majesté profitera aussi à proportion, en levant les trois florins au cent imposez à l'entrée, notablement moindres, que Ceux de France, si bien que les efforts qu'ils font avec leurs adherens étrangers, pour tacher de faire supprimer ou alterer ledit Octroi, sont desiruez de toute raison, & ne tendent qu'à prejudicier, comme ils ont toujours fait, au Roy & à l'Etat, aussi-bien qu'à l'aneantissement de la manufacture de Namur, en quoi ils ont même reussi du passé.

Ils temoignent encore beaucoup plus ce dessein, quand ils declament contre la def fence de la sortie des vieux Cuivres dit Mitrailles, reiterée par l'Octroi Accordé à Ceux de Namur, dont il n'est rien de plus juste, ni de plus raisonnable, & necessaire, car outre qu'elle a esté faite. & continuée d'ancienneté par les Placcarts du 15 Novembre 1588, du 10 Juillet 1590, du 24 Janvier 1605, & du 4 Avril 1664, & que pour avoir alteré cette Def fence la Manufacture de Namur. à commencé à déchoir du passé, c'est une verité constante, dont personne ne peut douter que cette def fence est essentielle & concomitante en tous les Etats,

dans lesquels la Manufacture de Cuivre est établie, à laquelle les Mitrailles sont nécessaires, même indispensables, cette deffence se pratiquant en France, & en Angleterre pour la même raison, qui parle d'elle même, comme il est connu, & dont il conſte, à l'égard de la France, par l'Oſtroy accordé par le Roy de France du 21 d'Oſtobre 1666 à Pierre Gargan, Seigneur de Monjoui, qui a établi lors, des Fourneaux à Chalon en Champagne, ſi-avant, que quoi que cette Manufacture y ſoit ruinée, laditte deffence y ſubſiſte néanmoins, pour bénéficier ou aecommoder les Fondeurs de Potis, dit Geel-gieters, qui en fond des gardes d'Eſpée, des Blouques, des Harnachures de Chevaux, des Cloux de Caroffe, Boutons, & autres ſemblables ornemens, ce qui eſt encore un negoce aſſez avantageux, mais infiniment plus la Manufacture de Cuivre de Namur.

Après tout : c'eſt encore une verité, que ce qui eſt revenu au Roy (tous fraiz deduits) du raport des Calmines, que leſdits Etrangers ont tiré pendant leur traité, eſt plus dommageable au Roy, que profitable, même incomparablement, puis que les fraiz de tirer & preparer les Calmines, ſont grands pour Sa Majeſté, & que ces étran-gers ont envoyé & pu envoyer en ce Pais, à cauſe de leur traité, pour un cherif Droit de ſix ſolz à l'entrée & d'une bagatelle pour le tranſit, une infinité de Marchandiſes; dont la charge-auroit rapporté la decentuple du boni des Calmines, & de l'Import de ce qui eſt revenu au Roy, s'ils

avoient payé les trois florins au cent à l'entrée, & le Droit de transit, en sorte que la consideration du débit des Calmines, n'est pas la grande affaire pour Sa Majesté,

En effect, il est digne de reflexion, que les Calmines de Limbourg finiront un jour, à force d'en tirer une si grande quantité que l'on a fait jusques à present, & que dez qu'elles viendront à manquer, la Manufacture de Ceux de Namur devra cesser & perira absolument, puis qu'il en faut necessairement soixante livres pour une Table de 85 livres, de sorte que supposant que Ceux d'Aix, ni autres étrangers, n'en tiraient ni peut ni point, moyennant que le Roy profitera desdits Droits d'entrée & de transit sur eux, il seroit plus profitable pour Sa Majesté, & plus seur pour le maintien de la Manufacture de Ceux de Namur, à quelle fin on pourroit regler, que les Ouvriers des Calmines seroient dispensez d'y travailler pendant les mois de Juin, Juillet, Aoust, Septembre, Octobre & Novembre, comme il se pratique au regard des Mines de Fer, & des Ouvriers y stiles, lesquels s'occupent pendant lesdits Mois, aux Foins, à faire la recolte des Grains, à la Grange, & à semblable usage, cependant si Ceux de Namur peuvent augmenter leurs Fourneaux jusques à trente, comme ils seront estants soutenus, tout ce qui se tire de Calmines, ne suffira que pour eux, quoi qu'il soit plus convenable de les menager dans l'incertitude de leur défaut

Ce pourquoi il semble fort utile, & avantageux pour Sa Majesté & son Estat, de

maintenir dans tous ses points l'Océroi accordé à Ceux de Namur, lors de la cessation du Traitté desdits Etrangers, tant afin que Sa Majesté puisse profiter des Droits imposés & à imposer qui rapporteront dans la suite des grosses sommes, qu'afin de ne pas détruire un ouvrage de cette importance, & si solide tendant à faire subsister le peuple, retenir l'argent dans le Pais, faire valoir & consommer les Materiaux, Bois, Charbons, & autres, sur tout afin d'animer les sujets de Sa Majesté & leurs semblables à entreprendre & augmenter leur Manufacture, & leurs Fournemens, ce qui sera facile en tel cas, mais impossible au cas qu'ils fussent exposez à des changemens, & à des fraix continuels comme ils l'ont esté. portans des sommes très-considerables, causez par leurs adversaires étrangers, au contraire personne ne se trouveroit qui voulût s'y engager, & au lieu d'augmentation, l'on verroit perir cette Manufacture unique, comme elle a péri du passé insensiblement, à cause de pareils changemens, au prejudice de Sa Majesté, de l'Estat & de son peuple, dont la consequence se laisse au discernement du Ministere, qui sçait l'importance des Manufactures, & qui dans cette veüe continuë à soutenir & Beneficier celle de Laine, (quoi que la plus grande partie des matieres ne soient pas du crû du Pays) en chargeant les étrangères de quinze pour cent, le veritable bien de l'Estat, consistant dans le grand nombre d'Artisans, Ouvriers, & Travailleurs, dans leur consommation, dans la retention de l'Argent

dans le Pais, & semblables avantages, qui sont aussi celui de Sa Majesté par plusieurs considération.

L'on avoit fait fin à cette représentation, mais les Adversaires estant revenu à la charge, & faire grand bruit de ce que ceux de Namur voudroient à present leur Manufacture un sol à la livre plus cher qu'auparavant, d'où ils inferent, aussi-bien que du droit de trois florins par cent à l'entrée des Cuivres étrangers, un grand prejudice au Peuple, il faut encore demander la grace d'un peu d'attention, pour reconnoître le poid de cette objection, qui est vraiment la plus vaine de toutes celles qu'ils ont faites, car s'il est vrai, comme il est indubitable, que les Calmines du Roi leur coûtent à present & depuis leur Octroy un quart davantage que du passé, sans comprendre les huit livres d'excescence qui font 33 pour cent, d'augmentation, dont Sa Majesté profite, sans parler d'autres dépenses, fraiz & interets, dont ils ont été chargez de puis deux ans, l'on ne peut pas trouver injuste, ni étrange, que le prix de leur Manufacture soit augmenté de deux ou trois liards à la livre, puis que Sa Majesté n'est pas presumée vouloir qu'ils la vendent à perte, ce qui seroit le moyen de faire déchoir & perir leur Fabrique, au lieu de la faire augmenter, dont l'importance est connue à tout le Ministère, principalement quand on considère que toutes les charges imposées par le Roi, par les Etats & par les Villes, depuis des siècles, & qui s'imposent encore de tems en tems sur

d'autres Manufactures & denrées, même sur les comestibles, les ont fait & les font augmenter de prix sur les Sujets de Sa Majesté ; en effet personne n'ignore, que depuis l'an 1699 lors que l'on a travaillé au rétablissement du Commerce, & des Fabriques du Pays, Sa Majesté a fait émaner divers placcards par lesquels Elle a chargé les manufactures étrangères de laines de quinze pour cent, qui les ont fait augmenter de quinze & de dix-huit solz par aune ; les fers étrangers de quinze florins sur chaque mille, qui ne vaut que soixante ; les papiers de huit solz par rame, qui ne vaut que 4 florins ; le sel d'Hollande de trois florins à la rasiere ; & quantité d'autres especes dont les manufactures commencent à se cultiver en ce pays à cause desdites charges, sans que les Sujets de Sa Majesté se plaignent, ni puissent se plaindre, beaucoup moins les étrangers, de telles impositions ni de l'enchérissement de quelque peu de manufactures du pays, puis que tout cela tend au bien de l'état, & qu'il est impossible d'en user autrement, d'autant que les étrangers, pouvant donner leurs manufactures à beaucoup moindre prix que celles du pays, détruiroient en un instant toutes les manufactures internes, que Sa Majesté veut beneficier, si elle ne chargeoit pas les étrangères à l'entrée en telle sorte qu'elles ne puissent être débitées à moindre prix que les internes, ce qui est tellement vrai à l'égard des manufactures de cuivre de ceux d'Aix, de Stalbergh, & d'Eysden, que nonobstant la charge de trois florins au cent pesant, imposée à l'entrée,

trée, & nonobstant le droit de transit qui peut s'imposer, ils peuvent encore donner les leurs à meilleur prix que ceux de Namur, à raison qu'ils ont tout à moindres fraiz, tant les calmines de leur pays, que leurs ouvriers, leurs voitures, & autres; sans qu'il soit relevant de dire, que par le tarif particulier du pays conquis du 13 de Juin 1671, tout-à-fait different de celui du royaume de France, qui est de l'an 1664, les manufactures de cuivre seroient seulement chargées de vingt-cinq sols, faisant vingt sols monnoye d'Espagne à l'entrée du pays conquis, puis que ledit tarif particulier à esté fait par maxime d'Estat, pour soulager & allecher des nouveaux sujets, ce qui néanmoins n'eut pas esté fait, si dans la France, ou au pays conquis la manufacture de cuivre estoit établie, lesdits deux tarifs du royaume de France & du pays conquis, faisant voire, notamment les dernieres ordonnances y compilées vers la fin, que l'on y a chargé considerablement toute sorte de manufacture, même de denrées étrangères, pour beneficier les internes par une raison d'Estat & de justice, même il paroît par celui du royaume, de l'an 1664 folio 97, que les cuivres en chaudrons, & autres y sont chargés à l'entrée de cinq livres de France, faisant quatre florins monnoye du Roy le cent pesant, si bien qu'il est intolerable, que lesdits étrangers figurent tel excès pretendu dans les droits de Sa Majesté imposez à l'entrée de leurs manufactures en ce pays, & du prejudice dans la rehauffe de deux ou trois liards à la livre de celles de Namur, prin-

ciipalement quand on confidere , que le pain , la bierre , les draps , les chapeaux & autres confomptions semblables , quoi que le plus neceffaires à la vie , & de confomption continuelle , fe rehauffent à proportion du prix des grains , des laines & de matieres à la charge du peuple , à quoi n'eft pas comparable la rehauffe d'un fol fur les chaudrons , & manufactures de cuivre du Pays , puis qu'au lieu de perir & fe confommer continuellement , ces efpeces durent trente ans , & pendant la vie de l'homme ; Tellement enfin , que malgré tout ce que difent , & tous les efforts que font ces étrangers , pour tacher de faire innover l'octroy accordé à ceux de Namur , afin d'affoiblir & ruiner dans la fuite (comme ils ont encore fait du paffé) la manufacture de Namur , qui eft la feule de tout le pays du Roy , l'on peut conclure au contraire , qu'il eft de justice , & qu'il importe au fervice du Roy , à l'honneur du miniftre , & au bien public , de maintenir ledit octroy émané au confeil d'Eftat , composé de tous les premiers miniftres du Roy , à l'intervention du confeil des finances , après une deliberation de deux ans , & qu'au lieu de baiffer les droits impofez à l'entrée defdites manufactures étrangères , il importe d'impofer le tranfit à Ruremonde & ailleurs fur les cuivres rouges , ce qui augmentera les finances de Sa Majefté pardeffus tant d'autres avantages resultans de l'augmentation , & en tous cas de la confervation de la ditte manufacture de cuivre , dont les clairvoyants fçavent , & verront encore plus dans la fuite les bons effets , fur lesquels & leur confe-

quence on cessera de s'élargir davantage ,
 suffisant en un mot, que les manufactures
 internes, notamment les considérables, telles
 que celle de cuivre, sont indubitablement
 la grande affaire au bien de l'Estat & des
 peuples, conséquemment du Souverain, & que
 d'autres utilitez résultant de marchandises
 étrangères sans manufacture interne ne sont
 que des illusions toutes pures, qui sont en-
 fin suivies de la pauvreté & de l'accable-
 ment du peuple, & des pays, à quoi l'on
 ne sçauroit jamais faire trop de reflexion,
 puis que c'est la plus grande de toutes les
 veritez,

Sous correction très-humble.

*Resumen & réponse finale des maîtres fondeurs
 & batteurs de Cuivre de Namur, au der-
 nier écrit, produit par ceux de Stalberg,
 d'Aix, & d'Eysden*

S I R E,

Après tant de remontrances, de remar-
 ques, & d'instances, faites jusques ors par
 ceux de Stalbergh & consors, & après tant
 de solutions qu'y ont donné ceux de Namur,
 par la dernière desquelles ils ont fait tou-
 cher au doigt, comme ils esperent, l'erreux
 & la supercherie du compte de 19 mille 968
 écus de perte, qui resulteroit par an à V.
 Majesté, de l'octroi accordé à ceux de Na-
 mur, l'on ne peut regarder que pour des

embouches nouvelles, le compte & le volume nouveau que le Sr. Lipman vient encore de mettre au jour en leur nom, par lequel il grossit ladite perte à la somme de 22 mille 891 & demi écus par an, même à beaucoup plus, comme il dit à la fin, prétendant aussi qu'il y auroit du prejudice pour les facteurs, chartiers, & les sujets de V. Majesté, dans la cessation de leur manufacture, ou l'introduction d'icelle.

Car sans fatiguer le ministre, par des solutions articulaires dudit volume, dont les articles sont tirez & couchez à l'aventure, à quelle fin il faudroit aussi un volume de pareille étendue que celui-là, ce qui serviroit moins à éclaircir, qu'à brouiller, il est évident, pour le renverser en un mot, que la perte prétendue qu'ils extollent, est fondée sur la supposition qu'ils font, de cesser à toujours d'envoyer aucune de leurs marchandises de cuivre à debiter en ce pays, de n'en faire passer aucune par transit, & de ne plus tirer aucun cuivre par Ruremonde, qui sont autant de suppositions abusives & impossibles; car étant averé, qu'ils peuvent livrer en ce pays leurs manufactures, quoi que chargées de trois florins au cent peçant, à pareil & même à moindre prix que ceux de Namur, & étant hors de doute qu'ils ne peuvent éviter sans double perte, la traite des cuivres rouges par la meuse, & que le transit leur est aussi très-commode, & facile par ce pays, comme on a fait voir par les écrits précédens, il est desuite manifeste, que ce ne sont que des craintes specieuses, qu'ils viennent figurer, & que

toute leur machine vient à corruer par ces considérations , notamment veu , que quoy que leurs manufactures soient chargées en France de quatre florins au cent pezant a l'entrée, ils y en debitent cependant , comme ils ont advoué , une très-grande quantité , ce qui fait conclure , qu'il y a de l'utilité a attendre dans la suite desdits droits d'entrée , qui doivent monter au profit de V. Majesté , aussi bien que le transit a imposer a Ruremonde , s'il se trouve convenir , a des sommes considerables , au lieu d'une perte imaginaire , qu'ils figurent ; mais quand il seroit possible , a tout rompre , qu'ils cessassent leur manufacture , ou bien , qu'ils abandonnassent la traite de ce pays (ce qui n'arrivera pas) par ou il viendrait a manquer a V. Majesté le peu de boni revenant de quelques calmines , aussi bien que quelques droits qui n'ont rapporté que des bagatelles au prix du préjudice en résulté , en tel cas , les benefices , profits , & avantages , revenant d'ailleurs a V. Majesté & au bien de l'estat , surmonteroient incomparablement ce qui se nomme perte ou interet , comme on a fait voir auparavant , principalement parce que les manufactures dans un pays font un si grand bien , & sont de si grande utilité au souverain , & au peuple , que la portée & l'avantage en est inestimable a une quantité certaine , & qu'au contraire tous les pays , qui n'ont & ne cultivent point de manufacture interne , mais qui doivent les tirer des étrangers , ne peuvent fleurir , ni subsister , conséquament pas estre utiles a leur prince , les preuves infaillibles de l'un , se trouvant en Angleterre

aussi-bien qu'en Hollande , & de l'autre dans des cantons de l'Espagne , & ailleurs , ce qui est particulièrement vrai , à l'égard des manufactures importantes , & nécessaires à tout le monde , telle que celle de cuivre , qui se trouve retablie à Namur , tant à cause de la subsistance de tant de familles , & de la consommation merveilleuse qu'elle cause , des bois de V. Majesté , aussi-bien que des charbons de bois & de terre , qu'à raison de l'emploi & de l'usage des calmines , qui sont du crû du pays & du domaine de V. Majesté , sur-tout à raison , que l'argent de V. Majesté ne fait que circuler , & demeure dans son pays , au lieu qu'il en sorte sans retour , à mesure que l'on tire des manufactures des pays étrangers , sans d'autres considérations si-bien qu'à supposer que la manufacture de Namur ne s'augmenta point dans la suite , audelà de ce qu'elle est à présent , pour laquelle il importera néanmoins de conserver les calmines qui finiront un jour , & pour lesquelles ils payent aussi trente-trois pour cent davantage que du passé au profit de V. Majesté , il seroit très utile , & très avantageux , sous correction tres-humble , de la maintenir , en maintenant ledit octroy , que V. Majesté n'a voulu accorder qu'après la fin des traittez faits avec lesdits étrangers , puisque l'alteration de cet octroi seroit insensiblement dechoir & perir laditte manufacture , qui ne pourroit subsister , comme il est encore arrivé ci-devant , lorsque des ministres , leurrez par les fausses apparences de manquer quelques droits d'entrée & semblables , donnerent lieu à des changemens .

pareils à ceux qui sont pretendus aujourd'hui, à quoi l'on ne peut par consequent croire, que V. Majesté veuille donner les mains, n'estant pas juste ni conforme au droit, ni à la grandeur des princes, non plus que de leur ministre, que les sanctions salutaires émanées à meure deliberation, & par tous les premiers ministres & Conseils du Prince, ainsi que l'a été ledit octroi, soient sujettes aux alterations continuelles, beaucoup moins à l'appetit d'étrangers, qui pour y parvenir, feignent du zele au roial service, & au bien du publique & des peuples, en voulant annoncer & suggerer au ministere éclairé, les leçons qu'ils feignent convenables, dont au contraire il n'est rien de plus prejudiciable, ni de plus dangereuse consequence, enfin on laissera au discernement de V. M. & de son ministere, qui a prevenu tout ce que ledit sindicq peut dire, si ledit octroi, émané au conseil d'etat, à l'intervention de celui des finances, ouïs les chambres des comptes: les conseillers-fiscaux, & autres, & après des si meures deliberations, peut passer pour une decoration de theatre, & si le bien de V. Majesté, de l'etat. & de ses bons sujets, ne doit pas preponderer aux vœux interessées des étrangers, tendantes à la destruction du plus important, & du plus avantageux à l'etat,

Autre octroi touchant lesdits minéraux dits calmines de l'an 1726.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains &c. &c. &c. A tous ceux qui ces presentes verront salut. Recu avons l'humble supplication des veuves de Michel & Jâques Raymond en compagnie, Jean François Tressoigne & compagnie & Henri Bivort tous maitres bateurs & fondeurs de cuivre dans notre ville & province de Namur, contenant que pour beneficier & augmenter la manufacture des cuivres & la traite des calmines dans ladite province, il nous plût de leur accorder un nouvel octroy pour le terme de vingt-cinq ans a commencer le premier de may de cette année mil sept cens vingt six tant pour eux, que pour leurs heritiers ou ayant cause sous les clauses & conditions suivantes.

I. Que les supplians s'obligent de prendre pendant ledit terme annuellement pour chaque fourneau quinze mille livres de calmines de notre montagne de Limbourg bien brulées, calcinées, & nettoyyées au prix de quarante huit sols les cents livres, comme il leur a été accordé par l'octroi precedent par lequel le prix desdites calmines a été fixé pour les estrangers à soixante deux sols le cent pesant, l'entrée & le transit des cuivres, en bassins, chaudrons & plates à trois florins & du fil de laiton à cinq florins le cent.

II. Qu'ils prendront les calmines dans les magazins qui sont sur la montagne & non ailleurs ; & que les payemens en seront faits dans les villes de Bruxelles ou Anvers à mesure de la livraison.

III. Que pour le prix & paiement d'ycelles lesdits maitres fondeurs & batteurs de cuivre ne seront obligés les uns pour les autres , mais chacun pour sa quote-part seulement.

IV. Qu'au cas que les supplians viennent à augmenter le nombre de leurs fourneaux & batteries , comme ils esperent de le faire , il leur sera livré de la calmine à proportion , parmy l'advertance d'un mois auparavant , & qu'ils pourront faire ladite augmentation des fourneaux & batteries sans avoir besoin d'autre octroy que le present.

V. Que toutes les calmines qu'ils prendront de ladite montagne leur seront livrées libres de tous droits & impositions , mises & à mettre , & que si pendant le terme de cet octroy , le prince de Liege , ou autre puissance estrangere , venoit à charger lesdites calmines en traversant leurs états , d'autres droits que ceux qui sont presentement établis , ou en deffendre passage , en ce cas ils en seront desintereffés ou dechargés de prendre de ladite calmine.

VI. Que pendant le terme du meme octroy il sera toujours permis aux supplians de faire la recherche & traite de toutes les calmines qui se trouveront dans les terres de nôtre obéissance pour être employées à leur fabrique , en payant en mains de nôtre conseiller & receveur des domaines à Namur

dixhuit sols du cent pesant de celle du village de Velaine, brûlées calcinées à leurs fraix avec l'excreffence de dix sur cent livres, & quinze sols de celles des autres lieux qui sont de moindre valeur, comme il s'est toujours pratiqué, ensuite des octroys precedens, & que pour lier & estançonner leurs fosses il leur sera permis de prendre dans nos forêts les bois necessaires à cet effet.

VII. Que si pendant ledit terme nous trouvons convenir d'accorder d'autres octroys pour la traite des calmines, fonderies & batteries de cuivre, les impetrans ne pourront avoir des plus grands avantages que ceux dont jouiront les supplians, & que s'il arrivoit qu'en faisant la recherche des calmines, ils venoient à decouvrir quelques autres mineraux, ils pourront en jouir en payant à notre profit le tantieme réglé dans nôtre province de Namur, sans que personne de quelle qualité ou condition il puisse être, puisse les empêcher ou inquieter à ce sujet, sous pretexte d'octroy primitif ou anterieur.

VIII. Qu'ils seront exempts de tous droits d'entrée, tonlieux & autres mis ou a mettre, sur les cuivres rouges, rognures de vieux cuivres dits mitrailles & autres materiaux dont ils auront besoin pour leur fabrique, comme pierres de Bretagne à couler le cuivre & talck ou suif de Moscovie pour tirer le fil de laiton.

IX. Qu'ils seront aussi exempts de tous droits de sortie, tonlieux & autres mis ou à mettre sur leurs ouvrages, tant fondus, battus que tirés en fil de laiton, fabriqués

de nos calmines qu'ils feront passer vers les pays étrangers, ou les lieux de notre obéissance, comme aussi du droit du pont geldc ou pond-paninck, qui se paye dans la ville de Gand, du droit d'accise à Louvain, &c. de tous autres qui se levent à notre profit ou celui de nos villes, communautés & sujets.

X. Que la sortie de tous vieux cuivres & mitrailles tant rouges que jaunes, bronze, metal de cloches, potis & autres semblables, demeurera défenduë conformément aux placards & ordonnances.

XI. Que lesdits maitres fondeurs & batteurs de cuivre jouiront de l'affranchissement de guet, & garde, logement de soldats, maltotes, contributions, tailles & subsides pour leurs maisons, fonderies, batteries & hufines & de toutes les charges dont ceux qui servent ou serviront dans les offices de magistrature seront libres & exempts & que l'observance de ce que dessus sera comprise dans le serment que lesdits magistrats devront prêter à chaque renouvellement.

XII. Que tous les ouvriers de fonderies & batteries de meme que ceux qui travaillent à la recherche & traite des calmines, jouiront des mêmes privileges & prerogatives ne faisant aucun commerce laquelle clause ne pourra operer pour les maitres & maitresses desdites fonderies & batteries, auxquels il sera permis de faire & d'exercer avec la fabrique de cuivres tel autre negoce & trafic qu'ils trouveront convenir.

XIII. Qu'aucun ouvrier ne pourra quitter le service d'un maitre pour travailler à celui

d'un autre sans consentement par écrit, & que les maitres ne pourront pas debaucher ou attirer les ouvriers les uns des autres, à peine de cent écus d'amende pour chaque ouvrier & d'être contraint de les rendre, que notre conseiller-procureur general devra intenter action pardevant notre conseil de la province pour faire condamner les contravenans à l'observance de ce que dessus, & au payement des amendes encourues.

XIV. Et qu'au regard des difficultés qui pourroient survenir entre les maitres & les ouvriers au sujet de la fabrique & du negoce des cuivres, il nous plaît d'autoriser nos conseillers procureur & receveur generaux de Namur de les decider sommairement sans forme de procès pour maintenir la tranquillité dans ladite fabrique & en empecher le trouble.

Nous suppliant de leur accorder nos lettres d'octroy en tel cas pertinentes, scavoir faisons, que nous les choses susdites considerées, eu sur ce l'avis du conseil de nos domaines & finances, qui ont eu au préalable ceux de nos chambres des comptes, du conseiller & receveur general de nos domaines du voss-maitre, & du controleur de la montagne des calmines à Limbourg, du conseiller & receveur general de nos domaines à Namur, avec celuy de notre conseiller établi pour les affaires de nos droits & du commerce aux Pays-Bas, inclinant favorablement à la supplication desdits supplians, avons pour le plus grand avantage du commerce & l'augmentation des fonderies & batteries de cuivre en notre province de Namur, (à la de-

libération de notre très-chère & très-aimée
sœur Marie Elisabeth, par la grace de Dieu,
Archiduchesse d'Autriche, &c. nôtre lieu-
tenante & gouvernante generale de nos Pays-
Bas), permis, octroyé & consenti, permet-
tons, octroïons & consentons par ces pre-
sentes pour un nouveau terme de 25 ans, à
commencer du premier de May de cette an-
née mil sept cent vingt-six, que les supplians
puissent & pourront continuer leurs batteries
& fonderies de cuivre dans notre ville &
province de Namur, les augmenter & eriger
de nouveaux fournaux sans autre permission
ny octroy, à condition de prendre annuel-
lement pour chaque fourneau qu'ils ont &
qu'ils érigeront en ladite ville & province,
suivant les certificats à donner par le conseil-
ler & recèveur general des domaines de
ladite province, present ou autre à venir,
quinze mille livres de la calmine de la mon-
tagne de Limbourg, laquelle leur sera livrée
bien brulée, calcinée & nettoyée par préfe-
rence à tous autres par le conseiller receveur
general des domaines, les officiers de la mon-
tagne, les admodiateurs ou administrateurs
desdits domaines au moindre des prix qu'on
les aura vendu, & laissé à d'autres pendant
le terme de cet octroy.

Qu'ils prendront lesdites calmines dans les
magasins qui sont sur ladite montagne, &
non ailleurs, & que les payemens en seront
faits dans les villes de Bruxelles ou Anvers
à mesure de livraison, que pour le prix &
payemens d'icelles, lesdits maitres fondeurs
& batteurs de cuivre ne seront obligés les
uns pour les autres, mais chacun pour sa

quote-part seulement; qu'au cas que les supplians viennent à augmenter le nombre de leurs fourneaux & batteries, comme ils espèrent de le faire, il leur sera livré de ladite calmine à proportion parmi l'avertance d'un mois auparavant; que toutes les calmynes qu'ils prendront de ladite montagne leur seront livrées libres de tous droits & impositions mises & à mettre; & que si pendant le terme de cet octroy le Prince de Liege, ou autre puissance étrangere venoit à charger lesdites calmynes en traversant leurs Etats d'autres droits, que ceux qui sont présentement établis, ou en deffendre le passage, en ce cas ils en seront desinteressés ou déchargés de prendre ladite calmine;

Si accordons aussi que pendant le terme de cet octroy, il sera toujours permis aux supplians de faire la recherche & traite de toutes les calmynes qui se trouvent dans la province de Namur & autres terres de notre obéissance pour être employées à ladite fabrique en payant en mains de nôtre conseiller & receveur des domaines à Namur dix-huit sols du cent pesant, de celles du village de Velaine, brûlées & calcinées à leurs fraix avec l'excreffence de huit livres sur cent, & quinze sols de celles des autres lieux, qui sont de moindre valeur comme il s'est toujours pratiqué ensuite des octrois precedens; & que pour lier & étançonner leurs fosses, il leur sera permis de prendre dans nos forêts les bois nécessaires à cet effet; que si pendant ledit terme, nous trouvions convenir d'accorder d'autres octrois pour la traite des calmynes, fonderies & batteries de cuivre,

les impetrans ne pourront avoir de plus grands avantages que ceux dont jouïront les supplians en vertu des presentes ; consentant aussi que s'il arrivoit qu'en faisant la recherche des calmines lescdites veuves de Michel & Jacques Raymond en compagnie, Jean François Tressoigne & compagnie & Henry Bivort supplians leurs hoirs & ayant cause venoient à découvrir quelques mineraux comme plombs & autres, ils pourront en jouir en payant à notre profit les droits réglés dans nôtre province de Namur, parmy les devoirs d'advertance & en observant les réglemens decretés sur la traitte des mineraux sans que personne de quelle qualité ou condition il puisse être, puisse les empêcher, ou inquieter sous pretexte d'octroy primitif ou antérieur ;

Si voulons & déclarons qu'ils seront exempts de tous droits d'entrée, tonlieux & autres, mis ou à mettre sur les cuivres rouges, rognures de vieux cuivres dits mitrailles & autres matériaux, dont ils auront besoin pour leurs fabriques, comme pierres de Bretagne à couler le cuivre, le talck ou suif de Moscovie pour tirer le fil de laiton ; qu'ils seront aussi exempts de tout droit de sortie, tonlieux & autres mis ou à mettre sur leurs ouvrages tant fondus, battus que tirés en fil de laiton fabriqués de nos calmines qu'ils feront passer vers les pays étrangers, ou vers les lieux de notre obéissance ; comme aussi du droit de pont geldt ou pont peninck qui se paye en la ville de Gand, du droit d'accise à Louvain & de tous autres qui se levent à notre profit ou celui de nos

villes , communautés & sujets ; que la sortie de tous vieux cuivres & mitrailles tant rouges que jaunes , bronze & metal de cloches , potis & autres semblables demeurera defendue conformement aux placcards & ordonnances , & que sur les cuivres de fabriques étrangères , en bassins , chaudrons , plates ou fil de laiton qui entreront dans nos Pays Bas , ou que l'on fera passer par transit vers les voisins sera levé pour droits d'entrée ou de transit trois flor. du cent pesant.

Que lesdits maîtres fondeurs & batteurs de cuivre , jouiront aussi de l'affranchissement de guet & de garde , logement de soldats , maltotes , contributions , tailles & accises pour leurs maisons , fonderies , batteries & hufines & de toutes les charges dont ceux qui servent ou serviront dans les offices de magistrature seront libres & exempts , & que l'observance de ce que dessus sera comprise dans le serment que les magistrats devront prêter à chaque renouvellement.

Que tous les ouvriers des batteries & fonderies , de même que ceux qui travaillent à la recherche & traittes de calmines , jouiront des mêmes franchises & prerogatifs , ne faisant aucun commerce , laquelle clause ne devra opérer pour les maîtres & maîtresses desdites fonderies & batteries , auxquels il sera permis d'exercer avec la fabrique de cuivre tel autre négoce ou trafic qu'ils trouveront à propos ; si réglons & déclarons qu'aucun ouvrier ne pourra quitter le service d'un maître pour travailler à celui d'un autre sans consentement par écrit , que les maîtres ne pourront pas debaucher ny attirer les ou-

vriers les uns des autres , à peine de cent écus d'amende pour chaque ouvrier , & d'être contraints de le rendre , voulons que nôtre conseiller & procureur general agisse contre les contravenans pour les faire condamner à l'observance de ce que dessus , & payement des amendes encouruës ; déclarons aussi pour encourager ceux qui auroient intention de s'associer ou d'ériger des nouveaux fournaux & huïnes pour la fabrique desdits cuivres en notre province de Namur , qu'ils n'aurent pas besoin d'autre octroy , qu'ils pourront s'adresser au conseiller & receveur general de nos domaines , lequel après s'être informé de leur suffisance , probité & bon procedé & avoir sur ce eu les appaisemens requis , pourra leur permettre de s'associer ou d'eriger des fournaux , batteries & huïnes dans les endroits commodes pour leur propre compte & qu'ils jouiront des exemptions & avantages cy-dessus exprimés , en prenant aussi pour chaque fourneau quinze mille livres de la calmine de la montagne de Limbourg & en se reglant exactement suivant ce qui est cy-dessus disposé ; & au regard des difficultés qui pourroient survenir entre les maîtres & les ouvriers au sujet de la fabrique & du négoce des cuivres , nous autorisons nos conseillers , procureur & receveur generaux de Namur de les décider sommairement sans forme de procès , afin de maintenir la tranquillité dans ladite fabrique & en empêcher le trouble : bien entendu que les impetrans avant de pouvoir jouir de l'effet de ces presentes , seront obligés de les presenter à nosdites finances & chambre des

comptes pour y être respectivement vérifiées & interinées, selon leur forme & teneur, à la conservation de nos droits, hauteurs & seigneuries, en payant à ceux de nosdits des comptes l'ancien droit pour ledit interinement. Si donnons en mandement à nos tres chers & feaux les chef-president & gens de nos privé & grand conseil, president & gens de notre conseil de Namur, & à tous autres nos justiciers &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles le cinquieme jour du mois d'Avril l'an de grace mil sept cent vingt-six, & de nos regnes de l'Empire Romain le quinzieme &c. &c. &c.

Nouvelles Chartres du métier des Bouchers.

CHARLES par la grace de Dieu empereur des Romains, toujours auguste, &c. &c.

Sçavoir faisons à tous present & avenir, que nous avons reçu l'humble supplication & requête des messieurs & generalité du metier des bouchers en notre ville de Namur, contenant que depuis le vingunieme du mois de May mil six cent septante cinq, les chartres dudit metier ont été rafraichis pour remedier aux abus qui auparavant s'y étoient glissez, tant au préjudice de nos interets qu'à celuy dudit metier, il s'en rencontreroit aujourd'huy quantité qui seroient arrivés par le changement & la corruption des mœurs, non-seulement à la désolation & ruine du même metier, mais encore au detrimement des droits & des interets competans à notre do-

maine , lesquels par la grande quantité d'étrangers qui viennent s'y fourer seroient cause que ledit metier s'en vat presque à rien, au lieu que si l'on n'admettoit audit metier que les fils des maitres , ainſy qu'il s'observe dans toutes les autres villes , nous n'y perdrons rien , puisqu'ils payeroient bien plus les étaux placez en la halle à la chaire qu'ils obtiendroient qui font partie de nos domaines , étant d'ailleurs à considérer que l'on pourroit bien exclure tous les étrangers parce que ledit metier est a present un tiers plus fort qu'il n'étoit passé vingthuit à trente ans jusques à la que pardessus trente neuf à quarante qui exercent actuellement ledit metier , il y auroit huit à neuf de leurs enfans capables & prêts à entrer au métier , ce qui sans préjudice d'une vingtaine d'autres enfans augmentera toujours de plus en plus ledit metier , & par conséquent lesdits étaux & nos droits tant en ce regard que pour les droits de leurs entrée , ce pourquoy & qu'il conviendrait aussi pour notre utilité & celui dudit metier , de mettre un frein aux rotisseurs , & à tous autres qui se melent de vendre viande ou chaire fraîche en leurs maisons , & que l'on ne peut surprendre par les amendes ainſi qu'ils devroient l'être à raison que la plus-part de tels vendeurs ne sont point aggregez au corps dudit metier , les remontrants pour prevenir tous ces inconveniens , interets & prejudice , & mettre ordre à tous abus pour autant qu'il est possible , ont fait dresser le projet des chartres nouvelles & convenables pour le tems present sur ce exhibé , mais comme il ne pourroit

subsister sans notre autorité royale , ils nous ont supplié tres-humblement de vouloir agréer & homologuer le susdit projet de chartres dont la teneur s'en suit.

Projet des nouvelles Chartres du metier des bouchers de la ville de Namur.

PREMIEREMENT. Il est ordonné que personne ne sera admis audit metier s'il ne fait profession de la foy catholique apostolique & romaine , connu homme de bien & de bonne fame , capable d'exercer ledit metier, en faisant chef-d'œuvre designé par les maîtres en charge.

II. Que pour y entrer , tous étrangers non originairs du pays & comté de Namur feront venus de payer soixante florins une fois audit métier à repartir pour la moitié au profit de S. M. & l'autre au profit dudit metier , outre deux escalins au greffier pour enregistrement.

III. Et quant aux originairs ils payeront quarante florins a repartir comme dit est , ne soit qu'ils soient fils des maîtres , auquel cas ils payeront seulement la dresse ordinaire desdits maîtres de la valeur de dix patracons outre les droits du greffier comme dessus.

IV. Que personne dudit metier ne pourra vendre chaire fraiche non plus que tripailles & déponilles cuites en quel quartier de la ville que ce soit , sinon en la halle , à peine que les contravenans payeront pour chaque fois huit florins d'amende applicable la moitié au profit de S. M. & l'autre audit metier , outre dix sols à leur valet ,

sauf qu'il leur sera permis de livrer de la viande à leurs chalands en leurs maisons pourveu que ce ne soit en dessous de vingt cinq livres, & qu'ils se fussent au préalable racheté du poid de la ville qui est un domain appartenant à Sa Majesté.

V. Que personne dudit metier ni autres de résidence en laditte ville, ne pourront porter aucune espece de viande fraiche pour vendre hors de la halle a peine de six florins d'amende pour chaque fois qu'ils seront trouvés contravenans au present article pendant le jour, & du double pendant la nuit, au pardeffus de la confiscation desdites chaires repartissables comme dessus.

VI. Et pour remedier aux inconueniens & abus qui se sont jusqu'ors commis par les graissiers, rotisseurs & hotelains vendans chaire fraiche sous ombre qu'ils pourroient tuer bœufs & porcqs pour leur provision, il leur est serieusement interdit autant bien qu'a tous autres n'étant dudit metier de vendre doresnavant chaire fraiche.

VII. Non plus que chaires cuites, roties & salées, ne soit qu'elles procedent de la halle, à peine de six florins d'amende & confiscation de la chaire.

Bien entendu neanmoins qu'ils pourront tuer bœufs ou vaches, porcq & autres betes pour leur provision de menage, & autrement & en rendre & laisser ravoïr l'un a l'autre par moitié, quartier ou autrement, pourveu que ce ne soit endessous de vingt cinq livres pesans, & qu'ils fassent peser la chaire au poid de la ville.

IX. Item que nul dudit metier pourra ven-

dre chaire de bœufs avec chaire de porcq ou lard, mais devra être une espece vendue separement de l'autre, en sorte que qui vendra d'une espece, ne pourra vendre de l'autre à peine de confiscation.

X. Que ceux dudit metier et nomement le pere, son fils ou ses fils qui demeureront en une même maison, et sous le même toit ne pourront faire les deux, c'est a-dire l'un vendre de la viande de bœufs vache et autres fraiches en la halle, et l'autre faire le rotisseur ou vendeur de chaire de porcq en la maison, à peine de douze florins d'amende pour chaque contravention, et de confiscation de chaque espece de viande.

XI. Comme aussi personne dudit metier ne pourra s'affocier ensemble sinon pour faire l'une ou l'autre sorte dudit metier, et point les deux ensemble à peine de vingt-quatre florins d'amende repartissables comme dessus, et de confiscation de l'une et de l'autre espece de chaire.

XII. Que les jours des dimanches et fetes lesquels il n'est permis de vendre en la halle, ceux dudit metier pourront à boutique fermée et sans scandale du public vendre aux heures permises par les édits politiques, chaires fraiches dans leur maison.

XIII. Etant interdit à qui que ce soit, n'étant dudit metier d'en vendre dans la banlieue de laditte ville, à peine que les contravenans payeront pour chaque fois l'amende de huit florins, aplicable comme dessus outre dix sols au serviteur dudit metier.

XIV. Et quant aux habitans de la neuve ville et faubourg de jambes ils ne pourront

aussi y vendre de la chaire fraiche, depouilles et tripailles, s'ils ne sont natifs desdits lieux et dudit metier auquel cas ils pourront vendre aux surceans d'illecq seulement, et après que la chaire sera visitée par les maitres dudit metier, a peine de trois florins d'amende pour chaque contravention.

XV. que nul dudit metier ne pourra tuer ny écorcher aucune bête en laditte halle ni y nettoyer les tripailles et depouilles, mais ils le devront faire en leurs maisons situées depuis la porte houx de deux côtés en revenant juiqu'au pont de sambre et compris la maison appartenante a S. M. et celle du coin de l'autre costé y compris aussi le marché aux foins pour ceux dudit metier qui y resident ou y resideront a l'avenir et non ailleurs, a peine de quarante pattars d'amende pour chaque contravention a repartir comme dessus.

XVI. Bien entendu aussi que laditte halle devra être entretenue & bien purgée d'ordures aux fraix dudit metier, comme aussi qu'elle sera fermée aux heures limitées.

XVII. Ils seront tenus d'avoir et rendre leurs maisons nettes et bien purgées d'ordures et apporter grand soin que toutes immondices soient conduites dans la riviere de sambre sous peine de trois florins d'amende reparable comme dessus.

XVIII. Ne pourront ceux dudit metier tuer ny vendre aucune brebis ou lethier depuis le jour de St. Thomas l'apôtre jusqu'au carême ensuivant, a cause qu'en ce tems elles sont pleines et la chaire malsaine, a peine de six florins d'amende pour chaque

contravention outre la confiscation de la chaire repartissable comme dessus.

XIX. Semblablement & pour même raison ne sera permis de tuer vaches endéans quarante jours après qu'elle aura donné son veau, à la peine précédente.

XX. Si est il interdit de vendre chaire de truyes étant pleines commeaussi des porcqs jardeux, à quelle fin ils seront tenus de premierement faire visiter et duëment regarder par personnes fermentées qui sont a ce commises les porcqs qu'ils voudront tuer, et au cas ils soient trouvés jardeux, ils ne les pourront tuer ni vendre en laditte ville et banlieu à peine de confiscation de la chaire, et de quarante pattars d'amendes pour chaque contravention repartissables comme dessus.

XXI. Neanmoins il arrive quelquefois que lesdits porcqs ne peuvent être reconnus jardeux étant en vie & qu'ils sont seulement reconnus, tels étant tuez, en ce cas en faisant apparoir aux maitres en charge dudit metier qu'ils auront étez visités & rewardeés étant en vie par les fermentés à ce commis, & qu'ils auront etez jugés bons lesdits dudit metier en pourront vendre la chaire en mettant toutesfois une banderolle dessus pour signifier que la chaire est jardeuse à la peine précédente.

XXII. De même nuls dudit metier ne pourront vendre ou exposer en vente soit en la halle ou en leur maison aucune sorte ou espece de chaire chaude ou fraichement tués, sauf le vendredi, samedi, jours de vigiles & autres lesquels on n'en mange pas, à peine de vingt parars d'amendes pour chaque contravention

vention à repartir comme dessus outre la confiscation.

XXIII. Ne sera aussi permis auxdits du metier de souffler les chaires de moutons, brebis, bœufs, vaches ou autres especes en quelle saison que ce fut, à peine de douze florins d'amende pour chaque contravention pour la premiere fois & de suspension de l'exercice du métier pour un an la seconde fois.

XXIV. Que les veuves dudit metier pourront & auront la liberté d'exercer pendant leur viduité, l'une ou l'autre espece dudit metier sans pouvoir faire les deux ensemble relativement à l'article neuvieme, soit qu'elles resident avec quelques de leurs enfans ou autrement, à peine de six florins d'amendes pour chaque contravention à repartir comme dessus.

XXV. Que les lards & jambons venans hors de la ville n'y pourront être vendus à moins qu'au préalable, ils fussent visités par les maitres & que les vendeurs ayent payé la reconnoissance accoutumée de quatre sols du cent pesant au profit du metier, à peine de confiscation & de six florins d'amende repartissable comme dessus.

XXVI. Ne pourront aussi ceux dudit metier ou appeller de l'état d'un autre les marchands à leurs étaux, à peine de trois florins d'amende.

XXVII. Et comme l'on a reconnu que les marchands étrangers viennent enlever au grand préjudice & interet du publicq les bêtes es marchés ordinaires & que par là ceux dudit metier ne peuvent être pourvus de bon-

nes bêtes pour accommoder un chacun, il leur sera permis d'en acheter une heure avant celle désignée pour les étrangers.

XXVIII. Que ceux dudit metier qui voudront acheter bêtes devront faire tels achats par eux mêmes, leurs domestiques, ou par un de leurs confreres, & sans employer aucun bourgeois ni manans de laditte ville & banlieu qui ne soit en effet dudit metier à peine de six florins d'amende pour chaque contravention, repartissable comme dessus.

XXIX. Que ceux qui se retrouveront ainsi sur ledit marché par commission dudit metier pour acheter les denrées, ne pourront prendre commission d'acheter pour plusieurs, ainsi seulement pour un seul à la même peine.

XXX. Qu'arrivant que quelques marchands viennent en laditte ville pour y vendre quelques nombres de bêtes, un boucher venant à les acheter sera obligé d'en donner part aux autres s'ils en demandent, & ce au même prix qu'il les aura acheté, & sans en faire refus à peine de confiscation, & de douze florins d'amende à la charge de tel ou tels refusans pour chaque contravention, repartissables comme dessus.

XXXI. Et comme il arrive assez souvent qu'ayant ainsi demandé part desdits achats plusieurs laissent ravoïr leursdites partes à d'autres, il ne leur sera permis de ce faire, & au contraire les devront retenir à eux pour en faire leurs profit eux mêmes à peine de six florins d'amende, & de confiscation pour chaque contravention.

XXXII. Que ceux dudit métier seront tenus de comparoître à toutes les assemblées

d'icelui à peine de vingt pattars d'amende repartissables comme dessus, & à leurs assemblées ne se pourront quereller, injurier ni battre à peine de trois florins d'amende comme dessus, le tout exécutable sur le champ sans forme ni figure de procès, & au défaut de paiement d'icelles les contravenans au présent article seront sur le champ exclus de l'exercice dudit métier pendant un mois, à peine que venant à l'exercer pendant ledit terme, ils encoureront une autre amende de dix patacons exécutable & repartissable comme dessus en demeurant exclu dudit métier tant & si long-temps qu'il n'aura été satisfait aux dites amendes.

XXXIII. Pareillement devront assister aux services & enterremens de leurs confreres trepassés y étant invitez & semoncés par le valet dudit métier, à peine de dix patars d'amende pour chaque défaillant applicable à faire prier Dieu pour le repos de l'ame du trepassé, les héritiers duquel devront reconnoître les droits accoutumés dudit métier qui est de seize sols à peine d'y être contraints par exécution après due sommation de huitaine du présent article.

XXXIV. Que ceux dudit métier seront francs & affranchis de toutes injures, vilainies, forces & violences en ladite halle si ce appartenante à S. M., & advenant qu'il leur en seroit fait ou aux étaux, ceux qui l'auront commis devront être corrigés selon les loix.

XXXV. De même ceux dudit métier ne s'y pourront aussi injurier, quereller ou battre non plus que leurs femmes, enfans ou

domestiques, à peine de trois florins d'amende exécutable sur le champ sans forme ni figure de procès, repartissable comme dessus, & la même règle devra avoir lieu & s'exécuter sur les marchés à la même peine.

XXXVI. Bien entendu que chacun dudit métier seront responsables en leur propre & privé nom, des amendes ainsi encourues par leurs femmes, enfans & domestiques, leurs recours sans contre eux ainsi qu'ils trouveront convenir.

XXXVII. Et cas arrivant que quelqu'un tuât ou blessât un homme dans ladite halle, ceux dudit métier le pourront saisir & arrêter pour le livrer es mains de l'Officier du Roi afin de le faire punir suivant l'exigence du cas.

XXXVIII. Que les maîtres d'icelui métier seront tenus comme de coutume de visiter tous poissons de mer, si comme cabilleaux, saumons, mourues, harens, forets & autres semblables marchandises, pour reconnoître s'il n'y a rien à redire & rejeter, & ce parmi payant par les vendeurs la reconnaissance accoutumée, savoir deux sols de chaque tonne de harens, forets, mourues, saumons, panniens de cabilleaux & ainsi de tout à l'advenant, à peine de confiscation d'icelles marchandises, & de six florins d'amende repartissable comme dessus, jusques laquelle visitation faite des poissons de mer, il ne sera permis aux marchands d'en vendre à la peine susportée.

XXXIX. Etant interdit à tous marchands revendeurs desdits poissons d'en vendre des detrempés ailleurs que dans le marché ordinaire nommé l'aplé des poissons.

XL. Et en cas de débordement de la rivière , sur le pont de Sambre auprès de la halle à la peine susdite.

XLI. Et pour la meilleure conduite & direction dudit métier ils devront choisir à pluralité de voix chaque année la veille du St. Sacrement quatre maîtres, un desquels sera choisi hors des quatre descendans pour être ancien maître, & ainsi d'année à autre.

XLII. Lesquels maîtres & leurs valet seront obligés sôt leur élection, de prêter serment es mains du Mayeur de Namur ou de son Lieutenant, de bien & fidelement gouverner ledit métier.

XLIII. Que personne dudit métier ne pourra refuser d'être maître, lorsqu'il aura été choisi, à peine de dix florins d'amende repartissable comme dessus, s'il veut s'en exempter.

XLIV. Que lesdits maîtres ne pourront entreprendre ni soutenir aucun procès qu'après communication en faite à la généralité dûment convoquée, & du consentement d'icelle ou de la pluralité de voix de ceux la composant qui devront avoir soin de faire écrire leurs résolutions sur le livre du métier, à peine aux maîtres d'en supporter les frais.

XLV. Tout or, argent, meubles & généralement tout ce qui appartiendra audit métier autant bien que toutes procédures & comptes rendus par chaque maître avec leurs acquis seront mis dans un coffre à deux serrures différentes, dont l'un des maîtres en aura une clef & l'ancien maître l'autre, & entre les mains duquel ledit coffre sera déposé.

XLVI. De tous quels droits, amendes & confiscation les maîtres dudit métier devront par chacun an rendre compte tant au receveur général qu'audit métier pour ce qui touche la parte de S. M. à l'encontre dudit métier pour par ledit receveur les rapporter en recette au profit de Sadite Majesté.

XLVII. Sera permis comme de coutume à ceux dudit métier pour faciliter la levée d'iceux droits & amendes de choisir & avoir un valet fermenté qui pourra exécuter à la charge des défaillans & transgresseurs des présentes chartres les droits, amendes & confiscations encourues, sans que personne le pourra injurier ou maltraiter faisant ses exploits, à peine de dix florins d'amende à repartir comme dessus.

XLVIII. Et qu'à cette fin le Mayeur dudit Namur sera tenu comme de coutume de donner ses sergeans en étant requis par les maîtres pour outrer les exécutions des amendes reprises es dites Chartres.

XLIX. Et pour d'autant mieux veiller à l'observation des présentes Chartres, il est ordonné aux maîtres dudit métier autant bien qu'à leur valet de prendre soigneux égard à ce qu'elles soient inviolablement observées suivant le ferment qu'ils auront presté à cet effet, & si avant qu'ils trouvent quelques défauts ou contravention, d'en faire fidel rapport au Procureur général ou Mayeur de ladite ville pour en poursuivre la calenge comme il appartiendra, à peine que lesdits maîtres & valet seront responsables en leurs propres & privés noms des peines & amendes qui auront été encourues.

L. Déclarant que lesdits maîtres ou l'un d'eux, leur valet & tous autres dénonciateurs non reprochables seront crus sur leur serment pourvu que la chose n'excede vingt florins une fois.

LI. Lesquels auront pour leurs devoirs un tiers de la moitié des amendes compétantes audit métier.

Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées & sur icelles en l'avis tant de nos chers & féaux les Présidens & gens de notre Conseil audit Namur, que de notre Conseiller Procureur-général illecq inclinans favorablement à l'humble supplication & requette desdits supplians, avons le projet des nouvelles Chartres ci-dessus inséré, agréé, approuvé, decretté & homologué, agréons, approuvons, decrettrons & homologuons de grace speciale par ces présentes en tous ses points, clauses & devises, voulans, octroyans & consentans que lesdits supplians & leurs successeurs audit métier en jouissent selon la forme & teneur, si donnans en mandement à nos très-chers & féaux les Chef-Président & gens de nos privé & grand Conseil auxdits de notre Conseil à Namur, & à tous autres nos justiciers, officiers & sujets auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder qu'ils fassent, souffrent & laissent lesdits supplians, ensemble leurs successeurs au susdit métier de cette notre présente grace pleinement, paisiblement & perpétuellement jouir & user selon & en la forme & maniere que dit est sans leur faire, mettre ou donner, ni souffrir être fait, mis ou donné ores ni en temps à venir aucun trouble ni détour-

bier ou empêchement au contraire, *Car ainsi nous plait-il*, & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours nous avons fait mettre notre grand scel à cesdites présentes données en notre ville de Bruxelles le sixieme d'Octobre l'an de grace mil sept cent vingt-huit, & de nos regnes scavoir de l'empire Romain le dix-septieme, d'Espagne le vingt-quatrieme, de Hongrie & de Bohême aussi le dix-septieme, paraphé de Baill^{vt.} & plus bas par l'Empereur & Roi en son Conseil.
Signé J. F. LE ROY.

Chartres du metier des boulangers du 2 Janvier 1719,

CHARLES par la grace de Dieu Empereur &c &c &c A tous ceux qui ces presentes ver-
ront salut: recus avons l'humble supplication & requette des maitres & generalité du metier des boulangers en notre ville de Namur, contenant que le 8me de Janvier 1599 ils auroient obtenu les chartres sur ce exhibées en copie autentique & que pour la meilleure conduite & reglement dudit metier il auroit convenu d'ajouter, augmenter, ou redresser quelques articles d'icelles, nous ce que dessus considéré & eu sur ce les avis tant de nos chers & feaux les president & gens de notre conseil de Namur que nos chers & bien amez les mayeur & échevins de notre dite ville, inclinant favorablement à la supplication & requette desdits suplians avons ordonné statué & decreté les points & articles suivans.

I. Primes que dorenavant personne ne pourra être admise audit metier, ni relever en notre ville & franchise de Namur, s'il n'est idoine de bonne fame, renommée & ouvrier de la main, & qu'à cette fin il ait fait une année entière d'apprentissage près d'un maître d'iceluy

II. Que pour sa reception s'il est natif de la ville & province de Namur, il payera dixhuit florins au lieu de douze qui se payoient cy-devant suivant les anciennes chartres à repartir lesdits dixhuit florins de cette maniere, scavoir la moitié à notre profit, & l'autre moitié au profit dudit metier.

III. S'il est natif de quelque autre terre ou pays qui soit neanmoins sous notre obeissance, il payera trente six florins à repartir comme dessus,

IV. S'il est absolument étranger il payera soixante florins aussi à repartir de la même maniere.

V. Pour reconnoitre si ceux qui voudront entrer audit metier se sont rendus capables pendant leurs apprentissages, ils seront tenus avant leur admission de faire chef d'œuvre en la même forme & maniere que du passé, autant bien que ceux qui le voudront relever.

VI. Que les acquerans seront, outre leurs droits, obligé de payer au tems de leur chef d'œuvre les vacations des maîtres & rewards dudit metier portans & arbitres à huit florins à repartir entre eux, & outre ce quatre éscalins au valer, le tout comme de coutume.

VII. Item que chacun en soient faits &

M,

& renouveller quatre maitres du metier gens de biens qui seront tenus de faire serment ès mains des mayeur & echevins de ladite ville de Namur, d'aider & garder les droits dudit metier, & de rendre bon & juste compte de toutes amendes & fourfaitures qui écheront pendant l'année qu'ils seront maitres, & de payer ès mains de notre receveur general dudit Namur ce qui pourra être du & échu à notre profit avec les autres deniers de son entremise ; bien entendu neanmoins qu'à la generalité seule dudit metier competera & appartiendra le choix & renouvellement des quatre maitres dudit metier, sauf que les quatre descendans pourront denommer chacun un maitre de ladite generalité pour leur succéder à être cependant ceux ainsi denommez, agréés ou rejettez par ladite generalité à pluralité de voix, soit pour cause ou non & que nul Reward descendant pourra à l'avenir pretendre à la maitrise l'année immédiatement suivante.

VIII. Item que lesdits maitres ainsi recus à serment, pourront élire un valet dudit metier de bonne fame & renommée qui ait puissance d'assembler ledit metier toutes & quantefois besoin fera, & ceux qui seront deffaillans de comparoitre auxdites assemblées, encourront une amende de dix sols pour chaque fois.

IX. Semblable amende fourfairont ceux qui n'accompagneront pas le corps mort de leur confrere quand requis en seront.

X. Et pourra ledit valet panner ceux dudit metier pour faire venir ens les amendes

dudit metier, & pour les rapports qu'il fera, il sera cru sous son serment.

XI. Item seront tenus lesdits boulangers de panneter & labourer lealement leurs pains, & les faire doresnavant de tel prix & poid qu'il leur sera ordonné, selon que l'on vendra les grains, au pied & en conformité de l'épreuve qui se fera pardevant le commis du magistrat pour régler ledit poid & prix.

XII. Et pour ce avoir égard seront deputez quatre Rewards sermentez gens de bien, savoir deux de la part dudit metier & les deux autres par les mayeur & echevins dudit Namur.

XIII. S'il arrivoit que lesdits pains ne seroient pas bien travaillés, ou seroient trouvés trop petits, celui des boulangers qui aura fait lesdits pains, encourra l'amende de quatre florins, outre la confiscation desdits pains au profit des pauvres.

XIV. Item que nuls apprentifs pourront être recus auprès de quelques maitres avant d'avoir payé trois florins pour être du petit metier, repartissables comme dessus.

XV. Que le tems d'apprentissage ne commencera que du jour qu'on aura payé les droits du petit metier.

XVI. Item que nul dudit metier ne pourra cuire n'y faire pains les jours de dimanche, de la Ste. Vierge, d'Apôtres, Ste. Croix, jours de l'ascension, St. Sacrement, ni d'autres fêtes ayant vigiles s'il n'étoit trop neccessaire, à peine de trois florins d'amende.

XVII. Item seront tenus lesdits du metier de garder le jour de St. Aubert leur patron

comme le jour de dimanche, aussi sur peine de trois florins d'amende à payer par les contraventeurs.

XVIII. Et que ledit jour les maîtres dudit métier feront célébrer une messe pour tous les confrères du métier à laquelle tous seront tenus de comparoître à peine de quinze sols d'amende.

XIX. Si devront-ils se trouver toujours, à la formation du serviteur, à chacune procession générale qui se font pendant l'année, à peine de pareils quinze sols d'amende, ne soit qu'il y ait excuse légitime, si comme maladie, absence de ville, ou qu'ils seroient à la procession avec autres métiers, ou devant le vénérable St. Sacrement avec flambeau.

XX. Item que nuls desdits boulangers pourra étaler ni exposer en vente hors sa maison & boutique parmy la ville de Namur, ni y faire vendre par d'autres aucuns pains tartes, pâtés, canistiaux, flons, sinon comme il s'est pratiqué du passé, & ce pour obvier aux grandes fraudes que l'on y fait & se peuvent faire sur peine de six florins d'amende, & de confiscation desdits pains, tartes, canistiaux, flons &c.

XXI. Que personne dudit métier ne pourra cuire pains, sinon en leur maison propre & four & nullement ailleurs, à peine de confiscation de tels pains, & de semblable amende de six florins, excepté toutefois cas fortuit, rupture de four & autrement.

XXII. Item que nuls de ladite ville & franchise de quel état & condition ils soient, ne puissent & ne pourront vendre pains,

galettes, tartes ny autres de quelque espece ou façon ils soient, non plus que de la farine en laditte ville, à moins qu'ils ne soient du metier; ou qu'il y ait cause de necessité, ou cherté, à peine de six florins d'amende & de confiscation, excepté les jours de mercredy & samedy de chaque semaine, auxquels un chacun pourra debiter galettes & tartes parmy les étalant au marché publicq, en conformité de ce qui s'est cy-devant pratiqué, & des edits sur ce emanés.

XXIII. Item quand un fils de maitre fera son chef d'œuvre, il devra payer quatre florins en lieu de seize sols à distribuer comme dessus, & outre ce quatre escalins au valet.

XXIV. Item que nuls hôtelains de laditte ville ne pourront avoir four en leur maison & hôtellerie pour cuire pains, à peine de six florins d'amende.

XXVI. Que nuls valets du grand moulin de sambre ne pourront achepter ny avoir grains pour moudre, & vendre la farine a personne quelconque s'ils ne gagnent la farine audit moulin.

XXVII. Item est interdit aux paticiers de cuire pains blans, Fêtes & dimanches avec leur pâte dans leurs maison, à peine de trois florins d'amende pour chaque fois.

XXVIII. Item est interdit à tous naïveurs & cahotiers Liegeois & autres d'amener & vendre pain comme ils font ordinairement aux rivages de laditte ville de Namur en préjudice dudit metier, sauf toutefois deux jours de la semaine, scavoir les mercredy

& les samedy , à charge qu'ils presenteront, & mettront à vendre lesdits pains au marché public comme les autres dudit metier à peine de six florins d'amende pour chacune fois , laquelle interdiction n'aura lieu & ne s'entendra lorsqu'il y aura courtresse de grains & apparente nécessité , que lors se pourra permettre pour quelque tems la vente desdits pains indifferemment , & selon que par ceux du conseil provincial illecq sera ordonné & avisé pour le bien du commun.

XXVIII. Que les droits de vins de nôces & des grands & petits linceuils se payeront ainsy qu'a été fait jusques à present , autant bien que tous autres y compris ceux dudit serviteur , scavoir qu'un maitre venant à se marier devra payer au profit des maitres dudit metier vingt cinq sols , & à la mort pour le grand linceuil se payera seize sols & pour le petit 4. sols.

XXIX. Que toutes les amendes cy-dessus réglées & statuéés se repartiront de la maniere suivante , scavoir pour une moitié à notre profit & l'autre au profit dudit metier.

Le tout jusques à autre disposition , & sans prejudice à ce qui est deja réglé par les statuts politiques de notre ditte ville , & nos ordonnances concernans ledit metier pour autant qu'il n'en est derogé par ces presentes , voulant & ordonnant que pour la meilleure garde de nos droits , lesdites presentes seront enregistrées en notre chambre des comptes.

Si donnons en mandement à nostres chers & feaux les president & gens de notre grand Conseil , Président & gens de notredit Con-

seil provincial de Namur, & à tous nos Justiciers, Officiers & sujets auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder que cette notre présente grace, ils fassent & souffrent & laissent lesdits supplians selon & en la forme & maniere que dit est, pleinement & paisiblement jouir & user sans leurs faire mettre ou donner ni souffrir être fait mis & donné aucun trouble destourhier, ou empêchement au contraire. *Car ainsi nous plait-il*, en témoignage de ce avons fait mettre notre grand scel à cefdites présentes données à Bruxelles le deuxieme de Janvier, l'an de grace 1719 & de nos regnes de l'empire Romain, &c. &c. &c.

Ces Lettres Patentes sont interinées selon leur forme & teneur par les Président & gens de la Chambre des Comptes de S. M. I. & C., &c. &c. &c.

NOUVELLES Chartres pour le métier des Brasseurs.

CHARLES, par la grace de Dieu, Empereur des Romains, &c. &c. &c.

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT : reçu avons l'humble supplication & requête des mayeur, maîtres & généralité du métier des Brasseurs en notre ville de Namur, contenant qu'ils auroient obtenu le 27 Janvier 1688 de feu le Roi d'Espagne, Charles Second, de glorieuse mémoire, des Chartres pour le régleme[n]t de leurdit métier, mais d'avoir remarqué qu'il se glisseroit journellement des abus auxquels il conviendrois

de remédier pour le bien & service dudit métier & du publicq, ayant à cet effet trouvé à propos de dresser un projet par forme de redressement desdites Chartres & selon lesquelles ils desireroient d'en faire émaner d'autres. Ce pourquoi ils nous ont supplié en tout respect de leur accorder des nouvelles Chartres, & de les faire dépêcher en due forme. Sçavoir faisons que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis de notre très cher & féal, chers & féaux les Gouverneur, & gens de notre Conseil provincial à Namur, qui au préalable ont ouï notre Conseiller & Procureur-général audit Conseil, inclinant favorablement à l'humble supplication & requette desdits mayeur, maîtres & généralité des Brasseurs en notre dite ville supplians, avons ordonné & statué; ordonnons & statuons par forme de Chartres les point & articles suivans.

ART. I. Premièrement que ceux dudit métier procederont chaque année la veille de St. Arnould, leur patron, à l'élection d'un mayeur & des trois maîtres, dont chacun tiendra son rang selon le plus ou moins des suffrages qu'il aura à son élection.

II. Que lesdits mayeur & maîtres se devront porter à maintenir & avancer le bien commun dudit métier sans toute fois entreprendre ni soutenir aucun procès qu'après communication en faite à la généralité dûement convoquée, & de l'aveu d'icelle ou de la plus grande partie couchée par écrit, & avis de deux fameux Avocats, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

III. Que le présent réglement & tous au-

tres titres & papiers qui pourront concerner le métier aussi bien que l'argent à provenir des droits lui compettans , seront conservés dans un coffre à quatre serures différentes qui reposera chez ledit mayeur , & duquel celui-ci autant bien que chacun desdits maîtres aura une clef différente , sans qu'ils en pourront faire l'ouverture que du sceu & consentement l'un de l'autre.

IV. Lesquelles charges de mayeur & maîtres un chacun de la généralité devra subir à son tour quand ils seront choisis , sans la pouvoir refuser sinon pour infirmité ou autres causes légitimes à connoître par le Corps dudit métier , à peine de vingt-quatre florins d'amende applicables pour un tiers au service divin , pour le second à notre profit , & pour le troisieme à celui du métier.

V. Qu'il y aura grand & petit métier consistant le grand métier tant à braffer pour revendre qu'à faire les brassins des bourgeois , le petit métier à faire seulement ce dernier exercice.

VI. Que personne dorenavant ne pourra être reçu à professer l'un ni l'autre qu'après deux années complètes d'apprentissage , à commencer & s'achever auprès d'un seul maître , sans pouvoir changer avant l'expiration de tel terme , sinon avec congé dudit maître , ou pour cause légitime à connoître par ladite généralité , à peine de perdre par ledit apprentif le temps couru jusqu'au jour de pareil changement , & de fourfaire par le nouveau maître qui l'aura ainsi reçu à son service une amende de quatre florins au profit dudit métier , bien entendu toute fois que ceux

qui présentement font profession dudit grand ou petit métier pourront continuer de le faire.

VII. Que le jour du renouvellement annuel desdites charges pourra si besoin, être choisi un valet hors de ceux du petit métier, qui devra prêter serment es mains dudit mayeur & dont sera incontinent tenue note ou registre dudit métier.

VIII. En vertu duquel serment ledit valet fera pleine foy dans les relations qu'il baillera des exploits de sa commission, sans qu'il en pourra exiger autre salaire qu'un gage de quinze florins par an, au par dessus les petits droits lui accordez par les presentes.

IX. Que personne desdits du petit métier ne pourra refuser pour le terme d'un an l'office de valet que pour cause légitime à connoître comme dessus, à peine de six florins d'amende repartissable comme dessus.

X. Que ledit valet ne pourra assembler la généralité sans la préalable permission dudit mayeur, à peine d'encourir une amende de vingt sols au profit dudit métier.

XI. Et devra en tout ce qui sera du service & utilité dudit métier obéir ponctuellement auxdits mayeur & maitres à peine de trois florins d'amende pour la première contravention, de six pour la seconde, de neuf pour la troisième, auquel cas sera incontinent au choix de la généralité substitué un autre en sa place.

XII. Que ceux qui voudront dorenavant apprendre ledit métier devront se faire enregistrer pour travailler sous quelque maitre, & payer pour droits de telle enregistrement un écu au métier, deux escalins au greffier,

& un au valet avant lesquels droits payez ne se commenceront lesdits deux années d'apprentissage au profit de tel apprentif.

XIII. Que lesdites deux années d'apprentissage étant ainsi achevées, le maitre auprès de qui il aura été fait sera tenu comparoître en l'assemblée des maitres & generalité, & y affirmer par serment que l'apprentif par lui présenté a duement accompli son apprentissage, & travaillé assiduelement sous luy, ce qui fera sans port, faveur ny dissimulation & ne pourra ledit apprentissage être fait en la brasserie des veuves ou filles.

XIV. Conditionné que tous les entrans devront avant tout produire un pertinent certificat de leur bonne vie, fame & renommée à l'appaisement desdits mayeur & maitres, & faire profession de la foi catholique apostolique & romaine.

XV. Or pour être dudit grand metier, un fils de maitre payera pour droit de relief, douze florins, un bourgeois ou natif de la province, vingt quatre, un autre sujet non natif de la province, trente-six, & un étranger quarante-huit, les deux tiers de tout applicables à notre profit, & l'autre tiers audit metier, & outre ce vingt quatre sols au valet, & autant pour le greffier.

XVI. Et pour être dudit petit metier, un fils de maitre payera pour droit de relief trois florins, un bourgeois ou natif de la province six, un autre sujet non natif de la province neuf, & un étranger douze florins, à repartir comme dessus, & outre ce au greffier & valet chacun douze sols.

XVII. Que tous les enfans nez avant que

leurs peres soient entrez & ayent acquis le-
dit metier , devront payer sans distinction le
double de relevans , soit qu'ils soient de la
ville , province ou étranger.

XVIII. Qu'arrivant la mort d'un du grand
metier ou de sa veuve , en delaissant un ou
plusieurs enfans continuans leurs demeure
dans la brassine de leurfdits pere & mere ,
que lors au cas tels enfans soient mineurs ,
leur tuteur pour établir quelque maître , va-
let dont il voudra repondre pour continuer
ainsi ledit metier au profit commun de la
famille , en payant douze florins pour droit
de relief dudit metier , & que s'il y a des
fils qui veulent l'exercer étant parvenus en
âge suffisant pour les faire eux mêmes , ils
devront premierement & avant tout avoir
atteint l'age de dixhuit ans , faire une année
d'apprentissage pour ce fait & ayant en la
maniere avant dite relevé le metier en con-
tinuer l'exercice au profit de la famille , &
au cas qu'au defaut de garçon , il y en a
une fille capable de faire exercer ledit me-
tier , par maître valet au profit de ladicte
famille , icelle le pourra faire en relevant ,
comme dit est , ledit metier , & jusqu'à ce
qu'elle viendroit à se marier à un n'étant
dudit metier , au quel cas celui ou celle qui
seroit capable dans la famille de succeder en
sa place , pourra continuer ledit metier en
la maniere avant dite.

XIX. Et afin que les bieres soient d'une
bonne & fidele composition , nous ordonnons
qu'elles soient faites de bon grain & houblon
sans les pouvoir mixtionner d'aucuns autres in-
grediens , herbes & autres substances illicites

souvent venimeuses & dommageables au corps humain, excitantes à boire & à l'ivrognerie, d'où provient de querelles, des blasphèmes & autres malheurs; interdisant même aux brasseurs de les acheter ni le faire acheter sous peine de soixante florins d'amende, & en outre de la confiscation de la bière qui sera trouvée composée de semblable ingrédients défendus, le tiers du tout applicable à notre profit, l'autre à celui de l'officier, & le troisieme à par tager entre les dénonciateurs & metier.

XX. Que seront établis par la généralité du métier conjointement avec ceux du Magistrat de notredite ville de Namur, deux personnes fermentées de bonne vie non Brasseurs, pour de la part desdits du Magistrat & de ceux du métier, essayer les bières & reconnoître si elles sont de telle bonté qu'il convient selon le prix ordonné ou à ordonner par les Edits politiques, & que si la bière n'est trouvée de bonté suffisante, que le prix sera modéré & le Brasseur condamné à l'amende de six florins pour la premiere fois, du double pour la seconde & pour la troisieme en pareilles douze florins & confiscation du brassin, moitié du tout applicable à notre profit, & l'autre moitié à partager entre lesdits du Magistrat & ceux du métier, lesquels essayeurs fermentez seront gagés moitié à la charge de notredite ville & moitié à la charge dudit métier.

XXI. Interdisant aussi auxdits du métier de permettre que ceux qui n'en sont point viennent faire des brassins pour les bourgeois dans leurs brassinnes, à peine de confisca-

tion desdits brassins & de douze florins d'amende à encourir tant par lesdits Brasseurs que par ceux qui auront ainsi brassé sans être dudit métier, repartissables comme à l'article IV, sauf que lesdits Brasseurs soit du grand ou petit métier se pourront servir de tels assistans qu'ils trouveront convenir.

XXII. Si défendons à tous revendeurs des bières & hotelains de faire faire aucuns brassins pour eux, mais seront tenus d'acheter leurs bières par tonne ou demies tonnes desdits brasseurs, à pareille peine de confiscation desdits Brasseurs, & de douze florins d'amende applicables comme dessus.

XXIII. Et comme il est survenu ci-devant quelques difficultés au sujet de l'article précédent, en ce que quelques bourgeois étant munis de bière s'érigeoient en après en revendeurs & débitaient par le menu les bières qu'ils avoient en payant la gabelle, il est ordonné & statué que dorenavant tels bourgeois ne pourront faire tel débit que du brassin qu'ils auroient chez eux proportionné à la consommation de leurs familles sans plus, & pour ce qui excédera la juste consommation de leurs menage, lesdits revendeurs seront obligés de s'en défaire en gros, & les vendans en cercle & point autrement, à peine de trois florins d'amende pour chaque tonneau applicable comme dessus.

XXIV. Que touchant les droits de *Chambiage* nous appartenants & esqels metier en prend deux parties, iceux se payeront ensuite de l'article passé en nos finances le cinquieme Mars 1591 portant ordonnance de passer les droits de *Chambiage* aux plus offrant

par ferme muable, à l'advenant de laquelle ceux du metier se contenteront de prendre leurs deux chambiages, & que les *hoptibus* se payeront comme du passé.

XXV. Que personne dudit metier ne pourra vendre bierre qu'elle n'ait été encavée huit jours, à peine de confiscation de chaque brassin, applicable comme devant, ne soit qu'il y ait de la nécessité urgente au contraire & dont chacun sera obligé d'en faire remontrance aux maitres dudit metier & en obtenir le congé.

XXVI. Que tous membres de laditte generalité horsmis les femmes, les veuves, les filles ou mineurs étant adjournez aux assemblées par le valet qui devra notifier les causes & sujets d'icelles seront obligez d'y comparoitre en personne, à peine de trois florins d'amende repartissable comme dessus, ne soit qu'ils aient empeschement legitime dont ils devront donner avertance audit mayeur.

XXVII. Lesquelles assemblées chacun opinera paisiblement & par ordre des ancienneté audit metier, sans y pouvoir dire ni faire la moindre injure à peine de six florins d'amende dont deux seront à notre profit, & les quatre autres à la décoration de la chapelle dudit metier, sans préjudice de l'action de la partie lésée & de la calenge qui pourra escheoir à l'instance de nos officiers.

XXVIII. Si devront tous ceux du grand & petit metier observer la fête de St. Arnould leur patron, ainsi que celles commandées par l'église à peine de trois florins d'amende, & assister le même jour à l'entiere messe solemnelle qui se chantera comme du

passé à l'honneur dudit saint, dans l'église à ce destinée, & le lendemain à celle de requiem qui s'y célébrera pour le repos des ames des confreres trepassez, à peine que les deffaillans, ne soit pour cause légitime dont ils auront avertis ledit mayeur, payeront dix sols d'amende, le tout applicable à pience fin.

XXIX. Seront aussi tous ceux dudit metier obligés d'assister aux processions, lesquelles les autres metiers de notredite ville ont accoutumés de marcher sous peine de trois florins d'amende applicable comme dessus, ne soit que pour causes legitimes dont ils devront aussi avertir ledit mayeur.

XXX. Que tous ceux de la généralité qui viendront à se marier ou remarier, payeront au profit dudit metier, quarante sols & au valet trois.

XXXI. Et venant homme ou femme, fils ou fille de famille à mourir, se payeront audit metier pour droits de linceuil, vingt sols & au valet trois sols, sauf que pour les enfans moindres d'ans ne se payeront que cinq sols & un sol au valet.

XXXII. En outre seront tous ceux dudit metier obligés de se trouver au convoi, service & enterrement des hommes & des femmes de laditte généralité, à peine d'un florin d'amende applicable à faire prier pour le défunt, ne soit qu'il y ait cause legitime d'absence à expliquer au mayeur ou maitres.

XXXIII. Il sera aussi permis auxdits mayeur maitres & généralité dudit metier de choisir un greffier de bonne vie & de bon conseil, à qui ils feront prêter serment de fide-
lité

lié & de discrétion entre leurs mains, & de l'engager pour tel nombre d'années qu'ils trouveront à propos, auquel cas cependant ledit metier sera en pouvoir de le remercier quand ils trouveront bon.

XXXIV. De tous les droits & amendes que dessus ledit mayeur & maitres seront à l'issue de leurs offices, obligés de rendre bon & fidele compte pour être ceux nous comperans, renseignés au receveur general de nos domaines en notredit pays & comté de Namur, dont il devra faire recette, rendre compte & reliqua à notre profit avec les autres deniers de son entremise, & qui au besoin & en cas de manquement ou de dissipation desdits deniers, pourra s'en prendre solidairement à l'un desdits mayeurs ou maitres, leurs recours sauf l'un contre l'autre.

XXXV. Et seront tous les susdits droits & amendes exécutables sur le pied réellement & defait, sans forme ni figure de procès, par le valet dudit metier, lequel en cas d'opposition, pourra assumer un ou plusieurs sergents de notredite ville, qui en tel cas se devront contenter des droits ordinaires d'adjoints.

XXXVI. Que ceux dudit metier seront tenus de donner annuellement par une reconnaissance à ceux du magistrat de notredite ville de Namur, au jour du renouvellement de la loi une dressée de vingt florins.

XXXVII. Et afin que tous les points & articles que dessus soient plus exactement observés, nous ordonnons à notre conseiller procureur général de notre conseil provincial audit Namur, & au mayeur de laditte ville, de faire les devoirs de leurs offices à

la charge des contrevenans lorsque plainte leur en sera faite.

Si donnons en mandement &c. &c. &c. Car ainsi nous plaît-il, en témoignage de quoi nous avons fait mettre notre grand scel a ces presentes. Données en notre ville de Bruxelles le treizieme du mois de Juillet, l'an de grace 1724, & de nos regnes scavoir du S. Empire Romain &c. &c. &c.

Chartres du Metier des CHARLIERS.

LES gouverneur, president & gens du conseil provincial du roi, ordonné a Namur à tous ceux qui ces présentes verront salut ; scavoir faisons que ceux du metier de charliers audit Namur, s'étant par requette du 8 Novembre 1641, adressés à Sa Majesté afin qu'elle fut servie leur accorder & decreter nouvelles chartres au pied des points conçus entre eux, & repris en leur écrit articulé joint à ladite requette pour la meilleure direction & plus grand profit dudit metier, à raison que par succès du tems & changement d'icelui, tantôt en paix, tantôt en guerre, leurs vieilles chartres en date du 17 Janvier 1460 selon lesquelles on s'avoit jusques lors conduit & gouverné, s'en alloient hors d'usage, consequemment ledit metier en décadence, & après que Sa Majesté ayant préalablement vu notre avis du 20 Juin 1643 autorisé pour proceder audit decrettement, puis aux prealables ceux du magistrat audit Namur comme nous trouverions convenir pour

le plus grand service de saditte Majesté & bien publicq & aiant aussi suivant ce par appointement du 15 du meme mois de Decembre ordonné auxdits du magistrat de pardevant commissaire à cette fin dénommé, prendre vision tant dudit écrit que de notre avis amargé & couché sur chacun article d'icelui pour y dire ainsi qu'ils ont fait par leur rescription du 10 Decembre 1646, nous avons decretté & autorisez & par cette decrettons & autorisons par forme de chartres & loix, suivant lesquelles lesdits du métier de charliers & autres se devront regler, les points & articles suivans.

I. Que tous ceux dudit metier seront tenus le jour que notre Mere la Ste. Eglise célébrera la fête de St. Guy leur patron le 12 Septembre, de comparoitre à la messe & aux vêpres qui se feront ledit jour à peine de vingt sols d'amende, ne fut que le deffailant auroit licence des maitres dudit metier ou excuse légitime.

II. Que personne dudit metier ne pourra travailler ledit jour de St. Guy, n'est pour le service de S. M. ou pour quelque autre cause urgente pour le bien public & avec congé des maitres & superieurs, à peine de deux florins que le deffailant encourra par exécution parate.

III. Seront tenus tous ceux dudit metier donner chacun an une chandelle de quinze sols pour être icelle consommée à l'honneur dudit St. Guy, & ce aussi sous peine de parate exécution.

IV. seront pareillement obligés tous confreres dudit metier de se trouver es proces-

sions solennelles qu'on est accoutumé de faire en cette ville de Namur, les jours de la St. Croix, du vénérable St. Sacrement, & de la visitation Notre Dame suivant l'ancienne coutume & usance pour accompagner l'image dudit St. Guy, sous peine de dix sols exécutable comme dit est, sans que nul s'en pourra excuser, ne soit du consentement & aveu de l'un desdits maitres, ou bien pour causes legitimes de laquelle le deffailant devra faire apparoir tant que pour suffir à l'un desdits maitres endéans la huitaine.

V. Que tous confreres qui s'allieront par mariage, seront sujets de donner pour le vin auxdits maitres trente sols.

VI. Et advenant la mort d'aucun desdits confreres, ses héritiers seront tenus de donner pour les droits du grand linceuil, vingt sols, pour le petit dix & pour le serviteur quatre, à charge de faire célébrer une messe pour le repos de l'ame du defunt.

VII. Et pour tant mieux conserver & maintenir ledit metier seront chacun an choisis par la généralité au jour de leur patron St. Guy deux de leurs confreres maitres & natifs de cette ville ou comté pour être établis maitres d'icelui metier lesquels feront serment de fidelité à Sadite Majesté aux officiers d'icelle & audit metier, & ce es mains des mayeur & échevins dudit Namur ainsi qu'ont accoutumé de faire les maitres d'autres metiers.

VIII. Si devront lefdits maitres s'acquitter dûment de leur office & devoir tant pour faire payer les droits & amendes cy-dessus spécifiés & autres cy-après, que pour garder

le bon droit d'un chacun , desquels droits & amendes ils seront tenus chacun an rendre bon & fidel compte pardevant les vieux & nouveaux maitres & le metier pour ce assemblé.

IX. Ne pourront ceux qui seront élus pour maitres dudit metier refuser d'accepter la charge , ainsi seront tenus & obligez de servir loyalement , comme dit est , durant le cours de leur année , à peine qu'icelui lequel ne voudra prendre lesdites charges payera au profit dudit métier douze florins pour chaque élection.

X. Devront lesdits maitres à l'intervention des confreres , connoître toutes difficultés qui se pourront émouvoir touchant leurdit stil & métier , les terminer en conscience , & à leurs fidels & loyaux jugemens , pourveu que ce soit sommairement & sans forme ni figure de procès comme font les autres métiers de Namur , bien entendu qu'ils ne pourront exécuter leur jugement sans congé dudit mayeur , & qu'en tous cas appel s'en pourra interjetter en ce Conseil par celui qui s'en tiendra grevé.

XI. Et d'autant que ladite connoissance ne se peut prendre sans ouïr partie , leur est permis de choisir un valet qui par congé ou charge des maitres assemblera le métier , appellera ladite partie , & fera les défenses & inhibitions comme les valets d'autres métiers , aura pour ledit assemblément quatre sols , pour autres exploits en la ville trois sols , es-faubourgs quatre , en la banlieu huit.

XII. Et lorsque quelqu'un aura fait ajourner un desdits confreres pardevant lesdits

maîtres, ledit demandeur sera tenu avant de proposer ses prétentions de configner es-mains desdits maîtres vingt sols pour l'assemblée & pour le serviteur quatre sols qui seront promptement renfoncez par celui qui sera jugé avoir tort.

XIII. Tous ceux qui désormais desireront être admis audit métier soit en cette ville ou banlieu, seront tenus de faire chef-d'œuvre tel que leur sera prescrit par lesdits maîtres à l'intervention des confreres dudit métier, si comme roues, crets, ipres, trains de carosse, chariots de dames tous montés & autres semblables besoins proportionnées à la qualité de l'art & fil que celui qui se présentera pourra principalement professer.

XIV. Lequel chef d'œuvre se devra faire en la maison desdits maîtres sans que pour ce l'on sera sujet à aucun desfroy.

XV. Quiconque voudra entrer audit métier, s'il est étranger sera obligé de payer à son entrée pour droits dudit métier vingt-quatre florins.

XVI. S'il est originaire de cette ville ou comté payera seulement douze florins.

XVII. Et personne ne pourra être admise qu'au préalable elle n'ait fait profession de la foi Catholique & apparoir auxdits maîtres de sa preudhommie, & qu'elle n'est recherchée d'aucun cas vilain, pour à quoi aviser iceux maîtres auront chacun six sols, & le serviteur qui le devra pour ce faire assembler quatre sols.

XVIII. Devront lesdits maîtres admettre les entrans qui par chef-d'œuvre seront jugés capables, sans s'informer ou ni combien

de tems ils auront travaillés, en quoi lefdits maîtres devront procéder en conscience, & à la bonne foy sans tourmenter ou empêcher lefdits entrans.

XIX. Bien entendu que les fils & petits-fils des maîtres ayant acquis le métier seront reçus, soit qu'ils aient été nez avant ou après l'acquis dudit métier, en faisant chef-d'œuvre, comme dix est, & en payant pour droits de relief trois florins une fois.

XX. Tous ceux qui se présenteront à l'apprentissage dudit métier seront tenus payer pour leur entrée trente sols, exceptés toutes fois que les fils & petits-fils de ceux qui ont acquis ledit métier comme dessus payeront seulement dix sols.

XXI. Et au regard desdits apprentifs ne sera loisible d'en recevoir aucun qui seroit départis de son maître, ne soit qu'il ait achevé son terme convenu, ou bien du consentement dudit maître premier à peine de trois florins, & que celui qui tiendra semblable valet ou apprentif contre le gré d'icelui maître premier sera suspendu & interdit de besoigner audit stil de Charlier jusqu'à ce qu'il aura quitté ledit valet.

XXII. Laquelle interdiction se pourra faire par le serviteur dudit métier par ordre desdits maîtres qui tirera pour son salaire comme ci dessus art. XI, à la charge de celui lequel aura reçu & admis à son service ledit valet ou apprentif.

XXIII. Et avenant qu'aucun dudit métier acheta quelques marchandises nuisantes audit métier & qu'un ou plusieurs confreres avant le marché arrêté y surviennent demandans

d'y avoir part, l'on ne leur pourra refuser parmi payant le prix à proportion de la part qu'ils auront es dites marchandises, & ce à peine que le refusant encourra trente sols d'amende, entre lesquelles marchandises sont les rets, rîses & jantes qui se devront compter par celui dudit métier qui en obtiendra la ferme d'an en an, pour lequel comptage il aura comme de toute ancienneté, sçavoir pour le mil de rets sept sols, pour le cent de rîses un sol, & pour le cent de jantes aussi un sol, à charge que lesdits du métier & ledit Compteur en particulier veilleront à ce que le public soit bien promptement & fidelement servi au fait de rets, rîses & jantes ci mentionnés.

XXIV. Est défendu à un chacun n'étant dudit métier de travailler ni faire travailler en la ville, banlieu ou ailleurs pour vendre & distribuer ses ouvrages en ladite ville & banlieu à peine de six florins, n'étant toute fois les échelles, rateliers, sieges de bois & autres semblables menutés que les paysans apportent au marché compris en ladite prohibition.

XXV. Celui qui dira injure auxdits maîtres ou serviteur faisans leurs offices, ou bien s'avancera d'user en leur endroit d'aucuns actes de force, ou violence, seront condamnés en l'amende de 40 sols, sans préjudice de la calenge que pourra competter au Procureur-général ou Mayeur de Namur es cas portans peine plus grieve.

XXVI. Et si avant qu'aucun dudit métier donneroit empêchement audit serviteur exécutant les amendes & forfaitures, il sera

suspensé d'exercer sonofil l'espace de huit jours.

XXVII. Item quelconque fousfairs son honneur par quelques cas vilains ou infâmes (excepté pour cas de méchief) étant de ce convaincu en jugement par sentence sera à toujours hanni dudit métier, ne soit qu'il fuz reabilité par les lettres de remission, abolition ou autrement.

XXVIII. Toutes les amendes & forfaitures s'appliqueront pour un tiers au profit de S. M., l'autre tiers au profit dudit Mayeur de Namur afin qu'il prête assistance audit ser-viteur par les sergeans pour les faire venir ens par exécution, & le troisieme au profit dudit métier, mais au regard des droits des entrans & relevans se devront repartir moi-tié au profit de S. M. & l'autre dudit métier.

XXIX. Finalement après que les vieux maîtres auront rendu leurs comptes, les nouveaux seront tenus de porter fidelement au Receveur-général le contingent de S. M. es-dits droits & amendes, & audit Mayeur les siens sous due expurgation.

Ordonnant au surplus auxdits Mayeur & Echevins de Namur & à tous autres qu'il appartiendra de laisser lesdits supplians & leurs successeurs audit métier jouir & user pleinement desdits Chartres & à iceux de les entretenir & observer ponctuellement & en la forme & maniere prescrite sous les peines & amendes y portées & ce jusqu'à la vo-lonté & rappel de Sadite Majesté ses hoirs & successeurs Comtes de Namur, en témoin de quoi avons fais ici appendre le scel dudit Conseil le 29 Fevrier 1647, plus bas étoit

par mesdits Sgrs. les Gouverneur, Président
& gens dudit Conseil. Signé T. VANKESSEL,
Greffier, &c. &c. &c.

Révisées à Lille.

CHARTRES des Chaudronniers.

ALBERT & ISABELEE-CLARA-EUGENIA,
Infante d'Espagne, &c. &c. &c. Nous avons
reçu l'humble supplication & requête des
maître du bon & ancien métier des Chau-
dronniers de notre ville de Namur vulgai-
rement appellez mignon, contenant que ci-
devant ils auroient obtenus de feue S. M.
de très haute mémoire, l'Empereur notre
très honoré Seigneur & Aïeul plusieurs beaux
privileges & ordonnances pour le fait dudit
métier, lesquels tous ont été par les troubles
& guerres de sorte que les remontrans ne
sachans à quoi avoir recours pour mainte-
nir ledit métier en son entier se trouvent jour-
nellement intéressés pour avoir icelui été
l'unique fondement de leur honnête vie avec
leur famille, & pour iceux remontrans man-
quer des susdits privileges, plusieurs tant du
pays de Liege qu'autres étrangers se trans-
portent non seulement en ladite ville de
Namur, mais par toute la comté d'icelle,
exerçans illecq. une infinité d'abus au préju-
dice tant de nous que desdits remontrans,
pour iceux Liegeois & autres étrangers ap-
porter au dos & mettre en vente esdits lieux
diverses marchandises de chaudrons de cui-
vre non marquez de la marque sur ce or-

donnée & grandement nuisible auxdits maîtres & métier, le tout contravenant aux placcards publiez tant par feu Sadite Majesté que par nous touchant l'exercice dudit métier en ladite ville de Namur comme par copie par eux exhibée ils faisoient apparoître, & par ce moyen d'iceux étrangers achèrent toutes les mitrailles, tans vieilles que nouvelles & autres matériaux de cuivre, & remportent ou font remporter en leurs pays, laissant par ainsi le notre dépourvû, & que plus est que ceux qui ci-devant étoient nos sujets & residens en notre ville de Bouvigne sont sortis d'icelle ville en autres pays, n'ayant aucun égard, ou ne veulent prendre connoissance desdits placcards, par lesquels on leur commande de resider ou en Namur ou en Bouvignes, & si quelqu'uns étoient sortis, qu'ils eussent à retourner endedans l'année sous peine de ne jouir ni eux ni leurs descendans à toujours desdits privileges, viennent ce non-obstant de jour en jour exposer leurs dites marchandises en vente à Namur & en la comté d'icelle, dont aucuns d'iceux attrapez ont été jugez par notre Conseil provincial dudit Namur non recevables en leurs défenses & leurs marchandises confisquées, non obstant quoi plusieurs ne laissent de venir couvertement sous prétexte qu'ils sont demeurans en notredite ville de Bouvigne ou ailleurs sous la juridiction de nos pays, exerçant ledit métier, encore qu'ils n'auroient obtemperez ni obéis aux susdits placcards, chose qui tourne du tout à la ruine des remontrans, de leurs femmes & enfans lesquels ayant continué & zelés de continuer toute

leur vie fidelement à notre service, & ayant payé toutes telles tailles & contributions & autres choses qu'il nous auroit plu imposer sur icelle ville de Namur & soutenus toutes sortes de logemens des soldats, se trouveroient maintenant outragés par le grand nombre de tels survenans, pour à quoi remédier & en considération de ce que dessus lesdits remontrans supplieroient très-humblement qu'il nous plut leur accorder nos lettres patentes avec défense que tels étrangers ou autres faisans profession dudit métier de quelle qualité qu'ils soient ne pourra amener par chariots & bateaux ni porter à dos ou faire amener ou porter en vente en notredite ville de Namur & comté, telles marchandises défendues, ou autres quelle que ce soit, ni aussi d'acheter ou faire acheter aucunes mitrailles ni autres sortes de métaux de cuivre rompu, soit qu'avec la permission desdits maîtres Chaudronniers & Mignons de ladite ville de Namur, avec licence néanmoins de pouvoir passer outre avec telles marchandises sans icelles vendre ni acheter, ni présenter en vente en icelle ville de Namur sinon avec la permission susdite à peine de confiscation de telles marchandises, à tel profit que nous trouverons convenir, avec défense davantage que personne ne pourra tenir boutique de telles marchandises en ladite ville & comté de Namur du tout ou en partie, si préalablement ils n'ont obtenus & acquis la franchise dudit métier, sur telles peines que dessus, en outre s'il advenoit qu'aucun dudit métier de leur propre volonté, achetassent ou fassent acheter aucunes d'icelles mar-

chandises dérobées ou mal acquises, qu'en tel cas la punition ou amende appartiennent auxdits maîtres, ou à l'officier en dépendant, & d'avantage si aucun de ladite ville de Namur ou de la comté d'icelle soient curieux de tenir bousique, & vendre telles marchandises comme les autres dudit métier, qu'ils ne pourront ce faire sans payer pour l'entrée 20 florins, & avoir demeuré deux ans dans ladite ville de Namur auprès d'un desdits maîtres ou autres dudit métier & pour les étrangers 40 florins & demeuré trois ans comme dessus, & aussi d'être approuvé capable dudit métier, par-devant lesdits maîtres; bien entendu toute fois que les remontrans ne veuillent donner empêchement quelconque en leurdit métier aux batteurs de ladite ville de Namur ni à leurs descendans pour la confraternité qui toujours a été entre eux, ains entendent que tels natifs d'icelle ville & leurs descendans participeront auxdits privileges; & touchant les deniers qui se recevront pour les franchises & entrées tant des Namurois qu'étrangers respectivement audit métier, l'un tiers sera au profit de nous & les deux autres tiers pour l'entretienement & redressement desdits métiers des Chaudronniers & Batteurs, en faisant sur-tout ce que dessus auxdits remontrans dépêcher & sceller comme dit est nos Lettres Patentes en formes dues & convenables; pour ce est il que nous les choses avant-dites considérées, & sur icelles en l'avis de nos amés & féaux les Gouverneur, Président & gens de notre Conseil provincial de Namur, ayant préalablement fait communiquer ladite requête tant à notre Procureur,

général qu'à ceux du Magistrat illecq, & après avoir reçu leurs réponses, ordonné auxdits Mignons de mettre par écrit tels articles qu'ils desireront être confirmés par l'érection & redressement de leur métier comme ils ont fait lesquels aussi iceux de notre Conseil ont fait montrer tant audit Procureur-général, que Magistrat & le tout bien pesé & examiné, inclinant favorablement à la supplication & requette desdits maîtres dudit métier des Chaudronniers de notre ville de Namur supplians & desirans en toutes manieres qu'icelui dorénavant soit regis, entretenu & conduit avec bon ordre & règlement, avons de notre certaine science, autorité & jouissance absolue confirmé & approuvé & autorisé, confirmons, approuvons & autorisons de grace spéciale par ces mêmes présentes, tous tels points & articles que par ceux dudit métier des Mignons à cet effet ont été conçus & présentés à ceux de notre dit Conseil de Namur comme dit est sous la limitation toute fois & restriction d'aucun ainsi que sera dit ci-après, étans lesdits points & articles de la même teneur que s'ensuit.

L. Premier qu'à la conservation des placards publiez l'an 1595, nuls étrangers ou autres pourront porter à dos ny exposer en vente autres chaudrons que ceux qui seront marqués de la marque ordonnée par lesdits placards à la peine portée par iceux, pour la meilleure direction desquels, & notamment pour empêcher l'asport des mitrailles, potis, metailles, bronze hors de cette comté qui se pratique par les mignons étrangers & Liegeois portans de villages en villages

chaudrons melangez de petites calmines & remportans à double les mitrailles & merailles qu'ils ont ramassé esdits villages audie païs de Liege, les Princes Sérénissimes seront servis de dresser en metier le stil desdits mignons de cette ville de Namur à la charge de soit regler en conformité desdits placcards.

II. Auquel effet iceux mignons éliront le jour St. Bartholomé deux maîtres & quatre jurez lesquels étant élus ne pourront refuser l'état de maître & juré à peine de vingt florins d'amende, tiers au profit de leurs Alteesses Sérénissimes, tiers au profit de la ville, & l'autre tiers au profit du metier.

III. Lesquels maîtres & jurez seront tenus de preter le serment le lendemain du jour dudit St. Bartholomé d'être fidels & loyaux audit metier; y administrant sur tous differens concernant ledit stil aux supports dudit metier, ce requérant droit & justice à leur loyal pouvoir & ce ès mains de ceux de la loy de cette ville de Namur.

IV. Auxquels dudit metier sera expressement interdit de mettre en œuvre chaudrons que ceux marqués.

V. Item que tous étrangers non nationnés de cettere comté pourront acquerir ledit metier en faisant chef d'œuvre à la désignation des maîtres en payant 40 fl. pour droit d'entrée applicables la moitié au profit de leurs Alteesses, & l'autre au profit dudit metier.

VI. Et quant au nationné n'étant fils de maître, icelui pourra acquerir ledit metier en faisant aussi chef d'œuvre comme dit est, & payant pour droit d'entrée 20 fl. une fois à repartir comme dit est.

VII. Mais quant au fils de maître, icelui fera reçu audit fil & metier en payant pour droits de relief trente sols repartissables comme dessus.

VIII. Et pour autant que les mignons & batteurs de chaudrons, les potiers, les faiseurs de chandeliers ont par ensemble une frairie & sont tous confreres tous batteurs & potiers nez & nationnez en cette ville pourront être dudit metier en donnant seulement trente sols à repartir comme cy devant.

IX. Item que tous ceux dudit metier seront tenus honorer les nœces & enterremens des chefs de menages de leurs confreres, à peine de six sols à encourir par le défaillant applicables un tiers aux Princes, le second à la ville & l'autre audit métier.

X. Et comme est dit que les maîtres & jurés dudit métier connoîtront de toutes difficultés qui concerneront leurdit fil, est conditionné que les Batteurs ou Pottiers ayant frairie avec lesdits Mignons étant dudit métier comme dit est, pourront être choisis & élus pour maîtres & jurés comme l'élection se fera à la pluralité des voix suivant l'ordre accoutumé.

XI. Lesquels lesdits dudit métier auront un serviteur lequel sera autorisé à faire venir ens les amendes & exécuter les décrets des dits maîtres lui étant accordé pour chacune exécution deux sols à prendre sur le défaillant & condamné à charge de rapporter icelles amendes es-mains desdits maîtres, lesquels seront tenus huit jours après le jour St. Barthelemi l'an de leur maîtrise revols porter

avec la partie du Prince les droits des entrans audit métier & celles des amendes es-mains du Receveur-général présent & futur de cette comté pour en faire rapport avec les autres deniers de son entremise.

XII. Etant interdit à tous étrangers non ayant acquis ledit métier de pouvoir belotigner ni porter à vendre à dos ou autrement en ville, banlieu & comté, à peine de la confiscation de la marchandise qui sera trouvée sur eux, & en outre ce d'encourir l'amende de vingt florins.

XIII. Délaiissant ceux des villes de Bouvignes & Walcourt en leur entier à obtenir pareilles Chartres pour le stit des Mignons qui pourront avoir le même pouvoir que lesdits de Namur d'aller besoigner par toute cette comté, & rechercher les contraventeurs de leurs Chartres pour n'être que bienséant que en routes villes les métiers y seront dressés & confirmés par Leursdites Alteſſes.

XIV. Tous lesquels points & articles ainsi rédigés & couchés par écrit par ceux dudit métier des Mignons de notredite ville de Namur & à nous envoyés par ceux de notre dit Conseil provincial illecq, avons comme dit est ci-dessus, agréé, confirmé & approuvé, pour être dorenavant gardés & entretenus par ceux dudit métier & leurs successeurs, sauf & excepté que ceux qui voudront acquérir ledit métier étant étrangers satisferont en payant pour le droit d'entrée vingt florins & les bourgeois dix.

XV. Et attendu que pour le présent ni à quasi nuls Batteurs en notredite ville de Namur, iceux seront reçus sans rien payer afin de les attirer & donner courage.

XVI. Si donnons en mandement, &c. &c. &c. données en notre ville de Bruxelles le 22me. jour du mois d'Avril, l'an de grace 1608, &c.

*CHARTRES du métier des Charpentiers,
Escailteurs & Pontonniers.*

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, &c. Sçavoie faisons à tous présens & à venir qu'avons reçu l'humble remontrance & requête des maîtres & généralité du métier des Charpentiers, Escailteurs & Pontonniers de notre ville & banlieu de Namur contenant que le 16 de Janvier 1614 ils ont parmi quelques éclaircissemens & changemens obtenus de feu nos très-chers & très honorés bons oncles & tantes les Sérénissimes Archiducs Albert & Isabelle, la confirmation de leurs Chartres de l'an 1578, mais comme ils y seroient du depuis survenus des difficultés & procès tant entre le métier des Ecriniers qu'autres avec la suite de beaucoup de fraix & incommodités les remontrans desirans que semblables inconveniens soient à l'avenir prévenus, ont très humblement supplié qu'il nous plaise d'agréer les points & articles conçus à cet effet ainsi qu'ils s'ensuivent.

ART I. Premièrement pour ôter la confusion qu'arrive journellement au regard des entrans audit métier qui se présument de travailler à l'incu des maîtres alléguans lesdits entrans que pour se maintenir & user dudit métier, il suffit que leurs aïeuls & bifaïeuls en ont été, il s'ordonne & enjoint à tous

filz de maîtres voulans continuer ledit métier, de le relever auparavant & payer par chacun pour droits de tel relief, quarante sols.

II. Et comme l'on remarque que plusieurs étant élus maîtres ensuite du premier article desdites anciennes Chartres s'excusent d'accepter la charge de maître en payant seulement deux florins selon la peine comminée par ledit article, d'où arrive grand désordre, demeurant ledit métier en péril d'être sans maîtres, ladite peine sera augmentée à douze florins applicables un quart à la décoration de l'image de St. Joseph, patron dudit métier, en l'Eglise des peres Cordeliers, un quart au profit de S. M., un autre quart au Mayeur dudit Namur, & le dernier au profit dudit métier.

III. Bien entendu que ceux qui auront excuses légitimes, seront tenus à les proposer incontinent & sommairement pardevant les Mayeur & Echevins de ladite ville, à peine qu'on les pourra contraindre d'accepter ladite charge par exécution, autant bien que pour ladite amende de douze florins comminée à la charge des refusans.

IV. Et pour chacune fois que le drap servant aux exéqués & funérailles de ceux dudit métier sera mis en œuvre se payeront au profit d'icelui métier vingt-un sols y compris les droits du valet portans cinq sols, moyennant quoi se celebrera une basse Messe aux dépens dudit métier chacun duquel sera tenu d'assister tant à la sépulture des corps morts des confreres, qu'à leurs obsèques & funérailles, préalablement à ce appellés par ledit valet, & contre chacun des défaillans

il y aura amende de deux pattars, pourvu qu'il n'y ait cause ni excuse légitime dont l'on fera tenu faire avertance à l'un desdits maîtres, laquelle amende se redoublera contre eux si avant qu'ils y fussent semblablement défailans.

V. N'entendant néanmoins que lesdits confreres soient tenus d'assister à la sépulture & obseques des enfans de l'un ou l'autre d'eux, ains seulement de ceux desdits maîtres, dont l'on payera pour le linceuil desdits enfans huit sols & cinq sols audit valet.

VI. Et comme il convient aux maîtres de faire quelquefois assembler & congreger les confreres tant à l'occasion du fait dudit métier, qu'autrement, a été de plus arrêté & ordonné qu'un chacun devra comparoître au lieu accoutumé quand ils seront appelés par ledit valet de la part desdits maîtres à peine de deux pattars d'amende contre chacun des défailans, & s'il advenoit que ledit valet ne fit le devoir de les appeller, & qu'à son occasion il s'y trouveroit quelques défailans, ledit valet supportera en son nom privé les amendes qu'iceux défailans auront encourus à cause de sa négligence.

VII. Item lorsque quelqu'un dudit métier aura fait plainte touchant les ouvrages dépendans d'icelui sur l'un de ses confreres, & à cet effet fait assembler ledit métier les deux parties seront obligées de s'y trouver afin d'alléguer leurs raisons sommaires à peine de trois florins d'amende contre chacune desdites parties.

VIII. Et lorsque quelqu'un voudra faire défendre l'œuvre à autrui, celui-là sera

obligé de demander congé aux maîtres & leur payer promptement trois pattars & au valet dudit métier ses droits ordinaires portans deux sols.

IX. Item quand quelqu'un dudit métier se mariera, soit du grand ou petit métier, il devra payer vingt-un sols y compris cinq pour le valet.

X. Personne ne pourra entreprendre sur l'ouvrage de son compagnon, si ledit ouvrage n'est achevé, & celui l'ayant entrepris ou commencé satisfait, bien pourront lesdits du métier entreprendre plusieurs ouvrages en un même temps s'ils sont capables de le faire.

XI. Ne sera permis de prendre valet ou serviteur d'autrui sans le consentement du maître à qui il touche, à peine de six florins d'amende.

XII. Et d'autant que l'on s'aperçoit que plusieurs entrans dans ledit métier sans avoir aucune sorte d'expérience, d'où arrive le plus souvent que les ouvrages qu'ils entreprennent vont en ruine aux grands intérêts du commun & scandal des maîtres ouvriers, ceux qui voudront à l'avenir entrer dans ledit métier, seront tenus de passer chef-d'œuvre en présence des quatre maîtres qui seront lors en office & des quatre qui seront descendus l'année précédente, lesquels d'un commun accord désigneront les parties à faire

XIII. Quant est des charpentiers, couvreurs & nacelleurs étrangers & passagers, ne leur sera permis de travailler sinon que dessous maîtres en la ville & banlieu pour quinze jours seulement, n'est qu'ils acquerront le grand ou petit métier ou observant

ce qui est dit par l'article précédent & payant les droits cy après spécifiez.

XIV. Ceux dudit metier pour le service du Roy & de la ville auront à proposer ouvrages des particuliers moyennant leurs journées & salaires raisonnables.

XV. Item que personne d'entre eux ne se pourra ingérer dans le conseil des maîtres s'il n'est expressement appelé de leur part, à peine de dix sols d'amende.

XVI. Item ne sera permis ni souffert qu'aucunes injures ou violences soient faites ou dites entre eux en ce qui depend de leur stil & metier ou autrement, à peine d'amende selon l'exigeance du cas.

XVII. Item quiconque voudra entrer dans ladite confrairie & société, étant né & nationné de ce pays & comté de Namur, sera tenu payer quarante huit florins & donner un plat d'étain de trois livres audit metier & dix sols au valet, en faisant néanmoins paroître de sa bonne fame & renommée; la moitié desquels quarante florins servira pour un tiers à la comté, le second au mayeur dudit Namur & le 3me. aux echevins & greffier demeurant, l'autre moitié libre au profit dudit metier, quant aux autres qui ne feront nez ny nationnez dudit pays, mais bien d'autres provinces obeissantes, & desireront être aussi dudit metier, payeront soixante florins avec un plat comme dessus & quinze sols audit valet, la moitié desquels soixante fl. sera derechef repartie en trois au profit de Sadite Majesté, dudit mayeur & desdits echevins & greffier, demeurant toujours l'autre moitié libre audit metier; & les autres

étrangers octante florins à repartir comme dessus outre ledit plat & le droit dudit valer, entendant toute fois qu'entre lesdits nationez des comté & pays de Namur ne sont compris les bourgeois de ladite ville de Namur, & leurs fils, lesquels seront admis en donnant trente-six florins seulement par dessus les autres droits à repartir encore comme dessus.

XVIII. Au regard du petit métier seront payés par ceux dudit Namur quatre florins & par les autres six flor.

XIX. Et d'autant que le jour St. Joseph leur patron l'on a accoutumé de faire célébrer une messe en ladite Eglise des Cordeliers, & le lendemain une autre de requiem pour les confreres trepassez, un chacun de ladite compagnie y comparoitra & assistera audites deux messes, & garderont le jour dudit St. comme solemnel à l'exemple de leurs predecesseurs, à peine de vingt sols d'amende applicables a la decoration dudit St.

XX. Et pour fournir au luminaire que lesdits quatre maîtres trouveront necessaire pour la célébration desdites deux messes & les processions tant ordinaires qu'extraordinaires, chacun du grand metier sera tenu payer pour les droits qui se nomment des chandelles deux patars, & ceux du petit metier quatre sols comme du passé.

XXI. Et comme il se commet plusieurs fraudes & abus par les marchands d'ardoises à cause que pour le plus souvent ils en distribuent autant des mauvaises que des bonnes à l'intérêt du public, & que selon les Chartres antérieures, les maîtres dudit mé-

tier en doivent faire la vifitation , & que l'article en faifant mention eft fort peu obfervé , cela s'obfervra dorenavant ponctuellement au regard des ardoifes qui fe conduifent par eau au moyen de vingt fols pour chaque vifitation.

XXII. Et quant aux marchands qui font profeflion d'en vendre en la ville de Namur , ils feront obligés d'acquérir le petit métier & payer pour droits fix florins.

XXIII. Item que toutes ardoifes qui fe vendront & diftribueront en ladite ville fe devront compter par les perfonnes commiffes par lefdits maîtres , lesquelles perfonnes devront être dudit métier & prêter ferment de fidélité.

XXIV. Et ayant ceux dudit métier par fentence rendue au confeil de Namur , été fruftrés du droit qu'ils avoient ci-devant de mefurer toutes fortes de bois , pourquoi ils recevoient un fol de chaque millier , & que ledit droit a été égugé à ceux des écrivains à leur exclusion , celui qui vendra & diftribuera des ardoifes aux batteaux fera obligé de payer pour le comptage de chaque millier d'icelles deux fols au profit dudit métier , de tant plus que ledit fol pour le droit de mefurage enfuite des chartres anciennes ne fuffifoit que pour les peines de celui qui faifoit le travail , fans que lefdits métier en eut aucun profit.

XXV. Ceux qui vendront lefdittes ardoifes en leur pakufes ou maifons feront obligés pour faire cefler toutes fraudes les faire comp-
rer par lefdits commis , & leur payer pour chacun millier un fol.

XXVI.

XXVI. Pour les étaffages desdites ardoises qui se chargeront sur les chariots & charettes se payeront deux sols pour chaque millier, & pour les étaffages dans les pakuses de chaque mille un sol.

XXVII. En respect de quoi lesdits dumerier payeront chacun an au receveur general des domaines du roi audit Namur douze florins, & outre ce seront obligés d'assister aux inconveniens du feu lorsqu'il arrivera en cette ville.

XXVIII. Sera permis auxdits charpentiers de faire huisfies, fenêtrés, toileaux, besoigner de la plane & rabot, faire moulures, battées, notoyer & embeillir les poutres, terrasses, accomoder boutiques, reilles, palissades & autres choses semblables, si comme paver chambres & greniers sans aucun empchement.

XXIX. En payant par iceux au metier des écrivains quatre florins une fois.

XXX. Item qu'il devra être permis aux escailteurs de travailler toutes sortes des ouvrages, plombs comme ils ont ci-devant usez & usent presentement.

XXXI. Et comme les charpentiers, escailteurs & pontonniers ne font qu'un membre de metier, ils devront chacun à leur stil à scavoir les charpentiers aux ouvrages de charpenterie, les escailteurs aux couvertures d'ardoises & de plomb, & les pontonniers aux bateaux & nacelles, sans entreprendre plus d'une sorte d'ouvrage.

XXXII. Qu'il ne sera permis à autres que dudt metier de quelle qualité ou condition que ce soit d'entreprendre ou marchander,

de faire ni faire faire aucun ouvrage concernant l'un desdits trois stils à peine de cinquante florins d'amende.

XXXIII. Queles enfans qui sont nez avant que leurs peres eussent acquis le grand metier seront obligez s'ils veuillent être dudit metier de l'acquérir en payant les droits ci-devant specifiez.

XXXIV. Lesdits maitres seront à l'issue de leur administration tenus rendre compte de tous les susdits droits & amendes pardevant la generalité dudit metier qui seront à cet effet obligés de comparoir à peine de deux patars d'amende contre les deffailans, en presence du Sr. mayeur ou son lieutenant ensemble des échevins ou quelqu'un d'entre eux à ce commis.

XXXV. Arrivant que lesdits maitres ayent plus deboursé que reçus pendant l'année qu'ils auront érez en office, ceux qui entreront en leurs places seront obligés de leurs payer ce qui sera trouvé être dû & ce avant de pouvoir marcher a la premiere procession.

XXXVI. Que l'un desdits quatre maitres descendans sera choisis par la generalité pour avoir soin particulier de recevoir les susdites amendes qui seront dediées à la décoration de l'image dudit St. Joseph leur patron.

XXXVII. Tous lesquels droits & amendes seront à l'ordonnance desdits quatre maitres exécutable sans forme ni figure de procès, & en cas de besoin leur seront donnés & livrés en assistance par le mayeur dudit Namur, quelques sergeans, afin qu'aucune contravention ou obmission ne demeurent impunies à la conservation & augmentation desdits du metier.

XXXVIII Finalement est ordonné que tous serviteurs ayant fait leurs deux ans d'apprentissage auprès de quelques maitres dudit metier seront préferéz avant tous autres à travailler auprès dudit maitre, même obligé d'y venir en étant requis par ledit maitre lorsqu'il travaillera auprès de quelque autre. Pour ce est-il qu'eu l'avis de nos très chers & bienamez les mayeur & échevins de notre dite ville de Namur, inclinant favorablement à la requette des supplians, nous avons de notre certaine science agréée, ratifié & approuvé, agréons, aprouvons & ratifions &c. &c. &c. Donné en la ville de Bruxelles le troisieme jour du mois de Juillet l'an de grace 1653 & de nos regnes le trentroisieme, &c. &c. &c.

SUR la remontrance faite au roi de la part des maitres du metier des charpentiers, escailteurs & pontonniers de la ville & banlieu de Namur, que S. Majesté à leur requette & instance auroit été servie d'aggréer, ratifier & approuver par lettres patentes, en date du 30 de Juillet 1653, quantité de nouveaux points & articles des chartres par eux proposez pour faire subsister leur metier & lui donner un établissement ferme & solide, & afin entre autres que chacun desdits trois stils en particulier fuisse réglé pour l'exercice de leurs arts & profession à la distinction & séparation des autres qui encore qu'ils soient unis & joins s'étant mieux maintenus, font cependant autant d'exercice

détachez & qui absolument n'ont d'autres rapports ou conformité entre eux que d'être unis & joints en la maniere qu'il se vient de dire, à quel effet les 31 & 32eme articles de leurs chartres approuvées comme dessus ont été conçus portant, & comme les charpentiers, escailteurs & pontoniers ne font qu'un membre de metier, ils devront chacun travailler à leur stil, scavoir les charpentiers aux ouvrages de charpenteries, & escailteurs aux couvertures d'ardoises & plombs, & les pontoniers aux bateaux & nacelles sans entreprendre plus d'une sorte d'ouvrage, & article 32eme qu'il ne sera permis à autres que dudit metier de quelle qualité ou condition que ce soit d'entreprendre ni marchander, de faire ni faire faire aucun ouvrage concernant lesdits trois stils à peine de cinquante florins d'amende, ce qui servoit à remédier aux abus qui auparavant s'étoient glissez de ce qu'aucuns (par exemple) qui n'étoient que charpentiers entreprennoient ou faisoient construire des bateaux pour par après les revendre & ainsi reciproquement desdits autres trois stils, se trouvoient destituez & privez de l'exercice de leur profession qui consiste particulièrement à faire faire des ouvrages par des ouvriers de leur stil, soit apprentifs, ou à ceux ayant acquis le droits de petits maîtres, à suite de quoi & des articles ainsi conçus, l'on a persisté dans une observance exacte dudit nouveau reglement, en faisant condamner les contraventeurs à l'amende de cinquante florins comminée au profit de Sa Majesté pour un tiers, & à ladite ville & au metier pour les deux autres tiers, sauf

que depuis peu de tems certains brouillons se sont avisez de recommencer les vieux inconveniens que l'on avoit voulu éviter , & nommément quelques charpentiers ont entrepris de faire fabriquer des batteaux par ouvriers pontonniers pour les revendre , contrevenant par ainsi auxdits deux articles desdites chartres , & comme les remontrants ont voulu tirer raison de cette contravention en le condamnant ensuite de laditte observance appuyée sur la disposition desdites chartres , en cinquante florins d'amende avec deffense de ne plus faire telle entreprise & contravention , fait le relief sur le tout & continue ses contraventions à pretexte que le premier desdits deux articles outre qu'il ne commine aucune peine ou amende ne défendrait autre chose que de faire lesdits batteaux lui même ce qu'il dit n'avoir pas aussi fait , ainsi de s'être contenté de le faire faire par d'autres . & que l'autre article ne parle que pour ceux qui ne sont pas desdits trois stils , ce qu'il dit ne pouvoir militer pour son regard puisqu'il est charpentier , laquelle application , & interprétation qu'il fait ainsi à son avantage , est abusive & erron-
neuse , puisque le premier desdits deux articles ne deffend pas seulement le travail manuel & qui se fait par soi-même , à ceux dudit corps qui ne sont pas de ce même stil , mais encore prohibe en termes exprès d'entreprendre plus d'une sorte d'ouvrage , & ce qui se confirme encore par l'article suivant , scavoir le 31me. qui fait la distinction entre faire tels ouvrages , & les entreprendre comme signifiant & le faire faire ,

paroissant aussi hors de toute apparence que ladite amende ne sera pas comminée pour les contraventeurs à la disposition portée audit premier d'iceux articles, suivant qu'il lui est relatif, elle se trouve comminée & au moyens aussi de quoi lescdites prohibitions demeureroient illusoires si elles n'étoient faites sous quelques amendes, hors iceux remontrants desirant aller derechef audevant desdits inconveniens & abus, & afin de couper brèche à toutes difficultés ont très-humblement supplié Sa Majesté être servie de leur donner declaration precise sur le doute ainsi miu, en disant que ledit article 31 ne comprend pas seulement interdiction de faire tels ouvrages à ceux qui ne sont pas du même stil, mais bien aussi d'en faire faire par d'autres ouvriers hors que dudit même stil & que laditte amende de cinquante florins a aussi lieu contre tels contraventeurs, soit en donnant son interpretation sur ledit 31 article, ou autorisant ou agréant ce point de nouveau pour l'avenir, considéré aussi que telle a été l'intention des supplians lors qu'ils ont proposez lescdites chartres à Sa Majesté pour les approuver & ratifier, Sa Majesté ce que dessus considéré & eut sur ce l'avis des mayeur & échevins de la ville de Namur, a interdit, ainsi qu'elle interdit par celle aux charpentiers, escailteurs & pontonniers de faire ou faire faire par d'autres, des ouvrages du stil des uns des autres, declarant que l'amende de cinquante florins comminée au trentedeuxieme article du reglement sur ce exhibé aura lieu aussi entre eux contre les contraventeurs à la presente ordonnance, si en

charge Saditte Majesté à tous ceux qu'il appartiendra , de se regler selon & sans aucune difficulté. Fait à Bruxelles , le 13 de May 1675 , paraphé Deput. soussigné Routart.

Chartres des Chirurgiens du 26 Juin 1659.

PHILIPPE par la grace de Dieu &c. &c. &c. scavoir faisons que nous avons reçu l'humble remontrance & requête des maîtres & chirurgiens de notre ville & province de Namur, contenant que pour les inconveniens & desordres qui se commettent par aucuns ignorans dans leur art, ils ont pour y mettre un bon ordre & police au bien & soulagement du public, fait concevoir certains points, lesquels ont par ceux du magistrat de notredite ville de Namur, étez moderez & minutez comme s'en suit.

I. Et tous & chacun exerceans présentement l'art de chirurgie en notre ville & province de Namur, auront en recommandation la charité & tacheront d'être d'accord les uns avec les autres, conferans ensemble fidelement, sans pouvoir refuser de visiter les patients lorsqu'ils en seront requis, sous pretexte qu'un autre y auroit mis les mains, ou seroit à cette fin été appellé avant lui.

II. Etant requis par quelque blessé pauvre ou misérable personne pour être pansé, ils ne le pourront refuser, ainsi devront user en leur endroit (comme dit est) de charité chretienne, & le secourir de leur art sans en prendre aucun salaire.

III. Et toutes quantes fois qu'ils reconnoîtront y avoir danger de mort , ils auront soin que soit pourvu au salut de leurs ames, & de le faire administrer des Sts. Sacremens à ce requis , à peine de douze florins d'amende ou autre arbitraire.

IV. Que par la généralité seront élus chacun an le jour de St. Côme & Damien leurs patrons , deux maitres & un serviteur , lesquels incontinent après ladite élection devront preter serment de fidelité , en mains de nos bien-amez les mayer & échevins de notreditte ville ds Namur , & pour ce payer douze sols & par laditte generalité chacun an dix pots de vin à être repartis au mayer deux , aux sept échevins chacun un , & le dixieme au greffier , ainsi que font les autres maitres & greffier en laditte ville , pour regir & mettre à vraie & deue exécution ce qui concerne icelle selon la teneur des presentes chartres , lesquels ne pourront refuser icelles charges & ou ils les feront pareillement à douze florins d'amende.

V. Que personne que ce soit ne devra faire vilainie ni injure , ou user de mauvais propos contre lesdits maitres ou serviteur , en faisant l'exécution des choses dependantes de l'article pour l'usage ou conservation d'icelle , à peine de tomber par le contravenant pour chaque fois en quarante sols d'amende.

VI. Et advenant que ledit serviteur fit exécution & qu'on lui recovist le pan , icelui le faisant outre laditte amende sera condamné en une autre peine de quatre florins

lequel sera tenu à sommairement rāmptris pour aller à celui qu'il appartiendra.

VII. Si devront leſdits deux maitres ou élds faire célébrer d'an en an ledit jour de St. Côme & Damien une meſſe à leur autel en l'église St. Loup aux depens des confreres qui ſeront tenus de s'y trouver, à peine de vingt quatre ſols à la charge de chacun deſſaillant demeurant en la ville.

VIII. Que tous confreres y reſidens, deſſaillant de ſe trouver aux proceſſions accoutumées, tomberont en ſemblable amende de vingt-quatre ſols pour chaque fois, ne fut toutefois qu'ils portent la bache audevant du venerable du St. Sacrement ou ayent quelqu'autre excuſe legitime.

IX. Advenant le décès de l'un des confreres, tous ſeront tenus de ſe trouver à ſon enterrement & ſervice, s'il ſe fait en la ville, & lui en faire célébrer aux depens deſdits confreres, à peine de douze ſols d'amende pour chaque fois qu'ils manqueront tant à l'un qu'à l'autre deſdits ſervices, ne ſoit pour cauſe légitime.

X. Ne pourront leſdits chirurgiens donner potions laxatives, à peine de ſix florins d'amende pour la premiere fois, du double pour la deuxieme, & de peine arbitraire pour la troiſieme.

XI. Ni la ſaignée aux pieds, à la gorge & autres vaines, ſans ordonnances des médecins, à peine de ſix florins d'amende.

XII. Arrivant quelques ſymptômes de conſidérations aux plaies, fractures, contuſions ou chute d'en haut, ils en devront communiquer avec un maitre de la généralité

maitre chirurgien fermenté & de laditte ville ou medecin expert , sans l'avis desquels ils ne s'avanceront aussi d'amputer membres , ouvrir la crâne , entreprendre autres accidens dangereux , à peine de six florins d'amende , ou autre arbitraire selon l'exigence du cas.

XIII. Ne pourront aussi ouvrir le corps mort d'un qui aura auparavant été blessé , ni l'anatomiser , ne soit qu'ils en aient au préalable obtenu permission dudit mayeur , à peine de douze florins d'amende , sans pouvoir par icelui mayeur exiger aucune chose pour ce sujet ou permission.

XIV. Ceux qui feront le poil le jour de St. Côme & Damien , fourferont l'amende de vingt-quatre sols pour chaque fois.

XV. Que personne dorenavant ne sera admis ni reçu à pratiquer & exercer ledit Art de Chirurgie ni faire le poil en laditte ville , s'ils ne sont de bon vie & reputation , & de ce aient préalablement fait apparoir par certificat de ceux de la justice ou pasteur du lieu de leur naissance ou residence.

XVI. Item qu'ils eussent étrez duement examinez par lesdits maitres & un medecin expert à commettre par ceux du magistrat , en presence d'un de leur député , & , au cas qu'il soit trouvé capable , payera , s'il est de la province , douze florins monoye du Roy , & s'il est étranger , le double ; & pour les droits des dits maitres & medecins , ils se taxeront par ledit député , & sera l'admis obligé de faire une collation pour la généralité , dont les fraix n'excéderont la somme de vingt-quatre florins , que s'il est fils de maitre payera seu-

lement pour droits d'admission, la moitié que dessus, & pour les droits des maîtres & Médecins ainsi qu'ils seront taxés.

XVII. Que personne toute fois ne se pourra présenter à l'examen pour être admis à exercer, en ladite ville s'il n'est bien expert & les garçons apprentiers ne pourront quitter leurs maîtres ne soit qu'ils aient achevé le terme arrêté & limité avec icelui à peine que le contrevenant échera en amende de vingt-cinq florins & que celui qui l'acceptera ou recevra en cette dite ville ou comté, payera pareille amende, & pour leurs droits d'entrée payeront trois florins quatre sols, & ce avant mettre la main à l'œuvre.

XVIII. Et pourra la veuve continuer à tenir boutique par serviteur suffisamment expert, qualifié, examiné & jugé capable au pied de l'article ante-précédent, & si elle veut seulement faire le barbier, il ne sera besoin de passer par aucun examen.

XIX. Que si au fait de ladite admission se mouvoit noise ou débat entre lesdits maîtres & celui qui voudroit être reçu, la chose sera en présence dudit député du Magistrat examinée & débattue par la généralité, à cette fin assemblée pour par icelui être du tout fait fidel rapport en Chambre & y être déterminé comme en justice apparten-dra, sans préjudice de l'appel ou recours au jugesupérieur.

XX. Que nul Chirurgien quittera l'emplâtre d'un de ses confreres, ne soit qu'icelui soit présent ou appelé, à peine de six florins d'amende.

XXI. Que tous ceux qui voudront exercer parmi ladite province, ne le pourront faire qu'ils ne soient préalablement examinés comme à l'article XVI, à peine de six florins d'amende pour la première fois, de douze pour la deuxième, & de peine arbitraire pour la troisième.

XXII. Que si au fait des assemblées desdites confrères arrivoit querelles ou dissensions, le moteur fourvera à chaque fois une livre de cire pour amende à appliquer à la décoration desdites saints Côme & Damien, & à ladite généralité trois florins.

XXIII. Sera ledit serviteur tenu prier la généralité aux Messes solennelles & processions accoutumées, & aux exèques desdits confrères décédés, ensemble parmi l'ancien droit, sommer & exécuter les défaillans pour le payement des amendes, à peine que lui-même échera en l'amende de 24 sols.

XXIV. Que tous ceux qui feront profession ouverte de la Chirurgie, se contenteront de salair raisonnable sans obliger ou composer quelque blessé à somme indue, à peine de douze florins d'amende ou peine arbitraire & qu'ils devront être compétamment pourvus d'outils & instrumens nécessaires à icelle, & de quoi sera fait visite d'an en an.

XXV. Et au regard des Charlatans & autres semblables gens qui voudront exposer leurs drogues publiquement, en théâtre ou autrement, se laisse comme du passé à la direction de ceux du Magistrat, s'il leur devra être permis ou point, & adviseront néanmoins de ne pas recevoir légèrement

ceux qui ne seront utiles, prenant égard à la conjoncture du temps & aux circonstances.

XXVI. Et afin de maintenir lesdits maîtres & ceux de la généralité & les présentes Chartres de point en point, comme aussi pour l'exécution des droits & amendes insérées, en cas qu'il soit nécessaire d'avoir l'aide de justice, supplient S. M. vouloir que le Mayeur leur livre un sergent, lequel aura pour son droit d'exécution seize sols & le serviteur autres seize sols, le tout à la charge de l'exécuté.

XXVII. Que tous les droits & amendes ci-dessus déclarés se repartiront pour un tiers, au profit de S. M., le second au profit du Mayeur de la ville, & le troisième au profit de la généralité dont lesdits maîtres rendront bon & leal compte & reliqua avec les autres deniers de leur entremise par-devant ceux dudit Magistrat ainsi que font ceux des autres métiers, & comme ils font déjà obligés par les dernières Chartres leurs accordées en Mai 1645, auquel effet les feront registrer aux registres desdites Chartres qui se tiennent es archives de ladite ville de Namur.

Et afin que les Règlement & Ordonnances ci-dessus écrits aient tant plus de force & vigueur & que ce soit chose ferme & stable à toujours, les remontrants ont pris leur recours vers nous & très-humblement supplié qu'il nous plait sur ce leur faire dépêcher Lettres Patentes in formâ. Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées & sur icelles, &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles, le 26me. jour du

mois de Juin, l'an de grace mil six cens cinquante neuf, &c. &c.

CHARTRES du métier des Cordiers.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, &c. &c. &c. Sçavoir faisons à tous présens & avenir, que nous avons reçu l'humble supplication & requette des bourgeois manans de notredite ville de Namur y exerçans le métier de Cordier, contenant que comme d'ancienneté, cette ville n'étoit pas de si grand pourpris ni si peuplée qu'à présent, il seroit vraisemblable que pour ces raisons plusieurs métiers entre autres celui des remontrans auroit été joint ensemble & compris en celui des Merciers, mais comme depuis notredite ville seroit notablement agrandie, aussi bien en ses murailles qu'en nombre d'habitans & particulièrement en Cordiers, ceux-ci trouvant par une expérience journaliere, être fort important pour le bien public, & encore pour notre service, que leurdit métier soit ainsi qu'ès-autres villes de notre obéissance, séparé & indépendant de celui desdits Merciers, & cela à plus fortes raisons que ces derniers n'auroient aucune connoissance du stil desdits remontrans, n'y ayant pas même aucun article dans leurs Chartres qui les concernent, d'où résulteroit journellement des abus & desordres préjudiciables à la bonne police, en tant que non-seulement des autres bourgeois & manans de notredite

ville présumans de trafiquer en ce qui devroit uniquement toucher audit métier des remontrans achetans sur les rues, es-hôtelleries & indifféremment en tous lieux, toutes sortes de chanvre, chanvrettes & autres denrées de cette nature, mais aussi les étrangers, voir même ceux du pays conquis d'entre Sambre & Meuse, s'émanciperoient d'être tous les jours & à toute heure, parmi notredite ville, & aux portes d'icelle. Attendant & achetant librement lesdites denrées, voir de les transporter en leur pays, & ce d'autant plus facilement & impunément qu'il n'y auroit aucune personne commise pour advigiler & ohvier à tous ces désordres, non plus qu'à empêcher plusieurs autres, qui sans avoir acquis aucun métier, s'avancent de manifester & débiter lesdites chanvres & chanvrettes & lins dans ladite ville & banlieu, ce qui causeroit la ruine du commerce & métier desdits remontrans, cause qu'ils ont très humblement supplié que notre bon plaisir, soit de séparer leur dit métier de Cordier de celui desdits Merciers, & de leur accorder un Règlement ou Charte particuliere, en conformité du projet sur ce exhibé, qu'ils ont conçu en la meilleure forme qu'il leur a été possible, ou telles autres qu'il nous plairoit pour notre plus grand service & utilité de nos sujets. Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis de nos chers & féaux les Présidens & gens de notre Conseil provincial à Namur qui ont au préalable ouï ceux du Magistrat de notredite ville, & les maîtres du métier des Mer-

ciers, inclinans favorablement à la requête desdits bourgeois exerçans le métier des Cordiers supplians, avons à la délibération de notre très-cher & féal Don Francisco-Antonio de Ajusto, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine-Général des Pays-Bas, &c. agréé, approuvé, confirmé & homologué, agréons, approuvons, confirmons & homologuons de grace spéciale, par ces présentes les points & articles ci-dessous insérés.

ART. I. Premièrement sera permis auxdits Cordiers de notre dite ville de Namur de faire un Corps de métier à part & indépendant de celui des Merciers, auxquels ils ont été unis jusqu'à présent.

II. A quelle fin & pour la meilleure conduite & direction dudit métier, ils devront choisir quatre maîtres, dont celui qui aura le plus de suffrages sera réputé pour vieux maître & les trois autres tiendront leur rang aussi à l'advenant de la pluralité des suffrages qui auront concourus pour leur élection.

III. Laquelle élection se devra renouveler d'année à autre, huit jours avant la conversation de St. Paul leur patron, en telle sorte que le viel maître soit choisis hors de trois derniers étant en office, & les trois autres hors du surplus de la généralité, à pluralité des voix comme dessus.

IV. Que lesdits quatre maîtres devront concourir à l'avancement du bien commun dudit metier, sans néanmoins pouvoir entreprendre ni soutenir aucun procès qu'après communication en faite à la généralité dûment convoquée, & de l'aveu d'icelle, ou

de la plus grande partie des confreres , à peine d'en repondre en leur propre & privé nom.

V. Que le présent reglement & tous autres titres , papiers ou documens qui pourront concerner ledit metier , comme aussi l'argent à provenir des droits des entrans & autres seront mis & déposé dans un coffre duquel chacun des maitres aura une clef & différent n'en pourront néanmoins en faire ouverture que du sceu & consentement de la généralité.

VI. Lequel coffre sera tenu par le viel maitre qui devra particulièrement veiller à l'observance du présent reglement , le second faire l'office de mambour de la chapelle de St. Paul , & les deux autres prendre garde à ce que les denrées dependantes dudit metier soient de la bonté qu'il convient.

VII. Qu'un chacun de la généralité sera obligé de subir à son tour , selon le choix que l'on fera , lesdits charges de maitres sans le pouvoir refuser , ne soit pour infirmités ou autres causes legitimes à connoître par la généralité , à peine de douze florins d'amende , applicable pour un tiers au service divin & décoration de laditte chapelle , pour un autre tiers à notre profit , pour le troisieme à l'avancement dudit metier.

VIII. Auquel jour du renouvellement annuel desdits maitres tous & chacun membre dudit metier seront pour l'assistance & avancement d'icelui obligés de payer douze sols jusque quoi fait , ils ne pourront continuer l'exercice dudit metier , & en cas qu'ils y contreviennent , fourferont trois florins d'amende applicable comme dessus.

IX. Si pourront lesdits de la généralité des cordiers choisir ledit jour un valet dudit metier, lequel pretera serment és mains du viel maitre, qui en devra faire incontinent tenir note au registre dudit metier.

X. En vertu duquel serment il sera cru au fait des reclamations qu'il baillera pour choses dependantes de son office, & devra se contenter pour gage de la somme de neuf florins par an, pardessus quoi neanmoins le viel maitre qui aura été choisi, lui donnera vingtquatre sols, & les trois autres maitres chacun dixhuit.

XI. Laquelle charge de valet personne de laditte généralité ne pourra refuser, si ce n'est pour cause legitime, & à la peine ci-dessus ordonnée, à l'égard de ceux qui refuseroient d'accepter la charge des maitres.

XII. Que pour assembler ou convoquer laditte généralité, ledit valet devra avoir l'ordre ou la permission du viel maitre à peine que s'il en usoit autrement, il échera en une amende de vingt sols payable au profit dudit metier.

XIII. Et sera obligé en toutes autres choses concernantes le service & profit du metier, d'obéir auxdits maitres, à peine de perdre la moitié de son gage, pour la premiere contravention, l'entier gage pour la seconde & de fourfaire pour la troisieme une amende de douze florins, de même que s'il avoit refusé la condition de valet, & sera en ce cas incontinent substitué un autre en sa place.

XIV. Que tous ceux ayant jusqu'ors exercé ledit metier, pourront le continuer, si

avant néanmoins qu'étant requis par lesdits maîtres ou généralité, ils fassent quelque chef-d'œuvre pour preuve de leur capacité, à l'appaisement desdits maîtres, parmi quoi ils ne seront tenus de payer autres droits; sinon de contribuer leur juste contingent des fraix de la poursuite du présent octroy à payer endans quinze jours après qu'il aura été leu dans l'assemblée dudit metier, à peine qu'ils n'en pourront faire l'exercice jusqu'au réel furnissement.

XV. Mais à l'égard de tous autres non-exerceans ledit metier, soit qu'ils soient étrangers ou pas, ils ne seront & ne pourront être reçus audit metier qu'après deux années d'apprentissage consécutives & complètes.

XVI. Et seront levez au profit dudit metier pour les droits d'entrée audit apprentissage d'un fils de maître six sols, d'un autre natif de notre province de Namur douze sols, d'un non natif notre sujet dixhuit sols & d'un non sujet, vingt-quatre sols, outre quoi chacun desdits apprentiers devra payer au valet trois sols

XVII. Bien entendu que si lesdits apprentiers étoient deffaillans d'acquitter lesdits droits, ledit metier pourra s'en faire payer de leur maître, sauf à eux de s'en refournir sur les loyers desdits apprentiers ou autrement.

XVIII. A quel fin ceux de laditte généralité qui prendront chez eux aucun apprentier, seront tenus d'en donner incontinent avertence aux maîtres, à peine de quarante sols d'amende au profit dudit metier.

XIX. Et ne sera ledit apprentissage compté

que du jour que ledit payement desdits droits aura été annoté audit registre.

XX. Que ledit apprentissage de deux ans se devra faire & achever parmi un salair raisonnable auprès d'un seul maitre sans pouvoir changer avant ledit terme expiré, ne soit pour cause legitime à connoître par les quatres maitres dudit metier, à peine de perdre par ledit apprentier le tems courru jusqu'au jour de pareil changement & de fourfaire par celui qui l'aura reçu à son service une amende de trois florins au profit de la généralité.

XXI. Et au cas que celui qui aura achevé lesdits deux ans d'apprentissage, veuille continuer à servir sous maitre & qu'à cette fin il s'engage pour quelque tems, il ne s'en pourra retirer avant ledit tems de son engagement écoulé sans congé de son maitre, ni après qu'en payant promptement ce qu'il lui pourroit redevoir, à peine d'être déchu de son apprentissage.

XXII. Quiconque voudra être reçu & admis audit metier sera outre les apprentissages sujet de passer chef-d'œuvre à la désignation & appaisement des quatre maitres lors en état & des trois de l'année précédente, qui decideront à pluralité des suffrages de la suffisance dudit chef-d'œuvre.

XXIII. Et si le prétendant esdit fils de maitre il devra payer pour droit six florins, un autre natif de cette province de Namur douze florins, & un non natif notre sujet dixhuit florins, & un non sujet vingt-quatre florins, dont la moitié s'appliquera à notre

profit , & l'autre s'achetira audit metier , outre que chacun payera six sols au valet.

XXIV. Et qu'au regard des étrangers , ils devront apporter certificats de leur bonne vie , fame & renommée à l'appaïsement desdits maitres , & faire profession de la foi catholique & romaine.

XXV. Et pourra la veuve d'un ayant été dudit metier , continuer l'exercice d'icelui par serviteur avec le même privilege que dessus & aux charges statüées par le present reglement.

XXVI. Scavoir est de faire travailler toutes sortes de cordages , & ficelles , des chanvres , chanvrettes & lins de pays & tilly , cordes de poils , mëches de mousquet & autres ouvrages en dependans.

XXVII. Etant interdit à tous autres n'étant pas dudit metier de manufacturer aucun desdits ouvrages , ni d'en debiter & en faire trafique de quelle espece ils puissent être , à peine de confiscation & de douze florins d'amende applicable la moitié à notre profit & l'autre moitié à laditte généralité , sauf que ceux du metier des merciers pourront continuer de vendre & debiter des mëches étrangers comme ils ont fait jusqu'à présent , & qu'ils auront aussi un an pour se défaire des autres especes des susdits ouvrages dont ils sont presentement pourvus.

XXVIII. Etant toutefois permis aux étrangers & passagers de travailler en notreditte ville de Namur & banlieu , sous maitre ou maitresse pendant quinze jours consecutifs tant seulement & point plus , ne soit qu'ils acquierent le grand ou petit metier , à peine

que les maitres qui les auront employé plus longtems , payeront au profit du metier vingt quatre sols pour chacun jour qu'ils auront travailleé après ladicte quinzaine.

XXIX. Si pourront les étrangers venir vendre toutes sortes des cordages ès deux jours de marché ordinaire , scavoir les mercredi & samedi de chaque semaine, pourveu que se soit sur le marché de lin , & que se soient marchandises duement manufacturées, pourquoi reconnoitre les maitres dudit metier les pourront visiter.

XXX. Et pour ce qui est de battre ou préparer les chanvres & étoupes , personne ne le pourra faire s'il n'a acquis le petit metier en payant les droits comme apprentiers.

XXXI. Si pourront les cordiers acheter pour revendre toutes sortes de chanvre , chanvrettes & lins , aussi avant que les merriers.

XXXII. Que tous membres de la généralité hormis les femmes veuves , étant adjournez aux assemblées seront obligez d'y comparoir en personne , à peine de vingt sols d'amende au profit dudit metier , ne soit qu'ils aient empechement legitime dont ils devront donner advertance aux maitres.

XXXIII. Esquelles assemblées un chacun opinera par ordre selon son ancieneté dans le dit metier & selon la semonce du viel maitre qui recueillera les voix.

XXXIV. Etant defendu à tous & un chacun de s'y dire aucune injure ny de s'y querreller , à peine de quatre florins d'amende , dont les deux seront à notre profit , un pour

la decoration de la chapelle de st. paul & un au profit du metier, sans prejudice de l'action de partie lezée, et de la calenge qui pourroit écheoir à l'instance de nos officiers.

XXXV. Et arrivant que telle assemblée se fit à la requisition d'un particulier, non étant du dit metier, iceluy devra payer deux florins au profit de la generalité, deux florins à repartir entre les maitres, & six sols au valer, & si c'est pour faire plainte de quelque piece d'ouvrage defectueux ou semblable sujet, lesdits droits seront à la charge de celui qui sera jugé avoir tord.

XXXVI. Si devront tous les membres de la dite généralité se trouvant en ville, autant bien que ceux du petit metier garder le jour de la conversion de st. Paul leur patron de même que l'on observe les fêtes commandées par l'Eglise, à peine de 30 sols d'amende, comme aussi assister le même jour à l'entiere messe solemnelle que les maitres devront faire chanter en la chapelle dudit st. dans l'église collegiale de notre-dame. & le lendemain à la messe de requiem que lesdits maitres feront celebrer en la même église pour le repos des ames des confreres trepassés, à peine que les defaillans, ne soit pour cause legitime, dont ils auront donnez avertance aux maitres payeront dix sols d'amende, la moitié applicable pour l'ornement de la dite chapelle, un quart au metier, et l'autre quart au profit du valer.

XXXVII Devront aussi ceux dudit metier assister aux processions aux quelles les autres metiers de ladite ville marcheront, aux pelnes accoutumées.

XXXVIII. Que ceux de ladite généralité qui viendront à se marier ou remârier payeront au profit du metier pour droits de vin de nôce vingt sols & au valet trois.

XXXIX. Et venant homme, ou femme, fils ou fille de famille à mourir se payera pour droit de linceuil audit metier vingt sols, & au valet trois sauf pour les enfans moindres d'ans, pour lesquels ne se payera que cinq sols au metier & un sol au valet.

XL. Et devront ceux dudit metier se trouver à l'enterrement & service de l'homme ou femme à peine de six sols d'amende applicable pour faire prier pour le defunt pour lequel seront celebrées deux messes basses au fraix dudit metier.

XLI. De tous lesquels droits lesdits maîtres seront à l'issue de leur office tenus de rendre bon & fidel compte pour être ceux non competans renseignés au receveur général de nos domaines en notre dit pays & compté de Namur dont il devra faire recette, rendre compte & reliqua à notre profit avec les autres deniers de son entremise & qui pourra au besoin & en cas de manquement ou de dissipation desdits deniers s'en prendre auxdits maîtres en leurs privez noms ou autres particuliers de ladite généralité leurs recours sauf contre iceux.

XLII. Et seront les memes droits & amendes cy-dessus statuez, executables réellement & de fait sans forme ny figure de procès par le valet dudit metier lequel encas d'opposition pourra assumer un ou plusieurs sergeans

sergeans de la haute cour de Namur qui se devront contenter des droits ordinaires d'adjoints.

XLIII. Finalement lesdits du metier donneront annuellement pour reconnoissance à ceux du magistrat de laditte ville une dressée de six florins & pour chaque entrant au grand metier trois florins.

XLIV. Et afin que lesdits points & articles soient plus exactement observez, est ordonné au procureur général de notre dit conseil provincial audit Namur, & au mayeur de laditte ville de faire les devoirs de leurs offices à la charge des contrave-nans lorsque plainte leur en sera faite

Si donnons en mandement à nos tres chers & feaux les chefs president & gens de nos privé & grand conseil &c. &c. &c. donné en notre ville de Bruxelles au mois de fevrier de l'an de grace 1686

CHARTRES des Cuveliers.

CHARTRES par la grace de Dieu empereur des romains &c. &c. &c. à tous ceux qui ces presentes verront salut ; reçu avons l'humble supplication & requette des mai-tres & generalité du metier de tonneliers & cuveliers en notre ville de Namur, conte-nant que par leurs chartres de l'an 1608 ils auroient esté unis & incorporez avec le metier des écrivains, tailleurs d'images & tourneurs de bois, & que comme chaque fil & profession auroit ses avantages, fix-

tuts & reglement & pour ainſy dire leurs interets entierement diſjoins , outre qu'arriuant de tems à autre quelques procès qui concernoient un metier ſans qu'il touchoit aucunement les autres, il ſeroit douloureux au metier auquel la choſe ne compette d'entrer dans les fraix & depens de tels procès , veu qu'il ſeroit plus avantageux qu'un chacun ſoutiendrait les interets de ſa profeſſion à ſes fraix propres & ſinguliers, outre que nos interets bien loin d'être diminués par telle diſtinction & ſeparation ſeront notablement augmentés ſelon les defraudations & fourfutures qui d'un à autre pourront ſurvenir, ce pourquoi les remonſtrans deſirans à l'avenir de faire un corps particulier par eux memes detaché de ceux qui ne ſont pas de leur profeſſion, ſe ſont retiré vers nous, nous ſupplians en tres profond reſpect que nous ſoions ſervis de leur accorder des nouvelles chartres conformes au projet qu'ils nous ont exhibé, ſçavoir faiſons que nous les choſes ſuſdites conſidérées & ſur icelles eu l'avis de nos très-cher & féal, chers & féaux les Gouverneur, Préſident & gens de notre Conſeil provincial de Namur qui au préalable ont ouïs notre Conſeiller Procureur-général dudit Conſeil, inclinant favorablement à l'humble ſupplication & requête des maîtres & généralité du métier des Tonneliers & Cuveliers en notredite ville ſupplians, avons ordonné & ſtatué, ordonnons & ſtaturons les points & articles ſuivans.

ART. I. Primes que pour toute conſuſion & meſintelligence éviter le métier des Ton-

neliers fera désormais un Corps à part & distinct des métiers des Ecrivains, Tailleurs d'images & Tourneurs de bois auxquels il étoit conjoint par les Chartres leur accordées par les Sérénissimes Archiducs Albert & Infante Isabelle, de glorieuse mémoire, le 12 de Mai, 1608.

II. Que les Cuveliers auront comme d'ordinaire pour leur patron l'Apôtre St. Matthieu auquel jour ils s'assembleront chaque année pour procéder à pluralité de voix à l'élection d'un doyen & de deux maîtres pour la régie & bonne direction de leur généralité qui seront tenus faire serment de se bien acquitter de leur devoir es mains du Mayeur de Namur.

III. Que ledit doyen aura autorité sur les membres dudit métier & leur fera tenir ordre & silence en leur assemblée sur l'amende de vingt pattars à appliquer ainsi que ci-après sera dit.

IV. Que personne ne pourra à son tour refuser d'être doyen ou maître à peine de douze florins d'amende.

V. Qu'aucun apprentif ne pourra avoir entrée audit métier de Cuveliers, ne soit qu'il y ait travaillé pendant l'espace de deux ans entiers sous un même maître, de quoi il devra faire constater par certificat du dit maître en due forme, à faute de quoi ne sera admis, ni reçu audit métier, sinon en recommençant lesdits deux années d'apprentissage.

VI. Ne soit que tel apprentif auroit en quelque cause suffisante pour quitter sondit maître avant lesdits deux ans, & dont il

auroit auparavant fait apparoir aux doyen & maîtres dudit métier.

VII. Que tous compagnons tels qu'ils soient, étrangers ou autres, venans dans notre château & franchise dudit Namur pour travailler comme maîtres Tonneliers & tenir ouvriers sous eux seront tenus de faire leur chef-d'œuvre pour reconnoître leur habileté & expérience.

VIII. Lequel chef-d'œuvre consistera en l'une des trois pieces d'ouvrages suivantes, sçavoir : dans un tonneau à l'huile contenant une isme de cent pots, dans une cuve à se baigner ou dans un saloir à trois pieds & oreilles, lesquels trois pieds & oreilles seront départis au compas au choix des doyen & maîtres, & à la vísitation de la généralité dudit métier.

IX. Que chaque maître du métier sera obligé lorsqu'il prendra un ou plusieurs garçons apprentifs de le déclarer endéans trois semaines de leur réception aux doyen & maîtres dudit métier afin de l'enregistrer, & de suite être payé quarante sols par ledit apprentif pour droits d'apprentissage par forme de reconnoissance au métier à peine de fourfaire six florins par le maître qui sera en défaut de ladite déclaration au tems ci-dessus marqué.

X. Que chaque fils de maître quoiqu'affranchi suivant l'ancienne coutume de la formalité d'apprentissage sera tenu de faire aussi chef-d'œuvre, mais aura la faculté de choisir lui même tels des trois pieces désignées en l'article VIII-qu'il trouvera convenir sans la désignation des doyen & maîtres.

XI. Laquelle piece il sera tenu travailler hors sa maison de ses pere & mere.

XII. Et icelle piece étant arbitrée & jugée suffisante par ledit doyen & maîtres, ledit fils de maître payera pour droits de relief 6 flor.

XIII. Que toute autre personne non fils de maître avant faire la piece d'œuvre luy designée, si elle est jugée compesante & suffisante par ledit doyen, maîtres & généralité, payera pour droits d'admission audit metier ce que s'ensuit.

XIV. Sçavoir ceux de notre ville, château & banlieu douze florins; ceux du comté dix huit, les natifs des pays de notre obéissance vingt-quatre florins, & les autres natifs des pays de quelques Princes étrangers payeront trente six florins.

XV. Tous lesquels étrangers & autres non fils de maîtres de notredite ville seront tenus d'apporter duë certification de leur Religion & bonnes mœurs, sans quoi ne pourront être reçus au metier.

XVI. Que tous les maîtres dudit metier en étant requis seront tenus donner à leurs apprentifs certificat ou attestation du service qu'ils en auront reçus sans la moindre opposition ny difficulté.

XVII. Qu'aucun membre dudit metier ne pourra ôter ou prendre à un autre maître son valet ou garçon, si longtems qu'iceluy est encore obligé & appartient audit maître, à peine de par celui qui fera le contrair fourferra l'amende de trois florins, & nonobstant ladite amende, ledit valet rentrera auprès de sondit maître si celuy cy le redemande, parmy achever l'entier terme de son engagement ou

XVIII. Que nul compaignon, ou apprentif ayant demelé par ensemble sur affaires concernantes le metier ne pourra faire assembler ceux dudit metier, ne soit que préalablement il ait deja deux ou trois plaintes faites avec l'interval d'un jour entre deux qui est pour chacune plainte quatre pattars à moins que ce ne fussent étrangers ou qu'il y ait quelque cause griève et pressante, auxquels cas sera fait et administré bonne et briève expédition.

XIX. Si quelqu'étrangers réquerant droit sur sa plainte est trouvé être dans son tord, icelui payera douze pattars d'amende et au valet dudit metier quatre pour les peines.

XX. Que les doyen et maitres dudit metier pourront se faire namptir à suffisance pour administrer droit aux parties scavoir pour les compaignons ou apprentifs dixhuit sols et au regard des étrangers le double.

XXI. Deffendons à tous Cuveliers de prester simulement leurs noms à des valers, et d'ainsi les affranchir près des marchands de vin, Brasseurs et autres sous pretexte qu'ils travaillent pour quelque maitres, à peine de six florins d'amende pour chaque contravention.

XXII. Item interdisons à tous ceux de notre dite ville, chateau & banlieu non agrégés audit metier de poser en vente, ni faire vendre en leur maison ny ailleurs, aucune sorte de futaille ny tonneaux sciez ou autres ouvrages du metier pour en faire négoce ou commerce, à peine de six florins d'amende outre confiscation de telles futailles et ouvrages.

XXIII. Que les doyen et maitres pourront

aller visiter quand bon leur semblera toutes les besognes et ouvrages des membres dudit metier en leurs maisons et ouvrois, et s'il étoit trouvé *au bon* et quelque méchans bois vermoulus ou soqué, tel ouvrier sera à l'amende de ving pattars, & ce fait sera tenu l'oter & le reparer d'un autre bon bois sans nulle excuse.

XXIV. Qu'aucuns Charpentiers, Sculteurs menuisiers ou autres n'étant admis aux dits metiers ne pourront exercer celui de Tonnellier ou Cuvelier, ouvrier ny faire ouvrir aucune piece concernant ledit metier pour en faire commerce à peine de six florins d'amende pour chaque contravention, outre la confiscation des ouvrages et des instrumens y servans.

XXV. Et afin d'autant mieux decouvrir les contraventions tous supposts dudit metier de Tonnelliers devront marquer de leur marque ordinaire & particuliere les tonneaux grands & petits & tous autres ouvrages sitôt qu'ils les auront fait, à peine de trois florins d'amende pour chaque piece d'ouvrage vendue ou étalée non marquée, outre & au pardeffus la confiscation d'icelle.

XXVI. Que chacun compagnon dudit metier pour faire le chef d'œuvre lui designé, & voulant devenir maitre, n'aura que deux mois pour l'accomplissement & avant que de le commencer sera tenu pour la premiere fois demander les doyen & maitres pour appointer son bois, la deuxieme fois pour l'assembler, & la troisieme quand la piece d'œuvre sera parfaite.

XXVII. Que lors lesdits doyen et maitres

ainsi mandez seront tenus avec la généralité visitant ladite piece d'œuvre d'y avoir égard tel que de raison sans aucune opiniatreté ny mauvaise emulation.

XXVIII. Que chaque supplot dudit metier étant semoncé sera obligé de comparoir pour voir & examiner ladite piece, & à faute de ce encourera l'amende de dix sols chacun, ne soit qu'ils aient raison au contraire dont ils feront apparoir auxdits doyen et maitres.

XXIX. Pour lesquelles trois visitations à faire par lesdits doyen & maitres, l'aspirant à maitrissé leur payera vingt sols à chaque fois & au valer fix sols aussi à chaque fois.

XXX. Arrivant qu'aucun membre dudit metier seroit trouvé d'avoir fraudé ou abusé autrui par ses ouvrages mal conditionnés, il sera tenu les reprendre à soi & en restituer le prix aux acheteurs, & tels ouvrages seront publiquement subhasté au profit dudit metier, & outre ce le defraudateur encourera une amende de trois florins.

XXXI. Que nuls maitres dudit metier, ny autre ne pourront affoir, placer, ou mettre aucune piece au nom de quelques étrangers à peine de dix florins d'amende.

XXXII. Item deffendons à tous en général de vendre besogne ou faire besogner par tel serviteur que ce soit à aucune piece d'œuvre dudit metier pour en faire commerce, ne soit que premierement tel soit reçu & passé maitre à peine de six florins d'amende & confiscation de la dite besogne pour la premiere fois, pour la seconde du double

outre la confiscation, & pour la troisieme du quadruple & d'autre peine arbitraire.

XXXIII. Il ne sera pas permis à aucuns maitres ny aux veuves dudit metier de donner congé ny permission à aucun compagnon ou tel autre personne que ce soit pour faire bésogne concernant ledit metier et travailler hors de leurs boutique & maison de residence sans l'avoir notifié au prealable aux doyen & maitres dudit metier pour y avoir tel égard que de raison, à peine de trois florins d'amende pour chaque fois

XXXIV. Que le doyen et maitres qui auront étez choisis par la généralité ne pourront intenter ni soutenir aucuns procès sous le nom de la généralité sans prealable avis de deux avocats experts, & après avoir pris la résolution de la généralité pour ce duement assemblée, à peine que les procédures intentées ou soutenues sans cette formalité seront aux fraix personnels desdits doyen & maitres.

XXXV. Que les doyen & maitres auront le pouvoir & autorité d'établir un valet qui fera serment entre leurs mains de conserver les intérêts de la généralité, & de faire, venir ens les peine & amendes, & confiscations statuées par les presentes chartres.

XXXVI. Qu'à tel & semblable valet sera confiée la même puissance & autorité dont lesdits doyen & maitres sont revêtus ayant d'iceux la charge de commander par leurs enseignement & ordonnances auxdits du metier de comparoir aux assemblées & congrégations routes & quante fois que besoin sera pour affaires concernant ledit metier,

processions publiques ou autres, à peine de fourfaire par celui qui sera trouvé deffail-
lant une amende de dix pattars.

XXXVII. Que ledit doyen & maitres pour-
ront lever toutes fourfaitures amendes, &
confiscation par ledit valet fermenté qui
pourra panner & executer celui ou ceux
qui les auront encourus apres due sommation.

XXXVIII. Et si aucun dudit metier ou
autres donnoit empeschement au dit valet
d'executer ou apporter le pan, ils écherront
à chaque fois en l'amende de trois florins.

XXXIX. Quiconque sera si outre cuidé
que d'insulter, maltraiter ledit valet dans
l'exercice de son office (si preuve suffisante
il y avoit) tombera en l'amende de quatre
florins outre & aupardeffus celle accoutu-
mée au regard du Mayeur de notredite ville.

XL. Défendons aussi bien expressement à
tous suppôts dudit métier d'user d'injures ou
de paroles piquantes l'un contre l'autre dans
leurs assemblées, à peine de deux florins
d'amende.

XLI. Et afin de prendre soigneux égard
aux bois venans par eau ou par terre, &
rendre à chacun son compte comme il appar-
tient, les doyen & maitres devront le jour
de saint Matthieu faire passer à l'accoutu-
mée au plus offrant dans leur assemblée la
ferme des clappes, panneaux & rolis qui
sera obrenue par un des confreres dudit mé-
tier, lequel sera tenu de rendre service à
tous ceux qui le composent, aux bourgeois
& l'étranger sous serment qu'il prêtera es-
mains desdits doyen & maitres, & ledit con-
frere aura de chaque mil de clappe, compté

onze cents pour le mil sept sols & demi, & pour le mil des pannaux & rolis quinze sols.

XLII. Que personne dudit métier ni autre ne pourra compter clappes, panneaux ni rolis venans de notre ville ni dehors si ce n'est le fermier dudit métier, à peine de trois florins d'amende pour chaque fois qu'il sera trouvé y contrevenir soit pour ceux dudit métier, soit pour les bourgeois ou étrangers.

XLIII. Permettons cependant à ceux dudit métier d'acheter clappes, panneaux & rolis hors le ressort de la banlieu de notre dite ville en sorte que tel acheteur en fera seul son profit sans qu'aucun maître puisse lui bailler empêchement.

XLIV. Qu'arrivant aussi en notre dite ville tant par eau que par terre clappes ou faix de coudrier dit vulgairement *cord*, iceux ne se pourront acheter sans premierement l'avoir signifié par le valet à la généralité dudit métier pour avoir par chacun membre dudit métier part auxdites clappes & faix de coudrier, mais ne sera ledit valet tenu ni contraint de faire ladite signification pour un demi mil des clappes, ni au-dessous de vingt faix de coudrier, chênes & autres cercles, lesquelles clappes, panneaux, rolis & faix venans par eau, & par terre, si avant que ladite semonce soit faite & par lesdits du métier refusé d'en acheter, celui qui les achètera par après les aura à son seul & singulier profit, sans que lesdits du métier lui puissent donner empêchement au contraire.

XLV. Que chaque compagnon étranger pourra ouvrer sans méprendre en notredite

ville & franchise deffous un maître Tonnellier en payant par mois un patar, soit qu'il ait achevé le mois ou la moitié d'icelui, lequel patar le maître sous lequel il aura travaillé fera bon au métier, & il le défalquera hors du gain dudit compagnon, attendu que ledit maître sera tenu endéans la dixaine de notifier aux doyen & maîtres les compagnons qu'ils auront pris sous leur direction, à peine de vingt sols d'amende.

XLVI. Que toutes les peines, amendes, confiscations & droits d'entrée audit métier accusés par les présentes Chartres, seront pour une moitié à notre profit & l'autre pour l'avancement dudit métier & pour l'aider à en supporter les fraix & dépenses.

XLVII. Que chaque fils de maître ou autres dudit métier non mariés seront tenus prenans état de mariage de payer pour vin de noces trois florins monnoye de Flandre, au profit dudit métier, & semblablement ceux qui se marieront hors de notre ville & franchise dudit Namur y retournant pour s'y domicilier & exercer le métier de Tonnellier, payeront pareils trois florins une fois.

XLVIII. Que tous les maîtres dudit métier devront payer chacun an pour leurs chandelles deux pattars à les distribuer bien entre lesdits doyen & maîtres pour faire célébrer la Messe annuelle telle que de coutume.

XLIX. Qu'arrivant le décès de quelque suppôt dudit métier ou de leur femme, sera payé pour droit de linceuil vingt pattars.

L. Avec quoi lesdits doyen & maîtres feront célébrer pour l'ame de leur confrère ou

consœur une Messe, & aura le valet au dessus ce pour ses peines d'avoir averti chaque membre dudit métier huit sols.

LI. Que chaque maître devra s'y trouver à peine de vingt pattars d'amende, ne soit pour maladie, absence ou autre excuse à justifier auxdits doyen & maîtres.

LII. Lequel valet sera tenu faisant sa sermonce d'avertir les quatre porteurs funéraires que lesdits doyen & maîtres ordonneront pour porter le corps du défunt ou de la défunte en terre.

LIII. Lesquels porteurs ainsi ordonnez ne pourront en faire refus sous l'amende de 20 pattars à moins d'avoir fait constater auxdits doyen & maîtres d'un empêchement légitime au contraire.

LIV. Que lorsque ledit valet semoncera ceux dudit métier à intervenir à la conduite d'un enfant enterré icelui aura quatre pattars.

LV. Que ledit métier pour linceuil de chaque petit enfant de quel âge il puisse être tirera dix pattars.

LVI. Que tous les maîtres semoncez comparoîtront audit portage en terre sous peine de dix pattars d'amende à moins d'excuse légitime comme dessus, & autres raisonnables, si comme lorsque quelques maîtres ouvreront par journée, ce qui les dispensera de la comparition.

LVII. Au regard desquels points, articles, amendes & autres choses déclarées en cette, lesdits doyen & maîtres seront crus & à leurs foi ajoutée sous la prestation en tant que de besoin de leur serment sans le secours d'autres preuves, pour incontinent

faire payer les délinquans & contraventeurs telles amendes & fourfaitures par eux encourues & trouvées dues.

LVIII. Que tous les deniers & amendes ici déclarées devront pour plus grande sûreté être mises dans un coffre à trois clefs différentes, dont le doyen en aura une & chaque des deux maîtres encore une, en telle sorte qu'ils ne pourront avoir accès audit coffre sinon étant tous les trois présens.

LIX. Si devront être enfermées audit coffre pour meilleure conservation les présentes Chartres avec tous autres titres, papiers & documens concernant ledit métier.

LX. En chargeons lesdits doyen & maîtres de chaque année de leur entremise de rendre compte en l'assemblée dudit métier le Lundi après la fête St. Matthieu de tous les droits, amendes & fourfaitures que dessus, afin que le contingent qui nous compete soit délivré incontinent à notre Receveur-général de Namur qui les portera es-mises de sa recette, & en fera le renseignement comme il appartient.

LXI. Que les doyens & maîtres devront nécessairement être prêts à présenter leur compte à laditte généralité au jour ci-dessus statué, à peine d'encourir chacun une amende de trois florins.

Si donnons en mandement à nos tres-chers & feaux les président & gens de notre grand conseil, à nos très-cher & féal, chers & feaux les gouverneur president & gens de notredit conseil provincial de Namur &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles le neuvième du mois d'Octobre l'an de grace

1724 & de nos regnes fçavoir de l'Empire Romain le 22eme. &c. &c.

SUR la remontrance faite à S. M. I. & C. de la part des maitres & généralité du metier des ronnelliers en la ville de Namur, que par l'article 13 de leurs anciennes chartres il étoit ordonné & statué que tous bourgeois n'étans fils de maitre après avoir fait leurs piece d'œuvre, & qu'icelle seroit jugée être suffisante, payeront pour droit d'entrée audit metier vingtquatre florins, outre l'obligation d'exhiber certificat de bonne vie & conduite, & qu'ils étoient de léal mariage cependant par l'article quatorzieme desdites nouvelles chartres du 9 Octobre dernier lesdits droits se trouvent restrains & diminués à douze florins, ce qui fait que ledit metier en souffriroit un dommage très-considerable à raison que la moitié desdits droits tournant au profit dudit metier s'applique & doit s'appliquer pour leur besoin particulier & fraix ordinaires, outre que d'ailleurs cela tendroit sous correction au service de S. M. en tant que la moitié desdits vingt-quatre florins devoit tourner à son profit & être payé à sa recette générale de Namur, cause qu'ils ont pris recours vers S. M. la suppliant en tout respect de déclarer par forme d'ampliation ou d'interprétation desdits chartres que ceux natifs de la ville, château & banlieu de Namur, payeront comme d'ordinaire & d'ancienneté pour entrée audit metier les vingt-quatre florins accoutumez,

parmi reconnoissant par lesdits doyen & mai-
tres la moitié à laditte recette générale , en-
semble declarer que ceux nez ou baptisez
dans les province & comté de Namur , paye-
ront trentesix florins , les natifs du pays de
la domination & obéissance de S. M. quaran-
te-six, & les autres natifs des pays de quelques
princes étrangers cinquantesix , paroissant
sous correction , d'une justice & équité toute
notoire que les habitans de la ville soient
favorisés & préferéz à ceux de la province
& ceux-ci à ceux natifs dans des provinces
étrangeres , & encore ceux-cy plus favoriséz
que ceux natifs hors du pays de la domina-
tion de S. M. De plus ils la supplient de
vouloir faire attention à ce que la moitié des-
dits droits lui doit suivre & appartenir , &
l'autre moitié servir comme dit est aux be-
soins & dépenses ordinaires dudit metier ,
lequel depuis un très long tems s'est trou-
vé exposé à quantité des disputes & pro-
cès , par la raison que les brasseurs de laditte
ville de Namur desquels neanmoins lesdits
remonstrans doivent attendre le plus d'ou-
vrage , se servent de quelques domestiques
étrangers ou autres qui ne sont maitres ni
admis audit metier pour faire leurs ouvrages,
ce qui va entierement à la destruction dudit
metier des remonstrans ; tellement que pour
y remedier & obvier , ils prient en très-pro-
fond respect S. M. de vouloir ordonner par
forme d'ampliation de leurs chartres que
personne telle qu'elle puisse être ne pourra
travailler aucune sorte d'ouvrages de leurs
metiers pour lesdits brasseurs , ne soit qu'il
soit maitre ou ouvrier travaillant dessous

maitre , & pour le profit d'icelui , faisant attention que lesdits brasseurs sont une espece de debat , & profit des ouvrages qu'ils font ainsi faire par lesdits ouvriers , étant que dans la taxe qui se fait de la biere , les tonneaux , & les cerceaux qu'ils doivent y employer chaque année viennent en considération , ce que les remontrants esperent d'obtenir de la justice & équité de Sa Majesté en prenant favorable égard à ce que les supplians à cause de leur metier sont obligez de marcher à la premiere semonce des Srs. officiers pour son royal service , & exposez dans tous les magazins à poudre , considéré encore que dans presque toutes les autres villes de l'obéissance de S. M. & notamment dans celles de Bruxelles, Malines, Louvain, Tirlemont & autres, il est interdit à tous marchands de vin, brasseurs & autres de tenir aucun garçon tonnellerie pour demeurer chez eux ou y faire & laisser exercer aucuns de leurs ouvrages en aucune maniere , ou sous quel pretexte que se puisse être. S. M. I. & C. ce que dit est considéré & eu sur ce l'avis des gouverneur president & gens du conseil provincial de Namur, inclinant favorablement à l'humble supplication des maitres & généralité du metier des tonneliers en laditte ville a déclaré comme elle déclare par forme d'ampliation a leurs chartres du 9 Octobre dernier, que ceux nez ou baptisez dans la ville , château & banlieu de Namur, voulans entrer audit metier ou être admis à maitrise payeront dix huit florins, ceux de la province vingt quatre, ceux du pays de l'obéissance ou domination

de S. M. trente, & les autres natifs des pays de quelques princes étrangères trentesix florins, Sa dite Majesté declare aussi que personne telle qu'elle puisse être ne pourra travailler aucune sorte d'ouvrage du metier de cuveliers pour les brasseurs, ou autres, ne soit qu'il fut maître ou ouvrier travaillant sous maître & pour le profit d'icelui à peine de six florins d'amende pour chaque contravention, sauf dans le cas de nécessité & pressant besoin que lesdits brasseurs par eux & leurs valets ou domestiques pourront resserer cercles ou relier leurs tonneaux, & qu'iceux autant bien que les autres bourgeois & habitans de la ville de Namur, pourront faire par eux mêmes ou leurs domestiques des aîmes & tonneaux pour la propre consommation de leur menage, sans néanmoins y pouvoir mettre les armes de la ville ni en faire trafic, commerce, ordonnant à tous ceux qu'il appartiendra de se regler & conformer selon ce, fait à Bruxelles le 14 de Mars 1725, paraphé Elis vt. & signé J. B. Deheems &c.

Décret d'autorisation pour les Tonneliers de la ville de Namur.

LE tout vu, la cour autorise les supplians de lever pendant le terme de huit ans, dix pattars sur chaque cuve & refroidissoir qu'il feront surpassant les cinq pieds; sur les tonneaux de cinq pieds, cinq pattars, sur chaque mille des cercles qu'ils employeront au futur, aussi cinq pattars, & sur chaque cent

des clappes lorsqu'ils viendront aussi à les employer pareils cinq parrars, & finalement sur chaque vingt faix de cercles qu'ils acheteront dix liards à charge de par lesdits supplians & chacun d'eux prêter serment es mains du doyen de leur métier qu'ils ne hausseront au respect des droits que dessus le prix de leurs ouvrages & au surplus de faire apparoir de deux ans en deux ans au procureur général de ce conseil du provenus & applicat desdits droits fait au conseil à Namur, le 8 May 1726, signé Ph. F. Batis clercq juré.

*Suite des Chartres du métier des tonneliers
dit cuveliers.*

COMME procès s'est eu au conseil à Namur par différent communicatoir entre ceux de la généralité dudit métier Rescribant, & Antoine Blavier membre d'icelui métier suppliant par requette appointée du 6 Juillet 1734, par laquelle il se deplait que les maitres en office dudit métier l'auroit fait payer 24 florins en lieu de 18, lorsqu'il a fait son chef-d'œuvre outre une collation, ce qui n'étoit aucunement, &c. &c. &c.

Vu au conseil provincial de S. M. I. & C. ordonné à Namur, le différent sur requette du 6 Juillet 1734, entre Antoine Blavier, bourgeois maitre tonnelier en cette ville suppliant d'une parte, les maitres & généralité du métier des tonneliers Rescribens d'autre & d'office, l'avis rendu à S. M. par ce conseil le 26 de Septembre 1734, au sujet des nou-

velles chartres obtenues par lesdits Rescribens messieurs les gouverneur, president & gens dudit conseil faisant droit, declarant le suppliant dans ses fins & conclusion bien fondé, condamnant suivant ce lesdits Rescribens de lui restituer les vingt quatre florins dont est question, leur interdisant de plus d'exiger à l'avenir des entrans audit metier, soit fils de maitre ou autres, aucun banquet ou collation ny aucune somme d'argent pour rachat d'iceux, à peine qu'il sera pourvu à la charge des maitres & généralité dudit metier comme il sera trouvé convenir, à quelle fin mesdits sieurs ordonnans au conseiller procureur général de ce conseil, d'y surveiller, si condamment lesdits Resbns. es depens dudit différend & d'autant que ce dont il s'agit par la présente sentence n'excede en apportant la somme de 300 florins une fois &c. &c. &c. Prononcé en jugement audit conseil le 18 Février 1735 le scel dudit Conseil cy appendu &c. signé J. Brumaigne.

*Chartres du metier des Couturiers & Tailleur
d'habits.*

PHILIPPE par la grace de Dieu, roi de Castille &c. A tous ceux qui ces présentes verront, salut, reçu avons l'humble supplication & requête des maitres & généralité du metier des couturiers & tailleurs d'habits en notre ville de Namur, contenant que de l'an 1436 ceux du magistrat d'icelle ville de Namur, leur ont donné pour la meilleure direction & conduite dudit metier, certaines

chartres & ordonnances lefdits du magistrat, à l'instance desdits remontrants, ont rafraichis & éclaircis les points d'icelles le 13 Juin 1625, à charge que lefdits remontrants en procureroient de nous la ratification, & comme lefdits du magistrat ont laissé indecis les points d'interdire aux vieuxvariers de ne faire accoustremens sous pretext qu'ils en font en long usage, cependant lefdits remontrants se trouvent grandement interessés pour la grande quantité d'habits que font lefdits vieuvariers au détriment des remontrants & de leur metier, qui à cause de ce, vat en décadence, ce pourquoi ils ont pris leurs recours à nos supplians, qu'il nous plaise confirmer & ratifier lefdits chartres en interdisant auxdits vieuxvariers de faire habits d'hommes ou femmes & enfans, & sur ce leur faire dépêcher nos lettres patentes en tel cas requises, scavoir faisons qu'après avoir étez vues & examinées en notre conseil privé lesdites ordonnances & sur icelles eue l'avis de nos amez & feaux les president & gens de notre conseil provincial de Namur, inclinans favorablement à la supplication & requette desdits maitres & généralité du metier des couturiers & tailleurs d'habits en notreditte ville de Namur, supplians, avons de notre certaine science, autorité souveraine, & puissance absolue decreté & ratifié, decretons, louons & ratifions les ordonnances ces présentes, pour iceux supplians & leurs successeurs audit metier en jouir & user & eux bien & ponctuellement être entretenus & observé en la forme & maniere, & selon qu'elles sont ci-après interées & incorporées de mot à autre.

I. Que dorénavant tous ceux qui voudront être du grand metier des parmentiers en la ville de Namur , payeront à leur entrée huit florins , excepté les fils des maires , lesquels ne seront tenus payer que quarante sols.

II. Et quand aux étrangers ou autres qui ne sont de la ville & banlieu , iceux payeront pour leur entrée audit grand metier , douze florins & devront chacun d'eux faire quatre pieces d'œuvre au contentement des quatre maitres & gouverneur dudit metier selon la coutume , à peine que s'il ne sont nommés ouvriers suffisans , d'être renvoyé à apprendre , & ce afin que personne ny endure domnage ny interet.

III. Lesquels droits d'entrée se partiront pour un quart à S. M. une moitié au metier & l'autre quart aux maitres & valet du metier.

IV. Devront aussi ceux dudit métier payer au jour de l'entrée , demy livre de cire pour être employée au service divin qui se fera en la chappelle de Ste. Anne leur patronne.

V. Et au regard de ceux & celles qui entreront au petit metier , ils devront payer trente sous & un quartron de cire pour être employée comme dessus , exceptez les fils des maitres lesquels ne payeront rien.

VI. Quant aux femmes & filles de la ville & banlieu qui voudront entrer audit metier , icelles devront payer cinq florins & faire quatre pieces d'œuvre comme dessus , & payer aussi demy livre de cire.

VII. Seront aussi tenus tous ceux dudit metier se trouver le jour Ste. Anne à la

messe qui se celebre ledit jour en la chapelle de la dite Ste. aux freres cordeliers, à peine de cinq sous d'amende applicable à la refection de ladite chapelle, ne soit qu'ils ayent excuse legitime.

VIII. Et advenant qu'un maitre dudit metier eut travaillé pour quelque particulier & qu'il luy fut pource demeuré redevable, & que par après tel particulier vint à faire travailler un autre, ledit maitre qui premier aura travaillé, ne pourra faire arreter les etoffes de son debiteur ès mains du second maitre, mais devra poursuivre son droit par la voie ordinaire de justice

IX. Item si aucuns dudit metier alloient demeurer hors de ladite comté & retourneraient après en ladite ville & franchise, ils ne perdront pour ce leur table en payant neanmoins deux florins audit metier.

X. Si aucun maitre dudit metier auroit loué quelque valet & ledit valet fut defaillant de servir son dit maitre, nul des autres maitres ne pourra mettre en œuvre ledit valet jusqu'à ce que ledit valet aura donné contentement & satisfaction à son premier maitre au raport des quatre maitres & gouverneur dudit metier, & celuy qui le feroit luy étant defendu par ledit metier, sera à dix sols d'amende toutes & quantes fois que ce fera.

XI. Semblablement si un maitre ne faisoit raison à son valet, ledit maitre ne pourra besoigner ny ouvrir sa boutique jusqu'à ce qu'il aura donné contentement à son valet, à peine aussy de payer pour chacune fois dix sous d'amende si ce n'est qu'il

ait obtenu la permission des maitres & généralité dudit metier , auxquels il se devra à cette fin retirer & pourvoir.

XII. Est aussi ordonné que nul ouvrier ou ouvriere dudit metier pourront ouvrier les dimanches & fetes commandées & accoutumées de garder , à peine que raport en étant fait par le valet dudit metier , payer par chacune fois que trouvé sera , un florins applicable audit metier , outre le six florins d'amende ordonnés par les statuts politiques de ladite ville de Namur contre ceux violans dimanches & fetes.

XIII Et lors qu'aucuns dudit metier soit homme ou femme , s'allieront par mariage seront tenus le jour de leurs noces donner audit metier scavoir les hommes quarante sols , & les femmes vingt sols , & pour respect de ce ledit quatre gouverneurs & valet dudit metier devront accompagner les noces jusqu'à l'église , si avant qu'ils en soient avertis.

XIV. De meme lorsque ceux dudit metier , leurs femmes & enfans iront de vie au trépas , tous les maitres dudit metier qui sermonnez seront par le valet , devront assister à l'enterrement & à la messe dont pour chacun homme ou femme se devra payer seize sols pour le drap dudit metier & quatre sols pour le valet.

XV, Et quant aux enfans qui ne sont en âge competant devront payer huit sols , le tout applicable au profit dudit metier.

XVI. Item que nuls étrangers venant de dehors la franchise dudit Namur & qui ne sont maitres ny recûs en ladite ville , pourront

ront tailler, ouvrer, ny faire aucune piece d'œuvre dans ladite ville & franchise, à peine que par toutes fois qu'il. seront trouvez & rapportez par ledit valet aux dits quatre maitres, devront payer vingt sols d'amende, bien entendu que chacun pourra par ses domestiques faire tailler & coudre en sa maison ses propres habits, de ses enfans & de ceux de sa famille.

XVII. Nuls maitres dudit metier pourront tailler ny ordonner aucune piece d'œuvre, pour icelles etant taillée, mettre es mains d'autres ouvriers hors sa maison, à peine que pour chacune piece qu'il sera trouvé avoir taillé, il sera tenu payer dix sols d'amende & celui qui aura fait l'ouvrage ainsy taillé payera auffy dix sols applicables audit metier.

XVIII. Et pourra ledit valet dudit metier par commandemens de sesdits maitres aller lever & faire payer librement & sans meffaire tous ceux dudit metier qui auront encourus lesdites amendes, & si aucun s'opposoit & lui fit quelque violence ou injure, le mayeur en devra faire la calenge & correction & livrer sergeans pour executer lesdites amendes aux depens des opposans.

XIX. Item que le lundy lendemain de la Pentecôte d'an en an s'éliront quatre nouveaux maitres & gouverneurs dudit metier & un valet par les quatre vieux maitres qui recevront les voix dudit metier, seront tenus de faire leurs offices duement & comme il convient & à ces fins venir preter serment pertinent pardevant lesdits mayeur & echevin.

XX. Auffy tous ceux qui seront elts maîtres seront tenus payer ainſy qu'il a été accoutumé de tout tems pour leur parte le jour du venerable St. Sacrement vingt ſous une fois.

XXI. Advenant que ledit metier ſ'aſſemble, celui à l'inſtance duquel l'aſſemblée ſe fera, devra payer vingt ſous, & celui qui ſera trouvé avoir tord luy rendra leſdits vingt ſous.

XXII. Tous ceux & celles dudit metier ſeront tenns chacun an payer pour leurs chandelles un ſous, ainſy que de toute ancienneté on a accoutumé, & en cas qu'aucuns ou aucunes ſoient déſaillans de le payer au jour pour ce deſigé devront payer le quadruple.

XXIII. Il eſt auffi permis à chacun dudit metier d'aller travailler ès maiſons des bourgeois, & y faire tous les ouvrages dont ils ſeront requis.

XXIV. Eſt auffi ordonné que ceux dudit metier le devront & ne pourront à l'avenir ſi longtems qu'ils beſoigneront de leurs fil, vendre drap en detail ny faire accouſtrements eux-mêmes en ladite ville de Namur pour les vendre, excepté les vieuvariers leſquels ſelon qu'ils ont accutumes, pourront eux memes coudre & faire accouſtrements tant vieux que nouveaux pour les vendre.

XXV. Et ne pourront auffi leſdits Couturiers Vieuvariers mander ni faire mander, moins vendre ni faire vendre aucune ſorte d'habits neufs taillés, couſus, ou autrement façonnés hors ladite ville & baulieu, ſoit pour hommes ou femmes, en quelle ſorte

& maniere que ce soit, à peine de confiscation d'icelles ou de la valeur.

XXVI. Quand la généralité sera adressée à la requête desdits quatre maîtres pour traiter de quelques affaires; tous ceux qui seront desfaillans de s'y trouver seront tenus payer pour amende cinq sous, ne soit qu'ils soient absens pour cause legitime.

XXVII. Finalement est deffendu à tous Couturiers ou Couturieres demander ni prendre plus d'étoffe qu'il ne sera necessaire pour la façon d'un habit & de retenir aucunes pieces de ce qui restera ains devront les tout restituer à peine de douze florins d'amende pour la premiere fois & pour la seconde d'être banis dudit metier.

Toutes lesquelles amendes se repartiront comme les autres que dessus.

Si donnons en mandement à nos tres chers & féaux les chef, president & gens de notre Conseil de Namur &c. &c. &c. donné en notre ville de Bruxelles 26me de Septembre 1629. signé E. Debert.

Chartre du métier des Febves.

ALBERT & ISABELLE-CLARA-EUGENIA Infante d'Espagne par la grace de Dieu Archiducqs d'Autriche &c. &c. &c. à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Comme ceux du metier des febves de notre ville de Namur nous ont suppliez & requis vouloir autoriser les Chartres concernans la conduite & reglement d'icelui metier, & que suivant ce que nous avons enchar-

gé & ordonné à notre procureur général de Namur de mettre ès mains notre conseil provincial illecq les anciennes chartres dudit metier pour par eux estre visitez & examinez afin que tant plus seurement fut procedé au renouvellement, & autorisation d'iceux, à quoi de leur part a été duement fourni & satisfait en presence dudit procureur général, de sorte qu'après ladite visitation, ils ont de nouveau fait rediger par écrit tous lesdits chartres avec tel changement & correction que pour le plus grand bien & utilité de ceux dudit metier leur a semblé convenit, & que (selon leur avis) nous pourrions renouveler & autoriser, nous ayant à cet effet envoyé par écrit lesdits chartres dont la teneur est ici inferée & transcrite de mot à autre.

Article que ceux dudit metier des Feves de cette ville desirent être autorisés par son Altesse serenissime apres revuë & correction en faite par Messieurs les President & gens du Conseil provincial de celui pays & comté de Namur ensuite des ordonnances de leurs susdites Altesse.

I. Primes que tous ceux de ladire frairie seront tenus le jour de St. Eloi & lorsque l'on fait fete dicelui en l'eglise comparoir à vêpres à peine de cinq sols d'amende, ne fut que le deffaillant eut excuse legitime.

II. Item que nul de ladire frairie pourroit besoigner la veille dudit St. Eloi, & lors qu'en l'eglise où on fera la solemnité après les douze heures à peine telle que dessus, comme aussi quiconque de ladite frairie besoignera le jour dudit St. Eloi échera

en l'amende de six florins, ne fut qu'ils fussent emploiez pour le service de leurs Alteïes ou de la république, qui alors encore auparavant devront demander congé aux maires & jurez.

III. Et advenant qu'aucun passager desirant faire ferrer son cheval ledit jour St. Eloi, icelui ne le pourra ferrer sans licence & avertance faite aux mayeur & jurez dudit metier comme aussi aux mayeurs de Namur que lors il sera tenu donner au luminair de la chapelle St. Eloi la moitié du gain qu'il fera ledit jour, pour lequel connoître sera tel ayant besoigné en preter son serment fidel es mains desdits mayeur & jurez.

IV. Item que lesdits mayeur & jurez des Febves attendu la grandeur de leur metier en supplement dudit metier seront tenus de comparoir aux noces, mariages & sepultures des confreres, à peine de dix sols d'amende, conditionné néanmoins que lesdits mayeur & jurez auront pour leurs droits une dreslée de trois florins.

V. Item que duement aucun dudit metier acheta quelques marchandises duisantes audit metier que un confrere ou plusieurs y survenassent & demendassent d'avoir parte à ladite marchandise ne leur pourra estre refusée pourveu payement à l'advenant du prix de la marchandise convenu à peine de douze florins d'amende.

VI. Item quiconque voudra entrer audit metier, s'il est étranger, devra payer pour son entrée audit metier trente florins, & le nationné de cette ville ou comté quinze florins à charge néanmoins de faire apparoir

de sa preudhommie , & qu'il n'est recherché d'aucun vilain cas , & a chargé de payer au mayeur dudit metier un pot de vin & à chacun juré demi lot, & au serviteur cinq soulds pour ses gens comme d'ancienneté.

VII. Item que tous les fils de ceux ayant acquis le metier , pourront entrer audit metier en payant pour droits de relief trois florins.

VIII. Item que tous ceux qui voudront apprendre le metier des Febves , payeront pour l'entrée en l'apprentissage d'icelui metier trente soulds.

IX. Item que tous ceux dudit metier pour le maintien de leur metier , éliront chacun an le jour St. Aubain un mayeur de Febves & quatre jurez & nationnés de cette ville & comté, lesquels feront serment d'être fidels & leaulx aux Princes, à la ville & audit metier & qu'ils s'acquiteront dûement de leurs devoirs , faisant payer les droits & amendes appartenantes audit metier & desquels ils seront tenus en rendre fidel compte pardevant lesdits du metier , & lesdits anciens & nouveaux mayeur jurez , dudit metier.

X. Item quiconque fera élu pour mayeur & jurez dudit metier , ne le pourra refuser & sera tenu de servir l'etat auquel sera élu à peine.

XI. Item qu'il soit ordonné qu'advenant la mort d'aucun confraire dudit metier, les heritiers du defunt seront tenus de donner pour les droits du grand linceuil, vingt soulds & quatre soulds pour le serviteur, & pour le droit du petit linceuil dix soulds , au mayeur & jurez suivant l'ancien pied une maille de

seize parrarts , à charge néanmoins que lesdits maîtres seront tenus de faire dire & célébrer une messe pour ledit défunt.

XII. Item est expressement ordonné & accordé que nul , de quel état & condition qu'il soit , ne pourra user du stil de febvre ne soit qu'il ait acquis ledit metier , à peine de confiscation de la besogne & marchandise exposée en vente & de dix florins d'amende.

XIII. Item est accordé que nul dudit metier pourra recevoir aucuns valets qui sera départi d'un maître ne soit par le congé du maître & qu'il y ait achevé son terme commencé , à peine de trois florins d'amende & de ne pouvoir besogner dudit stil des Febves tant & si longuement qu'il tiendra ledit serviteur contre le gré de sondit maître & qu'il ait achevé le terme comme dit est , laquelle deffence lui sera faite par le serviteur dudit metier.

XIV. Item est accordé que nul maître Cloutier dudit metier pourra recevoir serviteur à sa forge besognant pour son profit ne soit pour le profit dudit maître & pour obvier aux abus qui se sont retrouvés à peine de trois florins d'amende pour la première fois , pour la seconde le double & pour la troisième de privation dudit metier.

XV. Item est accordé que quiconque dira injure au mayeur & jurez , au valet faisant leur office , ou usal à l'endroit d'aucuns d'iceux d'act de force , icelui fourferra six florins d'amende , & outre deux livres de cire pour être employé au St. service divin en la chapelle St. Eloï aux freres

Croisiers de cette ville , sans prejudice des amendes competant au mayeur de Namur.

XVI. Item est accordé que quiconque fourferra son honneur pour aucuns vilains cas, excepté pour cas de mechef, qu'il sera privé à jamais dudit metier, pourveu neanmoins que par jugement & sentence tel soit repris dudit cas vilain.

XVII. Item est accordé que lesdits du metier peuvent avoir un valet dudit metier lequel fera les adjours à la requete du mayeur & jurez auquel sera par le mayeur payé chacun an douze florins, lequel serviteur sera tenu rapporter audit mayeur & jurez toutes les amendes qui viendront à sa cognoissance, & faire les adjours tels qu'ils lui seront assigné par lesdits mayeur & jurez.

XVIII. Auquel valet avons accordé que pour les amendes fourfaites à la requette desdits mayeur & jurez qu'il pourront icelles executer sans qu'il leur put estre donné empêchement par les fourfaiseurs, à peine de redoublement de ladite amende, & estre suspendu dudit metier pour l'espace de huit jours.

XIX. Qu'il soit accordé & ordonné que lesdits mayeur & jurez avec les autres dudit metier pourront connoître sommairement des difficultés qui se pourroient émouvoir touchant ledit metier & d'icelles en determiner leurs loyaux jugements.

XX. Et advenant lorsque aucun pour le fait dudit metier fit ajourner autre sien confraire pardevant lesdits mayeur & jurez par le serviteur dudit metier comme dit-

est, celui qui fera faire ledit adjour auparavant estre reçu, sera tenu configner es mains des mayeur & jurez vingt sols & au serviteur quatre sols.

XXI. Item que tous apprentifs dudit metier des Febves seront tenus servir deux ans sous maitre sans gain etant la nourriture du serviteur à la charge du maitre

XXII. Item est accordé que nul dequel fil que ce soit puisse dorenavant vendre aucuns ouvrages de fer viel ou nouveau quel qu'il soit dependant dudit metier des febves, ne soit qu'il ait acquis ledit metier.

XXIII. Item est accordé que nul serurier pourra ci après recevoir aucune figure de clef frappée en plomb ou pressée en cire ou autrement pour en dresser autres après icelle, à peine de vingt florins d'amende pour la première fois, & pour la seconde d'être banni dudit metier.

XXIV. Item que nul serviteur ne pourra user du crochet à ouvrir aucune serure ne soit en presence & à la requette du maitre & dame de la maison à peine de six florins d'amende.

XXV. Item qu'il est accordé que nul ouvrier au maitre du metier des Febves se pourra avencer faire quelque besoigne sur la main d'autre auparavant que le premier maitre soit payé à peine de six florins d'amende.

XXVI. Item est ordonné & accordé que nul bourgeois faisant racommoder épée ou autre piece d'armes, ne les ait à laisser par an & jour es mains de l'ouvrier sans aller requérir, à peine que ledit ouvrier

pour son falaire pourra vendre telles pieces d'armes au bout dudit jour & an.

XXVII. Item pour obvier aux abus qui se commettent par les chartiers journellement accroians plus grande somme d'ouvrage tantôt à un Marechal, tantôt à autres, est acordé que nul Marechal pourra servir tel chartier, ne soit que premierement il soit informé si le précédent maitre Marechal soit contenté de sa besoigne à peine de trois florins d'amende.

XXVIII. Item que tous ceux dudit metier demeurans tant en jambes qu'en la Neuville seront tenus payer les droits accoutumés dudit metier, meme que nul ne se pourra desdits lieux mêler dudit metier des Febves ne soit qu'il ait acquis ledit metier comme dit est,

XXIX. Item que tous faiseurs des faulx, faucilles, coignées, couteaux & toute autre sorte de blan taillant, seront tenus loyalement besoigner, & de frapper sur chacune piece de leur ouvrage sa marque pour connoître la besoigne de l'ouvrier, à peine de trois florins d'amende, celui qui fera le contraire, & de confiscation de l'ouvrage non marqué.

XXX. Item que nul étranger ne pourra venir vendre faulx, faucilles & blans taillans en cette ville, s'il n'a acquis ledit metier, permettent neanmoins aux dits étrangers pouvoir vendre telles marchandises deux jours la semaine après leur arrivée, à charge bien expresse que ce qu'il n'aura vendu esdits deux jours de ladite semaine de sadite marchandise, qu'il sera tenu de les transporter hors de ladite ville & franchise sans les pouvoir laisser en

leur logis ; à peine de dix florins d'amende & confiscation de ladite marchandise.

XXXI. Item que le mayeur & jurz dudit metier pour peine & travail qu'ils rendent pendant l'année de leurs offices aurent pour recompense , sçavoir le mayeur trois florins & chacun juré quarante sols à prendre sur ledit metier.

XXXII. Item que toutes amendes , fourçons & droits d'entrans audit metier s'appliqueront pour un tiers au profit de leurs Altessees serenissimes , & pour l'autre tiers à la ville & l'autre au profit dudit metier.

XXXIII. A charge que le mayeur & jurez d'iceluy dit metier seront tenus chacun an de leurs offices en rendre compte au receveur général de cette comté pour les porter avec les autres deniers de son entremise & recette au profit des princes serenissimes & semblablement au bourguemaitre de la ville pour autant qu'il touche son contingent.

Sçavoir faisons que nous les choses susdittes considerées , & sur icelles eu l'avis comme dit est , de nos amez & feaux les gouverneur , president & gens de notre dit conseil de Namur , inclinant favorablement à la supplication & requete dudit metier des febvres , desirant & suppliant leur bien & utilité & que tout bon ordre & reglement soit gardé & observé entre eux tant que faire se peut , avons tous & chacun des points ci-dessus reprins de notre certaine science & autorité souveraine & puissance absolue , decreté , ratifié , approuvé & confirmé , decretions , ratifions , approuvons & confir-

mons par ces presentes pour par lesdits supplians & leurs successeurs en jouir & user, & par eux inviolablement estre entretenus & ponctuellement observez en la forme & maniere qu'ils ont étez concus & redigez par l'écrit susdit, le tout neanmoins par provision, & sans prejudice de nos droits, hauteur & jurisdiction, si donnons en mandement à nos très chers & feaux les chef-presidents de notre privé & grand conseil, gouverneur president & gens de notre dit conseil provincial de Namur, mayeur & eschevins, bourgemaitre & jurez de la ville de Namur & tous autres &c. &c. &c. donné en notre ville de Bruxellés le quatorzieme jour du mois de juin l'an de grace mille six cens & trois &c.&c.

Chartre des fripiers de la ville de Namur.

CHARLES par la grace de Dieu empereur ces Romains, roy de Castille &c. &c, &c. à tous ceux qui ces presentes verront, salut, reçu avons l'humble supplication & requette des fripiers de la ville de Namur, contenant qu'ils souhaitent avoir un corps separé de celuy des railleurs d'habits avec lesquels ils sont joints, à raison que pour la diversité des ouvrages & debits, les interets sont differens des uns & des autres, ce qui donne lieu à toute sorte de personnes d'acheter & revendre impunément toutes sortes d'habits, meubles & vieuseries à l'exclusion des remontrans qui ne sont pas soutenus par lesdits Tailleurs, pour porter

à ces excès les remèdes convenables, d'autant qu'ils ne souffrent en cela aucun préjudice, ce qui réduit leur commerce à un si mauvais état qu'ils ont toute la peine à subsister avec leurs familles & de payer les charges publiques, dans le temps que d'autres qui ne sont pas dudit métier, même des étrangers jusqu'à des soldats & des femmes qui ne sont en rien qualifiés emportent tout le profit en allant parmi les rues acheter tout ce qu'ils trouvent indifféremment, d'où procéderaient une infinité de désordres qui occasionnent les larcins & vols qu'ils achètent & tiennent chez eux pour les déguiser, & ensuite pour les débiter, ce qui n'arriveroit point si les remontrants étoient séparés desdits Tailleurs ainsi qu'il se pratique dans toutes les autres villes de notre obéissance, ou les Frippiers ont un métier particulier & indépendant de celui des Tailleurs d'habits, outre que nous tirerions de l'avantage de cette séparation, ils nous ont supplié très humblement de leur accorder un métier séparé desdits Tailleurs, & que notre bon plaisir soit d'approuver le projet des chartres sur ce exhibé & dont la tenure s'ensuit de mot à autre.

I. Premièrement que ceux exerçant & faisant profession du métier des vieuxvariers en ladite ville & banlieu de Namur seront à l'avenir un corps séparé de celui des tailleurs d'habits, auquel il étoit auparavant uni.

II. Que tous ceux & celles qui avant la concession des présentes chartres ont acquis le métier des tailleurs, pourront toutes &

quantès fois pratiquer celui des vieuxvariers, parmy néanmoins se faisans enregistrer dans ledit métier des vieuxvariers endéans deux ans après ladite concession, & en supportant les fraix & expositaux faits pour obrenir les présentes chartres à proportion de leur contingent.

III. Mais après leurs décès, leurs veuves & enfans ne pourront être admis qu'à relever l'un ou l'autre desdits métiers, selon qu'ils voudront choisir.

IV. Que pour la meilleure direction & conduite du présent métier, il sera choisi à pluralité des voix par la généralité la veille du jour St. Hommebon, quatre maîtres pour la première fois, & l'année suivante deux desdits maîtres seront choisis vieux maîtres avec deux autres jeunes maîtres, qui tous devront être exerceans actuellement ledit métier, & ainsy successivement d'année à autre.

V. Qu'iceux maîtres ainsy élus, choisiront chaque année un valet, ou le continueront s'ils le trouvent à propos, lequel autant bien que lesdits quatres maîtres devront prêter serment chaque année ès mains des mayeur & échevins de ladite ville, de se bien & duement comporter en droit ledit métier, & de veiller à l'exécution des points & articles repris ès chartres, & ledit valet sera cru sur son rapport.

VI. Que lesdits maîtres ainsy choisis ne pourront refuser d'être maîtres, à peine de douze florins d'amende payables sur le pied au profit dudit métier, qui en élira un autre en sa place.

VII. Que lesdits maîtres ne pourront en-

treprendre ny soutenir aucun procès qu'après communication à la généralité duement convoquée par le valet, & après consentement d'icelle, ou dumoins de la pluralité des suffrages, lequel consentement devra auparavant être enregistré par le greffier dudit métier, à peine que lesdits maîtres en repondront en leurs propres & privez noms.

VIII. Que tous les papiers, argent & effets dudit métier autant bien que les présentes chartres originelles devront être mises dans un coffre à deux seruxes différentes, lequel coffre avec une clef sera gardé par un vieu maître, & l'autre clef par l'autre des nouveaux.

IX. Que tous ceux & celles qui voudront à l'avenir entrer dans le present metier des vieuvariers, seront obligé de faire l'espace de deux ans leurs apprentissages chez un maître admis.

X. Et ce fait lorsqu'ils voudront être reçu audit métier, ils se présenteront aux quatre maîtres lesquels donneront aux prétendans quatre pieces-d'œuvre que lesdits prétendans seront obligés de faire par eux-mêmes sans l'assistance de personne, au gré & consentement desdits maîtres, & chez un des vieux maîtres.

XI. Que s'il arrivoit que lesdits maîtres ne les trouvaient capables d'entrer audit metier, ils pourront les renvoyer jusque à ce qu'ils soient plus perfectionnez, afin que le public n'en souffre aucun dommage n'y intérêt.

XII. Entendu cependant que s'il arrivoit quelque contestation en ce regard, icelle

sera décidée sommairement & sur le pied pardevant deux échevins à ce commis qui choisiront à cet effet des experts.

XIII. Que lesdits prétendans à être reçus audit metier avant de se présenter auxdits quatre maitres, seront obligés de faire constater par bon & autentique témoignage qu'ils sont de bonne fame, faisant profession de la foi Catholique, apostolique & romaine.

XIV. Ceux de la ville & banlieu qui seront reçu audit metier payeront à leur entrée vingt-quatre florins, ceux natifs de la province trente florins, ceux des autres terres de l'obéissance de S. M. I. & C. quarante huit florins, & ceux des pays étrangers septante deux florins.

XV. Les enfans de ceux qui seront admis audit metier payeront seulement six florins pour le relever, à condition neanmoins qu'ils ne pourront en profiter que pour eux mêmes, sans pouvoir, sous quel pretext que ce puisse être affranchir aucun autre.

XVI. Et quant aux veuves, femmes & filles qui ont déjà acquis ou pourront acquérir pour elles mêmes ci-après ledit metier, elles en jouiront leur vie durant quoiqu'elles vinrent à se marier à quelqu'un qui ne fut dudit métier.

XVII. Mais dans ce cas leurs enfans ne seront pas admis à relever ledit metier, & devront l'acquérir de nouveau ne soit que leur pere l'eut pareillement acquis auparavant.

XVIII. Que ceux & celles qui feront leur apprentissage seront obligez de se faire enregistrer, & payeront pour cet effet vingt-

quatre sols applicables au profit dudit métier.

XIX. Quant aux droits des entrans & relevans, ils seront repartis scavoir un tiers, au profit de S. M. I. & C., le second au profit du métier & l'autre tiers à repartir la moitié au mayeur de Namur, & le reste aux quatre maitres, de tous lesquels droits, autant bien que des amendes & confiscation lesdits maitres seront obligez chaque année de rendre compte pardevant les mayeur & échevins de la ville de Namur, en présence de ceux dudit métier, avant de proceder à l'élection des nouveaux maitres.

XX. Devront aussi ceux & celles dudit métier payer à leurs entrée la valeur d'une chandelle de cire blanche d'une livre pour être employée au service divin, & nommement le jour St. Hommebon qu'ils ont choisis pour leur patron.

XXI. Que ceux & celles dudit métier sans aucune exception seront tenus de se trouver ledit jour de St. Hommebon à la messe solemnelle qui se chantera dans l'église qu'ils choisiront, à peine de douze sols d'amende applicables la moitié à la décoration du Saint & l'autre moitié au profit dudit métier.

XXII. Que le lendemain ils seront aussi obligé de se trouver dans la même église à la messe des trépassés qui se chantera pour le repos des ames des confreres & consœurs à la même peine de douze sols, applicables comme dessus.

XXIII. Arrivant qu'aucun dudit métier, alloit resider hors la province de Namur, l'espace d'un an ou davantage & qui en

après il reviendrait en cette ville & banlieu, il pourra se représenter aux maîtres & besoigner comme auparavant de son dit métier en payant trois florins au profit dudit métier.

XXIV. Lorsqu'un maître admis aura engagé un apprentif ou autre, & qu'il seroit en défaut de le servir pendant le terme de leur engagement, nul des autres maîtres pourra l'employer jusqu'à ce qu'il aura donné apaisement & satisfaction à son premier maître, à peine de trois florins d'amende contre le maître contravenant.

XXV. Ce que s'observera pareillement au regard des maîtres qui après avoir engagé des garçons ouvriers, ou filles ne leur donneront point satisfaction au contenu de leur convention, lesquels maîtres ne pourront en ces cas besoigner à boutique ouverte, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait ledit ouvrier, outre pareille amende de trois florins.

XXVI. Qu'il ne sera permis qu'à ceux de Vieuxmarchiers de faire des habits & autres accoustremens tant vieux que nouveaux pour les vendre à boutique ouverte en leur maison & pas ailleurs dans cette ville ny autrement.

XXVII. Mais aux Tailleurs d'habits il leur est interdit de vendre publiquement ou dessous mains aucune sorte d'habits soit d'homme ou de femme, taillés cousus ou autrement façonnés dans ladite ville & banlieu à peine de confiscation desdits habits ou de leur valeur selon l'estimation qui en sera faite par les maîtres du métier.

XXVIII. Cependant un maître tailleur

qui aura fait une faute dans un habit dont il se devra charger ne sera obligé de le vendre auxdit Vieuvriers, mais le pourra faire mettre sur une vendition, ou le vendre à main ferme à tel particulier qu'il trouvera convenir, pourveu qu'il en donne parte auparavant aux maîtres du métier des Vieuvriers; en leur denommant la personne pour laquelle ledit habit avoit été fait.

XXIX. Et comme jusqu'à présent il s'est glissé divers abus notables & prejudiciables au public par des personnes étrangères, & autres, même des soldats & leurs femmes qui achètent toute sorte d'habits, accoutrement, culottes, bas, linges & autres meubles & vieuseries pour les revendre parmi les rues, ce qui occasionne le plus souvent les vols & larcins qui se commettent par des domestiques, soldats & autres qui vont vendre ledits vols à vil prix auxdites personnes qui les recèlent & donnent un déguisement auxdites hardes afin qu'on ne puisse les reconnoître, il est interdit absolument de ce faire à l'avenir à peine de confiscation desdites hardes, habits, accoustrements & vieuseries de quelle espèce ils puissent être qui seront trouvées dans leur pouvoir sur les rues ou dans leurs maisons.

XXX. Étant aussi interdit aux mêmes personnes autant bien qu'à ceux dudit métier de sortir des portes de la ville pour attendre les déserteurs & acheter leurs habits & fournement, ou le troquer sur des vieux à la bourgeoisie à la même peine que dessus.

XXXI. Bien entendu cependant que par l'art. antérieur ne seront exclus les per-

sonnes commises pour porter à vendre des hardes & effets leurs mis en main par des bourgeois & autres, pourveu qu'elles n'ayent auparavant été admises à cette fin par les magistrats & prêté le serment à ce afferant.

XXXII. Et pour obvier à pareil abus il sera permis aux maîtres dudit metier de visiter les maisons des personnes suspectes d'avoir achetez des hardes & autres vieuseries pour les revendre en demandant cependant congé audit mayeur ou à son lieutenant qui au besoin leur donnera des sergents pour le maintien de leurs chartres.

XXXIII. Qu'il sera néanmoins permis aux personnes qui se trouveront chargées de marchandises concernant lesdits vieuxvairiers de s'en defaire pendant le terme de six mois, à peine de confiscation de ce qui sera vendu ou exposé après ledit terme, ne soit qu'ils aiment mieux acquerir ledit metier,

XXXIV. Et comme plusieurs personnes de ladite ville & banlieu font profession de faire des venditions publique acherans quantité des hardes & effets servans au corps pour les y revendre à credit au grand prejudice dudit metier, il est interdit dorenavant auxdites personnes d'y exposer en vente aucuns pareils effets par elle achetés ou par autrui, à peine de trois florins d'amende pour chaque piece qui aura été ainsi exposée en vente.

XXXV. Bien entendu cependant que par les presentes chartres il ne sera porté aucun prejudice à ceux du metier des Merciers qui ont droit de faire faire & debiter des

culottes, bas, guettes & autres pareilles choses de toille.

XXXVI. Etant au surplus interdit à tous mannans & habitans de la ville & banlieu d'y amener des justacors, des juppes, veste, manteaux & habits tels qu'ils puissent être qu'ils auront achetés pour les y debiter, soit publiquement, ou en cachette, à peine de confiscation,

XXXVII. Qu'il sera permis comme du passé à ceux dudit metier d'achepter drap & estoilles pour les façonner en toutes sortes d'habillemens utiles au publicq, mais point pour debiter lesdits drap & estoilles par autres ny autrement conformement aux anciennes chartres du metier des Tailleurs d'habits qui demeureront en ce point en leur force & vigueur.

XXXVIII. Que lesdits Vieuvairiers ne pourront travailler sous mesure pour faire des justacors, vestes, culottes & autres pieces à ceux qui les pourront employer à peine de confiscation des pieces qui seront trouvées ainsi faites ou en apres decouvertes, & de la valeur d'ycelles à la charge de celui qui l'aura fait, au pardessus de six florins, lesquelles amendes & confiscations se repartiront un tier au profit de S. M. un tiers au profit du mayeur, & l'autre tiers au profit du metier des tailleurs.

XXXIX. Et pour éviter les fautes qui pourroient se commettre, un maître tailleur & un maître Vieuvairier ne pourront demeurer sous un même toit, ni étaler ou tenir boutique, à peine de douze florins.

d'amende, & de suspension l'un & l'autre de leur métier

XL. A quel effet il sera permis au maître du métier des tailleurs d'habits de faire visiter des maisons desdits vieuwarriers après préalable congé du Mayeur ou de son lieutenant.

XLI. Que lesdits du métier des vieuwarriers lorsqu'ils acheteront des vieux habits & autres effets s'informeront d'où ils proviennent, & devront connoître les personnes qui leur auront vendus pour les renseigner au besoin, afin d'empêcher les vols & larcins.

XLII. Auquel effet seront obligez d'étaler pendant huit jours consécutifs publiquement & au dehors de leur boutique, lesdits habits & autres effets qu'ils auront achetez avant que d'y rien altérer ni changer ou le vendre, auquel étallement ils seront obligés de faire apparaitre lorsqu'ils en seront requis, le tout à peine qu'ils seront obligez de restituer ledits effets sans pouvoir prétendre le prix qu'ils en auront donné & de cinquante florins d'amende ainsi qu'il est réglé par les ordonnances desdits politiques

XLIII. Qu'aucuns dudit métier ne pourront tailler ni ordonner aucunes pieces pour les faire coudre par des ouvriers ou ouvrières hors de leur maison pour quel pretext que ce puisse être, à peine de douze fols d'amende pour chaque piece qu'on aura trouvé avoir été travaillée dehors.

XLIV. Il est pareillement défendu à tous tailleurs d'habits & autres sachant faire la

soupe de tailler aucunes pieces chez les maitres ou maitresses du metier des vieux-
warriers, à moins que ce soient ou ouvriers
travaillans dans ledit métier, à peine aussi
de douze sols d'amende pour chaque piece.

XLV. Lorsqu'il surviendra quelques difficultés au sujet dudit métier entre quelques
membres d'iceluy, les parties feront assembler
la généralité qui après avoir entendu
& examiné leurs raisons, les appointeront
sommairement si faire se peut, sinon la-
dite généralité en decidera à pluralité de
voix selon qu'en justice appartiendra.

XLVI. Et celui ou ceux qui seront trou-
vé avoir eu tort payeront pour ladite as-
semblée six escalins au profit dudit métier,
dont la résolution sera écrite par leur greffier
dans le registre dudit métier, lequel
greffier outre son gage ordinaire aura son
salaire pour ce qu'il dépechera & déli-
vrera aux parties.

XLVII. Ne pourront lesdits du metier
s'exempter de se trouver à ladite assemblée
au jour & heure marquée par le valet, ne
soit qu'ils aient excuses légitimes dont ils
devront avertir les maitres qui examineront
si leurs excuses sont recevables ou pas, à
peine de chaque défaillant douze sols d'amende
au profit dudit métier.

XLVIII. Celui à l'instance duquel le
metier s'assemblera sera obligé d'avancer
six escalins au profit dudit métier qui lui
seront restituez par celui qui sera trouvé
avoir tort, & en cas de défaut de restitu-
tion il y sera contraint par exécution après
due sommation.

XLIX. La même chose s'observera pour toutes les autres assemblées qui se feront par ordre supérieur ou autrement, à la même peine que dessus.

L. Toutes quantes fois que des hommes ou femmes dudit métier viendront à s'allier par mariage, ils seront obligés de donner le jour de leurs nocés au profit dudit métier, trois florins, en considération de quoi les maîtres & valet devront les accompagner jusqu'à l'Eglise pourvu qu'ils en soient avertis.

LI. Lorsque ceux dudit métier ou leurs femmes ou enfans en age competant viendront à mourir, les maîtres & généralité qui en seront avertis par ledit valet devront assister aux exeques, & pour chacun homme, femme ou enfant on devra payer seize sols pour le drap du métier, & huit sols pour le valet qui en aura été faire l'avertance.

LII. Mais quand aux enfans qui ne seront en age competant on payera seulement la moitié des droits mentionnez en l'article précédent

LIII. Et pourra le valet dudit métier par ordre desdits maîtres faire payer toutes lesdites amendes sans aucune difficulté après due sommation, mais s'il y avoit quelque opposition en ces regards, il en portera les plaintes audit mayeur ou son lieutenant, qui les fera payer par les sergents, & outre ce les calengera pour leurs excès.

LIV. Tous ceux & celles dudit métier seront obligés chaque année à certain jour à limiter de payer trois sols pour leurs chandelles, & s'ils sont défailans de les payer

payer au jour désigné, ils devront payer le double.

LV. Que ladite généralité à l'exemple des autres métiers de la ville, payera annuellement aux mayeurs & échevins une dresse ou reconnoissance de huit florins.

LVI. Finalement que toutes les amendes & confiscations ci-dessus comminées & non réglées se repartiront pour un tiers au profit de S. M., le second au profit du mayeur de Namur, & le tiers restant une moitié au profit du metier, & le surplus aux quatre maitres.

LVII. Savoir faisons que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis de nos chers & bien-amez, ceux du magistrat de notredite ville de Namur, vu aussi la requête nous présentée au même sujet de la part des Tailleurs d'habits en la même ville & l'avis reservé sur le tout par notre cher & féal notre conseiller & procureur général de notre province dudit Namur, inclinant favorablement à la supplication & requête desdits Fripiers suppliants, nous avons à la délibération de notre très-cher féal cousin Hercule-Joseph-Louis Turinette marquis de Prié, &c. permis & permettons de grace spéciale par ces présentes la séparation de leur métier d'avec celui des Tailleurs d'habits, &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles, le 4me. de Décembre l'an de 1717. &c. &c. &c.

*CHARTRES du métier de la Hance , du 23
Oâobre 1675.*

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, &c. &c. &c. Scavoir faisons à tous présens & à venir que nous avons reçu l'humble supplication & requette des mayeur, jurez & généralité du métier de la Hance & drapperie de notre ville de Namur, contenant que non-seulement les natifs de quelques provinces de notre obéissance, mais aussi tous autres étrangers viennent journellement pour y vendre en détail draps, étoffes & autres marchandises en dépendantes, comme s'ils feroient bourgeois & natifs de notre dite ville ou comté de Namur, au grand dommage & préjudice des bourgeois bouttistiers & inhabitants de notre dite ville, venans lesdits étrangers en si grand nombre que ceux de notre dite ville ne peuvent subsister dans la conjoncture du tems qui a presque banni l'entier traficq & que lesdits marchands étrangers sont attirés vraisemblablement de ce que pour entrer audit métier l'on ne paye que 24 sols, soit que l'entrant soit de la province ou étranger selon quelques anciennes chartres accordées audit métier de l'an 1495, laquelle somme étoit anciennement de quelque considération, mais au tems présent est si peu considerable qu'un chacun s'y fourre attiré par un si petit droit en venant vendre en détail de porte en autre & aussi par subhastation lesdites marchandises de draps, étoffes, ce qui ne tend

qu'à ruiner les mannans & bouciers & ensemble à les rendre impuissans de supporter les aides, logemens continuels de guerre, & autres charges dont les étrangers sont affranchis, & es quels les remontrans sont cotisez pour notre service, cause que pour remédier à semblables & autres inconvéniens, iceux remontrans nous ont très-humblement suppliez de leur vouloir accorder de nouvelles chartres en la forme & maniere que s'ensuit.

I. Primes que toutes personnes de quel état & condition qu'elles soient, peuvent drapper & faire drapper en ladite ville, pourvu qu'elles soient dudit métier de la drapperie dite *Hance*, en icelle ville (excepté toutes fois celles qui ourdissent & tissent sous ou pour autrui) qui ne seront obligées d'acquérir ledit métier.

II. Que tous ceux qui voudront dorenavant être du métier de la Hance ou drapperie en notredite ville de Namur pour y tenir boutique & vendre draps & étoffes & autres marchandises en dépendantes, s'ils sont natifs de notredite ville ou comté de Namur, payeront pour droits d'entrée audit métier vingt-cinq florins une fois, outre douze sols au valet en faisant par lesdits entrans paroître de leur bonne fame & renommée, & en prêtant le serment solennel en tel cas accoutumé.

III. Ceux natifs de quelques autres provinces ou pays de notre obéissance payeront 36 florins.

IV. Et tous autres étrangers non natifs des terres de notre obéissance, 50 florins.

V. Quant aux relevans iceux payeront six florins sans que la femme pourra affranchir l'homme.

VI. Bien entendu que ceux qui voudront acquérir ledit métier pour faire la manufacture des étoffes sans plus, soient-ils étrangers ou point, payeront six florins tant seulement avec douze sols audit valer, à la réserve toutefois de ceux qui auront fait trois années d'apprentissage chez quelques maîtres de ladite ville qui ne payeront que trois florins pour exercer ladite manufacture en apportant néanmoins certificat de leurs maîtres de les avoir fidelement servi pendant ledit terme, & à l'arbitrage des mayeur & jurez dudit métier.

VII. A condition toutesfois qu'ils devront passer chef-d'œuvre à l'ordonnance & appaisement d'iceux mayeur & jurez auxquels ils devront donner six florins pour une récréation, pour sa visite & réception dudit chef d'œuvre.

VIII. Et au regard des relevans pour ladite manufacture se payeront 24 sols outre 6 sols audit valer.

IX. Arrivant que lesdits drapiers viennent à vendre autres marchandises ou étoffes que celles qu'ils auront manufacturées eux-mêmes, ou fait manifacter en notredit ville, devront en ce cas acquérir ledit métier pour faire ladite débite, & payer les droits respectifs y afferans, selon qu'est disposé par les quatres premiers articles.

X. Tous lesquels droits se repartiront savoir un tiers à nous, un autre tiers à la ville, & le reste audit métier.

XI. Que lesdits drappiers pourront vendre & distribuer leursdits draps aussi bien en gros qu'à la menue main & autrement en faire leur plus grand profit soit dans ou hors notredit pays de Namur, en payant seulement le droit d'étalage & tonlieu pour le deux, pourveu qu'iceux draps soient scelez du scel de ladite draperie, & à oette fin visitez par lesdits mayeur & jurez ou par aucuns d'eux à ce assemblés en nombre suffisant, & quiconque apportera tels draps d'autres pays pour les debiter en notredite ville & franchise, soit es-halles, marchez, foires, & qui les aura vendu ou exposé en vente sans y être en l'un ou l'autre cas scelez ni visitez comme dit est, encourera pour chaque piece de marchandise ici énoncée l'amende de trois florins applicables pour un tiers à notre profit, l'autre tiers à notredite ville & le tiers restant auxdits mayeur & jurez, laquelle peine aura aussi lieu au regard des drapiers qui seront trouvé defaillans d'avoir procuré de faire visiter & sceller leursdits draps, ainsi que leur est enjoint ci-dessus.

XII. Item que d'an en an le jour du Jeudi Saint devront être renouvelé lesdits jurez, à quelle fin les vieux avec leurdit mayeur pour ce assemblez dénommeront en leur consience douze personnes idoines pour exercer lesdits officies des jurez lesquels ils présenteront par écrit huit jours devant aux mayeur & échevins de notredite ville de Namur, à effet de choisir semblablement en leur consience dans ledit nombre sept jurez nouveaux, lesquels ils institueront

es-dits offices de jurez nouveaux dont lesdits sept ainsi choisis seront par exprès trois drappiers drappans, un tisserant tissant & foulon foulant, & les deux autres de quelle qualité que bon leur semblera, ayant bonne connoissance es-métiers de ladite drapperie, sans qu'aucun jurez dénommé ni élu en l'année immédiatement subséquente, & sans aussi qu'il soit loisible ou mayeur de ladite drapperie d'établir lieutenant en son lieu, ne soit qu'icelui seroit assumé par lesdits jurez, de même ne pourra leurdit mayeur faire aucun exploit touchant ladite drapperie si ce n'est à leur enseignement ou ordonnance.

XIII. Item que ceux qui drapperont ou feront drapper, seront tenus que tous longs draps excrus venans du tisseur contiennent quarante ou quarante deux aulnes du moins de longueur, en telle sorte que retraits & retondus ils reviennent à la portée de 32 aulnes de long & 2 aulnes de large.

XIV. Item pourront lesdits drapiers faire des demi draps pourveu que les deux reviennent à la mesure d'un desdits longs draps, & semblablement pourront faire trois courts draps pour deux revenans néanmoins iceux trois selon & à l'advenant de ladite mesure & portée convenable pour semblables deux longs, en payant aux ouvriers des quatre métiers de ladite drapperie autant pour travail & main d'œuvre desdits deux demi-draps, que pour un long, & desdits trois courts draps comme pour deux longs, lesquels draps devront être enlainés chacun selon la qualité des filets, & sçavoir que

draps pour fourrure seront ourdis & enlainez chacun 1200 filets pour le moins & escru venant du tisseur ne pourra peser moins de vingt sept livres & demi.

XV. Item que draps gris & carmelina melés seront aussi ourdis en 1400 filets pour le moins dont ès-cru & venant dudit tisseur passeront semblablement chacun trente-deux livres & demi & pas moins.

XVI. Item que tous draps de couleur legere reservez les bruns & rougeâtres devront être ourdis & enlainez en 1400 filets du moins & ès-crus venans du tisseur devront aussi peser pour le moins 30 livres.

XVII. Item que tout drap drappez pour bruns ou rougeâtres seront ourdis & enlainez en 1500 filets pour le moins en pesant toute fois escrus venans du tisseur 35 livres pour le moins, & au regard des draps qui seront drappez en fleur de laine, s'entend avec le plus fin lainage seront ourdis & enlainez de 1800 filets au moins, & pourront lesdits drapiers augmenter la quantité desdits filets à enlainer & ourdir leursdits draps, ensemble à leur donner davantage de poids mais point diminuer, sans defrauder les portées ci-dessus leurs spécifiquement leurs enjointes, tellement que si aucun d'iceux drapiers étoit trouvé avoir drappé en dessous desdits ourdisages, enlainages & poids, il sera corrigé & condamné par lesdits mayeur & jurez de ladite drapperie en une amende arbitraire ensemble le tisseur dudit drap qui sera en ce coupable fourfira une amende de 24 sols, dont pour reconnoitre les nonchalances & fautes qui pourroient advenir

au fait desdites diminutions & autrement, tous lesdits draps étant écrits devront être apportez au lieu où lesdits mayeur & jurez teindront à cet effet leurs assemblées, pour illecq les peser & visiter si lesdits draps sont assortis suffisamment de tout ce qui est ordonné comme dit est pour le fait de ladite draperie avant de les sceler du scel avantdit ou point, en sorte que celui qui aura commis quelque défaut ou manquement auxdits payera 30 sols d'amende, & sera en outre condamné à repartir le dommage par lui causé au drappier à l'arbitrage & estimation desdits mayeur & juré.

XVIII. Item lorsque quelques drappiers fera visiter draps, quand ils seront foulez il apportera ou fera apporter en ladite tous ceux qui seront d'une même étoffe, & ce avant les teindre, afin s'ils sont trouvez suffisans & bien drappés de les sceler de leur premier scel étant destinées pour le faire porter couleur, & après qu'ils seront teints, devront derechef être apportez en icelle assemblée pour y être revisités & recevoir leur dernier scel, s'ils sont de bonne manufacture & corriger les insuffisans ou défectueux.

XIX. Item que lesdits draps gris melez & non melez, devront être drappez de bonne laine sans faute, puis apportez en ladite assemblée comme les autres, pour illecq être visités & s'ils sont trouvez bon et suffisans leur sera baillé leur plein scel, et au cas qui ne seroient trouvez bien manufacturés, il en sera disposé par correction, amendes & réparation selon qu'il a été prédeduit, et semblablement les draps de fourure devront être faits de bonne étoffe sans manquement, &

visitée par ladite assemblée, pour y recevoir leur scel s'ils sont suffisans et s'ils ne sont trouvez tels, il y sera pourveu par pareille peine, amende et reparation que dessus,

XX. Item que tous courts draps qui par semblable visite que dit est, seront reconnus être sans faute et de bonne laine, porteront scel, pourveu que chacun soit assorti de la quantité et portée enjointe au fait de leurs manufactures, & s'ils sont trouvez défectueux, lesdits mayeur & jurez en disposeront et ordonneront selon l'exigence du cas.

XXI. Item que tous drappiers ou autres pourront, (pourveu que ce soit sans fraude) faire pieces de draps de plusieurs manieres de stain scavoir avec filets faits et adjancez au petit moulin, jusqu'à la portée de dixsept aulnes ou plusieurs es crus venans du tisseur.

XXII. Item que quiconque fera drap non coloré pour stain (s'entend comme ci-dessus, avec filets accomodez au petit moulin et qui sera traversé induement de semblables filets) echera chacune fois a cause dudit traversement indu ou royement y apparent, en l'amende de trois florins, ne soit que ledit drap soit fin en couleur brun, et s'il est drappé selon les qualités et portée ci-devant spécifiées, on pourra lui bailler son dernier scel mais s'il est défectueux, il en sera disposé de la maniere prétouchée.

XXIII. Item que tous drapiers (si bon leur semble) pourront avoir en leur maison, offils des métiers de tisseurs, foulons, tinturiers & tondeurs, même pourra le mayeur de laditte drapperie commander aux ouvriers de l'un desdits métiers, d'aller travailler pour

prix raisonnable en la maison d'iceux drappiers, pourveu, qu'ils soient de la drapperie susdite & reputez pour preud'homme, et de suite les ouvriers seront tenus de se conformer audit commandement, ne soit qu'ils ayent cause légitime au contraire, et en cas de contravention, ledit mayeur pourra leur détendre l'œuvre dudit métier, & les mettre à vingt-quatre sols d'amende & ne pourront lesdits drappiers employer de la en avant, tel contravenant, sur peine de trois florins d'amende, à moins que tels contravenans n'ayant avant tout satisfait à ladite amende, & si ainsi étoit qu'il manqua des ouvriers, lesdits drappiers pourront mander tisserans, foulons, tinturiers & tondeurs, étrangers ou résidens hors notredite province de Namur, pour venir travailler en notredite ville & franchise des quatre métiers susnommez, lesquels ouvriers pourront travailler pour & comme valets quarante jours entiers sans fraude, & sans que durant lesdits quarante jours ils soient obligez de payer aucun droit pour respect desdits métiers, mais le terme expiré, seront obligez de payer (s'ils veulent ouvrir en après) vingt-quatre sols seulement au profit du métier de laditte drapperie, & moyennant ce seront francs, voir pourront les bourgeois dudit Namur (pourveu qu'ils soient de ladite drapperie) élever un ou plusieurs desdits quatre fils, en payant aussi seulement pour courtoisie auxdits mayeur & jurez trois pots de vin, une fois.

XXIV. Item que lesdits mayeur & jurez, ou deux d'iceux avec ledit mayeur seront enus d'aller continuellement à la foulerie

& par leur visite trouvant le long draps mal tanez, feront payer par ledit foulon une amende de 16 sols, & s'ils se dépouillent ou quittent leur laine, trente deux sols, & de plus feront payer tel vancement & réparation que conviendra pour lesdits draps.

XXV. Item pour court drap, demi drap & pieces à l'advenant ou se trouvera semblable défaut qu'en l'article precedent, lesdits mayeur & jurez ordonneront à la charge dudit foulon telles amendes & réparations qu'ils jugeront au cas appartenir, & personne ne pourra mettre le chardon sur les draps jusqu'à ce qu'ils auront étéz lavez & visitez sur peine de 24. sols à encourir pour chaque contravention & à appliquer comme dessus.

XXVI. Item que ledit foulon ayant en son pouvoir draps mouillés pour commencer à fouler ne les pourra tenir sans caves plus de huit jours ouvrables après qu'il lui sera à cet effet ainsi apporté, & s'il prolonge davantage ledit lavement il écheoira à la plainte qui s'en fera, en l'amende de trois florins pour chaque défaut, & sera nonobstant ce tenu de fouler & accommoder ledit drap immédiatement après celui qu'il aura eu commencé au jour d'icelle plainte, à peine arbitraire, pareillement ne pourront les personnes travaillantes à ladite drapperie tenir ouvrage d'autrui plus de huit jours ouvrables sans cause raisonnable, sur peine de vingt quatre sols d'amende, & en cas de plainte d'ulterieure prolongation, l'amende se doublera de trois jours en trois jours, dont en cette cause, & en toutes

autres touchant ladite drapperie, lesdits drappiers alencontre des ouvriers defaillans, ou excedans s'il n'appert évidemment du contraire de ce que lesdits drappiers voudront dire & maintenir.

XXVII. Item que lesdits ouvriers foulons seront tenus de bien & lealement fouler & adjancer avec leurs outils lesdits draps faisant trois pieces d'ouvrage par semaine pour un drappier. Et non davantage à peine de vingt quatre sols à appliquer comme dessus, & en cas de manquement audit ouvrage, seront condamnés par lesdits mayeur & jurez, sçavoir pour un drap mal travaillé, en une amende de vingt quatre sols avec reparation si elle y écheoit envers le drappier auquel appartiendra tel drap, & devront lesdits tissans aussi duement faire leurs ouvrages, à peine de payer pour l'amende, sçavoir d'un drap qui sera mal mis dans le metier ou il doit être travaillé vingt quatre sols, pour coupure en une amende de seize sols. Et s'ils se trouvent autres fautes par eux commises, ils seront corrigés à l'arbitrage desdits mayeur & jurez, de plus s'il n'étoit en laine des filez suffisans par omission ou manquement du devoir du tissant, icelui sera par le même jugement condamné d'en rendre le dommage à l'intéressé.

XXVIII. Item que lorsque lesdits draps & pieces drappées en norredite ville & franchise seront portées au susdit lieu d'assemblée, sera payé pour chacun long drap cinq sols. pour courts trois sols, le tout au profit desdits mayeur & jurez de ladite drapperie.

pour leurs vacations & salaires des visites tant à ladite foulerie qu'èsdites assemblées.

XXIX. Item pourront tous lesdits drappiers diviser leurs draps en pieces pour les teindre en diverses couleurs pour se vestir, & leurs enfans sans pourtant les vendre en halle, maisons, ou foires, ni ailleurs, sans être obligez en ce cas à les remontrer à ladite assemblée, pourveu qu'ils y soient érez montrez avant les teindre, à peine de trente sols d'amende, ou de telle autre calenge que lesdits mayeur & jurez ordonneront.

XXX. Item lesdits drappiers pourront soit procurer & pourvoir de peignereffes, gardereffes & fillereffes pour tenir & loger en leurs maisons, soit dedans notredite ville ou dehors.

XXXI. Deffendant auxdits peignereffes, gardereffes & autres ouvriers de travailler du metier de ladite drapperie hors de notredite ville de Namur, tandis qu'elles auront de l'ouvrage en icelle, si ce n'est avec le gré & consentement desdits mayeur & jurez, & ne pourront aussi avoir des laines pour ouvrer en leurs maisons que de deux maîtres, n'y faire leurdit ouvrage sans avoir leur peau devant elles, afin que lesdits laines ne se perdent en s'attachant à leurs habits, à peine de quinze sols d'amende à encourir chaque fois par celle qui fera le contraire.

XXXII. Item ne pourront lesdits drapiers ni autres envoyer laines pour ouvrer es-maisons desdits gardereffes, peignereffes & fillereffes, ains icelles seront obligées de les

aller querir es-maisons desdits drappiers, à peine que si le drappier fait le contraire, il echera en l'amende de vingt-quatre sols dont lesdits mayeur & jurez seront tenus d'aller ou envoyer quand bon leur semblera varlets es-maisons desdites peignereffes & gardreffes afin de reconnoitre s'il y a laines de plusieurs manieres, & aussi si leurs peignes & gardes sont tels qu'ils doivent être, & à ce sujet porteront avec eux la mesure que lesdits peignes doivent avoir, pour en cas de defaut leur faire payer à chacune fois une amende de quinze sols, avec ordonnance de faire raccommoder leurs outils conformément à ladite mesure avant de faire aucun ouvrage de la drapperie.

XXXIII. Item ne pourront leldites gardereffes, peignereffes ou autres de pareils metiers ouvrans pour autrui, vendre ou faire vendre filets ni laine en ladite ville, à peine qu'ils leurs seront pris par celui de ladite drapperie qui les rencontrera pour être confisquez à moins que le vendeur n'ait bon garand & outre ce condamné à l'amende de trente sols, à quel effet celui qui aura decouvert tels mesus sera tenu d'en faire incontinent rapport auxdits mayeur & jurez sous semblable amende.

XXXIV. Item que nulle personne travaillante à drapper, fouler, tondre ou teinturer, ne pourra engager ou fourfaire ni prendre en gage étoffes ni draps d'autrui pour quelle cause que ce soit, à peine de trois florins d'amende à encourir par celui qui fera le contraire, à quel effet ledit

mayeur pourra faire exécuter le transgresseur en sa maison et reprendre lesdites étoffes ou draps en quel lieu qu'ils soient.

XXXV. Item en cas de debat ou querelle entre les maitres des tisseurs, foulons teinturiers, tondeurs ou leurs valets touchant le fait de ladite drapperie, lesdits mayeur & jurez pourront les calenger & leur defendre l'œuvre dudit metier jusqu'à ce qu'ils auront fourni à ladite amende, pendant quel tems personne ne les pourra mettre en œuvre, à peine de trois florins d'amende pour autant des fois qu'il sera fait le contraire.

XXXVI. Quant aux sayes façon de Liege, icelles devront être travaillées dans un rot de deux mil, tenant ledit rot six quartiers & demi de largeur, & en cas qu'on fasse des ouvrages plus larges ou plus droits, le rot ne pourra être plus clair, mais bien plus épais.

XXXVII. Les hans cottes façon de Liege seront travaillées dans un rot de dix huit cent de pareille largeur que le precedent, & point plus clair, mais bien plus epais.

XXXVIII. Les flain sur flain seront travaillées dans le même rot.

XXXIX. Les rasettes seront travaillées dans un rot de douze cens, large de six quartiers sans les pouvoir faire plus claires.

XL. Toutes les étoffes susdites seront à quatre marches.

XLI. Les Bayes seront travaillées dans un rot de huit cens, large de six quartiers & demi à deux marches, sans les pouvoir faire plus claires, mais bien meilleures.

XLII. Tous lesquelz ouvrages ne pourront être travaillez que pour revenir à une aulne en largeur tout au moins étant foulez, à quoi le foulon sera obligé de prendre soigneux égard, à peine de vingt-quatre sols d'amende à encourir pour le manquement de chaque piece desdites étoffes, quant à ladite largeur à la charge du drappier l'ayant fait faire, & de douze sols à la charge du foulon lorsqu'il sera defaillant d'en faire rapport audit mayeur, icelles amendes applicables au profit dudit metier, sauf fix sols à tirer hors desdits vingt-quatre pour salaire & reconnoissance dudit foulon lorsqu'il fera le devoir de sondit rapport.

XLIII. Item que dorenavant nuls marchands ou marchandes étrangers quels qu'ils soient ne pourront amener, ou faire amener en notredite ville de Namur franchise d'icelle ni autre part en notredit pays de Namur aucuns draps portant couleur de vingt-huit sols & non en dessous ayans & portans le scel du lieu là ou lesdits draps aurent été faits & drapez, sans que lesdits marchands & marchandes qui ameneront lesdits draps en notredite ville & franchise de Namur, ne les y pourront depacter ni exposer en montre avant que ledit mayeur & deux desdits jurez au moins ne soient à cet effet appelez pour visiter si lesdits draps sont tels, de semblable prix & valeur pour le moins que ci-dessus est spécifié; ce fait iceux trouvant la marchandise bien manufacturée & en état convenable, ils mettront le scel de ladite drapperie à chaque piece desdits draps pour en pouvoir faire le pro-

fit tel qu'il appartiendra, lesquels marchands en cas de contravention aux devoirs ci-dessus ordonnez écheront en telle amende que sera par lesdits mayeur & jurez pour ce arbitrée, applicable pour un tiers à notre profit, le deuxieme à notredite ville de Namur, & le troisieme auxdits mayeur & jurez, mais durant la foire que l'on dit *du Herbatte*, il sera loisible à tous marchands étrangers d'amener en notredite ville & y exposer en vente publiquement & autrement toute sorte de bon draps tant teinturez que non teinturez, pourveu qu'ils soient scellez des scels du metier de la drapperie érigé es villes & lieux ou lesdits draps auront étéz faits & drappez sans fraude, & qui autrement le fera, encourra telle amende que lesdits mayeur & jurez trouveront au cas appartenir à répartir comme dessus.

XLIV. Item qu'on ne pourra mener hors de notredite ville & franchise aucune sorte de draps ni piece d'étoffes y faits ou drappez, ne soit qu'auparavant ils aient été à l'assemblée desdits mayeur & jurez pour illecq être visités, & en cas ils soient trouvez bons y recevoir le scel, et si defectueux être soumis à la disposition desdits mayeur et jurez qui détermineront pareillement l'amende à encourir par semblables défauts.

XLV. Item que quiconque ouvrera auxdits quatre métiers exigera son salair raisonnable sans excéder, et en cas de difficulté lesdits mayeur et jurez en feront la taxe competente à l'advenant qu'est taxé

à semblables ouvriers ès-villes voisines dudit Namur et arrivant qu'aucun desdits ouvriers feroit mal son devoir au fait de l'adjancement de son ouvrage, il sera tenu de reparer le manquement, soit par lui, ou par autrui, à l'indemnité du drappier qui l'aura à ce employé, & ainsi que les mayeur & jurez en ordonneront.

XLVI. Si pourront lefdits mayeur & jurez établir & demettre le valet dudit métier lorsque bon leur semblera, & si ledit mayeur fait appeller chez lui aucun desdits jurez ou autres de ladite drapperie pour le fait d'icelle, ceux qui seront défaillans d'y comparoir, écherront chacun en une amende de trente sols, ne soit que tel défaillant ait cause légitime au contraire qu'il sera obligé d'affirmer par serment.

XLVII. Item que lefdits mayeur & jurez dénommeront commis d'entre eux pour avec leurdit valet visiter ès-maisons desdites draperies les poids & aulnes afin de reconnoître s'ils sont justes, & s'ils ne sont trouvés tels être ordonné au regard desdits poids & aulnes ensemble sur le fait de la correction méritée par lefdits drappiers ayant en ce contrevenu, ainsi que lefdits commis ou les mayeur & jurez trouveront au cas appartenir.

XLVIII. Item tous draps qui seront faits en notredite ville & franchise avec laines retailées & réduites en menu ou d'autres effets non permis, devront être brulez à l'ordonnance desdits mayeur & jurez.

XLIX. Item ne pourront aucuns de notredite ville & franchise y amener draps

contrefaits ou de fausse teinture pour les y vendre non plus ès-jours des foires que autres, à peine que lesdits draps seront aussi bralez, & les contrevenans condamnez en telle amende que lesdits mayeur & jurez trouveront convenir.

L. Item que personne de notredite ville & franchise de Namur ne pourra vendre en gros ni pieces quelconques draps en icelle ville, ne soit qu'au préalable iceux draps aient été exposez publiquement en vente en la halle par un jour de samedi depuis le bon matin jusques après dix heures du même matin, & que lesdits draps soient tondus repliez & pressez dont le tondeur d'iceux sera tenu les aulner, & y apposer marque denotante la longueur & poids de chaque piece desdits draps qui devront aussi chacun porter leur scel pour lequel sera payé à notredit profit deux sols, & quiconque sera trouvé avoir fait le contraire échera en l'amende de vingt-quatre sols.

LI. Item lesdits tisseurs travaillans sous maitre ne pourront drapper ni faire leur métier que pour lesdits drappiers, tandis qu'iceux leur donneront de l'ouvrage, & lesquels tisseurs devront apposer leur marque sur les draps qu'ils auront fait ou accommodé, à peine de trente sols d'amende pour chaque fois qu'ils auront omis de ce faire.

LII. Item devront lesdits drappiers & autres vendans draps avoir chacun leur marque, & icelle apposer sur leurs draps, incontinent qu'ils seront tissus, en telle sorte que ladite marque soit enclavée dans le tis-

sage pour y être reconnue lorsque lesdits draps seront apportez à l'assemblée, à sçavoir depuis qu'iceux seront foulez jusqu'à ce qu'ils auront reçu leur dernier scel, à peine qu'en cas de manquement lesdits drappiers & autres rendant draps, écherront pour chacune fois en une amende de trente sols.

LIII. Item que lesdits tisserans devront travailler à leurs métiers les jours ouvrables jusques aux neuf heures soir réservé les veilles des jours Notre - Dame & de chaque jumat.

LIV. Item ne pourront iceux tisserans & autres ouvriers de ladite drapperie abandonner leurs ouvrages pour faire autre travail, tant & si longtems que leur sera baillé à ouvrer de leurs métiers de drapperie, à peine de trois florins d'amende à encourir par celui & pour autant de fois qu'il sera trouvé avoir fait le contraire.

LV. Item quiconque tiendra les poids & bureau où se paye la tolle de laines, ne pourra ni la personne à ce commise acheter ni vendre aucunes laines ni exercer la drapperie durant le tems qu'ils exerceront tel office, à peine en cas de contravention, de trente sols d'amende & d'autre correction à l'arbitrage desdits mayeur & jurez.

LVI. Item que les personnes travaillantes à tirer les nœuds & buches auxdites laines, seront tenus bien & lealement faire leurs devoirs en ce regard, & netoyer les draps en telle sorte qu'aucune faute n'y soit trouvée, à peine qu'il y sera pourvée à

leur charge selon l'ordonnance desdits mayeur & jurez outre l'amende de quinze so's qu'elles encoureront pour chaque contravention.

LVII. Item que lesdits tinturiers devront être pourvus si suffisamment de bons ouvriers, & bonnes étoffes appartenans à leurs métiers que lesdits drappiers & autres qui en auront affaire en puissent être bien servis, & à prix raisonnable dont lesdits tinturiers venans à teindre draps en couleur brune seront tenus de leur bailler le brun bleu qui est une couleur entierement nommé *Ubede* pour devoir ressembler à leurs chantillions qu'en delivreront, ou ordonneront en ce cas lesdits mayeur & jurez, & ne pourront lesdits tinturiers en après teindre en noir lesdits draps, ne soit qu'ils ayent étéz au préalable visitez & qu'à cet effet ils l'aient signifié auxdits mayeur & jurez, lesquels en ce cas feront porter ledit eschantillon es maisons desdits tinturiers afin qu'en visitant lesdits draps, ils puissent reconnoître s'ils ont étéz suffisamment accommodez & colorez dudit brun bleu, & en cas que si de sceller iceux draps moyennant lequel scel le tinturier pourra les teindre comme dit est, en noire couleur, à peine qu'en cas de manquement ou contravention, il encourera une amende de six florins pour chaque fois qu'ils feront le contraire, de plus lesdits teinturiers seront obligez de teindre sans fraude & mettre en bon état les draps qui passeront par leurs mains selon la diversité des couleurs dont ils seront teints & d'apporter iceux draps à ladite

assemblée pour y être vifitez & leur donner leur dernier scel s'ils sont trouvez fuffifans, & s'ils font defectueux ledit teinturier échera pour chacune piece trouvée ainfi defectueufe, en l'amende de trente fols, & outre ce fera condamné de remettre lesdites pieces en meilleur état fi faire fe peut, finon d'en payer le dommage au drappier felon l'estimation & arbitrage defdits mayeur & jurez.

LVIII. Item que tous draps gris de portée convenable qui feront traversez des fillets filez au petit moulin autrement dit royen pour ftain feront rejettez comme defectueux & fousmis à la difpofition defdits mayeur & jurez, & celui qui les aura fait, condamné de payer trois florins d'amende ; fera ufé de même pour tous autres draps quels qu'ils foient qui feront trouvez de mauvaife dulte, ouj ésquels fera trouvé filet d'autre couleur que n'appartient.

LIX. Item que pour tous draps qui feront trouvez traversez de filets indus & y faifans roye travers, fera payé une amende de quinze fols, bien entendu toutes fois que fi tels draps n'étoient pourtant de mauvaife manufacture, ains propres pour teindre en couleur, qu'ils pourront être teints en payant le double de ladite amende, cependant s'ils ne font deftinés pour teindre, & qu'ils ne feroient autrement defectueux, leur fera donné leur dernier scel, mais en cas d'autre defaut au fait de ladite drapperie, lesdits mayeur & jurez en difpofront comme deffus.

LX Item que quiconque fe voudra mêler

d'acheter draps étrangers pour les vendre en detail en notredite ville & franchise de Namur, devront les faire presenter auxdits mayeur & jurez avant qu'ils soient depactez & exposez en montre, & ce afin d'être visités & reconnoitre s'ils sont bons & suffisans comme a été dit ci-devant au regard de ceux qui se font en notredite ville, pour causes qu'ils soient trouvez suffisans être scellez du scel de ladite draperie, à peine de payer par le contravenant une amende de quinze sols à appliquer comme dessus, & pourront prendre lesdits mayeur & jurez de chaque piece de drap quatre sols pour leurs peines de ladite visitation.

LXI Item que les parmentiers ou couturiers ne pourront vendre draps en detail en notredite ville de Namur tant & si longuement qu'ils useront de leurs metiers sur peine de trois florins d'amende pour autant de fois qu'ils feront le contraire, ne pourra aussi personne de quelque qualité qu'il soit, vendre en notre dite ville & franchise de Namur, laines annelennes ni pelisse avant que d'avoir été exposées & étapelées au marché ou lieu à ce accoutumé en notredite ville de Namur par un jour du marché, ou par un samedi, à peine de payer par le contravenant pour chaque livraison qu'il fera trois florins d'amende.

LXII. Et pour autant que plusieurs questions & procès se pourroient mouvoir entre lesdits drappiers & ouvriers à cause de ladite drapperie, la connoissance en appartiendra en premiere instance, auxdits mayeur et jurez de ladite drapperie pour les decider sommairement sans forme ni figuré de proces.

LXIII. Item pourront lesdits mayeur & jurez aller visiter en tous lieux de notre dite ville & franchise de Namur, les draps qu'il y aura ainsi que d'ancienneté est accoutumé sans que personne puisse les y empêcher, à peine de trois florins d'amende.

LXIV. Item que le mayeur de ladite drapperie sera obligé de rendre compte chacun an auxdits jurez de toutes les amendes & fourfaictures qui seront échues & a jugées pendant ce temps en ladite drapperie, auquel compte pourront intervenir les procureur & receveur généraux dudit Namur pour sçavoir si ledit receveur a reçu pour nous son entier de toutes lesdites amendes, & si le deux autres tiers seront distribuez selon qu'a été ci-dessus déclaré, pour lesquelles amendes recouvrir & faire venir ens, le mayeur de ladite draperie pourra faire exécuter les debiteurs d'icelles par son dit valet. en observant les manieres accoutumées.

LXV. Item que le jour St. François patron dudit metier, sera gardé pour fête par tout ceux qui sont dudit métier, à peine de trois florins d'amende.

LXVI. Duquel notre octroi desdits points & articles cidessus contenus lesdits mayeur & jurez de ladite Hance de la drapperie de notre dite ville de Namur, pour tout le corps & communauté pour le bien public nous ont très-humblement supplié & réquis.

Pour ce est il que nous ces choses considérées desirant l'augmentation & l'entretenement de ladite drapperie de la marchandise & du bien public de notre ville de Namur, eu sur ce l'avis de nos chers & féaux les president & gens de notre conseil provincial

est illecq, ayans ouis au préalable notre procureur général & le magistrat de notre dite ville, inclinans favorablement à la supplication et requette desdits remontrans, avons confirmé, octroyé & accordé, confirmons, octroyons & accordons de grace spéciale par ces présentes, tous & chacun les points & articles ci-dessus contenus pour en jouir et user dorénavant par forme & maniere de chartre & reglement tant qu'il nous plaira selon & en la forme & maniere qu'esdits articles & chacun d'iceux est à plein spécifié & déclaré, sauf & réservé toutes fois à nous en iceux points & articles pouvoir changer & corriger en tout ou en partie si ci après est trouvé que ainsi faire se doit; si donnons en mandement &c. &c. &c. donné en notre ville de Bruxelles, le vingt-troisième jour du mois d'Octobre, l'an de grace mil six cent & septante-cinq & de nos regnes le dixième &c.

Le 5 Octobre 1675 les présentes chartres ont été lues & publiées en la chambre ordinaire dudit métier en la ville de Namur, en présence des mayeur & jurez modernes d'icelui métier, & de bon nombre d'autres personnes après avoir à cet effet la généralité du même métier y étoit spécialement convoquée & assemblée par Pierre Latrive leur valet ainsi qu'il à ici relaté mis en garde &c.

Sur la remontrance faite à S. M. par les mayeur, juré & généralité du métier de la drapperie en la ville de Namur, afin qu'en elle seroient servie de faire inserer dans leurs chartres quelques points de plus importants & l'extrait joint à ladite remontrance, par

l'omission desquels il resulteroit journellement des grands mouvements & désordres, au grand préjudice & intérêt du métier selon qu'est très-bien connu à ceux du magistrat de ladite ville, Sadite Majesté ayant eu sur ce l'avis &c., a permis à ceux dudit métier de faire inserer & ajouter esdites chartres, les articles & points suivants.

Premierement pour éviter les abus resultans des longs termes de payemens qui se donnent es ventes & subhastation qu'aucuns dudit métier font faire de marchandise dependante de la drapperie tant en la ville de Namur qu'au dehors : semblables ventes et subhastations seront au futur interdites à moins que le prix d'icelles ne se doive payer promptement ou tout au plus tard endens un mois ou six semaines à peine contre le contravenant de 50 florins d'amende pour la premiere fois, de 100 pour la seconde et de confiscation pour la troisieme, à repartir un tiers au profit de Sa Majesté, une autre audit métier et la troisieme à l'officier qui en fera la calenge.

Item il est pareillement interdit à toute sorte des personnes de parqueter aucune piece d'étoffe soit de rasette, haufcolte, baie, ou autres semblables, sans les avoir fait visiter par les mayeur et jurez dudit métier, pour reconnoître les couleurs et leurs bontés et les trouvant suffisantes y apposer leurs marques et qu'avant ce, les étoffes ne pourroient être exposées en vente à peine de six sols d'amende sur chacune piece sans par là déroger à ce qui est statué par ladite chartre, au regard des draps, à quel effet se payeront par les

marchands étrangers aux maitres dudit métier un sol de chaque piece d'étoffe de la longueur de trente aunes et les manans de ladite ville à l'ordinaire, à charge & condition neanmoins que ceux seront obligé de rendre ledit devoir & qu'ils en seront requis sans aucun retardement ni prejudice aux marchands & que ledit salaire ne sera reparti qu'entre ceux qui auront effectivement rendu ledit devoir.

Si pourront lesdits mayeur & jurez faire une collecte entre ceux dudit métier à proportion de l'importance des fraix qu'il a convenu faire pour le renouvellement, augmentation & interrinement desdites chartres à quoi les avons autorisé sans en charger les jurés présentement en état pour en être reformé par leurs successeurs.

Et finalement comme les articles 43. & 60 desdites chartres n'est parlé que des draps. Les mots & toutes sortes d'étoffes de laine y seront tenu pour inferés & que l'amende de 15 sols comminée par ledit article 60 se doit entendre pour chaque piece de drap ou d'étoffe & point pour le paquet entier, laquelle amende & autres comminées par lesdites chartres se partageront pour le tiers laissé à l'arbitrage des mayeur & jurés, pour une moitié au profit dudit métier, & l'autre au profit particulier desdits mayeur & jurés, qui auront rendu les devoirs y afferans. Fait à Bruxelles le 13 Mars 1679, paraphé de Pa 14. signé J. F. Snellingk.

*Chartres du métier des Menufiers , Tourneurs
& Sculpteurs.*

ALBERT & Isabelle Clara Eugenia Infante d'Espagne par la grace de Dieu &c. &c. à tous ceux qui cette présente verront salut : savoir faisons que avec connoissance de la vérité & amendement de nous, nos hoirs & successeurs de notredit ville de Namur, franchise d'icelle & de toutes les bonnes gens de notredit comté & pays de Namur au tems advenir soyons & nos sujets bourgeois, manans & habitans de ladite ville de Namur mieux & plus loialement servis des ceux du métier des écrivains, cuveliers, tailleurs d'image & tourneurs de bois de ladite ville de Namur, à la priere & très-humble requette desdits écrivains, cuveliers, tailleurs d'images & tourneurs de bois, manans en notredit ville de Namur, par & sur la rescription & avis de nos amez & féaux les président & gens de notre conseil provincial audit Namur, avons donnez, octroyez & autorisez, donnons octroyons & autorisons aux écrivains, cuveliers, tailleurs d'image & tourneurs de bois & au métier d'icelle manœuvre & arts une frairie entre eux à tenir & garder avec tel renouvellement & autorisation de leurs chartres & privileges anciens & précédens, & sur telles amendes que ci-après s'ensuivent par le mandement de nous & de notredit conseil, & jusqu'à la volonté & rappel de nos hoirs & successeurs du comté dudit Namur.

I, Que chacun au premier jour de Mai,

seront faits & renouvellez un prévôt & trois maitres de leursdits métiers, gens de bien à l'élection d'iceux qui seront tenus de faire à ce jour serment es mains du mayeur de Namur, présent & avenir d'exercer leur état durant l'année, dont ledit prévôt aura autorité sur lesdits membres & les fera tenir ordre & silence en leurs congrégations & compagnie sur l'amende de dix pattars à appliquer la & ainsi que ci-après sera dit.

II. Que tous les compagnons quelques qu'ils soient, étrangers ou autres venans en la ville & franchise dudit Namur, pour ouvrir comme maitres écrivains, & tenir ouvriers, seront tenus préalablement de faire trois pieces d'ouvrage l'une un buffer, ou une garderobe, ou une table tirante & huit à douze pieds de loing les bras assis à queue d'aronde, lesquelles trois pieces d'œuvre respectivement seront munies de bonne es basemens, cornisses, & de bonne ordonnance, & les faire honnêtement aux dévises & choix desdits prevot & maitres, demeurant la vifitation desdits chefs d'œuvre à la généralité.

III. Les cuveliers seront tenus faire un tonneau à l'huile tenant justement une aîme, ou une cuve baigneresse, ou une saloir à trois pieds, lesquels trois pieds, seront départis au compas au choix des maitres & vifitation de la généralité dudit métier.

IV. Les tailleurs d'image soit en tendre ou blanche pierre ou bois, seront tenus de faire une image de quatre pieds avec bonne draperie, ou une histoire à bonneme d'homme ou de femme, des pieds & des mains, quarez avec bonne maçonnerie aux choix comme dessus.

V. Et les tourneurs tant dairhons comme autrement, seront tenus de faire une bonne piece d'œuvre de quelle sorte que ce soit de leur metier des futailles, comme deux grosses boules de deux pieds en rondeur après le compas, ou un moulin haspant, ou une chaire d'homme les pieds de derriere de deux pieces au choix desdits maitres & jurez à la visiration de la généralité dudit métier.

VI. Item que tous charpentiers ne pourront aussi ouvrer ni faire ouvrer & besoigner aucune piece d'œuvre dudit métier des écrivains & cuveliers, sur peine de quarante fois d'amende pour la premiere fois, & pour la seconde du double.

VII. Item que personne ne pourra faire bois de torse, ni bois de pique, lance ou harquebuse ou de mousquette, s'il n'a fait chef-d'œuvre & être reçu maitre dudit métier, sur paine de six florins d'amende pour la premiere fois, le double pour la seconde & pour la troisieme arbitrairement punis.

VIII. Item que nul maitre dudit métier ni d'autres ne pourront assier ou mettre aucune piece d'œuvre en œuvre au nom de quelques étrangers, à peine de six florins d'amende pour chaque fois.

XI. Item que chacun des quatre membres dudit métier pour faire leurs chef-d'œuvres & voulant devenir maitre, n'auront que six mois pour l'accomplir & celui qui voudra commencer sera tenu demander lesdits prevot & maitres à apointer son bois, la deuxième fois à l'assembler, & la troisieme fois quand ladite piece sera parfaite, que lors lesdits prevot & maitres des quatre membres seront

mandez avec toute la généralité de tel membre passant ladite piece d'œuvre pour avec lesdits prevot & maitres y avoit tel regard que de raison, lesquels seront tenus y comparoir pour visiter icelle; & en faute de ce iceux prevot & maitres encoureront l'amende de dix sols chacun, pour laquelle visitation faite par trois fois par lesdits prevot & maitres, icelui tel futur maitre sera tenu payer trente patars sur lesquels le valet dudit metier aura hors d'iceux pour son labeur six sols.

X. Que tous apprentiers seront tenus de payer à leur entrée audit métier trente-deux patars.

XI. Item que tous les fils de maitres seront aussi tenu de faire piece d'œuvre de quel membre que soit à leur choix sans jamais desdits maitres ~~ou~~ pere ou mere, laquelle piece jugée suffisante par lesdits prevot & maitres ne payeront iceux fils de maitre pour une fois un relief que six florins.

XII. Item que tous étrangers ou bourgeois n'étant fils de maitre ayant fait leur piece d'œuvre jugée être suffisante comme il appartiendra, payera pour une fois afin d'être desdits quatre membres desdits metiers vingt-quatre florins, lesquels étrangers venans en ladite ville de Namur, devront apporter certification d'être de bonne vie & conduite & léal mariage.

XIII. Item que lesdits prevot & maitres desdits quatre membres pourront aller visiter quand bon leur semblera, tous écrivains, bans, coffres, tables, formes de lit-de-camp & autre besoigne d'écrivain, image, ton-

neaux & ouvroirs d'iceux membres, et s'il est trouvé en leur piece d'œuvre au bon, bois de faulx ou rouge bois vermoulus, tel ouvrier sera à l'amende de quinze pattars à convertir comme ci après, et ce fait, sera tenu l'oter et le reparer d'une autre bonne piece sans nulle excuse.

XIV. Et au regard des tourneurs & futailiers, iceux ne pourront mettre en tous be-
soignes aucun blan bois pourri ou focqué, pour-
quoy mieux contreregarder leurdit ouvrage,
seront sujets à la visitation desdits prevot &
maîtres, & advenant qu'aucun de leurs ou-
vrages soit trouvé fait de tel bois blanc,
pourri ou focqué, iceux escheront à l'amende
de cinq sols, & ce fait sera tenu si cette be-
soigne est de plusieurs pieces, de mettre une
ou de bon bois non pourri ni focqué, &
icelle sera brisée, lesquels futailiers rai-
ment pourront vendre & exposer en plein
marché & au dehors de leur boutique les
jours de marché, scavoir les Mercredi &
Samedi auxquels jours tous étrangers pour-
ront aussi vendre futailles faites tant seule-
ment sans avoir acquis le métier, esquelles
futailles ne seront compris ouvrages de pie-
ces assemblées.

XV. N'étant permis à aucuns bourgeois
ou mannans de cette ville n'étant audit mé-
tier, d'exposer en vente ou vendre en leurs
maisons aucune sorte de futaille, ne soit qu'il
ait acquis ledit métier, à peine de six florins
d'amende & de confiscation de telles futail-
leries.

XVI. Que nul charpentier ne pourra ou-

vrer ou planer du rabot ni faire moulure appartenante à la planne soit à batée ou autrement, s'il n'est assisté des maitres dudit métier, ou de leurs serviteurs par leur congé ou qu'il ait acquis ledit métier qui est de besoigner à la planne & rabot pour faire moulures à batée ou autrement pour lequel se paiera quatre florins, à peine que celui qui sera trouvé l'avoir fait sans avoir payé lesdits droits ou avoir obtenu congé comme dit est, échera à l'amende de quarante pattars pour la premiere fois, pour la deuxieme quatre florins & pour la 3me. huit florins.

XVII. Item que tous les ouvriers dudit métier & membres des écrivains étant trouvé avoir fraudé ou abusé autres en leurs ouvrages bien vérifiez comme dit est, seront à l'amende de six florins & la piece d'œuvre à l'exemple d'autre brulée publiquement ou appliquée à l'hôpital de cette ville.

XVIII. Item sera défendu à tous en général de ne point besoigner ou faire besoigner par nul serviteur que ce soit que premierement tel soit reçu & passé maitre, à peine de confiscation de ladite besoigne & de six florins d'amende pour la premier fois, pour la seconde du double, outre la confiscation, & pour la troisieme du quadruple & autre peine arbitraire.

XIX. Item que chacun des hoirs males fils de maitres ou autres non mariez, seront tenus de payer pour leur vin de nœce, deux florins de XX sols piece au profit dudit métier, & moyennant ce lesdits prévôt & maitres de la généralité dudit métier seront tenus

lui faire honneur & l'accompagner aux épousailles, & semblablement ceux qui se marieront hors ladite ville & franchise dudit Namur y retournans pour tenir ouvroy, la moitié parte de ce qui est dit vingt pattars.

XX. Item afin d'avoir égard au bois venant par eau & par terre & rendre à chacun sa mesure, lesdits prevost & maitres pourront élir & renouveler par chacun an, un des confreres dudit métier qui seront tenus servir les membres de ladite ville à mesurer & compter lesdits bois tant sciez qu'autrement audit métier & de le faire faire fermement comme il appartient que pour avoir chacun cent de bois sciez quatre pattars, du millier, des clappes sept pattars & demi, comptez onze cens pour le millier, du millier de panneau & rolis quinze pattars & ainsi du surplus à l'advenant, lesquels bois ne se pourront acheter sans premièrement l'avoir signifié par le valet à la généralité desdits membres, & ne sera tenu ledit valet ni contraint de faire ladite signification pour un cent de bois, ni pour demi millier de clappe, ni au dessous de 20 faix de cors, lequel bois venant par eau ou par terre, si avant que laditte semonoe soit faite & par lesdits du métier refusez d'en acheter, celui qui les achètera par après, les aura à son seul & singulier profit, sans que lesdits du métier lui puissent donner empèchement au contraire.

XXI. Item que personne dudit métier ne pourront compter ni mesurer bois venant de dehors ou de la ville, s'il n'est fermier dudit métier, à peine de quarantè sols d'a-

mende pour chacune fois qu'il sera trouvé, ce faisant soit pour ceux dudit métier, ou pour les bourgeois ou étrangers.

XXII. Item quant à l'achat des cercles de cuve boului l'on n'en pourra achepter au dessous demi cent sans en faire la semonce par ledit valet à ceux dudit métier.

XXIII. Item & pour autant que touche l'achat des bois servans au métier desdits tourneurs s'achetant en ville & banlieu, ceux achetans un bourseau de bois sur l'eau ne seront tenus en avertir leurs autres confreres, ne soit qu'ils soient présens l'un ou l'autre, mais qui en voudroit acheter davantage, tel acheteur seroit tenu en faire avertir ledit métier afin de scavoir s'ils y voudront avoir parte, à ce avenant tel prétendant parte sera tenu se hâter attendu que les vendeurs sont toujours prêts de partir, autrement incontinent la signification faite & sans y comparoir, soit l'un ou l'autre ou plusieurs, ils seront privez de leurs achats, & droit, & s'il venoit des quartiers du rivage, soit faux ou chesne plus de vingt l'on sera tenu semoncer lesdits quatre membres des métiers pour y avoir parte, à peine que dessus; & s'il arrivoit en cette ville ouvrage & marchandises de futailleries tant par eau que par terre, en ce cas un chacun dudit métier en pourra acheter & y avoir parte si bon lui semble, y étant semoncé par ledit valet, moyennant que telle marchandise excède un écu, à peine d'encourir l'amende de cinq patars pour chacune fois & remettre la marchandise toujours à vendre.

XXIV. A été aussi conditionné s'il avenoit qu'aucun dudit métier achetasse bois hors la banlieu dudit Namur, tel acheteur en fera seul son profit sans que ceux desdits métiers lui pourroient donner empeschement.

XXV. Item que tous compagnons étrangers pourront ouvrir sans méprendre en ladite ville & franchise de Namur sous maîtres quinze jours & iceux payeront par mois un patar que le maître de tel étranger fera bon audix métier, ce qu'il défalquera audix serviteur, entendu que le maître de tel serviteur devra endéans ladite quinzaine l'avancer auxdits prévôt & maîtres, à peine de lui-même payer l'amende de dix pattars comme dit est.

XXVI. Lefdits maîtres desdits métiers ne pourront prendre valet l'un sur l'autre à la même amende de dix sols, ainsi avertiront tel maître dudit serviteur s'il lui doit quelque chose ou non, & ce advenant à renvoyer tel serviteur en son premier lieu sur semblable amende de dix sols.

XXVII. Item que nuls compagnons ayant des affaires l'un contre l'autre pour dette dudit métier, ne pourront faire assembler lesdits métiers que préalablement ne sois deux ou trois plaintes faites un jour entre deux sur l'amende de dix pattars qui est pour chacuns plainte deux pattars à partir comme dessus, ne soit que toutesfois que ce fussent étrangers auxquels sera fait & administré bonne expédition de justice & le plus brief que faire se pourra.

XXVIII. Item s'il y avoit aucun étranger requérant droit sur leur plainte & qu'il

ent-toit, icelui fera à six pattars d'amende, & au valet pour ses peines & labeur d'avoir fait les exploits pour chaque fois deux pattars lesquels les prévot & maîtres & membres le pourront faire namptir suffisamment pour administrer droit aux parties selon bonne raison, & comme il appartiendra, scavoir pour les compagnons dudit métier douze sols & au regard des étrangers vingt-quatre sols.

XXIX. Item que les maîtres desdits métiers payeront chacun an pour leurs chandelles deux pattars à les distribuer entre lesdits prévot & maîtres, & après leurs trépas payeront pour leur leinceuil tant hommes que femmes chacun vingt pattars, sur quoi lesdits prévot & maîtres desdits métiers feront célébrer pour l'ame de leurs confrere & consœur une messe, & aura le valet pour ses peines d'avoir averti lesdits des métiers pour les deux fois quatre pattars lequel valet sera tenu faisant la sémonce d'avertir les quatre porteurs que lesdits prévot & maîtres ordonneront pour porter le corps en terre, qui n'en pourront faire refus sur l'amende de cinq pattars, chacun à la mesure dans la boette, & pour sémoncer lesdits métiers à porter un enfant en terre lesdits valet aura un patar & demi, pour chaque linceuil de petit enfant cinq pattars dont lesdits du métier sur ce noncés par ledit valet seront tenus de comparoir à porter ledit corps du trépassé en terre sur l'amende de cinq patars chacun sans excuse légitime & iceux mettre en la boette; comme ils seront tenus étant sémoncés à mariage en faute d'ex-

cuse légitime de comparoir à peine de payer lesdits cinq sols, comme dessus réservés, les maitres qui ouvreront par journée.

XXX Pour lesquels points, articles, amendes & autre choses déclarées en cette lesdits prevot & maitres desdits metiers seront crus & à eux foi ajoutée par leur serment sans autres preuves pour incontinant ce fait précisément payer par les delinquans telles amendes & fourfaictures encourues trouvées & dûes.

XXXI Item que tous les deniers & amendes cideffus déclarées se puissent lever & puissent être mis en plus grande sûreté sous quatre clefs es mains desdits prevot & maitres à la conservation d'iceux.

XXXII Que ceux qui seront élus prevot & maitres pour l'année, ne le pourront refuser qu'ils ne le soient un an entier, & de plus ne le pourront contraindre, & que tels qui seront élus prevot & maitres pour ce tems s'ils le refusoient, seroient pour chaque fois à deux florins d'amende & autant que requis en seront et iceux prevot et maitres ainsi élus seront tenus une fois en leur vie payer au profit de la chambre dudit metier une livre de fin etaim.

XXXIII Item que lesdits prevot et maitres desdits metiers pourront ordonner et commander un valet suffisant à leur choix lequel fera le serment es mains desdits prevot et maitres pour la conservation des droits et amendes qui aura puissance et autorité telle qu'à lesdits prevot et maitres, aient d'iceux la charge de commander par leurs enseignement & ordonnances aux dits du metier de comparoir aux assemblées & congregation toutes et quan-

tes fois que besoin en sera pour les affaires desdits metiers, profession et autre, à peine d'échoire chacun defaillant à l'amende de deux patars.

XXXIV. Que lesdits prevot et maitres pourront faire levée desdites fourfaitures et amendes avec les droits desdits metiers que leur dit valet sermenté lequel pourra panner celui ou ceux qui lesdites amendes devront, & si aucun desdits metiers donnoit empeschemens audit valet d'exécuter ledit pan par lui levé, ceux qui ce feroient, écherront pour chaque fois à l'amende de deux florins.

XXXV. Item quiconque batteroit ledit valet en exerçant son office, si preuve suffisante y avoit, tomberoit aussi à l'amende de deux florins pour chaque fois, sauf audit mayeur l'amende accoutumée, & si est aussi interdit & defendu à toute la généralité desdits metiers d'user d'injure l'un contre l'autre à leur assemblée, sur peine de dix patars d'amende.

XXXVI. Aussi que ceux du metier desdits membres ouvrans comme maitres, seront tenus d'être armés & embastonnés raisonnablement pour les affaires des archiducs nos souverains seigneurs princes comme comte de Namur & de ladite ville, que l'honneur & défenses de pays quand par lesdits prevot & maitres requis en seront & besoin sera, à peine d'encourir l'amende chaque une fois de deux florins.

XXXVII. Item que toutes les amendes, fourfactions & droit d'entrer audit metier s'appliqueront au profit de leurs Altesses serenissime pour la moitié & l'autre au profit dudit metier.

XXXVIII. A charge que le prevot & maîtres des métiers seront tenus chaque an de leurs offices desdits entrans, amendes & fourfactions en rendre compte au receveur général de cette comté pour porter les conringens venans à leurs Alteſſes avec les autres derniers de son entremise en recette au profit d'icelles de toutes lesquelles amendes & droitures cidessus déclarées devant avoir, comme dit est, la moitié pour notre parte, sera icelle comptée es-mains de notre dit receveur général de notredit pays de Namur present ou autre avenir, pour par lui être mise en recette, & nous en rendre compte et reliqua à notre profit, là et ainsi qu'il appartiendra avec les autres deniers de son entremise, auquel effet & pour meilleure assurance & conservation de nosdits droits, hauteur & autorité seront lesdits supplians tenus d'incontinent & avant tout desdits renouvellement & autorisations des chartres & privileges exhiber, de faire présenter ces presentes en notre chambre des comptes à Lille pour y être enregistrees & entérinées, parmi payant à nos chers & féaux les president & gens de notredite chambre de compte illecq l'ancien droit pour ledit entérinement, & la parte appartenante à ladite frairie & métier susdite, de l'autre moitié devra être convertie par les mains desdits quatre maîtres desdits métiers en nécessité de ladite frairie tant en armes comme en autres manieres selon que l'on est accoustumé, ce presentes octroy & frairie demeurera en sa vertu jusqu'à rappel & bonne volonté de nous & nos hoirs comtes & comtesſes de

Namur & non plus avant & par ces présentes chartres données & octroyées auxdits écrivains. &c. &c. &c. Si donnons en mandement à nos amez & féaux. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles le onzième du mois de Mai 1608. &c. &c. &c.

Chartres du métier des Merciers, du 9 Février, 1599.

ISABELLA-CLARA-EUGENIA, par la grace de Dieu, Infante de tous les Royaumes d'Espagne, &c. &c. &c. A tous ceux qui ces présentes verront salut. Sçavoir faisons, nous avons reçu l'humble supplication & requête des quatre maitres & généralité du métier des Merciers de notre ville de Namur, contenant que pour autant que au précédées par ces anciennes chartres à eux accordées l'an 1499 plusieurs fraudes se commettent tant par les étrangers prétendans user dudit métier sans l'avoir acquis, ni payé les droits d'icelui que par être les droits & amendes y reprises en telle espee de monnoye qui maintenant est inconnue & dont l'on ne pouvoit entendre le prix, lesdits supplians pour le bien & utilité dudit métier, & à raison que présentement toutes choses sont au double haussées, voir davantage se feroient avisé de présenter leurs requête auxdits du magistrat, tendans afin de vouloir renouveler leursdites chartres en conformité de certain projet par eux endressé, lesquels du magistrat pour le bien & utilité dudit métier,

après avoir avisé lefdites anciennes chartres qui étoient tellement obscurcies qu'à grande peine l'on en pouvoit faire lecture, en auroient accordé autres qu'ils auroient fait rédiger par écrit sous le grand scel de ladite ville comme étoient les précédentes avec les changemens y repris, néanmoins sous prétexte que ceux dudit magistrat à Namur n'auroient l'autorité de renouveler lefdites chartres, plusieurs tant de ladite ville qu'étrangers font difficulté & refus de soi conformer aux dites chartres ainsi renouvelées, & s'entre-mettent de fil & trafiques dépendans dudit métier tant à leurs volonté & plaisir, ce que tournoit grandement au détriment d'ice-lui métier, à cette cause lefdits supplians se feroient retirez en toute humilité vers nous, supplians qu'il nous plût de notre autorité souveraine, avouer lefdites chartres en la forme & maniere qu'elles n'aient à diminuer ou ajouter selon que trouverons pour le plus grand bien dudit métier & de la république en raison convenir. Pour ce est-il que nous ce que dessus considerez & eu sur ce trois distincts avis des gouverneurs président & gens de notre conseil provincial dudit Namur, ayant au préalable oui tant notre procureur général dudit conseil que les échevins de ladite ville, & le tout mis en mure délibération de conseil, avons de notre souveraine autorité & puissance absolue auxdits maîtres, généralité & métier des Merciers de notre dite ville de Namur supplians, octroyé & accordé, octroyons & accordons pour la poursuite & règlement provisionel de leurs

métier, à l'honneur de Dieu & de St. Michel leur patron, les points & articles suivans.

I. En premier lieu que au premier jour du mois de Mai de chaque année ils pourront élire entre eux quatre jurez pour régir ledit métier & mettre à vraie & due exécution ce que concerne icelui selon la teneur des présentes chartres, lesquels quatre élus ne pourront refuser icelle charge & ou ils le feroient, icelui ou ceux ce faisant, sera à douze florins d'amende ou privé dudit métier.

II. Item que personne que ce soit ne devra faire violence ni injure, ni user de mauvais propos contre lesdits jurez & valer en faisant l'exécution des choses dépendantes dudit métier pour l'usage & conservation d'icelui, à peine de tomber par le contravenant pour chacune fois en quarante pattars d'amende; & advenant que le valer fit l'exécution & que l'on li recoviste le pan, celui ce faisant contre ladite amende, sera condamné en autre peine arbitraire selon l'exigence du cas, lequel sera tenu à sommairement namptrir la valeur du pan pour aller à celui qu'il appartiendra, lesdites peines & amendes applicables la moitié à notre profit & l'autre moitié au profit dudit métier.

III. Item que lorsqu'il se mariera quelqu'un dudit métier, pour faire honneur à tel marié, il pourra par valer faire semondre lesdits quatre jurez pour décorer les épousages de leur présence, & seront iceux tenus de comparoir, ne fut qu'ils eussent excuses légitimes, le

même s'observera aux enterremens & services des décédés étant audit métier.

IV. Item que pour dettes engendrées en vertu d'achat des marchandises dépendantes dudit métier & de toutes choses en résultantes que les jurez comme en cette partie par nous délégués par avis d'autres des plus qualifiés par eux à choisir, pourront résoudre, décider & appointer les parties sans aller pardevers autres juges sur le champs & ou aucuns de leurs déterminateurs voudroient à ce contrevenir, tels contraven-teurs tomberoient en quarante sols d'amende pour chacune fois, bien entendu que si la dette pretendue par partie excède la somme de six livres, le condamné aura son recours pardevant son juge ordinaire.

V. Item advenant que aucuns serviteurs besoignans chez ceux dudit métier se retirassent & allassent chez d'autres, venant de cela plainte auxdits jurez pourront incontinent par leur varlet faire expresse défense à celui tenant ainsi ledit serviteur de ne lui administrer ouvrage, & quant à celui de retourner chez son premier maître, ne soit toutefois que tel serviteur eu occasion habtante & légitime, & que de ce lefdits jurez en fussent certiores, & ou l'on accompliroit l'ordonnance que dessus & qui se décerneroit par lefdits jurez, le contrevenant tombera par chacune fois en l'amende de dix sols applicable la moitié à notre profit, & l'autre audit métier.

VI. Item que nul dudit métier ne pourra scavoir Mercier, vendre ni étapler leurs marchandises dedans ni dehors leur maison les

jours de Jamats, de l'Ascension, fêtes de Notre Dame, d'Apôtres & autres commandées, ne fut toutefois choses nécessaires pour manger, boire & malades; bien entendu que les graissiers, gorliers & cordonniers pourront vendre aux survenans moyennant que ce soit sans étaple ni démonstration pour ne permettre scandale, à peine que celui faisant le contraire, tombera pour chacune fois en l'amende de vingt sols, comme de même feront les étrangers, ne fut permission pour juste cause & raisonnable, le tout sans en rien préjudicier aux édits politiques, ladite amende applicable moitié à notre profit & l'autre audit métier.

VII. Item quant aux étrangers arrivans en ladite ville avec marchandises pour l'exposer en vente, qu'ils seront préalablement à chaque fois, soit en général ou en particulier tenus comparoir vers les jurez ou l'un deux ou à iceux demander licence de hayonner & exposer en vente qui ne se pourra refuser, ains lui sera accordé deux jours après son arrivée licite à ce faire & non privilégié, & non davantage ni autrement, sur peine de par le contrevenant encourir es douze florins d'amende pour chacune fois applicable comme dessus, à scavoir la moitié à notre profit, & l'autre audit métier, & ne pourront tels étrangers tenir chambre pour plus d'une semaine seulement afin de n'y commettre fraude ni abus.

VIII. Item celui qui voudra apprendre le métier de Pottier d'éteim, Selliers, Poindeurs, graissiers payera préalablement dix patars.

I X. Item dorenavant aucuns naïveurs Liegeois ni étrangers ne pourront amener par la rivière de Meuse ou Sambre ès rives de ladite ville ou banlieue, aucune sorte de marchandise de Mercerie pour les vendre en leurs cahottes & bateaux, ne soit qu'ils aient acquis ledit métier & tiennent fixe résidence avec leur ménage en ladite ville ou banlieue, à peine pour chacune fois qu'ils seront trouvez défailans de vingt florins d'amende, applicables la moitié à notre profit & l'autre audit méiier.

X. Item celui & ceux dudit métier qui voudra louer estat & tenir ledit métier, pour l'acquest d'icelui, & pour ce fait par les étrangers seulement soit pour l'usage de Graissier, Sargiers, Cordiers, Patigniers, Conreurs de blanc cuir, Peintres, Banceliés, & stil à ce conforme & dépendant dudit métier payera trente florins & auparavant la réception & acceptation sera tenu celui qui désirera faire l'acquest, faire suffisamment apparoir de sa preudhommie & qu'il n'est sortit du lieu de sa résidence pour vilain cas, & qu'il soit légitime au regard des étrangers seulement, lesquels trente florins se repartiront moitié à notre profit, & l'autre au profit dudit métier.

XI. Item que tous apprentifs du stil des Merciers, Cordiers ou Paticiers, & semblables commenceans à gagner, ayant la chène ou filet ou soye en mains payeront au profit dudit métier six sols.

XII. Item que nuls Merciers étrangers, bourgeois ni manans ne pourront vendre en maison ni ailleurs en ladite ville & banlieue soit cendat,

fil de boqueran, fustaine ni autre marchandise appartenante de Mercerie & dudit métier à polée ni aulne, poids ni balance, s'il n'est dudit métier & francq ou fils de maître, & que de ce en appert suffisamment, à peine de par le contravenant ou contravenante encourir es douze florins d'amende pour chacune fois qu'il sera atteint, & lui sera duement démontré avoir contrevenu, bien entendu que lesdits fils de maîtres devront au paravant faire lescdites ventes, relever lescdits métiers & payer les droits pertinens, & pour mieux découvrir & attrapper lescdites contraventions, les maîtres dudit métier à chacune fois qu'il leurs viendra à connoissance, ou auront suspicion sur quelques bourgeois manans n'étant dudit métier, ou étrangers étant arrivez en logis ou autres lieux, pourront par leur valet faire commandement à ceux qu'il tiendra suspects, de faire ostension de la marchandise qu'ils pourront avoir, & faire visitation desdites maisons ou logis, & où il y auroit aucun en faisant difficulté le pourront sommairement mander au magistrat & contraindre à expurgation pour ce pertinente, comme de même ceux qui fouriendront tels contraventeurs & ceux qui seront trouvez récélans leurs abus tomberont pour chacune fois en l'amende du double applicable comme ci-devant est dit.

XIII. Item pour & afin de mieux entretenir ledit métier & reconnoître icelui pour les morts en droits ce qu'on appelle communement les grands & petits linceuls qu'ils pourront lever pour le plus grand linceuil

de chacun vingt sols & du petit dix sols, le tout au profit dudit métier.

XIV. Item pour chacun vin de nœces pour ceux qui s'allieront étant dudit métier, seront tenus de payer trente sols pour une fois audit métier, & ceux qui feront à ce défaillans & refusans, seront pour ce réellement & de fait exécutés à leurs dépens sans autre forme de procédure.

XV. Item seront par chacun an lesdits du métier tenus faire dire & célébrer les Messes accoutumées.

XVI. Et pour autant que en fraude & préjudice dudit métier, plusieurs s'avancent de porter, faire porter es-maisons des bourgeois & manans, logis & autres lieux, marchandises de mercerie & autres dépendantes dudit métier, les vendans avec leurs balances & poids au desceu & sans étaples pour à ce remédier, & afin que l'ordre de vendre & hayonnage de marchandises y observées dûement comme il est ci-devant dit, nul ne pourra ce faire en gros ni en menus, à peine de fourfaire par les contraventeurs trois florins d'amende pour chacune fois, ne fut toutefois que la vente fut notable & surpassant à-la-fois trente florins auquel cas tombera au tiers de la vente à repartir, comme ci-devant est dit.

XVII. Item tous fils de merciers pourront estre reçu sans difficulté, au moyen de quarante sols pour une fois qui s'entendra pour droits de relief.

XVIII. Item quant aux fils de bourgeois n'étant du métier avantdit & qui en voudront être, seront reçus & acceptez, en payant
dix

dix florins, moitié applicable à notre profit & l'autre audit métier moyennant qu'ils n'ayent commis cas méritant refus d'acceptation & qu'il soit légitime.

XIX. Item si aucuns ou aucun étant dudit métier abandonnent ladite ville, leurs menages & n'y retournassent en quarante jours, moyennant qu'il n'y ait demi an de terme coulé, reçu à relever ledit métier en payant quarante sols, & sans se faire ne pourra nullement jouir n'y user dudit métier aux peines comminées à ceux qui en useront sans acquies & ou que ledit demi an seroit passé, & que pendant ce nuls devoirs de presentation pertinente n'eussent été fait, en ce cas tels ou tel négligens seroit tenu auparavant l'exercice dudit métier acquérir icelui de nouveau & de payer plein droit à répartir lesdits droits de relief comme ci-deyant est dit.

XX. Item tous ceux étant de la confrairie dudit métier seront tenus d'an en an à la première semonce, payer un sol pour la chandelle dudit métier, sans y entremettre délai ou difficulté, à peine de par le contrevenant être privé absolument dudit métier.

XXI. Et afin de maintenir lesdits du métier es points & articles ci-dessus mentionnés, comme aussi pour l'exécution des droits & choses ci-dessus & les ordonnances & recets desdits maîtres & jurez en cas qu'il soit nécessaire avoir l'aide de justice avec le serviteur de ladite frairie, voulons que notre procureur général leur livre un huissier, lequel aura pour son droit pour chacune exécution seize sous & le serviteur quatre sols, le tout

à la charge de l'exécuté, desquels droits & amende ci-dessus declarez qui pour la moitié devra venir à notre profit, lesdits maitres & jurez seront tenus à rendre bon & léal compte par chacun an à notre receveur général dudit pays & comté de Namur qui sera tenu d'en rendre compte & reliqua avec les autres deniers de son entremise, auquel effet voulons & commandons que celsdites présentes soient enregistrées en notre Chambre des Comptes, à Lille. Si donnons en mandement à nos très chers & féaux les Chef-Président & gens de nos privés & grand Confaux, &c. &c. &c. donné en notre ville de Bruxelles, le neuvieme jour du mois de Février, l'an de grace mil cinq cent nonante neuf, &c. &c. &c.

SUR la remontrance faite à S. M. I. & C. de la part de ceux du métier des Merciers de la ville de Namur que malgré qu'il paroîtroit par l'article VII de leurs Chartres, que nul étranger arrivant en ladite ville avec marchandises, ne pourroit les exposer en vente sans la permission préalable des jurez dudit métier, & leur demander licence ou congé de pouvoir les étapler pendant deux jours après son arrivée, non privilégié ni autrement sans pouvoir les aller débiter de porte en porte, à peine d'encourir douze florins d'amende pour chacune fois applicable la moitié au profit de S. M. & l'autre audit métier, ce qui ne leur avoit été vraisemblablement accordé que dans la vue de soutenir & en-

retenir le commerce, qui est constamment la base palpable d'un corps de ville ou de communauté, qui étoit cependant que par négligence ou tolérance des jurés dudit métier, les étrangers se feroient présumer depuis quelque tems de vendre & débiter lesdites marchandises en les portant de porte en porte au grand préjudice & intérêt de ceux qui ont acquis ledit métier, & désirans d'y obvier & apporter le remede convenable & nécessaire, ils étoient conseillés de recourir vers Sadite Majesté, la suppliant très-respectueusement de déclarer par forme d'explication auxdites Chartres qu'à l'avenir l'étranger arrivant en ladite ville, pourra vendre ni débiter en aucun tems ses marchandises, sans au préalable comparoir vers les jurés dudit métier ou l'un d'iceux & leur demander licence & congé d'étapler & exposer ses marchandises en vente dans l'endroit à désigner une fois pour toujours par ceux du Magistrat dudit Namur, ce que les jurez ou l'un d'iceux ne pourront refuser, & le cas arrivant que cet étranger voudroit les vendre sans etapler, il pourra le faire en gros tant seulement dans son auberge ou autre maison dans laquelle il sera logé sans qu'il lui soit permis de les vendre en détail, ni courir en quelque tems que ce soit de rue en rue, de maison en maison pour montrer ou vendre lesdites marchandises, ni les donner à qui que ce puisse être pour les aller montrer ou les faire vendre, ce qui s'observera tant dans ladite ville de Namur que banlieu, à peine d'encourir la confiscation desdites marchandises & douze florins d'a-

mende, le tout applicable comme devant mais pourra il les vendre en gros & en détail pendant la quinzaine de la foire dans son auberge, qu les exposer en vente pendant ce même temps dans les endroits ordinaires & accoutumés & hors ladite quinzaine, il ne pourra les vendre qu'en gros dans son auberge & les exposer en vente, comme est dit ci dessus, pendant deux jours après son arrivée licite non privilégié ni davantage, au bout de quel temps s'entend le lendemain il devra sortir de ladite ville & banlien avec lesdites marchandises sans plus les exposer en vente ni autrement les débiter, pour congé desquels débit & exposition, il payera quatre sols à répartir ainsi que d'ordinaire, & comme par l'article XVI des mêmes Chartres on ne pourroit bonnement décerner si c'est aux étrangers, ou à ceux dudit métier qu'on défend de courir de porte en porte avec leurs marchandises, les remontrans supplioient pareillement Sadite Majesté de vouloir déclarer qu'en conformité dudit article, nulle personne de quelle qualité elle puisse être pourra ainsi courir pour débiter lesdites marchandises mais qu'elle devra, si elle est dudit métier, les vendre dans la boutique de sa demeure, sans qu'il lui soit licite d'en avoir une autre dans une maison étrangere & encore moins les ériger aux coins des rues, & si elle est étrangere en ce cas elle devra se régler suivant ce qui est dit & statué ci devant, à peine d'encourir par les contreveuens la confiscation desdites marchandises & douze florins d'amende aussi à répartir comme devant, S. M. Imp. & Cat.

les choses susdites considérées & eu sur icelles l'avis de ceux de son Conseil provincial de Namur, a par forme d'interprétation & d'ampliation desdits articles VII & XVI des Chartres des supplians réglé & statué par cette ce que s'ensuit :

ART. I. Que les marchands étrangers qui viendront en la ville de Namur avec quelques parties de marchandises dépendantes du fil desdits Merciers, pourront continuer à les vendre & débiter en gros ou en détail pendant le terme de deux semaines dans les auberges ou maisons où ils seront logés.

II. Ceux desdits marchands qui voudront porter parmi les rues, ou de maison en maison leursdites marchandises à vendre, pourront également le faire, mais seulement pendant le terme de deux jours.

III. Ils devront dans l'un & l'autre cas en obtenir préalablement & en la manière accoutumée le congé nécessaire des jurez du dit métier des Merciers ou autres qu'il leur appartiendra, lesquels ne pourront le refuser.

IV. Lesdits marchands ne pourront ensuite revenir à la même fin dans la ville de Namur qu'après l'écoulement de deux mois à compter dudit jour de l'expiration du congé précédent.

V. Ceux qui seront chargés de donner les dits congés ne pourront les accorder ou proroger plus avant qu'il n'est ci-dessus spécifié à peine pour chaque contravention de trente florins d'amende à appliquer pour un moitié au profit de S. M., & pour l'autre à celui dudit métier.

VI. Et pour qu'on puisse autant mieux de-

couvrir les susdites contraventions, ils seront tenus ce tenir un registre pertinent des tous lesdits congez, auquel ils annotteront la date & le tems pour lequel ils auront étez accordés, ainsi que les noms des personnes, qui les auront obtenus.

VII Les membres dudit métier pourront continuer à étapler leurs propres marchandises, où ils trouveront bon, & les porter à vendre parmy les ruës ou de maison en maison lorsqu'ils trouveront convenir, mais ils ne pourront ainsi porter à vendre celles desdits marchands étrangers, sinon pendant le terme auquel ceux ci pourroient le faire eux mêmes, à peine de trent florins d'amende applicables comme cideffus pour chaque contravention.

VIII. Ceux desdits marchands étrangers qui pourront à l'avenir acquérir la maitrise du métier desdits merciers, ne pourront jouir des avantages y attachés, sans tenir fixe domicile en ladite ville de Namur ou en son banlieu.

Veut & ordonne S. M. que tout ce que dessus soit ponctuellement & exactement observé par forme de provision sans préjudice au surplus des chartres dudit métier qui demeurera en sa pleine force & vigueur, & enjoint à tous ceux qu'il appartiendra, de se regler & conformer selon ce; fait à Bruxelles le 18 8bre. l'an de grace 1736, Coto vt. plus bas étoit signé J. J. le Roy avec paraphe, à coté étoit le cachet de S. M. I. & C. en nicle rouge & couvert d'une étoile de papier blanc.

D É C R E T.

LE tout vu & d'office les entieres Chartres du métier des supplians, la cour ordonne qu'elles soient à l'avenir observées selon leur forme & teneur, à quelle fin il en fera de nouveau donné lecture à l'intégralité dudit métier à le duement convoqué & assemblé ordonnant aux maitres & jurés à choisir de rendre chaque année bonne & léale compte de tous les revenus appartenans audit métier & ce en presence de quatre membres d'icelui à denommer par ladite généralité & au besoin à l'intervention du procureur général de ce conseil pour veiller à ce qu'il ne soit passé & alloué esdit compte aucune depense inutile et quand au remboursement de la somme de 855-15-0 rendue à la veuve de feu Warnier Colson et consors et fraix en résultant, la cour attendu le grand nombre des personnes qui composent ledit métier ordonnent auxdits supplians de se conformer à l'ordonnance du conseiller-commissaire de ce Conseil en date du 17 Janvier dernier en faisant différentes classes desdites personnes pour être cotisée à poportion de leur trafic & ensuite lesdites classes être autorisées par la Cour, fait au Conseil à Namur le 23 fevrier 1722 signé J. A. Lambert.

Chartres du métier des Meuniers.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains &c. à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Reçus avons l'humble

supplication & requête des maîtres & généralité du métier des Meuniers en notre ville & franchise de Namur, contenant que depuis l'an 1540 leur métier se seroit servi des chartres dressées par ceux du magistrat de ladite ville du 5 Octobre au même an relatives à celles leurs accordées par feu l'empereur Charles Quint de glorieuse mémoire, & s'étant les remontrans apperçus que les amendes y comminées contre les contravenans & les droits d'entrée au même métier étoit si modique & de si peu de considération que les membres dudit metier ne faisoient point de cas de les observer, & pour contenir lesdits membres dans la droiture, & trouver de quoi à fournir aux charges de leur métier, les remontrans nous ont suppliez tres humblement de vouloir accorder & leurs faire dépêcher des nouvelles chartres en la forme & manière la plus convenable pour le bien & l'avantage de leur métier, savoir faisons que nous les choses susdites considerez, & sur icelles en l'avis de nos tres chers & féaux les president & gens de notre conseil de chambre des comptes, que de ceux du magistrat de notre dite ville de Namur, inclinant favorablement à la supplication & requête desdits maîtres & généralité du metier des Meuniers audit Namur suppliant leurs avons par la delibération de notre tres cher & bien aimé cousin Hercule Joseph Louis Turinetti marquis de Prié, grand d'Espagne, chevalier de l'ordre de l'anonciade notre conseiller d'état intime & notre ministre plenipotentiaire pour le gouvernement de nos Pays-Bas & ouïs les conseiller directeur général & intendans provisionnels de nos domaines & finance

accordé & octroïé, accordons & octroyons de grace speciale par les presentes les points & articles suivans.

I. Premièrement que les maitres & généralité du métier des meuniers pourront chacun en prendre & élire deux hommes d'icelui métier pour gouverner la confrerie, & quand ils seront pris & élus, ils ne pourront refuser la maitrise qu'ils n'aient servi un an entier, et celui qui ne l'acceptera, sera tenu payer 6 florins d'amende à appliquer la moitié à notre profit & l'autre à ladite confrerie, lesquels deux maitres élus pourront choisir un valet à l'aggréation dudit métier pour servir et faire les commandemens et autres choses necessaires à ladite confrerie.

II. Que lesdits 2 maitres et valet seront venus venir devant les mayeur et echevins de Namur passer serment, afin de garder bien et loialement ladite confrerie et les droits tant de nous et de ladite ville que de ladite confrerie, lesquels maitres se pourront d'an en an par ledit métier renouveler, en pourvoiant autres nouveaux maitres et valet.

III. Que nuls maitres meuniers de ladite ville et banlieu de Namur ne pourront acheter grains pour autrui en la Halle aux bleds, si ce n'est que la même personne soit presente et de son propre argent, ni demander les meupées, à peine de 3. florins d'amende applicable comme dessus.

IV. Item quiconque dudit métier qui sera convaincu de n'avoir moulu quelques meupées loialement, et ainsi qu'il est de coutume, il payera pour amende 6 florins applicables comme dessus.

V. Item ne peuvent et pourront lesdits meuniers tenir leurs eaux qu'on dit de hoyoux pour leur profit ainsi qu'ils les ont tenus du tems passé sans fraude.

VI. Item s'il y avoit aucun dudit métier qui fournisse à son maître ou autres, sera la première fois suspendu pour un an dudit métier, la 2 pour trois ans & la 3 sera privé et chassé d'icelui.

VII. Item nuls pourront louer valet d'autrui d'icelui métier, à moins que tel valet n'eut contenté son maître sur l'amende de 3 offrins à appliquer comme dessus.

VIII. Item s'il arrivoit que quelques valets dudit métier viendroient à se marier, il sera obligé de mettre un autre en sa place pendant qu'il sera à ses affaires.

IX. Item s'il y a aucun valet qui soit discord à son maître et le maître au valet, se rapporteront auxdits 2 maîtres et généralité et avanceront chacun un écu, et qui de deux aura raison en sera restitué.

X. Item que tous fermiers tenans moulins de ladite ville et banlieu de Namur, seront tenus d'acquiescer ledit métier, pourquoy se payeront celui qui est natif de ladite ville et comté, 12. florins et un étranger 24, la moitié à notre profit et l'autre moitié à ladite confrerie, outre ce 24. sols au valet, et pour relever ledit métier, se payeront 3 florins à partager comme dessus et au valet 12. sols.

XI. A l'exception pourtant des obtenteurs des moulins royaux qui en leur egard seront tenus d'acquiescer ni relever ledit métier pour les notables préjudices qui en pourront résulter.

à notre service , bien entendu cependant que les obtenteurs de nos moulins seront tenus pendant leurs fermes aux autres charges de la généralité desdits meuniers , & de comparoitre es assemblées qui se feront après due convocation aux amendes statuées par les presentes chartres.

XII. Item s'il y a quelqu'un dudit métier qui vienne à se marier , tous ceux de ladite confrerie , sçavoir maitres des moulins seront tenus servir audit marié sur l'amende de douze pattars en étant avertis par le valet dudit métier , & ledit marié donner audit métier six florins pour vin.

XIII. Que lesdits meuniers devront moudre toutes sortes des grains au seizieme pour le plus haut , à peine de douze florins d'amende applicable comme dessus.

XIV. Que tous maitres tenans moulins devront se rendre chaque année dans la chambre dudit métier le dimanche après la pentecôte , auquel jour lesdits deux maitres élus rendront compte de leur administration , & seront choisis deux nouveaux maitres , à peine que celui qui sera defaillant de s'y rendre , payera trente pattars d'amende applicable comme dessus.

XV. Item s'il y a aucun dudit métier , soit homme , femme ou enfant qui vienne à mourir , lesdits confreres seront tenns les servir , à peine de dix pattars y étant appelés & semoncés pour le valet dudit métier.

XVI. Pour un grand linceuil se payeront 16. pattars & pour un petit huit pattars.

XVII. Toutes les fois que lesdits deux

maîtres iront lever leurs amandes, le mayeur de la ville sera obligé de livrer un sergent pour panner ceux qui ne voudront les payer.

XVIII. Item que tous maîtres tenans moulins seront tenus donner par an 10 pattars audit métier pour reconnoissance, & s'il y a deux maîtres ou plus dans un moulin, donneront chacun 10 sols, entendu que ces deux maîtres ne les payeront.

XIX. Item s'il y a aucun dudit métier non ayant la puissance de se faire enterrer, lesdits du métier seront tenus de le faire, & lui faire chanter un service des deniers de ladite généralité.

XX. Item le valet dudit métier sera tenu d'ajourner tous les confreres dudit métier autant de fois qu'il plaira aux 2 maîtres pour toutes les affaires d'icelui métier, & qui ne viendra à l'adjournement dudit valet sera à 10 pattars d'amende, & pour récompenser le valet de ses peines & services tous maîtres des moulins seront tenus de lui donner un demi stier de bled par an.

XXI. Item s'il y a quelqu'un en la ville & franchisé qui soit redevable à aucuns meuniers de se moudre, celui qui le moudra lui étant défendu, sans que l'autre fut contenté, sera à l'amende de 3 florins applicables comme dessus.

XXII. Item que nuls meuniers de ladite ville & banlieu pourront moudre ny assister de moudre les maîtres & valets du grand moulin de Sambre, si ce n'est pour leurs pain de ménage, & en ce cas les porteront eux-mêmes, & qui le fera, sera à l'amende de 3 florins, & si le serviteur dudit grand

moulin de Sambre valets & artisans ne veuillent obéir comme les autres confreres de ladite confrerie, payeront aussi une amende de 3 florins applicables comme devant, excepté pour les fourfaits dudit grand moulin du tems qu'ils y demeureront.

XXIII. Item que tous maîtres tenans moulins seront ténus payer tous les ans pour chandelles six pattars & les valets trois pattars.

XXIV. Item que lesdits 2 maîtres auront par chacun an un flambeau de cinq livres, comme aussi les 2 maîtres descendans, & cela pour conduire Ste. Catherine patronne dudit métier.

XXV. Que sitot les présentes chartres accordées à tous & chacun meuniers tenans moulins, devront prêter serment es mains du mayeur de ladite ville ou de son lieutenant de maintenir & n'aller au contraire desdites chartres, & à l'avenir les entrans es-mains des 2 maîtres dudit métier.

XXVI. Les valets ou acquerans le petit métier, devront payer à leur entrée 12 sols, sçavoir la moitié à notre profit & l'autre à celui dudit métier, outre ce 2 sols au valet.

XXVII. Lorsque les valets des maîtres meuniers viendront à se marier, il leur est deffendu de pouvoir ramasser aucunes meunées pour les faire moudre ailleurs, à moins qu'ils ne tiennent moulin.

Si donnons en mandement à nos très-chers & féaux les président & gens de notre conseil provincial à Namur & à tous autres nos justiciers, &c. Données en notre ville de

Bruxelles , le 7 Mai l'an de grace 1724, &
de nos regnes, &c. &c. &c.

*C H A R T R E S du métier des Naiveurs &
Batteliers , du premier Décembre 1734.*

CHARLES, par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours auguste, &c. &c. &c. Sçavoir faisons à tous présens & à venir que nous avons reçus l'humble supplication des maîtres & généralité du métier des Batteliers à Namur, contenant que par succès de tems le contenu des chartres leurs accordées par le Roi Philippe d'heureuse mémoire, le 27 Février 1598 sur ce exhibées en copie autentique, seroit devenu si inutile par rapport à la spécification des droits que les réprenneurs des barques appartenantes tant à nous qu'audit métier, allant sur Ahin & Bouvignes, & en retournant devoient lever sur chaque personne & sur les denrées & marchandises, que la plupart des articles étoient présent sans observance, pour ne pas dire le tout, d'où seroient procédés & procéderont différentes difficultés, notamment encore, attendu qu'il n'y avoit ni peine ni amende comminée contre ceux qui exercoient le métier de Battelier en ladite ville & banlieu ni étant agrégés, en telle sorte que quantité des Liegeois & autres s'émancipoient de venir journalièrement l'exercer, se prévalans en tout événement de la couverture d'un maître au grand préjudice des rémontrans qui doivent souffrir toutes les

charges ordinaires & extraordinaires, soit de celles indispensables ou inexcusables pour le service du Souverain avec leurs batteaux & attirails pour la navigation, outre encore que par succès de tems plusieurs étrangers se seront venus enroler dans ledit métier uniquement pour jouir du privilege accordé de présenter chaque année deux personnes à l'état de bourgeoisie de notre dite ville de Namur, quoiqu'ils n'aient jamais exercé le stit de Battelier & qu'ils n'étoient ouvriers de la main, n'ayant pas aussi à eux ni batteaux, ni barquettes ni aucun attirail, pour quoi les véritables batteliers souffroient encore étans les seuls que l'on emploie, lorsque le service du Souverain le requiert, tandis que les autres n'étoient en rien chargés, ce qui alloit directement contre notre service, l'intérêt public & des remontrans qui ne pourroient aussi se contenter du droit statué esdites chartres pour le transport, par rapport à la modicité y établie qui étoit à la vérité anciennement de considération & nomement au tems de la date desdites chartres mais à présent de si peu de valeur qu'il seroit impossible que les fermiers desdites barques & batteliers pourrout subsister, c'est pourquoi pour remédier à l'avenir aux abus qui s'étoient glissez & à tous les inconvéniens qui pourroient naître que l'expérience journaliere donnoit suffisamment à connoître, & pour se pouvoir d'ailleurs procurer des moyens pour empêcher les désordres, & que notre service & celui du public se fasse exactement à tous les membres d'icelui métier, à quoi on ne peut parvenir

sans notre autorité en leur accordant des réglemens & statuts qui seroient observez ponctuellement, & en cas de contravention être chariez & amendez par les maitres en charge sans port ni faveur, pour à quoi obvier les remontrans avoient jugez à propos de former un nouveau projet des chartres par lequel ils avoient principalement travaillé à remédier aux abus qu'ils ont reconnus arriver journalièrement tant pour augmenter la ferme de nos barques que pour ledit métier, se trouveroient en état de bien servir le public; à ces causes, ils nous ont suppliés avec toute humilité & respect, de leur accorder des nouvelles chartres, suivant le projet sur ce pareillement exhibé ou autrement le changer, diminuer ou augmenter selon notre Royale volonté pour le grand util du public. Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées, & eu sur icelles l'avis de nos chers & féaux les président & gens de notre conseil provincial à Namur, qui au préalable y ont ouïs tant notre conseiller & procureur général audit conseil, que ceux du magistrat de nôtredite ville, inclinant favorablement à l'humble supplication & requête desdits maitres & généralité des Batteliers de ladite ville, avons par avis de notre conseil privé, & à la délibération de notre très-chere & très-aimée sœur Marie-Elisabeth, par la grace de Dieu, Princesse Royale d'Hongrie, de Bohême & des deux Sicilles, Archiduchesse d'Autriche, &c. Gouvernante Générale de nos Pays-Bas, ordonné, réglé & statué, ordonnons, réglons & statuons les points & articles suivans,

pour servir de regle & statutz audit métier.

I. Que personne ne pourra dorenavant être admis à acquérir le métier, s'il n'est de bonne vie, saine en réputation & qu'il ait fait apparoir qu'il est de la communion de la foi Catholique, Apostolique & Romaine, de quoi il prêtera serment es mains des quatre maîtres dudit métier, & qu'il nous sera toujours obéissant & fidel, & fera en outre apparoir qu'il a travaillé à la navigation sous un maître natif du corps dudit métier résident en notredite province de Namur une année, pourquoy il sera obligé de se faire inscrire au registre à tenir par le sentier qu'il commencera ladite année tel jour, sous tel maître, à quel effet il payera un écot à repartir savoir cinq escalins entre les quatre maîtres, deux au greffier pour enregistrement & un au valer, & l'année écoulée lorsqu'il désirera de se faire recevoir, le maître auprès duquel il aura fait son apprentissage devra comparoître & affirmer par serment que l'apprentif a effectivement accompli son année.

II. Que le futur acquereur prêtera pareillement serment de s'acquiescer duement de son métier, sans faire tort à personne, & d'observer exactement les points & articles des présentes chartres & autres à émaner.

III. Ce qui s'observera pareillement au sujet desdits sermons par ceux qui étant maître ailleurs, voudront entrer audit métier, sauf qu'ils seront exempts de l'année d'apprentissage.

IV. Que ledic serment de fidélité & d'ob-

server les points des présentes chartres, se renouvellera par chaque membre dudit métier à la première assemblée générale qui se tiendra, de quoi il sera tenu note par le greffier, & des noms & surnoms de ceux qui l'auront prêté & pour les absens ils seront tenus de ce faire après leur retour dans la ville de Namur, à peine que laissant écouler le terme de huit jours leur prescrits à cet effet, leur nom sera biffé du registre des acquerans & n'y pourront être réinscrits qu'après avoir payé au profit du métier six florins.

V. Que pour droits d'admission audit métier ceux de ladite ville & province de Namur payeront quatorze florins courans, ceux des autres provinces de notre obéissance en ces Pays-Bas vingt-quatre florins, & ceux des provinces étrangères trente-six florins, sauf que ceux qui sont maîtres ailleurs passeront en payant les mêmes droits qu'ils exigent en pareil cas de ceux de Namur qui se sont maîtres chez eux, & que le fils des maîtres de la province après l'année d'apprentissage, passeront parmi payant trois florins, lesquels droits se repartiront savoir un quart à notre profit, un demi quart au mayeur de ladite ville, & le reste au profit dudit métier, le tout par dessus deux escalins au greffier pour l'enrégistrature, & un escalin au valet.

VI. Que les veuves des maîtres pourront continuer la navigation comme faisoient leurs maris, parmi cependant prêtant le serment que dessus, & se servant des ouvriers aggregez au corps dudit métier.

VII. Et comme il convient pour le bien public & la confiance que l'on a aux bateliers qui conduisent les marchandises ou denrées, d'obvier à toutes malversations & fraudes, & que ledit métier soit réputé très-fidel, ceux qui seront accusé de malversation telle qu'elle puisse être, sera suspendu du corps de la généralité, & s'il en est convaincu par sentence, il sera privé des privilèges accordés par les présentes chartres & son nom biffé.

VIII. Que tous ceux ayant acquis ledit métier de même que les veuves payeront chacun an es-mains du rentier dix sols, qui est l'ancien droit nommé le droit de *Mastra*, cela pendant le mois de Novembre & avant le jour St. Nicolas, à peine d'y être contraint par voie d'exécution, après due sommation, pour être lesdits droits employés comme du passé, à l'entretien de leur chapelle & au service divin, sauf les absens de ladite ville qui devront les payer au plus tard huit jours après leur arrivée, à peine que dessus.

IX. Lesquels dix sols se devront payer en la maison dudit rentier qui en tiendra note exacte, en leur donnant de ce quittance, pour être tels droits employés conformément leurs anciennes chartres, au service Divin & aux exèques des confreres.

X. Que personne de quelque qualité & condition elle puisse être, ne pourra charger marchandises ou denrées sur bateaux, nacles ou nacelles ou autres & telles qu'on puisse nommer en ladite ville de Namur &

banlieu sur les rivières de Meuse & de Sambre ne soit les maîtres du métier & leurs veuves.

XI. Que personne ne pourra charger pour autrui marchandises, denrées ou choses semblables en la ville & banlieu de Namur sur lesdites rivières de Meuse & de Sambre, s'il n'est du métier des Naiveurs, à peine de six florins d'amende pour la première fois, du double pour la seconde, & d'autres peines arbitraires pour la troisième, lesdites amendes repartissables un tiers à notre profit, un tiers au mayeur de Namur & l'autre tiers au profit du métier.

XII. Quant aux tours du rolle, ils s'observeront ainsi qu'il a été fait jusqu'à présent par ceux qui exercent, ou qui ont exercé l'edit métier.

XIII. Lesquels rolles seront dressés par les maîtres en charge au plus tard le troisième jour après la St. Nicolas, de chaque année, qui y devront observer l'ordre le plus juste que faire se peut sans port ni faveur, en mettant les noms d'une suite comme ils sont dans le rolle de la précédente année.

XIV. Que celui qui a son tour, devra déclarer au valet s'il accepte ou pas, pour en cas de refus en profiter par le suivant.

XV. Lequel tour commencé aux heures du midi, dure jusqu'au lendemain aux neuf heures du matin.

XVI. Que personne dudit métier ne pourra entreprendre ni charger sur le tour de celui qui l'a, à peine de six florins d'amende dont

La moitié sera à notre profit, & l'autre au profit du metier, outre quil sera obligé de restituer à celui qui avoit son tour la voiture entiere par exécution parate à dresser par ledit valet parmi son salaire.

XVII. Item que les conducteurs des neffes, marchandes nous appartenantes, & des Cifawes dudit métier, devront partir de la ville de Namur sur Ahin à douze heures sonantes, & sur Bouvigne en été à dix heures, & à neuf en hiver, à peine de douze florins d'amendé.

XVIII. Qu'ils devront pareillement partir d'Ahin & de Bouvignes si à tems et heure qu'ils arrivent le même jour en ladite ville de Namur, à peine de payer à chaque fois aussi donze florins d'amende, desquels la moitié suivra à notre profit et l'autre à repartir entre le mayer de ladite ville et ledit metier, ne fut que les eaux ne permettent d'arriver, à cause qu'elles seroient trop enflées, ou à cause des glaçons ou pour autre cas imprévu & empêchemens légitimes dont ils devront faire conster audit mayer & au rentier ou vieux maître qui en tiendra note.

XIX. Qu'iceux conducteurs tant sur Ahin que Bouvignes, leveront de chaque personne indifféremment sept pattars, & trois plaquettes lorsque l'eau sera hors rive, ce qui se reconnoitra lorsqu'elle sera parvenue à l'anneau qui est attaché au pavé du rivage de Groignon.

XX. Bien entendu néanmoins que les enfans de cinq ans & au dessous ne payeront rien, & depuis les cinq ans jusqu'à quatorze payeront seulement demi droit.

XXI. Que ceux qui en montant ou des-

endant ladite riviere de Meuse, voudront sortir ou décharger leurs denrées ou marchandises à demi chemin ou auparavant, ne payeront que demi droit qui est limité à la grosse pierre vis-à-vis d'Andenne, & à la grosse tour quarrée de Godynne, & montant plus haut on payera l'entier droit aussi bien qu'en descendant.

XXII. Qu'ils ne pourront exiger aucun droit pour les hardes des passagers servant à leurs usage & commodité, soit qu'elles fussent en porte-manteau, paquets ou autrement n'excédant les vingt livres, & si elles excèdent jusqu'à cinquante, ils payeront demi droit d'une personne, de cinquante à cent plein droit, & ainsi à proportion en augmentant.

XXIII. Quant aux marchandises se levera les droits comme s'ensuit, savoir :

Du cent pésant des marchandises de soye, filets, toutes quinquailleries & semblables sept sols, de cinquante à proportion de la moitié, de vingt cinq & au dessous jusques une livre le quart, des marchandises de laine mellées ou autrement, houblon, sucre, savon & telles semblables huit sols du cent, & à proportion comme dessus, pour chaises de bois, de paille, tapisseries, &c. un sol de chaque espece, d'un tonneau vuide, deux sols; d'un cheval, dix sols & demi; d'un bœuf ou vache, sept sols; d'un cochon ou veau, demi escalin; pour la tonne de morue, harengs ou autres poissons salez, dix sols & demi en montant & sept sols en descendant; pour une tonne ou éme de biere, comme pour morue; pour une piece

de vin, deux escalins & demi en montant & deux escalins en descendant; pour un muid d'épeaute ou avoine mesure de Namur, cinq sols en montant & quatre en descendant; pour un stier seul, un sol; d'un muid de froment, seigle, orge, poix, vesses & sel, huit sols en montant & six en descendant; & d'un stier seul un sol.

XXIV. Que les Cahotiers allans à Liege auront pour les susdites marchandises les mêmes droits jusques à Huy & jusqu'à Liege le double, & pour ce qui se déchargera à Andenne, ils ne prendront que demi droit de celui jusqu'à la ville de Huy.

XXV. Que lesdits Cahotiers seront obligés de partir dudit Namur aux huit heures sonnantes à l'horloge du château.

XXVI. Que les mêmes Cahotiers devront rendre au fermier de la barque descendante ledit jour la moitié du droit pour les personnes qu'ils conduiront outre la ville de Huy, & tel que ledit fermier auroit levé s'il les auroit conduit lui même; & quant à ceux que lesdits Cahotiers & tous les autres qui transporteront les passagers, déchargeront en ladite ville de Huy ou en deca, ils payeront audit fermier l'entier droit, le même s'observera pour ceux qui ramèneront de Huy ou de Liege, des personnes jusqu'à ladite ville, & outre ce payer six florins d'amende pour chaque contravention, le tiers à notre profit, l'autre à celui dudit mayeur & le troisieme au profit dudit métier, laquelle ils seront obligés de payer à la premiere semonce du valet, à peine d'exécution,

XXVII. Le tout à peine que celui des conducteurs desdits Neffes, Marchandes ou Bisawes, ou des Cahotiers qui sera défaillant ou contravenant à aucun desdits points payera pour chaque fois qu'il aura exigé outre la taxe précitée, douze florins d'amende à repartir un tiers à nous, les deux autres tiers au mayeur, ceux du métier & le dénonciateur également.

XXVIII. Et afin que personne ne puisse s'excuser sur son domestique ou ouvriers, lesdits fermiers & Cahotiers répondront de leurs ouvriers.

XXIX. Et d'autant que le bien public & la liberté de la navigation demande que les rivages soient libres & toujours ouverts pour recevoir lesdites barques il est ordonné à tous bateliers de poster leurs bateaux d'une telle façon, que icelles barques puissent facilement y aborder, & sans empêchement, de même que pour en dériver, ce qui aura lieu tant au rivage de Groignon, St. Martin qu'Abin & Bouvignes, à peine de payer par les contravenans douze florins d'amende pour chaque fois à repartir comme dessus par tiers.

XXX. Quant aux autres bateaux, mignolles, nacles ou nacelles, ceux qui les auront en l'un ou l'autre desdits rivages de ladite ville & à vuide devront les retirer pour laisser aborder facilement ceux qui seront chargés ne fut qu'ils fussent prêts à charger ce même jour ou qu'on les chargeroient, & sitôt qu'ils seront chargés ils devront se retirer en attendant qu'ils dérivent, afin que les rivages fussent toujours les plus libres

bres que faire se peut commodement & avec liberté sans qu'un autre puisse y apporter de l'empêchement & sans que celui qui décharge fut obligé de se retirer avant d'avoir achevé pour faire place à un autre, ne soit que la décharge ne fut retardée de deux jours, à quoi les maîtres veilleront avec prudence pour éviter les inconvéniens & intérêts.

XXXI. Et en cas de difficulté lesdits maîtres devront à l'interpellation de l'un ou l'autre desdits batteliers se rendre sur les lieux & y ordonner ce que de raison, ce pourquoi celui qui les fera assembler nantira un demi écu, & donnera quatre sols au valet qui sera perdu pour lui s'il à tort, ou lui seront restitués par l'autre sans délai & à la première sémonce, à peine d'exécution.

XXXII. Et si le condamné ne veut déferer à ce que les maîtres en ordonneront au tems par eux prescrit, il encourra une amende de six florins, dont il y aura un tiers à notre profit, un tiers aux maîtres, & l'autre tiers au profit dudit métier, laquelle il sera pareillement contraint de payer par exécution, & son bateau ou nacelle & mis à port où il devra être aux fraix dudit condamné.

XXXIII. Ce qui s'observera à l'égard des ceux qui empêcheront que quelques bateaux dérivent soit par défaut d'abaisser les mats ou autrement, ce qui devra sefaire à la première sémonce du maître du bateau dérivant, comme aussi lorsque deux bateaux se rencontrent en chemin tirés par chevaux, en ce cas celui qui descend, devra abaisser

la corde pour laisser passer l'autre avec toute aisance, à peine de six florins d'amende à repartir comme dessus.

XXXIV. Et comme il convient pour la direction des affaires dudit métier & police d'icelui, qu'il y eut quelques personnes proposées à cet effet qui changent chaque année, les maîtres se renouvelleront tous les ans la veille de saint Nicolas, leur patron, en la maison du rentier descendant pour éviter le désordre & la confusion.

XXXV. A quel effet lesdits maîtres s'y rendront avec leur greffier de la manière accoutumée, où étant assemblés, celui qui est roi du métier de chaque année fera l'année suivante les fonctions du rentier, & choisira une personne de probité & de capacité pour être roi l'année suivante, & fera pareillement choix d'une autre personne pour être vieux maître, & chaque jeune maître descendant choisira aussi un du corps pour remplir sa place, lesquels maîtres devront être domiciliés en ladite ville ou fauxbourg d'icelle, afin d'être toujours prêts lorsqu'il s'agira de délibérer pour nos intérêts & ceux dudit métier.

XXXVI. Lesquels maîtres entrans seront écrits dans le livre ordinaire par le greffier, & ledit jour saint Nicolas seront proclamés sur la chambre dudit métier, où la généralité sera à cette fin assemblée, afin qu'elle eut connoissance des maîtres en charge.

XXXVII. Et en cas de quelque contestation pour l'élection de l'un ou de l'autre deldits maîtres, elle devra être terminée dans le moment par les maîtres en charge & par ceux

qui auront été rentiers ou vieux maîtres qui devront s'y trouver à la semonce du valet, à peine de vingt sols d'amende & devront être tout au moins quatre.

XXXVIII. Que lesdits maîtres descendans & entrans auront pour leurs devoirs & vacations à ladite élection & dépense qui se font entre eux, dix écus, & le greffier ses droits.

XXXIX. Que ledit jour saint Nicolas les maîtres descendans & entrans avec la généralité se rendront à l'église collégiale Notre-Dame, où ils ont leur chapelle. & y assisteront à une Messe qui sera chantée comme de coutume, y ténans en mains l'image du dit Saint qui leur sera distribuée par le valet comme il se pratique à présent, & le lendemain seront pareillement tenus de s'y retrouver pour assister à la Messe qui sera chantée pour le repos des ames de leurs confreres.

XL. Et comme avec leurs droits & revenus ils pourront faire célébrer une Messe pour le repos de l'ame de chaque confrere qui décèdera, lesdits maîtres & généralité devront y assister, laquelle sera chantée par le chapelain dudit métier le plutôt possible après le décès & au jour à désigner par le rentier & vieux maîtres qui en donneront part audit valet pour semoncer lesdits du métier à y assister, ce pourquoi il leur sera permis d'employer pour ce une somme de trois écus si long-temps que leurs moyens suffiront.

XLI. Il est interdit aux maîtres en charge de faire aucune dépense sur le compte de la généralité, soit pour collation du roi, diner,

soit le jour saint Nicolas ou autrement, ou pour semblable chose, ains se devront contenter chacun de deux flambeaux de trois livres & demi chacq par an pour assister aux processions générales qui leur seront distribuées par le valet, & au roi & au greffier faisant ensemble vingt-une livres de cire à chaque distribution.

XLII. Interdisant aux rentier & maîtres de consommer dans leurs assemblées en leur chambre plus que douze tonnes de biere par an.

XLIII. Que lesdits maîtres devront veiller aux intérêts du métier & aviser ce qu'il convient pour le plus grand util d'icelui, & nommément seront tenus d'observer & faire observer exactement les points & articles des présentes Chartres dans leur contenu, à quel effet lorsqu'il arrivera quelque affaire, lesdits maîtres s'assembleront & délibéreront sur icelles, en cas de nécessité en donneront part à la généralité qui sera à cet effet convoquée par leur valet de maison en maison en disant le sujet de ladite assemblée, laquelle résoudra à la pluralité de voix.

XLIV. Lorsqu'il s'agira de prendre quelque résolution concernant les affaires du métier, seront seulement convoqués les rentier & maîtres servans, ceux qui auront auparavant servis en la même qualité, & outre ce trois députés à choisir chaque année par la généralité du corps, à la résolution desquels par pluralité de voix seront arrêtées toutes les affaires qui s'y présenteront concernant le métier.

XLV. Il est interdit à qui que ce soit de

prendre le saint nom de Dieu envain, le jurer, blasphémer, ni se servir de paroles indécentes, ou frapper du pied contre le pavé, ou du poing sur la table, à peine de trois florins d'amende qui se repartira un tiers à notre profit, un tiers au métier, & l'autre au profit des maîtres, & payeront lesdits délinquans un escalin à chaque contravention au valet.

XLVI. Et s'il arrivoit que par opiniâtreté ils ne voulussent payer lesdites amendes & que leurs noms soient biffés, ils seront déchû de tous droits dudit métier, sans même qu'aucun membre d'icelui puisse le prendre pour ouvrier, à peine de vingt florins d'amende.

XLVII. Et pour contenir les serviteurs en respect & obéissance envers leurs maîtres, arrivant quelque difficulté entre eux pour causes concernant la navigation, ou en dérivant, tel serviteur ne sera admis au service d'un autre maître, si préalablement ledit différend n'est sommairement vidé, à peine de par celui qui recevrait tel serviteur, encourir l'amende de trois florins répartissable comme à l'article précédent.

XLVIII. Lequel différend se vuidera par les maîtres en charge auxquels les parties adjoindront chacun un autre maître qui aura été remier ou vieux maître, lesquels entendront les parties, vuidront le différend, & au dire desquels elles devront se conformer par celui qui aura tort six escalins à répartir entre lesdits maîtres & assumés, & outre ce deux escalins au greffier & un au valet dudit métier.

XLIX. Pareillement les différens qui surviendront entre quelques membres dudit métier au sujet de la navigation, se décideront de la même manière que dessus.

L. Et comme le rentier reçoit les revenus dudit métier & paye ce à quoi il est obligé pendant l'année de son entremise, icelui répondra en son propre & privé nom de tous les revenus dudit métier échus pendant son année, & des amendes encourues perceptibles, à moins que le métier ne l'en décharge par avis & de l'agrément des auditeurs des comptes.

LI. Pourquoi il sera loisible le lendemain du jour saint Nicolas de se faire donner caution ou renouveler celle donnée aux rentiers ses devanciers à son entier apaisement soit pour le louage de la maison pour la remise des bisawes, remise des festuages & tous autres, à qui les fermiers obtenteurs seront tenus de se conformer, à peine que le huitieme jour de l'interpellation, on repassera ladite maison ou ferme aux fraix du défaillant qui en devra payer la moins vaille de son bail

LII. Sera pareillement tenu ledit rentier descendu de rendre ses comptes cito après le jour saint Nicolas & au plus tard l'avant veille du Noël, à peine de douze florins d'amende au profit dudit métier & d'y être contraint par les voies de justice.

LIII. Ledit rentier devra rendre sesdits comptes par-devant notre Receveur-général, le Mayeur & un député du Magistrat, par-devant lesquels il sera tenu de prêter serment entre les mains du Receveur-général Auditeur

des Comptes qu'il a fait l'util du métier , ayant marchandé toutes les choses que ses quittances sont justes & précises , des argens qu'il a déboursé sans qu'il eut profité de la moindre chose sur icelles directement ou indirectement.

LIV. Qu'il sera pareillement tenu à tiers jours son compte coulé & signé de remettre au coffre dudit métier tout ce qu'il demeurera reliquataire , à peine de douze florins d'amende au profit dudit métier. ce qui se fera en présence de quatre maîtres en charge qui s'y retrouveront & ceux descendus , qui ayant ouvert le coffre & signé audit registre la remise par bordereau , remettront auxdits quatre maîtres en charge chacun leur clef.

LV. Que lesdits quatre maîtres en charge , non plus que le rentier n'aurent aucun argent dudit métier en mains , mais lorsqu'il sera nécessaire de payer quelque chose on ouvrira ledit coffre , pour y prendre la somme dont on aura besoin , de laquelle sera tenue note audit registre ; bien entendu cependant qu'on ne l'ouvrira pour une somme moins de dix écus , lesquels ledit rentier sera obligé d'avancer.

LVI. Et en cas que par la cloture de son compte il fut trouvé que le métier lui re-doive , le rentier en charge sera obligé de lui rendre à tiers jours , prenant telle somme hors du coffre , & s'il n'en a assez , ledit rentier lui donnera de son propre argent le sur plus de quoi il en fera créancière la généralité , & y sera contraint à tiers jour , à peine de vingt florins d'amende & par la voi de justice.

LVII. Que ledit rentier reproduira pareillement trois jours après son compte rendu, tout ce qui appartient audit métier, de quoi il prendra acte de celui qui lui succedera.

LVIII. Que la généralité aura un second coffre qui sera pareillement à quatre serrures diverses, dans lequel on renfermera tous les papiers dudit métier, procédures qui l'ont regardez avec les presentes chartres originales, comme aussi ceux qui pourront les regarder ci-après avec une carte attachée auxdites procédures & papiers contenant le sujet & l'année, on y enfermera aussi tous les comptes dudit métier, baux, passées & registres remplis, ne restant au pouvoir dudit rentier en charge que les registres courans.

LIX. Et comme nos augustes prédécesseurs prennans égard que lesdits du métier sont obligez de nous servir lorsque notre royal service l'ordonne, leur ont accordé le privilege des presenter chacq année deux de leurs corps au magistrat de notredite ville de Namur pour être recus à l'état de bourgeoisie, icelui droit leur est continué sur l'ancien pied à charge de payer la moitié de l'augmentation des nouveaux droits sur le pied du recès du 24. Auisil 1713, & de ne presenter que des ouvriers de la main ayant fait leur apprentissage, ou qui sont dudit métier depuis six ans.

LX. Ledit métier payera chaque année auxdits du magistrat soixante florins comme d'ordinaire, & comme il se pratique aujourd'hui.

LXI. Que chacq membre dudit métier venant à décéder, la veuve & ses héritiers payeront audit rentier seize sols pour droits de linceuil, ce qui se payera pareillement lorsque leurs femmes viendront aussi à décéder, & la moitié pour chacq de leurs enfans, desquels ledit rentier rendra compte, à la reserve de quatre sols pour le valet tirez des seize, & de deux sols pour les enfans qu'il aura pour ses peines de collecte.

LXII. Si devront les membres dudit métier, à la semonce des maitres par leur valet, se trouver aux exèques & enterremens de leurs confreres, & de leurs femmes & enfans, à peine de dix sols d'amende, à repartir comme dessus, à moins qu'ils n'ayent excuse légitime.

LXIII. Et afin que les maitres & conducteurs desdites neffs marchandes ou bisawes ne puissent par extorsion ou autrement harceler ou defrauder les passagers & marchands en excédant les droits reglez par les presentes chartres, tant pour les personnes que pour leurs effets & marchandises. il est très expressement ordonné aux fermiers desdites barques & bisawes de faire attacher au rot d'icelles sur une feuille de fer blanc, la taux des susdits droits, pour lire à la vue d'un chacun, à peine de six florins d'amende repartissable comme dessus par tiers, sçavoir un tiers à nous, le second audit mayeur & l'autre au profit du dénonciateur, nous reservant d'ajouter, diminuer ou changer les points & articles ci-dessus, comme dans la suite pourra être trouvé le plus convenable, si donnons en mandement &c. Donné en

notre ville de Bruxelles le premier jour de Decembre l'an de grace 1734. Decret porté sur la requette présentée à S. M. par ceux du magistrat.

Vue cette requette S. M. L. & C. declare, que les trois commissaires nommés par le reglement ci mentionné, sont également auditeurs des comptes du métier des Batteliers & pas notre receveur général seul, lesquels se rendront à cet effet à la chambre dudit métier, ordonne à tous ceux qu'il appartiendra de se regler & conformer selon ce. Fait à Bruxelles le 18. Janvier 1735. Col. vt. & signé BOLLAERT.

Chartres des Orphevres de la ville de Namur.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles &c. &c. &c. A tous ceux qui ces presentes verront, salut; reçu avons l'humble supplication & requette des doyen, maitres & généralité des Orphevres en notre ville de Namur, contenant que par succès de tems le contenu de leurs chartres leur accordées par tres-haut & tres-puissans Seigneur Philippe d'heureuse mémoire Duc de Bourgogne, Lothier, Brabant &c. en date du huitieme jour du mois d'Octobre de l'an 1440. seroit devenu si obscur & difficile à entendre tant pour l'ancien langage & stile y repris que pour la specification des peines amendes & monnoies y designées & inconnues présentement, que

la plus part est à present hors d'observance , d'où seroient procedez & procederoient encore journellement quantité de differens difficultés & procès que les parties auroient été obligées de laisser indecis faute d'éclaircissement d'icelles chartres ; en telle sorte que quantité des Liegeois & autres étrangers s'emancipent jusques à là que devenir travailler d'Orphevrie tant en notre dite ville de Namur qu'autres places dudit comté , au grand préjudice des remontrants qui doivent souffrir toutes les charges ordinaires & extraordinaires, soit de logemens des soldats , payement des tailles , subsides , qu'autres fraix inexcusables , outre que lesdits étrangers se viennent établir dans ladite généralité en qualité des maitres y étant assurément attirés par ce que pour y être recus ils ne doivent payer qu'une marque d'argent , laquelle étoit anciennement de considération , & nomément au tems de ladite datte des chartres , mais à present de si peu de valeur que beaucoup desdits étrangers viennent à ladite Orphevrie pour quelque espace de tems tant seulement , & puis se resirent ailleurs après avoir achevé les pieces par eux entreprises au très grand préjudice & détriment des remontrants , cause que pour remédier à l'avenir à semblables & autres inconveniens que l'expérience journaliere donne suffisamment à connoître & se pouvbir d'ailleurs procurer des moyens pour subvenir auxdites charges ensemble pourvoir à l'intérès que le public en pourroit souffrir, les remontrants auroient conçu le projet de règlement & points en forme de Charte con-

sisant en quarante-quatre articles de la forme & maniere suivante.

ART. I. Primes que doresnavant en notre-dite ville & comté de Namur on s'usera d'une enseigne de ladite, icelle empreinte d'un lion ayant un fusil sur la tête pour marquer les ouvrages d'or & d'argent fins de tous Orphevres y travaillans, & comme est de coutume es-autres villes de notre obéissance.

II. Lequel enseigne sera mis & enfermé dans un coffre de la généralité dont lesdits doyen & maîtres élus auront chacun une clef différente, afin qu'il ne se puisse commettre aucune fraude.

III. Pour en être lesdits ouvrages d'or & d'argent marquez dudit enseigne par lesdits doyen & maîtres avant qu'aucun Orphevre y puisse apposer sa marque particuliere.

IV. Que pour l'apposition dudit enseigne se donnera un liard pour chaque once d'argent, & autant par chaque esterlin d'or à marquer, lesquels suivront au profit des doyen & maîtres du métier par égale portion pour les récompenser de leurs peines.

V. Bien entendu que lesdits doyen & maîtres ne pourront marquer lesdits ouvrages par eux manufacturés, sinon en présence des anciens doyen & maîtres immédiatement descendus, auxquels se donnera pareil salaire que dessus.

VI. Que les doyen & maîtres seront venir aux fraix de ladite généralité deux onces d'argent & quatre esterlins d'or tiré hors de la monnoye en notre ville de Bruxelles pour suivant ce travailles lesdits ouvrages d'or & d'argent fins en pareille bonté qu'ainsi que

à quel effet lesdites doyen & maîtres de ladite généralité & le surplus desdits especes d'or & d'argent se devra renfermer dans ledit coffre pour confronter lesdits ouvrages quand lesdits maîtres & doyen en feront la visitation.

VII. Que tous maîtres Orphevres soit doyen soit autres sans nul excepter, seront doresnavant tenus de porter leursdits ouvrages le Mercredi ou Samedi au lieu destiné pour les marquer dudit enseigne, à peine que s'il se trouve aucun d'iceux ouvrages marqués des marques particulieres tant seulement, nonobstant qu'ils seroient de bon or & argent, ils encourront l'amende de douze sols pour chaque once d'argent, & tout autant pour chaque esterlin d'or applicable la moitié à notre profit & l'autre moitié au profit de ladite généralité.

VIII. A quelle fin lesdits doyen & maîtres accompagnés du valet de ladite généralité, visiteront lesdits ouvrages chaque trois mois à l'impourvu après néanmoins serment par eux prêtés de ne marquer dudit enseigne que ceux qui seront de bon or, non surchargés d'émaille obscure qui puisse donner poids, & de bon argent non surchargé de sodure, & arrivant qu'ils trouveroient auprès de quelques maîtres ouvrages surchargés d'émaillés ou sodure, tel ouvrage sera pour la premiere fois cassé & brisé, & pour la seconde & autres supradessus ce le maître Orphevre échera en l'amende de six florins pour chaque ouvrage d'or ou d'argent, icelle applicable comme dessus.

IX. Que pour chaque visite générale des

XVIII. Item que nuls maitres soit pour vendre ou acheter, échanger ou autrement acquerir, ne pourra se servir d'autre poids que de celui de troïe tel & semblable dont on s'use à la monnoye en notre ville de Bruxelles bien egalé & duement étalonné par les maitres ajusteurs fermentés à ces ordonnés & commis, à peine que chaque fois que lesdits doyen & maitres trouveront quelque poid trop leger ou trop pesant de huit grains, se payera par le contravenant une amende de dix florins applicable comme dessus.

XIX. Item sera interdit auxdits maitres de se servir d'autres que de bonnes & justes balances desquelles celles pouvans porter la charge de vingt-quatre marcs, devront donner à connoître le droit à deux esterlins près & ainsi toutes autres plus grandes ou moindres à l'advenant à proportion, & que, si elles n'étoient trouvées en telles bontés, iceux seront atteint d'une amende de dix florins, applicable comme dessus.

XX. Item seront tenus lesdits doyen & maitres faire la visite & examen des balances & poids, desquels on se servira au fait de ladite orphevrie pour le moins deux fois l'an, & à l'impourvu dans toutes les boutiques desdits orphevres tant de ladite ville de Namur, que de toutes les places de ladite comté, exceptées les boutiques desdits doyen & maitres, lesquelles devront être visitées à la fin que dessus par desdits doyen & maitres immédiatement descendus.

XXI. Dans laquelle visite tous les maitres orphevres ou veuves seront tenus de produire sous due expurgation de serment à passer sur

le pied toutes telles balances & poids qu'ils auront servans à ladite orphevrie, à peine de dix florins d'amende applicable comme dessus.

XXII. Lesquelles devront être conformes aux poids & balances que lesdits doyen & maîtres seront tenus aux fraix de ladite généralité de faire ajuster par les personnes lermen-tées & à ce commises en ladite ville de Bruxelles ou Anvers, & les renfermer dans ledit coffre pour s'en servir auxdites visites & autres occasions.

XXIII. Item que tout maître orphevre tant de ladite ville que comté sera obligé de porter sa marque particuliere auxdits doyen & maîtres avant de s'en pouvoir servir, pour par eux être frappée sur une lamme de cuivre à ce destinée & renfermée dans le susdit coffre, à peine d'encourir pour chaque fois qu'il aura marqué ouvrage sans avoir préalablement fait frapper sa marque particuliere sur ladite lamme, une amende de six florins applicable comme dessus.

XXIV. A la même peine sera interdit à tout maître orphevre de porter ou envoyer aucun de leurs ouvrages ailleurs pour être marqués pour bons & passables, sinon auxdits doyen & maîtres établis, & surquoi chacun sera tenu de s'expurger par serment, comme aussi de produire toutes ses pieces sous pareille expurgation.

XXV. Item sera interdit à tout maître de prêter sa marque particuliere à autrui, ou d'entretenir quelqu'un pour faire ouvrages d'or & d'argent, si ce n'est à ses propres profits, risques & périls, à peine de 24 florins applicables.

comme dessus , suivant quoi chaque maitre autant bien que le travaillant sera tenu de s'expurger par serment toutes & quantes fois il en sera requis par lesdits doyen & maitres.

XXVI. Personne ne pourra faire traficq ou acheter pour revendre or ou argent , œuvré ou non œuvré ni aussi des joyaux , perles , pierreries ou marchandises semblables concernant l'Orphevrie qu'il ne soit du métier , à peine de cinquante florins d'amende pour chaque piece applicable comme dessus , néanmoins les étrangers pourront vendre or & argent & semblables marchandises d'Orphevrie par l'espace de trois jours continnels en demandant congé des maitres & doyen faisant aussi marquer préalablement leurs ouvrages de la marque dudit métier & payant à cette fin comme les autres maitres de cettredite ville , un liard de chaque once d'argent , ou chaque esterlin d'or qu'ils feront marquer , & outre ce la somme de douze sols pour une reconnoissance au profit de ladite généralité.

XXVII. Item que personne de quel état & condition & en quel lieu qu'il puisse être de la comté , ne pourra travailler aucune piece dependante de l'Orphevrie , ni à cet effet retirer ou loger quelqu'un en sa maison ou l'accommoder de quelque place pour y travailler , à peine de confiscation des pieces & d'encourir en outre autant bien l'ouvrier que celui qui l'aura retiré chez lui ou accommodé de place , chacun une amende de huit florins partageable toujours comme dessus.

XXVIII. Excepté toutes fois les maitres

de la généralité, à charge & condition cependant que lesdits doyen & maîtres élus y pourront avoir accès toutes & quantes fois que bon leur semblera.

XXIX. Item que tous maîtres exerceans l'Orpèvrerie, afin qu'ils soient connus d'un chacun pour tels, seront tenus de mettre hors du lieu où ils travaillent publiquement & à la vue d'un chacun une treille ainsi qu'est de coutume.

XXX. Que tous maîtres de ladite Orpèvrerie ou veuves achetans ou acquerans par échange ou autrement des personnes inconnues quelques ouvrages de ladite Orpèvrerie, soit grands, soit petits, bagues ou joyaux, seront tenus de les exposer publiquement incontinent après qu'ils les auront achetés, acquis ou échangés, & les laisser trois jours continuels à leurs treilles ou bien dans leur boutiques à la vue d'un chacun en même forme & état qu'ils les auront achetés, acquis ou échangés.

XXXI. Et si on venoit à les réclamer en donnant des enseignes suffisantes endans lesdits trois jours, l'Orpèvre sera obligé de les restituer sans refournissement dudit prix de leurs achats.

XXXII. Et s'ils ont été avertis avant leurs achats ou pendant les trois jours d'exposition que les pieces par eux acquises auroient été perdues ou derobées, ils devront les restituer sans refournissement dudit prix, nonobstant ladite exposition par l'espace de trois jours continuels.

XXXIII. Si quelqu'un, son apprentissage achevé dans ladite ville ou comté de Namur,

soit fils de maître, soit desdites ville & comté, soit étranger, veut s'établir maître Orphevre en ladite généralité, icelui devra faire pour chef d'œuvre deux pièces, l'une en argent & l'autre en or, le tout à l'ordonnance & apaisement de la plus grande partie de ladite généralité & dans une boutique désignée par lesdits doyen & maîtres.

XXXIV. Bien entendu qu'aux fils desdits doyen & maîtres en charge ladite boutique sera désignée par les maîtres immédiatement descendus.

XXXV. Et si quelqu'un ne fait le chef d'œuvre lui ordonné, comme ci-dessus dit, icelui sera renvoyé pour se rendre capable & perfectionné.

XXXVI. Pour être reçu audit métier, il faudra faire quatre ans d'apprentissage soit en notredite ville de Namur ou ailleurs en quelque autre ville ou il y a un métier d'Orpèvrerie établis & de le faire dûment apparoir par certification suffisante es mains desdits doyen & maîtres.

XXXVII. Tous ceux qui voudront faire leur apprentissage en ladite ville devront se faire registrer du même jour qu'ils le voudront commencer & devront payer pour ladite registrature trois florins au profit dudit métier & six sols au valet, sauf que les fils des maîtres ne payeront rien.

XXXVIII. Les fils des maîtres pour être reçus audit métier payeront vingt-cinq florins, soit qu'ils aient fait leurs apprentissage en ladite ville de Namur ou ailleurs, les autres de cette province cinquante florins & les étrangers septante-cinq florins, à

repartir la moitié à nous & l'autre moitié audit métier.

XXXIX. Toutes & quantes fois que ceux de ladite généralité seront sémoncés pour s'assembler pour la messe de St. Eloy ou autres occasions, chacun maître devra comparoître au lieu & heures désignées par ledit valet, à peine que tout deffaillant, si ce n'est pour cause légitime, payera une amende de vingt sols au profit de ladite généralité.

XL. Que d'an en an le jour St. Eloy le lendemain de la fête de St. Jean-Baptiste (ladite généralité convoquée) se fera en bonne conscience l'élection d'un nouveau maître à la pluralité de voix qui soit honnête homme, de bonne fâme & sans reproche à choisir hors de ladite généralité, mais que celui qui sera élu doyen comme dessus se devra changer de six ans en six ans.

XLI. Lesquels sitôt leurs élection faite devront prêter serment en présence d'icelle généralité de bien & duément administrer leurs charges.

XLII. Et seront lesdits doyen & maîtres obligés de chaque année audit jour St. Eloy, rendre compte de toutes amendes & four-faitures, comme aussi de tout ce qu'ils auront reçus pendant l'année tant des nouveaux maîtres entrans dans ladite généralité que des garçons commençans leur apprentissage & autrement, pour être ce dont ils seront comptables appliqués à faire célébrer la messe dudit St. Eloy, & le surplus s'il y en a, à la nécessité de ladite généralité. Si devront iceux donner chaque année un ex-

trait de leurs compte aussitôt la reddition achevée & au plus tard en deans huit jours après les-mains de notre receveur général de la province de Namur avec certification suffisante des droits & amendes à nous competentes, afin de par ledit receveur général s'en servir là & ainsi qu'il appartiendra.

XLIII. Que ledit valet pour chaque assemblée qu'il convoquera pour quel respect que ce soit aura six sols.

XLIV. Finalement avons ordonné & ordonnons par ces présentes au procureur général de notre conseil de Namur & au mayer de ladite ville de faire ponctuellement observer lescdites chartres, & que toutes les peines, amendes & confiscations y comminées soyent exécutées à la charge des contravenans.

Et afin que les points & articles en forme de chartres ci dessus insérées soient précisément & ponctuellement observés & accomplis selon leurs formes & teneur, les remontrans nous ont très humblement supplié qu'il nous plut être servis de les agréer, approuver & émologer avec ordonnance à tous ceux qu'il appartiendra, de se régler & conformer selon le contenu d'iceux, leurs faisant sur ce dépêcher nos lettres patentes au cas servantes. Sçavoir faisons que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis de nos chers & féaux les président & gens de notre conseil provincial dudit Namur, ayant au préalable oui tant le conseiller & procureur général du même conseil que les mayer & échevins de notre ville de Namur, inclinans favorablement à

l'humble supplication & requette desdits doyen maitres & généralité des Orphevres en notre ville de Namur supplians, avons les points par nous ordonnés consistans en quarante-quatre articles ci-dessus repris, aggréé, approuvé & homologué, aggréons, approuvons & homologuons par ces présentes, voulans & entendans qu'iceux seront à l'avenir ponctuellement observés & accomplis selon leur forme & tenure à charge & condition toutefois que lesdits supplians seront tenus de délivrer copie autentique de ces présentes à notredit receveur général de Namur pour par lui ou autres à venir être reçus les respectifs droits & amendes nous compétans pour les causes mentionnées es-articles des chartres ci-insérées & des deniers en provenans par lui être rendu compte & renseigné là & ainsi qu'il appartiendra, si donnons en mandement, &c. &c. &c. Données en notre ville de Bruxelles, le cinquieme jour du mois de Juin, l'an de grace mil six cent & quatre-vingt-trois & de nos regnes le dix-huitieme.

Suite des Chartres des Orphevres.

SA Majesté Impériale & Catholique ayant eu rapport de la requette présentée par François Jacqmart, viel maitre du métier des Orphevres en sa ville de Namur tendante à ce qu'il soit interdit à ceux dudit métier de travailler ou mettre en œuvre, faire travailler, ou faire mettre en œuvre autre or ou argent qu'au titre réglé par le placcart

du 24 Juillet 1688 , sous les peines & amendes y statuées , de celle présentée au contraire par Pierre-Martin Chenu & Jean Petit-Jean , ancien & moderne doyens dudit métier , & eu sur le tout l'avis de son conseil provincial à Namur , a réglé & statué comme elle regle & statue par cette les points suivans sur la matiere par forme d'interpretation & additions aux chartres dudit métier.

I. Ceux dudit métier auront à l'avenir à se conformer plus exactement à leurs chartres en ne travaillant des ouvrages d'or ou d'argent qu'à un seul titre pour l'or & un seul pour l'argent tel qu'il leur sera désigné par les directeurs de la monnoye de la ville de Bruxelles où la généralité & chaque maître devront endéans le terme d'un mois , se pourvoir de nouveaux modes ou aiguilles pour servir aux fins reprises dans l'article six de leurs chartres.

II. Ne pourront livrer , vendre ou débiter en quelque façon que ce soit aucun ouvrage d'or ou d'argent à moins qu'ils n'ayent été préalablement marqués de la marque ordinaire & mentionnée dans l'article premier de leurs chartres , à peine pour la première fois de confiscation desdits ouvrages non marqués si la matiere leur appartient ou de leur valeur si ladite matiere est à autrui , pour quelle confiscation ils seront recherchables un an après que lesdits ouvrages auront été vendus ou débirés , & que pour la seconde ils seront suspendus pour le terme d'un an de l'exercice de leurs maîtrise.

III.

III. Ceux qui seront préposés pour donner ladite marque ne pourront sous tel prétexte que ce soit l'appliquer à aucun ouvrage qui sera en dessus du titre desdits modèles ou aiguilles, mais devront les casser ou rompre sans pouvoir les relacher autrement soit avec, soit sans la marque à ceux qui leur auront présenté, à peine qu'ils seront responsables en leurs propres & privés noms des dommages & intérêts que pourront souffrir ceux à qui pareils ouvrages seront à la suite livrés, vendus, ou débités & qu'ils encoureront de plus une amende de douze sols pour chaque once d'argent & d'autant pour chaque esterlin d'or que peseront lesdits ouvrages, pour quelles amendes ils seront recherchables un an après que lesdits ouvrages auront été par eux relachés sans être cassés ou rompus à ceux qui les leur auront présentés.

IV. Et seront les amendes & confiscations ci-dessus statuées exécutable comme les autres comminées par les chartres dudit métier & repartissables pour un tiers au profit de S. M., un autre tiers à celui de la généralité du métier & le troisième au profit du dénonciateur.

Veut & ordonne S. M. que ces points soient à l'avenir gardés & observés exactement & qu'à cette fin ils soient insérés avec la présente ordonnance à la suite des chartres dudit métier, auxquels elle n'entend par cette de déroger en aucune façon pour ce qui y est de surplus réglé & ordonné, permet néanmoins par grace spéciale à ceux du même métier qui se trouvent garnis de

quelques ouvrages d'or ou d'argent en dessous du titre ci-dessus réglé de pouvoir les débiter en déans le terme de trois mois , parmi qu'ils ne le fassent qu'à un juste prix & proportion à leur valeur intrinsèque , & ledit terme écoulé les doyen & maitres dudit métier devront faire une visite & examen général de tous les ouvrages d'or & d'argent marqué ou non marqué qui se trouveront chez les maitres dudit métier & y casser & rompre tous ceux qui seront en dessous du titre susmentionné aux peines ci-dessus comminées , enjoint à son conseiller procureur général en son conseil de Namur de tenir ponctuellement la main à l'observance de tout le premis , & de procéder ou faire procéder quand besoin sera contre ceux qui seront en défaut de s'y conformer , & en feront écrites lettres d'avertance à ceux dudit conseil de Namur. Fait à Bruxelles le 14 Mars, 1736. &c. &c. &c.

Chartres des Pottiers d'étain & Plombiers.

PHILIPPE par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, &c. &c. &c. Sçavoir faisons à tous présens & à venir, que nous avons reçu l'humble supplication & réquête de Jean Dartey, François Rulmonde, Servais Devis, Gilles Lavigne & Jacques Grigeis, bourgeois maitres Pottiers d'étain & Plombiers en notre ville de Namur, contenant que leur métier étant joint à celui des Merciers, plusieurs bourgeois marchand de

ladite ville n'étant que dudit métier des Merciers, feroient venir quantité d'ouvrages d'étain & de plomb, lesquels ils débiteroient autant mauvais que bons & souvent en racheteroient des vieux qui auroient quelquefois été volés sans avoir aucune connoissance desdits métaux, d'où résulteroit journellement des désordres & abus fort préjudiciables à la bonne police & au détriment de nos sujets, nous supplians par tant de séparer leursdits métier de celui des Merciers, comme es-autres villes de notre obéissance & de leur octroyer un règlement ou chartres particulieres, selon le projet qu'ils nous ont présenté ou tel autre qu'il nous plairoit pour le plus grand bien de notre service & l'utilité publique.

Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis tant de nos chers & bien amez les mayeur & échevins de notre ville de Namur, que de notre cher & féal Philippe de Marbaix, conseiller & procureur général en notre conseil provincial dudit Namur, inclinant favorablement à la requette desdits bourgeois exerçans le métier des Pottiers d'étain & Plombiers, & aggréant leur séparation du métier des Merciers, leur avons par avis de notre conseil, & à la délibération de notre très-cher & très-ami bon frere cousin & oncle Maximilien - Emanuel, par la grace de Dieu, Duc de la haute & basse Baviere & du haut Palatinat, Comte Palatin du Rhin, grand Echançon du St. Empire & Electeur, Landgrave de Leichtenbergh, Vicaire général de nos Pays-Bas, &c., octroyé & émulogué

comme nous leurs octroyons & émologuons de grace spéciale par les présentes, les points & articles suivans pour être observez en forme de chartres.

Points & articles à observer en forme des chartres par les maitres Etainers Plombiers de la ville & province de Namür.

I. Premièrement que lesdits maitres Etainers & Plombiers feront à l'avenir un corps de métier séparé de celui des Merciers auxquels ils avoient auparavant étés unis.

II. A quelle fin & pour la meilleure conduite & direction dudit métier, ils devront choisir à pluralité de voix la veille St. Eloy au mois de Décembre, un doyen & un maitre qui gouvernent ledit métier, lequel maitre la seconde année sera doyen, & lesdits de la généralité choisiront ensuite chaque année audit jour un autre maitre lequel sera toujours doyen la seconde année.

III. Que ledit doyen & maitre fût leur élection devront prêter chaque année serment es-mains des mayeur & échevins de ladite ville de Namür, de bien & fidèlement gouverner ledit métier, & de veiller & faire veiller à l'observation de tout ce qui est prescrit par les présentes chartres.

IV. Et payeront à l'exemple des autres métiers auxdits mayeur & échevins une dressée ou reconnoissance annuelle de six florins.

V. Que lesdits doyen & maitre ne pouront entreprendre ni soutenir aucun procès qu'après communication en faite à la généralité duement convoquée & du consentement d'icelle, ou de la pluralité des con-

freres qui devront avoir soin d'écrire leurs résolutions sur le livre du métier, à peine aux doyen & maitre d'en repondre en leur propre & privé nom.

VI. Que tous les papiers argent & généralement tout ce qui appartiendra audit métier, autant bien que le présent règlement original devront être mis dans un coffre à deux serures différentes, dont le doyen aura une clef, & le maitre l'autre & lequel coffre devra être gardé par le doyen.

VII. Que personne dudit métier ne pourra refuser d'être maitre lorsqu'il aura été choisi par la pluralité de voix, à peine de vingt-quatre florins d'amende.

VIII. La généralité devra aussi choisir un valet pour assembler ledit métier lorsque le doyen & maitre le trouveront nécessaire, tant pour les processions que pour les assemblées qui concerneront ledit métier, & devra prêter serment avec lesdits maitres.

IX. Auxquelles assemblées chacun dudit métier sera obligé de se trouver après avoir été sémoncé par le valet dudit métier, à peine aux deffailans de vingt-quatre sols d'amende qui sera exécutable sur la sommation qu'en fera le valet pour laquelle il aura six sols.

X. Lequel valet sera cru pour les relations qu'il donnera concernant les affaires dudit métier.

XI. Bien entendu que ledit valet ni aucun membre dudit métier, ne pourra le faire assembler sans l'aveu des doyen & maitre qui en devront auparavant avoir obtenu la

permission desdits mayeur & Echevins comme d'ordinaire.

XII. Que tous ceux ayant jusqu'à présent exercé ledit métier pourront le continuer en passant néanmoins chef-d'œuvre pour la preuve de leur capacité à l'appaisement des doyen & maitres, parmi quoi ils ne seront tenus de payer autres droits, sinon de contribuer leur juste contingent des fraix de la poursuite du présent octroy, & en cas de défaut de contribuer auxdits fraix endéans un mois après la lecture desdites chartres en pleine assemblée duement convoquée, ils seront obligés d'acquiescer ledit métier, comme s'ils ne l'avoient jamais exercé.

XIII. Et quand à tous autres non travaillant dudit métier, soit qu'ils soyent de cette ville ou étrangers, ils ne pourront en cette ville & province faire ou vendre aucun ouvrage d'étain tierci ou de plomb quel il puisse être, qu'ils ne soyent admis audit métier, ni même acheter des métaux soit vieux ou neuf pour revendre travaillez ou non travaillez, à peine de vingt quatre florins d'amende & de confiscation.

XIV. Entendu néanmoins que les personnes qui se trouvent à présent chargés d'étainerie ne se voulant servir dudit métier, auront trois mois pour s'en défaire, à peine de confiscation de ce qui sera exposé en vente après ledit terme expiré.

XV. Nul autre que dudit métier pourra se mêler de souder pompes, fontaines ou autres ouvrages concernans ledit métier, ni faire ceuillieres, rabatieres, boutons, souder pots ni quel menu ouvrage que ce puisse

être desdits métaux , à peine de confiscation & de vingt quatre florins d'amende.

XVI. Sauf qu'il sera seulement permis aux couvreurs d'ardoises de faire les ouvrages concernans leur métier sans qu'il soit cependant deffendu aux maitres Etainniers & plombiers de faire des colliers & de débiter plomb pour en faire lorsqu'ils en seront requis comme ils ont toujours fait.

XVII. Personne de quel caractère que ce puisse être , ne pourra faire venir en cette ville & province aucun ouvrage travaillé concernant ledit métier d'Etainniers & Plombiers pour revendre , à peine de confiscation.

XVIII. Cas arrivant qu'aucun dudit métier achetant quelques marchandises nuisantes audit métier , qu'un ou plusieurs confreres y surviennent avant le marché arrêté demandant d'y avoir part , on ne leur pourra refuser parmi payant le prix à proportion de la part qu'ils auront auxdites marchandises , & ce à peine que le refusant encourra vingt cinq florins d'amende pour la premiere fois , cinquante pour la seconde , & arbitraire pour la troisieme.

XIX. Et pour éviter que nul s'avance d'acheter seul & au grand intérêt des autres , tout le plomb qui se tire & fabrique en notre province de Namur , nous ordonnons qu'aucun dudit métier ne puisse se faire à l'avenir marché pour plus grande quantité que de dix gueuses de plomb à la fois , à faute de quoi le contravenant sera obligé en étant requis , de donner part tant esdites dix gueuses qu'au surplus de son

achat , parmi payant , & aux peines que dessus contre le refusant qui s'expurera au besoin sur le prix , le tems & la quantité dudit achat.

XX. Ceux qui voudront apprendre ledit métier devront avant tout s'engager pour un terme fixe de cinq ans auprès d'un maître dudit métier & se faire annoter dans le livre d'icelui , & payer pour la première année trois florins à repartir comme s'ensuit sçavoir à S. M. un , au mayeur de Namur un , & l'autre au profit du métier outre 12 sols au profit des doyen & maîtres & 3 sols au valet.

XXI. Et la deuxième année si l'apprentif est capable de planer ou battre des plats d'étain , il sera obligé de payer pareils droits , comme aussi ceux qui apprendront le plombier ,

XXII. De tous lesquels droits le maître devra repondre ou renvoyer l'apprentif au bout de six semaines qui lui sont accordées pour éprouver ledit métier , sans qu'il sera néanmoins permis à autre maître de prendre tel apprentif dans sa boutique , non plus que d'en prendre un qui n'aura pas un billet d'avoir achevé ses cinq années , à peine qu'il lui sera deffendu l'œuvre ou qu'il payera vingt-quatre florins d'amende.

XXIII. Entendu cependant à l'égard des apprentifs qui ont déjà commencé de travailler avant les présentes chartres , que leur terme sera compté du jour qu'ils auront commencé , parmi certificat du maître auprès duquel ils auront travaillé & payant les droits comme dessus ,

XXIV. Cependant si le maître ou l'apprentif auroit quelque juste sujet de plainte pour le quitter en ce cas il pourra se plaindre aux doyen & maîtres qui les feront venir devant eux pour juger si le maître ou l'apprentif a tort pour ensuite continuer son apprentissage, auprès du même maître ou poursuivre auprès d'un autre comme il pourroit faire si son maître venoit à mourir avant qu'il n'eut achevé ses cinq années.

XXV. Et si ensuite tel apprentif veut acquiescer ledit métier il devra avant tout exhiber aux doyen & maîtres son baptistère & certificat qu'il est bourgeois de cette ville pour ensuite faire chef d'œuvre selon leur fil ordinaire d'Etainnier ou Plombier respectifs que lesdits doyen & maîtres ordonneront dans tel endroit qu'ils jugeront à propos & en leur présence.

XXVI. Ledit chef d'œuvre étant fait lesdits doyen & maîtres feront assembler le corps du métier pour lui présenter ledit chef d'œuvre & juger s'il est fait comme il doit être, & en cas que non, ledit corps du métier le renvoyera pour trois ou six mois, & sera obligé à un second chef d'œuvre.

XXVII. Le chef d'œuvre dûement fait & jugé tel par le corps du métier, celui qui l'aura fait devra avant d'exercer ledit métier, payer s'il est de la province de Namur, quatrevingt florins.

XXVIII. S'il est des terres de l'obéissance du roi, devra payer cent & soixante florins,

XXIX. Et s'il est des pays étrangers, deux cent quarante florins.

XXX. Outre tout, quoi il devra payer l'endroit où il aura fait son chef-d'œuvre, & un écu à chaque pour les journées & vacations des doyen & maitres qui auront été présens audit chef-d'œuvre.

XXXI. Seront aussi les fils de maitres obligés au chef-d'œuvre comme tous autres acquerans ledit métier, & son chef-d'œuvre étant approuvé, il devra payer avant de pouvoir user dudit métier, vingt quatre florins au pardessus les autres droits dus aux doyen & maitres qui auront été présens à son chef d'œuvre.

XXXII. Et si en cas le maitre vient à mourir avant sa femme, sa veuve pourra continuer son négoce sa vie durant avec un garçon jugé capable par les doyen & maitres, laquelle veuve sera cependant responsable des fautes de sondit garçon, ce qui aura aussi lieu au regard des veuves exerçans présentement ledit métier parmi contribuant aux fraix comme est dit ci-devant.

XXXIII. Chaque maitre dudit métier sera obligé d'avoir ses marques de fer ou d'acier, à sçavoir une grande rose couronnée, les armes de la ville, la marque d'un fusil, la fleur de lis & deux lettres pour marquer son nom & surnom & la date de chaque année qu'il fera ses ouvrages toutes lesquelles marques devront être si bien faites qu'on puisse distinctement voir leur impression sur l'ouvrage de chaque maitre.

XXXIV. Et afin que nul maitre puisse dire qu'un autre auroit contrefait ses marques ou

nier que se feroient les siennes qui seroient quelquefois imprimées sur mauvais ouvrages, ils seront obligez tous sitot à leur entrée audit metier, de porter toutes leur marques aux doyen & maitres dudit metier pour les visiter & imprimer sur une platine d'étain qui restera dans le coffre dudit metier à laquelle seront confrontées les marques imprimées sur leursdits ouvrages toutes les fois que le mayeur de Namur, ou les doyen & maitres le trouveront à propos pour en juger & faire chatier les contrevenans.

XXXV. Et sitot qu'un maitre sera mort, n'usera plus dudit metier, lesdites marques seront portées aux doyen & maitres dudit metier pour limer & tracer lesdits marques & ecriront au registre dudit metier le jour qu'icelles auront été portées & tracées, nonobstant quoi celles imprimées sur la platine devront toujours être gardées dans leurs entieres au coffre dudit metier.

XXXVI. Etant expressement deffendu à tous maitres de preter ses marques à un autre quel il puisse être comme aussi d'imprimer les marques sur autres ouvrages que les siens, à peine de cent florins d'amende.

XXXVII. Item tous maitres qui usent dudit metier devront ponctuellement réfléchir & observer les marques & essais suivans.

XXXVIII. Premièrement tous ouvrages qui seront travaillez ou vendus par quelqu'un pour fin etain d'Angleterre, devront être marqués de deux grandes roses couronnées des armes de la ville, du nom du maitre & de l'année que l'ouvrage aura été fait, à peine aux contravenans de vingt quatre so-

rins d'amende pour chaque piece d'ouvrage qu'il aura vendu sans être marqué comme est ci-dessus ordonné, laquelle amende ils encoureront aussi pour chaque piece qu'ils auront marqué desdites marques n'étant de fin etain d'Angleterre.

XXXIX. Lequel fin etain d'Angleterre se reconnoitra d'une touche claire selon le model qui restera au coffre dudit métier.

XL. Le fin etain, comme les anciens maîtres l'ont travaillé du tems passé, devra être marqué d'une rose couronnée avec les armes de la ville, de la marque de l'ouvrier, & de l'année que l'ouvrage aura été fait, à peine à ceux qui ne marqueront ledit etain fin des marques que dit est, de douze florins d'amende pour chaque piece d'ouvrage qui sera marquée comme dit est n'étant dudit fin etain.

XLI. Lequel fin etain se reconnoitra par une touche un peu plus grosse que l'étain d'Angleterre avec une petite rose au milieu selon le model des anciens maîtres resté au coffre.

XLII. La marque du fusil & du lion avec le nom du maître & la date de l'année ne se pourra marquer que sur le tiercy, à peine que si lesdites marques se trouveront marquées sur de l'ouvrage de moindre valeur, de six florins d'amende pour chaque piece.

XLIII. Lequel tiercy se reconnoitra par la touche claire & une petite fleur blanche au milieu ainsi qu'au model resté au coffre.

XLIV. La fleur de lis ne pourra être marquée que sur l'ouvrage clair, bien entendu que l'ouvrier sera obligé d'y mettre sa marque & la date de l'année, le tout à peine

de trois florins d'amende à la charge du contravenant.

XLV. Aucun maître dudit métier ne pourra acheter aucun métal concernant leurdit métier que des personnes leur bien connues, à peine de vingt-cinq florins d'amende, outre celle comminée par les Edits politiques.

XLVI. De toutes lesquelles amendes, droits d'entrans & relevans & de confiscations il y a un tiers au profit de S. M., le second au profit du mayeur de Namur & le troisieme à celui dudit métier.

XLVII. La généralité du métier gardera comme de coutume la fête de saint Eloy.

XLVIII. Ceux de ladite généralité qui se marieront ou remarieront, payeront au profit dudit métier deux florins, & un au profit des doyen & maitres outre trois sols au valet & ce pour droit de vin.

XLIX. Et si un maître dudit métier venoit à mourir ou sa femme, il se payera vingt sols pour le linceuil au profit dudit métier & trois sols au valet, lequel droit se payera aussi pour les enfans au-dessus de l'âge de quinze ans, mais pour ceux au-dessous, il ne se payera que dix sols au métier & un sol au valet.

L. Lesdits de la généralité seront obligés d'assister à l'enterrement de leurs confreres ou de leurs femmes & enfans lorsque quelqu'un viendra à mourir, à peine à chaque défaillant de six sols d'amende, applicables à faire prier Dieu pour le défunt.

LI. De tous lesquels droits, amendes & confiscations, les doyen & maitres seront obligés de rendre compte en présence de la généralité le jour qu'ils choisiront leur mai-

tre , de l'année de leur administration par devant le mayeur de Namur & un échevin de ladite ville , desquels ils prendront certificat des droits dus à S. M. pour les renseigner ensuite d'icelui au receveur-général de ladite ville.

LII. Qu'il sera permis aux mayeur & échevin de visiter ou faire visiter leurs boutiques toutes les fois qu'ils trouveront convenir.

LIII. Que nul maître dudit métier ne pourra avoir d'autres boutiques que dans sa maison de résidence.

LIV. Et afin que le présent règlement soit exactement observé , il est ordonné au Gouverneur Commandant de ladite ville & province de donner la main aux doyen & maires dudit métier pour ce qui regardera les militaires ou ceux qui se déclareront militaires , & au mayeur de Namur de faire les devoirs de son office contre les contravenans lorsque plainte lui-en sera faite.

Si donnons en mandement à nos très chers & féaux les gens de notre Conseil Royal , aux Gouverneurs Président & gens de notre Conseil provincial de Namur & à tous autres nos Justiciers , &c. &c. &c. Donné à Compiègne , l'onzième jour du mois de Décembre , l'an de grace 1710 , & de nos regnes le dixième , &c.

CHARTRES des Pottiers de Terre , de la ville de Namur.

ALBERT & ISABELLE-CLARA-EUGENIA ,
nés à d'Espagne , &c. &c. &c. à tous ceux

qui ces présentes verront salut. Scavoir faisons : nous avons reçu l'humble supplication de Jean Richir, Dieudonné de Wasseiges & Consors sous le nom des maîtres & autres du métier & fil des Pottiers en notre ville de Namur, contenant que combien ils n'auroient été assujettis de payer aucun soixantième pour leurs marchandises de terre qu'ils transportent journellement hors notredite ville & comté de Namur, & c'est pour n'avoir iceux maîtres aucuns statuts pour le maintenant de leur métier, si est-ce que passés six mois en ça ou environ, ils seront été contraints tant par forme d'exécution qu'autrement de payer ledit soixantième denier à notre profit, de façon que pour ce regard, & principalement pour ce qu'iceux maîtres lorsqu'ils ont loué des serviteurs pour quelque terme à leur service, lesdits serviteurs avec la moindre ou nulle occasion que ce soit, abandonnent leurs maîtres & se mettent au service ailleurs à la grande extrémité & nécessité d'aucun préjudice d'iceux & pour complaire aux autres, cause qui auroit meu lesdits remontrants tant pour éviter tels inconvéniens & autres abus infinis que par faute des statuts & ordonnances pour ledit métier se commettent en ladite ville de Namur de prendre leur recours à nous, & nous supplier comme ils supplient très humblement, qu'il nous plût leur accorder, agréer & confirmer pour le maintenant fil & métier les points & articles ci-ensuivans, en la forme & manière qu'ils ont été par eux conçus & advisez qui commencent par titres ainsi points & articles advisez par

Jean Richier, Diendonné de Wasseige, Albert Richier, Bernard Mouton, Gilles Darras, Pierre & Godefroid Maka, freres; Léonard Richier & la veuve Jehan Darras, maitres du stil de la potterie de la ville de Namur; afin d'ériger leurdit stil en métier & obtenir de Leurs Alteſſes Chartres & Privileges comme les autres métiers de cedit pays & comté.

ART. I. Premier est ordonné qu'ils auront trois maitres jurez élus par chacun an pour gouverner la confrairie, & quiconque le refuſera, sera condamné en une amende de vingt ſols, à répartir la moitié à Leurſdites Alteſſes, un quart aux maitres faiſant leurs offices & l'autre pour être employé à la réédification de la chapelle dudit métier.

II. Item auront audit métier un valet, lequel ils éliront chacun an, & aura ledit valet au jour ſaint Jean-Baptiſte annuellement trois florins pour ſes gages, iceux à prendre ſur ledit métier, & ſera tenu d'aſſembler ledit métier tant pour morts, noces & querelles qu'autrement, & aura pour chaque aſſemblée trois ſols.

III. Item aura le clercq dudit métier pour ſes gages & ſalaires chacun an vingt-cinq ſols à prendre ſur ledit métier, & pour le régiſtrage de chacun entrant trois ſols, & pourra le valet dudit métier ſervir de clerc s'il ſait écrire.

IV. Item quiconque des maitres dudit métier ſera déſaillant de comparoir aux enterremens des morts & aſſemblées dudit métier ſera condamné à ſix ſols d'amende, à répartir la moitié à Leurſdites Alteſſes, l'autre au métier, pour l'entretennement de leur dite chapelle.

V, Item celui qui injuriera lesdits maitres ou jurez dudit métier faisans leurs offices, il échera autant des fois à vingt sols d'amende à répartir comme dessus.

VI. Item est ordonné que les serviteurs, manouvriers qui seront louez pour un an, ne pourront abandonner leurs maitres en leur payant leurs salaires convenus s'il n'ont achevé leur terme, à peine de privation dudit métier, comme de même iceux maitres obligés de les mettre en œuvre ladite année entière.

VII. Bien entendu que à l'advenir personne ne pourra être dudit métier, s'il n'est ouvrier de la main & que pour icelui, il devra donner une fois vingt florins s'il est natif du pays & comté de Namur, & s'il est étranger trente florins applicables moitié aux princes, l'autre audit métier & leur chapelle avec une livre de cire pour la réparation d'icelle, & outre ce payer le vin des maitres portant vingt sols.

VIII. En outre seront tenus faire chef d'œuvre au commandement desdits maitres ou jurez.

IX. Quant aux serviteurs qui voudront besoigner pour manouvrier, seront aussi tenus d'acquiescer le petit métier, en payant pour droüts quarante sols à appliquer & répartir comme dessus.

X. Au regard des apprentifs ne seront tenus de payer aucun droit, s'ils ne gagnent deux sols & demi par jour.

XI. Item que tant en la ville que banlieu, nul ne pourra faire pots, ni autres ouvrages de potterie, ne soit qu'il ait acquis le métier, & en gardant les ordonnances

d'icelui, même faire serment d'être bon Catholique, de vivre & mourir ès ordonnances de notre mère la sainte Eglise, & ce pardevant ceux de la loi de cette ville, lesdits maîtres présens.

XII. Quant aux enfans mâles desdits maîtres seront reçus audit métier en relevant seulement icelui & payant quarante sols pour droits de relief.

XIII. Item si aucun maître ou fils de maître venant à s'allier par mariage, il sera tenu payer audit métier trente sols pour vin.

XIV. Item advenant que quelque maître ou femme dudit métier termina vie par mort payera pour son linceuil audit métier conduisant le corps en terre seize sols & pour les enfans cinq sols.

XV. Item que toutes veuves de laquelle le mari aura été du métier, durant sa viduité pourront user dudit métier tant & si longuement qu'elle ne se vienne à remarier à quelque homme n'étant dudit métier.

XVI. Et quant aux personnes-étant en cette ville revendans de la marchandise venant desdits pottiers, iceux pourront vendre tant en gros qu'à la menue main comme ils ont accoutumez, & dont telles personnes seront aussi tenues d'acquiescer ledit petit métier à repartir les droits comme dessus.

XVII. Item advenant quelque noise ou querelle entre les confreres dudit métier pour le fait d'icelui & que plainte en vienne aux jurez, celui qui sera trouvé en tort écherat en l'amende de dix sols à repartir comme dessus, outre l'amende du mayeur.

XVIII. Item si quelqu'un dudit métier

batta ou injuria le varlet d'icelui faisant son office, le cas verifié tel échera en l'amende de 24. sols à repartir comme dessus, outre l'amende de l'officier.

XIX. Item les trois jurez seront tenus chacun an de rendre compte à la confrairie dudit metier & rapporter la parte du prince de toutes ordonnances & amendes chacun an le lendemain de la St. Jean Baptiste comme font les jurez de tous les autres métiers.

XX. Auquel jour ils procederont à l'élection des nouveaux jurez, lesquels seront tenus de prester le serment de bien & fidelement s'acquitter de leurs états ès mains de ceux du magistrat de la ville de Namur, pour par après durant leurs années être crus par leurs serments en leurs rapports.

XXI. Item que tous maîtres dudit métier payeront ès mains de ses jurez chacun an quatre pattars pour l'entretènement des chandeliers de leur chapelle, & les serviteurs un sol.

XXII. Pour la ratification & confirmation desquels statuts & ordonnances lesdits supplians nous ont requis, comme dit est, leur octroyer & faire expedier nos lettres patentes en forme due & en tel cas requises.

Pour ce est-il que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis de nos amez & féaux les gouverneur président & gens de notre conseil provincial de Namur oui préalablement par eux notre procureur général illecq, & aussi ceux du magistrat de ladite ville de Namur, tant sur le contenu desdits articles que sur l'opposition & debat que par quelqu'uns se disans dudit métier avoir été meu contre aucuns d'iceux

points & articles ; inclinans favorablement à la supplication & requette desdits du métier & stil des pottiers supplians avons de notre certaine science , autorité & puissance absolue , les susdits points & articles & tout le contenu en iceux loué , confirmé , ratifié & approuvé , louons confirmons , ratifions & approuvons de grace speciale par lesdites prelentes , veuillans & ordonnans que lesdits supplians & leurs successeurs , pour l'établissement & maintien de leurdit stil & métier les puissent doresnavant & à toujours réellement & de fait mettre en exécution & pratique selon leur forme & tenure.

Si donnons en mandement à nos très-chers & féaux les chef président & gens de nos privé & grand conseils , gouverneur , président & gens de notre conseil de Namur , ceux du magistrat d'icelle ville & à tous autres nos justiciers , officiers & sujets & à chacun d'eux en droit foi , si comme à lui appartiendra que de cette notre presente grace &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles le 22e. jour du mois de Decembre l'an de grace 1607.

Chartres des porteurs aux Sacqs.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours Auguste &c. &c. &c. A tous ceux qui ces presentes verront salut, Recu avons l'humble supplication & requête des maitres & généralité du métier des porteurs aux Sacqs de notre ville de N mur ,

contenant qu'ils auroient obtenus des Archiducs Albert & Isabelle de glorieuse mémoire des Chartres en l'an 1602. lesquels pour leur ancienneté seront pour le présent fort obscures à l'égard de plusieurs points & articles, ce qui très souvent leur auroit causé des procès à leur grand detrimement même contre notre royal service & celui du publicq, causes qu'ils nous ont très humblement suppliez de leurs accorder des nouvelles chartres, sçavoir faisons que nous les choses susdites considérées, & sur icelles eu l'avis rendu par nos chers & féaux les président & gens de notre conseil provincial audit Namur, après avoir oui notre conseiller procureur général audit Namur, inclinans favorablement à la supplication & requette dedit maitres & généralité du métier des porteurs aux Sacqs en notre ville de Namur, supplians, avons ordonné & statué, comme nous ordonnons & statuons par ces presentes, les points & articles suivans pour servir de chartres nouvelles audit métier.

I. Premièrement que celui qui voudra dorenavant être reçu & admis audit métier devra être né ou baptisé de notre ville au comté de Namur, de bonne fame & sans reprehension, de quoi il sera tenu avant tout de faire conster par bons certificats & jusqu'à entier appaisement dudit métier, & ce fait prêter le serment accoutumé sçavoir d'être bon & fidèl Catholique, & de vivre suivant les ordonnances de notre mere la Ste. Eglise d'être aussi fidèl à nous & à l'observance des chartres.

II. Que pour droits d'admission audit mé-

tier tel entrant payera 60. florins dont la moitié nous appartiendra & l'autre audit métier conformément à l'ordonnance du 12. Avril 1674. & payera outre ce demi écu au greffier pour recevoir son serment & l'enregistrer au livre dudit métier.

III. Et les fils des maîtres & confreres dudit métier nez avant ou après la reception de leurs peres, payeront pour être admis audit métier seulement 30. florins à repartir comme dessus, outre le droit du greffier.

IV. Que les marchands de grains, braiseurs, braiseurs & distillateurs ne pourront avec leurs charrettes, chevaux ou domestiques faire charier ou porter grains ni autres denrées pour autrui, non plus que les meuniers qui pourront seulement avec leurs charrettes & chevaux mener & ramener les meunées & braix d'un chacun comme à l'ordinaire, & ainsi qu'il s'est pratiqué de tout tems, sous peine aux contravenans de six florins d'amende pour la premiere fois, du double pour la seconde, & d'arbitraire pour la troisieme à repartir pour la moitié à notre profit, & l'autre moitié audit métier.

V. Etant expressement défendu à tous graissiers, merciers & autres qui ne sont dudit métier de porter ou faire porter ni voiturier des marchandises de gros volumes à d'autres marchands qui en font negoce, si comme balots considérables, tonnes d'huile, de vinaigre, de morue & autres choses semblables sans pour ce employer ceux dudit métier, à moins que ce ne fut par eux-mêmes ou par leurs domestiques, à peine

de six florins d'amende pour la premiere fois, du double pour la seconde & d'arbitraire pour la troisieme à repartir comme dessus.

VI. Et comme aucuns dudit métier font profession d'être marchand des grains, merciers, graissiers ou autres, & qui sous prétext d'être du métier des porteurs aux Sacqs, ils pretendent de pouvoir porter, voiturer & decharger seuls toutes marchandises leurs arrivant pour leurs compte, & par là fruster ceux dudit métier d'un petit gain qu'ils pourroient avoir, il leur est ordonné & à tous autres ci après que lorsqu'il leur arrivera semblables marchandises pour eux ils ne pourront prendre qu'un fardeau à la fois, & donner parte à leurs compagnons de telles marchandises s'ils ne peuvent porter seul ledit ouvrage à une fois, à peine que le contrevenant échera en l'amende de trois florins pour la premiere fois, du double pour la seconde & d'être suspendu de l'exercice dudit métier pendant trois mois pour la troisieme ladite amende à repartir comme dessus.

VII. Et pour éviter qu'aucun dudit métier ne fasse tort à ceux de ladite confrairie, comme ils ont fait jusqu'à présent, en s'attirant à soi seul tout le profit en faisant l'ouvrage concernant ledit métier à plus vil prix qu'il n'est statué par les édits politiques de notredite ville de Namur, sous prétexte qu'ils sont plus fort que les autres, il est défendu à tous ceux dudit métier afin que le foible puisse aussi bien gagner sa vie que le fort de plus ce faire, à peine que chaque dudit métier qui sera trouvé d'avoir travaillé de

son fil à plus vil prix qu'il n'est statué par lesdits édits échera en l'amende de trois florins pour la première fois, du double pour la seconde & d'être punis arbitrairement pour la troisième par ceux de ladite généralité.

VIII. Que lorsque quelqu'un dudit métier rencontrera quelques confreres travaillans d'icelui, & demandera s'il y a encore à porter, on ne pourra lui refuser de l'ouvrage s'il y en a parmi néanmoins qu'il l'ait demandé avant que la première voiture soit portée, à peine que celui ou ceux qui auront refusé de lui en donner part écherront chacun en l'amende de trente pattars pour chaque fois à repartir un tiers à notre profit, le second au mayeur de Namur, & l'autre au profit dudit métier, outre que celui auquel on aura refusé de l'ouvrage pourra rester auprès dudit ouvrage jusqu'à ce que le tout soit achevé & partagera aussi avant que ceux ayant fait ledit ouvrage comme il s'est jusqu'à présent pratiqué.

IX. Et afin que le foible puisse aussi-bien gagner sa vie que le fort, il est interdit à chaque confrere dudit métier de porter ou mener plus d'un sacq à dos & sur leurs chariots deux, comme aussi de se servir de chevaux & charettes d'étrangers pour voiturier meubles, denrées & marchandises, excepté es-rivages de Grognion, Gravaire & St. Martin, à peine de trois florins d'amende pour la première fois, du double pour la seconde & d'arbitraire pour la troisième, à repartir pour un tiers à notre profit, le second

cond audit mayeur de Namur & l'autre au profit dudit métier.

X. Si ne pourront ceux dudit métier travailler avant la cloche porte du matin, ni après la cloche porte du soir, à peine de trois florins d'amende pour la première fois, du double pour la seconde & d'arbitraire pour la troisième, repartissable par tiers comme dessus, ni de jour sans toubailles de fer à leurs chariots, à peine de 20 sols d'amende pour chaque fois repartissable aussi comme dessus.

XI. Que lors qu'aucuns dudit métier auront entrepris de porter grains & autres denrées & qu'ils ne seront suffisans pour ce faire, ils seront obligés de requérir ceux dudit métier de les assister, & en cas que ceux-ci le refusent, ils pourront pour lors afin que le public ne soit retardé prendre chevaux, chariots & charettes pour faire ledit ouvrage & point autrement, à peine que ceux qui auront à ce contravenu, seront à l'amende de quarante sols pour chaque fois à repartir la moitié à notre profit & l'autre audit métier.

XII. Ceux dudit métier ayant quelques denrées porté pour des personnes étrangères qui leurs refusassent leur juste salaire, iceux pourront sans nul contredit, & ainsi qu'il est toujours pratiqué, les panner à proportion de ce qui leur sera dû.

XIII. Lesdits du métier seront obligés de rendre bon & fidel compte à ceux qui les auront employés ou leurs commis, de tous grains, denrées & marchandises qu'ils auront portés pour iceux, à peine de trois

florins d'amende pour tous ceux qui le refuseront, moitié à notre profit & l'autre audit métier.

XIV. Toutes les fois que lesdits du métier seront commandé d'aller à l'ouvrage pour notre service & qu'ils le refuseront, seront pour chaque fois à l'amende de trois florins applicables pour une moitié à notre profit & l'autre audit métier.

XV. Cas arrivans qu'aucun dudit métier vient à dérober, ou s'approprier quelque chose dans quelque lieu que ce fut, & le fait bien approuvé & vérifié, icelui outre qu'il sera obligé de le restituer, sera banni à perpétuité dudit métier & son sacq pendu publiquement sur la place St. Remy ou sur le pont de Sambre.

XVI. Et comme après que lesdits du métier ont fait & achevé quelques ouvrages, il arrive souvent que lorsqu'ils sont à partager leur gain, il reste quelque chose non repartissable entre eux en ce cas tel résidu sera mis es-mains du viel maître d'icelui pour en rendre compte au profit dudit métier à la fin de son administration.

XVII. Lesdits de la généralité seront obligés d'assister chaque année aux messes qui se célébreront à l'honneur de la Ste. Vierge leur patronne, comme aussi à celle pour le repos des confreres trépassés, & à l'enterrement d'iceux, à peine à chaque défaillance de vingt sols d'amende, la moitié à notre profit & l'autre audit métier ne soit qu'ils ayent excuse légitime & qu'ils en soyent dispensés par congé qu'ils pourront demander des maîtres dudit métier.

XVIII. Toutes les fois que lesdits du métier seront convoqués sur leur chambre à la réquisition des maitres d'icelui tant pour notre service que celui dudit métier, tous ceux qui seront défailans s'y trouver & y dire leurs sentimens sur ce qui sera question, seront à l'amende de deux sols, parmi néanmoins que le valet dudit métier les aura avertis de se trouver en ladite chambre le jour d'auparavant, ne soit qu'ils aient excuse légitime dont ils devront avertir préalablement les maitres.

XIX. Et pour la meilleure conduite & direction dudit métier ils devront choisir à pluralité de voix chaque année le Dimanche avant la Pentecôte, deux maitres & un valet qui soyent bourgeois à prendre hors de leurs corps.

XX. Lesquels maitres & valet seront obligés sitôt leur élection, de prêter serment es-mains du mateur dudit Namur, de bien & fidèlement gouverner ledit métier, & de veiller & faire veiller à l'observation de tout ce qui est prescrit par les présentes chartres auquel ils payeront un écu tant pour congé d'arrêt que pour la passation dudit serment.

XXI. Lesquels maitres pourront par eux ou par leur valet panner ceux dudit métier ayant encourus aucunes des amendes mentionnées esdites chartres après due sommation de huitieme même leur interdire le métier jusqu'à ce qu'ils les aient payé nonobstant opposition quelconque ou appel au contraire, & au regard des autres qui ne sont dudit métier, ils pourront les faire exé-

cuter par leur valet, huissier ou sergent, après due sommation comme dessus.

XXII. Auxquels maitres & valet il ne sera permis à aucun dudit métier de faire ni donner aucunes menaces ni injures particulièrement lorsqu'ils feront le devoir de leurs offices, à peine de dix florins d'amende ou punis arbitrairement à la discrétion des confreres dudit métier; icelle amende applicable pour une moitié à notre profit & l'autre audit métier.

XXIII. Toutes les fois que lesdits du métier seront assemblés sur leur chambre, nul ne soit si osez que d'y jurer, injurier ou menacer en quelque maniere que ce puisse être aucun du corps, à peine de trois florins d'amende pour la premiere fois, du double pour la seconde & de telle autre peine que les confreres trouveront convenir pour la troisieme, la moitié desdites amendes à notre profit & l'autre audit métier.

XXIV. Et pour de tant plus entretenir l'union & amitié entre ceux de ladite généralité, il est aussi très-expressement défendu à iceux de s'injurier & quereler lorsqu'ils seront à besoigner par ensemble, à peine que tous ceux qui feront le contraire encoureront l'amende de dix sols outre que l'œuvre leur sera interdit sur le champ jusqu'à ce qu'ils auront fait la paix.

XXV. Que personne dudit métier étant bourgeois de cette ville ne pourra refuser d'être maitre ou valet à son tour lorsqu'il aura été choisi par la pluralité de voix, à peine de six florins d'amende dont la

moitié sera à notre profit, & l'autre audit métier.

XXVI. Que lesdits maîtres ne pourront entreprendre ni soutenir aucun procès qu'après communication en faite à la généralité dûement convoquée & du consentement d'icelle ou de pluralité des confreres qui devront avoir soin d'écrire leurs résolutions sur le livre du métier, à peine aux maîtres d'en supporter les fraix.

XXVII. Tout or, argent, meubles & généralement tout ce qui appartiendra audit métier, autant bien que toutes procédures & comptes rendus par chaque maître avec leurs acquis seront mis dans un coffre à deux serures différentes, dont le viel maître aura une clef & le jeune maître l'autre, lequel coffre sera mis es mains du viel maître.

XXVIII. Comme ceux dudit métier ont coutume de metre des sousporteurs, il est statué & ordonné que tous ceux qui seront semblables sousporteurs, seront tenus de repondre en leur propre & privé nom de tous excès & abus qu'iceux pourront commettre au fait dudit métier, & du moment que l'un desdits sousporteurs sera accusé de quelque défaut les maîtres dudit métier lui pourront interdire l'œuvre jusqu'à ce qu'il seroit justifié.

XXIX. Et si aucuns desdits sousporteurs vient à quereler ou injurier quelqu'un dudit métier ou sousporteur étant à l'ouvrage, icelui sera puni à l'arbitrage dudit métier qui lui sera interdit jusqu'à ce qu'il aura satisfait aux peines & amendes qui lui seront

infligées, & en cas de recidive sera chassé pour toujours dudit métier.

XXX. Sera permis à ceux dudit métier, lorsqu'ils seront incommodés de mettre en leur place un ouvrier pour travailler dudit fil aussi longtems qu'ils seront malades, & lequel pourrat bésoigner aussi avant que si son maitre étoit en personne.

XXXI. De tous les droits & amendes que dessus les maitres en charge seront tenus d'en rendre bon & fidel compte à l'expiration de l'année de leur administration tant au récéveur général qu'audit métier & mayeur pour leurs contingens respectifs.

Si donnons en mandement à nos très-chers & féaux les chef-président & gens de nos privé & grand conseil, président & gens de notredit conseil provincial à Namur, & à tous autres nos justiciers, officiers & sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, que de cette notre présente grace & de tout le contenu en icelle ils fassent, souffrent & laissent lesdits suppléments pleinement & paisiblement jouir & user &c. &c. &c. Données en notre ville de Bruxelles, le 17e. de Décembre l'an de grace 1725, & de nos regnes &c. &c. &c.

Décret servant d'interprétation à l'article 4 desdites chartres.

SA M. I. & C. ayant eu rapport de la représentation lui faite par ceux de son grand conseil au sujet des deux procès y dévolu en degré d'appel de son conseil à Namur,

l'un entre les porteurs des sacs & entre les brasseurs en ladite ville, & l'autre entre les mêmes porteurs de sacs & entre François Remy marchand des grains audit Namur touchant l'intelligence de l'article 4 des nouvelles chartres du métier desdits porteurs de sacs, supplians S. M. de vouloir déclarer, si par les mots pour autrui, qui se trouvent insérez audit article 4, est défendu absolument à tous autres qu'à ceux dudit métier de pouvoir charger ou porter lesdits grains, lorsque lesdits brasseurs ou marchands des grains feront transporter soit par eux, soit par leurs domestiques à cheval ou par charrettes leurs grains d'un lieu à autre pour en faire traficq, negoce ou commerce.

S. M. voulant faire cesser toutes les disputes, a par avis de son conseil privé déclaré, comme elle déclare par cette, par forme d'interprétation dudit article 4, que par les mots *pour autrui*, repris audit article des nouvelles chartres, est défendu aux brasseurs & aux marchands des grains en la ville de Namur tout transport des grains pour en faire traficq, negoce ou commerce, soit qu'ils le fassent par eux-mêmes, par leurs domestiques, chevaux ou charrettes, & qu'ils devront en ce cas employer ceux dudit métier des porteurs des sacs, & afin que présent décret serve de regle pour les cas qui se pourront présenter entre lesdits porteurs de sacs, brasseurs & marchands des grains, S. M. ordonne, qu'il soit ajouté auxdites nouvelles chartres, au moyen de quoi lesdits deux procès, avec tout ce qui est ensuivi, viennent à cesser. Fait à Bruxelles le 9 Sep-

tembre 1738, paraphé Steen *vi* & signé J E
Le Roy, y étant apposé ledit cachet de S. M.
sur nœul rouge couvert de papier blanc.

*Chartres des Tanneurs & Cordonniers du 2
Juin 1695.*

PHILIPPE par la grace de Dieu roi de Castille &c. &c. &c. à tous ceux, qui ces présentes verront, salut. Reçus avons l'humble supplication des mayeur, jurez & tous ceux des métiers des Tanneurs & Cordonniers en notre ville de Namur, contenant qu'anciennement chartres & privileges par ensembles, comme un corps et un métier, leur seroient été octroyez, les ayans observé et pratiqué par plusieurs années au mieux qu'il a été possible, mais depuis en la traficq desdits métiers journellement de plus en plus seroient decouvert plusieurs inventions et abus grandement préjudiciables au bien de la république, introduits par les guerres et succès du tems, non comprises esdites chartres sous les peines et amendes, de sorte qu'il est expédient et nécessaire d'y remédier, y joint aussi que lesdites chartres sont faites d'un ancien langage et dictature nullement intelligible et même contenant certaines especes de monnoies présentement non usitées et leur valeur inconnue, et pour ces raisons lesdits remontrans après mure délibération & avis d'un mutuel accord & consentement auroient conçu certains points & articles à nous produits pour selon iceux pouvoir être dressée nouvelle ordonnance & modération desdits

chartres & privileges dont la teneur d'iceux
s'ensuit.

I. Primes qu'ils puissent ou pourront par
chacun an le cinquieme dimanche après
quasimodo ou closes Pâques élire deux mayeurs
ou maitres communement appelez un ran-
neur & un Cordowannier ranneur lesquels
seront tenus de prêter leur serment es mains
des mayeur & échevins de la ville de Na-
mur, & pour la réception duquel serment
ledit mayeur devra avoir deux pots de vin
& chacun desdits échevins un pot, & leur
greffier aussi un pot, si devront lesdits mayeur,
échevins & greffier être du nombre de la
confrairie dudit métier, jouissans des mêmes
privileges, si avant que les autres dudit
métier, si long tems qu'ils seront en l'office,
à charge qu'ils seront tenus & obligez de
donner toute assistance, avis & conseil à
ceux dudit métier toutes quantes fois qu'ils
en seront requis, & en auront besoin, &
au même jour que dessus, lesdits mayeurs
ainsi élus puissent conséquemment élire six
jurez dudit métier pour être assistans auxdits
mayeur ou maitres toutes quantes fois que
besoin en auront concernant le fait dudit
métier.

II. Que ne pourront être dudit métier
mayeur & jurez ensemble pere, fils, oncle
& neveux ensemble.

III. Item que lesdits deux mayeur & jurez
par chacun an le Dimanche devant la sainte
Remy puissent élire deux ferreurs ou rewards
à sçavoir un Tanneur & un Cordowannier
Tanneur, lesquels semblablement prêteront
leur serment es mains desdits mayeur & éche-

vins de la ville de Namur & pour ce respect auront quatre pots de vin.

IV. Que lesdits rewards puissent par ensemble visiter es-maisons & tanneries desdits Tanneurs les cuirs, & advenant que l'un desdits rewards fut hors la ville, ou par trop empêché en quelque affaire, alors l'un desdits rewards pourra choisir un compagnon avec soi, ou que si les deux rewards d'un même-temps fussent absens ou hors la ville ou empêchez, alors lesdits deux mayeurs & deux desdits six jurez puissent faire ladite visite & rewards.

V. En faisant laquelle visite des cuirs s'ils trouvoient aucuns n'être bons ou mal tannez les devront marquer de la mauvaise marque dudit métier & les faire retanner & ce fait remontrer auxdits rewards & tant de fois retanner & remontrer jusqu'à ce qu'ils soient bien tannez pour lors être marqués de la bonne marque.

VI. Et que si les Tanneurs viennent à vendre tels cuirs auparavant trouvez mauvais ou mal tannez sans être remontrés, il sera à quatre florins d'amende pour chacune piece de cuir pour telle enseignée la moitié à ceux dudit métier,

VII. Que lesdits rewards toute & quantes fois qu'il leur plaira puissent aller es-maisons des Cordowanniers, & s'ils trouvent le cuir & souliers n'être bons & bien noircis & ouvrez, pourront avoir leur recours vers le mayeur dudit Namur pour d'icelui avoir librement d'un sergent afin que par lui tel mauvais ouvrage soit levé,

VIII. Lequel ouvrage ainsi levé par après

sera confisqué & distribué aux pauvres de l'hôpital de Notre-Dame audit Namur,

IX. Et que outre ce celui en la maison duquel ledit ouvrage auroit été trouvé, sera pour chacune pièce de cuir à quatre pattars d'amende applicable comme dessus.

X. Item que les deux mayeurs ou maîtres dudit métier seront en l'année ensuivante les deux rewards.

XI. Item que lesdits rewards pour leurs gages puissent avoir chacun trois florins.

XII. Item que les Cordowanniers ne pourront faire souliers grands ni petits de cuir de mouton noirci, à peine que tels souliers & ouvrages seront confisqués & distribués aux pauvres.

XIII. Item que nuls étrangers ne puissent apporter ou amener dedans ladite ville & franchise de Namur, aucun soulier patins ferez ni autre ouvrage appartenant audit métier, pour vendre, stabler, herberger sans les avoir préalablement montrés aux susnommez deux rewards, à peine que le contravenant tombera en l'amende de quatre pattars pour chacune pièce applicable comme dit est.

XIV. Que si par lesdits rewards l'ouvrage n'est trouvé n'être bon, lesdits étrangers le puissent remener hors ladite ville sans endurer aucun dommage, excepté toute fois quand ils en auront vendus, payeront l'amende de quatre pattars que dessus.

XV. Et que si aucun dudit métier ou autres demeurant en la ville & franchise de Namur vinssent à amener ou apporter souliers faits hors ladite ville & franchise, les devront aussi montrer auxdits deux rewards.

auparavant qu'ils se puissent vendre, stapler & herberger, sous la peine prédite de quatre patars pour chacune piece que payeront les contravenans, & que s'ils sont trouvez bons, ne les ayant toute fois remontré auxdits rewards, devra être payé pour chacune paire de souliers excédente les sept poulces un liard & de sept poulces ou dessous un gigot ou trois deniers.

XVI. Item tous Tanneurs & Cordowanniers puissent chacun avoir un stal en la halle dudit Namur pour illecq une fois la semaine à sçavoir le Samedi, si bon leur semble (& ne le faisant sans rien en ce regard mesurer) stapler & vendre leurs ouvrages & marchandises, & pour lequel respect ils seront tenus de par chacun an payer à notre profit le droit accoutumé dudit stallage, ce néanmoins qu'ils puissent stapler & vendre en leurs maisons, si bon leur semble, sans rien méprendre en payant ledit droit de stallage.

XVII. Item que nuls étrangers Tanneurs, Cordowanniers ni autres ne pourront herberger ni mettre dans les maisons de cette ville aucun cuir qui auroit été tanné ou commencé à tanner dehors la ville & franchise de Namur, ains les devront premierement porter ou faire mener en la halle des cuirs pour les faire visiter par lesdits rewards lesquels en devront ordonner, comme ci-dessus dit est, & l'enseigner & faire ce qu'il appartiendra.

XVIII. Et ce fait, lesdits étrangers marchands les pourront faire ramener en quelque maison pour en faire leur bon profit ou autrement, lesdits étrangers & cuirs seront

calengables à l'arbitrage de ceux dudit métier en appliquant la moitié de l'amende à notre profit & l'autre moitié au profit dudit métier, & lesdits étrangers, qui ameneront ou feront amener tels cuirs, & qui seront ainsi passés par lesdits Rewards payeront pour un dû à ceux dudit métier un pattrar pour chacun cuir.

XIX. Item qu'ils puissent besoigner & faire ouvrage de tannerie que l'on dit ajusée moyennant qu'il soit léalement & bonnement besoigné, ainsi qu'il appartient, & que si autrement fut trouvé par le rapport desdits mayeurs & jurez dudit métier, il sera à trois pattrars d'amende, & en outre que si le cuir fust trouvé mal ouvré & besoigné de ladite jusée hors la ville de Namur ou la Neuville, ledit cuir & ouvrage sera confisqué, & celui qui l'aura tanné, tenu & sujet de rendre le dommage à celui que le cuir appartendra à l'arbitrage desdits mayeurs & jurez.

XX. Item que nuls Cordowanniers & Coureurs exerçans le métier de la tannerie ne pourront prendre de personne que ce soit aucun cuir pour tanner, sous peine outre la confiscation des cuirs de payer pour chacune piece de cuir deux florins, ains que tel droit & profit seulement devra appartenir aux Tanneurs.

XXI. Item que si aucuns vinssent à inférer quelque injure & contumelie à ceux dudit métier en faisant leurs offices, soient condamnés en l'amende de vingt pattrars & que si l'injure est trop énorme & atroce, à l'arbitrage de ceux dudit métier.

XXII. Item que personne ne puisse appren-

dre ledit métier de Tanneur, paravant de commencer, ils ne payent vingt pattars.

XXIII. Item que semblablement personne ne puisse apprendre ledit métier de Cordowannier ne soit en payant auparavant en commencer ledit métier dix pattars excepté toute fois que le fils d'un desdits maîtres pourra apprendre sans rien payer.

XXIV. Item si la veuve d'un Tanneur ou Cordowannier vouloit être tenue du nombre dudit métier, elle devra relever ledit métier & payer trente pattars & un fils dudit métier aussi trente pattars.

XXV. Et tous autres étant de notredite ville de Namur, franchise & des lieux privilégiés qui se présenteront pour être dudit métier de Tanneur & Cordowannier, pourroit être reçu par le gré & autorité des mayeurs dudit métier, en payant vingt florins à sçavoir les dix à notre profit & les autres dix audit métier, & que nuls étrangers ne pourront être reçus ne soit en apportant attestation du lieu de sa naissance & résidence, & que s'il fut trouvé qu'ils eussent commis délits & cas énorme, ne devront être reçus pour apprendre ledit métier.

XXVI. Item que tous ceux qui voudront être reçus audit métier, devront demeurer sous maîtres l'espace de deux ans continuel.

XXVII. Item que nuls dudit métier ne pourront vendre escorches moullues à personne que ce soit dudit métier plus haut que d'un stier, & qui fera le contraire, tombera en l'amende de vingt-cinq pattars pour chacun muid vendu.

XXVIII. Item que nul dudit métier ne pourront en maniere quelconque acheter cuir trempé, à peine d'enourir par les vendeurs & acheteurs outre la confiscation en l'amende de dix florins pour chacune piece applicable en quatre parties, à sçavoir l'une à notre profit, la deuxieme à l'officier exécuteur, la troisieme audit métier, & la quatrieme au dénonciateur lequel sera cru par son serment, bien entendu toutefois que quand quelqu'autre cuir encommencé à tanner sera apporté en notredite ville de Namur par gens de connoissance, en ce cas on le pourra acheter sans rien méprendre.

XXIX. Item que nuls dudit métier n'puissent ni pourront vendre cuir tanné ou ouvré, ne soit que premierement il soit rewardé & visité comme il appartient, qui à ce seront par chacun an choisis par les mayeur & jurez dudit métier, lesquels rewards devront duement enseigner & marquer les cuirs de la marque de la ville quand ils les auroient trouvez bons & suffisans, & à cet effet iceux rewards seront tenus de passer serment en ce cas pertinent pardevant les mayeur & échevins de Namur de bien & loyalement s'acquitter de leur office, & que si advenant aucun s'avançat de vendre cuirs autrement, tomberont en la peine de la confiscation des cuirs exceptés toutes fois que en ce ne seront compris cuirs d'armoures, de garnes, peaux de veaux, de corseovan & de moutons, desquels les savetiers pourront user pour fourer neufs selliers bien entendu que pour les refaire

& s'averer ils pourront user de bon cuir & afin de tant mieux reconnoître la qualité du cuir d'entre les noufs solliers & resaverer; seront tenus de mettre sur chacun sollier nouf des éspigots devant & derriere de vieux cuirs, à peine de confiscation desdits solliers pour être distribués aux pauvres de ladite ville.

XXX. Item que nuls dudit métier pourront tanner cuir pour argent à ceux n'étans dudit métier pour revendre, à peine de confiscation & de quarante patars pour chacun cuir sans y comprendre ceux qui sont privilégiés

XXXI. Item que ceux qui sont dudit métier & autres n'étans dudit métier ne pourront aller aux portes & sur les rues attendre en chemin clandestinement les passagers portans cuirs à poil à vendre en notredite ville, à peine que lesdits cuirs ainsi achetés seront confisqués & tomberont les acheteurs en l'amende de six florins applicables, la moitié à notre profit, bien entendu que ceux étans dudit métier en rencontrant en leur chemin cuirs sans les agueter frauduleusement les pourront acheter cuirs pour leur provision, pourveu qu'ils n'en vendent point.

XXXII. Item que ceux dudit métier puissent acheter cuirs tannés de quelque personne que ce soit étant du métier, au point moyennant que lesdits cuirs auparavant qu'ils soient mis en œuvre & tannerie, soient visitée & reswardée par les rewardeurs, & s'ils sont trouvés autres que bons les doivent faire amender & retamer & ce fait les remontrer à ceux dudit métier tant de

fois que par lesdits rewards soyent trouvés & jugés bons.

XXXIII. Item que ceux qui ne sont dudit métier pourront aussi acheter cuirs tannez de quelque personne que ce soit moyennant qu'ils le fassent semblablement montrer auxdits rewards, & s'ils étoient trouvés n'être bons & autres qu'il n'appartient, devront être retamez jusqu'à ce qu'ils soyent trouvés & jugés bons par lesdits rewards.

XXXIV. En outre que personne ne pourra vendre en ladicte ville & banlieu de Namur aucuns cuirs tannez, si premierement n'ont été rewards, visités & remontrez par lesdits rewards, sous peine de payer pour chacune piece de cuir ainsi vendue trois florins applicables comme dessus.

XXXV. Item que si les cuirs achetez sans avoir été visités par lesdits rewards, fussent trouvés noircis ne sachant comment ni par qui ce auroit été fait seront confisqués au profit des pauvres de l'hôpital de Notre Dame audit Namur & l'acheteur tombera en l'amende de dix florins pour chacune piece de cuir.

XXXVI. Item que s'il advenoit qu'aucun dudit métier & après le marché fait & arrêté, l'acheteur ne vouldy tenir ledit marché personne autre dudit métier ne pourra vendre cuir dez l'heure que le premier vendeur l'auroit ainsi requis, à peine que s'il vendoit en préjudice du premier vendeur payera pour amende dix pattars pour chacune piece & l'acheteur en semblable amende.

XXXVII. Item advenantes quelques nœces, enterremens & services de ceux dudit métier, lesdits mayeur & jurez feront appeller dix dudit métier pour assister à l'honneur desdites nœces, enterremens & services, lesquels dix seront choisis par lesdits mayeur & jurez à tour de rôle, & ceux qui à la semonce desdits seront refusans sans avoir cause légitime, tomberont chacun en l'amende d'un patar.

XXXVIII. Item que ceux dudit métier puissent avoir une boîte particuliere à l'effect d'y déposer les amendes & forfaiteurs pour enfin de chacune année être compté & alloué au profit dudit métier.

XXXIX. Item que les mayeur, maitres & jurez dudit métier éliront par chacun an autres mayeur & jurez & deux rewards, lesquels étant élus ne pourront refuser d'accepter la charge & office pour une année, à peine d'encourir l'amende de douze florins pour chacune fois, ne soit avec excuse légitime de laquelle la généralité dudit métier aura la connoissance.

XL. Item qu'il soit ordonné auxdits rewards de duement faire leur rapport auxdits mayeur & jurez dudit métier, lesquels devront faire venir ens toutes amendes encourues & à cette fin le mayeur de Namur leurs devra livrer sergeant pour panner ceux qui seront refusans de payer les amendes desquelles amendes la moitié viendra à notre profit & l'autre au profit dudit métier.

XLI. Item que ceux érans dudit métier & leur ménage & famille allant aucuns d'iceux de vie à trépas, se pourront servir du

drap appartenant audit métier pour mettre sur le biraux.

XLII. Item que toutes les amendes, confiscations & fourfaitures susdites esquelles aucun dudit métier auront tombés seront promptement exécutoires nonobstant opposition quelconque & appel au contraire.

Et d'autant que ladite ordonnance ne se peut bonnement faire sans octroy ils se sont retirez pardevers nous supplians très-humblement qu'il nous plut vouloir en cet endroit interposer notre autorité & faire dépêcher les patentes en tel cas pertinentes; pour ce est il que nous les choses avantdites considérées & sur icelles eu l'avis de nos amez & féaux les président & gens de notre conseil provincial à Namur, ayant sur ce que dessus oui les fiscaux illecq & les mayeur & échevins de notre ville dudit Namur, inclinans favorablement à la supplication & requette desdits mayeur, jurez & ceux des métiers des Tanneurs & Cordowanniern de ladite ville supplians, leurs avons octroyé, consenti & accordé, octroyons, consentons & accordons le renouvellement de leursdites anciennes chartres & privileges octroyés par nos prédécesseurs Guillaume de Flandres, Comte dudit Namur, conformément les points & articles ci-dessus reprins inférez & couchez, lesquels pour autant que besoin soit, ainsi confirmons, ratifions & approuvons de grace spéciale par ces présentes voulans qu'ils en jouissent dorenavant sans contredire ou empêchement quelconque. Si donnons en mandement, &c. &c. &c. Donné en notre ville de Bruxelles, le vingt-sixieme jour du

mois de Juin l'an de grace 1595, & de nos
regnes, &c. &c. &c.

CHARTRES du métier des Tisserans.

ALBERT & ISBELLE - CLARA - EUGENIA,
Infante d'Espagne, par la grace de Dieu,
Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne,
&c. &c. &c. Sçavoir faisons à tous présens
& à venir, nous avons reçu l'humble sup-
plication des maitres & généralité du mé-
tier des Tisserans en notre ville de Namur,
contenant comme les mayeur & échevins d'i-
celle ville ont pardevant - ci accordé & oc-
troyé aux supplians certaines charges & pri-
vileges, contenant tout au long l'ordre &
police qui se doit tenir au fait dudit métier,
mais d'autant qu'à raison du laps du tems
& des choses survenues par les changemens
& adversités, plusieurs points sont mainte-
nant inusités & autres non y contenus, que
toutefois à présent y sont fort requis & né-
cessaires, les supplians ont partant par en-
semble conçus les points & articles portés
par décret, à nous exhibé & le tout à la
requette du procureur général de notre con-
seil provincial audit Namur, suivant la res-
cription de nos très chers & féaux les chefs
président & gens de notre conseil privé,
fait audit conseil de Namur, le onzieme
d'Août 1598, par copie aussi à nous exhi-
bée, nous supplians partant qu'il nous plut
renouveler, agréer, confirmer & autori-
ser leurs chartres & privileges, selon qu'à

été fait au regard de plusieurs autres métiers de ladite ville pour ce est-il que avec connoissance de vérité & en l'honneur & amendement de nous, nos hoirs & successeurs de notre ville de Namur, franchise en icelle & de routes les bonnes gens de notre comté & pays de Namur, qu'au tems à venir soyons mieux & plus loyalement servis si comme nables, courtois, sarges, camelors & autres œuvres ourdis des filets, à la priere & très-humble requette desdits Tisserans manans en notre ville de Namur, & sur ce eu l'avis de nos amez & féaux les gouverneur président & gens de notre conseil provincial audit Namur, avons donné & octroyé, donnons & octroyons auxdits Tisserans, & au métier des Tisserans de notre ville de Namur, de notre pays & comté dudit Namur, une frairie entre eux à garder avec tel nouvellement & autorisation de leurs chartres & privileges anciennes & précédentes sur telles amendes que ci-après s'ensuivent par l'amendement de nous & de notre conseil & jusqu'à la volonté & rappel de nous, nos hoirs & successeurs comte dudit Namur.

I. Est ordonné qu'il auroit quatre maîtres élus par chacun an, pour gouverner ladite confrairie, & quiconque le refusera, sera en une amende de vingt sols à répartir la moitié à leurs Alteſſes, un quart aux maîtres faisant leurs offices & l'autre pour être employez à la réédification de la chapelle dudit métier.

II. Item auront audit métier un valet, lesquels éliront chacun an, & aura ledit va-

let au jour du moi de Mai annuellement , trois florins pour ses gages , iceux à prendre sur ledit métier , & chaque fois que ledit valet assemblera ledit métier , tant pour morts , nôces & querelles qu'autrement , il aura autant de fois trois sols.

III. Item aura le clercq dudit métier pour ses gages & salaires chacun an vingt-cinq sols , aussi à prendre sur ledit métier , & pour les registrages de chacun entrant trois sols.

IV. Item quiconque dudit métier sera défaillant de comparoir aux enterremens des morts & assemblées dudit métier sera condamné à six sols d'amende , chacune fois à repartir moitié à nous & l'autre audit metier & à leur chapelle.

V. Item que ceux dudit métier étant commandés par lesdits maitres de porter & conduire les corps morts dudit métier en terre , si comme hommes , femmes & enfans , chacun défaillant échera à six sols d'amende chacune fois , à repartir comme dessus , item quiconque dudit métier dira ou injuriera les jurez dudit métier , faisans leurs offices , il échera autant de fois à trente sols d'amende à repartir comme dessus.

VI. Item nuls dudit métier ne pourra tisser , ourdir ou marchander ; s'il n'est maitre ou fils de maitre , à peine d'écheoir chacune fois à trois florins d'amende applicable comme dessus.

VII. Item en cas qu'étant trouvé faisant tel marché & que le prix dont le marché auroit été fait ne fut trouvé suffisant lesdits maitres les poudront exécuter sur leurs propres meubles incontinent par l'huissier de ce con-

seil ou sergent du mayeur y assistant ou leur valet, au choix desdits maîtres.

VIII. Item quiconque voudra être audit métier, il sera tenu payer savoir ceux de la ville, quinze florins & les étrangers vingt florins à répartir & appliquer comme dessus, dont chacun étranger se voulant mettre audit métier sera tenu apporter certification des mayeur & échevins du lieu où il aura résidé & état de leurs biens & gouvernement, même faire serment d'être bon catholique, de vivre & mourir ès ordonnances de notre mere la sainte église pardevant ceux de la loi de cette ville, lesdits maîtres présens.

IX. Item seront tenus lesdits entrans outre ce de payer le vin des maîtres dudit métier, à l'advenant de vingt sols chacun & de donner pour reparation de la chapelle une livre de cire, & outre ce seront tenus de faire chef d'œuvre des nappes & serviettes affranchies de chef d'œuvre particulier accommodement des maîtres seulement, lequel devra être par après visité par la totale généralité dudit métier dont payera ledit entrant pour la visitation vingt pattrars applicables audit métier seulement.

X. Item nul ouvrier dudit métier tant en la ville que banlieu ne pourra dresser ni faire dresser métier pour travailler, s'il n'a fait serment d'observer les conditions dudit métier, à peine de confiscation chacune fois qui sera trouvé avoir dressé métier, & de trois florins d'amende à répartir comme dit est-moitié à nous & l'autre audit métier & leur chapelle.

XI. Item que nuls enfans dudit métier ne

poudrat relever d'icelui s'ils ne sont fils des maîtres, lesquels seront tenus payer chacun quinze pattars à appliquer comme dit est.

XII. Item si un valet passant par la ville dudit Namur vouloit ouvrer en ladite ville, ouvrer pourroit une piece grande ou petite, & quand ladite piece sera ouvrée, s'en poudra librement aller & le cas advenant qu'il voulut plus avant ouvrer, faire la pourroit parmi payant dix sols à repartir comme dessus.

XIII. Item si aucuns enfans voudroit apprendre ledit métier, faire le pourroit en payant vingt sols à repartir comme dessus.

XIV. Item si aucun maître ou fils de maîtres se venoit à allier par mariage, il sera tenu payer audit métier seize sols pour le vin.

XV. Item si aucun maître ou femme dudit métier termina vie par mort, payera pour son linceuil audit métier conduisant le corps en terre seize pattars, & pour les enfans dudit métier qui termineront vie par mort cinq sols.

XVI. Item si aucun valet se départoit arrier de son maître pour aller auprès d'un autre avant son terme expiré, & que la besogne par lui commencée ne fut achevée, celui que tel valet recevra, seroit condamné à une amende de quarante sols applicables, moitié à nous & l'autre audit métier & à leur chapelle comme ci-dessus.

XVII. Item que nul maître dudit métier ne pourra dresser que trois métiers en sa maison, & le cas advenant qu'il en dresse ou faisoit dresser davantage, ils seront autant de fois condamné en trois florins d'amende, applicables comme dessus.

XVIII.

XVIII. Item que quand quelque maître dudit métier auroit fait quelque ouvrage, icelui achevé, & que ceux ou celles à qui l'ouvrage appartiendra ne le viennent requerrir huit jours après étant de ce bien averti par ajournement fait par sergent de cette ville, & que défaut soit discerné contre le défaillant, icelui défaut sera péremptoir & pour le profit duquel sans forme & figure de procès celui ayant besoigné ladite piece d'ouvrage, pourra faire bonne icelle piece pour recouvrir ses salaires ou l'engager comme mieux il trouvera convenir, en avertissant endéans la huitaine ensuivante le propriétaire de la piece d'œuvre aliénée ou engagée, afin de la retirer si bon lui semble, sans pour ce par l'ouvrier en pouvoir en aucune façon être recherché.

XIX. Item quand quelqu'un aura apporté quelques pieces d'ouvrage au maître, qui que ce soit & qu'icelui l'ait ourdi le cas advenant qu'on le vint à retirer des mains d'icelui l'ayant ourdi l'on sera tenu lui payer cinq sols.

XX. Item que lesdits maîtres seront tenus à commencer à tisser les pieces d'ouvrage à eux apportez endéans un mois après ourdissage, à peine que l'on pourra retirer lesdits ouvrages hors de leurs mains sans rien payer ne fut que le maître fit apparoir qu'il n'eut son salaire raisonnable de ladite besoigne au dire dudit métier lequel pour ce sera assemblé en payant par icelui qui sera trouvé avoir eu tort, vingt partars au profit dudit métier & trois au valet pour son droit de l'avoir assemblé.

XXI. Item si aucun dudit métier marchand

doit ou fit marché arrêté de faire quelques ouvrages, nuls dudit métier ne le poudront faire si ce n'est pas le gré & consentement de celui qui l'auroit marchandé le premier, à peine de dix sols d'amende, à appliquer comme dessus.

XXII. Item que le cas advenant que quel-qu'un dudit métier eut querelle ou dispute contre autre dudit métier pour le même fait, & que plainte en vienne aux jurés dudit métier, celui qui sera trouvé en tort, échera en vingt pattars d'amende, applicables comme ci-dessus outre les amendes du mayer.

XXIII. Item auront lesdits jurez pouvoir de deffendre l'œuvre à tels faisant noises, querelles ou dissensions jusqu'à ce qu'ils seront par eux mis d'accord.

XXIV. Item que le cas advenant que plainte fut faite de l'ouvrier aux maitres & jurez que quelques pieces d'ouvrage ne seront duement par icelui faites, ils seront mis d'accord par les jurez & feront visitation pour en être ordonné au contentement & selon le meilleur avis de la personne déplaiñdante, & lesdits ouvriers seront condamnés à quarante patars d'amende pour les salaires de visitation, si avant que faute y soit trouvée.

XXV. Item si aucun ouvrier avoit fait marché d'une piece d'œuvre & que le filet tel qu'il soit, ne fut valant pour porter ledit ouvrage, ledit ouvrier se poudra deplaiñdre aux quatres jurez lesquels visiteront ledit ouvrage & en disposeront à leurs meilleurs avis conscience & profit dudit ouvrier & de celui qui lui aura livré ladite piece.

XXVI. Item que nuls ouvriers dudit métier ne pourront besoigner au regard des toiles seulement avec une plus grande mesure, ostil qu'ils appellent communement *la gauge*, que de sept quartiers & deux doigts & qui autrement fera, échera en chaque fois en vingt pattars d'amende, à repartir comme dessus.

XXVII. Item si quelqu'un dudit métier battoit le valet d'icelui en faisant son office, le cas bien vérifié & approuvé, ou empêcheroit l'exécution, il échera autant de fois en 40 sols d'amende à repartir & appliquer comme dessus est dit, outre l'amende du mayer.

XXVIII. Item devront les quatre jurez rendre compte à la confrairie dudit métier & rapporter notre parte de toutes les ordonnances & amendes dessusdites chacun an, le premier jour de Mai, à notre receveur général en notre comté de Namur, & devront les quatre nouveaux maîtres ou jurez faire serment en présence des mayer & échevins de Namur & seront par après lesdits jurez crus par leur serment.

XXIX. Item que chacun maître dudit métier payera chacun an 2 sols, & le serviteur un aux quatre jurez pour les chandelles de chacun an, de toutes lesquelles amendes & droitures ci-dessus déclaré devons avoir comme dit est la moitié, & autrement pour notre parte, sera comptée icelle es-mains de notre receveur général de notre pays de Namur, présent ou autre à venir pour par lui être mise en recette & nous en rendre compte & reliqua à notre profit là

& ainsi qu'il appartiendra avec les autres deniers de son entremise, auquel effet & pour meilleure assurance & conservation de nosdits droits, hauteur & autorité seront lesdits supports tenus de incontinent & avant jouir de cedit renouvellement des chartres & privileges exhiber & faire apporter ces présentes en notre chambre des comptes à Lille pour y être enrégistrées & intérimées, parmi payant auxdits de nos comptes à Lille l'ancien droit pour ledit intérimement & la part appartenante à ladite frairie & métier de l'autre moitié & autrement devra être convertie par les mains desdits quatre jurez du métier aux nécessités de ladite frairie, &c. &c. &c. Donne en notre ville de Bruxelles le vingt-quatre jour du mois de juillet, mil six cens & six, &c. &c.

Chartres des Vignerons.

MAXIMILIEN EMMANUEL par la grace de Dieu, duc de la haute & basse Baviere, du haut Palatinat &c. &c. à tous ceux qui ces présentes verront salut: savoir faisons que nous avons reçu l'humble remontrance et requette des maîtres et généralité du métier des vigneron et cotteliers établis en notre ville et faubourg de Namur, contenant qu'en suite des chartres leur accordées par le comte de Namur, d'heureuse mémoire le 9 de Septembre 1404 jointe en originale, on avoit jamais levé que trois florins pour droits de chaque entrant audit métier, à cause de

quoi et de la modicité dudit droit , les étrangers venoient de toute part s'enroler audit métier , ce qui seroit à notre préjudice et à celui des remontrans , et que comme cependant lors que telles chartres avoient été accordés , l'argent étoit notablement plus rare qu'à présent , veu qu'en ce tems là l'écu valoit constamment beaucoup plus qu'à l'heure qu'il est à raison que toutes les denrées étoient à fort vil prix et qu'outre que cesdites chartres sont conçues dans des termes fort anciens et mesintelligibles , et qu'on ne pouvoit plus les déchiffrer , pour quels sujets ledit métier se trouvoit tellement détruit qu'il étoit à la veille d'être anéanti , pour à quoi obvier les remontrans auroient jugé à propos de former un nouveau projet de chartres par lequel ils avoient principalement travaillé à remédier aux abus qu'ils avoient reconnus arriver journellement tant pour augmenter nos revenus et domaines que pour donner le moyen si après au métier de pouvoir subvenir à tous les mauvais fraix qu'ils étoient obligé de supporter annuellement , ils nous auroient très-humblement suppliez de leurs accorder des nouvelles chartres pour leur métier des vignérons et corteliers , selon ledit projet ou tel autre que nous jugerions convenir , tant pour nos intérêts , que pour le bien des supplians pour ce est-il que nous les choses susdites considérées , et sur icelles en l'avis de notre cher et féal Philippe de Marbais conseiller et procureur général en notre conseil provincial dudit Namur , inclinant favorablement à la requette desdits supplians leur avons par avis et à la délibération de

notre conseil d'état, accordé et octroyé accordons et octroyons de grace speciale les présents les points et articles suivans à être observé en forme de chartres.

I. Premièrement que chaque année le manche de devant la Pentecoste se rendra les comptes de l'administration qu'auront les quatre maitres lors en office des biens revenus dudit métier pendant l'an qui finit ledit jour.

II. Que lesdits maitres éliront chacun un de leur canton en leur place, lesquels seront obligés de refournir aux descendans ce qui sera trouvé leur être redu par la clôture de leurs comptes & cela huit jours après l'affinissement desdits comptes, à peine d'être exécuté sur le pied sans aucune forme ni figure de procès.

III. Que personne ne pourra refuser l'état de maitrise à peine de payer douze florins d'amende, un tiers applicable à notre profit, l'autre dudit métier, & le troisieme à la décoration de l'image de saint Vincent leur patron.

IV. Que lesdits maitres choisis devront être présents audit métier le jour de la reddition desdits comptes, qui pourra le refuser pour causes légitimes qui s'allégueront sur le champs.

V. Bien entendu que ceux qui auront été maitre, ou qui, étant choisis pour l'être, auront pris le partis de payer l'amende, ne seront plus obligés d'accepter contre leur gré la maitrise avant que le tour ne soit fini.

VI. Lesquels maitres auront la liberté d'é-

établir un valet, ou continuer celui qui le fera aux gages & émolumens ordinaires.

VII. Que tels maitres & valet seront obligés de comparoitre chacun an avant leur entrée en possession chez le Sr. mayeur ou son lieutenant & y faire serment de bien & dument administrer les biens & revenus dudit métier, & payeront à cet effet comme d'ordinaire un écu pour réception dudit serment.

VIII. Sera pareillement payé à Messieurs du Magistrat aussi comme d'ordinaire sept florins quatre sols pour leur dressée.

IX. Que tous ceux qui voudront entrer audit métier seront obligés d'apporter leur baptistaire avec attestation des justices des lieux où ils seront domiciliés de leurs bonnes fame & renommée.

X. Que pour droits d'acquisition, ceux de la ville & banlieu payeront six florins, ceux de la province douze, les étrangers de la domination du Souverain vingt-quatre & pour ceux qui ne seront point de ladite domination trente-six, outre huit sols au valet & quatre sols au greffier dudit métier pour enrégistrature à repartir lesdits droits comme s'ensuit, sçavoir que hors de six florins de ceux de la ville et banlieu, le premier tiers suivra à notre profit, le second à celui du métier et le troisieme à celui des maitres pour leurs peines et devoirs, et quant à ceux de la province et des étrangers lesdits maitres en tireront chacun vingt sols pour leursdites peines, et le surplus se repartira pour une moitié parte à notre profit et l'autre à celui dudit métier.

XI. Que les fils de maitres pourront relever ledit métier en payant trente sols, outre quatre sols au valet et trois sols au greffier, à repartir sçavoir dix sols à notre profit, et les vingt autres entre le métier et les maitres d'icelui.

XII. Que personne n'étant dudit métier de quelque qualité ou condition il soit, ne pourra vendre ni faire vendre aucunes denrées le concernant, si comme vins, brandevins, vinaigre de vins, vergus et toutes autres choses provenantes de cottelages, pas même de franchises noix, ni roysfinis, franchises fraizes ou seches dattes, figues, olives, oranges, citrons, abricots, romarins, houblons secs ou fraiches, semences de chanvre, semailles, et toutes autres semences de jardin, à peine de fourfaire trois florins d'amende à repartir pour un tiers à notre profit, le second à celui dudit métier et le troisieme au profit des maitres qui feront devoir de la faire venir ens.

XIII. Que les supérieurs ou supérieures de chaque cloître qui vendra ou fera vendre denrée appartenante audit métier, le devront acquérir en payant pareil droit que ceux de la ville et banlieu, à repartir comme dessus.

XIV. Que lorsque tel supérieur ou supérieure viendra à décéder, celui ou celle qui lui succédera devra relever ledit métier en payant le droit en tel cas stipulé par les présentes chartres.

XV. Que tous ouvriers travaillans sous maitre seront obligés de payer un Escalin une fois, par forme de reconnoissance au-

dit métier, à peine qu'il sera permis aux maîtres de leur deffendre l'œuvre, après laquelle deffense faite s'il étoit trouvé quelque personne du métier qui l'employant, icelui sera obligé de payer ledit escalin.

XVI. Que lorsque quelques confreres ou consœurs viendront à décéder, tous ceux de son canton devront assister à son enterrement, à peine de 10 sols d'amende applicable audit métier, ne fut qu'il ait excuse légitime, de quoi ils devront faire part aux maîtres.

XVII. Que pour droits de chaque mort que l'on dit grand linceuil se payera au profit dudit métier seize sols à repartir savoir dix sols au métier, deux sols au maître & les quatre sols restans au valet.

XVIII. Pour droit de linceul de chaque enfant qui viendra à mourir, se payera quatre sols au maître & quatre sols au valet.

XIX. Que lorsque quelqu'un viendra à se marier, il payera au profit des maîtres pour droits qu'on dit *vin des nocces*, dix-sept sols, & quatre au valet pour ses droits ordinaires.

XX. Que tous ceux qui seront refusans ou dilayans de payer tels droits seront biffés du registre & absolument exclus dudit métier.

XXI. Que lorsque les maîtres trouveront convenir de faire convoquer la généralité, un chacun sera obligé de se trouver à l'assemblée, ne fut qu'ils eussent excuses légitimes dont il avertira les maîtres à peine

de vingt sols d'amende applicables audit métier.

XXII. Quand quelques maitres & valet ou autres dudit métier auront quelques disputes ou querelles par ensemble, les maitres & généralité en pourront connoître & les amender & corriger selon l'exigence du cas.

XXIII. Qu'ès avantdites assemblées ne pourra être proféré la moindre parole indécente ni s'injurier, à peine d'être amendé sur le champ de trois florins d'amende pour chaquefois applicables à la décoration de l'image de St. Vincent & au surplus qu'il sera libre aux maitres de commander par leur valet ayant l'affiche de St. Vincent en mains, hors celui ou ceux qui se querelleront ou s'injurieront.

XXIV. Que si le métier étoit appelé pour aller juger quelque ouvrage ou endroit dans la ville & faubourg, devront y aller parmi qu'il leur sera payé, sçavoir cinquante six sols à chaque des maitres qui seront obligés de sortir de leurs cantons & vingt-huit sols tant seulement pour celui qui demeurera dans sondit canton, & cela pour chaque difficulté qu'ils appellent communement droit ainsi qu'il a toujours été pratiqué.

XXV. Bien entendu que s'ils alloient dans la banlieu ils pourront exiger double droit.

XXVI. Que tous les maitres lors en office qui seront refusans de faire les visites que dessus après que le viel maitre les aura fait avertir, payeront trois florins d'amende au profit dudit métier.

XXVII. Que personne dudit métier ne pourra tolérer ni supporter personne qui contreviendra audit métier ou autrement au premis, ains devra incessamment en faire part, aux maîtres qui seront en office, à peine de payer six florins d'amende pour chaque contravention exécutable sur le pied sans aucune forme ni figure de procès.

XXVIII. Que s'il arrivoit que quelque étranger viendroient en cette ville ou banlieu pour y débiter & vendre chose appartenante audit métier n'excédant en valeur vingt-cinq florins, chaque sera obligé de lever un congé des maîtres qui durera pendant vingt-quatre heures & pour icelui il payera quatre sols au profit des maîtres comme il est de coutume, à peine de confiscation de la marchandise & denrée.

XXIX. Et si elle excède en valeur vingt-cinq florins payera huit sols, & ainsi par augmentation de quatre sols par vingt-cinq à ladite peine.

XXX. Que si ladite marchandise & denrée appartenoit à diverses personnes, ils devront les faire comprendre dans ledit billet, & payer les droits comme dessus, chacun en son particulier & à proportion de la marchandise qui lui appartiendra, & sans qu'un billet puisse servir pour plusieurs personnes associées, à moins que d'y être tous dénommées à la peine susdite.

XXXI. Et comme il est de coutume & d'ancienneté que chaque année le jour de St. Vincent, patron dudit métier, les confrères se retrouvent entre eux & que on leur laisse suivre deux tonnes de bière libres de ga-

belle pour être vue ensemble, il sera ainsi continué.

XXXII. Et comme on doit distribuer à tous ceux dudit métier chaque année une image dudit Saint, au jour de sa fête, les fraix en seront pris hors des revenus dudit métier, comme aussi seront pris les fraix des flambeaux qui seront distribués auxdits quatre maîtres & à leur greffier pour assister aux processions solennelles ainsi qu'il se pratique les autres métiers.

XXXIII. Etant conditionné que tous membres dudit métier devront payer annuellement & pendant le mois d'Avril un sol, pour droits comme de coutume, au profit des maîtres, à peine que celui qui sera de ce refusant sera privé dudit métier & biffé du registre.

XXXIV. A charge cependant que hors du provenu desdites chandelles, lesdits maîtres fourniront au luminair accoutumé pendant leur remise pour la décoration de l'image de leur patron.

XXXV. Que toutes les peines & amendes susdites seront exécutoires par le valet dudit métier après au préalable sommation de huitaine par écrit, lequel pourra prendre huissier ou sergent pour en faire l'exécution, & qui lui devront être délivrés à sa première remontrance par notre procureur général ou mayor.

XXXVI. Si donnons en mandement à nos très chers & féaux les gens de notre dit conseil d'état très-cher & féaux chers & féaux les gouverneur, président & gens de notre conseil provincial à Namur &c. &c. &c. Donné à St. Cloud le 29 d'Août 1714, étoit signé Emmanuel & plus bas J. B. Lamblet.

*Chartres du métier des Tailleurs de Pierres,
Maçons, Plafonneurs ou Blanchisseurs de
la ville de Namur.*

1739.

CHARLES par la grace de Dieu, Empereur des Romains toujours auguste, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jérusalem, d'Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Majorque, de Séville, de Sardaigne, de Cordue, de Corficc, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algesire, de Gibraltar, des isles des Canaries, & des Indes tant Orientales qu'Occidentales, des isles & terres fermes, de la mer Océane, Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole de Luxembourg, de Gueldre, de Wurtemberg & de Tecq, de la haute & de la basse Silésie, d'Athenes & de Neopatrie; Prince de Suabe; Marquis du St. Empire, de Bourgau, de Moravie, de la haute & de la basse Lusace, comte d'Hasbourg, de Flandres, d'Artois, de Tirol, de Barcelone, de Ferette, de Kibourg, de Roussillon, & de Cerdaigne, Comte d'Hainaut, & Namur: Landgrave d'Alsace, Marquis d'Oristan & Comte de Goceane; Seigneur de la marche d'Esclavonie, du port Naon, de Biscaye, de Molines, de Salines, de Tripoli & de Malines; dominateur en Asie & en Afrique: A tous ceux

qui ces présentes verront salut; reçu avons l'humble supplication & requête des maîtres & généralité du métier des Maçons & tailleurs de Pierres en notre ville de Namur, contenant que le sept Février 1688 ils avoient obtenu de Sa Majesté Charles second, de glorieuse mémoire, les chartres sur ce exhibées pour la meilleure regie & gouvernement dudit métier, & malgré les judicieuses précautions y reprises, il se trouveroit cependant par une suite de l'iniquité des tems qu'elles n'avoient pas eu, à l'avantage dudit métier, tous le succès qu'on s'en étoit proposé, puisque les remontrans avoient le sensible déplaisir de voir ledit métier presque réduit à néant, par le peu de subordination qui s'y trouveroit, attendu que sous prétexte que lesdites chartres ne seroient pas assez étendues, la plupart des supplots dudit métier sans vouloir envisager l'intérêt commun dudit corps, occasionneroit journalierement des difficultés qu'on ne pouvoit applanir, sans soutenir des longs & fraieux procès; de sorte que les remontrans pour tâcher de rétablir ledit métier, avoient projeté des nouvelles chartres, lesquelles seroient plus étendues que les modernes, avec fixation de plusieurs petites amendes plus fortes que celles fixées auxdites précédentes chartres à charge de ceux dudit métier qui y contreviendront; & comme les remontrans n'avoient rien tant à cœur que de prévenir la perte entier de leurdit métier, sujet qu'ils nous ont très-humblement supplié de leur accorder, approuver & homologuer le projet des chartres dont la tenure s'en suit,

Projet des chartres à dépêcher pour ceux du métier des tailleurs de Pierres, Maçons & Plaffonneurs ou Blanchisseurs de la ville de Namur.

I. Primes : le métier continuera à être gouverné & régit, comme il l'est à présent, par quatre des maitres du métier, qui seront néanmoins choisis dorenavant par la généralité du métier duement convoquée à cet effet.

II. Le dimanche avant le jour de l'ascension de la présente année, les deux plus anciens des quatre maitres qui sont actuellement en office pour la direction du métier, s'en demettront, & seront remplacés par deux nouveaux, qui seront à cet effet choisis par la généralité dudit métier, il en sera fait de même pour les deux autres à pareil jour de l'année prochaine : & ainsi d'an en an; de maniere que chacun desdits quatre maitres, deservira son office pendant l'espace de deux ans.

III. Entre lesdits quatre maitres qui seront en office il y en aura toujours trois, qui seront respectivement pris des trois différens membres, dont il sera dit ci-après, que le métier sera composé, & que le quatrieme pourra être pris indifféremment de l'un ou de l'autre desdits trois membres.

IV. Ceux qui seront choisis pour remplir l'une des places desdits quatre maitres, seront tenus de l'accepter, à peine de payer une amende de six florins: à repartir pour un tiers au profit du mayeur de notre ville de Namur, pour un autre tiers au profit du métier, & pour le troisieme tiers, au profit

de la chapelle du même métier, & de supporter en outre les fraix de la seconde assemblée du métier, qu'on devra faire à l'effet de choisir un autre maître pour remplir la place qu'ils auront refusée.

V. Bien entendu cependant que dans les fraix qu'ils devront supporter de la seconde assemblée du métier, ne seront compris que ceux qu'il en conte au corps du métier pour pareilles assemblées, & non pas les journées des personnes qui y interviendront.

VI. Et que ceux qui auront déjà déservi une des quatre places susdites, ne pourront ensuite être choisis malgré eux, qu'après un interval de trois ans pour déservir de nouveau une pareille place.

VII. Lesdits maîtres seront tenus de faire exactement observer & accomplir le contenu des présentes chartres, & ils regleront ou décideront sommairement les difficultés légères & de peu de conséquence, qui surviendront entre les supports du métier, à raison de leurs ouvrages ou salaires, en quoi ils pourront en cas de besoin, assumer avec eux les quatre maîtres qui auront immédiatement avec eux déservis leurs offices.

VIII. Ils pourront convoquer & faire assembler la généralité du métier quand ils le trouveront convenir, tous ceux qui seront maîtres dans l'un ou l'autre des trois membres du métier, seront obligés de se trouver à ces assemblées, auxquelles ils seront préalablement convoqués par le valet du métier, & ceux qui y manqueront, encourront une amende de sept sols, applicables au profit du métier, ne fut qu'ils aient des raisons légitimes.

times pour s'en excuser : dont en ce cas ils devront avertir l'un desdits quatre maîtres avant l'heure qui sera fixée pour l'assemblée.

IX. Lorsqu'il s'agira d'entreprendre un procès au nom du métier, soit comme acteurs, soit comme défendeurs, ils devront préalablement prendre sur le cas l'avis par écrit de deux avocats, lequel ils communiqueront ensuite à la généralité du métier dans une assemblée qu'ils feront convoquer expressement à cet effet, en faisant intimer par le valet du métier le sujet de cette assemblée à tous ceux qui devront y intervenir, ils devront ensuite faire sur le cas dont il s'agira ce qui aura été résolu dans l'adite assemblée à pluralité de voix, dont il sera tenu note dans les registres du métier, & il leur est bien sérieusement interdit de s'écarter des résolutions qui y auront été prises, sur-tout d'entreprendre aucun procès au nom du métier, sinon quand ils y auront été autorisés par des pareilles résolutions, à peine que ce qu'ils feront, n'obligera en rien le métier, & qu'ils en repondront eux seuls en leur propre & privé nom, tant pour le principal que pour les fraix.

X. Ils auront en garde tout ce généralement qui appartiendra au corps du métier, comme le pale ou l'affiche & le drap mortuaire du métier ; les argents, les papiers & toutes autres choses qui appartiendront audit métier.

XI. Ils seront tenus de faire entrer dans la caisse du métier tous les droits qui écherront au profit dudit métier, & devront exiger & faire payer toutes les différentes amen-

des qui sont statuéés & comminées par les présentes Chartres, pour ensuite être appliquées selon qu'il en est respectivement disposé.

XII. Ils pourront exiger lesdites amendes par prompte & parate exécution, & faire à cet effet lever le pan ès-maisons de ceux qui les auront encourues par le valet du métier, que nous autorisons au même effet, & auquel en cas de besoin, le mayeur de notre ville de Namur devra quand il sera requis, subministre ses sergents pour l'assister dans ses exécutions.

XIII. Ils seront tenus d'avancer chacun pendant leur entremise jusqu'à une somme de quarante florins pour les besoins du métier, quand il n'y aura pas d'argent dans la caisse du métier pour y fournir, & ce qu'ils auront avancé, leur sera restitué à la sortie de leurs offices par ceux qui leur succéderont.

XIV. Ils rendront tous les ans, le Dimanche avant la fête de l'Ascension, bon & fidele compte de leur entremise pardevant un des échevins de notre ville de Namur, & les quatre maîtres qui auront exercé leurs offices immédiatement avant eux, & à l'intervention de tous les autres maîtres du métier qui voudront s'y trouver, & l'échevin de notre ville de Namur qui assistera à la reddition desdits comptes, aura un ducaton pour chaque compte, sans pouvoir jamais prétendre rien de plus sous tel prétexte que ce soit.

XV. Ils devront lorsqu'ils seront choisis, prêter serment entre les mains du mayeur & des échevins de notre ville de Namur, qu'ils s'acquitteront bien & dûment de tou-

ces choses dont ils sont chargés par les articles précédens, ainsi que tout ce qui regardera la direction du métier, & qu'ils procureront en tout & partout selon leur pouvoir le bien & l'avancement du métier.

XVI. Le même dimanche avant le jour de l'Ascension de la présente année & après l'élection des deux nouveaux maîtres qui seront choisis ce jour là pour la régie du métier, il sera pareillement procédé par la généralité du métier à l'élection des trois nouveaux mambours de leur chapelle, lesquels devront tous trois être résidens en notre ville de Namur, ou dans les faubourgs ou la banlieue & demeureront en office l'espace de trois ans consécutifs, après lesquels il sera de la même manière & à pareil jour de l'an 1742, procédé à l'élection des trois autres pour les remplacer, & il en sera toujours ainsi usé de trois ans en trois ans.

XVII. Ces trois mambours auront en garde ce qui appartient à la chapelle du métier, les argens qui seront destinés à l'entretien de la même chapelle, ils devront avoir soin de faire l'avertance ordinaire pour les chandelles le dimanche avant le jour de l'assomption de la sainte Vierge de chaque année, ou le samedi qui précédera le dimanche.

XVIII. Ils rendront tous les ans le même dimanche compte de leur entremise pardevant les quatre maîtres du métier qui seront en office, & à l'intervention de tous les autres maîtres dudit métier qui voudront s'y trouver, & lorsque leur entremise sera finie, ils devront remettre es mains des nouveaux mambours qui auront été choisis pour leur

succéder , les ornemens & autres effets de la chapelle du métier qu'ils auront en garde, ainsi que l'argent dont ils seront comptables à la même chapelle, savoir : lesdits ornemens & autres effets, le lendemain du jour de l'élection desdits nouveaux mambourgs , & l'argent dont ils seront comptables le lendemain du dimanche avant la fête de l'assomption de la sainte Vierge qui suivra immédiatement après , & auquel ils auront rendu leur dernier compte , le tout à peine d'une amende de douze florins , s'ils y contreviennent dans l'un ou l'autre point ; cette amende à repartir pour deux tiers au profit de la chapelle du métier , & pour l'autre tiers au profit du mayeur de notre ville de Namur.

XIX. Le dimanche avant le jour de l'Ascension de la présente année , & après l'élection des mambours de la chapelle , il sera aussi procédé par la généralité du métier à l'élection du valet du métier , lequel servira pendant le terme d'un an , & devra d'an en an être changé ou choisi de nouveau au même jour par la généralité du métier.

XX. Le valet du métier sera tenu de faire les différens devoirs qu'il a été jusqu'à présent accoutumé de faire , & il aura pour ces devoirs les salaires qu'il est d'usage de lui payer à leur sujet , sauf pour ceux pour lesquels il pourroit en être autrement disposés par les présentes chartres.

XXI. Il aura sur tout bon soin de faire payer les amendes que les quatre maîtres du métier le chargeront d'exiger , & s'il arrive qu'il reste en deffaut de faire son devoir

pour faire payer ces amendes, il en sera responsable au métier en son propre & privé nom.

XXII. Le corps du métier sera à l'avenir composé de trois membres différens & séparés les uns des autres, savoir des Tailleurs de Pierres, des Maçons & des Plaffonneurs ou Blanchisseurs.

XXIII. Ceux qui voudront à l'avenir être admis à la maîtrise du métier dans l'un ou dans l'autre des trois membres, devront être de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, faire conster par dues attestations de leur bonne fâme & renommée, & d'avoir fait trois ans d'apprentissage, soit en notre ville de Namur, soit ailleurs, du stil de celui de trois membres du métier à la maîtrise duquel ils voudront être admis, & passer en outre chef-d'œuvre dans le même stil au gré des quatre maîtres qui seront actuellement en office pour la régie & direction du métier.

XXIV. Les années d'apprentissage ne seront comptées à l'égard des Maçons que du jour auquel ils auront commencés à travailler de la truelle, & à l'égard des Plaffonneurs ou Blanchisseurs, que du jour auquel ils auront commencés à plâtrer.

XXV. La piece à faire pour chef-d'œuvre par les Tailleurs de Pierre, travaillant aux ouvrages à polir & aux pieces d'architecture, sera une colonne, ou un chapiteau, ou une moulure.

XXVI. La piece à faire pour chef-d'œuvre par les Tailleurs de Pierres, travaillant aux pieces ordinaires des bâtimens, sera une tombe, une cartouche ou une croisée.

XXVII. L'ouvrage à faire pour chef-d'œuvre par les Maçons, sera de dresser un portail, une croisée ou une voute à croix d'ogive.

XXVIII. L'ouvrage à faire pour chef-d'œuvre par les Plafonneurs ou Blanchisseurs, sera de faire un plafond uni & bien blanc, ou un placé à voute quarrée, ou enfin de plâtrer une cheminée, & d'y faire les ornemens qui y seront désigné au contenu d'un dessein.

XXIX. La piece ou l'ouvrage à faire pour le chef-d'œuvre sera désigné pour les uns & pour les autres par quatre maîtres du métier qui auront pour toutes les vacations qu'ils feront à l'occasion dudit chef-d'œuvre une somme de six florins à répartir entre eux, & le valet du métier douze sols pour les devoirs qu'il rendra à la même occasion.

XXX. Ceux qui seront à l'avenir admis à la maitrise dudit métier dans l'un ou dans l'autre des trois membres ci-dessus mentionnés du même métier, ne pourront exercer que le stil de celui de ces membres dans lequel ils auront été admis, & auront fait chef-d'œuvre, & par celui de l'un ni de l'autre des deux autres membres, ne fut qu'ils s'y fassent aussi spécialement admettre à la maitrise, à laquelle en ce cas ils seront admis, sous les conditions, & en la maniere ci-dessus expliquées & nominément en y faisant aussi chef-d'œuvre.

XXXI. Cependant tous ceux qui auront été admis à la maitrise du métier avant l'émanation des présentes, pourront par grace speciale & sans que la chose puisse tirer à

conséquence, exercer leur vie durant le fil de tous & chacuns des trois membres dudit métier.

XXXII. Ceux qui acquereront la maîtrise du métier soit dans l'un soit dans l'autre des trois membres dont il sera composé, payeront pour leur entrée, la somme de douze florins quand ils seront natifs de notre ville de Namur ou de sa banlieue, celle de dix-huit florins quand ils seront natifs de notre province de Namur, celle de vingt-quatre florins quand ils seront natifs de quelque-unes des autres provinces de ces pays qui sont sous notre domination, & enfin celle de trente-six florins quand ils seront natifs d'un pays d'une domination étrangère : ces droits à répartir pour un tiers au profit du mayeur de notre ville de Namur, pour un second tiers au profit dudit métier & pour le troisième & dernier tiers au profit de la chapelle du même métier.

XXXIII. Ceux qui seront fils de quelqu'un des maîtres du métier, soit qu'ils aient été engendrés avant ou après que leur père n'en eut acquis la maîtrise, pour en acquérir aussi la maîtrise par la voix usitée d'ancienneté à leur égard qu'on nomme le relief du métier en observant à ce sujet ce qui a été jusqu'à présent pratiqué sauf qu'ils seront à l'avenir obligés de faire chef d'œuvre tout comme les autres dans le fil de celui des trois membres du métier dans lequel ils voudront être admis, & qu'ils ne pourront exercer que le fil de ce membre conformément à ce qui a été ci-dessus statué pour les autres, article 30.

XXXIV. Mais ils ne payeront aux quatre maîtres du métier que trois florins & au valet du métier que six sols pour le droit du chef-d'œuvre , & que deux florins pour le droit de leur relief ou admission à la maîtrise du métier; ces deux florins à repartir pour une moitié au profit du métier , & pour l'autre au profit de la chapelle dudit métier.

XXXV. Et comme il s'est pratiqué au sujet dudit relief du métier , des abus considérables , pour autant que quelqu'un ont ainsi fait admettre au relief du métier leurs enfans en bas âge : nous voulons que tous ceux qui auront ainsi , ou pour qui on aura fait le relief du métier en leur bas âge & qui n'auront pas dix-huit ans accomplis au jour de la date des présentes , ne pourront faire usage de ces reliefs , & qu'ils devront en faire des nouveaux en la manière & aux conditions prescrites , aux deux articles précédents , pour pouvoir exercer le stîl de l'un ou de l'autre des trois membres du métier.

XXXVI. Les ouvriers qui voudront servir & travailler sous quelqu'un des maîtres de l'un ou de l'autre des trois membres du métier , devront se faire préalablement admettre à ce qu'on nomme le petit métier , pourquoi ils payeront trente sols quand ils seront natifs de notre ville de Namur ou de sa banlieue , & trois florins quand ils seront natifs d'ailleurs : ces droits à repartir pour une moitié au profit du métier & pour l'autre au profit de la chapelle dudit métier.

XXXVI. Ceux qui seront admis à maîtrise

trise du métier, soit par la voie de relief soit autrement, devront faire inscrire leurs noms dans le registre qui se tient à cet effet, pour quoi ils payeront six sols au greffier du métier, & ils payeront de plus à raison de leur admission deux sols au valet dudit métier.

XXXVII. Les ouvriers qui voudront servir à travailler sous quelqu'un des maitres de l'un ou de l'autre des trois membres du métier, devront se faire préalablement admettre à ce qu'on nomme le petit métier, pour quoi ils payeront trente sols quand ils seront natifs de notre ville de Namur ou de la banlieue, & trois florins quand ils seront natifs d'ailleurs ces droits à repartir pour une moitié au profit du métier, & pour l'autre au profit de la chapelle dudit métier.

XXXVIII. Mais quand ils seront fils d'ouvriers qui auront ainsi servi & travaillés sous quelqu'un des susdits maitres de l'un ou de l'autre des trois membres du métier, ils ne devront payer que quinze sols pour être admis au petit métier & pour pouvoir aussi travailler sous maitres & ces quinze sols seront repartis pour une moitié au profit du métier, & pour l'autre au profit des quatre maitres dudit métier, qui seront actuellement en office pour la direction du métier.

XXXIX. Devront lesdits ouvriers aussi faire insérer leurs noms au registre de ceux du petit métier, pour quoi ils payeront trois sols au greffier du métier, & aussi deux sols au valet du métier pour leur admission.

XL. Ne pourront les mêmes ouvriers quitter les maitres sous lesquels ils travailleront

sans avoir préalablement achevé l'ouvrage qu'ils auront commencé, ni sans avoir fini le terme pour lequel ils pourront avoir contractés avec leurs maîtres, ne fut que leursdits maîtres seroient en deffaut de les payer, à peine d'encourir une amende de douze florins & les maîtres qui engageront fainnement dans l'un ou dans l'autre des cas que dessus les ouvriers des autres, encoureront de leur côté une pareille amende; ces amendes à repartir comme celles statuées à l'article quatrième.

XLII. Les compagnons étrangers qui voudront travailler sous maître du fil de l'un ou de l'autre des trois membres du métier, pourront le faire, mais pas pour plus longtemps que pour le terme de trois semaines, ne soit dans les cas auxquels ils seront employés aux ouvrages de notre service ou du public, ou dans ceux auxquels il y auroit défaut d'autres ouvriers.

XLII. Et pour ce qu'ils seront obligés de payer au profit du métier trois sols par semaines que les maîtres sous qui ils travailleront, devront leur retenir sur leurs salaires pour les fournir ensuite à la caisse du métier auquel lesdits maîtres en seront comptables & responsables en leur propre & privé nom & pourront même lorsqu'ils seront en défaut de les fournir à la caisse du métier, être exécuté & ce sujet par le valet du métier après sommation préalable de tiers jours.

XLIII. Les uns ni les autres des ouvriers & compagnons étrangers dont il vient d'être parlé ci-dessus, depuis l'article trente-septième ne pourront apprendre à personne sinon à

leurs enfans , le stil d'aucun de trois membres du métier sans le consentement des maîtres sous lequel ils travailleront , à peine d'une amende de quatre florins dix sols à répartir comme celles statuées article quatrieme.

XLIV. Ils ne pourront non plus entreprendre pour leur compte aucun ouvrage du stil de l'un ou de l'autre des trois membres du métier , mais seulement pour le compte des maîtres ou veuves de maîtres sous lesquels ils travailleront , & ne pourront les maîtres non plus que les veuves de maîtres leur donner permission d'entreprendre ainsi aucun ouvrage pour leur compte , ni les soutenir à cet effet par aucune voie indirecte , pour à quoi obvier , quand il arrivera que lesdits ouvriers ou compagnons étrangers qui travailleront sous quelque maître ou sous quelque veuve de maître auront ainsi entrepris quelque ouvrage pour le compte de ceux-ci , lesdits maîtres ou veuves de maître devront payer par eux-mêmes tous les ouvriers qui y seront employés , faute de quoi la chose sera présumée faite en fraude du présent article , & au surplus toutes & chacune des personnes dont il vient d'être parlé qui contraviendront au dispositif du présent article , encourront pour chaque fois une amende de 15 florins , applicable au profit du métier.

XLV. Tous & chacun des maîtres du métier qui auront des ouvriers travaillant sous eux , payeront chaque année quatorze sols au profit du métier , ceux qui n'auront pas des ouvriers travaillant sous eux , sept sols , ceux du petit métier deux sols : les uns & les autres devront acquitter ces droits pour

une moitié, avant le Dimanche qui précède la fête de l'Assomption de la sainte Vierge de chaque année ; faute de quoi on pourra leur défendre l'ouvrage, & si après cette défense ils se présument de travailler sans avoir acquitté les droits pour lesquels elle leur aura été faite, ils encoureront une amende de trois florins pour la première fois, & du double pour la seconde, à répartir comme celle statuée article quatrième.

XLVI. Et seront les maîtres du métier responsables en leur propre & privé nom au corps du métier, de ceux de ces droits qui seront dûs par ceux du petit métier qui travailleront sous eux, auxquels ils pourront en conséquence les retenir sur leurs salaires.

XLVII. Lorsque quelqu'un des maîtres du métier aura fait contrat ou marché avec une personne pour quelque ouvrage qu'il aura entrepris de faire, il ne sera pas permis à un autre maître d'entreprendre le même ouvrage au préjudice du droit acquis au premier, & ceux qui le feront étant informés du contrat ou marché du premier maître, encoureront une amende de douze florins, à répartir comme celle statuée article quatrième.

XLVIII. Quand il arrivera qu'un maître après avoir entrepris quelque ouvrage pour une personne, l'abandonnera avant de l'avoir achevé ; cette personne pourra lui faire défendre l'ouvrage parmi nantissant une somme de six florins entre les mains de l'un des quatre maîtres qui seront actuellement en office pour la direction du métier, & en payant de plus es-droits ordinaires pour pareils cas au valet du métier.

XLIX. Ce fait & l'ouvrage deffendu, lesdits maîtres entendront verbalement la personne plaignant & les maîtres contre qui la plainte aura été faite, & s'ils trouvent que la personne plaignante ait tort, la somme de six florins qu'elle aura nantie, demeurera par forme d'amende pour une moitié au profit du métier, & pour l'autre au profit de la chapelle du métier, outre quoi ladite personne devra payer & refournir au maître contre qui elle aura porté sa plainte tous les dommages & intérêts qu'il aura soufferts, à l'occasion de ce qu'on lui aura deffendu l'ouvrage.

L. Que si les susdits quatre maîtres trouvent que le maître contre qui la plainte aura été portée, ait tort, en ce cas ils feront restituer à la personne qui aura été porter cette plainte, la somme de six florins qu'elle aura nantie, lui feront refournir par ledit maître, les droits du valet du métier qu'il aura payés & condamneront en outre le même maître à une amende de six florins applicable pour une moitié au profit du métier & l'autre au profit de la chapelle dudit métier.

LI. Et la deffence d'ouvrage qui aura été faite audit tiendra lieu, tant & si longtemps qu'il n'aura pas achevé l'ouvrage dont il sera question, ne fut que la personne qui aura porté sa plainte contre lui, veuille bien en desister.

LII. Pourra cependant un maître qui aura entrepris un ouvrage en desister avant que de l'avoir achevé lorsque la personne pour laquelle il l'aura entrepris, sera en deffaut

de le payer, & pourra même en ce cas faire faire par les quatre maîtres qui seront en office pour la direction du métier ou par l'un d'eux deffense à tous autres maîtres du métier de poursuivre & parachever l'ouvrage commencé, tandis qu'il ne sera pas payé de ce que cette personne lui devra, & ceux qui nonobstant cette deffense auront poursuivi l'ouvrage en question, encoureront une amende de six florins, à répartir comme cette statué article quatrieme.

LIII. Que s'il est trouvé que le maître qui aura fait faire pareille deffense n'ait pu en avoir juste sujet de la faire faire, en ce cas encourera une pareille amende de six florins aussi à répartir comme cette statué article quatrieme.

LIV. Et en général tous ceux, soit qu'ils soient du métier, soit qu'il n'en soient pas qui feront défendre l'ouvrage dans un cas ou en telle occasion que ce soit par l'autorité des quatre maîtres qui seront en office ou de l'un d'entre eux, encoureront une amende de six florins, lorsqu'il sera trouvé qu'ils auront fait faire cette deffense à tout ou qui auront contravenu à pareille deffense tandis quelle ne sera pas levée, encoureront une semblable amende; ces amendes à répartir comme cette statué article quatrieme.

LV. Le valet du métier toutes les fois qu'il défendra l'ouvrage dans l'une ou l'autre des occasions exprimées aux présentes chartes, aura pour son salaire six sols, quand il fera ses exploits dans la ville de Namur ou dans les faubourgs, & neuf sols quand il les fera dans le surplus de la banlieue.

notre ditte ville de Namur, soit qu'il doive dans ce dernier cas faire ou ne pas faire aussi ses exploits dans notre ditte ville de Namur ou dans ses faubourgs.

LVI. S'il arrive que quelqu'un des maîtres du métier ou quelqu'un de ceux qui seront du petit métier prenne les outils de son compagnon, ou qu'il retienne des Pierres, du mortier ou quelque autre chose de ce qu'il aura eu en mains, & qu'il le fasse en vue de se les approprier; ceux qui seront intéressés à la chose, pourront en porter leurs plaintes directement au mayeur de notre ville de Namur, qui en ce cas, fera pour la première fois payer par le delinquant une amende de trois florins à son profit, pour la seconde, le fera suspendre de la pratique du stil du métier pour le terme d'un an, & pour la troisième, le fera exclure absolument du métier, & biffer son nom hors des registres dudit métier.

LVII. Et ne pourra aucun des maîtres du métier employer même comme simple ouvrier, ceux qui auront été exclus du métier, ni ceux qui auront été suspendus tandis que leur suspension durera, à peine pour chaque contravention d'une amende de douze florins, à repartir comme celle statuée article IV.

LVIII. Lorsque quelqu'un des maîtres du métier se mariera, il payera pour vin de nocés quarante sols au profit du métier.

LIX. Lorsque quelqu'un desdits maîtres du métier viendra à mourir, le valet du métier sera tenu d'inviter tous les autres maîtres du métier, y compris les quatre maîtres qui seront actuellement en office pour

la direction du métier, à assister à ses exéque & funeraillies, & seront deux desdits quatres maitres tenus par tour d'assister à semblables exéques & funeraillies ainsi que le valet du métier à peine de cinq sols d'amende au profit du métier pour ceux desdits deux maitres qui seront de tour, ainsi que pour le valet du métier, lorsqu'ils seront en défaut, d'assister à semblables funeraillies.

LX. Ceux que la chose concernera pourront, quand ils le souhaiteront se servir, du drap mortuaire du métier aux exéques & funeraillies à celles de leurs femmes, veuves & enfans, & payeront pour ce seize sols au profit du métier, & quatre sols au profit du valet dudit métier, lorsque ce sera pour les exéques & funeraillies desdits maitres du métier, de leurs femmes ou de leurs veuves & six sols au profit du métier & quatre au profit du valet dudit métier, lorsque ce sera pour les exéques & funeraillies de leurs enfans.

LXI. Pourront cependant ceux que la chose concernera, se servir gratis du drap mortuaire du métier dans les exéques & funeraillies de ceux des quatres maitres préposés pour la regie du métier & des trois mambours de la chapelle dudit métier, ainsi que de leurs femmes & enfans lorsqu'eux, leurs dites femmes & enfans seront décidés pendant le tems de leurs offices.

LXII. Et devra le valet du métier comparoitre dans ces cas avec la pale ou l'affliche sans pouvoir pour ce demander aucun salaire.

LXIII. La veille de la fête du saint Sacrement de chaque année les quatre maitres qui seront en office pour la direction du mé-

rier, devront faire assembler la généralité du métier pour porter & accompagner selon l'ancienne coutume, l'image de la sainte Vierge dans la chapelle du métier, & lesdits quatre maîtres encoureront chacun une amende de quarante cinq sols, lorsqu'ils manqueront sans raison légitime de s'y trouver, cette amende à répartir comme cette statuée article quatrième.

LXIV. Le dimanche avant le jour de l'assomption de la sainte Vierge de chaque année, tous les maîtres du métier qui seront résidens dans notre ville de Namur ou dans ses faubourgs, devront se trouver à la chapelle du métier & y assister à la grand messe qui s'y chantera à l'honneur de la sainte Vierge, à peine pour ceux, qui seront défail-lans sans raisons légitimes, d'encourir une amende de cinq sols, applicable au profit de ladite chapelle, qui sera exécutable sur le champs, & sans d'autre sommation qu'une simple avertance du valet du métier; & devra ledit valet du métier tenir notice de ceux qui seront défail-lans en cette occasion, en quoi il sera cru sur ladite notice.

LXV. Lorsqu'il fera une assemblée en la chambre du métier à la requisition de quelques particuliers, celui-ci payera pour droits de cette assemblée trente sols, & six sols pour le greffier du métier; il payera le double lorsque l'assemblée se fera sur quelque carrière, soit des faubourgs, soit du surplus de la banlieu de la ville de Namur, le valet du métier aura pour la convocation de ces assemblées & pour son intervention aux mé-

mes assemblées neuf fois dans l'un & de l'autre cas.

LXVI. S'il arrive que dans les assemblées qui se tiendront en la chambre du métier quelqu'un des membres de ces assemblées dise ou fasse injure de fait ou de parole à un autre, il encourra pour la première fois une amende de trois florins, & pour la seconde une amende de six florins applicable au profit du métier, & il sera au surplus renvoyé de l'assemblée par le vater du métier, si les quatre maîtres qui sont en office trouvent à propos de l'ordonner.

LXVII. Personne du métier ne pourra trouver au conseil desdits quatre ni autre qui seront en office, ne fut qu'il y soit par leurs ordres appelé par le vater du métier excepté les quatre maîtres qui auront déjà servi leurs offices immédiatement avant eux à peine pour chaque contravenant d'encourir une amende de trente sols à répartir comme celle statué article quatrième.

LXVIII. Lorsqu'il se fera quelque ouvrage pour notre service ou pour celui de notre ville de Namur, ceux du métier seront tenus d'y travailler préférentiellement à tous autres ouvrages parmi leur payant leur salaire.

LXIX. Ceux dudit métier seront aussi tenus dans les occasions où notre service pourroit l'exiger, de sortir de notre ville de Namur en armes sous leur drapeau aux ordres du mayeur de notre dite ville & sous le commandement des quatre maîtres qui seront en office pour la régie du métier, & ils devront marcher & se rendre où notre service

le demandera sans pouvoir se debander , à peine de trois florins d'amende au profit dudit mayeur , pour chacun de ceux qui contraviendront au présent article.

LXX. Personne ne pourra dans notre ville de Namur ni dans sa banlieue , exercer le fil d'aucun des trois membres dudit métier , ne fut qu'il y soit aggrégé , à peine de dix écus d'amende , au profit dudit métier , pour chaque contravention , bien entendu cependant qu'il sera permis aux architectes , & à toutes autres personnes qui ne seront pas dudit métier d'entreprendre & de faire faire des batimens ou d'autres ouvrages en y employant des maîtres dudit métier.

LXXI. Il sera dorenavant permis à toute personne de telle condition qu'elle soit de faire ou faire faire chaux , briques , & briquettes , soit pour leur consommation , soit pour les vendre & débiter , sans qu'elles aient besoin de se faire à cet effet admettre dudit métier.

LXXII. Devront à l'avenir les briques & briquettes qui se feront dans notre ville de Namur & dans sa banlieue , être formées sur un moule commun & uniforme , & la chaux qui s'y vendra , être vendue par une mesure aussi commune & uniforme , selon que la chose sera ici après réglée par un règlement particulier.

LXXIII. Finalement les tailleurs de pierres & les maçons devront à l'avenir se régler pour le mesurage de leurs ouvrages & des marchandises qu'ils livreront , sur le

pied qui sera aussi ici après statué par un règlement particulier.

Savoir faisons, que nous les choses susdites considérées, & en sur icelles l'avis de nos chers & féaux les président & gens de notre Conseil provincial de Namur, qui préalablement ont oui notre conseiller procureur général, ceux du Magistrat de notre dite ville de Namur, & autres qu'il appartient, inclinant favorablement à l'humble supplication & requête desdits maîtres & généralité du métier des Maçons & Tailleurs de pierres du notredite ville de Namur supplians, avons agréé, approuvé & homologué, agréons, approuvons & homologuons de grace spéciale par ces présentes, tous les points, articles & devises insérés ci-dessus, voulant & entendant qu'iceux seront à l'avenir ponctuellement observés & accomplis selon leur forme & teneur : si donnons en mandement à nos très chers & féaux les chef président & gens de notredit Conseil à Namur, & à tous autres nos justiciers, officiers & sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder que de cette notre présente grace, aggrégation, approbation & homologation ils fassent, souffrent & laissent lefdits supplians pleinement, paisiblement & perpétuellement jouir & user aux charges & conditions, selon & en la forme & manière que dit est sans leur faire mettre ou donner, ni souffrir être fait, mis ou donné hors ni en tems à venir aucun trouble ou empêchement au contraire : *Car ainsi nous plaît-il*, & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre no-

tre grand scel à cefdites présentes. Donné en notre ville de Bruxelles, le trentieme d'Avril, l'an de grace mil sept cent trente-neuf, & de nos regnes savoir de l'Empire Romain le vingt-huitieme, d'Espagne le trente-sixieme, d'Hongrie & de Bohême le vingt-huitieme. Embas étoit écrit Stenh v. Encore plus bas par l'Empereur & Roi, en son Conseil. Signé J. J. Leroy.

*Extrait du Régistre aux Placcarts du Conseil
Provincial de Namur.*

RELEMENT provisionel édictés par les gouverneur, président & gens du Conseil provincial de S. M., ordonné à Namur selon lequel les officiers du pays & comté dudit Namur & autres se devront conduire au fait de l'affiette des aides, logemens des gens de guerre, & autres charges publiques, le tout pour le plus grand service de S. M. & le bien public.

I. Primes les ecclésiastiques jouiront des charges personnelles & réelles dont ils doivent & ont accoutumé de légitimement jouir au regard de leurs biens amortis, & fournissant leur quote ordinaire ès-aides qui s'accordent à S. M., bien entendu que l'on s'informerà s'ils peuvent tenir plus de deux charues exemptes lorsqu'ils les font labourer par leurs domestiques.

II. Les maisons des prélats de ces pays servant pour leurs réfuges, allées & venues étant par eux habitées ou par leurs com-

cierges sans fraude ni malengien seront pareillement franchises, mais pas lorsqu'elles seront tenues par louages en conformité de la résolution prise par les Etats dudit pays, le premier Décembre 1600, couvertes des lettres d'octroi des feus sérénissimes Archiducs, du 15 du même mois.

III. Au regard des maisons, jardins, terres, prêts, censés & autres biens par eux acquis, & non amortis, ils ne jouiront d'aucune exemption, ains seront lesdits biens taillables & contribuables comme par avant sauf s'ils tiennent leurs résidence es-maisons par eux ainsi acquises, ils seront affranchis des charges personnelles seulement.

IV. Les marguelliers étant mariés faisant trafiques ou vacquans à autres choses qu'à servir Dieu en son église, ne seront aussi exempts d'aucunes charges, ains les supporteront comme tous autres séculiers.

V. Les gentilhommes d'ancienne noble race, & de sang, & autres qui sont ou seront trouvés nobles suivant le premier article du pragmatique du 28 Septembre 1595 & 14 Décembre 1616, exceptés ceux ayant naguère obtenu lettres d'annoblissement, demeurans audit pays de Namur, & vivans noblement sur leurs propres biens sans servitude seront tenus quant à leurs personnes, maisons de résidence, & deux charues de labour comptant dix bonniers à la roye pour chacune d'icelle, francs de toutes aides, tailles, logemens des gens de guerre, contributions pour icelles & autres semblables, pourvu que lesdits biens procèdent de leur ancien patrimoine ou que par avant

l'acquette qu'ils en auroient faits par achat, alliance ou autrement ils ayent été tenus de l'ancien patrimoine d'autre gentilhomme non taillable & qu'ils les tiennent eux-mêmes & fassent labourer par leurs serviteurs & servantes domestiques, le tout selon l'ordonnance desdits feus sérénissimes Archiducs, du 12 Mars 1599, interdisant auxdits gentilhommes d'excéder lesdites deux charues ou d'en tenir aucune exempte sous le nom de leurs enfans non mariés ou non tenans ménage séparé aux peines ci-après statuées.

VI. Les maisons que lesdits gentilhommes autont encette ville & fauxbourgs comme aussi es autres villes de ce pays pour leurs résidences retraites, allées & revenues demeureront aussi ensuite de ladite résolution du premier Décembre 1600, du depuis pratiqué exemptes de toutes charges, ne soit qu'elles soyent occupées par louages, auquel cas elles ne seront aucunement privilégiées.

VII. Si lesdits gentilhommes possèdent aucuns biens par eux acquis des roturiers, auparavant taillables, ils ne les pourront affranchir des payemens des aides, tailles ou autres prestations réelles, mais s'ils s'y trouvent résidens, ils pourront jouir d'exemptions de guet, gardes, corvées & autres servitudes personnelles.

VIII. Au regard des gentilhommes d'ancienne noblesse étrangere non originaire des pays obéissans à Sa Majesté étans venus ou qui viendront résider en ce Comté, iceux jouiront aussi desdites franchises personnelles ou réelles pourvu qu'ils fassent paroître que les gentilhommes de cette province en

pourroient jouir au cas qu'ils fussent résidens esdits pays étrangers.

IX. Quand aux nouvellement annoblis , par lettres patentes de S. M. dont les lettres ne sont débattues de subreptien par les fiscaux , ils pourront bien jouir des honneurs & affranchissemens personnels mais pas réels, entant que touche les maisons & biens par avant asservis aux charges publiques.

X. Les Seigneurs Hautains propriétaires ou gagés ne se pourront sous ce pretext arroger aucun affranchissement , soit par consentement de leurs manans ou autrement ne soit qu'ils aient la qualité noble requise au cinquieme article ci-dessus.

XI. Les officiers ayant patentes de S. M. & autres residens sur le district de leurs offices pourront jouir des exemptions à eux accordées par lesdits patentes , & de celle dont ils ont de tout tems usé à juste & raisonnable cause , interdisant bien sérieusement à tous de quelle qualité ou condition ils soient de donner aucune exemption ou de déferer à autre qu'à celles émanées de la main Souveraine de S. M. ou de son Altesse Sérénissime ; Ains se conformer à la sentence rendue par feu son Altesse Sérénissime le 21. Mars 1626.

XII. Les fermiers du soixantieme denier, moulins & autres biens appartenans à S. M. jouiront des franchises conditionnées par leurs beaulx jusque les procès meus pour ce respect vuidés autrement soit ordonné.

XIII. Les hommes d'armes & archers servans actuellement ou se conformans aux conditions portées par les placards edictez par S. M. en ce regard seront effectivement

maintenus en la jouissance des immunités à eux accordées par lesdits placcards, sans qu'il leurs sera loisible de pretendre aucun affranchissement sous prétexte qu'ils mettroient leurs fils, freres ou autres hommes servans en leur place.

XIV. Declarant néanmoins qu'en conformité desdits placcards & de ce qu'à été souvent jugé, lesdits hommes d'armes & archers ne pourront être francs des aides, tailles & autres charges esquelles les ecclésiastiques, nobles & autres privilegiez contribuent.

XV. Les soldats de S. M. ou de l'Empereur ne pourront hors des lieux de leurs garnison jouir d'aucune franchise réelle ou personnelle.

XVI. L'on ne pourra faire aucune assiette ou imposition sur les manans & habitans de ce pays ne soit par octroy préalable de S. M. & pour causes des aides ou subsides accordées à icelle.

XVII. Défendons bien etroitement d'asseoir aucunes tailles pour faire don, présent & reconnoissance en argent, foin, avoine, bois, moutons ou autres aux Seigneurs Hautains, officiers subalternes ou supérieurs militaires ou non militaires à prétext de leur avènement ou entrée mariage ou baptême, d'eux ou de leurs enfans respectivement divertissement, soulagement ou decharge des logemens & passages des gens de guerre ou autres quelconques, à peine par ceux qui les auront donnez seront mulctez de la peine du quadruple selon le dixieme article du placcard publié sur ce fait le 2 May 1626.

XVIII. Les assiettes des aides, tailles, subsides accordées ou à accorder à S. M. comme aussi les repartitions des logemens

des gens de guerre se devront faire en écrit par & en présence des ceux de la justice du lieu & à l'intervention de l'officier supérieur immédiat de S. M. ou son commis en absence & hors la maison dudit sieur dudit lieu.

XIX. Les comptes desdits aides, tailles & contributions se devront aussi rendre en écrit par en présence & à l'intervention des sus-nommez auxquels le Seigneur des lieux & principaux propriétaires & censiers se pourront trouver si bon leur semble sans aucuns fraix de la communauté.

XX. S'il étoit trouvé que par faveur, dissimulation ou negligence des ceux de la justice des lieux ou autres officiers supérieurs quelconques auroient induement affranchis de quelques charges publiques, non seulement iceux affranchis, mais aussi lesdits officiers en seront responsables, & devront payer en leur propre & privé nom à la charge des habitans desdits lieux ce à quoi lesdits prétendus privilèges eussent dû être cotisez & condamnés en soixante florins d'amende chacun & par dessus ce lesdits officiers seront suspendus de leurs offices & lesdits exempts privez de leurs franchises l'espace d'un an.

XXI. Et afin que ce que dessus qui se pratique quelquefois à la cachette, ou si publiquement les pauvres ni osent contredire, puisse venir à connoissance, le denonciateur outre qu'il sera tenu secret aura le tiers desdites amendes, & sera s'il veut bien être connu, franc de sa quote l'espace d'un an à la charge de celui qu'il aura déferé.

XXII. Au surplus entendant que les plusseurs non privilégiés, si comme gentilshom-

mes non résidens fixément en ce pays, les nouveaux annoblis, seigneurs hautains non nobles & autres se sont par voies indirectes affranchis desdites charges publiques, & qu'autres privilégiés ont grandement étendu & excédé leurs privileges, comme aussi que plusieurs ont fait & reçus des dons & présens à la charge du public sans cause légitime au regard des services de S. M., surchargés & ruiné du pauvre peuple, l'on ordonne aux fiscaux d'en faire la recherche convenable afin de contraindre à désintéresser ceux qui ont à cette occasion été surchargés & les faire condamner es amendes comminées par les placcards de Sadite Majesté.

XXIII. Si quelqu'un se trouve grevé par le présent reglement provisionel dressé comme dit est, pour le maintien des vrais privileges, & soulagement des pauvres peuples, il se pourra adresser audit conseil pour après avoir oui sommairement ceux qu'il appartient y apporter telle modération que sera en justice trouvé convenir. Fait au conseil à Namur le 22. 7bre. 1635. Signé P. VAN KESSEL 1635.

Fin du sixieme & dernier Volume

T A B L E

DES CHARTRES,

D U

CINQUIEME VOLUME.

- C**HARTRE de donation de l'Empereur Louis, en faveur d'un Seigneur nommé Ebroin, Page 274.
Charles-le-Simple, Roi de Germanie, confirme en 914 la fondation de l'Abbaye de Brogne, 275.
Saint Gerard cède au petit Oratoire situé au village de Brogne, tout ce qu'il possédoit au lieu de Romeries, 277.
Lettres par lesquelles l'Empereur Henri prend sous sa protection le Monastere de Brogne, 278.
Le Pape Etienne confirme la fondation du Monastere de Brogne, 281.
Chartre du Pape Benoît, par laquelle il confirme la fondation du Monastere de Waulsor, 286.
Le Comte Robert cède sa terre de Melin à l'Abbaye de Waulsor, 288.

- L'Empereur Otton confirme la fondation du
Monastere de *Waulsors*, Page 290.
- L'Empereur Otton réunit les Monasteres de
Waulsor & d'*Hastiere*, & les donne à Thé-
doric, Evêque de Metz, 292.
- Lettres par lesquelles Otton III prend l'Abbaye
de Brogne sous sa protection, 294.
- Donations faites en faveur de l'Eglise de *Wal-*
court, 296.
- Extrait d'un Manuscrit sur parchemin qui re-
posoit dans le seixieme siecle dans les Ar-
chives de Saint Aubain, à Namur, 299.
- Albert II, Comte de Namur, intervient à
l'aêe de dotation du Chapitre de Notre-Dame
à Huy, 304.
- Albert III, Comte de Namur, consent à la
construcion d'un pont de pierres à Dinant,
305.
- Chartre du Comte de Namur, Albert III, en
faveur de l'Eglise d'Andenne, 308.
- Lettres de fondation de l'Abbaye de Floresse,
311.
- Lettres d'Albéron, Evêque de Liege, par les-
quelles il confirme la fondation de l'Abbaye
de Floresse, & lui accorde plusieurs beaux
privileges, 313.
- Godefroi, Comte de Namur, accorde plusieurs
beaux privileges à l'Abbaye de Brogne,
315.
- Alexandre, Evêque de Liege, confirme la do-
nation faite par Albéron, son prédécesseur,
en faveur de ceux de Geronfart, 321.
- Donation en faveur du Monastere de Brogne,
324.
- Privilege du Comte Henri l'Aveugle, en faveur
des habitans de Floresse, 327.

- Henri l'Aveugle donne à l'Abbaye de Floresse l'Eglise de Notre-Dame de Lefse, la terre d'Obais, le Franc alleu de Marche sur Meuse,* Page 328.
- Le Pape Adrien IV change la Collégiale de Nemeche en un Prieuré de l'Ordre de Clugni,* 331.
- Chartre du Comte de Namur, Henri I, en faveur de l'Abbaye de Brogne,* 333.
- Henri, dit l'Aveugle, Comte de Namur, confirme les libertés & franchises de l'Eglise & Chapitre de saint Aubain à Namur,* 344.
- Henri II, Evêque de Liege, unit l'Eglise de Falmagne au Monastere de Walsuors,* 346.
- Henri l'Aveugle donne à l'Eglise de saint Aubain une rente de huit deniers, affectée sur la terre de Berlancomines,* 349.
- Chartre d'une donation faite à l'Eglise de saint Aubain, à Namur, par Bauduin, Comte de Hainaut, & Marquis de Namur,* 350.
- Bauduin, Comte de Hainaut, confère une Prébende à son neveu Almanne, dans l'Eglise de saint Aubain,* 351.
- Lettres de fondation d'une treizieme prébende dans la Collégiale de saint Pierre, au Château de Namur, par le Comte Philippe-le-Noble, à laquelle il annexa la dignité de Doyen,* 353.
- Philippe d'Auxerre, Marquis de Namur, & Yolende, son épouse, mandent à l'Evêque de Liege de confirmer la donation que Nicolas de Condé avoit faite de l'Eglise & de la Dame de Brigaude en faveur du Monastere de Malône,* 356.
- Lettres d'association entre les religieux du Monastere de saint Aubain à Mayence, &*

ceux du Chapitre de saint Aubain à Namur,

Page 357.

Philippe-le-Noble, acquiert de Hugue, Evêque de Liege, vingt-cinq Marcs Liégeois sur la ville de Hui,

358.

Henri, Empereur de Constantinople, envoie quantité de précieuses reliques à Philippe-le-Noble, Marquis de Namur, son frere, Ibid.

Bulle du Pape Innocent, au sujet des mêmes reliques,

359.

Lettres par lesquelles Philippe, Marquis de Namur, défend de recevoir dans le Monastere d'Andenne, d'autres Filles que des nobles & issues de parens nobles,

360.

Chartre par laquelle on voit que Philippe-le-Noble divise en deux une Prébende de l'Eglise de saint Aubain.

361.

Lettres de Nivellon, Evêque de Soissons, au sujet desdites reliques,

362.

Philippe-le-Noble gratifie l'Eglise de saint Aubain de toutes les reliques prémentionnées,

Ibid.

Philippe-le Noble acquiert de Florent, Abbé de saint Cornelis-Munster, une partie des bois de Ville, de Seilles, de Sclean & d'Hofdam,

363.

Henri, Duc de Brabant, confirme la vente faite par Godefroi, au Comte de Namur, de tous ses biens de Meleng,

365.

Philippe-le Noble achete de l'Abbé de Malonne le Bois de Floriffoux,

366.

Philippe-le-Noble achete du Chatelin de Bruxelles tous les biens que celui-ci possédoit à Meleng, & en fait une donation à l'Eglise de saint Aubain,

367.

Philippe, Marquis de Namur, fait hommage de

<i>la terre d'Alost à Henri, Duc de Lorraine</i>	Page 368.
<i>Chartre de Philippe le Noble, en faveur de l'Eglise de saint Aubain, où il fonde trois nouvelles Prébendes,</i>	370.
<i>Philippe, Comte & Marquis de Namur, l'an 1211, institue vingt Vicaires dans l'Eglise de saint Aubain,</i>	371.
<i>Philippe-le-Noble, Comte & Marquis de Namur, fonde une Chapelle, sous l'invocation de saint Jacques, dans le Château de Vieville,</i>	374.
<i>Accord entre Philippe, Marquis de Namur, & le Chapitre de Hui, au sujet du Bois de Profondé ville,</i>	375.
<i>Philippe-le-Noble, Comte de Namur, permet à Nicolas de Condé, de disposer des biens qu'il possédoit au village de saints Amand & à Brigande,</i>	377.
<i>Lettre par laquelle Philippe-le-Noble, Comte & Marquis de Namur, exempte les Chevaliers de son Comté du droit du Cathel,</i>	378.
<i>Lettres d'accord entre le Comte de Namur Pierre d'Auxerre, & Gobert, Seigneur de Bioul, au sujet de quelques parties du Bois de Marlagne,</i>	Ibid.
<i>La Comtesse Yolende accorde la franckise à ceux de la Neuve Ville, & confirme les privilèges accordés ci-devant aux habitans de Bouvigne,</i>	380.
<i>Le Chapitre de saint Aubain à Namur, permet aux Mayeur & Echevins de Namur, de construire un Abbatis, sur un terrain leur appartenant, sur la place de saint Remi,</i>	381.
<i>Lettres de donation faite par le Comte de Namur, Pierre de Courtenay, & la Comtesse Yolende</i>	

- Yolende son épouse, en faveur de l'Eglise
collégiale Notre-Dame, Page 382.
- Pierre de Courtenay & Yolende son épouse,
comte & comtesse de Namur, donnent à
Gilles de Berlaimont la terre de Faing, 384.
- Autre donation de Philippe, Marquis de Na-
mur, en faveur dudit Gilles de Berlaimont,
385.
- Lettre de fondation d'une Chapelle dans l'E-
glise de saint Aubain à Namur, par la
comtesse Yolende, 386.
- Autre Chartre relative à la fondation de la
Chapelle rappelée es-lettres précédentes, 387.
- Donation faite par Philippe de Courtenay, à
l'Eglise de saint Aubain à Namur, 389.
- Accord entre Philippe, Marquis de Namur,
& Walleran, comte de Luxembourg, fait
en la ville de Dinant, 390.
- Walter de Trudignies, cède l'Eglise de Ber-
trée au Monastere de Clugni, 393.
- Donation en faveur du Monastere d'Argen-
ton, 394.
- Donation faite par Florent, Abbé du Monas-
tere d'Inden, de la grosse & menue dîme de
Sclain, en faveur du chapitre de ce lieu, 395.
- L'Abbesse de saint Desire accorde des biens
aux religieuses retirées de Boneffe, 396.
- Autres Lettres au sujet de la donation faite
précédemment par Guillaume de Harenton &
Ide sa femme, en faveur du Monastere
d'Argenton, 397.
- Henri II, comte de Namur & de Vianden,
& Marguerite de Courtenay son épouse, cè-
dent au Monastere de Grandpré les biens
qu'ils avoient reçus en échange de l'Abbé &
Monastere de Villers, 399.

<i>Autre sur le même sujet ;</i>	Page 400.
<i>Autre Chartre au sujet de la même échange,</i>	401.
<i>Autre relative au même sujet ,</i>	403.
<i>Autre sur le même sujet ,</i>	404.
<i>Jean , Evêque de Liege , cède aux religieuses de l'Abbaye de Boneffe la dîme de ce lieu,</i>	405.
<i>Ferrand , Comte de Flandre , & Jeanne son épouse , confirment la fondation de l'Abbaye de Grandpré ,</i>	406.
<i>Gobert , Seigneur de Bioul , renonce en faveur des religieux de Villers , aux droits qu'il pouvoit avoir retenus sur le Bois de Bioul , nommé Offart , lorsqu'il le cêda au Comte Pierre de Courtenay ,</i>	407.
<i>Jean , Evêque de Liege , prend sous sa protection le Monastere d'Argenton ,</i>	408.
<i>Accord entre Henri de Vianden & Marguerite de Courtenay , Comte & Comtesse de Namur , & Ferrand , Comte de Flandre.</i>	Ibid.
<i>Donation faite par Henri II , Comte de Namur & de Vianden , & par Marguerite son épouse , en faveur de l'Eglise de Floresse ,</i>	410.
<i>Bauduin de Courtenay , Comte de Namur , cède au Monastere de Villers quatre cent bonniers de bois.</i>	411.
<i>Le Monastere de Soleilmont est agrégé à l'Ordre de Cîteaux , & soumis à la juridiction paternelle de l'Abbé d'Alne ,</i>	412.
<i>Bauduin , Empereur de Constantinople , Comte de Namur , confirme la donation faite de cent sols blans par Philippe de Courtenay son frere , en faveur du Monastere de Gérosart ,</i>	413.

Donation faite par Bauduin, comte de Namur, en faveur de Fulgon, châtelain de Samson, Page 413.

Arrangement entre Gobert, Seigneur de Bioux, Gilles son fils, & ceux de l'Abbaye de Villers, au sujet de la partie du Bois de Marlagne, nommé Offart, 414.

Autre sur le même sujet, 416.

Thomas, comte de Flandre & de Haynaut, & la comtesse Jeanne son épouse, confirment la fondation de l'Abbaye de Grandpré, 417.

Bauduin de Courtenay, comte de Namur & Empereur de Constantinople, transporte à l'Abbaye de Grandpré, cent soixante bonniers du Bois de Jettefolz, 418.

Autre sur le même sujet, 420.

Bauduin de Courtenay, comte de Namur, cède à Warnier de Longchamps, quatre-vingt un bonniers du bois de Jettefolz, 421.

Gobert, Seigneur de Bioul, & Gilles son fils, confirment l'abandon de tout tel droit qu'ils peuvent avoir dans la partie du Bois de Marlagne, dite Offart, en faveur des religieux de Villers, 422.

Le Pape Innocent IV, confirme les possessions de l'Abbaye de Boneffe, 423.

Fin de la Table du cinquieme Volume.

T A B L E

DU SIXIEME VOLUME.

- B**AUDUIN de Courtenay, Empereur de Constantinople & Comte de Namur, donne à Thiéry Desfosés une place de portier du Châteaur de Namur, avec tous les émolumens y attachés, Page 1.
- Bauduin de Courtenay, Comte de Namur, & Empereur de Constantinople, donne une quantité de précieuses reliques à saint Louis, Roi de France, 2.
- Guillaume, Roi des Romains, adjuge le Comté de Namur à Jean Daresne, Comte de Hainaut, 4.
- Echange faite entre l'Impératrice Marie, & Roukes, Châtelain de Samson, 5.
- Lettres touchant la vente du Comté de Namur, faite au nom de Bauduin, Empereur de Constantinople, par son fils Philippe à Guy, fils de Marguerite, comtesse de Flandre, pour la somme de vingt-mille livres Paris, 6.
- Autre lettre sur le même sujet, 10.
- Autre sur le même sujet, 12.
- Lettres de Bauduin de Courtenay, Empereur de Constantinople, par lesquelles il donne plein pouvoir à Philippe son fils, de vendre le comté de Namur, 13.
- Lettres de l'Empereur Bauduin, aux Officiers du comté de Namur, sur le même sujet, 16.
- Autre lettre sur le même sujet, 17.

Lettres de l'Empereur Bauduin, aux chapitres de saint Pierre & de saint Aubain & à tous le clergé du comté de Namur, pour le même sujet, Page 20.

Lettres du même Empereur sur la remise de tous les papiers, concernant le comté de Namur, 21.

Guy, comte de Namur, confirme l'échange des biens de Troncourt, Burgis & Grandpré, que ceux de Villers avoient cédés au Monastere de Grandpré avec 400 bonniers de bois, 22.

Quittance de mil livres Parisiis, donnée par Bauduin de Courtenay, Empereur de Constantinople, au sujet de la vente du comté de Namur, 23.

Arrangements entre l'Abbé & Monastere de saint Gerard à Brogne, & Guy, comte de Namur, au sujet du bois de Bier, 24.

Guy, comte de Flandre & Marquis de Namur, prend le Monastere de Boneffe sous sa protection, 27.

Autre quittance de 350 livres Tornois, donnée par le même Prince, au même sujet, 28.

Autre quittance du susdit Empereur Bauduin, portant une somme de 2000 livres Parisiis, au sujet de la prédite vente, 29.

Autre quittance de 2000 livres Parisiis, donnée par Philippe, fils de l'Empereur Bauduin, au sujet de la même vente, 30.

Autre quittance de 1000 livres Parisiis à la même fin, 31.

Quittance générale donnée par le même Empereur Bauduin, au même sujet, Ibid.

Lettres de Guy, comte de Flandre & de Namur, par lesquelles ce Prince statue que les

- sentences rendues par les Mayeur & Echevins de la cour de saint Aubain n'iront pas en appel pardevant les Mayeurs & Echevins de Namur, mais bien pardevant lui, & en son absence pardevant son Bailli, Page 33.*
- Lettres concernant la dédicace de l'Eglise de Bonneffe & la bénédiction du cimetiere de ce Monastere, 35.*
- Accord entre Guy de Flandre, comte de Namur, & l'Abbé & Religieux du Monastere de Lobbes au sujet de l'Eglise de Biesmerée, 36.*
- Lettres de vente de la moitié du moulin de Bouvigne, par Oses de Walheing, chevalier, au profit du comte Guy, 38.*
- Lettres de vente de vingt bonniers de bois, faite par Othon de Walhaing, chevalier, au profit du comte Guy, 39.*
- Echange de quelques biens à Biesme la colonoise, faite entre Guy de Flandre, comte de Namur, & Arnoul de Thuin, 40.*
- Lettres au sujet de quatre messes fondées dans la chapelle que le Monastere de Floresse avoit en Marlagne, 43.*
- Lettre du débat entre le comte de Flandre & l'Evêque de Liège, au sujet du bois appelé Calanges, 45.*
- Statuts des Monnoyeurs de Namur, 47.*
- Le Sire de Fauche, vend au comte Guy cinquante trois bonniers un journal & cinq verges de bois, entre Arbre & Anne-Voye, 52.*
- Soumission des Mayeurs, Jurés & Echevins de la ville de Namur, vers la personne du comte Guy de Flandre, 53.*
- Lettres du comte Guy, au sujet de quelques droits que les bourgeois de Namur réclamoient dans le bois de Marlagne, 57.*

- Autres Lettres sur le même sujet, contenant la punition des plus coupables,* 61.
- Lettre du comte Guy de Flandre, relative au même sujet,* 66.
- Guy, comte de Flandre & Marquis de Namur, confirme l'échange faite à ceux de l'Abbaye de Villers au sujet de la fondation de l'Abbaye de Grandpré,* 71.
- Lettres de donation de douze muids de mouture à la chapelle des Brasseurs,* Ibid.
- Echange faite entre Jean, comte de Namur, & les Religieux de Floresse de trois pieces de forêts contre certains biens & droits gisfans à Marche sur Meuse,* 74.
- Jean de Flandre, comte de Namur, donne en fief à Jean de Dolendorp, chevalier, trente livres de rente affectée sur les revenus du comté de Namur,* 76.
- Jean de Flandre, comte de Namur, établit Thibaut de Wiltourin, chevalier, pour chatelain de Golzinne au gage de cinquante livres tournois par an,* 77.
- Lettres de fondation d'une chapelle érigée par Jean de Flandre, comte de Namur, dans le château de Montaigu,* 78.
- Accord entre Jean de Flandre, & les Tanneurs de Namur au sujet du moulage des écorces,* 82.
- Philippe III, Comte de Namur, fait ériger un autel dans l'Eglise de saints Aubain, conformément aux volontés dernières du comte Guy II son frere,* 86.
- Privileges des Forgerons,* 87.
- Guillaume I, comte de Namur, fonde une chapelle dans l'Eglise de saints Pierre au château de Namur,* 91.

- Charles IV**, Empereur des Romains, reçoit
Guillaume I comte de Namur en foi &
 hommage & lui accorde plusieurs beaux pri-
 vileges, Page 96.
- Sentence** du comte Jean, sur débats entre le
 comte Guillaume son frere, & le chapitre
 d'Andenne, au sujet de Haillot & du Mon-
 chaux, 98.
- Guillaume II**, comte de Namur, fonde une
 chapelle dans le chdteau de Golfine, 101.
- Ade** du chapitre général de l'Ordre de Citeaux
 de l'an 1413, concernant la substitution des
 Religieux, aux Religieuses du même Ordre,
 des Abbayes de Moulin, Jardines, Bo-
 nefse, &c. dans la comté de Namur, 102.
- Lettre** du comte de Namur de la vendition
 par lui faite à M. le Duc, de la comté de
 Namur & des terres & seigneuries qu'il avoit
 en Flandre & en Artois, &c. du 27 Mars
 1421, 103.
- Philippe**, Duc de Bourgogne, s'oblige de main-
 tenir les privileges, franchises, &c. de la
 ville & province de Namur, 118.
- Lettres** du 8 Juin, 1421, par lesquelles ceux
 des trois états de la comté de Namur con-
 noissent Monsieur le Duc de Bourgogne &
 ses hoirs & successeurs comtes & comtesses
 de Flandre, étant Seigneurs héritiers & pro-
 priétaires de la comté de Namur, promet-
 tant de le recevoir en Seigneur après le tre-
 pas du comte de Namur, 120.
- Philippe - le - Bon**, comte de Flandre, &c.
 constitue l'an 1421 que tous emplois confid-
 rables du comté de Namur ne doivent être
 conférés qu'à de naturels Flamands ou
 Namurois, 125.

Acte du mois d'Avril 1421, par lequel Philippe Duc de Bourgogne déclare de n'instituer au pays de Namur aucuns officiers notables qu'ils ne soient Namurois ou Flamands, Page 126.

Lettres du Souverain Bailly & des hommes de fief de la comté de Namur, comment Jean Comte de Namur fut déshérité & Philippe Duc de Bourgogne Comte de Flandre adhérité de l'ontre plus de la Comté de Namur & des prévosté, terre & seigneurie de Poillevache qu'il n'est point tenu de la Comté de Haynaut, 129.

Vidimus contenant le sermens de fidélité fait aux Etats de Namur, par le Duc Philippe, 132.

Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, confirme certaine donation faite par Jean III. comte de Namur, en faveur de Henri de Longchamps, 134.

Jean de Flandre, comte de Namur, confirme tous les privileges, franchises & libentés, accordées par ses prédécesseurs à l'Eglise de saint Aubain, & notamment l'établissement fait par le comte Albert II, d'une Haute cour, composée d'un Mayeur, Echevins & Jurés, 139.

Jean, Evêque de Liege, confirme l'érection du Béguinage fondé à Namur, par Gêtrude Dupont, 143.

L'Empereur Maximilien confirme l'érection du conseil provincial à Namur, & statue différens réglemens pour le maintien du bon ordre, & la bonne administration de la justice, 144.

Le Pape Pie IV, l'an 1560, érige en cathé-

- drate l'Eglise collégiale de saint Aubain à Namur, en y augmentant le nombre des chanoines par les Prébendes du chapitre de saint Pierre, au château. Il y institue un nouvel Evêché suffragant de l'Archevêché de Cambrai & lui assigne pour dot l'Abbaye de Floresse, Ordre de Prémontré dans la province de Namur, 150.*
- Le Pape Pie V, en 1566, décharge l'Abbaye de Floresse, Ordre de Prémontré, de l'union qu'en avoit faite Pie IV, à la messe Episcopale de l'Evêque de Namur, & lui substitue l'Abbaye de saint Gerard ou de Brogne, Ordre de saints Benoit, 160.*
- Bulle du Pape Pie IV, par laquelle il assigne à Antoine Haves, Evêque de Namur, une pension de quinze cents ducats, à lever sur l'Evêché de Jaën en Espagne, 167.*
- Extrait du Régistre aux Placcards du Conseil provincial à Namur, 170.*
- Pierre Vandepere, Evêque de Namur, réduit les Chanoines de la Collégiale de Notre-Dame à Namur, au nombre de douze, 174.*
- Chartre des Batteurs de Cuivre & Pottis & aussi pour les Calmines, 179.*
- Autre Chartre dudit métier, 184.*
- Autre Chartre dudit métier, 192.*
- Autres Chartres desdits Batteurs de Cuivre & Pottis, 197.*
- Refutation particuliere du compte que font les maîtres Fondeurs & Batteurs de Cuivre de Stalberg, d'Aix & d'Eysden, touchant la perte prétendue considérable qu'ils disent résulter au Roi, de l'octroi accordé aux maîtres Fondeurs & Batteurs de cuivre de la ville & province de Namur, & réflexions*

- sur les intérêts de Sa Majesté & le bien public,* 224.
Refumen & réponse finale des maîtres Fondateurs & Batteurs de cuivre de Namur, au dernier écrit, produit par ceux de Stalberg, d'Aix & d'Eysden, 243.
Autre oïroi touchant lesdits Minéraux dits calminnes de l'an 1726, 248.
Nouvelles chartres du métier des Bouchers, 258.
Projet de nouvelles chartres du métier des Bouchers de la ville de Namur, 260.
Chartres du métier des Boulangers du 2 Janvier 1719, 272.
Nouvelles chartres pour le métier des Brasseurs, 279.
Chartres du métier des charliers, 290.
Chartres des chaudronniers, 298.
Chartres du métier des charpentiers, Escailleurs & Pontonniers, 306.
Chartres des chirurgiens, du 26 Juin 1659, 319.
Chartres du métier des cordiers, 326.
Chartres des cuveliers, 337.
Décret d'autorisation pour les Tonneliers de la ville de Namur, 354.
Suite des chartres du métier des Tonneliers dit duveliers, 355.
Chartres du métier des couturiers & Tailleurs d'Habits, 356.
Chartre du métier des Febves, 363.
Chartres des Fripiers de la ville de Namur, 372.
Chartres du métier de la Hance, du 23 Octobre 1675, 386.
Chartres du métier des Menuisiers, Tourneurs & Sculpteurs, 412.

Chartres du métier des Merciers, du 9 Fé- vrier, 1599,	325.
Chartres du métier des Meuniers,	439.
Chartres du métier des Naiveurs & Basteliers, du premier Décembre 1734,	446.
Chartres des Orphevres de la ville de Namur,	466.
Suite des chartres des Orphevres,	479.
Chartres des Pottiers d'Etain & Plombiers,	482.
Chartres des Pottiers de Terre, de la ville de Namur,	494.
Chartres des Porteurs aux Sacqs,	508.
Décret servant d'interprétation à l'article 4 des- dites chartres,	510.
Chartres des Tanneurs & cordonniers du 2 Juin 1695,	512.
Chartres du métier des Tisserans,	524.
Chartres des Vignerons,	532.
Chartres du métier des Tailleurs de Pierres, Maçons, Plafonneurs ou Blanchisseurs de la ville de Namur,	541.
Extrait du Régistre aux Placcards du conseil provincial de Namur,	565.

Fin de la Table du sixième & dernier Volume.

